

Maurice Potel

Le Livre d'Or du Négociant

MARIN.org
Université de Nantes
Service commun de la documentation

nANTOC.org
Université de Nantes
Service commun de la documentation

manioc.org
Université de Nantes
Service commun de la documentation

MANIOC.org
Université de Nantes
Service commun de la documentation

LE LIVRE D'OR DU NÉGOCIANT

MANIOC.org
Université de Nantes
Service commun de la documentation

INV. 11 37451
HCN D023 (2)
Droit et Comptabilité
401 469
B.U. NANTES DROIT-ECONOMIE
D 009 069642 5

LE LIVRE D'OR

DU NÉGOCIANT

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION

DE

MAURICE POTEL

AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ

PROFESSEUR AU LYCÉE VOLTAIRE

ANCIEN PROFESSEUR A L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE

II

PARIS

LIBRAIRIE COMMERCIALE

61, RUE DE CHABROL

1905

Le Livre d'Or du Négociant

est publié sous la Direction de

M. Maurice Potel

Agrégé de l'Université
Professeur au Lycée Voltaire
Ancien professeur à l'École Supérieure de Commerce

avec le collaboration de

MM. **Borry,** Ingénieur, ancien élève de l'École Centrale des Arts et Manufactures.

Bouguet, Chef de Bureau au Sous-Secrétariat des Postes et Télégraphes.

Brasilier, Ancien élève de l'École Polytechnique, professeur honoraire à l'École Supérieure de Commerce.

Capelle, Agrégé de l'Université, professeur au Lycée Voltaire.

Chastin, Agrégé de l'Université, professeur au Lycée Voltaire.

de **Grandry,** Ancien élève de l'École Polytechnique.

Gravellier, Avocat, attaché au Contentieux des Messageries Maritimes.

MM. Le **Hénaff,** Avocat à la Cour d'appel, professeur de Législation Commerciale à l'École supérieure de Commerce.

Leix, Expert-Comptable près la Cour d'Appel.

le Dr. **Mac-Auliffe,** Secrétaire de la Société française d'Histoire de la Médecine, professeur d'hygiène à l'École Normale d'Instituteurs coloniaux.

Marcadet, Sous-Chef de Bureau au Ministère du Commerce (Direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociales).

Rottée, Agrégé de l'Université, professeur à l'École Supérieure de Commerce.

MANUEL JURIDIQUE
DU
COMMERÇANT

PAR

F. LE HÉNAFF
Avocat à la Cour d'Appel
Professeur de Legislation commerciale à
l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris.

MANUEL JURIDIQUE

DU COMMERÇANT

Introduction

Le droit est l'ensemble des règles à l'observation desquelles l'homme peut être astreint par des moyens de contrainte extérieure.

§ 1

Sources du droit français

Quel est le pouvoir qui a qualité pour édicter ces règles? En d'autres termes quelles sont les sources du droit? On peut les ramener à cinq.

1° *La loi.* En principe, le droit d'édicter des règles obligatoires pour l'universalité des citoyens n'appartient qu'à un seul pouvoir, qu'on appelle le pouvoir législatif et qui, sous la constitution qui nous régit, est représenté par le Sénat et la Chambre des Députés. Pour que la loi soit obligatoire pour tous les citoyens, il ne suffit pas qu'elle soit votée par les deux chambres, il faut encore qu'elle soit déclarée exécutoire par le Chef du pouvoir exécutif, actuellement le Président de la République, qui ne peut d'ailleurs s'y refuser; c'est ce qu'on appelle la promulgation de la loi.

L'ensemble des lois qui régissent une matière déterminée s'appelle la *législation.* C'est ainsi que l'on dit : la législation civile, la législation commerciale, etc.

2° *Les règlements d'administration publique.* Il arrive fréquemment que le législateur, pour des raisons de brièveté ou pour tout autre motif, ne croie pas devoir édicter lui-même les mesures de détail nécessaires à l'exécution de la loi et délègue expressément ce soin au chef du pouvoir exécutif, qui doit prendre préalablement l'avis du Conseil d'Etat. La loi déclare alors que telles ou telles mesures seront édictées par un règlement d'administration publique.

Un règlement d'administration publique est donc un décret, c'est-à-dire une décision du Président de la République, pris en exécution d'une délégation formelle du législateur et sur l'avis du Conseil d'État. C'est ce que le décret constate par la formule : le Conseil d'Etat entendu.

3° *Les décrets.* Même en l'absence de toute délégation formelle du Législateur, le chef du Pouvoir exécutif puise dans sa qualité le droit d'assurer l'exécution des lois par des réglements qu'on appelle des décrets. Les décrets ne peuvent d'ailleurs qu' édicter les mesures de détail nécessaires à l'exécution des lois, ils ne peuvent ni les abroger, c'est-à-dire les détruire, ni les modifier.

4° *Les réglements administratifs.* Certaines autorités administratives sont également investies du droit d'édicter des réglements nécessaires pour assurer l'exécution des lois. Les ministres, dans certaines matières spéciales, les préfets dans leur département, les maires dans leur commune possèdent dans une certaine mesure le pouvoir réglementaire. Leurs réglements portent le nom d'arrêtés.

5° *Les usages.* Ils peuvent dans certains cas, suppléer à l'insuffisance de la loi ou même déroger à celle-ci, dans le cas où les dispositions qu'elle édicte sont simplement interprétatives de la volonté présumée des parties, c'est-à-dire des contractants. Les usages ont la même force obligatoire qu'une convention : on peut en effet les considérer comme une convention tacite. Les usages sont surtout importants en matière commerciale; on les constate par des attestations de chambres syndicales, ou de banquiers ou négociants connus qu'on appelle des *parères.*

§ II

Des Codes français

Les principales lois qui forment le fond de notre législation ont été codifiées, c'est-à-dire réunies en un corps, sous le Consulat et sous le premier Empire; c'est ce qu'on appelle les *codes français.*

1° Le *Code Civil* renferme l'ensemble de la législation civile, c'est-à-dire l'ensemble de la législation qui régit les relations privées des particuliers entre eux. Le code civil a été voté en trente-six lois différentes du 14 Ventôse an XI au 24 Ventôse an XII. Ces lois ont été réunies par une dernière loi du 30 Ventôse an XII (21 Mars 1804) sous le nom de code civil des Français. Le code civil se divise en 2281 articles.

Le code civil est de beaucoup le plus important de tous nos codes. Même en matière commerciale, c'est toujours à lui qu'il faut se référer, lorsque le Code de Commerce ne contient sur un point donné aucune disposition spéciale. Le droit commercial se greffe sur le Droit civil auquel il se borne à apporter des dérogations sur certains points spéciaux.

2° Le *Code de Procédure Civile* indique les moyens et les formes à employer pour faire valoir ses droits devant les tribunaux. Il a été voté en diverses lois du 21 au 29 Avril 1806 et déclaré exécutoire, à partir du 1er Janvier 1807. Il se compose de 1042 articles.

3° Le *Code de Commerce* règle les rapports des commerçants entre eux. La loi du 15 Septembre 1807 l'a déclaré exécutoire à partir du 1er Janvier 1808. Il contient 648 articles.

4° Le *Code Pénal* énumère les infractions à l'ordre social que le Législateur a jugées assez graves pour les réprimer par des peines proprement dites. Voté au cours de l'année 1810, il a été déclaré exécutoire à partir du 1er Janvier 1811. Il se compose de 448 articles.

5° Le *Code d'Instruction Criminelle* détermine les formes à suivre pour arriver à la répression des infractions prévues par le Code pénal. Il a été voté dans le courant de l'année 1809 mais il n'est entré en vigueur qu'en même temps que le Code pénal, le 1er Janvier 1811. Il contient 643 articles.

Il existe d'autres codes moins importants et qui en tous cas, intéressent de moins près le commerçant et l'homme d'affaires : par exemple, le Code forestier, les Codes de justice militaire pour les armées de terre et de mer, etc. . .

Naturellement, depuis leur mise en vigueur, ces codes ont fréquemment été modifiés ou complétés par des lois nouvelles, dont les unes ont pris place dans les codes eux-mêmes dont elles ont modifié la rédaction primitive, et dont les autres, restées en dehors des codes, sont désignées par la date de leur promulgation.

Les unes et les autres sont d'ailleurs obligatoires au même titre.

§ III

De l'interprétation des lois

Les lois sont souvent obscures : malgré tout le soin qu'on a pu apporter à leur rédaction, elles n'ont pas prévu tous les cas qui pourraient se produire. Depuis leur promulgation, des rapports nouveaux se sont établis. Il y a lieu de rechercher dans quelle mesure les principes posés par les lois antérieures leur sont applicables. Il faut en d'autres termes interpréter les lois. C'est une entreprise souvent délicate.

De nombreux jurisconsultes ont publié d'importants travaux destinés à élucider le sens des lois. Leurs opinions jouissent d'une grande autorité. C'est ce qu'on appelle la *doctrine*.

D'autre part, les tribunaux sont journellement appelés à trancher les différends qui divisent les justiciables. Les décisions qu'ils ont rendues dans un procès ou, comme on dit, dans une espèce déterminée, ne les lient pas dans d'autres espèces. Mais en cette matière comme en bien d'autres, on tient le plus grand compte des précédents. L'ensemble des décisions rendues sur une question déterminée est désigné sous le nom de *jurisprudence*.

Quand elles ont toutes été rendues dans le même sens, on dit que la jurisprudence est *constante* et on peut alors dans la pratique considérer comme définitivement acquises les solutions qu'elle consacre. Lorsque les décisions ont été rendues dans des sens différents, on dit que la jurisprudence est divisée ou qu'elle est incertaine. Il faut alors dans la pratique considérer la question comme douteuse.

§ IV

Plan de l'ouvrage

L'ouvrage que l'on présente actuellement au public sera divisé en quatre livres.

Dans le premier, on essaiera de donner quelques notions sommaires sur des matières du droit civil qui semblent plus spécialement propres à intéresser le commerçant.

Le second contiendra des notions sommaires sur la compétence et sur la procédure, c'est-à-dire sur la manière de faire valoir ses droits devant les tribunaux.

Le troisième sera consacré au droit commercial.

Le quatrième traitera de la propriété industrielle : brevets d'invention, marques de fabrique, etc. etc. . .

On croit devoir faire observer ici que les solutions qui seront indiquées ne peuvent prétendre dans tous les cas au mérite d'une exactitude absolue et rigoureuse. D'une part, la science du droit renferme à l'heure actuelle bien des obscurités et bien des lacunes. D'autre part les dimensions restreintes de ce travail ne permettent pas d'entrer dans les détails et de citer toutes les exceptions que comportent les principes généraux. Les solutions indiquées ne peuvent donc être exactes que d'une façon générale, elles peuvent ne pas être applicables dans certains cas particuliers.

Lorsqu'une question paraît douteuse, il est toujours sage de se renseigner auprès de conseils autorisés : avocats, avoués, notaires, agréés, huissiers, etc.

LIVRE PREMIER

Notions élémentaires de Droit Civil

TITRE PREMIER

De la capacité juridique

La capacité juridique est l'aptitude des personnes physiques ou des personnes morales à acquérir des droits ou à contracter des obligations.

CHAPITRE I

Personnes physiques

Les personnes physiques sont les êtres humains envisagés comme susceptibles de droits ou d'obligations. Pour les personnes physiques, la capacité est la règle, l'incapacité l'exception. (Art. 8 du Code civil) Il n'y a donc d'autres incapables que ceux qui sont déclarés tels par la loi. On se bornera par suite à énumérer les différents cas d'incapacité.

SECTION I

Incapacité résultant de condammations judiciaires

Certaines personnes sont privées par la loi de la jouissance même de certains droits : non-seulement elles ne peuvent les exercer elles-mêmes, mais personne ne peut les exercer pour elles. C'est ainsi que les condamnés aux travaux forcés à perpétuité ou à la déportation, peine également perpétuelle, sont privés par la loi du 31 Mai 1854 du droit de disposer ou de recevoir par donation entre vifs ou par testament, et que le testament qu'ils auraient fait antérieurement est frappé de nullité.

Les accusés poursuivis pour crime et qui se sont soustraits par la fuite à la juridiction de la cour d'assises sont qualifiés *contumaces* et privés de tous leurs droits civils jusqu'à ce qu'ils se représentent à la justice; leurs biens sont mis sous séquestre et administrés par l'administration des domaines. (Art. 28 du Code civil, Art. 465 et 466 du Code d'instruction criminelle)

Enfin les condamnés aux travaux forcés, à la détention ou à la réclusion sont, pendant la durée de leur peine, en état d'interdiction légale. (Art. 29 du Code civil)

Ils ne sont pas privés des droits civils, mais ils ne peuvent les exercer eux-mêmes. Ces droits sont exercés en leur nom par leur tuteur.

D'autres condamnations entraînent contre les condamnés certaines incapacités, mais ces incapacités n'ont guère qu'un caractère politique; on n'en parlera pas ici.

SECTION II

Incapacité de fait

Il existe un certain nombre de personnes que la loi ne prive d'aucun de leurs droits, mais qui ne peuvent les exercer elles-mêmes. Ces droits sont exercés en leur nom par leurs représentants légaux.

D'autres personnes ont seulement besoin d'être assistées de leurs représentants légaux.

§ I

Des Mineurs

Le mineur est toute personne de l'un ou de l'autre sexe qui n'a point encore l'âge de 21 ans accomplis. (Art. 388 Code civil)

En principe, le mineur est *en tutelle* c'est à dire qu'il ne peut faire seul aucun des actes de la vie juridique. Il y est représenté par son *tuteur*.

En principe, également, le tuteur peut faire seul les actes qui intéressent son *pupille*. (Art. 450)

Pour certains actes, le tuteur a besoin de l'autorisation du *conseil de famille*, notamment pour accepter ou refuser une succession. La succession ne peut d'ailleurs être acceptée que sous bénéfice d'inventaire, ce qui permet au mineur de n'être tenu des dettes du défunt que jusqu'à concurrence de ce qu'il retire de la succession. (Art. 261 du Code civil)

L'autorisation du conseil de famille suffit également pour aliéner les valeurs mobilières (titres de rentes, actions, obligations) appartenant au mineur, lorsque le capital qu'elles représentent ne dépasse pas 1500 fr. (Loi du 27 Février 1880)

Pour d'autres actes, que la loi considère comme plus graves, il faut tout à la fois, l'autorisation du conseil de famille et l'*homologation*, autrement dit l'approbation, du tribunal civil. Tels sont les cas où il s'agit d'emprunter au nom du mineur, d'aliéner ses immeubles ou de les hypothéquer et de vendre ses valeurs mobilières, lorsque le capital qu'elles représentent dépasse 1 500 fr. (Art. 457 et 458 du Code civil, Loi du 27 Février 1880)

Pour transiger au nom d'un mineur, il faut en outre l'avis conforme de trois jurisconsultes, désignés par le Procureur de la République. (Art. 467)

Les meubles ne peuvent être vendus qu'aux enchères publiques, par l'organe d'un officier public. Les immeubles ne peuvent être vendus qu'aux enchères publiques, à la barre du tribunal civil. Les partages dans lesquels le mineur est intéressé ne peuvent avoir lieu qu'en justice.

Enfin certains actes sont absolument interdits au tuteur et par suite au mineur qu'il représente. Ce sont la donation, l'acceptation pure et simple d'une succession, le compromis, c'est-à-dire l'engagement de faire juger par des arbitres les différends dans lesquels le mineur est intéressé.

Le tuteur ne peut acheter les biens qui appartiennent à son pupille.

§ II

Du Mineur émancipé

La capacité juridique du mineur peut être augmentée par un acte qui porte le nom d'*émancipation.*

Le mineur peut être émancipé à partir de 15 ans par son père, ou, à défaut de celui-ci, par sa mère, et à partir de 18 ans par son conseil de famille.

L'émancipation se fait par une déclaration devant le juge de paix. Le mineur émancipé n'a plus de tuteur : le conseil de famille lui nomme un *curateur*, qui, au lieu de le remplacer dans les actes de la vie civile, se borne à l'y assister.

Le mineur émancipé peut faire seul et sans l'asistance de son curateur, ce qu'on appelle les actes de simple administration : toucher ses revenus et en disposer librement, donner ses immeubles en location, à condition que le bail ne dépasse pas neuf ans. (Art. 481 Code civil)

Il ne peut recevoir un capital et en donner quittance qu'avec l'assistance de son curateur, qui doit en ce cas en surveiller l'emploi. (Art. 482)

Pour les autres actes, il a besoin des mêmes autorisations que le mineur non émancipé. (Art. 483 et 484)

On verra ci-après à quelles conditions le mineur émancipé peut être habilité à faire le commerce, c'est-à-dire rendu capable de s'y livrer.

§ III

Des Interdits

Lorsqu'un individu est atteint de démence, ses parents peuvent le faire interdire par un jugement du tribunal civil. Les jugements d'interdiction sont mentionnés sur des tableaux qui doivent être affichés dans toutes les études de notaires de l'arrondissement du tribunal qui a prononcé l'interdiction. De plus, un extrait de ce jugement est transcrit au greffe du tribunal civil dans le ressort duquel l'interdit est né. (Art. 501 complété par la loi du 16 Mars 1893) Lorsqu'on a des doutes sur la capacité d'un individu avec lequel on se propose de contracter, on peut donc lui demander son acte de naissance et, sur le vu de cet acte, écrire au greffier du tribunal civil dans le ressort duquel se trouve le lieu de naissance, pour lui demander si l'interdiction de cet individu est mentionnée sur le registre spécial.

L'interdit est représenté par son tuteur dans les actes de la vie civile. Les pouvoirs de ce tuteur sont les mêmes que ceux du tuteur du mineur.

§ IV

Des personnes pourvues de conseils judiciaires

Les faibles d'esprit et les prodigues peuvent être pourvus d'un conseil judiciaire, sur la demande d'un de leurs parents, par le tribunal civil de leur domicile. (Art. 499 et 513) Le jugement de dation de conseil judiciaire est publié dans la même forme que le jugement d'interdiction. (Voir le paragraphe précédent). Le commerçant prudent fera bien, avant de faire des affaires à crédit avec une personne inconnue, de rechercher par le moyen que la loi met à sa disposition, si cette personne n'a pas été pourvue d'un conseil judiciaire.

Bien que le mot de conseil éveille au premier abord l'idée d'une réunion de personnes, le *conseil judiciaire* est un mandataire unique nommé par le tribunal et sans l'assistance duquel la personne qui en est pourvue ne peut plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital et en donner quittance, aliéner ou grever ses immeubles d'hypothèque. (Article 513)

§ V

Des Femmes mariées

1° *Des différents régimes matrimoniaux.*

Lorsqu'avant de contracter mariage, les futurs époux n'ont pas réglé les conditions pécuniaires de leur union par un contrat spécial qu'on appelle *contrat de mariage* et qui ait été dressé par un notaire, la loi (Art. 1393) déclare qu'ils sont mariés sous le régime de la communauté, qu'on appelle, à raison de ce fait, la *communauté légale.*

Sous ce régime, les biens meubles que les époux possèdent au moment du mariage et ceux qui leur adviennent par la suite, de quelque façon que ce soit, tombent dans une masse commune qu'on appelle la communauté et que le mari administre, aussi librement que s'il en était seul propriétaire. Les immeubles que les époux possèdent au moment du mariage ou qui leur adviennent au cours du mariage par donation, succession ou testament, restent au contraire leur propriété personnelle. C'est ce qu'on appelle les *propres.* Leurs revenus seuls, qu'on appelle leur jouissance, tombent en communauté. Sous ce régime le mari n'administre pas seulement ses biens propres et les biens de communauté, il administre encore les biens propres de sa femme.

Les époux, tout en adoptant le régime de la communauté, peuvent vouloir en restreindre les effets. Ils adoptent alors un régime matrimonial qui porte le nom de *communauté d'acquêts* ou *communauté réduite aux acquêts.*

Sous ce régime, les époux restent propriétaires des biens meubles ou immeubles qu'ils possèdent au jour du mariage, ou qui leur adviennent au cours du mariage, par donation, succession ou testament; la jouissance de ces biens, c'est-à-dire leurs revenus et les biens acquis au cours du mariage, autrement que par donation, succession ou testament, tombent seuls en communauté. Sous ce régime, comme sous le précédent, le mari administre, non-seulement ses biens propres et les biens communs, mais les biens propres de sa femme.

Les époux peuvent également se marier sous le regime de la *séparation de biens* ou, s'étant mariés sous un autre régime, ils peuvent être séparés de biens par un jugement du tribunal civil, rendu sur la demande de la femme lorsque la mauvaise administration du mari met sa fortune en péril. Sous ce régime, chacun des époux conserve, non seulement la propriété, mais l'administration de ses biens.

Enfin les époux peuvent être mariés sous le *régime dotal.* Sous ce régime, le mari a bien l'administration des biens que la femme se constitue en dot, et il en a aussi la jouissance, c'est-à-dire qu'il en touche les revenus. Mais les immeubles que la femme s'est constitués en dot ne peuvent être aliénés ni par le mari, ni par la femme, ni par les deux époux conjointement. (Art. 1554 du Code civil) C'est ce qu'on l'on exprime en disant que le *fonds dotal est inaliénable.*

Les créanciers du mari ou de la femme n'ont également aucune action, aucun droit de saisie sur les immeubles dotaux.

Enfin la femme ne peut céder l'hypothèque légale qu'elle a contre son mari pour garantie de ce que celui-ci peut lui devoir.

On voit, lorsque l'on traite avec une femme mariée, surtout lorsqu'il s'agit de lui acheter des immeubles, combien il est utile de se renseigner sur le régime sous lequel elle s'est mariée et combien il est sage de se faire montrer son contrat de mariage.

Il peut arriver, il est vrai, qu'elle réponde mensongèrement qu'elle n'a fait aucun contrat de mariage, alors qu'en réalité elle en a fait un. Il existe un moyen de contrôler la véracité de son affirmation. Les articles 1391 et 1394 du Code civil, complétés par la loi du 10 Juillet 1850, exigent qu'au moment où ils se présentent devant l'officier de l'Etat civil pour faire célébrer leur mariage, les futurs époux déclarent s'ils ont fait un contrat de mariage et, s'ils répondent affirmativement, la date du contrat de mariage et le nom du notaire qui l'a reçu sont mentionnés dans l'acte de célébration du mariage. On peut donc demander à la femme ou aux époux l'acte de célébration de leur mariage qui permettra de se rendre compte s'il y a eu ou non un contrat.

On indique ici pour mémoire que les articles 67 et 70 du Code de commerce obligent les époux dont l'un est commerçant au moment du mariage, ou le devient après le mariage, à donner au contrat de mariage un publicité spéciale.

Ces articles seront expliqués dans la partie qui traite du droit commercial, à propos des obligations du commerçant. (Voir ci-dessous)

2° *Incapacité dont la femme mariée est frappée, sous quelque régime qu'elle soit mariée.* Sous quelque régime que la femme soit mariée, alors même que ce régime serait celui de la séparation de biens, la femme ne peut faire, sans l'autorisation de son mari, ce qu'on appelle des actes de disposition, par opposition aux actes de simple administration.

L'autorisation de son mari lui est notamment indispensable pour plaider (Art. 715 du Code civil), pour donner, aliéner ou hypothéquer ses biens et même pour en acquérir. (Art. 217)

L'autorisation du mari doit être spéciale, c'est-à-dire particulière pour chaque acte. Une autorisation générale ne vaudrait que pour permettre à la femme des actes d'administration.

Elle doit en outre être expresse et résulter soit du concours du mari dans l'acte, soit de son consentement par écrit. (Art. 217)

Lorsque le mari est absent ou dans l'impossibilité légale de manifester son consentement, son autorisation peut être suppléée par celle de la justice, qui est donnée par le tribunal civil.

Lorsque le mari refuse son autorisation, la femme peut également se pourvoir devant le tribunal pour se faire donner l'autorisation par la justice. (Art. 218 et 219 du Code civil)

On verra, dans la partie qui traite du droit commercial, de quelle autorisation la femme a besoin pour faire le commerce.

§ VI

Des Commerçants faillis

On traitera également dans la partie consacrée au droit commercial des incapacités qui atteignent le commerçant déclaré en état de faillite ou de liquidation judiciaire.

CHAPITRE II

Personnes morales

Les *personnes morales* sont des collectivités auxquelles la loi, pour des motifs d'utilité publique, reconnaît une personnalité juridique distincte de celle des membres qui les composent.

Parmi ces personnes morales, les unes ont une existence qui se rattache à l'organisation politique ou administrative du pays : ce sont par exemple l'état, le département, les communes, les fabriques qui administrent les biens des églises, les bureaux de bienfaisance, les hopitaux et hospices, etc. On les appelle personnes morales publiques ou établissements publics.

D'autres sont purement privées, tels que les sociétés commerciales ou civiles, les associations, les syndicats professionnels.

Les diverses personnes morales ne peuvent évidemment agir que par l'intermédiaire de leurs mandataires, représentants ou administrateurs.

Pour déterminer l'étendue des pouvoirs de ceux-ci, il faut se reporter, soit aux lois, qui ont créé ces personnes morales, soit, s'il s'agit d'une société, à l'acte de société ou, comme on dit, aux statuts sociaux.

On ne peut entrer ici dans le détail de ces dispositions et on est contraint de se borner à cette indication générale.

TITRE DEUXIÈME

Des différents droits que l'on peut avoir sur les objets extérieurs

CHAPITRE I

Division des droits en réels ou personnels

1° *Des droits réels.* Parmi les droits que nous pouvons avoir sur les objets extérieurs, les uns s'appliquent directement et sans intermédiaire à une chose déterminée, qui se trouve soumise d'une manière plus ou moins complète à notre pouvoir : tel le droit de propriété. On les appelle les *droits réels.*

Les droits réels, et notamment le droit de propriété, nous rattachant sans intermédiaire à une chose déterminée, nous permettent en principe de réclamer cette chose à toute personne qui en serait détentrice. Cette réclamation s'exerce par une action qu'on appelle la *revendication*, et le droit de suivre ainsi, comme on dit, la chose entre les mains des tiers détenteurs, s'appelle le *droit de suite.* On verra cependant plus tard, à propos de la prescription acquisitive, que ce droit de suite est extrêmement restreint, quand il s'agit de meubles, par l'application du principe de l'article 2279. « En fait de meubles, possession vaut titre ». (Voir ci-dessous)

D'autre part, lorsque plusieurs personnes ont acquis sur une même chose, à des époques différentes, des droits réels, qui se trouvent en conflit l'un avec l'autre, on doit en principe préférer celui qui les a acquis le premier; c'est ce qu'on appelle le *droit de préférence.*

2° *Des droits personnels.* Nous avons au contraire des droits qui nous rattachent à une autre personne, et qui obligent cette personne à nous donner, c'est-à-dire

à nous remettre une chose, ou à faire pour nous quelque chose ou à ne pas faire quelque chose. C'est ce que l'on appelle les *droits personnels*.

Celui à qui le droit appartient a une *créance* : il est créancier. Celui à qui l'obligation incombe a une dette et est *débiteur*.

A la différence des droits réels, les droits personnels ne comportent pas le droit de suite. Le créancier ne peut pas agir contre une personne quelconque pour faire valoir son droit, il ne peut agir que contre son débiteur.

Ils ne comportent pas non plus, du moins en principe, le droit de préférence. Tous les créanciers d'un même débiteur sont placés sur le même rang, quelle que soit la date de leurs créances.

Il y a cependant certains créanciers auxquels la loi confère un droit de préférence, ce sont les créanciers privilégiés. (Voir ci-dessous)

D'autre part un créancier peut s'assurer par convention certains droits de suite et de préférence en adjoignant à sa créance un droit réel accessoire, qui lui sert de sûreté ou de garantie.

C'est ce qui arrive lorsqu'il se fait conférer un gage ou une hypothèque. On reviendra sur ce point à propos des sûretés qui peuvent garantir le paiement de certaines créances. (Voir ci-dessous)

CHAPITRE II

Division des biens en corporels ou incorporels

En réalité nous n'avons d'autres biens que les droits que nous pouvons avoir sur les choses ou sur les personnes, et les droits sont de leur nature abstraits et par conséquent incorporels.

Mais le droit de propriété assure à celui qui le possède toutes les utilités qu'on peut tirer de la chose qui en est l'objet. Aussi la loi considère que ce droit s'incorpore en quelque sorte à la chose, et que, lorsque cette chose est corporelle, le droit de propriété est lui-même corporel.

Au contraire, la loi considère les autres droits réels comme ne se confondant pas avec la chose qui en est l'objet, et les regarde par suite comme des biens incorporels; tels sont l'usufruit, l'usage et les servitudes.

Quant aux droits personnels, ils sont, bien entendu, des biens incorporels.

CHAPITRE III

Division des biens en meubles ou en immeubles

D'une façon générale, on peut dire que les choses sont meubles ou immeubles, suivant qu'on peut ou non les transporter d'un lieu à un autre sans qu'elles changent de nature. La division des biens en meubles et immeubles ne devrait donc s'appliquer qu'aux choses corporelles.

Mais la loi y fait entrer même des biens incorporels et l'applique à tous les biens quels qu'ils soient. «Tous les biens, dit l'article 516, sont meubles ou immeubles.»

§ I.

Des Immeubles

On distingue quatre espèces d'immeubles :

1° *Les immeubles par nature*. Ce sont les fonds de terre et les bâtiments fixés au sol, les fruits tant qu'ils n'ont pas été détachés des arbres et les récoltes tant qu'elles n'ont pas été coupées. (Art. 518 à 521)

2° *les immeubles par destination.* Ce sont des choses qui, par elles-mêmes, auraient le caractère de meubles, mais que l'on considère comme immeubles parce qu'elles se rattachent étroitement à un immeuble.

Il y en a deux sortes.

D'abord les objets que le propriétaire d'un fonds y a placés pour l'exploitation de ce fonds, par exemple les bestiaux, les voitures, les semences, les pailles et engrais dans une ferme, les cuirs et machines dans une usine; mais il faut que ces objets aient été placés sur le fonds par le propriétaire. S'ils avaient été placés par le locataire, ils resteraient meubles. (Art. 524)

En second lieu, les objets que le propriétaire d'un fonds y a attachés à perpétuelle demeure (Art. 524) ce qu'on reconnaît généralement à ce fait qu'ils y sont scellés à plâtre, à chaux ou à ciment. (Art. 525)

3° Les *immeubles par l'objet auquel ils s'appliquent.* Ce sont les droits incorporels qui ont pour objet un immeuble: l'usufruit, l'usage, les servitudes, l'action en revendication d'un immeuble, etc. . . .

4° Les *immeubles par détermination de la loi.* L'article 7 du décret du 16 Janvier 1808 permet aux propriétaires d'actions de la Banque de France de les déclarer immeubles par une mention sur les registres de cet établissement, bien qu'évidemment ces actions soient meubles de leur nature. Cette immobilisation a l'avantage, par exemple, lorsque les parents d'une jeune fille veulent la garantir contre la mauvaise administration possible de son futur époux, de rendre l'aliénation de ces valeurs plus difficile.

§ II

Des Meubles

La loi en distingue deux espèces :

1° *les meubles par nature.* Ce sont les objets corporels qui peuvent se transporter d'un lieu à un autre sans changer de nature, soit qu'ils s'y transportent eux-mêmes comme les animaux, soit qu'ils ne puissent changer de place que par l'effet d'une force étrangère, comme les choses inanimées. (Art. 528)

2° *les meubles par détermination de la loi.* Ce sont des droits incorporels, les obligations et actions ayant pour objet des sommes d'argent ou des effets mobiliers, les actions ou parts d'intérêt dans les compagnies de finance, de commerce ou d'industrie, quand même des immeubles dépendraient de ces compagnies, les rentes perpétuelles ou viagères. (Art. 529)

§ III

Intérêt de la distinction

Il est intéressant à plusieurs points de vue de distinguer les meubles des immeubles.

1° La loi est partie de cette idée, que la valeur des meubles était une quantité négligeable, comparée à celle des immeubles. Cette idée pouvait être exacte lors de la promulgation du Code civil : elle ne l'est plus aujourd'hui, la fortune mobilière ayant pris un développement considérable. Quoiqu'il en soit, c'est la pensée directrice des rédacteurs du Code et ils en ont déduit que l'aliénation ou la saisie des meubles devaient être rendues moins difficiles que celles des immeubles.

2° L'hypothèque ne peut frapper que les immeubles. C'est ce que l'article 2119 exprime par la formule : « les meubles n'ont pas de suite par hypo-

thèque ». Il n'y a d'exception que pour les navires. (Loi des 10 Décembre 1874 et 10 Juillet 1885, sur l'hypothèque maritime)

3° Le possesseur d'un meuble en devient, s'il est de bonne foi, immédiatement propriétaire. (Art. 2279) La possession d'un immeuble ne peut conduire à la propriété que par l'expiration d'un laps de temps plus ou moins long : c'est ce qu'on appelle la *prescription*.

TITRE TROISIÈME

Des droits réels en particulier

CHAPITRE I

Des divers droits réels

SECTION I

De la Propriété

C'est le droit le plus absolu qu'on puisse avoir sur une chose.

L'article 544 la définit : « le droit de propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la façon la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements ».

Cette définition est un peu vague. Si l'on analyse le droit de propriété, on voit qu'il se décompose en trois éléments :

1° le droit d'*user* de la chose, c'est-à-dire de s'en servir pour ses besoins;

2° le droit de *jouir* de la chose, c'est-à-dire d'en percevoir les fruits ou les revenus;

3° le droit de *disposer* de la chose, c'est-à-dire de l'aliéner, de la transformer ou même de la détruire.

La propriété est de sa nature un droit perpétuel; à la mort du propriétaire elle se transmet à ses héritiers.

D'après l'article 545 nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité.

Cet article n'est que l'application d'un des grands principes déjà posés par la Déclaration des droits de l'homme. Les formes de l'expropriation pour cause d'utilité publique ont été réglées par une loi du 3 Mai 1841.

Il peut arriver que plusieurs personnes soient propriétaires à la fois d'une même chose : c'est ce qui arrive, par exemple, lorsque le propriétaire meurt en laissant plusieurs héritiers. On dit alors que ces héritiers sont *copropriétaires* ou *propriétaires par indivis*. Chacun d'eux a alors le droit de demander le partage de la chose. (Art. 815)

Il ne faut pas confondre la *propriété* avec la *possession*. Ces deux mots qui, dans le langage ordinaire, sont souvent considérés comme synonymes, désignent, dans le langage du droit, deux choses absolument différentes. Nous avons déjà défini la propriété : c'est un droit. La possession au contraire est un pur fait. La possession est le fait de détenir une chose, ou d'en jouir, comme si on en était propriétaire. (Art. 2228) Posséder un objet mobilier, c'est l'avoir chez soi, à sa disposition : posséder un champ, c'est le cultiver et en recueillir la récolte.

Mais cet élément matériel ne suffit pas pour qu'elle produise des effets juridiques. Il faut pour cela qu'il s'y joigne un élément intentionnel, que l'on appelait en droit romain, l'*animus domini*. C'est l'intention par le possesseur de se comporter comme s'il était propriétaire de la chose ou s'il avait sur elle un autre droit réel.

Généralement c'est le propriétaire d'une chose qui en a eu même temps la possession, mais il peut en être autrement et la loi attache à la possession considérée en elle-même des effets juridiques importants.

1° La possession fait présumer la propriété. Celui qui possède et dont on conteste le droit, n'a rien à prouver, puisque c'est lui qui détient la chose et que c'est à lui que profite le *statu quo*. La charge de la preuve incombera tout entière à celui qui veut le dépouiller de sa possession et comme, dans tous les procès, la grande difficulté est celle de la preuve, c'est là pour le possesseur un avantage considérable.

2° La possession ne fait pas seulement présumer la propriété, elle permet de l'acquérir.

Le possesseur d'un meuble, lorsqu'il est de bonne fo , en devient instantanément propriétaire. (Art. 2279)

Le possesseur d'un immeuble en devient propriétaire par un laps de temps de 10 à 20 ans s'il est de bonne foi, de 30 ans, s'il est de mauvaise foi. C'est ce qu'on appelle l'acquisition de la propriété par la prescription.

3° Le possesseur de bonne foi *fait les fruits siens* (Art. 549 et 550) c'est-à-dire que si, plus tard, il est obligé de restituer la chose qu'il possède à une autre personne qui prouve en être le légitime propriétaire, il n'est pas tenu de restituer la valeur des fruits ou des revenus qu'il a consommés au fur et à mesure et de bonne foi, croyant qu'il était réellement propriétaire.

4° Le possesseur qui est privé de sa possession jouit de certaines actions spéciales pour se la faire restituer ces actions qu'on appelle les *actions possessoires* sont jugées par le juge de paix. Il y en a deux : la *complainte* et la *réintégrande*.

SECTION II

Des Servitudes

Le plus souvent les éléments qui composent le droit de propriété sont réunis sur la tête d'une même personne qu'on appelle le propriétaire ou encore le plein propriétaire.

Mais il peut arriver qu'au lieu d'être réunis sur la même tête, ces éléments se répartissent entre plusieurs personnes et qu'un autre que le propriétaire ait le droit de tirer de la chose une partie des utilités qu'elle comporte. On dit alors que la propriété est *démembrée* ou qu'elle est soumise à une servitude et ces éléments du droit de propriété qui se trouvent ainsi appartenir à d'autres qu'au propriétaire, s'appellent des *démembrements de la propriété* ou des *servitudes*.

On en distingue deux espèces : les servitudes personnelles et les servitudes réelles.

§ I

Des servitudes personnelles

Bien qu'on les qualifie de personnelles, ces servitudes ne rentrent pas dans la catégorie des droits que nous avons appelés droits personnels. Ce sont des droits réels, mais on les appelle servitudes personnelles parce qu'elles sont

établies pour l'avantage individuel d'une personne déterminée et qu'elles s'éteignent avec cette personne. Ce sont des droits essentiellement viagers.

1° *De l'usufruit.* L'article 578 définit l'usufruit : le droit de jouir d'une chose dont un autre a la propriété, comme le propriétaire lui-même, mais à charge d'en conserver la substance.

Des trois attributs dont se compose le droit de propriété, l'usufruit n'en possède donc que deux : il a le droit d'*user* de la chose, c'est-à-dire de s'en servir pour son usage et d'en *jouir*, c'est-à-dire d'en percevoir les fruits.

L'usufruitier n'a point au contraire le troisième attribut du droit de propriété, le droit de disposer. Sans doute, il peut vendre son propre droit d'usufruit, mais il ne peut aliéner la chose qui y est soumise; il ne peut pas davantage la transformer et c'est à cette restriction que l'article 578 fait allusion en disant : « à charge d'en conserver la substance ». Ainsi l'usufruitier d'un étang n'a pas le droit de le dessécher et de le transformer en prairie. Le troisième attribut de la propriété, le droit de disposer de la chose, appartient à une autre personne qu'on appelle le *nu-propriétaire* parce qu'en réalité, pendant toute la durée de l'usufruit, son droit ne présente pour lui à peu près aucune utilité; mais ce droit est destiné à acquérir une grande valeur au moment du décès de l'usufruitier, puisqu'à ce moment l'usufruit s'éteint de plein droit et le nu-propriétaire devient plein propriétaire.

2° *De l'usage et de l'habitation.* L'usage est le droit de se servir d'une chose dont un autre a la propriété et d'en percevoir les fruits, mais seulement à concurrence des besoins personnels de l'usager ou de sa famille habitant avec lui. (Art. 630) L'habitation est le droit d'usage appliqué à une maison.

§ II

Des servitudes réelles ou services fonciers

Ce sont des obligations ou des charges imposées à un fonds pour l'utilité ou l'agrément d'un autre fonds. Le fonds au profit de qui la servitude est établie s'appelle le *fonds dominant.* Celui sur lequel elle est établie est le *fonds servant* : telles sont la servitude d'aqueduc, de passage, celle de ne pas bâtir, etc.

A la différence de l'usufruit, de l'usage, et de l'habitation, les servitudes réelles sont des droits perpétuels. Elles incombent à tous les propriétaires successifs du fonds servant et profitent à tous les propriétaires successifs du fonds dominant.

CHAPITRE II

Des différents moyens d'acquérir la propriété et les autres droits réels

SECTION I

Notions générales

Les modes d'acquisition de la propriété et des autres droits réels peuvent se diviser à divers points de vue.

On les divise notamment en modes d'acquisition *à titre gratuit* ou *à titre onéreux.* On acquiert à titre gratuit lorsqu'on ne fournit aucune contre-valeur en échange des biens acquis et à titre onéreux, dans les cas contraire.

On les divise également en modes d'acquisition *à titre universel* ou *à titre particulier*. On acquiert à titre universel lorsqu'on acquiert le patrimoine entier d'une personne ou une quotepart, un tiers ou un quart de ce patrimoine. Comme un patrimoine se compose à la fois de biens et de dettes ou autrement dit d'un actif et d'un passif, celui qui acquiert à titre universel est tenu des dettes ou d'une portion des dettes de son cédant.

On acquiert à titre particulier dans tous les autres cas. L'acquéreur à titre particulier n'est pas tenu des dettes.

Les articles 711 et 712 énumèrent les modes d'acquisition de la propriété. Nous allons donner quelques indications sur les principaux d'entre eux.

SECTION II

Des successions ab intestat

Lorsqu'une personne décède *ab intestat*, c'est-à-dire sans avoir fait de testament, la propriété de ses biens se transmet de plein droit et en vertu de la loi à des personnes que celle-ci désigne et qu'on appelle ses héritiers.

L'héritier auquel une succession est dévolue peut prendre trois partis :

1° Accepter purement et simplement. — Il n'est besoin pour cela d'aucune formalité. Il suffit de prendre dans un acte la qualité d'héritier ou de disposer d'un des biens de la succession.

Il faut toujours réfléchir avant d'accepter une succession purement et simplement, l'héritier pur et simple est en effet tenu des dettes de la succession, même au delà de ce qu'il retire de cette succession. C'est ce que l'on exprime en disant qu'il est tenu *ultra vires*, (au delà des forces, sous entendu de la succession).

2° Renoncer. — La renonciation se fait par une déclaration au greffe du tribunal civil dans le ressort duquel la succession s'est ouverte.

3° Accepter sous bénéfice d'inventaire. — Cette acceptation peut se faire tant que l'héritier n'a pas accepté purement et simplement. Elle se fait par une déclaration au greffe du tribunal civil. L'héritier bénéficiaire jouit de cet avantage de n'être tenu des dettes que jusqu'à concurrence de son émolument, c'est à dire de ce qu'il retire de la succession, c'est ce qu'on exprime en disant qu'il est tenu *intra vires*.

Il est nécessaire de déterminer exactement cet émolument. C'est pour cela que la loi exige que l'acceptation bénéficiaire soit précédée ou suivie d'un inventaire de la succession, dressé par un notaire.

Par contre, l'héritier bénéficiaire est astreint à l'observation de formalités assez compliquées. Il ne peut vendre les biens héréditaires qu'aux enchères et par l'entremise d'officiers publics. Il doit rendre compte de sa gestion aux créanciers de la succession.

SECTION III

Des donations et des testaments

§ I

Des donations

La donation est un contrat par lequel une personne appelée *donateur* se dépouille irrévocablement d'une chose au profit d'une autre personne appelée *donataire* qui accepte. (Art. 894)

Le contrat de donation doit à peine de nullité être passé devant notaire. Toutefois la jurisprudence admet d'une part la validité des *dons manuels*, c'est à dire des dons faits de la main à la main, sans qu'aucun acte soit dressé pour les constater et d'autre part, la validité des *donations déguisées* c'est à dire dissimulées sous l'apparence d'un contrat à titre onéreux, par exemple d'une vente.

§ II

Des testaments

Le testament est un acte par lequel une personne appelée *testateur* dispose de ses biens pour le moment où elle ne sera plus.

A la différence de la donation, le testament est essentiellement révocable. (Art. 895)

1° *Forme des testaments.* Le testament peut être fait en trois formes différentes :

Le testament *olographe* est écrit en entier, daté et signé de la main de testateur. (Art. 970) Il ne doit porter ni rature, ni surcharge, ni interligne. Il est prudent de le faire sur une feuille de papier timbré à 0,60. Il est également prudent de le faire au moins en deux exemplaires et d'en déposer un chez un notaire ou chez un ami sûr

Le testament *public* est reçu par un notaire en présence de témoins.

Le testament *mystique* est écrit par le testateur ou par un tiers et remis sous enveloppe cachetée à un notaire en présence de témoins; cette dernière forme est peu usitée.

2° *Diverses dispositions que peut contenir un testament.* Un testament peut contenir trois espèces de *legs.*

Le *legs universel* est celui par lequel le légataire est appelé tout au moins éventuellement à recueillir la totalité de la succession.

Le *legs à titre universel* porte sur une quote-part, un tiers, un quart de la succession.

Le *legs particulier* ne porte que sur un ou plusieurs objets, une ou plusieurs sommes d'argent.

SECTION IV

Des conventions

La propriété peut être transférée par l'effet des conventions, par exemple par le contrat de vente.

Il est intéressant de déterminer à quel moment précis la propriété passe de la tête du vendeur ou d'une façon plus générale du cédant sur la tête de l'acheteur ou du cessionnaire.

1° Dans les rapports des parties entre elles, c'est à dire lorsque la question se pose entre le vendeur et l'acheteur, la propriété est transférée à l'acheteur, par l'effet seul du contrat, et même avant que la chose vendue ne lui ait été livrée. (Art. 1138 et 1583)

Mais pour qu'il en soit ainsi, il faut que le contrat ait porté sur un objet déterminé, dans son individualité : tel cheval, tel meuble, c'est ce qu'on appelle un *corps certain.*

Si, au contraire, comme il arrive souvent, le contrat ne porte que sur une quantité déterminée d'objets d'une même espèce, sur des objets pris, comme on dit, *in genere* : deux tonneaux de vin, dix sacs de blé, sans qu'on sache quels seront précisément les sacs ou les tonneaux à l'aide desquels on exécutera

le contrat, il est évident que le contrat ne peut à lui seul transférer la propriété des objets vendus.

Cette propriété ne sera transférée qu'au moment de leur individualisation, c'est à dire en général au moment de la livraison. On admet du reste que lorsque la marchandise doit voyager pour aller du vendeur chez l'acheteur, l'acheteur est censé, tant qu'il n'y a pas de convention contraire, avoir donné mandat au vendeur d'individualiser la marchandise, de telle sorte que dès que la marchandise est en cours de route, elle appartient à l'acheteur et voyage par suite à ses risques et périls.

2° La question de savoir à quel moment précis la propriété est transférée à l'acheteur peut se poser également, non pas dans les rapports des parties entre elles, mais à l'égard des tiers. Par exemple le même objet a été vendu successivement à deux personnes : quelle est celle qui doit être préférée ?

S'il s'agit d'un contrat portant sur des immeubles, il faut appliquer la loi du 23 Mars 1855 aux termes de laquelle tout acte translatif de propriété entre vifs, c'est à dire entre personnes vivantes, doit être *transcrit*, c'est à dire copié en entier sur les registres du conservateur des hypothèques de l'arrondissement. Jusqu'à la *transcription*, l'acte de vente n'est pas opposable à ceux qui ont acquis des droits réels sur l'immeuble et les ont eux-mêmes fait transcrire ou inscrits. De deux acheteurs successifs du même immeuble, on devra donc préférer non le premier en date, mais celui qui le premier a fait transcrire son contrat.

Si le contrat porte sur des meubles, on devra préférer celui qui le premier a été mis en possession de la chose, à condition qu'il ait été de bonne foi et cela quelle que soit la date de son acquisition. (Art. 1141)

C'est la conséquence nécessaire du principe de l'article 2279, qu'en fait de meubles, possession vaut titre.

SECTION V

De la prescription

La *prescription acquisitive* qu'on appelle aussi quelquefois *usucapion* est un moyen d'acquérir la propriété par la possession continuée pendant un certain laps de temps.

Les règles qui lui sont applicables sont différentes suivant qu'il s'agit de meubles ou d'immeubles.

§ I

Des meubles

On a déjà vu qu'aux termes de l'article 2279 « en fait de meubles, possession vaut titre » cela veut dire que celui qui possède un meuble en devient par là même et immédiatement propriétaire ; c'est une sorte de prescription instantanée.

Toutefois il ne faut pas oublier que d'après la jurisprudence, l'article 2279 ne peut être invoqué que par le possesseur de bonne foi. Il est vrai que la bonne foi se présume et n'a pas besoin d'être prouvée. C'est à celui qui allègue la mauvaise foi qu'il incombe d'en faire la preuve. (Art. 2268)

L'article 2279 apporte d'ailleurs une grave dérogation au principe qu'il pose lorsqu'il s'agit d'objets perdus ou volés. Celui qui a perdu une chose ou qui en a été dépouillé par un vol proprement dit peut la revendiquer pendant trois ans à partir de la perte ou du vol. Cependant, si le possesseur actuel a acheté la chose dans une foire ou un marché, ou chez un marchand vendant des

choses pareilles, le propriétaire ne peut se la faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté. (Art. 2280)

L'article 2279 ne s'applique d'ailleurs qu'aux meubles corporels auxquels on assimile les titres au porteur. Il est inapplicable aux meubles incorporels : titres nominatifs ou à ordre, titres de créances, etc.

On verra ci-dessous qu'une loi du 15 Juin 1872 modifiée et complétée par une loi du 8 Février 1902 a organisé une procédure permettant de faire opposition à la négociation des titres au porteur perdus ou volés et au paiement des coupons de ces titres.

§ II

Des immeubles

1° *Laps de temps requis pour prescrire.* Celui qui possède un immeuble en vertu d'un juste titre, c'est à dire d'un titre qui l'aurait rendu propriétaire, si ce titre était émané du véritable propriétaire, et qui est de bonne foi, c'est-à-dire qui ignore le vice de son titre, prescrit par dix ans, si le véritable propriétaire habite dans le ressort de la cour d'appel où se trouvent les immeubles qu'il s'agit de prescrire, et par vingt ans dans le cas contraire, (article 2265) c'est ce qu'on appelle la prescription de dix à vingt ans.

Il suffit d'ailleurs que la bonne foi ait existé au début de la possession.

Le possesseur même de mauvaise foi devient propriétaire par la prescription de trente ans. (Art. 2262)

Pour calculer le temps requis pour prescrire, le possesseur peut invoquer, non seulement sa propre possession, mais celle de son auteur : l'héritier peut se prévaloir de la possession de la personne à laquelle il succède, l'acheteur peut se prévaloir de la possession de son vendeur. C'est ce qu'on appelle la *jonction* et la *continuation* de la possession.

2° *De l'interruption et de la suspension de la prescription.* La prescription est interrompue par une action en justice exercée par le véritable propriétaire, ou par un commandement ou une sommation par huissier signifiée par lui au possesseur. (Art. 2244) Elle est également interrompue par la reconnaissance que ferait le possesseur du droit du véritable propriétaire. (Art. 2248) L'interruption de la prescription a pour effet de rendre inutile tout le temps pendant lequel on a commencé à prescrire, avant qu'elle ne se produise, mais on peut recommencer à prescrire après l'interruption.

La prescription est suspendue en faveur des mineurs et des interdits; elle ne court pas au profit de l'un des époux contre l'autre. Lorsque la cause de la suspension a pris fin, la prescription recommence à courir, et, à la différence de ce qui a lieu en matière d'interruption, le possesseur peut se prévaloir du temps pendant lequel il a commencé à prescrire avant la suspension.

TITRE QUATRIEME

Des droits personnels ou des obligations

CHAPITRE I

Des obligations en général

SECTION I

Sources des obligations

Les obligations peuvent découler de cinq sources

1° Des contrats, c'est-à-dire de l'accord des volontés.

2° Des quasi-contrats, c'est-à-dire de faits qui n'impliquent aucun accord de volontés, mais que la loi traite comme s'ils étaient des contrats.

3° et 4° des délits et des quasi-délits, c'est-à-dire de faits illicites et dommageables commis, les premiers avec, les seconds sans intention de nuire, et qui obligent celui qui s'en est rendu coupable à réparer le dommage qui peut en résulter.

5° De la loi.

SECTION II

Des différentes espèces d'obligations et de leurs effets

§ 1

Des obligations de donner, de faire et de ne pas faire

1° *Des obligations de donner.* La loi prend ici le mot donner, non dans le sens de faire une donation, mais dans le vieux sens du droit romain. Donner, c'est transférer le propriété d'une chose ou délivrer une chose dont on a transféré la propriété.

On a vu plus haut, à propos de la translation de propriété d'une chose résultant des conventions, à quel moment précis l'acheteur ou le cessionnaire devenait propriétaire de la chose vendue ou cédée.

Si le contrat porte sur des objets déterminés seulement *in genere* le créancier peut, en cas d'inexécution, se faire autoriser à se les procurer aux frais du débiteur.

S'il porte sur un corps certain, c'est-à-dire un objet déterminé dans son individualité même, le créancier peut s'en faire mettre en possession par la force publique ou, comme on dit, *manu militari.*

2° *Des obligations de faire.* Elles présentent cette particularité que la loi ne permet pas qu'on en assure l'exécution par une contrainte matérielle et directe sur la personne du débiteur. Quand l'obligation a pour objet un fait susceptible d'être exécuté par un tiers sans l'intervention personnelle du débiteur le créancier peut être autorisé par justice à le faire exécuter lui-même aux dépens du débiteur. (Art. 1144) On peut aussi contraindre indirectement le débiteur à l'exécution de son obligation en le condamnant à des dommages intérêts fixés par chaque jour de retard : c'est ce qu'on appelle une *astreinte.*

Mais sous cette double réserve, le seul droit qui appartienne au créancier d'une obligation de faire, est de faire condamner à des dommages intérêts le

débiteur qui n'exécute pas son obligation. C'est ce que l'article 1142 exprime en disant que toute obligation de faire se résout en dommages intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur.

3° *Des obligations de ne pas faire.* Ces obligations se résolvent également en dommages intérêts en cas d'inexécution. (Article 1142) Toutefois le créancier peut faire détruire aux frais du débiteur les ouvrages que celui-ci aurait exécutés contrairement à son obligation. (Art. 1143)

4° *De la mise en demeure et des dommages intérêts.* On vient de voir que dans le plus grand nombre des cas l'obligation se résout, lorsqu'elle n'est pas exécutée, en *dommages intérêts* au profit du créancier.

Les dommages intérêts peuvent d'ailleurs être demandés soit à raison de l'inexécution, soit à raison du simple retard dans l'exécution de l'obligation. (Article 1147) Seulement ils ne peuvent être que le dédommagement du préjudice que fait éprouver au créancier cette inexécution ou ce retard. Si le retard, par exemple, n'est la cause d'aucun préjudice, il n'est dû aucuns dommages intérêts. Les parties peuvent fixer à l'avance par une clause spéciale de la convention le chiffre des dommages intérêts auxquels elles auront droit en cas de retard ou d'inexécution. C'est ce qu'on appelle une *clause pénale.* (Art. 1226)

En l'absence de toute fixation conventionnelle, l'évaluation des dommages intérêts est abandonnée à l'appréciation des tribunaux. On doit tenir compte, dans cette evaluation, tant de la perte éprouvée par le créancier que du gain dont il a été privé. (Art. 1149)

En principe, le créancier ne peut réclamer aucuns dommages intérêts, tant qu'il n'a pas constaté le retard dans l'exécution ou l'inexécution de l'obligation par un acte spécial qu'on appelle la *mise en demeure*, (art. 1139 et 1146) et qui résulte en général d'une sommation signifiée par un huissier. (Art. 1139) Toutefois, en matière de commerce, les tribunaux peuvent, suivant les circonstances, considérer une lettre recommandée ou même une simple lettre comme une mise en demeure suffisante. Il va sans dire que pour éviter toute surprise, il est toujours préférable de faire signifier une sommation.

La nécessité d'une sommation préalable ne disparait que dans deux cas : lorsqu'il a été expressément convenu que la seule échéance du terme fixé suffirait à mettre le débiteur en demeure, sans qu'il fût besoin d'une sommation, (article 1139) et lorsque la chose que le débiteur s'était engagé à faire ne pouvait être utilement faite que pendant un certain délai qu'il a laissé passer. (Article 1146)

Par exception aux règles qui précédent, les dommages intérêts pour retard dans le paiement d'une somme d'argent sont dûs sans qu'on ait besoin de prouver que ce retard a causé préjudice au créancier. Ces dommages intérêts sont fixés à forfait par la loi au taux de l'intérêt légal qui, depuis la loi du 7 Avril 1900, est de 4% en matière civile et de 5% en matière commerciale. Ces intérêts ne courent qu'à partir d'une sommation faite par huissier. (Art. 1153)

§ II

Des obligations pures et simples, conditionnelles ou à terme

On oppose les obligations pures et simples aux obligations conditionnelles ou aux obligations à terme.

1° *Des obligations conditionnelles.* Une obligation est conditionnelle lorsque les parties en font dépendre la naissance, ou, au contraire, la résolution, d'un évènement futur et incertain. (Art. 1168)

Dans le premier cas, on dit que la condition est *suspensive*, dans le second on dit qu'elle est *résolutoire*.

La condition, une fois accomplie, rétroagit au jour du contrat, (art. 1179) c'est à dire que les choses doivent se passer comme si la condition avait été accomplie au moment où les parties ont contracté.

D'après l'article 1184, dans les contrats synallagmatiques, c'est à dire dans les contrats dans lesquels chacune des parties contracte des obligations au profit de l'autre, la condition résolutoire est toujours sous entendue pour le cas où l'une des parties ne satisferait pas à son engagement. C'est l'application de ce principe d'équité que lorsque l'un des contractants ne tient pas ses engagements, il ne peut exiger que l'autre tienne les siens. C'est ce qu'on appelle la *condition résolutoire tacite*.

Seulement, à la différence des conditions expresses, qui produisent leurs effets de plein droit et sans qu'il soit besoin de les faire proclamer par une décision judiciaire, la condition résolutoire tacite ne résout pas le contrat de plein droit. La résolution ne peut être prononcée que par les tribunaux. (Art. 1184)

2° *Des obligations à terme.* Le terme diffère de la condition en ce qu'il ne suspend point la naissance de l'engagement, mais en retarde seulement l'exigibilité. (Art. 1185)

En principe, le terme est présumé stipulé en faveur du débiteur, c'est à dire que celui ci peut, s'il le veut, se libérer par anticipation même contre le gré du créancier : mais le contraire peut résulter de la nature de la convention ou des circonstances. (Art. 1187) Le débiteur ne pourra alors se libérer par anticipation que si le créancier y consent.

Le débiteur est déchu du bénéfice du terme s'il vient à tomber en faillite, (art. 1188 du Code civil et 444 du Code de commerce) ou bien s'il diminue par son fait les sûretés spéciales qu'il aurait conférées au créancier, par exemple un gage ou une hypothèque. (Art. 1188)

§ III

Des obligations simples ou multiples et spécialement des obligations solidaires

Les obligations existent le plus souvent au profit d'un seul créancier et à la charge d'un seul débiteur, mais elles peuvent exister au profit de plusieurs créanciers ou à la charge de plusieurs débiteurs. C'est ce qu'on appelle les *obligations conjointes*. En principe, les créances et les dettes se divisent de plein droit, (art. 1220) c'est à dire que s'il y a par exemple trois codébiteurs, le créancier ne pourra réclamer à chacun d'eux que le tiers de la dette.

Il en est autrement lorsqu'il s'agit d'*obligations solidaires*. Il y a solidarité entre les débiteurs lorsque le créancier peut réclamer à chacun d'eux la totalité de la dette, et que le paiement fait par l'un d'eux libère les autres. (Art. 1200) La solidarité ne se présume pas : elle ne peut résulter que de la convention ou de la loi. (Art. 1202)

Si, dans les rapports avec le créancier, chacun des codébiteurs solidaires est tenu pour le tout, ces codébiteurs dans leurs rapports les uns avec les autres, ne sont tenus qu'à concurrence de leur part dans la dette. Si l'un d'eux a été obligé de payer au créancier une somme supérieure à la part qu'il doit supporter définitivement dans la dette, il a un recours contre les autres pour les forcer à payer leur part et portion. (Art. 1213 et 1214) Si l'un des codébiteurs solidaires était insolvable, les codébiteurs solvables devraient répartir sa part entre eux, au prorata de leurs propres parts. (Art. 1214)

SECTION III.

De l'extinction des obligations

§ 1

Du paiement

1° *Du paiement pur et simple.* Dans le langage usuel, le mot de paiement désigne uniquement le numération d'une somme d'argent. Dans la langue du droit, ce mot a un sens beaucoup plus étendu : le paiement est l'accomplissement même de l'obligation de la façon dont elle devait être exécutée. Ainsi un marchand me vend dix sacs de blé, il me les livre : c'est un paiement. Un entrepreneur s'engage à me construire une maison, il la construit : c'est un paiement.

Lorsqu'il s'agit du paiement d'une somme d'argent, le débiteur doit payer soit en billets de la banque de France, auxquels un décret du 12 Août 1870 a donné cours légal, soit en espèces ayant cours. Il ne peut imposer au créancier le paiement en pièces de billon qu'à concurrence de 4 fr. 50, (Décret du 18 Août 1810) et en pièces divisionnaires d'argent, (pièces de 2 fr. et au dessous) qu'à concurrence de 50 frs. C'est le débiteur qui est tenu de fournir l'appoint, c'est-à-dire de se procurer la monnaie nécessaire au paiement.

En principe, les frais du paiement sont à la charge du débiteur. (Art. 1248) C'est donc lui qui doit payer le timbre quittance de 0 fr. 10.

Lorsque la convention n'a pas indiqué en quel lieu le paiement devait se faire, il doit avoir lieu au domicile du débiteur. (Art. 1247) C'est ce que l'on exprime en disant que les *dettes sont quérables et non portables.*

Le débiteur entre les mains duquel une *saisie arrêt* ou *opposition* a été pratiquée à la requête d'un créancier de son créancier ne peut payer au mépris de cette opposition. (Art. 1242) On trouvera dans la partie qui traite des moyens de faire valoir ses droits quelques détails sur la procédure de saisie arrêt.

2° *Du paiement avec subrogation.* En général, rien ne s'oppose à ce que le paiement, au lieu d'être fait par le débiteur, soit fait par un tiers. Si ce tiers a agi avec l'intention de gratifier le débiteur, de lui faire un cadeau, il n'aura pas de recours contre celui-ci. S'il n'a pas agi dans une intention de libéralité, il aura un recours contre le débiteur dont il aura fait l'affaire en payant ; ce recours sera fondé sur les principes de la gestion d'affaires. Mais il ne sera pas pour cela substitué au créancier originaire.

Il est au contraire substitué à ce créancier, il est mis en son lieu et place et peut par exemple se prévaloir vis-à-vis du débiteur du gage ou de l'hypothèque qui garantissaient la créance originaire, lorsque le paiement a lieu avec *subrogation.*

1° *Subrogation légale.* La loi elle même (art. 1251) accorde de plein droit le bénéfice de la subrogation :

(a) A celui qui étant lui même créancier paie un créancier qui lui est préférable à raison de ses privilèges et hypothèques.

(b) A l'acquéreur d'un immeuble qui emploie son prix d'acquisition au paiement des créanciers auxquels cet immeuble était hypothéqué.

(c) A celui qui paie une dette dont il était tenu avec d'autres, ou pour d'autres, par exemple à la caution qui paie la dette du débiteur principal ou au débiteur solidaire qui paie plus de sa part dans la dette.

(d) A l'héritier bénéficiaire qui paie de ses deniers personnels les dettes de la succession.

2° *Subrogation conventionnelle.* La subrogation conventionelle peut être consentie par le créancier ou par le débiteur.

(a) *Subrogation consentie par le créancier.* Il faut qu'elle soit expresse, et qu'elle ait lieu au moment même du paiement, sans cela elle serait tardive. Aucune autre formalité n'est exigée. (Art. 1250 § 1)

(b) *Subrogation consentie par le débiteur.* Elle a lieu lorsque le débiteur emprunte à un tiers la somme dont il a besoin pour se libérer. Pour que le prêteur soit subrogé au créancier, il faut d'abord que l'acte d'emprunt soit fait devant notaire et indique la destination des deniers empruntés. Il faut en second lieu que le paiement soit également constaté par une quittance notariée et que cette quittance indique l'origine des deniers avec lesquels on a payé. Moyennant l'accomplissement de ces formalités la subrogation peut se faire sans la volonté du créancier et même malgré lui. (Art. 1250 § 2)

§ II.

Des offres réelles et de la consignation

Il se peut que le créancier refuse le paiement et que le débiteur veuille cependant se libérer. C'est ce qui arrivera par exemple quand la dette est productive d'intérêt à un taux supérieur au revenu normal des capitaux.

Pour se libérer, le débiteur doit d'abord faire faire par huissier des offres réelles au créancier. La somme offerte doit être effectivement présentée au créancier. Si le créancier refuse, le débiteur doit en second lieu faire verser la somme à un établissement spécial administré par l'État qui s'appelle la caisse des dépôts et consignations.

On lui en délivre un récépissé et désormais le créancier n'a plus de recours que contre la caisse.

§ III

De la novation

C'est la substitution d'une dette nouvelle à l'ancienne. Elle peut se produire : 1° Par changement de créancier. — 2° Par changement de débiteur. — 3° Par changement de cause ou d'objet de la dette. Elle ne se présume pas, elle doit être prouvée.

§ IV

De la remise de la dette

C'est la quittance qu'un créancier donne à son débiteur sans avoir reçu paiement.

Aux termes des articles 1282 à 1284, le débiteur est présumé libéré si le créancier lui a remis volontairement son titre, s'il s'agit d'un acte sous seings privés, ou la grosse de son titre, s'il s'agit d'un acte notarié.

§ V

De la compensation

Il y a trois sortes de compensation :

1° *La compensation légale* se produit de plein droit par la seule volonté de la loi et même à l'insu des parties, lorsque deux personnes sont respective-

ment créancières et débitrices l'une de l'autre de sommes d'argent également liquides, c'est à dire déterminées dans leur chiffre, et également exigibles. (Art. 1291) Les dettes s'éteignent par compensation à concurrence de la dette la plus faible.

2° *Compensation conventionnelle.* Les parties peuvent convenir de compenser leurs dettes respectives quoique celles-ci ne soient ni liquides, ni exigibles.

3° *Compensation judiciaire.* C'est celle qui ressort d'un jugement. Je prétends être votre créancier de mille francs et je vous poursuis en paiement de cette somme. Vous prétendez de votre côté être mon créancier de cinq cents francs et par une demande qu'on appelle *demande reconventionnelle* vous demandez que je sois condamné à vous les payer. Si le juge accueille nos deux demandes, il pourra compenser les deux dettes à due concurrence : ce sera la compensation judiciaire.

§ VI

De la confusion

C'est la réunion sur la même tête des qualités de créancier et de débiteur. Ainsi : le débiteur succède au créancier; la dette est éteinte. Il en est autrement si la succession a été acceptée sous bénéfice d'inventaire seulement. L'acceptation bénéficiaire entraine la séparation des patrimoines entre le patrimoine du défunt et celui de son héritier, elle fait par conséquent obstacle à la confusion.

§ VII

De la prescription libératoire

La prescription libératoire est un mode d'extinction des obligations qui résulte de ce que le créancier a laissé passer un certain laps de temps sans poursuivre le débiteur.

La prescription est *interrompue* soit par une action en justice, un commandement, une sommation ou tout autre acte d'huissier équivalent, signifié par le créancier au débiteur, soit par une reconnaissance que le débiteur fait de sa dette.

Le prescription est *suspendue* notamment au profit des mineurs et des interdits. Toutefois la suspension ne peut être invoquée pour les prescriptions de cinq ans et au dessous. (Art. 2278)

I. *Prescription de six mois*

L'action des maitres et professeurs en paiement des leçons qu'ils donnent au mois, celle des hôteliers et restaurateurs à raison du logement et de la nourriture qu'ils fournissent, celle des ouvriers et gens de travail à la journée en paiement de leurs salaires se prescrivent par six mois. (Art. 2271)

II. *Prescription d'un an*

L'action des marchands pour les marchandises qu'ils vendent à des particuliers non marchands, celle des maitres de pension pour le prix de la pension de leurs élèves et celle des patrons pour le paiement du prix d'apprentissage, celle des domestiques qui se louent à l'année pour le paiement de leurs salaires se prescrivent par un an. (Art. 2272)

III. *Prescription de deux ans*

Les actions des médecins, chirurgiens et sages femmes et celle des avoués en paiement de leurs honoraires se prescrivent par deux ans. (Art. 2272 et 2273) Les trois prescriptions qui précèdent sont fondées sur une présomption de paiement. Celui qui les invoque comme cause de libération peut donc être tenu de prêter serment qu'il a payé. (Art. 2275)

IV. *Prescription de cinq ans ou prescription quinquennale*

C'est une prescription fort importante et qui trouve dans notre droit de nombreuses applications.

1° *En droit civil*, elle s'applique aux intérêts des capitaux, arrérages des rentes et des pensions alimentaires, loyers de maisons, fermages des biens ruraux et généralement à tous les revenus payables par année ou à des intervalles périodiques plus courts. (Art. 2277)

2° *En droit commercial*, elle s'applique à de nombreuses actions sur lesquelles on reviendra en détail à propos du droit commercial. Nous citerons notamment les actions contre les associés non liquidateurs, à partir de la dissolution de la société, (art. 64 du Code de commerce) les actions, en matière de transport, (art. 108 § II) en matière de lettres de change ou de billets à ordre ayant un caractère commercial, (art. 189) en matière d'assurances maritimes, (art. 432) etc.

3° *En droit administratif*. Les dettes de l'Etat se prescrivent par cinq ans. C'est ce qu'on appelle la déchéance quinquennale. (Loi du 29 Janvier 1831)

V. *Prescription de dix ans*

Elle s'applique notamment :

1° A l'action en responsabilité contre les architectes et entrepreneurs à raison des vices de construction. (Art. 2270)

2° Aux actions en nullité ou en rescision des contrats. (Art. 1304)

VI. *Prescription de trente ans*

C'est celle qui s'applique à toutes les actions, lorsque la loi n'a pas édicté de prescription plus courte. (Art. 2262)

SECTION V

De la preuve

Le caractère incertain de la plupart des procès tient à la difficulté de la preuve. Aussi est-il très important de savoir à qui incombe, comme on dit, le *fardeau de la preuve*.

Sur ce point, l'article 1315 pose une double règle :

«Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver : réciproquement «celui qui se prétend libéré doit prouver sa libération».

Le Code civil subordonne l'admission des différents modes de preuves à certaines restrictions qui ne sont pas applicables en principe en matière commerciale, tous les modes de preuve y étant indistinctement admissibles. (Art. 109 Code de commerce)

§ I

De la preuve littérale

C'est celle que l'on fait à l'aide d'actes écrits constatant le fait que l'on allègue.

Ces actes peuvent être de deux sortes :

1° Les *actes authentiques* sont ceux qui sont dressés par des officiers publics ayant pouvoir à cet effet. (Art. 1317) Ces officiers publics sont en général les notaires. Le notariat a été principalement réglementé par une loi célèbre du 25 Ventôse an XI.

Les actes authentiques font la preuve la plus complète ou comme on dit font *pleine foi* des faits que l'officier public constate comme s'étant accomplis en sa présence. La foi due aux actes authentiques ne peut être combattue que par une procédure spéciale, coûteuse et dont le succès est des plus incertains, qu'on appelle *l'inscription de faux*.

De plus les actes authentiques présentent cet avantage d'être exécutoires par eux-mêmes, c'est à dire d'autoriser le créancier à saisir et à vendre les biens de son débiteur sans avoir besoin d'obtenir un jugement, mais l'exécution forcée de ces actes ne peut être poursuivie que sur une copie spécialement dressée à cet effet qui est revêtue de la formule exécutoire : *Le Président de la République mande et ordonne*, et qu'on appelle la *grosse* parce quelle est rédigée en grosse écriture. (Art. 545 Code de procédure civile)

2° Les *actes sous seings privés* sont revêtus seulement de la signature des parties.

Lorsqu'ils constatent des conventions synallagmatiques, c'est à dire, lorsque les parties contractent les unes envers les autres des obligations réciproques, l'acte doit être rédigé en autant d'exemplaires ou, comme on dit, autant de doubles qu'il y a de parties ayant un intérêt différent et l'acte doit le constater par la mention : Fait en double ou en triple . . . . (art. 1325) c'est ce qu'on appelle la formalité du *double écrit*

Lorsque l'acte ne contient d'obligations que de la part de l'une des parties, l'acte doit être écrit de la main de celui qui s'oblige, ou du moins celui qui s'oblige doit faire précéder sa signature des mots : *Bon pour telle somme* ou *Approuvé* écrits de sa main, (art. 1326) c'est ce qu'on apelle la formalité du *Bon pour*.

Les commerçants et les ouvriers en sont d'ailleurs dispensés, (art. 1326) les premiers parce que la rapidité nécessaire aux affaires commerciales porte à y simplifier les formalités, les seconds parce qu'on craint qu'ils ne sachent que signer leur nom.

Les actes sous seings privés ne font foi de leur date vis-à-vis des tiers qu'à partir du moment où ils ont reçu une date certaine, ce qu'ils obtiennent notamment par l'enregistrement. L'enregistrement a été organisé par une loi célèbre du 22 Frimaire An VII. Il donne lieu au profit de l'Administration à des droits qui varient, suivant la nature de la convention.

§ II

De la preuve par témoins ou preuve testimoniale

En droit civil, elle n'est pas admise en toute matière.

1° Elle n'est pas admise, en principe, au-dessus de 150 fr. (Art. 1341)

2° Elle n'est pas admise contre ou outre le contenu aux actes. (Art. 1341)

Toutefois cette double règle reçoit exception dans trois cas :

1° En matière de commerce. (Art. 1341 Code civil et 109 Code de commerce)

2° Lorsqu'il y a un commencement de preuve par écrit, c'est-à-dire un écrit émané de celui à qui on l'oppose ou de ses auteurs et qui rend vraisemblable le fait allégué. (Art. 1347)

3° Lorsqu'il a été impossible soit à raison de la nature du fait, soit à raison des circonstances, de s'en procurer une preuve par écrit ou lorsque l'écrit a péri par un cas de force majeure. (Art. 1348)

§ III

Des présomptions

La loi confond sous ce titre deux choses fort différentes :

1° Les présomptions légales sont établies par la loi : ce sont des conséquences que la loi tire d'un fait connu à un fait inconnu.

Telle est par exemple la présomption de libération que la loi déduit de ce fait que le créancier a volontairement remis au débiteur le titre de sa créance. (Art. 1282 et 1284)

Certaines de ces présomptions ne peuvent pas être combattues par la preuve contraire, on les appelle présomptions *juris et de jure.*

D'autres peuvent être combattues par la preuve contraire, on les appelle présomptions *juris tantum.*

2° Les présomptions du fait de l'homme sont des indices dont la loi abandonne l'application à la prudence des magistrats. Ils ne doivent les admettre que lorsqu'elles sont graves, précises et concordantes et seulement dans le cas où la preuve par témoins est elle-même admissible. (Art. 1353)

§ IV

De l'aveu

L'aveu est une déclaration par laquelle une personne reconnait comme établi à son égard un fait de nature à produire contre elle des conséquences juridiques.

1° L'aveu judiciaire est celui qu'une partie a fait dans l'instance même au cours de laquelle on en tire une preuve contre elle. Elle a par exemple reconnu le fait dans son assignation ou dans ses conclusions. L'aveu judiciaire fait preuve complète ou comme on dit pleine foi contre celui dont il émane, (art. 1356) mais il ne peut être divisé contre lui, c'est-à-dire qu'on ne peut prendre dans l'aveu ce qui est défavorable à la partie qui l'a fait en laissant de côté ce qui lui est favorable. (Même article)

2° Tout autre aveu que l'aveu judiciaire est extrajudiciaire et la loi donne au juge un pouvoir souverain pour en apprécier la valeur.

§ V

Du serment

On en distingue deux sortes :

1° Le serment *litisdécisoire* est celui dont une des parties consent à faire uniquement dépendre le jugement de la contestation. (Art. 1357) Par exemple, vous poursuivez un débiteur contre lequel vous n'avez aucune preuve de l'existence de la dette. Vous lui déférez le serment sur le point de savoir s'il vous doit. Vous consentez par cela même à ce qu'il gagne son procès, s'il prête le serment, mais, par contre, c'est vous qui gagnez le vôtre, s'il refuse de le prêter. Il peut encore prendre un troisième parti, c'est de vous référer le serment, c'est de vous dire : jurez vous-même que vous m'avez prêté telle somme et alors, de deux choses l'une, ou vous prêtez le serment et vous gagnez votre procès, ou vous refusez de le prêter et vous le perdez.

Ce serment ne peut être déféré que sur un fait personnel à celui à qui on le défère. (Art. 1359) La veuve et les héritiers ne peuvent être tenus que de jurer qu'ils estiment de bonne foi qu'il n'est rien dû : c'est ce qu'on appelle le serment *de crédibilité.*

2° Le serment *supplétoire* peut être déféré d'office par le juge pour compléter une preuve que celui-ci juge insuffisante, ou pour fixer la valeur d'une chose lorsqu'il est impossible de déterminer autrement cette valeur. (Art. 1367 et 1369)

CHAPITRE II

Des contrats en général

SECTION I

Mécanisme de la formation des contrats

« *Le contrat,* dit l'article 1101, *est une convention par laquelle une ou plusieurs* « *personnes s'obligent envers une ou plusieurs autres à donner, à faire ou à ne pas faire* « *quelque chose.* »

C'est une convention, c'est à dire un accord de volontés. Tout contrat exige donc nécessairement le concours de deux ou de plusieurs volontés se manifestant par une *offre,* qu'on appelle aussi *pollicitation,* et par *l'acceptation* de cette offre. Une offre est en principe insuffisante pour lier par elle-même celui qui l'a faite, à moins qu'il ne se soit expressément ou implicitement engagé à la maintenir pendant un certain temps. Par conséquent, en principe, une offre peut être rétractée, tant qu'elle n'a pas été acceptée. Si l'acceptation n'est pas strictement conforme à l'offre, elle constitue elle-même une offre nouvelle qui a besoin à son tour d'être acceptée.

Lorsque les parties sont en présence l'une de l'autre, ces diverses phases de la formation du contrat sont rapidement parcourues et il est à peu près sans intérêt de déterminer quel est le moment précis où le contrat se forme, mais il n'en est pas de même dans les *contrats par correspondance.*

L'une des parties transmet par lettre une offre à l'autre partie : celle-ci l'accepte par lettre et adresse cette lettre à l'offrant, à quel moment précis le contrat sera-t-il formé? La loi ne s'en est point expliquée et deux systèmes se sont formés sur ce point. Dans un premier système, le contrat est parfait par l'acceptation de l'offre. C'est donc au moment où la lettre d'acceptation est mise à la poste que le contrat est formé et il se forme au lieu où cette acceptation est mise à la poste. C'est ce qu'on appelle *le système de la déclaration.*

Dans un second système, il ne suffit pas que l'offre ait été acceptée, il faut encore que l'acceptation ait été portée à la connaissance de l'offrant, le contrat se forme donc au moment et au lieu où l'auteur de l'offre est informé de l'acceptation, c'est ce qu'on appelle le *système de l'information.*

Entre ces deux systèmes, la jurisprudence est incertaine. Elle paraît avoir une tendance à adopter le système de la déclaration, mais en y apportant le correctif équitable que l'acceptant peut rétracter son acceptation par une dépêche adressée après la mise à la poste de la lettre d'acceptation, mais arrivant à l'offrant avant cette lettre.

Il est fâcheux que la loi ne se soit pas expliquée plus clairement sur cette matière délicate.

Dans le contrat, celui qui oblige s'appelle le *promettant,* celui envers qui on s'oblige s'appelle le *stipulant.*

SECTION II

Différentes espèces de contrats

1° *Contrats synallagmatiques ou unilatéraux.* Les contrats synallagmatiques sont ceux par lesquels les contractants s'obligent réciproquement les uns envers les autres, (article 1102) par exemple, la vente, le louage, la société : les contrats unilatéraux sont ceux par lesquels un des contractants seulement s'oblige envers l'autre, sans réciprocité, (article 1103) par exemple le prêt, la donation, le cautionnement. Le contrat unilatéral nécessite bien, comme le contrat synallagmatique, le concours de deux volontés, mais une seule des parties s'oblige.

Il y a intérêt à faire cette distinction, d'abord au point de vue des articles 1325 et 1326 qui, dans les actes sous seings privés destinés à constater les contrats, exigent la formalité du double écrit pour les contrats synallagmatiques et celle du Bon pour, pour les contrats unilatéraux et au point de vue de l'article 1184 d'après lequel la condition résolutoire tacite est sous-entendue dans les contrats synallagmatiques pour le cas où l'une des parties ne satisferait pas à son engagement.

2° *Contrats à titre gratuit ou de bienfaisance* et *contrats à titre onéreux.* Les contrats à titre gratuit ou de bienfaisance sont ceux dans lesquels un contractant s'oblige sans rien recevoir en échange. Tels sont la donation, le cautionnement, le dépôt, le mandat. La caution, le dépositaire, le mandataire, n'ont droit en effet à aucune rémunération en échange de leur engagement, à moins qu'ils n'aient stipulé le contraire. (Art. 1105 et 1106) Les autres contrats sont à titre onéreux.

3° *Contrats consensuels* et *contrats solennels.* Dans notre droit, en principe, tous les contrats sont consensuels, c'est à dire que le consentement des parties suffit à leur validité sans qu'il soit besoin d'employer pour la constatation de ce consentement aucune forme extérieure. Sans doute, l'article 1341 exige bien un écrit au-dessus de 150 fr. ou pour prouver contre et outre le contenu aux actes, mais c'est simplement en vue de la preuve des contrats, ce n'est pas en vue de leur validité. Si, en dehors d'un écrit, la convention peut être prouvée par un autre moyen, par exemple par l'aveu, elle n'en sera pas moins valable encore qu'aucun écrit n'ait été rédigé.

Au contraire les contrats solennels sont ceux dans lesquels le consentement des parties doit être constaté dans une certaine forme sous peine de nullité de la convention. Tels sont la donation, le contrat de mariage, l'hypothèque, qui doivent à peine de nullité être constatés par acte notarié.

SECTION III

Eléments essentiels de tout contrat

L'article 1108 en distingue quatre : le consentement des parties, leur capacité de contracter, un objet certain et une cause licite.

§ I.

Du consentement

C'est l'accord de deux volontés. On vient de voir comment cet accord se manifeste. Si les deux volontés ne tombent pas d'accord, malgré les apparences, il n'y aura point de contrat. Le contrat sera *inexistant.* Tel est le cas où l'on contracterait avec un sourd qui n'aurait pas compris la question à laquelle il fait une réponse affirmative ou autres cas analogues.

Mais le consentement peut exister et cependant être vicié par une cause de nullité : c'est ce que l'on appelle les *vices du consentement.*

L'article 1109 en distingue trois : l'*erreur*, la *violence* et le *dol.*

1° De l'*erreur.* D'après l'article 1110 elle n'est une cause de nullité des contrats que lorsqu'elle tombe sur la substance même de la chose qui en est l'objet. Mais tout le monde reconnait qu'il ne faut pas prendre ici le mot substance dans son sens philosophique. La substance de la chose c'est la qualité que les parties ont eue principalement en vue en contractant. Par exemple, je veux acheter un tableau original d'un peintre illustre, on m'en livre une copie : il y a erreur sur la substance.

2° De la *violence.* Lorsque le consentement a été extorqué par violence, le contrat peut être annulé. Il n'est pas nécessaire pour cela que la violence ait été exercée par l'autre partie ; elle entrainera l'annulation du contrat, même si elle a été exercée par un tiers. (Art. 1111)

La violence morale peut aussi bien entrainer la nullité que la violence physique. „Il y a violence, dit l'article 1112, lorsqu'elle est de nature à faire impression „sur une personne raisonnable et qu'elle peut lui imposer la crainte d'exposer „sa personne ou sa fortune à un mal considérable et présent. On a égard en „cette matière, à l'âge, au sexe, et à la condition des personnes."

Enfin, la violence est une cause de nullité du contrat, non seulement lorsqu'elle a été exercée sur la partie contractante, mais encore lorsqu'elle l'a été sur son conjoint, ses descendants ou ses ascendants. (Art. 1113)

3° Du *dol.* Le dol est une cause de nullité de la convention lorsque l'une des parties a pratiqué des manœuvres frauduleuses sans lesquelles l'autre partie n'aurait pas contracté. (Art. 1116) A la différence de la violence, le dol n'est donc une cause de nullité des contrats que lorsqu'il est pratiqué par la partie à laquelle il profite.

§ II

De la capacité

On s'en est déjà occupé à propos de la capacité juridique, on se borne à renvoyer aux explications déjà données.

§ III

De l'objet du contrat

L'objet du contrat, c'est ce que la partie s'engage à donner, à faire ou à ne pas faire. (Art. 1126) C'est en somme ce que l'on doit.

Il faut pour la validité du contrat que son objet soit dans le commerce, (art. 1128) c'est à dire soit susceptible d'être aliéné : la liberté des personnes, par exemple n'est pas dans le commerce. Les biens qui font partie du domaine public de l'Etat, des départements ou des communes, les rivages de la mer, les cours d'eau navigables ou flottables, les routes, rues et places, tant qu'elles restent affectées à la circulation du public sont inaliénables. (Art. 537, 538, 540 du Code civil)

Il faut que l'objet soit licite, c'est à dire qu'il ne soit contraire, ni aux lois, ni à l'ordre public, ni aux bonnes mœurs. Un contrat par lequel un individu s'engagerait, par exemple, à commettre un délit ou un crime serait nul.

L'article 1108 dit encore que l'objet doit être certain, cela ne veut pas dire que les contrats ne peuvent avoir pour objet que des *corps certain*, c'est à

dire des objets déterminés dans leur individualité. L'article 1129 fait justement observer au contraire que le contrat peut avoir pour objet une chose déterminée seulement quant à son espèce, ce qu'on appelle un objet *in genere* à condition que sa qualité soit déterminable, mais il est évident qu'il n'y aurait pas d'obligation de la part de celui qui se serait engagé à donner un animal, par exemple, ou de l'argent, l'absence de toute détermination rendant l'obligation nulle.

Le contrat peut avoir pour objet une chose future; toutefois, il est interdit de traiter à l'avance sur une succession non encore ouverte, c'est à dire sur la succession future d'une personne encore vivante. (Art. 1130)

§ IV

De la cause

La cause du contrat, c'est le but immédiat et direct en vue duquel on s'oblige; c'est le pourquoi de l'obligation.

Dans les contrats synallagmatiques, c'est à dire dans lesquels les parties contractent des obligations réciproques, la cause de l'obligation de l'une est précisément l'objet de l'obligation de l'autre. Par exemple l'objet de l'obligation du vendeur, c'est la délivrance de la chose vendue, la cause de cette obligation, c'est le paiement du prix et réciproquement l'objet de l'obligation de l'acheteur, c'est le paiement du prix, sa cause, c'est la délivrance de la chose vendue.

Dans les contrats de bienfaisance, par exemple dans la donation, la cause de l'obligation du donateur est une intention de libéralité.

Toute obligation sans cause ou ayant une cause illicite, contraire aux lois, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs est nulle. (Art. 1131)

En général, une obligation est parfaitement valable, bien que la cause n'en soit pas indiquée. (Art. 1132) Dans une reconnaissance, on peut fort bien s'engager à payer une certaine somme sans dire à quel titre on la doit : la reconnaissance n'en sera pas moins valable, mais si une cause a été indiquée et si elle est fausse, l'obligation est nulle, (art. 1131) à moins que le bénéficiaire ne prouve qu'en dehors de la fausse cause, l'obligation en avait une véritable et licite.

Il ne faut pas confondre la cause de l'obligation avec le mobile qui a déterminé le promettant à s'engager. Un fonctionnaire loue un appartement dans une ville où il vient d'être nommé : la cause de son obligation de payer les loyers, ce sera la jouissance des lieux loués; le mobile de son engagement, c'est sa nomination à certaine fonction. S'il est révoqué ou s'il est déplacé, le mobile qui l'a déterminé à contracter aura disparu, mais la cause ne sera pas atteinte et dès lors, il continuera à être obligé.

SECTION IV

Des actions en nullité ou en rescision

§ I

Des actions en nullité

1° *Nullités absolues.* Ce sont celles qui peuvent être invoquées par l'un quelconque des contractants et même par des tiers. Tel est le cas des nullités qui résultent du caractère illicite de la cause ou de l'objet d'un contrat, ou de l'absence des formalités prescrites dans les contrats solennels.

2° *Nullités relatives.* Ce sont celles qui ne sont édictées par la loi que dans l'intérêt d'une seule des parties. Telle est la nullité résultant de l'incapacité ou d'un vice du consentement de l'une des parties ou de l'absence des formalités prescrites spécialement dans l'intérêt d'une partie incapable. Dans ce cas la partie incapable ou dont le consentement a été vicié, ou dans l'intérêt de lequelle certaines formalités n'ont pas été observées et les représentants légaux de cette partie peuvent seuls invoquer la nullité. L'autre contractant est sans qualité pour le faire.

§ II

Des actions en rescision

En principe, un contrat ne peut pas être anéanti sous prétexte qu'il a causé une *lésion*, c'est à dire un préjudice à l'une des parties. Vous vendez pour dix francs un meuble qui en vaut mille et vous ne vous en apercevez que trop tard : vous ne pouvez vous en prévaloir pour faire considérer le contrat comme non avenu.

Toutefois, et par exception, certains contrats peuvent être mis à néant pour cause de lésion : l'on dit alors qu'ils peuvent être *rescindés*, et l'action qui tend à obtenir ce résultat s'appelle une action en *rescision* pour cause de lésion.

Le partage peut être rescindé pour cause de lésion de plus du quart, (art. 887) c'est-à-dire que si l'un des copartageants reçoit moins des trois quarts de ce qu'il aurait dû recevoir, il peut faire recommencer le partage.

De même la vente d'immeubles (pas la vente de meubles) peut être rescindée si le vendeur (pas l'acheteur), subit une lésion de plus des sept-douzièmes. (Art. 1674)

On a vu ci-dessus à propos de la prescription libératoire que les actions en nullité et en rescision se prescrivaient par dix ans. (Art. 1304)

En principe ce délai court à partir de la date du contrat. Par exception, il ne court en cas d'erreur ou de dol que du jour de la découverte du vice; en cas de violence, du jour de la cessation de la violence; en cas d'incapacité de l'une des parties, du jour de la cessation de cette incapacité. (Même article)

Chapitre III

Des divers contrats en particulier

SECTION I.

De la vente

D'après l'article 1582, la vente est une convention par laquelle l'un s'oblige à livrer une chose et l'autre à la payer.

Le prix doit consister en argent, sinon le contrat change de nature et devient un échange.

Aux termes de l'article 1583, „la vente est parfaite entre les parties et la „propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur dès que les „parties sont d'accord sur la chose et sur le prix, quoique la chose n'ait pas „encore été livrée, ni le prix payé."

On a vu ci-dessus, que cette translation immédiate de propriété par l'effet seul du contrat ne pouvait se produire qu'autant que la vente avait pour objet

un corps certain, que si au contraire, elle portrait sur des objets *in genere* la propriété n'était transférée, dans les rapports des parties entre elles, qu'au moment de l'individualisation de ces objets.

On a vu également à quelles conditions la propriété était valablement transférée à l'égard des tiers.

§ I

Obligations du vendeur

Le vendeur contracte par le fait de la vente une double obligation.

1° Il contracte d'abord l'obligation de livrer la chose : c'est l'obligation de *délivrance.* (Art. 1603)

2° Il contracte en second lieu l'obligation de *garantie:* cette garantie peut s'appliquer à deux objets : la garantie en cas d'*éviction* et la garantie des *vices cachés.*

1° *Garantie en cas d'éviction.* Lorsqu'après la délivrance de la chose vendue, l'acheteur est *évincé*, c'est-à-dire dépouillé de sa chose par un tiers qui possédait sur elle un droit préférable à celui du vendeur, ou qui, tenant son droit de celui-ci, avait sur la chose un droit préférable à celui de l'acheteur, on dit que ce dernier est victime d'une éviction. Il peut alors demander au vendeur de le *eviction* garantir, c'est-à-dire de l'indemniser de la perte qu'il subit.

Bien entendu le vendeur n'est pas garant des simples troubles de fait à la suite desquels l'acheteur pourrait se trouver dépouillé, par exemple d'un vol ou tout autre fait analogue.

2° *Garantie des vices cachés* Le vendeur doit garantir l'acheteur des vices caches dont la chose pouvait être atteinte au moment de la vente, lorsque ces vices rendent la chose impropre à l'usage auquel on la destinait, ou diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas achetée ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus. (Art. 1641)

Comme l'indique ce texte, la garantie ne s'applique qu'aux vices cachés, si les vices étaient apparents, c'était à l'acheteur à s'en apercevoir, la loi ne le protège pas. (Art. 1642)

En principe, l'acheteur peut à son choix ou forcer le vendeur à reprendre la chose et à restituer le prix, c'est ce qu'on appelle l'action *rédhibitoire* (de *redhibere,* reprendre) ou faire réduire son prix proportionnellement à la diminution de valeur qui résulte du vice caché, c'est ce qu'on appelle l'action *quanti minoris.*

En général, les tribunaux apprécient souverainement si l'on se trouve en présence d'un vice caché donnant lieu à l'application de l'article 1641

Toutefois, et par exception, dans les ventes d'animaux domestiques, les vices cachés ont été limitativement énumérés par une loi du 2 Août 1884. Ces vices sont pour le cheval, l'âne et mulet : l'immobilité, l'emphysème pulmonaire, le cornage chronique, le tic proprement dit avec ou sans usure des dents, les boiteries intermittentes et la fluxion périodique des yeux ; pour l'espèce porcine, la ladrerie. Les parties peuvent d'ailleurs augmenter ou restreindre par une convention, la garantie édictée par la loi.

En cas de dol, le vendeur peut être déclaré garant d'autres vices que ceux qui sont énumérés par la loi. D'après la loi de 1884, l'action rédhibitoire doit être intentée en principe dans les neuf jours de la livraison. On s'adresse au juge de paix pour faire nommer des experts chargés de constater l'état des animaux.

§ II

Obligations de l'acheteur

L'acheteur contracte deux obligations.

1° *L'obligation de prendre livraison de la chose.* En matière de vente de denrées et d'effets mobiliers, le vendeur est autorisé à considérer la vente comme résolue de plein droit, si l'acheteur n'en prend pas livraison au jour fixé pour le retirement. (Art. 1657)

2° *L'obligation de payer le prix.* Si aucun délai n'a été accordé pour le paiement du prix, le vendeur peut retenir la chose tant que le prix ne lui en est pas versé. (Art. 1612) C'est ce qu'on appelle le *droit de rétention.*

Dans la même hypothèse, si le vendeur a livré la marchandise, il peut dans la huitaine de la livraison se la faire restituer par une procédure qu'on appelle la *saisie revendication.* (Art. 2102 § 4)

Le vendeur non payé a d'ailleurs un privilège sur la chose pour assurer le paiement du prix, c'est-à-dire qu'il peut saisir et faire vendre la chose et se faire payer sur son prix par préférence aux autres créanciers de l'acheteur. (Art. 2102 § 4 et 2103 § 1)

En cas de faillite de l'acheteur, le vendeur de meubles non payé perd d'ailleurs son droit de revendication et son privilège. (Art. 550 du Code de commerce, dernier alinéa)

SECTION II.

De la cession des créances

Lorsque la vente a pour objet une créance elle prend le nom de cession de créance. Le cessionnaire n'est saisi, vis-à.vis des tiers, de la propriété de la créance cédée qu'à partir du jour où il a fait signifier la cession par huissier au débiteur cédé, c'est-à-dire à celui qui est tenu du paiement de la créance. (Art. 1690)

SECTION III

Du contrat de louage

Le mot de *louage* désigne dans la langue du droit divers contrats bien différents.

§ I.

Du louage des choses

Le louage des choses, qu'on appelle aussi contrat de *bail*, est un contrat par lequel une personne appelée *bailleur*, ou plus rarement *locateur*, s'oblige à assurer la jouissance d'une chose à une autre personne, qu'on appelle *preneur* ou *locataire*, moyennant le paiement d'un prix qu'on appelle *loyer* pour les maisons et *fermage* pour les biens ruraux.

Le louage des choses peut s'appliquer soit à des meubles (il est notamment d'usage courant pour les pianos) soit à des immeubles.

On ne s'occupera ici que du bail des immeubles urbains qu'on appelle plus spécialement *bail à loyer.*

I. *Obligations du bailleur*

Il doit, 1° délivrer la chose louée en bon état de réparation, (art. 1720) 2° l'entretenir de façon qu'elle puisse servir à l'usage auquel elle est destinée. Il doit donc y faire toutes les réparations nécessaires à l'exception des réparations de menu entretien qu'on appelle *réparations locatives* et qui sont à la charge du locataire, (art. 1720 § II et 1754) 3° il doit faire jouir le locataire, c'est à dire assurer sa paisible jouissance des lieux loués. Il doit donc d'abord ne point le troubler dans sa jouissance et en second lieu le protéger contre les troubles de droit dont il pourrait être victime.

II. *Obligations du preneur ou locataire*

Il doit :

1° Jouir de la chose en bon père de famille et conformément à sa destination. Il doit s'abstenir de la dégrader et si, par exemple les lieux loués l'ont été à charge par lui d'y habiter bourgeoisement, il ne peut y exercer ni commerce, ni industrie. S'il a loué en boutique pour y exercer un commerce déterminé, non seulement il ne peut y exercer un autre commerce, mais il est obligé d'y exercer le commerce en vue duquel il a loué, sans cela il pourrait déprécier la valeur de la boutique.

2° Payer le loyer aux époques convenues. On sait qu'à Paris, l'usage est de payer le loyer en quatre termes égaux, les 15 Janvier, 15 Avril, 15 Juillet, 15 Octobre. Pour les appartements d'un loyer annuel ne dépassant pas 400 fr. le paiement se fait le 8 de ces mois.

Pour garantir le paiement du loyer, le bailleur a un privilège sur les meubles qui garnissent les lieux loués. (Art. 2102 § I) Le privilège est d'ailleurs restreint en cas de faillite par les articles 450 et 550 du Code de commerce, modifiés par la loi du 12 Février 1872.

Pour assurer au bailleur l'exercice utile de son privilège, le locataire doit :

3° Garnir les lieux loués de meubles suffisants pour garantir le paiement de ses loyers. Lorsque le locataire ne remplit pas cette obligation, le bailleur peut le faire expulser.

4° Il doit restituer la chose louée dans l'état où il l'a reçue ; cet état est constaté par une sorte de procès-verbal contradictoire qu'on appelle l'*état des lieux* et qu'il est toujours prudent de faire dresser au moment de l'entrée en jouissance. A défaut d'un état des lieux, le locataire est présumé avoir reçu la chose louée en bon état de réparation. (Art. 1731)

A cette obligation se rattache la responsabilité qui pèse sur le locataire en cas d'incendie. (Art. 1734) Les locataires sont responsables du dommage causé par l'incendie de l'immeuble qu'ils habitent proportionnellement à la valeur locative des locaux qu'ils occupent. Ils ne peuvent se soustraire à cette responsabilité qu'en prouvant, soit que l'incendie a commencé chez un autre, soit qu'il n'a pu commencer chez eux. (Art. 1734 § 2)

Le locataire peut en principe sous-louer ou céder son bail, à moins qu'une clause de bail ne le lui interdise. (Art. 1717) Il reste d'ailleurs garant dans tous les cas du paiement des loyers vis-à-vis du bailleur. (Art. 1753)

III. *De la fin du bail*

Lorsque le bail a été fait pour une durée déterminée, par exemple 3, 6, 9 ans, il prend fin de plein droit par l'expiration de sa durée.

Quand la durée du bail n'a pas été déterminée, chacune des parties peut à son gré y mettre fin par un *congé* signifié par huissier ou accepté par l'autre

partie, aux époques fixées par l'usage. A Paris, le congé doit être signifié ou accepté par l'autre partie, pour les appartements d'une valeur locative de plus de 400 fr. *avant* le premier Janvier, le premier Avril, le premier Juillet ou le premier Octobre. Au dessous de 400 fr. le congé peut être donné au demi-terme. Pour les boutiques et maisons entières le congé doit être donné six mois à l'avance.

§ II

Du louage d'ouvrage

On en distingue plusieurs espèces :

1° Le *louage de services*, est le contrat qui intervient entre un maitre et ses domestiques ou entre un patron et ses commis ou ses ouvriers.

Lorsque le contrat a été fait pour une durée déterminée, il prend fin de plein droit par l'expiration de cette durée. Lorsqu'il est fait pour une durée indéterminée, chacune des parties peut en principe y mettre fin à son gré par un congé signifié à l'autre partie. (Art. 1780)

Dans le plus grand nombre des cas, il est d'usage d'observer pour ce congé un délai qu'on appelle *délai de prévenance* ou *de préavis*, et qui varie suivant les villes et les professions. Pour les domestiques, par exemple, ce délai est généralement de huit jours; pour le commis, il est d'un mois.

La partie qui a abusé de son droit ou qui en a usé d'une façon intempestive en mettant fin au contrat, peut d'ailleurs être condamnée à des dommages interêts. (Article 1780, modifié par la loi du 27 Décembre 1890) Mais la loi n'a pas précisé les cas dans lequel le patron, par exemple, pourrait être considéré comme ayant commis une faute; aussi cette question donne-t-elle lieu aux plus grandes difficultés. On y reviendra dans la partie qui traite de la législation ouvrière.

2° Le *louage des voituriers*. On s'en occupera ci-après à propos du *contrat de transport*.

3° Le louage des entrepreneurs par suite de *devis* ou *marchés*. Ces marchés peuvent être passés soit à la série de prix, soit à forfait. Les entrepreneurs et architectes sont responsables pendant dix ans des vices des constructions qu'ils ont élevées. (Art. 1792)

SECTION IV

Du prêt

On ne s'occupera ici que de ce que la loi appelle le prêt de consommation, (art. 1892 et suiv.) c'est à dire du prêt des sommes d'argent et on se bornera à rappeler qu'en matière civile la loi du 3 Septembre 1807 fixe le taux maximum de l'intérêt à 5 % par an. Le fait de prêter habituellement à un taux supérieur constitue un délit spécial qu'on appelle l'*usure* et qui est prévu et puni par le Code pénal. L'emprunteur peut se faire restituer les intérêts qu'il a payés en sus du taux légal : ces intérêts s'imputent de plein droit à la date où ils ont été payés sur le principal de la créance. (Loi du 19 Décembre 1850)

En matière commerciale au contraire, une loi du 12 Janvier 1886 a établi la liberté du taux de l'intérêt. Cette loi est certainement applicable lorsque l'emprunteur est commerçant ou qu'il doit employer le montant du prêt à un acte de commerce, mais la question est plus délicate, lorsque le prêteur seul est commerçant. Toutefois la jurisprudence admet que cette circonstance suffit

en principe à donner au prêt le caractère commercial, du moins lorsque le prêt rentre dans le cercle des opérations normales du commerce de celui qui l'a consenti.

SECTION V

Du mandat

Le mandat est un contrat par lequel une personne appelée *mandant* donne pouvoir à une autre personne qu'on appelle *mandataire* et qui accepte le pouvoir de la représenter en faisant en son nom et pour son compte un ou plusieurs actes juridiques. (Art. 1984)

Il se constate en général par un écrit que l'on appelle *procuration*. La procuration donnée en termes généraux n'autorise en principe le mandataire qu'à faire des actes d'administration. (Art. 1988)

Pour l'autoriser à faire des actes de disposition, aliéner, emprunter, etc. un pouvoir exprès est nécessaire.

I. *Obligations des parties l'une envers l'autre*

1° *Obligations du mandataire.* Le mandataire est tenu de remplir le mandat qui lui a été confié, il répond des fautes qu'il commet dans sa gestion dont il doit rendre compte au mandant.

En principe, le mandat est un contrat à titre gratuit, c'est à dire que le mandataire n'a droit à aucune rémunération, mais le contraire peut résulter de la convention. On admet d'ailleurs qu'indépendamment de toute convention expresse, le mandataire a droit à une rémunération lorsque sa profession consiste précisément à se charger des affaires d'autrui.

2° *Obligations du mandant* Il doit payer au mandataire la salaire auquel celui-ci peut avoir droit, lui rembourser les frais qu'il a pu avancer pour l'exécution de son mandat et l'indemniser des pertes qu'il a éprouvées ou des engagements qu'il a été amené à prendre à l'occasion de sa gestion. (Art. 1999) Il ne peut en principe se refuser à remplir ces diverses obligations, sous le prétexte que la gestion du mandataire ne lui aurait pas été profitable ou que les frais auraient pu être moindres. (Art. 1899 § 2)

II. *Obligations du mandant et du mandataire à l'égard des tiers*

Le mandant est obligé vis à vis des tiers à l'exécution des engagements pris en son nom par le mandataire, dans les limites de son mandat. (Art. 1998) Il n'est tenu au delà qu'autant qu'il a expressément ou tacitement ratifié les actes du mandataire. (Même article)

Par contre le mandataire n'est pas engagé à l'égard des tiers par les actes qu'il a passés au nom du mandant, il n'est même tenu à aucune responsabilité vis à vis d'eux à raison des engagements qu'il aurait pris au delà des limites de son mandat, s'il leur a donné connaissance suffisante de ses pouvoirs. (Art. 1997)

III. *Fin du mandat*

Le mandat prend fin, soit par la révocation qui en est faite par le mandant, lequel peut le révoquer quand bon lui semble, (art. 2004) soit par mort, la faillite ou la déconfiture du mandant ou du mandataire. (Art. 2003)

SECTION VI

Du dépot et du séquestre

I. *Du dépôt*

Le dépôt est un contrat par lequel une personne appelée *dépositaire* se charge de garder une chose pour une autre personne appelée *déposant* et s'engage à la lui rendre en nature à première réquisition.

Le contrat de dépôt ne peut en principe se prouver que par écrit au-dessus de 150 fr. (Art. 1341 et 1923) Il est fait exception pour ce que la loi appelle le dépôt *nécessaire*, c'est-à-dire le dépôt fait hâtivement à la suite d'un accident, incendie, naufrage, et pour le dépôt des effets des voyageurs dans les hôtelleries. (Articles 1949 et 1952) L'aubergiste ou hôtelier est responsable de la perte des effets des voyageurs lorsqu'ils sont volés dans leur hôtellerie. (Art. 1953) Toutefois une loi du 18 Avril 1889 limite leur responsabilité à mille francs pour les sommes d'argent, titres ou valeurs qui pouvaient être contenus dans ces bagages et qui ne leur ont pas été déposés.

Le dépositaire doit apporter à la conservation de la chose déposée les mêmes soins qu'à celle de ses propres affaires; il ne peut se servir pour son usage personnel de la chose déposée; il doit la restituer en nature à première réquisition. Ainsi le dépositaire d'une somme d'argent ne peut s'en servir pour ses besoins et doit restituer les pièces de monnaie mêmes qui lui ont été confiées.

En principe le dépôt est un contrat à titre gratuit, c'est-à-dire que le dépositaire n'a droit à aucune rémunération en outre du remboursement de ses frais et débours, mais un salaire pourrait être stipulé.

Ordinairement les établissements de crédit qui reçoivent des dépôts d'argent des particuliers se réservent le droit de se servir pour leurs besoins des sommes déposées qu'ils s'engagent, néanmoins, à restituer à première réquisition. Comme contre partie de ce droit, ils servent aux déposants, un intérêt modique qui varie de $^1/_2$ à $1^1/_2$ pour cent : c'est a qu'on appelle le dépot *irrégulier*.

II. *Du séquestre*

C'est une sorte de dépôt ordonné par justice.

La justice peut ordonner le séquestre des biens ou valeurs dans trois cas.

1° Lorsqu'il s'agit de meubles saisis sur un débiteur.

2° Lorsqu'il s'agit de biens dont la propriété ou la possession sont en litige.

3° Lorsqu'il s'agit de sommes ou objets offerts par un débiteur pour sa libération. On rappelle que la caisse des dépôts et consignations administrée par l'Etat, mais ayant une personnalité juridique distincte de celle de l'État, a été organisée par une loi du 28 Avril 1816 et une ordonnance du 22 Mai 1816, précisément pour recevoir dans des cas de ce genre des dépôts de sommes d'argent.

CHAPITRE IV

Des engagements qui se forment sans convention

Certains de ces engagements découlent de l'autorité seule de la loi, (art. 1370) on ne s'en occupera pas ici.

Les autres découlent d'un fait personnel à celui qui est obligé. (Même article)

I. *Des quasi-contrats*

Les quasi-contrats sont des faits licites et volontaires de l'homme, desquels résultent pour lui un engagement quelconque envers un tiers et quelquefois des engagements réciproques des deux parties. (Art. 1371)

Ce ne sont pas des contrats, mais ils produisent des effets tout à fait analogues à ceux des contrats; de là leur nom.

On distingue deux quasi-contrats :

1° *La gestion d'affaires.* La gestion d'affaires est le fait d'une personne qui gère sans mandat les affaires d'autrui. Par exemple un de vos amis est absent pour de longs mois, il est dans un pays avec lequel les rapports par correspondance sont difficiles : une question urgente se pose qui nécessiterait sa présence ou la toiture de sa maison est enlevée par un ouragan; vous prenez sur vous de répondre à la question ou de faire réparer la toiture : c'est une *gestion d'affaires.* Celui qui gère l'affaire d'autrui s'appelle le *gérant d'affaires,* celui dont on gère l'affaire s'appelle le *maître.*

La gestion d'affaires donne lieu à des obligations réciproques.

Le gérant d'affaires est tenu d'apporter à sa gestion le même soin qu'un mandataire et d'achever l'affaire qu'il a commencée. (Art. 1372 à 1374)

Le maître doit remplir les engagements contractés en son nom par le gérant, mais à une condition, c'est que l'affaire ait été gérée d'une façon utile. (Art. 1375)

Pour savoir si l'affaire a été gérée d'une façon utile, il faut d'ailleurs se placer au moment où les actes de gestion ont été faits. Pour reprendre l'exemple ci dessus : vous faites réparer la maison d'un voisin absent qui menace ruine; cette gestion est utile; il importerait peu qu'ultérieurement et même avant son retour un incendie ait détruit sa maison.

2° *La répétition de l'indu.* Celui qui a payé par erreur ce qu'il ne devait pas est fondé à le *répéter,* c'est à dire à se le faire restituer. Celui qui a reçu ce paiement doit donc le restituer, (art. 1376 et 1377) à moins que n'étant effectivement créancier d'une autre personne et croyant être payé, il n'ait détruit son titre de créance. (Art. 1377 § 2)

Il n'est tenu d'ailleurs à restituer les fruits et intérêts des sommes payées qu'autant qu'il a été de mauvaise foi. (Art. 1378)

II. et III. *Des délits et des quasi-délits.*

Le mot *délit* peut se prendre en deux sens très différents :

Ce mot désigne ordinairement des infractions prévues par la loi pénale et punies de peines correctionnelles.

Au sens des articles 1382 et suivants, il désigne tout fait illicite et dommageable, commis avec intention de nuire, alors même que ce fait ne serait pas réprimé par la loi pénale.

Quant aux quasi-délits, ce sont des faits illicites et dommageables commis sans intention de nuire.

Les uns et les autres obligent celui qui s'en est rendu coupable à réparer le dommage qui peut en résulter. C'est ce que l'article 1382 traduit par la formule : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la cause duquel il est arrivé à le réparer ».

Mais il faut, bien entendu, qu'il s'agisse d'un fait illicite. Celui qui se borne à user de son droit ne peut être tenu de dommages intérêts. Il en serait toutefois autrement s'il l'exerçait d'une façon abusive ou dans un but purement vexatoire.

On a jugé que celui qui, étant créancier d'une somme très minime, pratiquait soi disant pour assurer le paiement de cette créance, des saisies arrêts immobilisant des sommes très considérables, se rendait passible de dommages intérêts : ce n'est plus là user d'un droit, c'est en abuser.

L'article 1383 pose le principe que chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par un fait positif, mais encore par sa négligence ou son imprudence.

On peut également, dans certains cas, être responsable du fait d'autrui.

Les père et mère sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux; et les institeurs et artisans du dommage causé par leur élèves ou apprentis lorsqu'ils sont sous leur surveillance : — à moins qu'ils ne prouvent les uns et les autres qu'ils n'ont pas pu empêcher le fait qui donne lieu à la responsabilité. (Art. 1384 § 2 et 4)

Les maitres et commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et préposés, mais seulement lorsque ce dommage a été causé par ceux ci dans l'exercice de leurs fonctions. (Art. 1484 § 3)

Le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert pendant qu'il est à son usage sont responsables du dommage causé par cet animal alors même qu'il se serait égaré ou échappé. (Art. 1385)

Enfin le propriétaire d'une chose inanimée est responsable du dommage causé par cette chose lorsque ce dommage est la conséquence d'un défaut d'entretien. (Art. 1386)

CHAPITRE V

Des sûretés ou garanties particuliéres qui peuvent assurer le paiement d'une créance

D'après l'article 2093, les biens d'un débiteur sont le gage commun de ses créanciers qui peuvent les saisir dans des formes dont il sera question ci après et les faire vendre pour se faire payer sur le prix.

Mais en principe, les créanciers n'ont d'action que sur les biens qui se trouvent encore aux mains de leur débiteur. Ils ne peuvent les revendiquer lorsqu'ils ont été aliénés au profit de tiers : ils n'ont pas le droit de suite.

D'autre part, ils n'ont entre eux aucun droit de préférence. à raison de la date de leurs créances. Si les biens du débiteur sont insuffisants pour les payer intégralement, ils s'en partagent le prix au prorata de leurs créances. On dit en employant une locution proverbiale qu'ils viennent *au marc le franc* (voyez notamment l'article 565 du Code de commerce).

Toutefois certains créanciers puisent dans la loi ou dans des conventions spéciales le droit d'invoquer certaines sûretés ou certaines garanties qui assurent d'une façon spéciale le paiement de leur créance.

SECTION I

Des sûretés ou garanties données par la loi à certains créanciers

§ I

Des Privilèges

Par faveur pour certaines créances, la loi leur accorde ce qu'on apelle un *privilège*, c'est à dire le droit d'être payé par préférence aux autres créanciers.

I. *Privilèges généraux*

Certains privilèges grèvent d'une façon générale tous les biens du débiteur. Ils doivent en principe s'exercer d'abord sur ses meubles et subsidiairement, en cas d'insuffisance, sur ses immeubles.

Ils sont énumérés par l'article 2101 du Code civil et s'exercent dans l'ordre où la loi les énumère.

Ce sont ceux :

1° Des frais de justice.
2° Des frais funéraires.
3° Des frais de dernière maladie.
4° Du salaire des gens de service (c'est à dire des domestiques) pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante.
5° Des fournitures de subsistances faites au débiteur ou à sa famille dans les six derniers mois par les marchands au détail, dans la dernière année par les marchands en gros.

II. *Privilèges spéciaux sur les meubles*

Ils sont énumérés par l'article 2102. Ce sont ceux :

1° Du bailleur sur les meubles qui garnissent la maison ou la ferme.
2° Du créancier gagiste sur l'objet donné en gage.
3° Des frais faits pour la conservation de la chose.
4° Du vendeur d'objets mobiliers non payés.
5° De l'aubergiste sur les effets du voyageur.
6° Du voiturier sur la chose transportée.

III. *Privilèges spéciaux sur les immeubles*

Ils sont énumérés par l'article 2103. Ce sont ceux :

1° Du vendeur d'immeubles non payés.
2° Des copartageants.
3° Des architectes, maçons et entrepreneurs sur la plus value donnée au fonds par leurs travaux.

Pour être opposables aux tiers, ces privilèges ont besoin, en principe, d'être inscrits dans un certain délai sur les registres du conservateur des hypothèques de l'arrondissement.

Ils prennent rang avant les hypothéques.

§ II

Des hypothèques légales

Il y en a deux principales : 1° l'hypothèque légale du mineur sur les biens de son tuteur pour garantie de la gestion de celui-ci. Elle prend rang le jour de l'ouverture de la tutelle. Elle est en principe dispensée de la nécessité de l'inscription. (Art. 2135 § 1) 2° l'hypothèque légale de la femme mariée sur es biens de son mari. Elle prend rang à diverses dates indiquées par l'article 2135 § 2. Elle est également dispensée d'inscription.

§ III

Du droit de rétention et de revendication

On appelle droit de rétention le droit qui appartient au détenteur d'une chose de la retenir jusqu'à ce qu'il soit payé de ce qui lui est dû par le propriétaire de cette chose.

La loi l'accorde notamment au vendeur au comptant, (art. 1612) à l'acheteur à réméré en cas de rachat, (article 1673) au fermier ou locataire expulsé par un acquéreur de l'immeuble, (art. 1749) au dépositaire. (Article 1948)

Malgré le silence de la loi, on accorde généralement ce droit au détenteur d'une chose lorsque la créance qu'il a contre le propriétaire de la chose est relative à cette chose elle-même : c'est ce qu'on appelle *debitum cum re junctum.*

En principe, lorsque le *rétentenr*, c'est à dire celui qui a le droit de rétention, s'est dessaisi de la chose, son droit de rétention s'éteint.

Toutefois dans deux cas, la loi lui accorde un droit de revendication.

Ce droit appartient au vendeur au comptant sur les objets mobiliers qu'il a vendus, dans la huitaine de la livraison qu'il a faite. (Art. 2102 § IV)

Il appartient également au bailleur sur les meubles qui garnissaient les lieux loués, dans la quinzaine de leur enlèvement, s'il s'agit de meubles garnissant une maison, dans les quarante jours s'il s'agit d'objets garnissant une ferme. (Art. 2102 § I)

SECTION II

Sûretés conférées par un jugement

Tout jugement de condamnation prononcé contre une personne entraine de plein droit hypothèque sur tous ses biens immeubles.

C'est ce qu'on appelle l'*hypothèque judiciaire.* (Art. 2123) Pour être opposable aux tiers, cette hypothèque doit être inscrite sur les registres du conservateur des hypothèques et elle ne prend rang que du jour de son inscription.

SECTION III

Sûretés conférées par la convention

Le débiteur peut accorder à son créancier pour garantir le paiement de sa dette, soit une sûreté personnelle qu'on appelle un cautionnement, soit des sûretés réelles qu'on appelle un gage ou une hypothèque.

§ I

Du cautionnement

Une *caution* est une personne qui s'engage à répondre d'une dette et à l'acquitter si le débiteur ne l'acquitte pas lui-même. (Art. 2011) Le cautionnement est donc un contrat accessoire qui se rattache étroitement à une obligation principale.

C'est toujours une chose grave que de se porter caution de quelqu'un : on s'engage ainsi à payer si le débiteur principal ne paie pas. On a sans doute un recours contre celui qu'on a cautionné pour se faire rembourser ce qu'on a été obligé de payer à sa décharge, mais il y a bien des chances pour que le débiteur qui n'a pas pu payer son créancier ne puisse pas davantage rembourser sa caution. Aussi est-il passé en proverbe, que *qui cautionne paie.*

Il y a un grand nombre de cas où le débiteur est tenu, soit par la loi, soit par un jugement, de fournir caution. Il est bien entendu nécessaire que cette caution soit solvable et en principe cette solvabilité ne doit s'apprécier que par la valeur des immeubles qu'elle possède, (art. 2019) mais cette règle ne s'applique pas en matière commerciale. (Même article)

§ II

Du gage

On appelle *nantissement* un contrat par lequel le débiteur, ou un tiers intervenant en sa faveur, remet une chose au créancier pour sûreté de sa dette.

Ce nantissement prend le nom de *gage* dans le cas, de beaucoup le plus fréquent, où il porte sur des meubles.

I. *Formes de la constitution du gage*

1° En droit civil le contrat de gage doit être constaté, au-dessus de 150 fr. par un acte écrit enregistré. (Art. 2074) Lorsque le gage porte sur une créance, le contrat doit en outre être signifié par huissier au débiteur cédé, c'est à dire à celui qui est tenu de payer la dette donnée en gage. (Art. 2075) Lorsque l'on donne en gage un fonds de commerce, cette constitution de gage doit être rendue publique par une inscription sur un registre spécial tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité. (Art. 2075 § 2 complété par la loi du premier Mars 1898)

On verra ci après, que les formalités de constitution du gage sont simplifiées en matière commerciale.

2° Dans tous les cas, les droits du créancier gagiste ne sont opposables aux tiers que s'il a été mis et s'il est resté en possession réelle de l'objet donné en gage et, si c'est une créance, du titre de la créance. (Art. 2076)

II. *Droit du créancier gagiste*

Le créancier gagiste a d'abord un droit de rétention sur le gage, c'est à dire qu'il peut refuser de s'en dessaisir tant qu'il n'est pas payé.

Il a en second lieu, un privilège sur le prix du gage lorsque celui-ci a été vendu. (Art. 2102 § 2)

Il ne peut s'approprier le gage, faute de paiement de la dette à son échéance, ni le faire vendre sans s'y être fait autoriser par un jugement du tribunal civil et toute convention qui l'autoriserait à disposer du gage sans observer ces formalités serait nulle. (Art. 2078)

On verra ci-dessous, que les formalités de réalisation du gage ont été simplifiées en matière commerciale.

§ III

De l'hypothèque

L'hypothèque conventionnelle ne peut être constituée que par acte notarié. (Art. 2127) Elle ne peut bien entendu frapper que les immeubles, sauf ce qui sera dit ci-dessous de l'hypothèque maritime. Elle n'est opposable aux tiers qu'après avoir été inscrite sur les registres du conservateur des hypothèques et elle prend rang, après tous les privilèges, au jour de son inscription. (Art. 2134)

On sait que le créancier hypothécaire a le droit de suite, c'est-à-dire le droit de faire vendre l'immeuble grevé de son hypothèque et de se payer sur le prix

même lorsque cet immeuble a été vendu par son débiteur et est aux mains d'un tiers acquéreur que l'on appelle tiers détenteur. Pour éviter de payer deux fois lorsque l'on achète un immeuble, il est donc de la prudence la plus élémentaire de ne payer son prix qu'après s'être fait justifier, par des états levés chez le conservateur des hypothèques, de la situation hypothécaire de l'immeuble et, si ces états révèlent des hypothèques, de les faire disparaître par une procédure spéciale, la procédure de la *purge* qui consiste en substance à offrir aux créanciers hypothécaires de payer entre leurs mains le prix d'acquisition à concurrence du montant de leur créance.

LIVRE DEUXIÈME

De la manière de faire valoir ses droits. Notions d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure

Nos droits ne peuvent présenter pour nous une utilité pratique qu'à condition que nous puissions, par une contrainte extérieure, en imposer le respect à ceux qui les méconnaissent.

En général celui dont le droit est contesté ou violé doit s'adresser aux tribunaux pour en obtenir la reconnaissance ou en assurer le respect : ce recours aux tribunaux s'appelle une *action en justice.*

Cependant le titulaire d'un droit peut, dans certains cas, le ramener à exécution sans avoir besoin de recourir préalablement à la justice : il obtient ce résultat à l'aide des *voies d'exécution.*

TITRE PREMIER

Des actions en justice

CHAPITRE I

Notions générales sur les actions en justice et les défenses

SECTION I

Des actions en justice

Comme on vient de le voir on appelle *action en justice*, le fait de s'adresser aux tribunaux pour faire reconnaître un droit contesté ou assurer le respect d'un droit violé.

Celui qui exerce ce recours ou qui, comme on dit, *intente* cette *action* ou *introduit* cette *demande* s'appelle le *demandeur*; celui contre qui la demande est introduite s'appelle le *défendeur.*

I. *De la capacité d'ester en justice*

On appelle capacité d'*ester en justice* la faculté de plaider devant les tribunaux soit en demandant soit en défendant. Ici, comme en toute autre matière, la capacité est la règle et toute personne peut plaider si elle n'en est pas déclarée incapable par la loi. (Art. 1123 Code civil) En principe, la capacité d'ester en justice est régie par les mêmes règles que la capacité juridique en général. Nous nous bornerons donc à nous référer aux développements consacrés ci-dessus à l'étude de cette capacité.

II. *De la règle „nul ne plaide par procureur"*

En principe, le ou les demandeurs, le ou les défendeurs doivent toujours figurer en nom dans tous les actes de procédure. C'est ce que l'on est convenu d'exprimer par la maxime que *nul en France ne plaide par procureur.*

L'observation de cette maxime ne souffre pas de difficultés lorsque l'on se trouve en présence d'un seul demandeur ou d'un seul défendeur. Mais elle devient la source de nombreuses complications lorsque l'on se trouve en présence d'*actions collectives.* Lorsque la collectivité qui agit en justice constitue une personne morale l'action peut être intentée ou suivie au nom de la collectivité agissant par l'entremise de ses représentants légaux. Mais lorsque la collectivité ne constitue pas une personne morale, les noms de tous ses membres doivent, en principe, figurer dans les actes de la procédure. La loi ne fait exception à cette règle que pour les actionnaires des sociétés en commandite ou anonymes qui peuvent, à condition de représenter au moins un vingtième du capital social, se faire représenter en justice par un mandataire commun dont le nom seul figure dans les actes de la procédure. (Loi du 24 juillet 1867, Art. 17 et 39) Des groupes de personnes ayant des intérêts communs peuvent d'ailleurs former entre elles des sociétés civiles afin d'exercer des actions en justice; ces sociétés constituant des personnes morales, pourront ensuite soutenir leurs droits devant les tribunaux par l'intermédiaire de leurs représentants légaux.

III. *Des diverses espèces d'actions*

L'action en justice ne se différencie pas du droit lui-même, dont elle ne constitue que la mise en mouvement. L'action participe donc du droit qu'elle a pour but de ramener à exécution.

Il s'ensuit que l'action qui a pour objet un droit réel est une *action réelle.* La plus importante des *actions réelles* est l'action en *revendication,* qui tend à faire reconnaître ou respecter le droit de propriété. L'action qui a pour objet un droit personnel est une action *personnelle.*

De même l'action qui tend à faire reconnaître un droit immobilier est une *action immobilière,* celle qui tend à faire reconnaître un droit mobilier est une *action mobilière.*

Ces distinctions sont intéressantes au point de vue de la compétence, c'est à dire au point de vue des règles qui déterminent devant quels tribunaux les actions doivent être portées.

SECTION II.

Des défenses

Les *défenses,* au sens général du mot, sont les divers moyens que le défendeur peut opposer à l'action, à la réclamation du demandeur.

Le défendeur peut, sans entrer au fond dans l'examen de la prétention du demandeur, critiquer la forme de la demande, ou soutenir que l'examen doit en être retardé. Il peut prétendre par exemple que l'action a été introduite devant un tribunal qui n'avait pas qualité pour la juger : c'est ce qu'on appelle élever le *déclinatoire d'incompétence*. Il peut soutenir que les formalités exigées pour l'introduction de la demande n'ont pas été observées et demander la nullité de la procédure. Dans ces divers cas il soulève ce qu'on appelle une *exception*.

Lorsque, au contraire, le défendeur entre dans l'examen au fond de la prétention du demandeur, il formule, comme on dit, des *défenses au fond*.

Enfin le défendeur, non content de se défendre contre l'action du demandeur, peut à son tour prendre l'offensive et former contre celui-ci une demande qui, si elle réussit, pourra empêcher ou atténuer la condamnation dont il est menacé ; on dit alors qu'il forme une *demande reconventionelle*, ou qu'il se porte *reconventionnellement demandeur*.

CHAPITRE II

Notions d'organisation judiciaire et de compétence

La loi a établi des tribunaux appelés à trancher les différends qui s'élèvent soit entre les particuliers, soit entre ceux-ci et l'administration. Ces tribunaux sont de divers ordres ; l'ensemble des tribunaux d'un même ordre s'appelle une *juridiction* : ainsi on dit la *juridiction civile*, la *juridiction commerciale*, etc.

Le tribunal *compétent* pour *connaître* d'une action déterminée est celui qui est désigné par la loi pour la juger. L'*incompétence* est l'état d'une tribunal qui n'a pas qualité pour connaître d'une action.

Les litiges sont répartis par la loi entre les divers ordres de juridiction à raison de leur nature ; les règles qui déterminent devant quel ordre de juridiction un différend devra être porté, par exemple si l'on devra plaider devant le tribunal civil ou devant le tribunal de commerce, s'appellent les règles de la compétence *à raison de la matière* ou *ratione materiæ*.

Les règles qui déterminent quel est celui des tribunaux d'un même ordre qui devra être saisi de l'affaire, par exemple si on plaidera devant le tribunal de commerce de la Seine ou devant le tribunal de commerce de Rouen ou du Havre, sont les règles de la compétence *à raison de la personne* ou *à raison du lieu*, *ratione personæ* ou *ratione loci*.

On dit qu'un tribunal statue en *dernier ressort* lorsque sa décision ne peut être *frappée d'appel*, c'est-à-dire lorsqu'on ne peut pas la frapper d'un recours ayant pour résultat de faire statuer à nouveau sur le litige par un tribunal supérieur. On dit au contraire qu'il statue en *premier ressort*, lorsque sa décision est susceptible d'appel.

Pour éviter des redites, on indiquera sommairement, en énumérant les divers ordres de juridiction, quels sont les litiges qu'ils ont compétence pour juger *ratione materiæ*, et dans quels cas leurs décisions sont susceptibles d'appel.

Quant aux règles de la compétence *ratione personæ* elles varient suivant les diverses juridictions. On ne saurait prétendre à les exposer ici ; on se bornera à indiquer celles qui sont applicables aux tribunaux de commerce dans la partie de ce travail qui sera consacrée au droit commercial.

SECTION I

Des juridictions contentieuses

Ce sont celles qui sont établies par la loi pour juger les différends qui s'élèvent soit entre les particuliers, soit entre ceux-ci et l'administration.

§ I

De la juridiction civile proprement dite.

C'est celle devant laquelle doivent être portées toutes les contestations pendantes entre les particuliers, lorsque la loi n'a pas expressément donné compétence à une autre juridiction.

I. *Des tribunaux civils d'arrondissement*

En principe, toutes les actions pour lesquelles la loi n'a pas expressément attribué compétence à d'autres tribunaux doivent être portées devant les tribunaux civils d'arrondissement ou tribunaux de première instance. C'est ce que l'on exprime en disant qu'ils sont les tribunaux *de droit commun*, ou encore qu'ils ont la *plénitude de juridiction*. Et cela est si vrai que si, par exemple, on porte devant les tribunaux civils d'arrondissement une affaire qui devrait, d'après la loi, être portée devant un tribunal de commerce, le tribunal civil ne sera tenu de se dessaisir que si le défendeur lui en fait la demande sur les premières poursuites, et avant d'entrer dans la discussion au fond de la prétention du demandeur. Les décisions des tribunaux civils d'arrondissement s'appellent des *jugements*.

Les tribunaux civils statuent en dernier ressort, c'est-à-dire sans appel, sur toutes les demandes d'une valeur déterminée qui ne dépassent pas 1500 fr. en principal. Au dessus de cette somme, ou lorsque la demande est indéterminée, leurs décisions sont susceptibles d'appel. L'appel est jugé par un tribunal supérieur qui s'appelle la *cour d'appel*.

D'autre part, toutes les fois qu'une décision en dernier ressort, soit d'un tribunal, soit d'une cour, a violé la loi, soit en la forme, soit au fond, elle peut être attaquée par une voie de recours spéciale qu'on appelle le pourvoi en cassation, et qui est porté devant la *cour de cassation*.

Les décisions des cours d'appel et de la cour de cassation s'appellent des *arrêts*.

Devant les tribunaux civils ou devant les cours d'appel les plaideurs doivent se faire représenter par des mandataires spéciaux que la loi a établis à cet effet et qu'on appelle des *avoués*. En principe elles ne peuvent faire plaider leur cause que par des avocats.

II. *Des référés*

Le président du tribunal civil est investi par la loi (Art. 806 Code de Proc. civ.) du droit de statuer *provisoirement* soit en cas d'urgence soit pour assurer l'exécution d'un titre authentique, toutes les fois qu'il s'agit d'une matière qui rentrerait au fond dans la compétence des tribunaux civils. Il n'a donc pas compétence dans les litiges commerciaux ou administratifs. C'est ce qu'on appelle la juridiction des *référés*. Les décisions du président statuant en état de référé s'appellent des *ordonnances:* ces ordonnances ne peuvent porter préjudice au *principal*, c'est-à-dire trancher le différend au fond. Elles se bornent à édicter des mesures *provisoires*, par exemple à nommer un expert pour constater des dégradations, ou pour faire des travaux indispensables, que le tribunal mettra

ensuite à la charge de qui il appartiendra, à nommer un séquestre, à ordonner la continuation, ou au contraire la discontinuation d'une poursuite à fin de saisie, à accorder un délai pour payer, etc. etc.

La juridiction des référés a, en pratique, une importance extrêmement considérable, surtout dans les grandes villes, parce qu'elle est très expéditive et peu coûteuse.

III. *Des juges de paix*

Les juges de paix sont des magistrats institués par la loi pour juger certaines affaires civiles d'une importance modique. Ils ne sont compétents que pour juger les affaires dont la connaissance leur est expressément déférée par la loi. Les règles de leur compétence à raison de la matière sont édictées notamment par deux lois, l'une du 25 mai 1838, l'autre du 2 mai 1855.

D'une façon générale, on peut dire que les juges de paix sont compétents pour statuer sur les demandes purement personnelles et mobilières d'une valeur déterminée en dernier ressort, c'est-à-dire sans appel, jusqu'à 100 fr. et à charge d'appel jusqu'à 200 fr.

Il est question d'élever leur compétence en dernier ressort jusqu'à 300 fr. et à charge d'appel jusqu'à 1500 fr., mais ce projet n'a pas encore été adopté par le parlement.

Les juges de paix connaissent encore notamment sans appel jusqu'à 1500 fr. des contestations entre les voyageurs et les hôteliers, aubergistes ou voituriers pour dépenses d'hôtellerie ou pertes de bagages.

Ils connaissent sans appel jusqu'à 100 fr. et à charge d'appel à quelque somme que le litige puisse s'élever : 1° des contestations entre propriétaires et locataires lorsque le loyer annuel ne dépasse pas 400 fr. 2° des contestations entre propriétaires et locataires au sujet des réparations locatives. 3° des contestations entre les maîtres ou patrons et leurs domestiques ou ouvriers lorsque ces contestations ne rentrent dans la compétence ni des tribunaux de commerce, ni des conseils de prudhommes.

Devant les juges de paix les parties peuvent se présenter elles-mêmes, ou se faire représenter par des mandataires de leur choix. Le ministère des avoués et des avocats n'est pas obligatoire.

L'appel des *sentences*, c'est-à-dire des décisions des juges de paix est porté devant les tribunaux civils de première instance, qui statuent alors comme juridiction d'appel, et dont, par suite les jugements ne sont pas susceptibles d'appel.

Les sentences en dernier ressort des juges de paix sont d'ailleurs susceptibles de recours en cassation.

§ II

De la juridiction commerciale

I. *Des tribunaux de commerce*

Les tribunaux de commerce sont appelés à connaître des contestations relatives aux actes de commerce entre toutes personnes. (Art. 631. C. comm.) Ils statuent en dernier ressort, c'est-à-dire sans appel sur les demandes mobilières et personnelles d'une valeur déterminée ne dépassant pas 1500 fr. Au dessus de cette somme, ou lorsque la valeur de la demande n'est pas déterminée, ils ne statuent qu'à charge d'appel.

L'appel contre les jugements des tribunaux de commerce est porté devant les cours d'appel.

La cour de cassation peut casser les décisions en dernier ressort qui se sont rendues coupables d'une violation de la loi.

On reviendra sur les tribunaux de commerce dans la partie de ce travail consacrée au droit commercial.

II. *Des conseils de prudhommes*

La loi du 18 mars 1806 a autorisé le gouvernement à établir des conseils de prudhommes dans les villes de fabriques où il le jugerait nécessaire. Ces conseils statuent sur les différends qui s'élèvent entre les industriels et leurs ouvriers à l'occasion du contrat de travail : paiement des salaires, congédiements, etc. Ils ne sont pas compétents entre patrons et employés.

Leurs décisions sont susceptibles d'appel lorsque l'intérêt en litige dépasse 200 fr.

L'appel est porté devant les tribunaux de commerce.

On trouvera des détails sur les conseils de prudhommes dans la partie de cet ouvrage qui est consacrée à la législation ouvrière.

§ III

De la juridiction administrative

On ne peut entreprendre ici de déterminer avec précision les limites de la compétence de la juridiction administrative. On se bornera à poser ce principe qu'elle est généralement compétente pour trancher les litiges d'un caractère contentieux qui s'élèvent entre les particuliers et l'administration : Etat, département, commune.

I. *Des conseils de préfecture*

Dans chaque département un conseil institué auprès du préfet, sous le nom de *conseil de préfecture*, statue, en premier ressort seulement, sur un certain nombre de litiges administratifs, notamment sur les différends en matière de travaux publics, d'élections municipales, de contributions directes, de grande voirie, etc. Ses décisions s'appellent des *arrêtés*.

II. *Du Conseil d'Etat*

Le Conseil d'Etat est compétent pour trancher en premier et dernier ressort tous les litiges ayant un caractère administratif dont la loi n'a pas expressément attribué la connaissance à une autre juridiction administrative. C'est donc le juge de droit commun en matière administrative.

Il statue comme juge d'appel sur les décisions des conseils de préfecture.

Enfin, il peut être saisi d'un recours pour excès de pouvoirs contre les décisions des autorités administratives. C'est le grand redresseur des torts de l'administration.

III. *De la cour des comptes*

La cour des comptes statue sur la régularité des comptes des comptables de deniers publics.

SECTION II

Des juridictions répressives

Il existe un certain nombre d'infractions à l'ordre public que le législateur a estimées assez graves pour les prohiber sous des peines proprement dites. Il les divise en trois classes d'après leur gravité,

1° Les *contraventions* sont les infractions les moins graves. Elles sont punies par la loi de peines que l'on appelle de *simple police*, et qui sont : une amende qui ne peut dépasser 16 fr. et un emprisonnement qui ne peut dépasser 6 jours. Ces peines légères sont appliquées par le *tribunal de simple police* lequel se compose d'un juge de paix, assisté d'un commissaire de police faisant fonction de ministère public. L'appel des décisions de ce tribunal est porté devant le tribunal de police correctionnelle.

2° Les *délits* sont des infractions de gravité moyenne. Ils sont punis de peines dites de *police correctionnelle* : l'amende et l'emprisonnement, appliquées par le tribunal de première instance siégeant comme *tribunal de police correctionnelle*. L'appel des jugements de ce tribunal est porté devant la cour d'appel, chambre des appels de police correctionnelle.

3° Les *crimes* sont les infractions les plus graves. Ils sont jugés en premier et dernier ressort par les *cours d'assises* qui statuent avec l'assistance d'un jury.

Toutes les décisions des juridictions répressives statuant en dernier ressort peuvent être déférées pour violation de la loi à la cour de cassation, chambre criminelle.

CHAPITRE III

Notions de procédure devant les tribunaux civils et les tribunaux de commerce

SECTION I

De la demande et de son instruction

I. *Du préliminaire de conciliation*

Devant les tribunaux civils l'introduction de l'instance proprement dite doit en principe être précédée d'une tentative de conciliation devant le juge de paix. C'est ce qu'on appelle le préliminaire de conciliation. (Art. 48 et suiv. Code de proc. civ.) La citation en conciliation est délivrée par un huissier.

A Paris et dans les grandes villes l'usage s'est établi de se dispenser du préliminaire de conciliation, en faisant présenter par un avoué au président du tribunal civil, une requête tendant à obtenir l'autorisation d'assigner à bref délai devant le tribunal.

Le préliminaire de conciliation n'est jamais exigé en matière commerciale.

II. *De l'assignation, ajournement, ou demande en justice*

Lorsque l'on veut introduire une demande en justice, on est obligé de s'adresser à un huissier qui a seul qualité pour rédiger l'acte par lequel le demandeur convoque ou, comme on dit, *cite* ou *assigne* le défendeur à *comparaître*, c'est-à-dire à se présenter devant le tribunal.

Les actes rédigés par les huissiers s'appellent des *exploits*. Celui qui sert à introduire la demande en justice et qui *assigne* au défendeur un jour pour comparaître devant le juge, s'appelle plus spécialement *assignation* ou *ajournement*.

Devant les tribunaux civils on doit en principe donner au défendeur un délai de huit jours pour comparaître. (Art. 72 Code de proc. civ.) Devant les tribunaux de commerce ce délai est réduit à un jour. (Art. 416 Code de proc. civ.)

L'assignation est rédigée en deux exemplaires : l'*original* qui reste aux mains de l'huissier et est remis par lui à son client, et la *copie* qui doit être laissée sous enveloppe cachetée à la personne qu'il s'agit d'assigner. Si l'huissier ne trouve pas cette personne, la copie est remise à ses parents ou serviteurs — à Paris notamment au concierge de la maison, qui est considéré comme étant au service commun du propriétaire et des locataires. A défaut, la copie serait remise aux voisins, et en cas de refus de ceux-ci de la recevoir, à la mairie où le maire ou son représentant doivent viser l'original.

III. *De la comparution des parties*

Au jour fixé par l'assignation les *parties*, c'est-à-dire les plaideurs, doivent comparaître c'est-à-dire se trouver devant le juge. Devant le tribunal civil la loi exige que chacune d'elle soit représentée par un *avoué*. Devant le tribunal de commerce les parties peuvent comparaître en personne; elles peuvent aussi se faire représenter par un mandataire de leur choix. Les tribunaux de commerce recommandent à la confiance des plaideurs certains mandataires qu'on appelle des *agréés* et qui ont à peu près auprès d'eux la même situation que les avoués auprès des tribunaux civils; mais ces mandataires ne sont investis d'aucun monopole; le seul avantage dont ils jouissent est de n'être pas obligés de faire légaliser par le maire ou le commissaire de police la signature de leur client sur le pouvoir qui leur est donné, alors que les autres mandataires sont astreints à produire un pouvoir dont la signature est légalisée.

Lorsque l'une des parties ne se présente pas, on dit qu'elle est *défaillante*, ou qu'elle fait *défaut*. Ce défaut a généralement pour résultat de faire admettre la prétention de l'autre partie. C'est ce qu'on appelle adjuger le *profit du défaut*.

IV. *Des conclusions*

La première chose dont les parties, et surtout le défendeur, doivent se préoccuper, c'est de formuler leurs prétentions par un écrit qu'on appelle *conclusions* et qui est destiné à mettre le juge en demeure de se prononcer sur ces prétentions. Le juge n'est point en effet obligé de se prononcer sur les moyens qui ne lui sont soumis que verbalement par les plaidoieries.

Lorsque le défendeur veut opposer des *exceptions*, c'est-à-dire des moyens qui tendent à faire écarter la demande ou à faire surseoir à son examen sans en discuter le mérite au fond, il doit en principe les invoquer sur les premières poursuites et avant toute défense au fond, sans quoi il est *forclos*, c'est-à-dire déchu du droit de les invoquer : tel est le cas de l'exception tirée de l'incompétence du tribunal saisi, tout au moins quand il s'agit d'une incompétence à raison de la personne, l'incompétence à raison de la matière pouvant, en principe, être invoquée en tout état de cause; tel est encore le cas des exceptions tirées de la nullité de la procédure.

V. *De l'instruction de la demande*

Si le juge se trouve suffisamment éclairé au moment de la comparution des parties, il peut rendre son jugement immédiatement.

Dans le cas contraire, il peut ordonner une mesure d'instruction : par exemple une *enquête*, c'est-à-dire l'audition de témoins, ou une *expertise*, c'est-à-dire un examen du différend par un homme compétent.

Les tribunaux de commerce ont fréquemment recours à deux mesures d'instruction.

Ils renvoient l'affaire au *délibéré* d'un des juges, qui entend les parties en leurs explications, s'entoure de tous renseignements et présente ensuite verbalement son rapport au tribunal tout entier.

Ou bien ils nomment un *arbitre rapporteur* chargé d'entendre les parties, de s'entourer de tous renseignements, d'entendre tous témoins, de concilier les parties si faire se peut, sinon de déposer son rapport au greffe du tribunal. Après le dépôt de ce rapport, la partie la plus diligente assigne l'autre en ouverture de rapport, et il est ensuite par les parties conclu, et le tribunal statué ce que de droit.

SECTION II

Des divers jugements et des voies de recours dont ils sont susceptibles

§ I

Des jugements par défaut et de l'opposition

Lorsque toutes les parties se présentent devant le juge au jour fixé par l'assignation et formulent devant lui leurs prétentions, le jugement qui intervient est qualifié de *contradictoire*. Il n'est pas susceptible de la voie de recours dont il va être parlé et qui s'appelle *l'opposition*.

Lorsque c'est le demandeur qui ne se présente pas au jour fixé pour soutenir sa demande, le tribunal renvoie le défendeur, c'est-à-dire ne donne pas suite à la demande. (Art. 434 Code de proc. civ.) Le tribunal ne doit en ce cas soumettre la demande à aucun examen. C'est ce qu'on appelle le *défaut congé*. La loi ne s'est pas autrement expliquée sur les effets de ce jugement. On admet généralement que le demandeur peut renouveler sa demande sans avoir besoin de former opposition à ce jugement.

Lorsque c'est le défendeur qui ne *comparaît* pas, c'est-à-dire ne se présente pas par lui-même ou par mandataire, au jour fixé par l'assignation, ou ne *conclut* pas, c'est-à-dire tout en comparaissant refuse de formuler ses prétentions devant le juge, le tribunal *donne défaut*, et adjuge le *profit du défaut*, c'est-à-dire fait droit aux conclusions de la demande — s'il la trouve juste et bien vérifiée, dit l'art. 434. — Mais dans la pratique, il ne se livre à aucun examen et le défaut du défendeur entraîne par lui-même l'admission des prétentions du demandeur.

1° *Défaut faute de comparaître*. Dans le premier cas, c'est-à-dire lorsque le défendeur n'a pas comparu, le jugement est dit *par défaut faute de comparaître*. Ces jugements sont régis par les articles 156, 158 et 159 Code de proc. civ. auxquels renvoie, pour les tribunaux de commerce, l'art. 643 Code de comm.

Tout d'abord le demandeur est astreint, sous peine d'en perdre complètement le bénéfice, à les exécuter dans les six mois de leur date (art. 156) sinon ils seront réputés nuls et non avenus. C'est ce qu'on appelle la *péremption* des jugements par défaut. Du reste pour répondre au voeu de l'art. 156, il n'est pas nécessaire que l'exécution ait été poussée très loin, il suffirait par exemple d'un *procès-verbal de carence* c'est-à-dire d'un acte d'huissier constatant qu'on a essayé de saisir la partie condamnée, et qu'on n'a pu trouver son domicile actuel, ou qu'on n'a trouvé à ce domicile aucun objet susceptible d'être saisi.

En second lieu, le défendeur condamné par défaut faute de comparaître peut faire opposition au jugement jusqu'à son exécution. (Art. 158) Mais ici, pour

que l'exécution soit suffisante pour faire obstacle à l'opposition de la partie condamnée, il faut que cette exécution ait été poussée assez loin : que par exemple les meubles du débiteur aient été non seulement saisis mais vendus, ou du moins qu'il soit certain que la partie condamnée a eu connaissance du commencement d'exécution du jugement. (Art. 159) Ainsi un procès-verbal de carence qui suffit dans tous les cas pour empêcher la péremption du jugement ne fait obstacle à ce que le défaillant y forme opposition que lorsqu'il a été signifié à lui même. Si on ne l'a pas trouvé pour le lui signifier, l'opposition reste possible.

L'opposition peut être faite aux mains de l'huissier qui se présente pour saisir. Il doit la consigner dans son procès-verbal, mais il faut la renouveler par huissier dans la huitaine en matière civile, (art. 162 Code de Proc. civ.) dans les trois jours en matière commerciale. (Art. 438)

L'opposition a pour résultat de faire juger l'affaire à nouveau par les mêmes juges, cette fois contradictoirement. Si le défendeur qui a formé opposition ne se présentait pas pour soutenir son opposition, il ne pourrait plus faire opposition au second jugement par défaut. (Art. 165) C'est ce qu'on exprime en disant qu'opposition sur opposition ne vaut.

2° *Défaut faute de conclure.* Lorsque le défendeur se présente, mais qu'il refuse de saisir le juge de ses prétentions, par exemple parce qu'il n'est pas prêt à plaider et que le juge lui a refusé un délai, le jugement est rendu *par défaut faute de conclure*.

D'une part, les jugements par défaut faute de conclure n'ont pas besoin d'être exécutés dans les six mois de leur date.

Le défendeur défaillant peut bien encore former *opposition* au jugement, mais seulement dans la huitaine de la signification qui lui est faite. (Art. 434 Code de proc. civ.)

3° *Défaut profit joint.* Lorsqu'il y a plusieurs défendeurs, il peut arriver que quelques uns fassent défaut et que quelques autres se présentent.

Devant les tribunaux civils le juge doit, en ce cas, donner défaut contre les parties non comparantes, mais il n'adjuge pas le profit du défaut, il le joint au fond. Il ordonne que les parties défaillantes seront réassignées, c'est-à-dire assignées de nouveau par un huissier qu'il commet à cet effet. C'est ce qu'on appelle un jugement de *défaut profit joint*. (Art. 153 Code de proc. civ.) Lorsque l'affaire revient ensuite pour être plaidée au fond, le jugement qui intervient est réputé contradictoire vis-à-vis de toutes les parties, quand même les défaillants réassignés ne comparaîtraient point et par conséquent il n'est pas susceptible d'opposition.

§ II

Des jugements en premier ressort et de l'appel

On a vu plus haut que les jugements des tribunaux civils de première instance et des tribunaux de commerce étaient susceptibles *d'appel* lorsqu'ils statuaient sur des demandes d'une valeur indéterminée ou d'un valeur déterminée supérieure à 1500 fr.

L'*appel* doit, en principe, être interjeté dans les deux mois de la signification du jugement si ce jugement est contradictoire, dans les deux mois de l'expiration des délais d'opposition si le jugement est par défaut. (Art. 443 Code de proc. civ. et 645 Code de commerce)

En certaines matières, par exemple en matière de faillite, le délai d'appel est réduit à quinze jours. (Art. 582 Code de commerce)

L'appel a pour résultat de faire juger l'affaire à nouveau par une juridiction supérieure, la cour d'appel, où le ministère des avoués et des avocats est obligatoire, même en matière commerciale.

§ III

Des voies de recours extraordinaires

On en distingue trois :

I. *Le pourvoi en cassation*

Toute décision qui n'est pas ou qui n'est plus susceptible d'opposition ou d'appel peut être frappée d'un pourvoi ou d'un recours en cassation, lorsqu'elle viole la loi, soit en la forme, soit au fond.

La cour de cassation ne juge jamais les affaires au fond. Lorsqu'elle estime que la loi a été violée, elle casse la décision attaquée et renvoie l'affaire pour le jugement au fond devant une juridiction du même degré que celle qui a rendu la décision attaquée.

Le délai du pourvoi est, en principe, de deux mois.

II. *La requête civile*

La *requête civile* est un recours tout à fait exceptionnel qui peut être introduit dans les cas énumérés par l'article 480 Code de proc. civ. par exemple si le jugement a été rendu sur pièces depuis reconnues fausses, ou si depuis le jugement on a retrouvé des pièces décisives qui avaient été retenues par la partie dont elles devaient entrainer la condamnation.

III. *La tierce opposition*

La *tierce opposition* est un recours dont un jugement peut être l'objet de la part de ceux qui n'y ont pas été parties et à qui cependant il peut causer préjudice. On verra ci-dessous qu'en principe les jugements ne produisent leurs effets qu'à l'égard des parties en cause. Il est donc difficile de préciser les circonstances dans lesquelles les tiers peuvent avoir besoin d'y faire tierce opposition.

SECTION III

Des effets des jugements

§ I

De l'autorité de la chose jugée

Le premier et le principal effet des jugements est de trancher le différend sur lequel ils statuent et d'empêcher les parties de le reproduire.

Le jugement n'a l'autorité de la chose jugée *qu'entre les parties* mêmes entre lesquelles il est intervenu, et à condition qu'il s'agisse du *même objet* et de la *même cause* d'obligation. C'est ce que l'article 1351 Code civil exprime en disant „que l'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui a fait l'objet „du jugement. Il faut que la chose demandée soit la même; que la demande „soit fondée sur la même cause; que la demande soit entre les mêmes parties „et formée par elles en la même qualité".

§ II

De l'exécution des jugements et spécialement de l'exécution provisoire

Les jugements peuvent être mis à exécution par des moyens de contrainte extérieurs. Mais les actes authentiques, c'est à dire en général les actes notariés, peuvent également être l'objet d'une exécution forcée. On étudiera cette exécution à propos des voies d'exécution.

On se bornera à donner ici quelques indications sur l'exécution provisoire des jugements frappés d'un recours, et sur les conditions auxquelles les jugements sont exécutoires à l'encontre des tiers qui n'y ont pas été parties.

I. *De l'exécution provisoire*

Le pourvoi en cassation ne suspend pas l'exécution des jugements.

Au contraire l'opposition et l'appel sont suspensifs (art. 159 et 457 Code de proc. civ.) de telle sorte qu'en principe l'exécution d'un jugement ne peut plus être poursuivie lorsqu'il est frappé d'opposition ou d'appel tant qu'il n'a pas été statué sur le recours interjeté.

Toutefois en certains cas les tribunaux sont autorisés à ordonner l'exécution provisoire de leurs jugements nonobstant opposition ou appel.

Pour les jugements par défaut l'exécution provisoire ne peut être ordonnée nonobstant opposition que s'il y a péril en la demeure, c'est à dire danger à retarder l'exécution (art. 155 Code de proc. civ.) et dans ce cas le juge peut, à son gré, soit forcer le demandeur à fournir caution, c'est à dire à présenter un répondant solvable qui s'engagera à réparer le préjudice causé par l'exécution si le jugement vient à être réformé sur l'opposition, soit le dispenser de fournir caution.

Pour les jugements contradictoires, l'exécution provisoire ne peut être ordonnée nonobstant appel par les tribunaux civils de première instance que si le jugement est fondé sur un titre authentique, une promesse reconnue par le débiteur, ou un jugement précédent non frappé d'appel. (Art. 135) L'exécution provisoire a lieu alors sans caution. Elle peut être ordonnée avec ou sans caution, dans un certain nombre de cas énumérés par le même article, par exemple quand il s'agit de certaines mesures urgentes, de pensions ou provisions alimentaires, ou d'expulsion des lieux, s'il n'y a pas de bail ou si le bail est expiré. L'article 135 Code de proc. civ. est limitatif, c'est à dire que l'exécution provisoire nonobstant appel ne peut être ordonnée en dehors des cas qu'il prévoit.

Au contraire, quand il s'agit de jugements rendus par les tribunaux de commerce, l'exécution provisoire nonobstant appel est de droit lorsque le demandeur fournit une caution solvable ou justifie de solvabilité suffisante. (Art. 439)

Les tribunaux de commerce peuvent en outre ordonner l'exécution provisoire sans caution, mais seulement lorsqu'il y a titre non attaqué ou condamnation précédente non frappée d'appel.

Les ordonnances de référé sont toujours exécutoires par provision nonobstant appel. (Art 809. Code de proc. civ.)

II. *De l'exécution des jugements à l'égard des tiers*

On a vu ci-dessus qu'en principe les jugements n'étaient opposables qu'à ceux qui y avaient été parties et ne pouvaient par conséquent recevoir leur exécution à l'encontre des tiers. Mais il arrive fréquemment que les parties

demandent et que le jugement ordonne que certaines mesures seront exécutées par des tiers, qui sont absolument désintéressés et qui sont tout disposés à se conformer à un ordre de justice. Par exemple, le demandeur conclut à ce que des sommes qui sont déposées à la caisse des dépôts et consignations, ou des objets qui ont été confiés à un séquestre soient remis entre ses mains, ou bien le demandeur a pratiqué une saisie arrêt aux mains d'un débiteur de son débiteur et demande que le tiers saisi paie entre ses mains. Dans ces divers cas on suppose que la caisse des dépôts et consignations, le séquestre ou le tiers saisi sont tout disposés à se libérer entre les mains de qui il sera par justice ordonné. A quelles conditions peuvent-ils exécuter le jugement sans engager leur responsabilité personnelle?

La loi répond qu'ils ne peuvent le faire que lorsque le jugement rendu n'est pas ou n'est plus susceptible d'opposition ou d'appel et sur le vu d'un certificat du greffier constatant la date de la signification du jugement à la partie condamnée et l'absence de toute opposition ou appel formés dans les délais légaux. (Art. 163, 164 et 548 Code de proc. civ.)

CHAPITRE IV

Des moyens de terminer un différend sans le porter devant les tribunaux

Les procès sont toujours dispendieux : le résultat en est le plus souvent incertain; aussi est-ce un proverbe fort accrédité qu'une mauvaise transaction vaut mieux qu'un bon procès.

Il existe deux moyens de terminer un différend sans le porter devant les tribunaux : la transaction et l'arbitrage.

SECTION I

De la transaction

La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation déjà née ou préviennent une contestation à naître par des sacrifices réciproques. (Art. 2044 Code civ.)

Elle doit être rédigée par écrit. (Art. 2044) Pour transiger il faut avoir la disposition des droits sur lesquels on transige. (Art. 2045) On rappelle ici qu'une transaction ne peut être faite au nom d'un mineur que dans les formes prescrites par l'article 467 Code civil.

La transaction a entre les parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. (Art. 2052) C'est ce qu'on exprime généralement en disant qu'elle a la double autorité de la chose jugée et de la chose convenue.

Naturellement l'une des parties ne peut essayer de revenir sur une transaction qu'elle a signée, en prétendant qu'elle s'est méprise sur l'étendue de ses droits, (art. 2052) sans quoi bien peu de transactions résisteraient aux regrets des parties qui les ont acceptées.

Mais l'erreur de calcul commise dans une transaction peut être réparée. (Art. 2058)

SECTION II

De l'arbitrage

Dans la transaction, les parties ont la sagesse de déterminer elles mêmes le montant du sacrifice qu'elles s'imposent pour mettre fin à leur différend.

Dans l'arbitrage elles évitent bien de porter leur différend par des tribunaux, mais elles le font juger par des tiers en qui elles ont confiance et qu'on appelle des *arbitres*.

La convention par laquelle les parties s'engagent à soumettre à des arbitres le différend qui les divise s'appelle un *compromis*. Le compromis peut être constaté soit par un acte écrit, signé des parties, soit par un procès-verbal dressé par les arbitres en présence des parties. (Art. 1005 Code de proc. civ.) Il doit à peine de nullité désigner les objets en litige et le nom des arbitres choisis. (Art. 1006 Code de proc. civ.)

La jurisprudence en conclut qu'on ne peut, à l'avance, s'engager valablement dans un contrat à soumettre à des arbitres les différends qui pourront s'élever par la suite entre les parties à l'occasion de ce contrat, parce qu'en pareil cas l'objet du litige n'est pas suffisamment précisé. Cette clause, qu'on appelle la *clause compromissoire*, est donc considérée comme nulle par les tribunaux.

Pour passer un *compromis*, il faut avoir la libre disposition des droits sur lesquels il porte. Le compromis est interdit aux incapables.

Lorsque le compromis n'a pas dispensé les arbitres de l'observation des formes ordinaires de la procédure ces formes doivent être suivies. (Art. 1009) De même lorsque les parties n'ont pas renoncé à attaquer la sentence des arbitres par la voie de l'appel, la sentence peut être frappée de cette voie de recours. Lorsque le litige eût été de la compétence des tribunaux civils ou des tribunaux de commerce, l'appel est alors porté devant la cour d'appel. (Art. 1023)

Mais les parties peuvent parfaitement, soit dispenser les arbitres des formes de la procédure, soit renoncer à faire appel de leur sentence. Elles peuvent également nommer les arbitres *amiables compositeurs*, ce qui veut dire qu'elles les dispensent de suivre les règles du droit et qu'elles renoncent à tout recours contre leur sentence.

Les sentences arbitrales ont la même force exécutoire que les jugements, lorsqu'elles ont été déclarées exécutoires par une ordonnance du président du tribunal civil dans le ressort duquel elles ont été rendues. (Art. 1020 Code de proc. civ.)

TITRE DEUXIÈME

Des voies d'exécution, ou de l'exécution forcée

Les décisions de justice sont susceptibles d'exécution forcée. Les actes authentiques jouissent du même avantage sans qu'il soit nécessaire de s'adresser préalablement à la justice pour faire ordonner l'exécution. Les actes sous seings privés ne sont jamais, par eux mêmes, susceptibles d'exécution forcée.

L'exécution forcée pouvait autrefois se produire sous la forme d'une contrainte exercée sur la personne du débiteur, que l'on détenait en prison jusqu'à ce qu'il se fût acquitté de sa dette. C'était ce qu'on appelait la *contrainte par corps*. Elle a été supprimée en matière civile et commerciale par la loi du 22 juillet 1867. Elle ne subsiste donc plus qu'en matière criminelle, correctionnelle, ou de simple police.

On a vu ci-dessus que le débiteur répond de l'exécution de ses engagements sur tous ses biens, ce que l'on exprime en disant que les biens d'un débiteur sont le gage commun de ses créanciers. (Art. 2092 et 2093 Code civil) Pour réaliser ce gage le créancier doit recourir à une procédure spéciale que l'on appelle la procédure de *saisie*.

Quand on parle des voies d'exécution on parle donc en général des saisies.

CHAPITRE I

Du droit de saisie en général

SECTION I

Quels biens sont saisissables?

En règle générale, et par application du principe de l'article 2093 Code civil tous les biens d'un débiteur peuvent être saisis par ses créanciers.

Par exception certains biens sont déclarés insaisissables par la loi.

Ce sont :

1° Les objets et valeurs énumérés par l'article 581 Code de proc. civ. savoir : les provisions et pensions alimentaires, les sommes et biens donnés ou légués au débiteur avec la stipulation qu'ils seront insaisissables.

2° Les objets énumérés par l'art. 592, Code proc. civ. notamment : le coucher nécessaire des saisis et de leurs enfants vivant avec eux, les vêtements dont ils sont couverts, les livres, machines ou instruments relatifs à la profession du saisi, à concurrence de 300 fr., les outils des artisans nécessaires à leurs occupations personnelles, les équipements militaires, les menues denrées nécessaires à la consommation du saisi pendant un mois, une vache ou deux chèvres, ou trois brebis, au choix du saisi. Cependant ces divers objets peuvent être saisis par ceux qui ont fourni des aliments au saisi ou à sa famille, ou par le bailleur pour le paiement des loyers ou fermages. Il n'y a d'exception que pour le coucher nécessaire du saisi et de sa famille qui ne peut jamais être saisi. (Art. 593 Code de proc. civ.)

3° Les rentes sur l'état (lois du 8 nivose an VI art. 4 et du 22 floréal an VII art. 7) et les obligations du Crédit Foncier. (Décret du 28 février 1852 art. 18.)

4° Les salaires des matelots, les traitements ecclesiastiques.

En outre les pensions et traitements servis par l'Etat ne sont saisissables qu'à concurrence des portions déterminées par les lois et décrets. (Art. 580 Code de proc. civ.)

Les salaires des ouvriers et gens de service ne sont saisissables qu'à concurrence d'un dixième; il en est de même des appointements des commis, employés et fonctionnaires lorsqu'ils ne dépassent pas 2000 fr. par an. (Loi du 12 janvier 1895 art. 1)

SECTION II

Des diverses espèces de saisie

Les saisies n'ont le caractère de voies d'exécution, au sens propre du mot, que lorsque le saisissant peut faire vendre les objets saisis sans avoir besoin d'obtenir à cet effet une décision de justice : telles sont la saisie exécution, la saisie brandon, la saisie immobilière. On ne peut alors y procéder qu'en vertu d'un jugement ou d'un titre exécutoire, c'est à dire authentique.

Les saisies qui ne peuvent être suivies d'une vente qu'après l'obtention d'une décision de justice, ont plutôt, au contraire, un caractère conservatoire : telles sont la saisie arrêt ou opposition, la saisie gagerie, la saisie revendication etc. On peut alors y procéder non seulement en vertu d'un titre exécutoire, mais en vertu d'une permission du juge donnée à la suite de la présentation d'une requête.

CHAPITRE II

Des diverses saisies en particulier

SECTION I

De la saisie exécution

C'est celle qui s'applique aux biens meubles du débiteur. On ne peut y procéder qu'en vertu d'un jugement ou d'un titre authentique.

Elle doit être précédée d'un commandement, c'est à dire d'un acte d'huissier fait au moins 24 heures à l'avance. La saisie est pratiquée par un huissier assisté de deux témoins. Si le saisi refuse d'ouvrir ses portes, l'huissier est obligé de se faire assister d'un juge de paix, ou d'un commissaire de police, pour procéder à cette ouverture. L'huissier dresse procès-verbal de la saisie. Dans la pratique, le saisi peut, au moment de la rédaction de ce procès-verbal, demander à aller en référé devant le président du tribunal; le plus souvent le président lui accorde en référé un court délai pour se libérer. Le procès-verbal de la saisie indique le jour de la vente qui doit avoir lieu aux enchères publiques, par le ministère d'un officier public — à Paris, un commissaire priseur — en province, un huissier, un notaire ou un greffier de justice de paix. La vente n'a lieu qu'après l'apposition d'affiches.

Lorsqu'un huissier se présente pour saisir à la requête d'un créancier, et que les meubles du débiteur sont déjà saisis, on ne pratique pas une nouvelle saisie. On se borne à faire ce qu'on appelle un *récolement*.

Lorsque le prix de vente des meubles saisis n'est pas suffisant pour désintéresser tous les créanciers qui se présentent, ce prix est déposé à la caisse des dépôts et consignations, et l'on ouvre, au greffe du tribunal, une procédure destinée à déterminer la somme qui reviendra à chacun : c'est ce qu'on appelle la procédure de *distribution par contribution*.

SECTION II

De la saisie brandon

Ce n'est autre chose que la saisie exécution appliquée aux récoltes encore sur pied. (Art. 626 à 635 Code de proc. civ.)

SECTION III

De la saisie immobilière

C'est la saisie des immeubles du débiteur. Il ne peut y être procédé qu'en vertu d'un jugement ou d'un titre authentique. La procédure est longue, coûteuse et compliquée. Elle commence par un commandement et la saisie ne peut être faite que trente jours après ce commandement. Le procès-verbal de saisie est transcrit sur les registres du conservateur des hypothèques, et ce n'est qu'à ce moment que la saisie devient opposable aux tiers. Les biens sont vendus aux enchères publiques, à la barre du tribunal. La distribution du prix entre les créanciers hypothécaires ou autres, se fait au moyen d'une procédure ouverte au greffe du tribunal, qu'on appelle la procédure de l'*ordre*.

SECTION IV

De la saisie arrêt ou opposition

C'est une procédure à l'aide de laquelle un créancier fait mainmise sur les sommes dues à son débiteur, dans le but d'obtenir que ces sommes soient versées directement entre ses mains.

La saisie arrêt ne présentant pas, tout au moins au début de la procédure, le caractère d'une voie d'exécution proprement dite peut être pratiquée en vertu d'un titre sous seings privés, ou même en l'absence de titre, en vertu d'une permission du président du tribunal civil, obtenue sur requête. (Art. 557 et 558 Code de proc. civ.)

La saisie arrêt est pratiquée par un exploit d'huissier signifié par le créancier au *tiers saisi* c'est à dire au débiteur de son débiteur. (Art. 559 Code de proc. civ.)

Cette saisie arrêt ou opposition doit être *dénoncée* au débiteur, qu'on appelle *débiteur saisi*, par un second exploit d'huissier par lequel on l'assigne en même temps à comparaître devant le tribunal civil pour voir *valider la saisie*, c'est ce qu'on appelle *l'assignation en validité*. Ce second exploit d'huissier doit être signifié dans la huitaine de la saisie à peine de nullité de celle-ci. (Art. 563 Code de prov. civ.)

On *contre-dénonce* ensuite cette dénonciation au tiers saisi, c'est à dire qu'on la porte à sa connaissance par un troisième exploit d'huissier.

Les choses restent en l'état jusqu'à ce que le tribunal ait validé la saisie par un jugement qui ordonne en même temps que le tiers saisi se libèrera, non pas entre les mains du débiteur saisi qui était son créancier à l'origine, mais entre les mains du créancier saisissant. Le tiers saisi doit déclarer de quelle somme il est débiteur : c'est ce qu'on appelle la *déclaration affirmative* qui doit être faite au greffe. Si le tiers saisi refuse de faire cette déclaration, ou si elle est contestée, il faut entamer une seconde instance en déclaration affirmative.

On voit que la procédure de saisie arrêt est longue, compliquée et par suite assez coûteuse.

La loi du 12 janvier 1895 l'a simplifiée pour la saisie arrêt des salaires des ouvriers et gens de service, et pour celle des traitements qui ne dépassent pas annuellement 2000 fr.

La procédure est entamée en suite d'un visa ou d'une autorisation du juge de paix et elle se poursuit devant ce magistrat qui est compétent pour en prononcer la validité. Pendant ce temps le débiteur continue à toucher la partie non saisissable de ses salaires ou de son traitement.

SECTION V

De la saisie gagerie

C'est celle qui est pratiquée par le bailleur pour obtenir paiement de ses loyers ou fermages. Il n'est pas besoin d'avoir un titre authentique pour y procéder. Elle peut être faite, soit qu'il y ait un bail, soit qu'il n'y en ait pas, et sans qu'il soit nécessaire d'obtenir préalablement une permission du juge. Le bailleur ne peut saisir que les meubles et récoltes garnissant la maison ou la ferme. Il ne peut vendre les objets saisis qu'après que la saisie a été validée par un jugement du tribunal. Jusqu'à ce moment la saisie n'a qu'un caractère conservatoire. (Art. 819 à 825 Code de proc. civ.)

SECTION VI

De la saisie revendication

Le vendeur d'objets mobiliers, qui n'a pas accordé de terme à l'acheteur pour se libérer, et qui a livré la chose vendue sans recevoir le prix en échange, peut la revendiquer, dans la huitaine de la livraison qu'il en a faite, pour exercer sur elle son droit de rétention.

Le bailleur peut revendiquer les meubles et récoltes qui garnissaient la maison ou la ferme, et qui ont été enlevés par le locataire ou fermier dans les quinze jours de leur enlèvement, s'il s'agit de maison de ville, et dans les quarante jours, s'il s'agit de biens ruraux. Cette revendication est destinée à lui permettre d'exercer son privilège sur ces meubles ou récoltes.

Dans l'un et l'autre cas, la revendication se fait par une procédure spéciale qui s'appelle la *saisie revendication*. Elle ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une ordonnance du président du tribunal. Elle a besoin d'être validée par un jugement. (Art. 826 à 831 Code de prov. civ.)

SECTION VII

De la saisie conservatoire

Aux termes de l'art. 172 Code de comm. le tiers porteur d'une lettre de change ou d'un billet à ordre non payé à son échéance peut, après l'avoir fait protester par un exploit d'huissier, obtenir du juge la permission de saisir conservatoirement les meubles et effets mobiliers des accepteurs, tireurs et endosseurs, c'est à dire de tous ceux qui sont tenus au paiement de la lettre de change.

Cette saisie ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une permission du juge, et contrairement au principe d'après lequel tout ce qui est relatif aux saisies est de la compétence exclusive des tribunaux civils, ici, par exception, cette permission est donnée par le président du tribunal de commerce.

Cette saisie a d'ailleurs pour but unique d'empêcher les débiteurs de soustraire leurs meubles aux poursuites de leur créancier, elle n'autorise pas le saisissant à faire vendre les meubles saisis.

DROIT COMMERCIAL

Introduction

Deux ordres de considérations ont déterminé le législateur à édicter un ensemble de dispositions légales applicables aux commerçants.

D'une part, le commerce a besoin de rapidité dans ses mouvements ; d'où la nécessité de simplifier, en ce qui le concerne, les formalités parfois compliquées du droit civil.

D'autre part, le crédit est, comme on dit, l'âme du commerce ; pour que le commerçant puisse facilement trouver du crédit, il faut que l'on puisse compter de sa part sur une exactitude rigoureuse dans l'exécution de ses engagements : d'où la nécessité de lui imposer, dans son propre intérêt, une rigueur exceptionnelle dans l'accomplissement de ses obligations.

C'est en s'inspirant de ces deux idées que les rédacteurs du Code de commerce ont réglementé la situation du commerçant.

Il ne faut pas perdre de vue, d'ailleurs, que le Code de commerce ne se suffit pas à lui même : toutes les fois qu'il n'a pas expressément ou implicitement dérogé aux règles du droit civil, c'est-à-dire qu'il n'y a pas apporté d'exception, c'est au droit civil qu'il faut se référer même en matière commerciale.

Les usages ont, au surplus, une importance particulière en matière commerciale En cas de doute, les usages se constatent par des attestations de commerçants ou de banquiers honorablement connus, qu'on appelle des *parères*. Les chambres de commerce et les syndicats professionnels sont autorisés à donner leur avis sur l'existence des usages. Une loi spéciale du 13 Juin 1866 a recueilli et constaté un certain nombre d'usages commerciaux en matière de vente.

LIVRE PREMIER

Des commerçants et de leurs obligations

Aux termes de l'article premier du Code de commerce « sont commerçants « ceux qui exercent des actes de commerce et en font leur profession habituelle ».

Pour savoir qui est commerçant, il faut donc savoir préalablement quels sont les actes qui ont le caractère d'actes de commerce. Le Code de commerce en contient une énumération, mais il l'a placée tout à fait dans ses derniers articles (art. 632 et suivants) en traitant de la juridiction commerciale.

Il est plus logique de les étudier dès le début : c'est ce qu'on fera ci-après.

TITRE PREMIER

Des actes de commerce

Certains actes ont par eux-mêmes un caractère commercial, quelle que soit la qualité de leur auteur. D'autres ne constituent des actes de commerce que lorsqu'ils sont faits par des commerçants.

CHAPITRE PREMIER

Des actes commerciaux par eux-mêmes

Le Code de commerce a énuméré les divers actes qui présentaient par eux-mêmes le caractère commercial, et cette énumération est *limitative*.

Il est assez difficile de donner une bonne classification des actes que la loi considère comme ayant par eux-mêmes un caractère commercial. Tout ce qu'on peut dire, c'est que le législateur exclut, en principe, de la sphère du droit commercial tout ce qui concerne les immeubles et notamment l'agriculture et l'exploitation des mines : il y range, au contraire, tout ce qui concerne le commerce proprement dit (vente, échange ou transport des marchandises, matières premières ou objets fabriqués) et l'industrie manufacturière (transformation des matières premières en objets fabriqués).

Sous le bénéfice de cette observation, étudions les actes qui ont, par eux-mêmes le caractère commercial.

SECTION I

L'achat de denrées ou marchandises pour les revendre ou les louer

Aux termes de l'article 632 § 1, la loi répute acte de commerce « tout achat « de denrées ou marchandises pour les revendre, soit en nature, soit après les « avoir travaillées et mises en œuvre ou même pour en louer simplement l'usage ». Ce que la loi répute acte de commerce, c'est l'achat pour revendre — c'est-à-dire l'achat fait avec l'intention de revendre.

Il faut que cet achat porte sur des denrées ou marchandises. Il convient, d'ailleurs, d'entendre ces mots dans le sens le plus large et, par exemple, il faut y comprendre les valeurs ou titres de bourse, mais il n'y faut pas comprendre les immeubles; il a été formellement déclaré dans les travaux préparatoires du Code de commerce que les immeubles restent en dehors des prévisions de la loi commerciale. Ceux qui achètent des immeubles pour les revendre — les marchands de biens, comme on dit — ne font donc pas acte de commerce.

Pour que l'achat pour revendre constitue un acte de commerce, il faut que l'acheteur se propose de revendre avec bénéfice. La loi ne le dit pas, mais cela résulte de la nature même des choses : le commerce suppose une intention de lucre. On n'y gagne pas toujours de l'argent, mais on y a toujours l'espoir et l'intention d'en gagner. On en déduit que les sociétés coopératives qui achètent des denrées pour les revendre à leurs membres au prix coûtant ne font pas acte de commerce.

Lorsque des denrées et marchandises ont été achetées pour les revendre, ce n'est pas seulement l'achat qui constitue un acte de commerce, c'est également la revente. Il faut envisager l'opération dans son ensemble.

La loi assimile à l'achat pour revendre l'achat pour louer. Il faudrait également y assimiler la location pour sous-louer.

Il résulte de ce qui précède que l'agriculteur et, d'une façon générale, le propriétaire ou le locataire qui vend les produits de sa terre ne fait pas acte de commerce. Il n'a pas, en effet, acheté pour revendre. L'article 638 du Code de commerce reconnaît d'ailleurs implicitement qu'il n'est pas commerçant, en déclarant que les tribunaux de commerce ne sont pas compétents pour statuer sur les actions intentée contre lui.

L'artiste qui vend une statue ou un tableau de sa composition, l'artisan qui travaille à façon, même en faisant des fournitures de détail, ne sont pas non plus des commerçants parce que leur objet principal n'est pas de revendre la matière qu'ils ont achetée, mais de trouver l'utilisation de leur travail.

SECTION II

Entreprises diverses

(Art. 632 § 2 et § 3)

1° Les *entreprises de manufactures*, c'est-à-dire celles qui ont pour objet de transformer les matières premières en objets fabriqués.

Il ne faut pas y comprendre les entreprises de construction; ce qui touche aux immeubles n'a pas le caractère commercial. Toutefois, si l'entrepreneur, comme c'est le cas le plus fréquent, fournit les matériaux, il fait acte de commerce, mais c'est comme dirigeant une entreprise de fournitures.

2° Les *entreprises de fournitures*, par exemple les entreprises de fourrages, de fournitures militaires, etc.

3° Les *entreprises de transport* par terre ou par eau, même si elles sont exercées en vertu d'une autorisation administrative comme les entreprises de chemins de fer. Les chemins de fer de l'Etat constituent eux-mêmes une entreprise commerciale; l'Etat transporteur est un commerçant.

4° Les *entreprises de commission*. Le commissionnaire est celui qui fait, pour le compte d'autrui, des actes juridiques ayant le caractère d'actes de commerce.

5° Les *agences et bureaux d'affaires*. Les agents d'affaires sont ceux qui font profession de s'occuper, moyennant un salaire, des affaires d'autrui. Ils ne sont commerçants que lorsqu'ils ne sont pas investis d'un titre officiel pour s'occuper des affaires d'autrui : ainsi, les notaires, avoués, avocats, huissiers, s'occupent des affaires d'autrui, mais à raison de leur caractère officiel, ils ne font pas pour cela acte de commerce.

6° Les *entreprises de vente à l'encan*, salles de vente, etc. Mais les commissaires-priseurs, qui ne s'occupent des ventes qu'à raison de leur caractère d'officiers ministériels, ne font pas acte de commerce.

7° Les *entreprises de spectacles publics*, théâtres, concerts, etc.

Dans ces divers cas, c'est seulement *l'entreprise* que la loi répute acte de commerce. Ce mot suppose qu'il s'agit d'une série d'actes. Une acte isolé de commission, par exemple, ou d'agence d'affaires n'aurait pas le caractère commercial.

SECTION III

Toutes opérations de change, banque et courtage

(Art. 632 §§ 4 et 5).

Ici, le caractère commercial est attribué par la loi même à un acte isolé.

On distingue deux sortes de *change* : le change *manuel* ou change *menu* qui consiste à échanger des monnaies contre d'autres monnaies ou des billets de

banque et le change proprement dit ou change *tiré* au moyen duquel, en échange d'une somme ou valeur versée en un certain lieu, on se procure une autre somme ou valeur dans une autre lieu. C'est ce qu'on appelle la *remise de place en place*.

La *banque* est le commerce des métaux précieux, des monnaies et des papiers qui les représentent. D'après l'article 632 § 5, les opérations des banques publiques comme la banque de France ont elles-mêmes le caractère commercial.

A la différence du commissionnaire qui traite lui-même généralement en son propre nom les affaires d'autrui, le *courtier* se borne à mettre les parties en présence et ce sont ensuite celles-ci qui traitent directement entre elles.

SECTION IV

Les lettres de change entre toutes personnes

(Art. 632 § 7)

La lettre de change a donc toujours le caractère commercial. Il n'en est pas de même du chèque ou du billet à ordre qui n'ont le caractère commercial que lorsqu'ils ont été souscrits par un commerçant ou pour un acte de commerce.

SECTION V

Toutes les opérations relatives au commerce maritime

Elles sont énumérées par l'article 633 dont l'énumération n'est pas, d'ailleurs limitative.

CHAPITRE II

Des actes commerciaux à raison de la qualité de leur auteur

Le Code de commerce n'a pas formulé de théorie générale sur les actes qui ont le caractère commercial à raison de la qualité de leur auteur.

Mais d'une part, l'art. 652 § 6 déclare commerciales « toutes les obligations « entre négociants, marchands et banquiers ». D'autre part, l'article 638 déclare que « ne seront point de la compétence des tribunaux de commerce . . . . les « actions intentées contre un commerçant pour paiement de denrées et marchan- « dises achetées pour son usage particulier . . . . Néanmoins, ajoute cet article, « les billets souscrits par un commerçant seront censés faits pour son commerce».

La jurisprudence a pensé que ces deux textes impliquaient l'existence de principes généraux dont ils s'étaient bornés à faire application à des cas particuliers. Elle en a, en conséquence, déduit deux règles générales que l'on peut aujord'hui considérer comme incontestables : ce sont les suivantes :

1° *Toutes les obligations contractées par un commerçant pour les besoins de son commerce ont le caractère commercial* Le commerçant fera donc acte de commerce en achetant le mobilier et l'agencement nécessaires à son commerce, quoiqu'il n'ait pas en vue de les revendre. Il fera également acte de commerce en engageant les services de son commis. La vente et l'achat d'un fonds de commerce seront également des actes de commerce. Les délits ou quasi-délits que le commerçant pourra commettre pour les besoins de son commerce, par exemple les actes de concurrence déloyale, auront également le caractère commercial.

Il n'y a d'exception que pour le contrat de cautionnement qui est de sa nature un contrat de bienfaisance et qui, excluant par suite toute intention de lucre, ne constitue jamais, en principe, un acte de commerce.

2° *Jusqu'à preuve du contraire, tous les actes d'un commerçant sont réputés faits pour les besoins de son commerce.* L'article 638 ne le dit que pour les billets, mais il faut en dire autant, par identité de motifs, de tous les actes du commerçant.

Mais, s'il est prouvé que l'acte passé par le commerçant n'a pas été fait pour les besoins de son commerce, comme par exemple lorsqu'il achète des denrées pour sa consommation personnelle et pour celle de sa famille, l'acte n'aura pas le caractère commercial, quand même il aurait été passé avec un autre commerçant.

TITRE II

Des commerçants

CHAPITRE I

Qu'est-ce qu'un commerçant?

On a déjà vu ci-dessus que l'article premier du Code de commerce définit le commerçant celui qui exerce des actes de commerce et qui en fait sa profession habituelle.

La définition de la loi n'est pas absolument exacte. Pour être commerçant, il ne suffit pas de faire des actes de commerce et d'en faire sa profession habituelle. Il faut, en outre, faire des actes de commerce pour son propre compte. Ainsi, les commis des marchands font continuellement des actes de commerce et en font leur profession habituelle, mais ils les font pour le compte de leur patron et cela suffit pour qu'ils ne soient pas commerçants. Il faut en dire autant des capitaines de navire et des directeurs de sociétés commerciales anonymes qui ne font pas d'actes de commerce pour leur compte et qui, par suite ne sont pas commerçants. Nous verrons, toutefois, que la loi leur accorde la faveur d'être électeurs et éligibles aux tribunaux de commerce.

Celui qui fait habituellement des actes de commerce ne doit d'ailleurs être considéré comme commerçant qu'à condition que cette habitude puisse constituer une profession. Ainsi, la lettre de change est un acte de commerce entre toutes personnes. Cependant, le particulier qui aurait l'habitude de signer des lettres de change au profit de ses fournisseurs — ou le propriétaire de vignobles qui ne vendrait que le vin de ses propriétés, mais qui aurait l'habitude d'en recouvrer les prix en faisant traite sur ses clients, ne serait pas pour cela commerçant, car on ne saurait considérer une pareille habitude comme une profession.

Mais, pour être commerçant, il n'est nécessaire ni de payer patente, ni de tenir boutique ouverte ou bureau ouvert. Ainsi, le spéculateur qui achète habituellement des valeurs de bourse pour les revendre et qui tire ses ressources de cette spéculation est certainement un commerçant.

La définition que l'article 1 du Code de commerce donne du commerçant ne s'applique pas seulement aux personnes physiques : elle s'applique également aux personnes morales. Ainsi, en principe, une société commerciale est une société qui a pour but de faire habituellement des actes de commerce; une société civile est une société qui n'a pas pour but de faire habituellement des actes de commerce.

Toutefois, depuis la loi du 1 Avril 1893 sur les sociétés, cette distinction ne st plus rigoureusement exacte. Il résulte de l'article 68 ajouté par cette loi

à celle du 24 juillet 1867, qu'aujourd'hui toutes les sociétés constituées sous la forme anonyme ou sous la forme en commandite par actions sont commerciales, quel que soit leur objet.

CHAPITRE II

De la capacité de faire le commerce

Le commerce comporte une suite ininterrompue d'opérations dont la multiplicité est incompatible avec la nécessité d'une autorisation spéciale pour chaque acte, et à plus forte raison avec des formalités compliquées, telle que l'homologation du tribunal. Aussi le Code de commerce a-t-il cru nécessaire de soumettre la capacité de faire le commerce à une règlementation spéciale.

SECTION I

Du mineur commerçant

I. *A quelles conditions le mineur peut-il être habilité à faire le commerce?*

Aux termes de l'article 2 du Code de commerce, le mineur ne peut faire le commerce qu'à quatre conditions. Il faut :

1° qu'il soit émancipé,

2° qu'il ait au moins 18 ans,

3° qu'il soit autorisé à faire le commerce par son père, ou à défaut de celui-ci, par sa mère, ou à défaut de l'un et de l'autre, par une délibération de son conseil de famille qui doit être homologuée par le tribunal civil,

4° que cette autorisation soit enregistrée sur un registre spécial tenu au greffe du tribunal de commerce, et affichée por extrait dans l'auditoire du tribunal.

Il importe de noter que ces formalités sont nécessaires non seulement pour habiliter le mineur à faire un commerce, mais même quand il s'agit seulement de lui permettre de faire un acte de commerce isolé, par exemple de signer une lettre de change. C'est ce que déclare formellement l'article 3 du Code de commerce.

L'autorisation une fois donnée pourrait être révoquée, mais elle ne pourrait pas l'être arbitrairement et par pur caprice. Dans ce cas, le mineur à qui on voudrait retirer sans motif son autorisation pourrait se pourvoir auprès du tribunal civil pour la faire maintenir.

II. *Effet de l'autorisation*

Aux termes de l'article 487 Code civ. et de l'article 2 Code de comm., le mineur dûment habilité à faire le commerce est *réputé majeur pour les faits de son commerce.* Il n'a donc pas besoin pour passer des actes de disposition de l'assistance d'un curateur. Il peut même, d'après l'article 6 du Code de commerce, hypothéquer ses immeubles pour les besoins de son commerce, mais il ne peut les aliéner que dans les formes de l'aliénation des biens de mineurs, c'est-à-dire avec l'autorisation de son conseil de famille, l'homologation du tribunal, et aux enchères publiques à la barre du tribunal. (Art. 457 et suiv. Code civ.)

Quoique la loi ne le dise pas, on est aujourd'hui d'accord pour reconnaître que les obligations d'un mineur commerçant sont, comme celles d'un majeur commerçant, réputées contractées pour les besoins de son commerce.

SECTION II

De la femme mariée commerçante

Il faut d'abord remarquer que, d'après l'article 5. Code de comm. la femme mariée n'est réputée commerçante que si elle exerce un commerce séparé de celui de son mari; dans le cas contraire, c'est-à-dire lorsqu'elle se borne à détailler les marchandises du commerce de son mari, elle est réputée n'être que la simple préposée de celui-ci.

Quelles sont les formalités nécessaires pour habiliter la femme mariée à faire un commerce distinct de celui de son mari?

On a vu ci dessus qu'en droit civil l'autorisation maritale doit, pour être valable, satisfaire à une double exigence : d'une part elle doit être expresse, et ne peut résulter que du concours du mari dans l'acte, ou de son consentement par écrit; (Art. 217) d'autre part, en ce qui concerne tout au moins les actes de disposition, elle doit être spéciale, c'est-à-dire donnée séparément pour chaque acte.

Ici, au contraire, l'autorisation peut être tacite, et résulter de ce que la femme tient boutique ouverte au vu et au su de son mari, et elle est générale, c'est-à-dire que la femme une fois autorisée à faire le commerce n'a plus besoin d'une autorisation pour chaque acte.

La femme mariée autorisée à faire le commerce peut, sans autorisation spéciale, aliéner et hypothéquer ses immeubles pour les besoins de son commerce. (Art. 7)

Il n'y a d'exception que pour ses immeubles dotaux. (Même article)

Le seul acte pour lequel la femme mariée autorisée à faire le commerce ait besoin d'une autorisation spéciale est le fait d'ester en justice, c'est-à-dire de plaider en demandant ou en défendant. (Art. 215 Code civ.)

D'après la jurisprudence, la femme aurait également besoin d'une autorisation spéciale pour contracter une société avec un tiers.

Les actes passés par la femme mariée autorisée n'engagent pas seulement ses biens personnels, mais encore les biens de communauté si les époux sont mariés sous ce régime.

SECTION III

Autres incapacités

Quoique la loi ne le dise pas on est d'accord pour reconnaître que les personnes en état d'interdiction judiciaire ou légale, ou pourvues d'un conseil judiciaire, ne peuvent pas faire le commerce.

TITRE III

Des obligations spéciales des commerçants

Elles se résument à deux : l'obligation de tenir des livres et celle de publier leur régime matrimonial.

CHAPITRE I

De l'obligation de tenir des livres

SECTION I

Etendue de l'obligation de tenir des livres

On trouvera dans la partie de cet ouvrage qui a trait à la comptabilité des indications détaillées sur la tenue des livres.

On se bornera à indiquer ici que les seuls livres dont la tenue soit obligatoire aux termes des art. 8 et 9 du Code de commerce sont :

1° Le *livre-journal* où le commerçant doit inscrire jour par jour toutes les opérations de son commerce et où il doit énoncer chaque mois le chiffre global de ses dépenses de maison.

2° Le *copie de lettres* où il doit copier toutes les lettres qu'il envoie.

3° Le *livre des inventaires* où il doit porter l'inventaire qu'il est tenu de faire au moins chaque année.

Les livres des commerçants doivent être tenus sur des registres préalablement cotés et paraphés page par page par un juge au tribunal de commerce ou, à son défaut, par le maire ou un adjoint. (Art. 11)

De plus, le livre journal et le livre des inventaires doivent être visés une fois par an par un juge au tribunal de commerce.

On a souvent le tort de négliger l'observation de ces formalités ; on commet ainsi une grave imprudence, car aux termes de l'article 13 Code de comm. les livres pour lesquels les formalités légales n'ont pas été observées ne peuvent être représentés en justice, ni faire foi en faveur de celui qui les tient.

Les commerçants doivent conserver leurs livres pendant dix ans. (Art. 11 § 2 Code de comm.)

Il existe deux façons de consulter les livres de commerce pour en extraire les indications qu'ils contiennent.

La *communication* est la production des livres pour être consultés dans leur entier. C'est une mesure grave qui peut porter un sérieux préjudice aux commerçants en révélant le secret de leurs affaires. Aussi la loi n'autorise-t-elle la communication des livres que dans les litiges où il est absolument nécessaire de se rendre compte de l'ensemble des affaires de celui qui les tient; par exemple dans les affaires de succession, de communauté, de société, et en matière de faillite. (Art. 14 Code de comm.)

A la différence de la communication, la *représentation* des livres est faite uniquement pour permettre d'extraire de ces livres les mentions qui concernent le différend à l'occasion duquel elle est demandée. Le commerçant qui représente ses livres peut apposer les scellés sur tout ce qui ne concerne pas le litige en cours.

Dans la pratique, les livres sont représentés en leur entier aux juges et aux arbitres nommés par eux, mais on ne donne communication à l'adversaire que des mentions qui concernent le différend. La jurisprudence considère cette façon de procéder comme une simple représentation.

La représentation est de droit en matière commerciale : c'est à dire que la partie qui plaide contre un commerçant peut toujours exiger la représentation des livres de celui-ci. Si elle offre d'y ajouter foi et que le commerçant ne les représente pas, le juge est autorisé à déférer le serment à la partie qui a réclamé la communication, et à lui faire gagner son procès si elle prête ce serment. (Art. 17 Code de comm.)

On peut toujours invoquer comme preuve contre une partie les énonciations des livres tenus par cette partie, mais celui qui veut en tirer avantage ne peut en diviser les énonciations de façon à retenir celles qui sont défavorables à son adversaire et à écarter celles qui lui sont favorables. (Art. 1330 Code civ.)

Au contraire les énonciations des livres ne font pas toujours foi en faveur de celui qui les tient; sans cela, il serait trop facile de se créer, sans contrôle, un titre à soi-même. Les livres de commerce ne font foi en faveur de celui qui les tient que lorsque le débat s'agite entre deux commerçants, à raison de

faits de leur commerce. (Art. 12 Code de comm.) Dans ce cas en effet, celle des parties qui n'a pas tenu de livres, ou qui les a tenus irrégulièrement a à se reprocher de n'avoir pas rempli les obligations qui lui incombent. Bien entendu, si les deux parties ont tenu régulièrement leurs livres, et si les énonciations de ces livres sont en désaccord, il n'y a aucune raison de préférer, *a priori*, les uns aux autres, et le juge ne pourra faire un choix qu'en se basant sur les circonstances ou documents de la cause.

Les livres d'un commerçant ne font pas foi vis à vis d'un non commerçant, des fournitures qui auraient été faites à celui-ci. Leurs énonciations autorisent cependant le juge à déférer le serment à celui qui aurait bénéficié des fournitures, et si celui-ci refuse de prêter le serment, il sera condamné. (Art. 1329 Code civ.)

CHAPITRE II

De l'obligation de publier le régime matrimonial des commerçants

SECTION I

De la publication du contrat de mariage des commerçants

On a vu ci-dessus que les tiers avaient très fréquemment intérêt à savoir sous quel régime des époux s'étaient mariés, et que les articles 75, 76, 1391 et 1394 Code civil modifiés par une loi du 10 juillet 1850, avaient organisé dans ce but une publicité d'ailleurs assez peu efficace.

L'intérêt des tiers à connaître le régime matrimonial de deux époux est encore plus important lorsque l'un de ceux-ci est commerçant, car le commerçant fait beaucoup d'opérations et fait bien plus largement appel au crédit que le non commerçant.

Aussi le Code de commerce a-t-il édicté des règles de publicité spéciales en ce qui concerne le régime matrimonial des commerçants.

Il faut distinguer deux cas :

1° Si l'un des époux est déjà commerçant au moment de la rédaction du contrat de mariage, ce contrat doit être publié quel que soit le régime adopté par les époux, communauté, séparation de biens, ou régime dotal. (Art. 67 Code de commerce) Mais dans ce cas ce n'est pas l'époux commerçant qui est chargé de faire cette publicité, c'est le notaire rédacteur du contrat. Celui-ci doit, dans le mois de la rédaction du contrat, en envoyer un extrait aux greffes du tribunal civil et du tribunal de commerce, et au secrétariat de la chambre des notaires et de la chambre des avoués de l'arrondissement. L'extrait ne fait point connaître d'ailleurs les apports des époux : il se borne à mentionner le régime adopté : communauté, séparation de biens ou régime dotal. (Même article)

Le notaire qui ne s'acquitterait pas de cette obligation serait passible d'une amende de cent francs, et en cas de mauvaise foi, de la destitution et de dommages intérêts envers les créanciers qui pourraient éprouver un préjudice par suite du défaut de publication. (Art. 68 Code de commerce)

2° Si l'un des époux ne devient commerçant qu'après la rédaction de son contrat de mariage, la publicité de ce contrat n'est plus exigée que si les époux se sont mariés sous le régime de la séparation de biens ou sous le régime dotal.

C'est l'époux, devenu commerçant après son mariage, qui a l'obligation légale de procéder à la publication, dans le mois de l'ouverture de son commerce. (Art. 69)

S'il manquait à cette obligation, il pourrait être condamné à des dommages intérêts vis à vis des créanciers auxquels le défaut de publication porterait

préjudice, et les juges pourraient, à titre de dommages intérêts, le déclarer non recevable à opposer aux tiers les clauses du contrat de mariage qui leur sont préjudiciables.

Mais celui des époux qui n'est pas commerçant n'encourrait du chef du défaut de publication aucune responsabilité, à moins qu'il ne fût démontré qu'il a existé entre lui et l'époux commerçant un véritable concert frauduleux.

Cette restriction rendra souvent inutile, en fait, la publicité organisée par la loi, car généralement c'est le mari qui deviendra commerçant; la femme ne sera donc pas responsable du défaut de publication, à moins qu'il ne soit démontré qu'elle a été de connivence avec son mari. Elle pourra donc continuer à opposer aux tiers, qui n'ont cependant pas été prévenus, les clauses de son contrat de mariage et, par exemple, l'inaliénabilité de ses immeubles dotaux.

SECTION II

De la publication des séparations de biens, des séparations de corps et des divorces

On a vu ci-dessus qu'en principe le régime matrimonial des époux ne peut être modifié au cours du mariage. Il peut l'être cependant par un jugement de séparation de biens, de séparation de corps ou de divorce. Il était indispensable que ces modifications fussent portées à la connaissance des tiers.

En cas de séparation de biens, il faut publier non seulement le jugement, mais encore la demande en séparation formée par la femme. En cas de séparation de corps ou de divorce, le jugement seul est publié. La publicité consiste dans l'envoi d'un extrait aux greffes du tribunal civil et du tribunal de commerce, à la chambre des avoués et à celle des notaires, dans la publication de cet extrait dans un journal désigné pour recevoir des annonces légales et dans la lecture du jugement à l'audience du tribunal de commerce. Toutefois cette dernière formalité ne s'applique pas aux jugements de divorce. (Art. 65, 66 et 70 Code de commerce, 872 Code de proc. civ. et 250 Code civil).

LIVRE DEUXIÈME

De la juridiction commerciale

On a vu ci-dessus, qu'en matière commerciale la justice était rendue par une juridiction spéciale, le tribunal de commerce, composé de commerçants élus par leurs confrères, pour une durée limitée. La justice commerciale n'est d'ailleurs rendue par des juges élus qu'au premier degré seulement. L'appel des jugements des tribunaux de commerce est porté devant les cours d'appel qui se composent de magistrats de carrière.

On a souvent reproché aux juges commerciaux, qu'on appelle ordinairement juges consulaires (à cause du nom de *consuls* qu'ils portaient avant 1789), leur ignorance du droit, et ce reproche est quelquefois fondé. On pourrait par contre reprocher aux magistrats de carrière leur ignorance des affaires. La solution la plus heureuse consisterait à faire juger les affaires commerciales par des chambres spéciales, ou des tribunaux spéciaux, composés, comme en Allemagne, de commerçants présidés par un magistrat de carrière.

Les tribunaux de commerce sont érigés par des décrets rendus en Conseil d'Etat. Dans les arrondissements où il n'en existe pas, la justice commerciale est rendue par les tribunaux civils de première instance. Mais ceux-ci doivent alors se conformer aux règles de preuve et de procédure édictées pour les tribunaux de commerce. (Art. 640 et 641 Code de comm.)

TITRE PREMIER

Des élections aux tribunaux de commerce et de leur composition

Depuis la loi du 8 décembre 1883, les membres des tribunaux de commerce sont nommés par le suffrage universel de tous les commerçants de la circonscription.

I. *Des électeurs.*

Sont électeurs tout d'abord tous les commerçants français de la circonscription y exerçant leur profession et y résidant depuis au moins cinq ans. Depuis la loi du 23 janvier 1898, les femmes commerçantes sont électrices au même titre que les hommes.

Sont en second lieu électeurs les agents de change, courtiers assermentés, capitaines au long cours, maîtres au cabotage, et directeurs de sociétés anonymes exerçant leur profession dans la circonscription et y résidant depuis au moins cinq ans.

Et enfin les membres anciens et en exercice des tribunaux de commerce, des chambres de commerce, des chambres consultatives des arts et manufactures et les présidents anciens et en exercice des conseils de prudhommes résidant depuis cinq ans dans la circonscription. (Art. premier de la loi)

L'article 2 énumère un grand nombre de cas d'incapacité ou d'indignité.

Aux termes des art. 3 à 7 de la loi, la liste des électeurs est arrêtée tous les ans dans la première quinzaine de septembre, dans chaque commune, par le maire assisté de deux conseillers municipaux. Les listes sont centralisées par le préfet ou le sous préfet et déposées au greffe du tribunal de commerce. Ce dépôt est annoncé au public par voie d'affiches : il doit avoir lieu au plus tard trente jours avant l'élection. Dans la quinzaine du dépôt, tout électeur peut réclamer contre la confection des listes. Ces réclamations sont jugées dans les dix jours par le juge de paix dont la décision n'est pas susceptible d'appel, mais peut être attaquée pour violation de la loi devant la cour de cassation, dans les dix jours de sa notification.

II. *Des éligibles.*

Sont éligibles d'une part, tous les électeurs mâles, agés d'au moins trente ans, d'autre part, les anciens commerçants français ayant exercé leur profession pendant cinq ans au moins dans la circonscription et y résidant. (Art. 8 de la loi) Les femmes, qui sont électrices, ne sont pas éligibles.

Nul ne peut être élu juge titulaire s'il n'a exercé les fonctions de juge suppléant pendant un an au moins. Nul ne peut être élu président, s'il n'a exercé les fonctions de juge titulaire pendant deux ans au moins. (Même article)

Les membres des tribunaux de commerce sont nommés pour deux ans. Ceux qui viennent d'exercer pendant ce délai les fonctions de président ou de juge titulaire sont immédiatement rééligibles pour une nouvelle période de deux

années; mais à l'expiration de cette seconde période ils ne sont plus rééligibles qu'après un intervalle d'un an. (Art. 623 Code de comm.) Toutefois le magistrat qui vient d'exercer pendant quatre ans les fonctions de juge titulaire peut immédiatement être élu président pour deux ans et être ensuite réélu président pour un seconde période de deux années. (Art. 13 de la loi)

III. *Des opérations électorales*

Les élections ont lieu tous les ans dans la première quinzaine de décembre. Le vote a lieu par canton, à la mairie du chef-lieu. Le président est nommé au scrutin individuel; les juges titulaires et les juges suppléants au scrutin de liste. Au premier tour la majorité absolue est exigée, et cette majorité doit être au moins égale au quart des électeurs inscrits. Si la nomination n'a pas été obtenue au premier tour, on procède, quinze jours après, à un scrutin de ballotage, pour lequel la majorité relative suffit, quel que soit le nombre des votants. (Art. 9 et 10 de la loi)

Les résultats des opérations sont transmis au greffe qui les centralise, et sont proclamés dans les 24 heures par une commission composée du préfet, d'un conseiller général et du maire du chef-lieu du département. Le procès verbal est transmis dans les trois jours au procureur général et aux maires des chefs-lieux de canton.

Les élections peuvent être attaquées dans les cinq jours de la réception du procès-verbal par le procureur général, mais seulement si les formalités légales n'ont pas été observées, si le scrutin a été vicié par des manoeuvres portant atteinte à sa sincérité ou à sa liberté, ou en cas d'incapacité d'un ou de plusieurs des élus.

Les réclamations sont jugées dans la quinzaine par la cour d'appel dont la décision peut être attaquée devant la cour de cassation. (Art. 11 et 12 de la loi)

Dans la quinzaine de la réception du procès-verbal de l'élection au parquet général, s'il n'y a pas de réclamation, les élus prêtent serment à l'audience du tribunal civil de l'arrondissement.

IV. *De la composition du tribunal*

Les jugements doivent être rendus par trois juges au moins, parmi lesquels il doit y avoir au moins un juge titulaire. (Art. 15 de la loi)

Au cas où, par suite d'absence, de maladie ou de toute autre cause, le tribunal ne peut se constituer, on fait appel, pour le compléter, à un juge complémentaire, pris, suivant l'ordre fixé par un tirage au sort, sur une liste dressée annuellement par le tribunal de commerce, et dont les membres sont pris parmi les éligibles. A Paris la liste est de cinquante membres. (Art. 16 de la loi)

Les membres du tribunal de commerce peuvent siéger en nombre pair. Mais, pour éviter les partages d'opinion, ils ne peuvent pas délibérer en nombre pair. Lorsqu'ils ont siégé en nombre pair et que le moment du délibéré arrive, le dernier des juges dans l'ordre du tableau doit s'abstenir de voter. (Art. 4 de la loi du 30 avril 1883)

TITRE DEUXIÈME

De la compétence des tribunaux de commerce

Les règles de la compétence à raison de la matière, ou, comme on dit ordinairement en latin, *ratione materiæ*, sont celles qui déterminent devant quel

ordre de juridiction, c'est à dire devant quelle espèce de tribunaux, une affaire devra être portée, et, par exemple, s'il faudra la plaider devant le tribunal civil ou devant le tribunal de commerce.

Les règles de la compétence à raison de la personne ou du lieu, ou, comme on dit plus ordinairement en latin, *ratione personnæ* ou *ratione loci*, sont celles qui déterminent, l'ordre de juridiction devant lequel l'affaire doit être portée étant préalablement fixé, devant quel tribunal déterminé l'affaire devra être plaidée, et si par exemple on plaidera à Paris, à Rouen ou à Bordeaux.

CHAPITRE I

Compétence des tribunaux de commerce à raison de la matière

Les tribunaux de commerce sont une juridiction d'exception : ils ne sont donc compétents que pour statuer sur les litiges qui leur sont expressément déférés par la loi. Ces litiges sont les suivants :

I. *Les actions relatives aux actes de commerce entre toutes personnes.* (Art. 631 § 3 Code de comm.)

C'est donc une erreur de supposer que les tribunaux de commerce ne sont compétents qu'entre commerçants; sans doute les litiges soumis aux tribunaux de commerce seront, le plus souvent, pendants entre commerçants, parce que généralement les actes de commerce sont faits par des commerçants. Mais le litige relatif à un acte de commerce passé entre deux personnes dont aucune n'est commerçante, par exemple à une lettre de change, est de la compétence du tribunal de commerce.

Seulement si l'on se reporte aux règles tracées ci-dessus pour déterminer quels actes ont le caractère commercial, on s'apercevra que nombre d'actes n'ont ce caractère que vis à vis de l'une des parties, et sont purement civils vis à vis de l'autre. C'est ce qu'on appelle les actes mixtes. Dans ces cas, il est admis que celle des parties qui a fait acte de commerce peut, au choix de l'autre, être citée devant le tribunal de commerce ou devant le tribunal civil, tandis que celle qui n'a pas fait acte de commerce ne peut être citée que devant le tribunal civil.

II. *Les contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.* (Art. 631, § 2)

III. *Les actions contre les facteurs et commis des marchands à raison du commerce auquel ils sont attachés.* (Art. 634 § 2)

Ces actions sont de la compétence du tribunal de commerce soient qu'elles soient intentées par des tiers ou qu'elles le soient par les patrons eux-mêmes.

Mais, les commis ne faisant pas acte de commerce peuvent à leur gré, conformément au principe général qui régit les actes mixtes, poursuivre leurs patrons devant le tribunal de commerce ou devant le tribunal civil.

IV. *Les actions en matière de faillite.* (Art. 635)

En tant du moins qu'elles sont nées de la faillite et n'existeraient pas sans elle.

V. *Les actions contre tous les signataires des billets à ordre, chèques, ou lettres de change ne valant que comme simples promesses, lorsque quelques-uns de ces signataires sont commerçants.* (Art. 636 et 637)

On a vu ci-dessus, que les lettres de change entre toutes personnes avaient le caractère d'actes de commerce; mais il n'en est ainsi que lorsqu'elles

sont régulières; sinon elles ne valent que comme simples promesses. D'autre part, les billets à ordre et les chèques n'ont le caractère commercial que s'ils sont souscrits par des commerçants ou pour faits de commerce. Les articles 636 et 637 dérogent aux principes généraux en ce sens qu'ils étendent à tous les signataires de ces titres, la compétence du tribunal de commerce, par cela seul que quelques-uns sont commerçants.

VI. *Les actions relatives aux billets souscrits par les comptables de deniers publics.* (Art. 634 § 2)

VII. *Les appels contre les sentences des conseils de prudhommes, lorsque l'intérêt du litige dépasse 200 francs.* (Art. 13 de la loi du premier juin 1853)

Les tribunaux de commerce ne connaissent jamais de l'exécution de leurs jugements. (Art. 442 Code proc. civ.) Les questions de saisie, etc. leur sont étrangères et sont de la compétence exclusive des tribunaux civils.

Lorsqu'un tribunal de commerce est saisi d'une contestation qui, d'après les principes ci-dessus, ne rentre pas dans sa compétence, il doit se déclarer incompétent même d'office, c'est à dire même si les parties ne le demandent pas, et les parties peuvent soulever l'exception d'incompétence en *tout état de cause*, (Art. 170 Code proc. civ.) c'est-à-dire à une époque quelconque de la procédure et même pour la première fois en appel. L'incompétence du tribunal est absolue.

Lorsqu'au contraire une affaire de la compétence des tribunaux de commerce est portée devant les tribunaux civils, la jurisprudence admet que ces tribunaux ne doivent se dessaisir que si l'une des parties le leur demande *in limine litis* comme on dit, c'est à dire sur les premières poursuites et avant toute défense au fond; sinon la partie serait déchue du droit de soulever l'exception d'incompétence. A plus forte raison le tribunal ne saurait-il la soulever d'office. Son incompétence n'est que relative.

Cette différence tient à ce que les tribunaux de commerce sont des tribunaux d'exception, tandis que les tribunaux civils sont les tribunaux de droit commun et possèdent ce qu'on a appelé la plénitude de juridiction.

CHAPITRE II

Compétence des tribunaux de commerce à raison de la personne ou à raison du lieu

Les règles de cette compétence sont posées par l'article 59 Code de proc. civ. qui s'applique aux tribunaux civils comme aux tribunaux de commerce, et par l'article 420 du même Code qui ne s'applique qu'aux tribunaux de commerce.

I. *Règles de compétence de l'article 59 du Code de procédure civile*

En principe le demandeur doit plaider devant le tribunal du domicile du défendeur. (Art. 59 § 1)

Lorsqu'il y a plusieurs défendeurs, le demandeur peut les poursuivre tous devant le tribunal du domicile de l'un d'eux à son choix. (Art. 59 § 2)

En matière de société, tant qu'elle existe, l'action doit être portée devant le tribunal du siège social, — en matière de faillite, devant celui du domicile du failli, — en matière de succession, devant le tribunal du lieu de l'ouverture de la succession. (Art. 59 § 5 6 et 7)

En matière de garantie incidente, la demande est portée devant le tribunal saisi de la demande originaire. (Art. 59 § 8)

Enfin, en cas d'élection de domicile, devant le tribunal du domicile élu. (Art. 59 § 9)

II. *Règles de compétence de l'article 420 Code de procédure civile*

Cet article permet au demandeur de poursuivre à son choix le défendeur devant l'un des trois tribunaux suivants :

1° Le tribunal du domicile du défendeur.

Ce n'est là que l'application de la règle générale de l'article 59 Code de proc. civ.

La jurisprudence admet que lorsqu'une société, ou même un simple commerçant a des succursales en divers endroits, il peut, pour les affaires de chacune de ses succursales, être poursuivi devant le tribunal de cette succursale. En fondant une succursale il élit, en quelque sorte, domicile dans cette succursale pour les actes qui y sont passés. (Art. 111 Code civil)

2° Le tribunal dans le ressort duquel la promesse a été faite et la marchandise livrée.

Comme on le voit, pour qu'il y ait lieu à cette seconde compétence il faut que la promesse ait été faite et la marchandise livrée dans le ressort d'un même tribunal; sinon la disposition de l'article 420 § 2 ne pourrait pas recevoir son application.

On a vu ci-dessus qu'il y avait de grandes difficultés dans les contrats par correspondance pour savoir où le contrat devait être réputé conclu, et, par conséquent où la promesse devait être censée avoir été faite. La loi ne tranche pas la question : pour les uns, le contrat est conclu dans l'endroit d'où part la lettre d'acceptation, c'est le système dit de la *déclaration*; pour les autres, le contrat est conclu dans le lieu où celui qui a fait l'offre est informé de son acceptation : c'est le système de l'*information*.

Tout le monde est d'accord pour reconnaître que l'article 420 § 2 doit recevoir son application non seulement en matière de vente, mais encore toutes les fois qu'on se trouve en présence d'un contrat commercial quelconque : louage d'ouvrage, société, etc. L'endroit où les parties doivent remplir leur obligation est considéré comme le lieu de livraison de la marchandise.

Par contre, on ne saurait appliquer l'article 420 § 2 aux obligations qui ne découlent pas d'un contrat et qui sont par exemple la conséquence d'un quasi contrat, d'un délit ou d'un quasi-délit, car on ne saurait dire alors qu'il y a eu une promesse faite.

3° Le tribunal du lieu où le paiement devait être fait.

Il faut ici prendre le mot *paiement* dans le sens le plus large : il ne désigne pas seulement la numération d'une somme d'argent, mais l'accomplissement d'une obligation quelconque de la façon même dont elle devait être exécutée.

Le tribunal du lieu du paiement se confondra d'ailleurs souvent avec celui du domicile du défendeur puisqu'aux termes de l'article 1247 Code civil le paiement de choses *in genere* et spécialement de sommes d'argent doit, s'il n'y a convention contraire, se faire au domicile du débiteur.

Il arrive souvent que, par une clause imprimée de leurs factures, les commerçants stipulent que le paiement devra être fait en un lieu déterminé, généralement au domicile du vendeur. Lorsque la facture a été acceptée expressément ou tacitement cette clause attribue compétence au tribunal du lieu où elle déclare que le paiement doit avoir lieu. On admettra facilement que le commerçant qui a reçu, sans protester, une facture portant une telle clause, l'a tacitement acceptée.

Lorsqu'un défendeur a été assigné devant un tribunal incompétent à raison de la personne ou du lieu, et qu'il veut faire déclarer cette incompétence, il doit l'invoquer *in limine litis*, c'est à dire sur les premières poursuites et avant toutes défenses au fond, sinon il serait déchu du droit de s'en prévaloir. (Art. 169 Code de Proc. civile)

TITRE TROISIÈME

De la procédure devant les tribunaux de commerce

On se bornera à renvoyer aux explications déjà fournies ci-dessus.

LIVRE TROISIÈME

Des sociétés

TITRE PREMIÈR

Notions générales

CHAPITRE I

Eléments essentiels du contrat de société

Le Code de commerce n'a pas défini le contrat de société. Il faut en chercher la définition dans le Code civil, dont l'article 1832 est ainsi conçu :

« La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent « de mettre quelque chose en commun, dans la vue de partager le bénéfice qui « pourra en résulter. »

Cette définition fait ressortir d'une façon suffisamment nette les éléments essentiels de toute société.

1° Chaque associé doit mettre quelque chose en commun. C'est ce qu'on appelle sa *mise* ou son *apport*. Le total des apports forme ce qu'on appelle le *capital social*.

D'après l'article 1853 cet apport peut consister en argent, ou en d'autres biens, par exemple une usine, un fonds de commerce ou un brevet d'invention, ou en industrie, c'est à dire que l'associé apporte seulement son travail.

L'apport peut être fait en pleine propriété ou simplement en usufruit, ou encore l'associé peut se borner à procurer à la société la jouissance de son apport. Il se trouvera alors vis à vis d'elle dans une situation analogue à celle du bailleur vis à vis du locataire, c'est-à-dire qu'il devra garantir à la société la paisible jouissance de la chose apportée.

L'apport peut être immédiatement réalisé ou simplement promis, c'est-à-dire que l'apporteur s'engagera à le réaliser soit à une date déterminée, soit au fur et à mesure des besoins de la société. Dans ce dernier cas, s'il est en retard pour exécuter sa promesse, il doit de plein droit et sans sommation les intérêts ou les fruits de la somme ou de la chose promise. (Art. 1846 Code civ.)

Si l'un des associés ne faisait aucun apport, ou s'il ne faisait qu'un apport fictif, la société serait nulle.

2° Il faut que les associés mettent quelque chose en commun en vue de réaliser des bénéfices. Si donc les associés n'ont aucun esprit de lucre, le contrat intervenu entre eux sera, non une société, mais une simple association. Tel est le cas, par exemple, des sociétés d'assurances mutuelles, des associations philanthropiques, littéraires, scientifiques, des associations d'anciens élèves, des cercles, etc.

Il ne suffit pas que les associés se proposent de faire des bénéfices, il faut qu'ils se proposent d'en réaliser à l'aide d'opérations à faire en commun. Les *tontines*, dans lesquelles il est stipulé que les parts des associés prédécédés viendront accroître la part des associés survivants, ne sont donc pas des sociétés; car si les associés peuvent toujours espérer qu'ils survivront, le bénéfice que pourra leur procurer leur survie ne sera pas le résultat d'opérations faites en commun, mais seulement la conséquence de la clause de réversibilité.

3° Il faut que les contractants aient eu vue de partager les bénéfices qui pourront résulter des opérations faites en commun. Chaque associé doit donc avoir une part dans les bénéfices, et par contre, le cas échéant, il soit supporter une part dans les pertes. Si un associé ne devait recevoir aucune part dans les bénéfices, ou s'il ne devait supporter aucune part dans les pertes, on se trouverait en présence d'une de ces sociétés qu'on appelle *léonines* et la société serait nulle. (Art. 1855 Code civ.)

Mais c'est là la seule clause qui soit interdite aux associés; ils pourraient fort bien allouer à un associé une part de bénéfices qui ne serait pas proportionnelle à son apport, ils pourraient donner à un associé une part de bénéfices supérieure à celle qu'il supporterait dans les pertes; ils pourraient enfin limiter la part d'un associé dans les pertes au montant de sa mise. (Art. 1855)

Si les associés n'ont pas prévu la répartition des pertes, on devra supposer que la part de chaque associé dans les pertes est égale à sa part dans les bénéfices.

4° Il faut enfin que les contractants aient eu l'intention de fonder une société. On ne présume généralement pas cette intention de fonder une société chez le patron qui accorde à l'un de ses employés une part dans les bénéfices de la maison. Le *commis intéressé*, sauf dans des cas exceptionnels, ne doit pas être considéré comme un associé. En principe, il ne participe pas aux pertes; en principe également, il peut être congédié comme un employé ordinaire. Mais la jurisprudence lui reconnaît le droit de demander communication de la comptabilité de son patron pour vérifier si on lui sert bien la part de bénéfices à laquelle il a droit. Il n'en serait autrement que s'il avait renoncé à ce droit de communication. Les patrons prudents feront bien, lorsqu'ils accorderont à un de leurs employés une part dans les bénéfices, d'exiger de lui cette renonciation.

Tels sont les éléments essentiels du contrat de société.

Ce contrat est d'ailleurs soumis en principe à toutes les conditions de validité des contrats, telles qu'elles résultent des art. 1108 et suiv. Code civ.

C'est ainsi, par exemple, que la société est nulle si elle n'a pas un objet licite. (Art. 1833 Code civ.)

C'est ainsi qu'elle n'est valable que si elle est constituée entre personnes capables. En cette matière la jurisprudence a formulé une exigence spéciale : d'après elle, une société ne peut valablement être formée entre époux.

Au point de vue de la forme, les sociétés civiles n'ont besoin d'être constatées par écrit que si elles portent sur une valeur supérieure à 150 fr. (Art. 1834) C'est l'application pure et simple du principe général de l'article 1341 Code civ.

On comprendrait d'ailleurs difficilement qu'une société porte sur une valeur inférieure à 150 fr.

Quant aux sociétés commerciales, elles doivent nécessairement être constatées par écrit. (Art. 39 Code de comm.) C'est là une exception au principe général de l'article 109 Code de comm.

CHAPITRE II

Des différentes espèces de sociétés

SECTION I

Des sociétés civiles et des sociétés commerciales

En principe, la règle de l'article premier du Code de commerce que le commerçant est celui qui exerce des actes de commerce, et qui en fait sa profession habituelle, s'applique aux sociétés comme aux individus.

Une société commerciale est donc, d'une façon générale, celle qui se propose de faire habituellement des actes de commerce.

Une société civile est celle qui ne se propose pas de faire habituellement des actes de commerce.

Toutefois, depuis la loi du premier août 1893, certaines sociétés sont commerciales à raison de leur forme, quel que soit leur objet : ce sont, dit l'article 68 ajouté par cette loi à celle du 24 juillet 1867, « les sociétés en commandite ou anonymes constituées dans les formes du Code de commerce et de la présente loi ». Il est certain que ce texte s'applique aux sociétés anonymes et aux sociétés en commandite par actions. Il est beaucoup plus douteux qu'il s'applique aux sociétés en commandite par intérêts : les termes de la loi sont en faveur de cette applicabilité; mais les travaux préparatoires tendraient à faire admettre la solution contraire.

SECTION II

Différentes espèces de sociétés commerciales

La loi reconnaît et règlemente trois types de sociétés commerciales :

1° La *société en nom collectif* dans laquelle tous les associés sont personnellement, indéfiniment et solidairement responsables des dettes sociales.

2° La *société en commandite* dans laquelle il y a deux classes d'associés : les uns, qui sont personnellement, indéfiniment et solidairement responsables des dettes sociales — on les appelle associés gérants ou commandités — les autres, qui ne sont responsables des dettes sociales qu'à concurrence de leur mise, et qu'on appelle commanditaires. Il y a deux sortes de sociétés en commandite : la société en commandite simple ou par intérêts et la société en commandite par actions.

3° La *société anonyme* dans laquelle les associés ne sont responsables qu'à concurrence de leur mise.

En outre de ces trois espèces de sociétés, le Code de commerce admet *l'association en participation*, qui produit entre les associés tous les effets d'une véritable société, mais qui n'existe pas à l'égard des tiers.

On peut classifier ces sociétés à divers points de vue.

On peut d'abord les distinguer en *sociétés de personnes*, dans lesquelles la personnalité des associés est prise en considération, et en *sociétés de capitaux*,

où on ne se préoccupe pas de la personnalité des associés, mais seulement des capitaux qu'ils apportent. La société en nom collectif est de toute évidence une société de personnes; la société anonyme est une société de capitaux. Quant à la société en commandite, on admet que, si elle est simple ou par intérêts, elle a le caractère d'une société de personnes, même à l'égard des simples commanditaires, tandis que si elle est par actions, elle n'a le caractere d'une société de personnes que vis à vis des commandités; vis à vis des simples commanditaires, elle n'est qu'une société de capitaux.

On peut encore diviser les sociétés en *sociétés à responsabilité illimitée* et *sociétés à responsabilité limitée*. La société en nom collectif rentre dans la première catégorie, la société anonyme dans la seconde; quant à la société en commandite, elle est à responsabilité illimitée à l'égard des commandités, et à responsabilité limitée à l'égard des commanditaires.

CHAPITRE III

De la personnalité des sociétés

On a toujours admis que les sociétés commerciales constituaient une personne juridique distincte de la personnalité des membres qui les composent. Jusqu'à ces dernières années, au contraire, la solution était très discutée pour les sociétés civiles. Aujourd'hui la cour de cassation admet que les sociétés civiles constituent, comme les sociétés commerciales, des personnes morales distinctes des personnes qui les composent.

Ce principe conduit aux conséquences suivantes:

Pendant la durée de la société, le fonds social n'est pas la propriété indivise des associés, il est la propriété de la société. Les associés n'ont contre la société qu'un double droit de créance : droit à une part dans les bénéfices au cours de la société, droit à une part du fonds social, mais seulement à la dissolution de la société et après que les créanciers sociaux auront été payés.

Le droit des associés dans la société est donc purement mobilier, même si des immeubles font partie du patrimoine social. (Art. 529 Code civ.)

Les biens sociaux constituent le gage commun des créanciers de la société conformément au principe général de l'article 2093 Code civ. Ils ont donc un droit de préférence sur le fonds social à l'encontre des créanciers personnels des associés.

La société peut agir en justice en son nom propre et par l'intermédiaire de ses représentants légaux. Il n'est pas nécessaire de faire figurer dans les actes de la procédure les noms de tous les associés.

Enfin, les sociétés commerciales peuvent être déclarées en faillite.

CHAPITRE IV

De la publication des sociétés commerciales

Les sociétés civiles n'ont aucun besoin d'être publiées pour être valables vis à vis des tiers. Au contraire, les sociétés commerciales ne sont valables que si elles ont été rendues publiques dans les formes légales. Ces formes sont énumérées par les articles 55 à 65 de la loi du 24 juillet 1867.

SECTION I

Formalités constitutives de la publication

Elles doivent être remplies *dans le mois* de la constitution de la société. (Art. 55 et 56 de la loi de 1867) Il est *extrêmement important* d'observer ce délai, tout retard dans l'accomplissement des formalités légales pouvant entraîner la nullité de la société.

Les formalités de publicité se réduisent à deux.

1° *Dépôt de l'un des doubles ou de l'un des exemplaires de l'acte de société au greffe du tribunal de commerce et au greffe de la justice de paix* dans le ressort desquels se fonde la société. (Art. 55)

C'est l'acte lui-même qui doit être déposé, il ne suffirait pas d'un extrait.

Lorsqu'il s'agit de sociétés par actions on doit déposer — en outre de l'acte de société — la liste des souscriptions et des versements, la déclaration notariée qui les constate et les procès-verbaux des assemblées générales constitutives. (Même article)

D'après l'article 63 de la loi de 1867, toute personne peut prendre communication de ces actes au greffe et s'en faire délivrer des copies lorsque la société est par actions. Lorsqu'elle n'est pas par actions, les greffiers ne donnent copie que des mentions qui doivent être publiées par extrait dans les journaux.

2° *Publication d'un extrait de l'acte dans un des journaux désignés pour recevoir des annonces légales dans le département.* Il est justifié de l'insertion par un exemplaire du journal, qui doit être signé par l'imprimeur; la signature de celui-ci doit être légalisée par le maire, et l'exemplaire du journal doit être enregistré dans les trois mois de sa date. (Art. 56)

Les articles 57 et 58 énumèrent les énonciations que l'extrait doit contenir : la nature de la société, sa raison sociale, son siège social, les noms des associés personnellement et indéfiniment responsables et ceux des associés autorisés à gérer pour le compte de la société, le montant du capital social et celui des valeurs fournies ou à fournir par les commanditaires, l'époque où la société commence et celle où elle doit finir, et la date du dépôt fait aux greffes du tribunal de commerce et de la justice de paix.

En principe il n'y a lieu de remplir les formalités qu'au lieu où se trouve le siège social : mais si la société a plusieurs maisons de commerce situées dans des ressorts différents, les formalités de publicité doivent être remplies dans chacun de ces ressorts. (Art. 59)

D'après l'article 61 de la loi, les formalités de publicité s'appliquent non seulement aux actes constitutifs des sociétés, mais encore aux actes et délibérations ayant pour objet la modification des statuts, la continuation de la société au delà du terme fixé pour sa durée ou sa dissolution avant ce terme, tout changement ou retraite d'associés, tout changement à la raison sociale, etc.

SECTION II.

Sanction des formalités de publicité

D'après l'art. 56, lorsque les formalités de publicité n'ont pas été remplies la société est nulle et cette nullité peut être demandée par tout intéressé; elle ne peut toutefois être opposée aux tiers par les associés.

Il est certain que si le dépôt de l'acte de société n'avait pas été fait, ou si l'acte de société n'avait pas été publié par extrait dans les journaux, la société serait nulle. D'après la jurisprudence cette nullité ne résulterait pas

toujours et nécessairement dans tous les cas de ce que l'extrait publié ne contiendrait pas toutes les mentions énumérées par les art. 57 et 58; les tribunaux auraient en pareille matière un pouvoir d'appréciation et pourraient, suivant que les omissions seraient plus ou moins graves, prononcer la nullité ou refuser de la prononcer.

Dans les cas où la nullité de la société est encourue, l'art. 56 de la loi de 1867 porte que *tout intéressé* peut faire prononcer cette nullité.

Ces mots ont une signification aussi large que possible : ils comprennent les créanciers et les débiteurs de la société, les associés eux-mêmes, leurs créanciers et leurs débiteurs personnels. Les intéressés ne sont pas d'ailleurs obligés de demander la nullité; ils peuvent, s'ils le préfèrent, tenir la société pour valable. Mais si un seul des intéressés demande et fait prononcer la nullité, cette nullité produira ses effets vis à vis de tous.

Quant aux associés, si aucun des intéressés autres que les associés ne demande la nullité, ils ne pourront pas prendre l'initiative de la demander vis à vis des tiers. Mais si un tiers demande la nullité et la fait prononcer, bien entendu cette nullité produira toutes ses conséquences vis à vis de tout le monde, et par suite, les associés pourront opposer ces conséquences aux tiers.

Que faut-il décider si les formalités de publicité ont été remplies, mais tardivement, c'est à dire après l'expiration du délai d'un mois fixé par les art. 55 et 56 de la loi? D'après la jurisprudence, les tiers qui ont traité avec la société antérieurement à l'accomplissement des formalités ont un droit acquis à demander la nullité et peuvent par conséquent, intenter une action en nullité même après que les formalités ont été remplies. Ceux qui n'ont traité avec la société que postérieurement à l'accomplissement des formalités de publicité, n'ont pas qualité pour demander la nullité. Quant aux associés, ils peuvent demander la nullité les uns contre les autres s'il existe des tiers qui soient en droit de la demander eux-mêmes; ils ne le peuvent pas si aucun tiers ne peut la demander.

Il est à peine utile de faire observer que le défaut de l'accomplissement des formalités de publicité pour un acte portant modification aux statuts ne peut entraîner la nullité de la société, mais uniquement celle de l'acte modificatif.

TITRE DEUXIÈME

Des sociétés en nom collectif

CHAPITRE I

Définition et caractère essentiels de la société

L'art. 20 du Code de commerce définit la société en nom collectif « celle « que contractent deux personnes ou un plus grand nombre et qui a pour but « de faire le commerce sous une raison sociale ».

Cette définition n'est pas complète. Elle pourrait aussi bien s'appliquer à la société en commandite. Il faut ajouter : et dans laquelle tous les associés sont personnellement, indéfiniment et solidairement responsables.

Deux éléments essentiels caractérisent donc la société en nom collectif : la responsabilité personnelle et solidaire de tous les associés, et la raison sociale.

1° *Responsabilité personnelle et solidaire de tous les associés.* Cette responsabilité est édictée par l'art. 22 Code de comm. qui porte : « Les associés en nom collectif,

« indiqués dans l'acte de société, sont solidaires pour tous les engagements de « la société, encore qu'un seul des associés ait signé, pourvu que ce soit sous « la raison sociale. »

Pour pouvoir poursuivre les associés personnellement en paiement d'une dette sociale, il faut, d'après les derniers arrêts de la cour de cassation, avoir au préalable fait reconnaître le caractère social de la dette contradictoirement avec les représentants légaux de la société, et en outre, avoir adressé à celle-ci une mise en demeure de payer, ou tout autre acte équivalent.

La solidarité des associés n'existe d'ailleurs nécessairement que dans leurs rapports avec les créanciers sociaux. Dans leurs rapports entre eux, les associés peuvent très bien n'être pas solidaires; on pourrait même limiter la responsabilité de l'un d'eux à sa mise.

2° *Raison sociale.* La raison sociale qu'on appelle « firme » en Belgique et en Allemagne, est le nom de la société qui désigne sa personnalité et constitue sa signature.

Elle se compose nécessairement des noms des associés en nom collectif, ou seulement de l'un ou de quelques-uns d'entre eux suivis de la mention : et Cie.

Les noms des associés peuvent seuls faire partie de la raison sociale. (Art. 21) On ne pourrait donc continuer à y faire figurer le nom d'un ancien associé qui aurait cessé de faire partie de la société.

Si les associés avaient oublié d'indiquer la raison sociale, celle-ci se composerait des noms de tous les associés.

A côté de leur raison sociale certaines sociétés font usage d'une dénomination accessoire, qui naturellement ne peut la remplacer, mais qui constitue une sorte d'enseigne écrite, par exemple « au Gagne-Petit », « au Bon Marché » etc. Une société pourrait conserver dans cette dénomination accessoire le nom d'un ancien associé ayant cessé de faire partie de la société.

CHAPITRE II

Constitution de la société

La société ne peut se constater que par un acte écrit, qu'on appelle acte de société ou statuts sociaux, (Art. 39 Code de comm.) et qui doit être publié conformément à la loi.

CHAPITRE III

Fonctionnement de la société

1° *Gestion des affaires sociales.* Les associés peuvent, soit par l'acte de société lui-même, soit par un acte postérieur régulièrement publié, la confier à un ou plusieurs gérants qui seront généralement pris parmi les associés, mais qui pourraient également être pris en dehors de la société.

Le gérant ou les gérants nommés par l'acte de société lui-même — qu'on appelle le ou les gérants *statutaires* — ne peuvent, en principe, être révoqués par les associés; ceux-ci pourraient seulement, au cas où les gérants rempliraient mal leurs fonctions, s'adresser aux tribunaux pour faire prononcer leur révocation pour cause légitime. (Art. 1856 Code civ.) Le gérant statutaire ne serait révocable que si les statuts avaient autorisé cette révocation.

Au contraire, en principe, le gérant nommé par un acte postérieur aux statuts sociaux est essentiellement révocable. (Art. 1856 Code civ.)

Si plusieurs gérants ont été nommés, chacun peut, en principe, agir sans le concours des autres, à moins que le contraire n'ait été spécifié dans l'acte de leur nomination. (Art. 1857 et 1858 Code civ.)

Si les associés n'ont pas désigné le gérant, tous sont censés avoir pouvoir de gérer et d'administrer. (Art. 1859)

Les pouvoirs des gérants sont très étendus et comprennent tout ce qui peut être nécessaire pour la gestion des affaires sociales. On admet seulement qu'un pouvoir exprès leur serait nécessaire, soit pour aliéner les immeubles sociaux, soit pour les hypothéquer. En vertu de l'article 69 ajouté à la loi de 1867 par la loi du premier août 1893, ce pouvoir peut d'ailleurs être valablement donné par acte sous seings privés.

Les statuts sociaux pourraient d'ailleurs valablement restreindre les pouvoirs du gérant, stipuler par exemple qu'aucun emprunt ne pourrait être fait qu'avec le consentement de tous les associés.

Ces clauses restrictives seraient opposables aux tiers, si elles avaient été régulièrement publiées.

2° *Effets des engagements des gérants.* La loi distingue suivant qu'ils ont été ou non contractés sous la raison sociale. Dans le premier cas, tous les associés sont engagés et cela quand bien même, en fait, le gérant aurait abusé de la signature sociale en en faisant usage dans son intérêt personnel. Pour éviter cette conséquence, on stipule fréquemment dans les actes de société que les engagements contractés par le gérant, même sous la signature sociale, n'engageront la société que s'ils ont été souscrits pour les besoins de celle-ci. Mais cette clause n'a pas la portée que l'on pourrait être tenté de lui attribuer; même lorsqu'elle a été stipulée, les engagements contractés par le gérant sous la raison sociale, mais dans son intérêt personnel, ne pourraient être déclarés inopposables à la société que s'il était établi que les tiers vis-à-vis desquels ils ont été contractés connaissaient parfaitement cette circonstance.

En principe, au contraire, les engagements qui ne sont pas contractés sous la raison sociale n'engagent pas la société. Il n'en serait autrement que s'il était établi en fait qu'ils ont été contractés dans l'intérêt de celle-ci.

3° *Quelques autres règles relatives au fonctionnement des sociétés en nom collectif.* En principe les associés n'ont pas droit à l'intérêt de leur mise, mais seulement à une part des bénéfices qu'on appelle un dividende. Toutefois les statuts pourraient parfaitement stipuler que les associés auraient droit, même en l'absence de bénéfices, à l'intérêt de leur mise.

D'une façon générale, il n'est pas interdit aux associés en nom collectif de s'occuper, en dehors de la société, d'affaires similaires à celles qui font l'objet de celle-ci, à moins qu'ils n'aient apporté leur industrie dans la société. (Art. 1847)

Les associés en nom collectif ne peuvent se substituer un tiers dans leurs rapports avec la société, qu'avec le consentement unanime de tous leurs coassociés. (Art. 1861) Une semblable substitution, constituant un changement d'associés, devrait être publiée dans les termes de l'art. 61 de la loi de 1867.

Mais ils peuvent céder leurs droits en tout ou en partie à une sorte de sous associé qu'on appelle *croupier*, à condition que cette cession ne produise ses effets qu'entre le cédant et le cessionnaire et ne soit pas opposable aux autres associés. (Même article)

CHAPITRE IV

Dissolution, liquidation et partage (Voir ci-dessous)

TITRE TROISIÈME

Des sociétés en commandite, en général, et des sociétés en commandite simple en particulier

CHAPITRE I

Règles communes à toutes les sociétés en commandite

SECTION I

Définition et caractères essentiels de la société en commandite

D'après l'article 23 Code de comm. « la société en commandite se contracte entre « un ou plusieurs associés responsables et solidaires, et un ou plusieurs associés, « simples bailleurs de fonds, que l'on nomme commanditaires ou associés en « commandite. Elle est régie sous un nom social qui doit être nécessairement « celui d'un ou de plusieurs des associés responsables et solidaires. »

Deux éléments sont donc indispensables à l'existence d'une société en commandite :

1° *La division des associés en deux classes*, les uns qu'on appelle gérants ou *commandités*, qui sont personnellement, indéfiniment et solidairement responsables des dettes sociales; les autres, qu'on appelle *commanditaires*, et qui ne sont responsables qu'à concurrence de leur mise.

A la différence des gérants ou commandités qui, par cela même qu'ils sont personnellement et indéfiniment responsables des dettes sociales, sont nécessairement commerçants, les commanditaires ne sont pas commerçants. La jurisprudence admet toutefois que l'obligation qu'ils contractent de réaliser leur mise est commerciale, et que, par suite, c'est devant le tribunal de commerce qu'ils doivent être assignés en paiement des versements restant à faire.

Ce n'est pas seulement vis-à-vis de leurs coassociés que les commanditaires sont tenus de verser la mise qu'ils ont promise, c'est également vis-à-vis des créenciers sociaux. Les représentants de la société ne peuvent donc dispenser les commanditaires de verser leur mise lorsque cette mise est nécessaire à l'acquittement des dettes sociales. C'est sur ce principe que l'on s'appuie pour décider qu'en thèse générale les commanditaires qui ont reçu des dividendes fictifs, c'est-à-dire des dividendes qui ne correspondent pas à des bénéfices réels, sont tenus de les restituer; puisqu'il n'y a eu aucun bénefice, la distribution d'un pareil dividende n'est en effet que la restitution au commanditaire d'une partie de sa mise.

2° Une *raison sociale* dans laquelle on ne peut faire figurer qu'un ou plusieurs des noms des associés responsables et solidaires, à l'exclusion de ceux des commanditaires.

SECTION II

Gestion des affaires sociales

1° *A qui appartient-elle*? La gestion des affaires sociales appartient à celui ou à ceux auxquels les associés l'ont confiée, soit par l'acte de société lui-même, soit par un acte postérieur.

Généralement le gérant ou les gérants seront choisis parmi les associés commandités. Ils pourraient d'ailleurs être choisis en dehors de la société

mais ils ne pourraient pas l'être parmi les associés commanditaires auxquels il est interdit de faire des actes de gestion, même en vertu de procuration. (Art. 27 Code de comm.)

Lorsque le gérant est désigné par les statuts, il est irrévocable à moins que les statuts n'en aient décidé autrement. Lorsqu'au contraire, il est désigné par un acte postérieur il peut, en principe, être révoqué par les commanditaires. En principe, la révocation ou la retraite du gérant entraîne la dissolution de la société, mais les statuts pourraient en décider autrement.

2° *Interdiction aux commanditaires de s'immiscer dans la gestion.* D'après l'article 27 du Code de commerce « le commanditaire ne peut faire aucun acte de gestion même en vertu de procuration ».

Et l'article 18 ajoute « les avis et conseils, les actes de contrôle et de surveillance n'engagent point l'associé commanditaire ».

Il faut donc distinguer entre les actes de gestion d'une part, et les actes de contrôle et de surveillance de l'autre.

D'une façon générale, on ne doit considérer comme interdits au commanditaire que les actes de gestion *extérieure*, c'est à dire ceux qui ont pour but d'engager la société vis à vis des tiers ou les tiers vis à vis de la société. Les actes de gestion intérieure sont donc permis. Le commanditaire pourrait parfaitement être employé aux écritures de la société, ou y exercer les fonctions d'ingénieur.

Il est d'autre part, certain que les commanditaires n'engageraient pas leur responsabilité en prenant des délibérations destinées, soit à donner au gérant des pouvoirs qui ne lui ont pas été donnés par les statuts, soit à l'autoriser à passer certains actes qu'il aurait pouvoir de faire, mais qu'il ne veut faire qu'à condition d'être couvert par un vote de ses coassociés.

Lorsque, contrairement à l'art 27 du Code de commerce, le commanditaire s'est immiscé dans la gestion, il est d'abord et nécessairement personnellement et solidairement responsable des suites des actes de gestion qu'il a faits. Il *peut*, en outre, suivant l'importance et la gravité de ces actes, être déclaré responsable de tout ou partie des engagements sociaux. (Art. 28) Mais à la différence de la première, cette seconde responsabilité est purement facultative pour le juge qui peut la prononcer, mais qui peut aussi ne pas la prononcer.

CHAPITRE II

Règles spéciales aux sociétés en commandite par intérêts

La loi n'a pas défini avec précision les caractères auxquels on peut reconnaître une société en commandite simple ou par intérêts d'une société en commandite par actions. D'une façon générale on peut dire que dans la société en commandite par intérêts les commanditaires sont peu nombreux, qu'on ne leur délivre point pour représenter leurs droits de titres distincts de l'acte de société lui-même, et enfin qu'ils ne peuvent céder leur part qu'à titre tout à fait exceptionnel, par exemple avec l'assentiment de tous leurs coassociés ou tout au moins des gérants. La société en commandite par actions se reconnaît aux caractères opposés.

La loi n'a pas organisé, dans la société en commandite simple, la façon dont s'exercerait le contrôle des commanditaires. Ce contrôle est donc réglé par les statuts avec une liberté absolue.

La loi n'a pas non plus limité, dans la société en commandite simple, comme elle l'a fait dans les sociétés en commandite par actions, les cas dans lesquels

les commanditaires pourraient être contraints de reverser à la caisse sociale les dividendes fictifs qui leur auraient été indûment distribués. Ils sont donc tenus, sans aucune limitation, à cette obligation de restitution.

CHAPITRE III

Règles spéciales aux sociétés en commandite par actions

Il serait logique d'étudier ici les règles spéciales aux sociétés en commandite par actions, mais comme elles sont soumises à un certain nombre de règles communes à toutes les sociétés par actions, on les étudiera ci-après, après avoir exposé ces règles communes.

TITRE QUATRIÈME

Règles communes à toutes les sociétés par actions

Les sociétés par actions sont celles dans lesquelles le droit de l'associé est essentiellement cessible, et où il est représenté par un titre distinct de l'acte de société lui-même : ce titre s'appelle *action*; l'associé s'appelle *actionnaire*.

Les sociétés par actions sont actuellement régies en France par deux lois célèbres, l'une du 24 juillet 1867, l'autre du premier août 1893.

Il y a deux sortes de sociétés par actions : les sociétés en commandite par actions et les sociétés anonymes.

CHAPITRE I

Des divers titres émis par les sociétés par actions

Les sociétés par actions peuvent émettre, c'est à dire créer trois espèces de titres : les actions, les obligations, et les parts de fondateur.

SECTION I

Des actions

Les actions sont les titres qui représentent le droit de l'actionnaire dans la société.

I. *Emission et souscription des actions*

Dans les sociétés qui se composent d'un petit nombre d'associés, tous les associés prennent part à la rédaction de l'acte social et le revêtent de leur signature. On pourrait également procéder de cette façon pour les sociétés par actions. Mais généralement le nombre des associés y est trop grand pour que l'on puisse avoir recours à cette façon de faire.

Aussi, dans la grande majorité des cas, on procède de la façon suivante :

Ceux qui ont l'idée de fonder la société dressent à eux seuls l'acte social, qu'on appelle les statuts, et dans lequel ils déclarent que la société est fondée entre eux et ceux qui se rendront ultérieurement souscripteurs ou acheteurs des actions créées.

On *émet* ensuite les actions, c'est-à-dire qu'on s'adresse au public, généralement par l'intermédiaire des maisons de banque et des établissements de crédit, pour placer les actions de la société.

Ceux qui sont disposés à en prendre signent ce qu'on appelle un *bulletin de souscription*, c'est-à-dire un document écrit dans lequel ils indiquent leur nom, leur adresse, et le nombre d'actions qu'ils demandent. Ils sont censés, par la signature des bulletins de souscription, adhérer aux statuts sociaux. La loi française a d'ailleurs omis de réglementer les formes du bulletin de souscription.

Enfin les souscriptions sont centralisées au siège social, et l'on alloue aux signataires des bulletins, soit le chiffre d'actions qu'ils ont demandé, soit, si l'émission a été plus que couverte, un nombre d'actions proportionnel à ce chiffre : c'est ce qu'on appelle la *répartition des actions*.

II. *Des droits des actionnaires*

Chaque actionnaire a, en principe, quatre droits :

1° Celui de prendre annuellement dans les bénéfices de la société, une part qu'on appelle un *dividende*. Les statuts pourraient d'ailleurs valablement stipuler que les actionnaires auront droit à l'intérêt de leur mise même en l'absence de bénéfices.

2° Celui de prendre part à certaines assemblées d'actionnaires, ayant pour but soit la constitution même de la société (assemblées constitutives) soit les modifications à apporter aux statuts (assemblées extraordinaires) soit l'approbation des comptes du gérant ou des administrateurs (assemblées ordinaires). Les statuts peuvent d'ailleurs décider que les actionnaires porteurs d'un certain nombre d'actions pourront seuls assister aux assemblées ordinaires et extraordinaires. Les assemblées constitutives sont donc les seules auxquelles tous les actionnaires aient le droit d'assister, nonobstant toute stipulation contraire.

3° Le droit de céder leur part.

4° Le droit de prendre à la dissolution de la société une part proportionnelle au nombre de leurs actions dans ce qui restera du capital social après paiement de tous les créanciers sociaux. Toutefois ce droit n'appartient pas aux titulaires des *actions de jouissance*, qui sont généralement des actions ordinaires dont le capital a été remboursé au cours de la société par un amortissement effectué sur les bénéfices.

III. *Diverses espèces d'actions*

En principe, toutes les actions émises par une société donnent à leur titulaire des droits identiques.

Cependant il peut y avoir des actions de diverses catégories.

On appelle *actions d'apport* celles qui sont délivrées en échange d'un apport fait autrement qu'en numéraire. Ces actions présentent cette double particularité qu'elles doivent être intégralement libérées, c'est-à-dire que l'apport doit être entièrement réalisé dès le jour de la constitution de la société, et qu'elles ne sont négociables que deux ans après cette constitution. Les *actions en numéraire* sont celles qui sont délivrées en échange d'un apport fait en espèces.

Les *actions de capital* sont celles qui donnent droit, non seulement à une part dans les dividendes, mais à une part dans le fonds social après la dissolution de la société. Les *actions de jouissance* ne donnent pas droit à une part du fonds social, mais seulement à une part dans les dividendes. Ce sont généralement des actions de capital qui ont été amorties.

Les *actions de priorité* sont celles qui reçoivent un intérêt sur leur mise avant les *actions ordinaires*, et qui, pareillement, lors de la dissolution de la société sont remboursées avant celles-ci. La jurisprudence en reconnaissait la validité. La question ne peut plus faire de doute depuis les lois des 9 juillet 1902 et

16 novembre 1903 qui en ont expressément autorisé la création, même au cours de la société, à condition que cette création soit autorisée à la majorité prévue pour les modifications à apporter aux statuts, d'une part par une assemblée générale de tous les actionnaires, d'autre part par une assemblée générale des actionnaires dont les droits seraient diminués ou sacrifiés par cette création. On pourrait ainsi établir plusieurs séries d'actions privilégiées ayant des droits différents.

IV. *Des différentes formes des actions*

Théoriquement les actions pourraient affecter trois formes : elles peuvent être *nominatives*, c'est-à-dire créées au profit d'une personne déterminée; la propriété s'en transmet alors par voie de *transfert*, c'est-à-dire par une déclaration consignée sur un registre spécial qui doit être tenu dans chaque société, et qui est rédigée sur une demande de transfert signée du cédant et du cessionnaire. (Art. 36)

Les actions peuvent être *au porteur*, c'est-à-dire établies au profit de celui, quel qu'il soit, qui sera détenteur du titre : la propriété s'en transmet alors par la simple tradition du titre. (Art. 35)

Enfin les actions pourraient être *à ordre* et la propriété s'en transmettrait par voie d'endossement, mais cette forme n'est pas usitée dans la pratique.

Les dividendes sont d'ailleurs toujours payables au porteur du titre, même si ce titre est nominatif. La forme nominative n'a donc d'intérêt qu'en ce qui concerne le remboursement du capital.

Lorsque les actions sont intégralement libérées, c'est-à-dire que l'apport en échange duquel elles ont été délivrées a été intégralement réalisé, elles peuvent en principe, au gré de l'actionnaire, être mises au porteur ou au nominatif, ou, comme on dit, converties d'actions nominatives en actions au porteur ou réciproquement.

Il n'en est pas de même lorsque les actions n'ont pas été intégralement libérées. Dans ce cas, la loi de 1867 (Art. 3) en permettait la conversion en actions au porteur, mais seulement à trois conditions : il fallait 1° que cette faculté de conversion des actions nominatives en actions au porteur avant leur entière libération eût été expressément réservée dans les statuts originaires de la société, 2° que toutes les actions de la société eussent été libérées de moitié, 3° que, postérieurement à cette libération, une assemblée générale des actionnaires eût autorisé la conversion.

La loi du 1er août 1893 décide qu'à l'avenir les actions nominatives ne peuvent être mises au porteur avant leur entière libération. Mais tout le monde reconnaît que cette interdiction ne s'applique pas aux sociétés fondées avant la promulgation de cette loi, et dont les statuts autorisaient la conversion.

Il existe donc, encore aujourd'hui, un grand nombre de sociétés qui peuvent convertir leurs actions nominatives en actions au porteur avant leur entière libération.

V. *De la négociabilité des actions*

On dit que des actions sont *cessibles* lorsque la propriété peut en être transmise par un acte de cession de créance, régulièrement signifié au débiteur cédé, c'est-à-dire à la société, par un acte d'huissier signifié conformément à l'article 1690 Code civil. Les actions sont toujours cessibles et cette faculté ne comporte aucune restriction.

On dit qu'une action est *négociable* lorsque la propriété peut en être transmise par les modes abrégés du droit commercial, à savoir : le transfert s'il

s'agit d'actions nominatives, et la tradition du titre, s'il s'agit d'actions au porteur. A la différence de la cessibilité, la négociabilité des actions est soumise à deux restrictions.

1° Les actions ne peuvent être négociées avant la constitution définitive de la société : cette négociation constitue un délit passible d'une amende. (Art. 14 de la loi de 1867)

2° D'après les modifications apportées à l'article 3 de la loi de 1867 par la loi de 1893, les *actions d'apport*, c'est-à-dire celles qui sont créées en représentation d'un apport fait autrement qu'en numéraire, ne sont négociables que deux ans après la constitution définitive de la société. Jusque là, elles doivent rester attachées à la souche et frappées d'un timbre indiquant leur nature et la date de la constitution. Cette disposition ne s'applique pas en cas de fusion de deux ou plusieurs sociétés ayant deux ans d'existence. (Art. 3 de la loi de 1867 modifié par celle du 9 juillet 1902)

VI. *A qui, en cas de cession des actions, doivent être réclamés les versements restant à faire?*

En principe, c'est le porteur actuel du titre, c'est-à-dire celui qui en est propriétaire au moment de l'appel de fonds, qui doit supporter définitivement et sans recours contre personne les versements restant à faire.

Mais la société peut également réclamer ces versements à d'autres personnes.

1° Sous l'empire de la loi de 1867, lorsque l'action était nominative, tous les propriétaires successifs du titre étaient solidairement tenus envers la société des versements restant à faire. Si les actions avaient été converties en actions au porteur avant leur entière libération, ceux qui avaient acquis les titres avant la libération de moitié et qui les avaient revendus soit avant, soit après la conversion, étaient tenus des versements appelés pendant deux ans *à partir de cette conversion;* tous autres que le porteur actuel du titre étaient libérés. (Art. 3 de la loi de 1867)

2° Depuis la loi de 1893 tout titulaire d'actions nominatives qui a cedé son titre reste responsable pendant deux ans *après la cession* des versements restant à faire : après ce délai, il est libéré. Il en est ainsi, à plus forte raison, des titulaires d'actions qui seraient encore mises au porteur aujourd'hui avant leur entière libération, toutes les fois que la prescription de la loi de 1893 leur est plus favorable sur celle de la loi de 1867.

SECTION II

Des obligations

I. *Notions générales*

Quand une société a besoin d'augmenter ses ressources, elle peut avoir recours à deux moyens. Elle peut, tout d'abord, augmenter son capital en émettant de nouvelles actions, dans les conditions qui seront précisées ci-après.

Elle peut aussi emprunter, s'adresser pour cela au public et lui offrir, en échange des versements, des titres qui représenteront tous une créance égale et qu'on appelle des *obligations*. Le prêteur s'appelle *obligataire*.

Les titres qui représentent le droit de l'obligataire peuvent affecter les mêmes formes que ceux qui constatent le droit de l'actionnaire. Ils peuvent être nominatifs ou au porteur.

Mais au fond, la situation de l'obligataire ne présente aucune analogie avec celle de l'actionnaire.

L'obligataire est un prêteur. La somme qu'il a prêtée n'est pas soumise aux risques des affaires sociales. Il a droit à un intérêt particulier. Il est créancier de la somme prêtée; en cas de liquidation ou de faillite il peut produire à la faillite et, si la société ne le paie pas, il peut la faire déclarer en faillite.

Au contraire, l'actionnaire n'est pas un prêteur, c'est un associé. Il n'a pas prêté de l'argent à la société, il l'a mis en société, sa mise est donc soumise à tous les risques des affaires sociales. Il n'a pas droit — sauf stipulation contraire — à un intérêt fixe, mais à une part dans les bénéfices qui, naturellement, est variable, et qu'on appelle le dividende. Enfin il n'est pas créancier de sa mise : il a droit simplement, lors de la dissolution, à une part proportionnelle au nombre de ses actions dans ce qui restera de l'actif social après le paiement des créanciers sociaux. Il ne peut donc jamais faire mettre la société en faillite, et si elle y est mise à la requête de ses créanciers, il ne peut produire à la faillite.

II. *Remboursement ou amortissement des obligations*

Il est généralement stipulé, lors d'une émission d'obligations, que les obligations seront remboursées, c'est ce qu'on appelle *amorties*, par voie de tirages au sort effectués pendant un certain nombre d'années, conformément à un *tableau d'amortissement* qui est inséré dans les prospectus, et reproduit au dos des titres.

Généralement les obligations sont remboursables à un chiffre supérieur à celui que l'obligataire a dû débourser pour s'en rendre propriétaire : c'est ce que l'on exprime en disant que le *taux de remboursement* est supérieur au *taux d'émission*. La différence entre ces deux taux constitue ce qu'on appelle la *prime*, et les obligations ainsi remboursables sont dites *obligations à prime*.

Quelquefois aussi, mais beaucoup plus rarement, des sociétés ou des personnes morales publiques attachent à leurs obligations des lots d'importance variable, qui sont répartis entre elles par voie de tirage au sort : c'est ce qu'on appelle les *obligations à lots*. Généralement, du reste, elles sont en même temps à prime. La jurisprudence applique à l'émission des obligations à lots la loi du 24 mai 1836 sur les loteries, et en tire par conséquent cette conclusion que l'émission des valeurs à lots ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du gouvernement donnée par décret en Conseil d'Etat. Le Crédit Foncier de France, la Ville de Paris, la C^ie^ du Canal de Panama ont notamment été autorisés à émettre des valeurs à lots.

Les sociétés qui ont émis des obligations peuvent elles imposer à leurs obligataires un remboursement par anticipation, c'est à dire un remboursement fait avant les dates fixées par le tableau d'amortissement?

L'affirmative est certaine quand la société vient à tomber en faillite : la faillite rend en effet exigibles les dettes à terme du débiteur. (Art. 444 Code de comm.)

La jurisprudence consacre la même solution en cas de dissolution de la société avant le terme fixé; on ne peut la forcer à se survivre, uniquement dans la vue de continuer ses tirages au sort.

Mais, à part ces deux cas, la question est des plus délicates. La jurisprudence tend de plus en plus à refuser aux sociétés le droit de rembourser leurs obligations par anticipation.

Lorsque le remboursement a lieu par anticipation, quelle est la somme que la société doit payer?

Est-ce le taux de remboursement ou le taux d'émission?

La jurisprudence a consacré un système intermédiaire d'après lequel la société doit rembourser le taux d'émission augmenté d'une somme représentant l'accroissement de valeur que les obligations ont reçu par suite du temps déjà écoulé depuis leur émission.

SECTION III

Des parts de fondateur

Les parts de fondateur sont des titres émis sans indication d'une valeur nominale, qui donnent droit à une part dans les bénéfices de la société, mais qui ne donnent droit à aucune part dans le fonds social au moment de la dissolution de la société. Elles sont généralement créées pour rémunérer certains concours qui ont été utiles à la société lors de sa constitution, mais qui ne sauraient être considérés comme des apports proprement dits.

Les porteurs de parts de fondateur ne peuvent prendre part à la gestion des affaires sociales, et n'assistent pas, en principe, aux assemblées générales d'actionnaires.

CHAPITRE II

De la perte ou du vol des titres au porteur

On a vu ci-dessus qu'en fait de meubles possession vaut titre, (Art. 2279), de telle sorte qu'en principe le propriétaire de meubles, qui en a été dépossédé, ne peut les revendiquer contre un possesseur de bonne foi. La revendication n'est permise qu'en cas de perte ou de vol proprement dits, seulement dans les trois ans de la perte ou du vol, et encore à charge de rembourser au possesseur le prix qu'il a payé s'il a acheté le meuble dans une foire, ou un marché, ou chez un marchand vendant des choses pareilles. (Art. 2279 et 2280 Code civ.)

Ces principes sont incontestablement applicables aux titres au porteur, que l'on est d'accord pour assimiler à des meubles corporels.

La loi du 15 juin 1872 complétée par celle du 8 février 1902 a eu pour but d'organiser un certain nombre de mesures destinées à sauvegarder les droits du porteur dépossédé contre sa volonté, quelle que soit d'ailleurs la cause de sa dépossession : perte, vol proprement dit, ou abus de confiance.

Pour profiter des dispositions de ces lois, il est indispensable de pouvoir toujours indiquer les numéros des titres dont on a été dépossédé; il est donc prudent de conserver l'indication de ces numéros dans un autre endroit que celui où l'on conserve les titres eux-mêmes.

1. *Opposition à négociation*

Le premier soin du porteur dépossédé doit être d'empêcher que par suite d'une négociation régulière les titres perdus ou volés ne parviennent aux mains d'un possesseur de bonne foi, contre lequel sa revendication serait le plus souvent inefficace. Pour cela, il doit faire faire par huissier, à la chambre syndicale des agents de change près la Bourse de Paris, une *opposition à négociation* qui indique notamment les numéros des titres, et qui contient réquisition d'avoir à les publier, dans un délai d'un jour franc au plus tard après l'opposition, c'est-à-dire le surlendemain de cet acte, dans un journal spécial qui s'appelle le *Bulletin des oppositions*. Cette publication n'a lieu que moyennant

le paiement d'une taxe de 0 fr. 50 par titre et par an. Lorsque la taxe cesse d'être payée, les numéros des titres cessent de paraître au bulletin, et la chambre syndicale donne main levée de l'opposition.

Toute négociation faite à la Bourse ou en dehors de la Bourse, de titres frappés d'opposition, est inopposable au porteur dépossédé, si elle a eu lieu postérieurement au jour où le bulletin des oppositions est parvenu ou a pu parvenir dans le lieu de la négociation.

II. *Opposition à l'établissement débiteur*

Cette opposition qui se fait également par huissier, et à l'appui de laquelle l'opposant doit produire la quittance de la chambre syndicale des agents de change, a pour but d'empêcher l'établissement débiteur de payer les intérêts ou dividendes du titre à son porteur actuel. Lorsque le titre est présenté pour le paiement des coupons à l'établissement débiteur, celui-ci doit le retenir, en donner récépissé au porteur et envoyer le nom et l'adresse de celui-ci à l'opposant; le porteur dépossédé et le porteur actuel sont ainsi mis en présence et peuvent facilement faire décider par les tribunaux quel est celui des deux qui doit être préféré.

III. *Formalités moyennant lesquelles le porteur dépossédé peut être autorisé : 1° à toucher les coupons; 2° le capital, s'il devient exigible; 3° à se faire délivrer un duplicata du titre*

Les deux oppositions qui précèdent permettent généralement au porteur dépossédé d'empêcher que son titre ne soit définitivement perdu, mais elles ne lui permettent pas d'en profiter lui-même.

1° Le porteur dépossédé peut obtenir du président du tribunal civil l'autorisation de toucher les coupons de son titre, lorsqu'il s'est écoulé un an depuis l'opposition sans que celle-ci soit contredite et que dans cet intervalle deux termes au moins d'intérêts ou de dividendes ont été distribués, ou lorsqu'il s'est écoulé trois ans depuis l'opposition, s'il n'y a eu dans l'intervalle aucun paiement de coupons. Il ne peut obtenir cette autorisation qu'à condition de fournir caution du montant de coupons. Cette caution reste tenue pendant deux ans à partir de l'autorisation.

2° Les conditions sont les mêmes lorsqu'il s'agit de toucher le capital des titres devenu exigible; mais la caution reste tenue pendant dix ans à partir de l'époque de l'exigibilité, et pendant cinq ans à partir de l'autorisation.

3° Les formalités nécessaires pour obtenir un duplicata des titres sont encore plus compliquées. Il faut qu'il se soit écoulé dix ans depuis l'autorisation donnée au porteur dépossédé de toucher les coupons, — que pendant ce temps les numéros des titres aient continué sans interruption à être publiés dans le bulletin des oppositions, — et que l'opposant consigne la somme nécessaire à la publication des numéros dans ce bulletin, sous la rubrique des titres frappés de déchéance, pendant un nouveau délai dont la durée est celle de la feuille des coupons attachée au titre, et qui ne peut, en aucun cas, être inférieure à dix ans.

IV. *Mainlevée des oppositions*

Beaucoup de personnes font opposition sur des titres sans motifs suffisants. La loi du 8 février 1902 a organisé une procédure rapide qui permet généralement de faire donner mainlevée de l'opposition par une simple ordonnance du président statuant en référé, lorsque cette opposition ne repose pas

sur des motifs sérieux. Dans le cas contraire la mainlevée ne peut être donnée que par le tribunal.

On rappelle que l'interruption de la publication des numéros dans le bulletin des oppositions entraîne tout à la fois mainlevée de l'opposition à négociation et mainlevée de l'opposition à l'établissement débiteur que le syndicat des agents de change doit prévenir de cette interruption.

TITRE V

Des sociétés en commandite par actions

CHAPITRE I

Formalités exigées pour la constitution de la société

Bien entendu, la société doit être constatée par un acte authentique ou sous seings privés.

La constitution de la société est en outre subordonnée aux formalités suivantes :

1° *Taux minimum des actions.* Depuis la loi de 1893, les actions ne peuvent être moindres de 25 fr. si le capital social ne dépasse pas 200 000 fr. et de 100 fr. s'il dépasse 200 000 fr.

2° *Souscription intégrale du capital social.* Le capital social doit être intégralement souscrit, c'est-à-dire que toutes les actions émises doivent avoir trouvé preneur. Les souscriptions fictives, c'est-à-dire celles qui émanent de personnes notoirement insolvables ou dont le chiffre est absolument sans aucune proportion avec la situation du souscripteur, sont nulles et entraînent la nullité de la société. Une souscription ne serait d'ailleurs pas nulle par cela seul que le souscripteur ne pourrait ultérieurement faire face à ses versements.

Chaque souscription est tacitement subordonnée à la condition que le capital social sera intégralement souscrit; mais, cette condition exceptée, la souscription doit toujours être pure et simple et ne saurait être conditionnelle.

3° *Versement immédiat à faire sur chaque action* Aux termes de l'article premier de la loi de 1867 modifié par celle de 1893, les actions doivent être immédiatement libérées en totalité si elles sont de 25 fr. Si elles sont de 100 fr., il suffit qu'elles soient libérées du quart. Cette libération doit avoir lieu *en espèces*, elle ne pourrait donc plus aujourd'hui, comme sous l'empire de la loi de 1867, être faite en valeurs immédiatement réalisables.

D'après l'article 3 de la loi de 1867 modifié par celle du premier août 1893, les actions d'apport, c'est-à-dire celles qui sont délivrées en représentation d'un apport fait autrement qu'en numéraire, doivent toujours être intégralement libérées au moment de la constitution de la société.

4° *Constatation de la souscription intégrale du capital, et de la réalisation des versements exigés par une déclaration du gérant, faite par acte notarié* auquel on joint la liste des souscripteurs et l'état des versements. A la différence de ce qui a lieu dans la société anonyme, l'exactitude de cette déclaration n'est pas vérifiée par l'assemblée générale.

5° *Approbation des apports en nature et des avantages particuliers.* Un des associés fait à la société un apport consistant en autre chose que du numéraire, et en échange de cet apport il demande un certain nombre d'actions. Qui va apprécier la valeur de cet apport et dire s'il vaut bien le nombre d'actions que l'on réclame? C'est évidemment l'assemblée générale des actionnaires. La

loi a organisé dans ce but toute une procédure spéciale. (Art. 4 de la loi de 1867)

Une première assemblée dont la loi ne fixe pas la composition, nomme un commissaire chargé de faire un rapport sur la valeur des apports. Ce commissaire doit faire un rapport qui doit être imprimé et tenu à la disposition des actionnaires cinq jours au moins avant la réunion d'une seconde assemblée qui statue. La délibération est prise à la majorité des membres présents, et cette majorité doit comprendre au moins le quart des actionnaires en nombre, et représenter le quart du capital social en numéraire. Bien entendu ceux dont il s'agit d'approuver l'apport n'ont pas voix délibérative, alors même qu'ils seraient en même temps apporteurs en numéraire, mais alors leurs actions en numéraire ne doivent pas entrer en ligne de compte pour le calcul de la majorité.

A la différence de ce qu'elle a fait pour les sociétés anonymes, la loi n'a pas prévu ici la possibilité, au cas où la majorité qu'elle exige ne serait pas obtenue, de réunir une seconde asssemblée pouvant prendre une délibération à une majorité réduite. Il ne serait donc pas possible de procéder de cette façon en matière de sociétés en commandite par actions.

A défaut d'approbation, la société reste sans effet vis-à-vis de toutes les parties.

Les formalités édictées par la loi pour la vérification des apports ne sont pas applicables lorsque la société à laquelle l'apport est fait est uniquement constituée entre ceux qui en sont propriétaires par indivis. (Art. 4 in fine) Dans ce cas en effet, aucun des associés ne pourrait approuver l'apport des autres associés sans approuver en même temps le sien.

La jurisprudence assimile à ce cas celui où tous les associés sont apporteurs en nature, quand même ils seraient apporteurs de choses différentes. Cependant, dans ce cas, une vérification serait à la rigueur possible, mais il serait à craindre que les apporteurs n'achetassent réciproquement l'approbation les uns des autres par une promesse de réciprocité.

6° *Nomination du premier conseil de surveillance* qui est nommé pour un an et qui doit, immédiatement après son entrée en fonctions, vérifier si les formalités exigées par la loi ont été remplies. (Art. 5 § 2 et Art. 6 de la loi de 1867)

SECTION II

Sanction de l'inobservation des formalités légales

Elles peuvent être civiles ou pénales.

I. *Sanctions civiles*

1° *Nullité de la société.* En cas d'inobservation des formalités légales, la société est nulle et de nul effet vis-à-vis des intéressés, mais cette nullité ne peut être opposée aux tiers par les associés. (Art. 7 de la loi de 1867) On a déjà trouvé cette formule dans l'article 56 de la même loi à propos de l'inobservation des formalités de publicité, et on en a précisé la portée. (Voir ci-dessus). On se borne à renvoyer à ces explications.

Sous l'empire de la loi de 1867, cette action en nullité pouvait être intentée même si le vice dont la constitution de la société était entachée avait été ultérieurement réparé, et elle ne se prescrivait par aucun laps de temps. Quarante ans après la constitution de la société un actionnaire ou un tiers malveillant pouvait donc en faire prononcer la nullité : c'était absolument excessif. La loi de 1893 à modifié tout cela.

D'une part, l'action en nullité ne peut plus être intentée à partir du moment où le vice qui entachait la constitution de la société a été réparé, et si ce vice ne peut être réparé que par une délibération de l'assemblée générale des actionnaires, à partir du moment où l'assemblée destinée à réparer ce vice a été convoquée. D'autre part, même si ce vice n'a pas été réparé, l'action en nullité cesse d'être recevable dix ans après la constitution de la société.

2° *Responsabilité du gérant et du conseil de surveillance.* D'après l'article 8 de la loi de 1867 « les membres du premier conseil de surveillance peuvent être « déclarés responsables, avec le gérant, du dommage résultant pour la société « ou pour les tiers, de l'annulation de la société. La même responsabilité peut « être prononcée contre ceux des associés dont les apports ou les avantages « n'auraient pas été vérifiés et approuvés conformément à l'article 4 ci-dessus. »

De ce texte la jurisprudence déduit que le gérant est dans tous les cas et nécessairement responsable du préjudice résultant de l'annulation, tandis que la responsabilité des membres du premier conseil de surveillance est facultative pour les tribunaux.

L'action en responsabilité pour les faits d'où la nullité résultait, cesse d'être recevable lorsque, avant l'introduction de la demande, la cause de nullité a cessé d'exister, et, en outre, que trois ans se sont écoulés depuis le jour où la nullité était encourue. (Art. 8 § 3 de la loi de 1867 modifié par celle de 1893) La loi paraît supposer ici que la nullité n'a pas été demandée et ne peut plus l'être, mais que les faits qui auraient pu la faire prononcer ont néanmoins causé un préjudice à la société ou aux tiers.

II. *Sanctions pénales*

Les article 13 et 14 de la loi punissent d'une amende de 500 à 10 000 fr. l'émission ou la négociation d'actions d'une société irrégulièrement constituée, et le fait par le gérant de commencer les opérations sociales avant la constitution définitive de la société.

L'article 15 punit des peines de l'escroquerie le fait de simuler des souscriptions ou des versements qui n'existaient pas pour obtenir des souscriptions ou des versements.

CHAPITRE II

Fonctionnement de la société en commandite par actions

SECTION I

Organes essentiels de la société

I. *Le gérant*

C'est lui qui gère les affaires sociales; en principe il est irrévocable : sa mort, sa faillite ou sa déconfiture entraînent la dissolution de la société. Mais les statuts pourraient le déclarer révocable et pourraient dire que sa mort ou sa faillite n'entraîneront pas la dissolution de la société.

II. *Le conseil de surveillance*

C'est, comme son nom l'indique, un organe de contrôle. Il se compose de trois membres au moins, nommés par l'assemblée des actionnaires. Le premier conseil est nommé pour un an, les autres le sont pour le laps de temps déterminé par les statuts. (Art. 5 de la loi)

On a vu que le premier conseil de surveillance devait, immédiatement après sa nomination, vérifier si les formalités légales avaient été remplies, (Art. 6) et que si elles ne l'avaient pas été, ses membres pouvaient être déclarés responsables du préjudice résultant de l'annulation de la société. (Art. 8 § 1) Dans ce cas la responsabilité de ses membres est solidaire.

Les fonctions normales du conseil de surveillance consistent : 1° à vérifier les livres, la caisse, le portefeuille et les valeurs de la société, *il peut le faire à toute époque*. 2° à présenter tous les ans à l'assemblée générale des actionnaires un rapport qui doit être tenu à la disposition des actionnaires quinze jours au moins avant l'assemblée. 3° à convoquer l'assemblée générale si le gérant ne la convoque pas. (Art. 10, 11 et 12 de la loi)

Les membres du conseil de surveillance sont responsables individuellement des fautes qu'ils peuvent commettre dans l'exécution de leur mandat. Cette responsabilité, à la différence de celle qui résulte de la nullité de la société pour les membres du premier conseil, n'est pas solidaire. (Art. 9 de la loi)

III. *Des assemblées générales*

A la différence de ce que la loi a fait pour les sociétés anonymes, elle n'a pour ainsi dire soumis à aucune réglementation les assemblées générales des actionnaires dans les sociétés en commandite par actions.

On en distingue trois espèces :

1° Les *assemblées constitutives* qui, comme leur nom l'indique, sont nécessaires à la constitution de la société. On rappelle qu'aux termes de l'article 4 de la loi, la majorité qui approuve les apports en nature ou les avantages particuliers, doit être du quart des actionnaires en nombre, représentant le quart du capital social en numéraire.

2° Les *assemblées extraordinaires*, qui ont pour objet d'apporter aux statuts certaines modifications : la loi ne s'en est pas occupée.

3° Les *assemblées ordinaires* qui doivent avoir lieu tous les ans au moins pour examiner et approuver s'il y a lieu, les comptes du gérant, et voter, s'il y a lieu, distribution d'un dividende. (Art. 10 de la loi) On a vu que le conseil de surveillance devait faire à cette assemblée un rapport qui devait être tenu à la disposition des actionaires quinze jours au moins avant l'assemblée. (Art. 12)

Ajoutons que l'article 13 de la loi punit d'une amende de 500 à 10 000 fr. et d'un emprisonnement de 15 jours à 6 mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui en se présentant comme propriétaires d'actions qui ne leur appartenaient pas, ont créé frauduleusement une majorité factice dans une assemblée générale, et ceux qui ont prêté les actions pour en faire cet usage frauduleux.

SECTION II

Diverses règles sur le fonctionnement de la société

I. *Distribution de dividendes fictifs*

Les dividendes fictifs sont ceux qui ne correspondent pas à des bénéfices réels. On a vu ci-dessus que dans la société en commandite simple, le commanditaire qui avait reçu des dividendes fictifs était toujours tenu de les reverser à la caisse sociale. Au contraire, d'après l'article 10 de la loi, dans la société en commandite par actions, les actionnaires ne sont tenus de restituer les dividendes fictifs que lorsqu'ils leur ont été distribués en l'absence de tout

inventaire ou contrairement aux résultats de l'inventaire, et cette obligation de restitution se prescrit par cinq ans du jour de la distribution.

La distribution de dividendes fictifs entraîne pour le gérant les peines de l'escroquerie. (Art. 15 de la loi)

II. *Représentation des actionnaires en justice*

Les actionnaires peuvent fréquemment avoir besoin d'intenter des procès. Aux termes de la règle que *nul en France ne plaide par procureur* les noms de tous les actionnaires devraient alors figurer dans les actes de la procédure. Ce serait dans bien des cas une inextricable complication — aussi l'article 17 de la loi permet-il à des associés représentant le vingtième au moins du capital social de se faire représenter en justice par un mandataire commun dont le nom figurera seul dans les actes de la procédure.

III. *Des modifications aux statuts*

L'assemblée générale des actionnaires ne pourrait évidemment modifier, à la majorité, les bases essentielles du pacte social, notamment l'objet de la société, sa nationalité, etc.

Mais lorsqu'il ne s'agit pas des bases essentielles du pacte social, elle puise dans sa qualité même d'assemblée générale, le droit de modifier les statuts sociaux, quand même ceux-ci ne lui en auraient pas expressément donné la faculté. La jurisprudence est aujourd'hui fixée en ce sens.

En ce qui concerne l'*augmentation du capital social*, il importe de faire observer non seulement qu'elle ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une délibération de l'assemblée générale des actionnaires, prise à la majorité exigée pour les modifications aux statuts, mais encore que l'augmentation n'est valablement effectuée qu'à condition d'observer les formalités exigées par la loi pour la constitution de la société : souscription intégrale du capital, versement du quart, approbation des apports en nature, s'il y a lieu, etc. L'augmentation du capital est une constitution partielle de société. Si les formalités légales ne sont pas observées l'augmentation est nulle.

En ce qui concerne la *réduction du capital social* il importe de remarquer qu'elle n'est jamais opposable aux créanciers antérieurs au vote de l'assemblée qui l'a autorisée, mais elle est opposable aux créanciers postérieurs. Les sociétés ne peuvent, sans l'observation des formalités prescrites pour les modifications aux statuts, réduire indirectement leur capital en l'employant à racheter leurs propres actions; ce rachat est radicalement nul. Mais les sociétés peuvent amortir leurs actions sur leurs bénéfices.

CHAPITRE III

Dissolution, liquidation et partage de la société

Voir ci-dessous

TITRE SIXIÈME

Des sociétés anonymes

La société anonyme est celle dans laquelle les associés ne sont responsables qu'à concurrence de leur mise. Leur personnalité n'est pas prise en considération

dans le contrat. Leur mort ou leur faillite ne peuvent donc entraîner la dissolution de la société.

La société anonyme ne comprenant aucun associé personnellement et indéfiniment responsable, ne peut avoir de raison sociale. Elle est connue sous une dénomination généralement tirée de son objet.

CHAPITRE I

Constitution de la société

SECTION I

Formalités exigées pour la constitution de la société

Ces formalités sont à peu près identiques à celles que la loi a édictées pour la constitution des sociétés en commandite par actions. Il y a cependant entre les unes et les autres, quelques différences que nous signalerons au fur et à mesure.

I. *Nombre minimum d'associés*

La société ne peut être constituée si elle ne compte pas au moins sept associés. (Art. 23) C'est là une règle spéciale aux sociétés anonymes. Si, au cours de la société, le nombre des associés vient à descendre au-dessous de sept, et si cette situation se prolonge pendant au moins un an, la dissolution de la société peut être prononcée par les tribunaux sur la demande de toute partie intéressée.

II. *Taux minimum des actions.* (Voir ci-dessus)

III. *Souscription intégrale du capital social.* (Voir ci-dessus)

IV. *Versement immédiat à faire sur chaque action.* (Voir ci-dessus)

V. *Constatation des souscriptions et des versements par une déclaration notariée* (Voir ci-dessus)

Seulement, comme il n'y a pas de gérant dans la société anonyme, la déclaration est faite par les fondateurs, (Art. 24 § 2) c'est-à-dire par ceux qui ont eu l'idée de sa création.

VI. *Vérification de la sincérité de la déclaration par l'assemblée générale des actionnaires* (Art. 24 § 2)

C'est là une formalité spéciale à la société anonyme.

VII. *Approbation des apports en nature et des avantages particuliers.* (Voir ci-dessus)

VIII. *Nomination des premiers administrateurs*

S'ils ne sont pas d'ores et déjà désignés par les statuts. Dans ce cas ils ne peuvent être nommés que pour trois ans au plus. S'ils sont désignés par l'assemblée, ils peuvent être nommés pour six ans. (Art. 25)

IX. *Nomination d'un ou de plusieurs commissaires de surveillance*

Ils ne peuvent être désignés par les statuts. Ils sont nommés pour un an. (Art. 32)

Les dispositions qui réglementent, en matière de société anonyme, la composition des assemblées générales chargées de vérifier la sincérité de la déclaration des fondateurs, d'approuver les apports en nature et les avantages particuliers, et de nommer les premiers administrateurs, diffèrent assez notablement de celles qui règlementent les assemblées constitutives dans les sociétés en commandite par actions.

Tout d'abord l'article 27 de la loi stipule que tout actionnaire a le droit d'y assister, quel que soit le nombre de ses actions, et qu'il prend part au vote avec le nombre de voix déterminé par les statuts, sans que ce nombre de voix puisse être supérieur à dix.

En second lieu, l'article 30 exige que les assemblées constitutives se composent d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social; à la différence de ce qu'elle a fait pour les sociétés en commandite par actions où elle détermine la majorité qui doit voter, ici la loi prend pour base le nombre d'actionnaires *présents* à l'assemblée et le chiffre de leurs actions.

En troisième lieu, l'article 30 dispose que si cette assemblée ne réunit pas le quorum exigé par la loi, elle ne prend qu'une délibération provisoire, que cette délibération est publiée dans un des journaux désignés pour recevoir les annonces légales, et qu'après deux avis publiés dans les journaux à huit jours au moins d'intervalle, et au moins un mois à l'avance, la question sera soumise à une nouvelle assemblée qui délibèrera valablement à condition de comprendre un nombre d'actionnaires représentant au moins le cinquième du capital social.

SECTION II

Sanction de l'inobservation des formalités légales

I. *Sanctions civiles*

1° *Nullité de la société.* (Voir ci-dessus)

2° *Responsabilité.* (Voir ci-dessus) Mais ici la responsabilité pèse sur les *fondateurs* et sur les *premiers administrateurs* qui doivent *nécessairement* être déclarés solidairement responsables envers les actionnaires et envers les tiers, du préjudice résultant de l'annulation de la société. (Art. 42 de la loi de 1867 modifié par celle de 1893)

Quant aux actionnaires dont les apports en nature et les avantages particuliers n'ont pas été régulièrement approuvés, leur responsabilité est seulement facultative pour les tribunaux. (Même article)

II. *Sanctions pénales.* (Voir ci-dessus)

CHAPITRE II

Fonctionnement de la société

SECTION I

Organes essentiels de la société

I. *Les administrateurs ou le conseil d'administration*

D'après l'article 22 de la loi de 1867, la société est administrée par un ou plusieurs mandataires révocables, salariés ou gratuits, pris parmi les associés. Ces mandataires s'appellent *administrateurs* : on voit que la loi n'en fixe pas le nombre.

Les premiers administrateurs peuvent être désignés par les statuts, mais alors ils ne peuvent être nommés pour plus de trois ans. Dans tous les autres cas, ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, pour un laps de temps qui ne peut excéder six ans. (Art. 25 de la loi) Ils sont — sauf clause contraire — indéfiniment rééligibles.

On a vu ci-dessus que le premier conseil d'administration est investi d'une mission spéciale : celle de vérifier si les formalités légales ont été accomplies, et qu'au cas où il n'a pas rempli cette obligation, ses membres sont *solidaire ent* responsables du préjudice résultant pour les actionnaires et pour les tiers, de l'annulation de la société.

En dehors de cette mission, spéciale au premier conseil, le conseil d'administration a pour mission de gérer les affaires sociales. Ses pouvoirs sont généralement réglementés par les statuts. En principe, ils sont fort larges.

Pour empêcher que les administrateurs ne se trouvent en conflit entre leur intérêt personnel et celui de la société qu'ils représentent, l'article 40 de la loi leur fait défense de prendre ou de conserver un intérêt personnel direct ou indirect dans une entreprise ou un marché passé avec la société ou pour son compte. En principe, un administrateur ne peut donc être fournisseur, en son nom personnel, de la société dont il est le mandataire.

On reconnaît d'ailleurs que par les mots *marché* ou *entreprise*, la loi désigne un contrat de nature à s'exécuter par des prestations successives : un acte isolé de vente ou d'achat ne tomberait donc pas sous le coup de l'article 40.

On admet aussi que cet article n'est pas applicable aux marchés passés par voie de souscription et d'adjudication publique, l'emploi de ces formalités suffisant à garantir leur caractère sérieux.

L'interdiction de l'article 40 peut d'ailleurs être levée par un vote de l'assemblée générale des actionnaires — qui doit dans ce cas se faire rendre compte tous les ans de l'exécution du marché qu'elle a autorisé.

Les administrateurs sont responsables individuellement, conformément aux principes du mandat, des fautes qu'ils commettent dans l'accomplissement de leur gestion. D'après la jurisprudence, lorsqu'ils se rendent coupables de violation de la loi ou des statuts, ils en sont responsables non seulement vis-à-vis des actionnaires, mais même vis-à-vis des tiers. Ils ne sont responsables de leurs simples fautes de gestion que vis-à-vis des actionnaires. L'action en responsabilité que les actionnaires peuvent, dans ce cas, exercer contre eux est une action sociale, c'est-à-dire qu'elle peut être éteinte soit par une renonciation des représentants légaux de la société, soit par une transaction passée avec ceux-ci. Mais, tant qu'elle n'est pas éteinte de cette façon, les actionnaires peuvent l'exercer individuellement, dans la mesure du préjudice personnel qu'ils ont éprouvé.

Pour rendre, dans une certaine mesure, effective la responsabilité des administrateurs, l'article 26 de la loi exige qu'ils soient propriétaires d'un nombre d'actions minimum, déterminé librement, il est vrai, par les statuts; qu'elles soient nominatives, inaliénables, frappées d'un timbre énonçant cette inaliénabilité, et déposées dans la caisse sociale où elles sont affectées à la garantie solidaire de la gestion de tous les administrateurs.

L'article 22 de la loi permet aux administrateurs de se substituer un mandataire choisi, soit parmi eux — on l'appelle alors ordinairement *administrateur délégué*, soit en dehors de la société, — on l'appelle alors généralement *directeur*. Mais ce mandataire n'est qu'un agent d'exécution des ordres du conseil qui en reste responsable vis-à-vis de la société.

II. *Des commissaires de surveillance*

Ils constituent dans la société anonyme un organe de surveillance analogue au conseil de surveillance dans les sociétés en commandite par actions. Mais la loi n'en fixe pas le nombre. Ils ne peuvent être désignés par les statuts, mais seulement par l'assemblée générale des actionnaires, qui ne peut les nommer que pour un an. (Art. 32) Au cas où l'assemblée omettrait de faire cette désignation, ils seraient nommés par ordonnance du président du tribunal de commerce, à la requête de tout intéressé, après mise en cause des administrateurs. (Même article)

A la différence du contrôle du conseil de surveillance qui est permanent dans les sociétés en commandite par actions, (Voir ci-dessus) le contrôle des commissaires de surveillance est seulement temporaire dans les sociétés anonymes. Ils ne peuvent vérifier les livres, la caisse et le portefeuille de la société que dans le trimestre qui précède l'assemblée générale, (Art. 33) et ils ne peuvent exiger des administrateurs copie de l'inventaire, du bilan, du compte de profits et pertes, que le quarantième jour au plus tôt avant cette assemblée. (Art. 34) Ils présentent à l'assemblée un rapport qui doit être tenu à la disposition des actionnaires quinze jours au moins avant l'assemblée générale. (Art. 35)

Les statuts ne pourraient valablement restreindre les pouvoirs des commissaires de surveillance tels qu'ils sont réglementés par la loi. Cette réglementation légale constitue un minimum de garanties organisé tant dans l'intérêt des tiers que dans celui des actionnaires, et auxquels ceux-ci ne peuvent renoncer. Les statuts pourraient, au contraire étendre les pouvoirs des commissaires de surveillance.

Les commissaires sont responsables individuellement de leurs fautes, conformément aux principes du mandat, (Art. 43) et l'on admet qu'ils sont responsables non seulement envers les actionnaires, mais encore envers les tiers.

III. *Des assemblées générales*

Ce sont elles qui, dans la société anonyme, sont investies de la plénitude des pouvoirs. Elles sont donc beaucoup plus importantes que dans les sociétés en commandite par actions. Aussi la loi qui n'a pas cru devoir les réglementer dans ces sociétés, les règlemente-t-elle en détail dans les sociétés anonymes.

1° *Règles communes à toutes les assemblées générales.* Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou dûment représentés. (Art. 28) On ne tient donc pas compte des votes exprimés par correspondance.

Pour permettre à toute personne de vérifier si les assemblées générales ont bien réuni la majorité exigée par la loi, ce même article exige qu'il soit tenu une feuille de présence indiquant les nom, prénoms et domicile de chaque actionnaire, et le nombre d'actions dont il est porteur. Cette feuille, certifiée par le bureau de l'assemblée est déposée au siège social et doit être communiquée non seulement à tout actionnaire, mais à tout requérant quelle que soit sa qualité.

La loi n'a pas réglé la composition du bureau de l'assemblée : elle est donc réglée par les statuts. En général, l'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration assisté des deux plus forts actionnaires, et c'est le bureau qui désigne son secrétaire, chargé de rédiger le procès verbal.

Pour éviter des surprises, la jurisprudence admet qu'en principe l'assemblée ne peut valablement délibérer que sur les questions mentionnées à son ordre du jour, lequel doit être publié dans les journaux en même temps que la convocation de l'assemblée.

2° *Des assemblées constitutives.* On les a étudiées ci-dessus. On se bornera à y renvoyer.

3° *Des assemblées extraordinaires.* Ce sont celles qui se réunissent pour statuer sur des modifications à apporter aux statuts : prorogation ou dissolution avant terme de la société, augmentation ou diminution du capital social, etc. La loi ne s'en occupe que pour dire, dans l'article 31, qu'elles ne délibèrent valablement que si elles sont composées d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social. Cette rédaction, trop laconique, laisse subsister bien des doutes sur la composition des assemblées générales extraordinaires. La loi n'ayant limité les pouvoirs des statuts que pour les assemblées constitutives, il semble rationnel d'en conclure que, dans les assemblées extraordinaires, ils fixent librement le nombre d'actions qu'il faut posséder pour pouvoir assister à ces assemblées, et le nombre de voix qu'y a chaque actionnaire, sans être astreints à ne pas dépasser le maximum de dix voix. Il ne paraît pas possible d'ailleurs d'exiger pour les assemblées extraordinaires des conditions plus sévères que pour les assemblées constitutives. Il faut donc admettre qu'une seconde assemblée réunie dans les formes de l'article 30 pourra statuer si elle représente un cinquième du capital social.

4° *Des assemblées ordinaires.* Elles se réunissent chaque année au moins, à l'époque prévue par les statuts pour examiner les comptes du conseil d'administration, les approuver, s'il y a lieu, voter, s'il y a lieu, une distribution de dividende, nommer le ou les commissaires de surveillance et, s'il y a lieu, les administrateurs.

L'assemblée ordinaire est nulle si elle n'a pas été précédée du rapport des commissaires. (Art. 32) Pour permettre à l'assemblée de statuer le plus possible en connaissance de cause, l'article 35 dispose que quinze jours au moins avant l'assemblée générale, tout actionnaire peut prendre connaissance, au siège social, de l'inventaire et de la liste des actionnaires, et se faire délivrer copie du bilan résumant l'inventaire et du rapport des commissaires.

Pour les assemblees ordinaires les statuts déterminent librement le nombre d'actions qu'il faut posséder pour pouvoir y être admis, et le nombre de voix qui appartient à chaque actionnaire, sans être liés par le maximum de dix voix. (Art. 27 § 1) Mais depuis la loi de 1893 les actionnaires qui n'ont pas le nombre d'actions exigé par les statuts peuvent se grouper pour atteindre ce nombre, et se faire représenter par l'un d'entre eux.

L'assemblée ne peut, en principe, délibérer valablement que si elle réunit un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social. (Art. 29) Mais si ce *quorum* n'est pas atteint, une seconde assemblée tenue non dans les délais de l'article 30, mais dans les délais et les conditions fixés par les statuts, délibère valablement quelle que soit la portion du capital social représentée. (Même article).

SECTION II

Diverses règles relatives au fonctionnement des sociétés anonymes

En principe, elles sont les mêmes que pour les sociétés en commandite par actions, notamment en ce qui concerne l'action en restitution des dividendes fictifs, et la représentation des actionnaires en justice. (Voir ci-dessus)

Signalons seulement l'institution d'une réserve obligatoire : un vingtième au moins des bénéfices doit être prélevé, chaque année, pour la constitution d'un fonds de réserve, et ce prélèvement ne cesse d'être obligatoire que lorsque le fonds de réserve a atteint le dixième du capital social. (Art. 36)

CHAPITRE III

Dissolution, liquidation et partage

(Voir ci-dessous)

TITRE SEPTIÈME

Des sociétés anonymes ou mutuelles d'assurances et des tontines

Nous ne pourrions nous en occuper en détail, sans dépasser de beaucoup les limites de ce travail. Bornons-nous à indiquer d'un mot que les sociétés anonymes et les sociétés mutuelles d'assurances contre les accidents et spécialement contre l'incendie, sont soumises — notamment en ce qui concerne le placement de leurs capitaux — à des règles particulières édictées par un règlement d'administration publique du 22 janvier 1868, complété par un second règlement du 10 juillet 1901 — que les sociétés d'assurances contre les accidents du travail sont également soumises à des règles spéciales édictées par un règlement d'administration publique du 28 février 1899 — qu'enfin, aux termes de l'article 66 de la loi de 1867, les sociétés anonymes d'assurances sur la vie et les tontines ne peuvent se constituer qu'avec l'autorisation préalable du gouvernement donnée par décret rendu en Conseil d'Etat.

TITRE HUITIÈME

Des sociétés à capital variable

On a vu ci-dessus qu'en principe les sociétés ne peuvent augmenter ou diminuer leur capital qu'en remplissant les formalités prescrites pour les modifications aux statuts. Cependant l'article 48 de la loi de 1867 permet d'insérer dans les statuts de toute société, quelle que soit sa forme, (en nom collectif, en commandite ou anonyme) une clause autorisant les associés à se retirer en emportant leur mise, et autorisant par contre la société à admettre des associés nouveaux apportant de nouvelles mises. Lorsqu'une paraille clause a été stipulée, la société est à personnel et à capital variables ou comme on dit plus brièvement, à capital variable.

Les sociétés à capital variable sont d'abord soumises, en principe, à toutes les règles des sociétés dont elles empruntent la forme. Elles sont soumises en outre à des règles spéciales qui sont communes, les unes à toutes les sociétés à capital variable, les autres, seulement aux sociétés à capital variable constituées par actions.

I. *Règles communes à toutes les sociétés à capital variable*

« Il peut être stipulé, dit l'article 48, dans les statuts de toute société que le « capital social sera susceptible d'augmentation par des versements successifs faits « par les associés ou l'admission d'associés nouveaux, soit de diminution par la « reprise totale ou partielle des apports effectués. »

On peut également réserver aux associés le droit d'exclure à la majorité exigée pour la modification aux statuts, un ou plusieurs associés. (Art. 52)

Le droit de retraite volontaire ou d'exclusion des associés ne peut d'ailleurs s'exercer jusqu'à épuisement complet du capital social, les statuts doivent

déterminer une somme au-dessous de laquelle le capital ne peut descendre, et cette somme ne peut être inférieure au dixième du capital social. (Art. 51)

L'associé qui se retire ou qui est exclu de la société reste responsable pendant cinq ans après sa retraite des dettes sociales antérieures à cette retraite. (Art. 52 § 3) Il n'est naturellement pas tenu des dettes postérieures à sa retraite.

Dans les sociétés à capital variable les changements ou retraites d'associés n'ont pas besoin d'être publiés sauf quand il s'agit du changement ou de la retraite d'un associé gérant ou administrateur. (Art. 62)

II. *Règles spéciales aux sociétés à capital variable constituées par actions*

La loi leur a accordé deux faveurs subordonnées à la condition que le capital originaire ne sera pas supérieur à 200 000 fr. et qu'il ne sera pas augmenté de plus de 200 000 fr. par an. (Art. 49)

La première de ces faveurs était de pouvoir émettre des actions de 50 fr. tandis que sous l'empire de la loi de 1867, le minimum des actions était de 100 fr. Cette faveur ne peut plus guère recevoir son application maintenant que dans les sociétés dont le capital ne dépasse pas 200 000 fr. on peut émettre des actions de 25 fr. Cependant la faveur accordée par l'art 50 de la loi trouverait encore son application au cas où, par suite d'augmentation de capital, la société aurait un capital dépassant 200 000 fr.

La seconde faveur est qu'il suffit, pour la constitution de la société, d'un versement d'un dixième, et encore ce versement n'a-t-il pas besoin d'être fait distinctement sur chaque action, il suffit qu'il soit fait sur l'ensemble du capital social. (Art. 51 § 3)

TITRE NEUVIÈME

De la dissolution, de la liquidation et du partage des sociétés

CHAPITRE I

Des causes de la dissolution

Les lois spéciales au commerce ne se sont pas occupées, sauf dans un cas particulier, des causes de dissolution des sociétés. Pour trouver ces causes, il faut se reporter aux articles 1865 et 1876 Code civil.

Les sociétés se dissolvent :

1° *Par l'expiration du temps pour lequel elles ont été contractées.* (Art. 1865 § 1) C'est le mode normal de dissolution des sociétés.

On rappelle ici que les associés peuvent, soit dissoudre la société avant le terme fixé, soit au contraire la proroger, c'est-à-dire la prolonger au delà de ce terme. Mais dans les sociétés de personnes, ces mesures ne pourraient être autorisées à la simple majorité que si les statuts en avaient ainsi disposé. Dans le cas contraire, l'unanimité serait nécessaire. Dans les sociétés par actions, au contraire, ces mesures peuvent être votées par l'assemblée générale à la majorité exigée pour le modifications aux statuts. (Voir notamment l'article 31 de la loi de 1867)

2° *Par la consommation de la négociation,* si la société a été fondée seulement en vue d'une affaire déterminée.

3° *Par la perte totale du fonds social.* Dans les sociétés anonymes, l'article 37 de la loi de 1867 exige qu'en cas de perte des trois quarts du fonds social, l'assemblée générale soit convoquée pour délibérer sur l'opportunité d'une dissolution anticipée.

4° *Par la mort, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés.* Cette cause de dissolution ne s'applique que dans les sociétés de personnes. Elle n'est pas applicable aux sociétés de capitaux.

Même dans les sociétés de personnes les statuts peuvent écarter cette cause de dissolution et dire, soit que la société continuera entre les associés survivants, les héritiers de l'associé décédé ayant seulement droit au remboursement de la valeur de la part de leur auteur, d'après le chiffre du dernier inventaire, soit qu'elle continuera entre les associés survivants et les héritiers du prédécédé. On stipule alors souvent que ceux-ci deviendront de simples commanditaires.

5° *Par décision judiciaire*, qu'un des associés peut toujours provoquer pour une cause légitime, (Art. 1871) telle que manquement de l'un des associés à ses obligations, incapacité d'un associé, mésintelligence persistante entre les associés, improductivité persistante de la société, etc.

Aux termes de l'article 61 de la loi de 1867, les *actes* et *délibérations* ayant pour objet la dissolution de la société doivent être régulièrement publiés. La publication de la dissolution n'est donc nécessaire que si elle résulte d'un acte ou d'une délibération. Il n'y aurait donc lieu à aucune publication si la dissolution résultait soit de l'expiration du terme fixé, soit de la mort, de l'interdiction ou de la faillite d'un des associés; mais la dissolution prononcée par jugement devrait être publiée.

CHAPITRE II

De la liquidation des sociétés

Les associés n'ont droit, après la dissolution de la société, qu'à une part de ce qui restera du fonds social après paiement des créanciers sociaux. Ils ne peuvent donc procéder entre eux au partage des biens sociaux qu'après que l'actif a été dégagé du passif. Il faut, avant tout partage, terminer les opérations en cours, recouvrer les créances sociales, réaliser les valeurs constituant l'actif. Ce sont ces opérations préliminaires au partage qui constituent la *liquidation.*

I. *Par qui est faite la liquidation?*

Dans les sociétés en nom collectif la liquidation peut, à défaut de désignation d'un liquidateur, être faite par tous les associés. Dans les autres sociétés, il est indispensable d'y faire procéder par un ou plusieurs liquidateurs.

Il est toujours prudent d'insérer dans les statuts des sociétés de personnes, une clause portant que le liquidateur pourra être désigné et le mode de liquidation déterminé par la majorité des associés. En l'absence d'une telle clause l'unanimité serait nécessaire, ou alors il faudrait faire nommer le liquidateur par le tribunal de commerce.

Dans les sociétés par actions, ces mesures peuvent être prises par l'assemblée générale, à la majorité requise pour la modification aux statuts.

II. *Quels sont les pouvoirs du liquidateur?*

Ils sont généralement déterminés par l'acte même qui le nomme, mais même dans le silence de cet acte, on admet qu'ils sont très étendus et comprennent

tout ce qui est nécessaire à l'accomplissement de sa mission. Un pouvoir spécial ne lui serait nécessaire que pour aliéner ou hypothéquer les immeubles sociaux ou pour emprunter.

III. *Survivance de l'être moral pendant la liquidation*

La jurisprudence admet, pour des raisons d'utilité pratique, que bien qu'au point de vue du droit strict, la dissolution de la société mette fin à son existence, elle est cependant censée se survivre pendant sa liquidation et pour les besoins de celle-ci. Elle ne disparaît donc complètement qu'au moment où les opérations de la liquidation étant terminées, et l'actif complètement dégagé du passif, il n'y a plus qu'à procéder au partage de l'actif net. Le liquidateur rend alors ses comptes, soit aux associés soit au tribunal qui l'a nommé.

CHAPITRE III

Du partage des sociétés

L'article 1872 pose le principe que les règles concernant le partage des successions sont applicables au partage des sociétés. S'il y a des associés mineurs, le partage ne peut donc être fait qu'en justice.

CHAPITRE IV

De la prescription dans les sociétés commerciales

Tant que dure la société, il n'existe aucune règle spéciale en ce qui concerne la prescription. Mais après la dissolution, il résulte de l'article 64 du Code de commerce que les actions des tiers contre les associés non liquidateurs, leurs veuves, héritiers ou ayants cause se prescrivent par cinq ans.

Les actions des tiers contre les associés liquidateurs ou les héritiers de ceux-ci, et les actions des associés contre leurs coassociés, liquidateurs ou non liquidateurs restent donc soumises aux règles ordinaires de la prescription.

Lorsque la dissolution résulte d'un acte ou d'une délibération soumise à la nécessité d'une publication, (Voir ci-dessus) les cinq ans ne courent qu'à partir de la publication. Il semble que, dans les autres cas, les cinq ans doivent courir du jour de la dissolution elle-même.

TITRE DIXIÈME

Des associations en participation

On a vu, ci-dessus, qu'indépendamment des trois espèces de sociétés commerciales qu'il règlemente, le Code de commerce reconnaît les *associations en participation*. (Art. 47 Code de comm.)

La loi n'a pas défini ces associations, mais on est aujord'hui d'accord pour reconnaître que leur caractère essentiel est de produire, dans les rapports des associés entre eux, tous les effets d'une véritable société, mais de n'avoir aucune existence vis-à-vis des tiers. On ne pourrait donc pas reconnaître le caractère d'une association en participation à une société qui aurait une raison sociale, un siège social, ou qui serait destinée à se manifester aux tiers d'une façon quelconque.

Il résulte de l'article 49 du Code de commerce, qu'à la différence des autres sociétés commerciales, lesquelles doivent nécessairement être constatées par écrit, (Art. 39 Code de comm.) l'association en participation peut être prouvée par tous moyens.

L'association en participation ne doit pas être publiée. (Art. 50) Cela résulte de ce que précisément elle ne doit pas se manifester aux tiers.

A la différence des autres sociétés commerciales, l'association en participation qui ne doit pas se manifester aux tiers, ne constitue pas une personne morale distincte de la personne des membres qui la composent. Elle ne peut donc pas avoir de patrimoine, et les créanciers résultant des opérations qu'on a faites, pour son compte, n'auraient aucun droit de préférence sur un patrimoine social qui n'existe pas. Elle ne pourrait être mise en faillite, ni même faire l'objet d'une liquidation proprement dite.

En principe, chacun des participants reste propriétaire, soit des objets qu'il a apportés dans la participation, soit des marchandises ou autres valeurs qu'il aurait achetées pour le compte de celle-ci. On pourrait cependant stipuler que ces objets deviendront la copropriété indivise de tous les participants; mais on ne pourrait pas stipuler qu'ils deviendront la propriété de la participation, puisqu'elle n'a pas de personnalité morale.

Les affaires de la participation sont gérées par le participant ou les participants auxquels cette gestion a été conférée par la convention. Mais ils doivent agir au regard des tiers en leur nom personnel, et comme s'il s'agissait de leurs propres affaires.

Au contraire, dans les rapports des participants entre eux, la participation produit tous les effets d'une véritable société. Ils participent aux bénéfices ou aux pertes dans la proportion fixée par la convention qui les lie.

LIVRE QUATRIÈME

De certains contrats commerciaux

TITRE PREMIER

Règles communes à tous les contrats commerciaux

On a vu ci-dessus qu'en matière civile la loi avait établi un système de preuves organisé de telle sorte que, dans de nombreux cas par exemple, la preuve ne peut être faite que par écrit.

En matière commerciale, c'est le principe contraire qui prévaut : tous les modes de preuve y sont admis. C'est ce qui résulte de l'article 109 Code de comm. Cet article est placé, il est vrai, dans le Code sous le titre des achats et ventes, mais tout le monde reconnaît qu'il s'applique à tous les contrats commerciaux sauf disposition contraire.

Il y a en effet certains contrats commerciaux qui ne peuvent être prouvés que par écrit : la société, (Art. 39 Code de comm.) les contrats maritimes, etc.

En droit civil, les intérêts moratoires, c'est à dire ceux qui sont dûs pour retard dans le paiement d'une somme d'argent, ne sont que de 4 %, (Loi du

7 avril 1900) et l'intérêt stipulé par la convention ne peut dépasser 5 %. (Loi du 22 septembre 1807) En droit commercial l'intérêt moratoire est de 5 %, (Loi du 7 avril 1900) et l'intérêt conventionnel peut être librement fixé par les parties. (Loi du 12 janvier 1886)

En droit civil, la mise en demeure ne peut, en principe, résulter que d'une sommation faite par huissier ou d'un acte équivalent. (Art. 1139) En droit commercial la mise en demeure peut résulter de toute interpellation suffisante adressée par le créancier au débiteur et par exemple d'une lettre recommandée, ou même d'une lettre ordinaire, s'il est certain qu'elle est parvenue au destinataire.

Enfin, en droit commercial, la solidarité se présumera assez facilement entre débiteurs, en vertu de l'usage qui a la même force qu'une convention. (Art. 1202 Code civ.)

TITRE DEUXIÈME

De la vente commerciale

Il faut, bien entendu, appliquer à la vente commerciale les règles générales édictées par le Code civil relativement au contrat de vente.

On se bornera à indiquer ici les règles spéciales à la vente commerciale.

CHAPITRE I

Règles générales applicables à toutes les ventes commerciales

Les principales sont les suivantes :

1° En principe, les marchandises vendues au poids sont censées vendues au *poids net*, c'est à dire déduction faite du poids du contenant. Lorsqu'il y a deux emballages, l'emballage intérieur, s'il est considéré dans l'usage comme une marchandise, et s'il est conforme aux habitudes du commerce, est compris dans le poids net.

La *tare* est le poids présumé du contenant pour certaines marchandises vendues au poids net, qu'il n'est pas d'usage de déballer. Le montant de la tare a été fixé, pour un certain nombre de marchandises, soit par la loi du 13 juin 1866, soit par un décret du 15 juin 1867.

2° Par exception, un certain nombre de marchandises énumérées en un tableau joint à la loi de 1866 sont censées vendues au *poids brut*. L'emballage doit alors être conforme aux usages du commerce.

3° En principe, et sauf les exceptions portées au tableau, l'emballage reste à l'acheteur.

4° Dans les ports de mer, les marchandises autres que les articles manufacturés se vendent sur le pied de 2 % d'escompte au comptant. Lorsque le vendeur consent à convertir tout ou partie de l'escompte en terme, l'escompte se règle à raison de $^1/_2$ % par mois.

Cette loi donne également des renseignements intéressants sur la contenance de certains fûts et de certaines bouteilles, sur les déductions pour coulage ou usure des marchandises, etc.

La marchandise livrée doit être conforme à la qualité convenue. Si aucune stipulation de qualité n'est intervenue, le vendeur doit livrer une marchandise de *qualité marchande*, ou *de recette*, c'est-à-dire que l'acheteur puisse écouler sans difficulté.

Lorsque la vente a lieu *sur échantillon*, la marchandise livrée doit être rigoureusement conforme à l'échantillon que l'acheteur doit naturellement conserver avec soin pour exercer son contrôle. En principe, la moindre différence entre la marchandise livrée et l'échantillon autorise l'acheteur à refuser la marchandise. Cependant, pour certaines marchandises, l'usage admet qu'une légère différence ne donne lieu qu'à une réduction du prix qu'on appelle *bonification* ou *réfaction*.

Certaines marchandises sont vendues *arbitrables sur type*. Les types sont des échantillons déposés aux chambres de commerce, ou aux syndicats, et auxquels les parties sont censées s'être référées.

Si le vendeur ne livre pas la marchandise à l'époque convenue, l'acheteur peut, après une mise en demeure résultant par exemple d'une lettre recommandée, *se remplacer*, c'est-à-dire se pourvoir ailleurs de la marchandise dont il a besoin, aux risques et périls de son vendeur. Il devra alors évidemment se faire délivrer par son nouveau vendeur, une facture régulière, afin de pouvoir, le cas échéant, exercer un recours contre le vendeur originaire.

Dans les ventes de denrées et effets mobiliers, c'est-à-dire en somme dans toutes les ventes commerciales, si l'acheteur ne retire pas la marchandise au terme convenu, le vendeur peut, s'il le veut, considérer la vente comme résolue de plein droit et sans sommation. (Art. 1657 Code civ.)

CHAPITRE II

De différentes espèces de ventes commerciales

I. *Ventes à livrer ou marchés à terme*

Ce sont des ventes dans lesquelles un terme est stipulé tout à la fois pour la livraison de la marchandise et pour le paiement du prix. On les appelle plus spécialement *ventes à livrer* quand elles portent sur des marchandises, et *marchés à terme* lorsqu'elles portent sur des valeurs de bourse. Généralement le vendeur *vend à découvert*, c'est-à-dire qu'au moment de la vente, il n'a pas à sa disposition les marchandises qu'il vend, mais il espère se les procurer avant l'époque de l'échéance à un prix inférieur à celui pour lequel il les a vendues : il spécule à la baisse. Généralement aussi l'acheteur ne se propose pas de conserver pour lui les marchandises achetées : il espère les revendre à bénéfice avant l'échéance : il spécule à la hausse. La plupart du temps l'affaire ne se règle pas par la livraison des marchandises et le paiement de leur prix, mais uniquement par le paiement d'une simple différence. La légalité des marchés à terme a été longtemps contestée : aujourd'hui la loi du 28 mars 1885 met leur validité à l'abri de toute contestation.

II. *Ventes par filières*

Elles sont usitées à Paris et à Marseille notamment pour les grains, les huiles, les sucres, les alcools. Le vendeur remet à son acheteur un ordre de livraison adressé au détenteur de la marchandise — c'est ce qu'on appelle la *filière* — ce titre est à ordre et se transmet par voie d'endossement, chacun des vendeurs successifs l'endosse au profit de son acheteur. Au jour de la livraison, le dernier acheteur qu'on appelle réceptionnaire, se fait livrer la marchandise par le détenteur.

Pour simplifier le règlement, l'usage accorde au premier vendeur une action directe en paiement du prix contre le réceptionnaire. Seulement, bien entendu,

le premier vendeur ne peut exiger ni plus que ce qu'on lui a promis à lui-même, ni plus que le prix que s'est engagé à payer le réceptionnaire. Quant aux différences de prix entre les vendeurs successifs, elles sont réglées soit directement entre eux, soit plus généralement par l'intermédiaire d'un liquidateur spécial qui s'appelle filiériste.

III. *Vente de fonds de commerce*

Il importe de signaler l'usage qui s'est établi à Paris et dans quelques grandes villes de publier les ventes de fonds de commerce dans un des journaux désignés pour recevoir les annonces légales, et de surseoir pendant un délai de dix jours au paiement du prix, afin que les créanciers du vendeur puissent pendant ce temps faire valoir leurs droits. La jurisprudence n'a pas encore eu l'occasion de décider avec précision si cet usage est assez général pour être devenu obligatoire.

TITRE TROISIÈME

Du contrat de commission

I. *De la nature et des caractères essentiels de la commission*

La commission n'est pas autre chose en réalité que le mandat appliqué aux affaires commerciales; on peut la définir : un contrat par lequel une personne appelée *commettant* donne pouvoir à une autre personne appelée *commissionnaire* de faire pour son compte un ou plusieurs actes de commerce.

Suivant un usage tellement général qu'il est presque absolu, le commissionnaire agit toujours en son nom personnel quoique pour le compte de son commettant. Toutefois la circonstance que, par dérogation à cet usage, le commissionnaire aurait agi au nom du commettant, ne modifierait en rien la nature du contrat.

Le contrat de commission peut s'appliquer aux actes les plus divers. C'est ainsi par exemple, qu'il y a des commissionnaires de transports dont le Code de commerce s'occupe dans ses articles 96 à 102. Nous ne nous occuperons ici que des commissionnaires en marchandises.

II. *Obligations du commissionnaire envers le commettant*

Le commissionnaire doit exécuter les opérations dont le commettant l'a chargé en se conformant scrupuleusement à ses instructions, et sans être autorisé à s'en écarter. S'il ne se conforme pas à ses instructions, s'il vend moins cher, ou s'il achète plus cher qu'il n'y a été autorisé, ou si, chargé de vendre au comptant il a vendu à crédit, le commettant peut lui laisser l'affaire pour compte. C'est ce que l'on exprime par l'adage : *qui passe commission perd.*

Si le commettant n'a pas donné au commissionnaire d'instructions spéciales, celui-ci doit agir au mieux des intérêts de son mandant.

Le commissionnaire doit apporter aux affaires dont il est chargé tous les soins qu'on est en droit d'attendre d'un commerçant expérimenté.

Le commissionnaire ne doit pas, sans avoir obtenu l'assentiment préalable de son commettant, faire la *contre partie*, c'est à dire se porter acheteur pour lui-même ou pour un autre de ses clients, des marchandises qu'il est chargé de vendre, ou réciproquement. Il ne faut pas en effet qu'il puisse se trouver placé entre son intérêt personnel et l'intérêt du commettant qu'il est chargé de défendre.

Le commissionnaire ne doit pas retirer de l'opération d'autre bénéfice que la commission qui lui a été promise. Il commettrait un véritable abus de confiance s'il facturait les marchandises au commettant plus cher qu'il ne les aurait achetées.

En principe, le commissionnaire n'est pas garant de l'exécution des engagements des personnes avec lesquelles il traite, et il n'engagerait sa responsabilité envers le commettant que s'il avait traité avec des personnes notoirement insolvables.

Le commissionnaire qui, par exception, se rend garant de l'exécution des engagements des personnes avec lesquelles il traite s'appelle commissionnaire *ducroire*. Il touche, bien entendu, une commission plus forte.

III. *Obligation du commettant envers le commissionnaire*

Il doit payer le salaire convenu qu'on appelle *commission*, comme le contrat lui-même, et qui est généralement fixé à raison d'un tant pour cent sur les opérations faites. Le commissionnaire ducroire touche une commission double.

Le commettant doit, en outre, conformément aux principes généraux du mandat, rembourser au commissionnaire ses frais et avances, l'indemniser des engagements qu'il a contractés ou des pertes qu'il a subies à raison de son mandat. (Art. 1999 et 2000 Code civ.)

IV. *Des effets, à l'égard des tiers, des actes passés par le commissionnaire*

Lorsque, par exception, le commissionnaire traite au nom du commettant, il ne s'oblige pas lui-même, c'est le commettant qui, conformément aux principes ordinaires du mandat, devient seul créancier ou débiteur des tiers.

Mais, à peu près toujours, le commissionnaire traite en son nom personnel. C'est alors lui qui devient personnellement créancier ou débiteur des tiers avec lesquels il a traité.

Le commettant ne peut agir contre les tiers ou être actionné par eux qu'en vertu du droit que l'article 1166 Code civ. donne aux créanciers d'exercer les droits et actions de leur débiteur; cette action s'appelle *l'action oblique*.

Mais lorsqu'elle est exercée par le commettant, elle présente cette particularité qu'au lieu de profiter à tous les créanciers du commissionnaire, comme elle devrait le faire, en vertu du principe général de l'article 1166, elle profite exclusivement au commettant lui-même. Cela résulte notamment de l'article 575 § 2 Code de comm. qui, en cas de faillite du commissionnaire, permet au commettant de revendiquer à son profit, à l'encontre des autres créanciers de la faillite, le prix des marchandises que le commissionnaire a vendues pour son compte et qui n'a pas encore été payé par les acheteurs au moment de la déclaration de faillite.

V. *Privilège du commissionnaire*

L'article 95 du Code de commerce modifié par la loi du 23 mai 1863, accorde au commissionnaire, pour garantie du remboursement de ses frais et avances et du paiement de sa commission, un privilège sur toutes les marchandises du commettant qui sont en sa possession, soit qu'elles soient déjà dans ses magasins déposées ou consignées, soit qu'elles lui soient seulement expédiées, s'il est déjà nanti du connaissement ou des lettres de voiture qui représentent ces marchandises.

Ce privilège repose sur l'idée que le commettant a tacitement donné ses marchandises en gage au commissionnaire. Comme le privilège du créancier gagiste, le privilège du commissionnaire ne subsiste donc que tant que les marchandises restent en la possession du commissionnaire.

Ce privilège ne garantit pas seulement les frais, avances et commissions dûs à l'occasion des marchandises qui en sont grevées, mais il garantit en outre tout ce qui peut être dû au commissionnaire, même pour opérations antérieures.

Après de longues discussions, on est aujourd'hui d'accord pour reconnaître que le privilège de l'article 95 du Code de commerce appartient aussi bien au commissionnaire chargé d'acheter qu'au commissionnaire chargé de vendre.

TITRE QUATRIÈME

Du gage commercial et des magasins généraux

CHAPITRE I

Du gage commercial

On sait que le contrat de gage est un contrat par lequel un débiteur — ou un tiers agissant dans l'intérêt de celui-ci — remet à son créancier un objet mobilier en lui conférant le droit de retenir cet objet jusqu'à parfait paiement, et, en cas de non paiement de le faire vendre et de se payer sur le prix, par préférence à tous autres.

Les formalités du gage civil sont assez compliquées.

D'une part, le gage ne peut être constitué sur des meubles corporels qu'au moyen d'un acte authentique, ou d'un acte sous seings privés ayant acquis date certaine par l'enregistrement lorsque le montant de la créance garantie et la valeur de l'objet donné en gage dépassent l'un et l'autre 150 fr. Lorsque le gage ou constitué sur des meubles incorporels, par exemple sur une créance la rédaction d'un acte écrit et son enregistrement sont exigés même lorsque la valeur est inférieure à 150 fr. et il faut en outre, dans ce cas, que le contrat de gage soit signifié par huissier au débiteur cédé, conformément à l'article 1690 Code civil. (Art. 2074 et 2075 Code civil)

D'autre part, le créancier gagiste ne peut faire vendre l'objet qui lui a été remis en gage qu'après s'y être fait autoriser par un jugement. (Art. 2078)

Les articles 91 à 93 du Code de commerce, modifiés par la loi du 23 mai 1863, ont eu pour but de simplifier ces formalités en matière de gage commercial.

Mais d'abord, qu'est-ce qu'un gage commercial?

L'article 91 nous le dit : « C'est un gage constitué soit par un commerçant, « soit par un individu non commerçant pour un acte de commerce. » Ce qui détermine donc le caractère du gage, c'est le caractère de la dette pour sûreté de laquelle il a été constitué, et il faut examiner le caractère de cette dette elle même vis à vis du débiteur. Si donc le débiteur a fait acte de commerce en contractant la dette, le gage lui-même sera commercial.

Aucune condition de forme n'est exigée par l'article 91 pour la validité de la constitution du gage commercial portant sur des meubles corporels ou sur des titres au porteur. Il suffit que les objets aient été mis et soient restés en la possession du créancier gagiste.

Pour les meubles incorporels, il faut distinguer : s'il s'agit de titres à ordre, la mise en gage peut se faire par un simple endossement du titre, — s'il s'agit de titres nominatifs, elle peut être réalisée au moyen d'un transfert en garantie — enfin, s'il s'agit d'une créance ordinaire, il faudra un acte écrit, signifié au débiteur cédé dans les termes de l'article 1690 Code civil. (Art. 91 Code de commerce)

Quant à la réalisation du gage, le créancier n'a plus besoin d'obtenir un jugement pour se faire autoriser à y procéder : il peut faire vendre sans jugement l'objet constitué en gage, huit jours après une sommation de payer adressée au débiteur et restée infructueuse. (Art. 93 Code commerce)

Quelques établissements privilégiés : la Banque de France, lorsqu'elle est autorisée à prêter sur titres, le Crédit Foncier de France, lorsqu'il prête sur ses propres obligations, sont autorisés par leur législation spéciale à réaliser le gage dès le lendemain de l'échéance et sans avoir besoin d'adresser préalablement une sommation au débiteur.

CHAPITRE II

Des magasins généraux

Ils ont été établis en France par une loi du 28 mai 1858 complétée par un règlement d'administration publique du 12 mars 1859 et modifiée par une loi du 31 août 1870.

SECTION I

Création et administration des magasins généraux

Les magasins généraux ne peuvent être établis qu'en vertu d'une autorisation préfectorale donnée après avis de la chambre de commerce et du tribunal de commerce. Les exploitants sont astreints au dépôt préalable d'un cautionnement qui peut varier de 20 000 à 100 000 fr. L'autorisation peut être retirée quand les exploitants se rendent coupables d'abus de nature à préjudicier gravement aux intérêts du commerce.

Le principal objet des magasins généraux est de recevoir en dépôt les marchandises qui leur sont confiées. Mais ils peuvent en outre se charger de l'accomplissement des formalités relatives au transport et à l'exportation des marchandises : formalités de douane, de régie et d'octroi, factage et camionnage des marchandises, opérations de frêt et d'assurances, etc. Enfin, depuis la loi de 1870, ils peuvent prêter sur les marchandises qui leur sont remises en dépôt, et négocier les warrants qui les représentent.

Les exploitants doivent mettre leurs magasins, sans tour de faveur, à la disposition de tous.

Les tarifs qu'ils se proposent d'appliquer sont portés à la connaissance du préfet à l'appui de la demande d'autorisation.

Tous les changements apportés à ces tarifs doivent être d'avance affichés et communiqués au préfet, à la chambre de commerce et au tribunal de commerce. Ceux qui auraient pour objet de relever les tarifs ne deviendraient exécutoires que trois mois après cet affichage et cette communication.

SECTION II

Opérations auxquelles donnent lieu les marchandises déposées aux magasins généraux

I. *Titres délivrés en échange de la marchandise déposée*

En échange de sa marchandise tout déposant reçoit deux titres qui sont extraits d'un même registre à souche, et qui sont l'un et l'autre à ordre, et par conséquent transmissibles par voie d'endossement. Ces titres indiquent les

nom, profession, et domicile du déposant, la nature de la marchandise déposée, et contiennent toutes indications propres à en établir l'identité. (Art. 1 et 2 de la loi de 1858) Ils peuvent en outre indiquer la valeur des marchandises qu'on fait alors estimer par un courtier assermenté. (Art. 14 du décret de 1859)

L'un de ces titres qu'on appelle *récépissé* est destiné à permettre de transférer la propriété de ces marchandises.

L'autre, qu'on appelle *warrant*, est destiné à les mettre en gage.

Lorsque le déposant veut transférer la propriété de sa marchandise sans la donner en gage, il endosse à la fois à son acheteur les deux titres. Celui-ci peut alors, soit retirer la marchandise, soit en transférer à son tour la propriété, ce qu'il fera de la même façon, soit enfin donner lui-même la marchandise en gage.

II. *Cas où la marchandise est donnée en gage*

Lorsque le déposant veut emprunter sur sa marchandise, il endosse le warrant au profit de son prêteur. Cet endossement qui, bien entendu, doit être daté, doit énoncer le montant de la somme prêtée, la date de son échéance, les nom, profession et domicile du créancier. (Art. 5 de la loi de 1858) Le bénéficiaire de cet endossement doit immédiatement le faire transcrire avec toutes ses énonciations, sur un registre spécial tenu à cet effet par le magasin général. Il est fait mention de cette transcription sur le warrant lui-même. (Même article) Tant que cette transcription n'a pas eu lieu l'endossement est non avenu à l'égard des tiers.

III. *Droits du porteur du warrant séparé du récépissé*

Bien entendu, le porteur du warrant peut lui-même l'endosser au profit de cessionnaires subséquents; il peut l'escompter chez un banquier. La Banque de France est autorisée à se livrer à cet escompte, et, par une faveur de la loi, elle peut alors prêter sur deux signatures seulement, (Art. 11 de la loi de 1858) tandis que d'après ses statuts elle ne peut prêter que sur trois signatures. Le warrant compte donc pour une signature.

Lorsque l'échéance arrive et que le porteur du warrant n'est pas payé, il doit d'abord, sous peine de perdre son recours contre les endosseurs, faire protester le warrant, par un acte d'huissier, le lendemain de l'échéance.

Huit jours après cette sommation, il peut, sans formalités de justice, faire procéder à la vente aux enchères de la marchandise, et se faire payer sur le prix par préférence à tous autres. Il n'est primé que par les droits fiscaux et les droits de magasinage dus par la marchandise elle même. (Art. 7 et 8 de la loi de 1858)

Il doit faire procéder à cette vente dans le mois qui suit le protêt, sous peine de perdre son recours contre les endosseurs. (Art. 8 § 3)

Si le prix de vente excède la somme due et les frais, l'excédent appartient au propriétaire de la marchandise, c'est-à-dire au porteur du récépissé.

Si le prix de vente est insuffisant pour désintéresser le porteur du warrant, celui-ci peut exercer un recours contre son emprunteur et contre les endosseurs qui sont tous solidairement responsables envers lui.

Il doit, sous peine de déchéance, exercer ce recours contre tous ceux qu'il veut poursuivre dans la quinzaine de la vente. (Art. 9 de la loi et Art. 165 et suiv. Code de commerce)

Le porteur du warrant ne peut d'ailleurs agir contre son emprunteur et les endosseurs qu'après la vente de la marchandise, et en cas d'insuffisance du prix de celle-ci.

IV. *Droits du porteur du récépissé séparé du warrant*

Le porteur du récépissé est propriétaire de la marchandise sous réserve des droits du porteur du warrant. Il ne peut donc en obtenir la livraison qu'après paiement ou consignation de la somme due à celui-ci.

Par cela seul que le récépissé lui a été endossé séparément du warrant, le porteur de ce titre voit que la marchandise a été mise en gage. Il n'a qu'à se reporter aux registres du magasin général pour connaître le montant de la somme prêtée et son échéance. Il ne connaît ainsi, il est vrai, que le nom du premier porteur du warrant, quoique, dans la pratique, les endosseurs successifs du warrant fassent la plupart du temps transcrire leurs endossements sur ce même registre. Lorsque le porteur du récépissé veut retirer la marchandise avant l'échéance et qu'il connaît le porteur actuel du warrant qu'il désire désintéresser, il peut essayer d'obtenir de lui un escompte à raison du paiement qu'il lui fait par anticipation. Mais lorsqu'il ne le connaît pas, force lui est de déposer aux mains du directeur du magasin général, et sans déduction d'aucun escompte, la totalité de la somme due, y compris les intérêts calculés jusqu'à l'échéance. (Art. 6 de la loi de 1858) Il peut alors retirer la marchandise et le porteur du warrant n'a plus d'action que contre le magasin général qui présente d'ailleurs, à raison de son cautionnement, des garanties absolues de solvabilité.

TITRE CINQUIÈME

Du contrat de transport

On ne s'occupera ici que du transport des marchandises, à l'exclusion du transport des voyageurs, lequel d'ailleurs n'est pas réglementé par le Code de commerce; on ne s'y occupera pas non plus des transports maritimes, cette matière étant traitée dans une partie spéciale de cet ouvrage.

CHAPITRE I

Règles générales du contrat de transport

SECTION I

Formation du contrat

Le contrat de transport intervient entre *l'expéditeur* qui veut faire transporter sa marchandise, et le *transporteur*, ou, comme dit le Code, le *voiturier*, qui se charge de réaliser ce transport. Il suppose généralement l'existence d'une troisième personne : le *destinataire*, à qui la marchandise doit être délivrée. Il arrive d'ailleurs quelquefois que l'expéditeur ne traite pas directement avec le transporteur, mais avec un intermédiaire qui s'appelle *commissionnaire de transport*, et qui se charge de faire effectuer le transport. Ainsi, lorsque l'on traite avec une compagnie de chemin de fer en vue d'un transport de marchandises qui doit avoir lieu successivement sur les réseaux de plusieurs compagnies, cette compagnie agit à la fois comme transporteur, en ce qui concerne le transport sur son propre réseau, et comme commissionnaire de transport en ce qui concerne les transports à faire sur les autres réseaux. D'après les articles 97, 98 et 99 du Code de commerce, le commissionnaire de transport est garant du fait des voituriers avec lesquels il traite : il est *ducroire*.

La loi n'a pas impérieusement exigé la rédaction d'un écrit pour constater le contrat de transport, Il faut appliquer ici le principe général de l'article 109 du Code de commerce.

Mais il est d'usage de dresser un écrit, qui s'appelle une *lettre de voiture* et qui doit indiquer : (Art. 102 du Code de commerce) les nom, profession et domicile de l'expéditeur, du transporteur et du destinataire, la nature et le poids ou la contenance des objets à transporter, ainsi que leurs marques et numéros, s'il y a lieu, le délai et le prix du transport, et l'indemnité à payer en cas de retard.

Elle est généralement rédigée en deux exemplaires : l'un est remis à l'expéditeur qui le fait parvenir au destinataire, et qui sert à celui-ci à retirer la marchandise; l'autre reste aux mains du transporteur et lui permet de faire la preuve du contrat.

La lettre de voiture est souvent rédigée sous la forme à ordre, elle se transmet alors par voie d'endossement comme un effet de commerce. Elle peut aussi être au porteur.

Les compagnies de chemin de fer ne délivrent pas de lettres de voiture. Elles ne délivrent qu'un récépissé sur lequel on trouvera des renseignements dans la partie de ce travail qui a trait aux transports par chemin de fer.

SECTION II

Obligations et responsabilités du transporteur

I. *Etendue normale de la responsabilité du transporteur*

Le transporteur est tenu de transporter les marchandises à destination dans les délais convenus, de veiller pendant le transport à leur conservation, et de les remettre au destinataire, dans l'état où il les a reçues. S'il n'a pas fait de réserves au moment de la réception, il est censé les avoir reçues en bon état. Il est responsable envers les intéressés du préjudice qui résulte pour eux du manquement à ses obligations.

Il est donc responsable dans trois cas :

1° *En cas de perte totale* ou *partielle* : c'est à lui qu'il incombe de faire la preuve de la remise des objets transportés au destinataire.

2° *En cas d'avarie*, c'est-à-dire de détérioration de la marchandise, sans qu'il y ait de manquants.

3° *En cas de retard.*

Il résulte des articles 103 et 104 du Code de commerce que lorsque l'un ou l'autre de ces évènements se produit, la responsabilité du transporteur ne peut cesser que s'il est prouvé que le préjudice est dû 1° *à la force majeure*, c'est-à-dire à l'un de ces évènements fortuits et imprévus dont aucune prudence humaine ne peut empêcher ou atténuer les conséquences dommageables; 2° *à la faute de l'expéditeur* (mauvais emballage, etc.); 3° au vice propre de la chose, par exemple lorsque des grains se sont échauffés d'eux-mêmes.

Mais c'est naturellement au transporteur qui allègue un de ces faits qu'il incombe de le prouver.

Le transporteur doit être condamné à des dommages intérêts égaux au préjudice que sa faute a fait éprouver aux intéressés et c'est à ceux-ci qu'il incombe de prouver ce préjudice. Il s'en suit, par exemple, qu'en cas de retard, les intéressés ne peuvent obtenir de dommages intérêts qu'à condition de prouver que ce retard leur a causé préjudice et cette preuve sera souvent difficile.

II. *Clauses de non responsabilité stipulées par le transporteur*

Le transporteur stipule souvent dans le contrat qu'il ne sera pas responsable. C'est ainsi que, dans la plupart des tarifs spéciaux, c'est-à-dire des tarifs réduits des compagnies de chemin de fer, celles-ci, en échange de la réduction de prix qu'elles accordent à l'expéditeur, stipulent qu'elles ne seront pas responsables.

Dans les transports autres que les transports maritimes, les tribunaux considèrent qu'une pareille clause serait nulle, comme contraire à l'ordre public, si elle avait effectivement pour résultat de décharger le transporteur de la responsabilité de ses propres fautes ou de celles de ses agents. Mais ils admettent la validité de cette clause, parce qu'ils l'interprètent comme voulant simplement dire que le transporteur ne sera responsable que de ses fautes ou de celles de ses agents et que ce sera aux intéressés qu'incombera la charge de faire la preuve de cette faute.

La clause de non responsabilité renverse donc le fardeau de la preuve. Lorsqu'elle n'a pas été stipulée, le transporteur ne peut échapper à la responsabilité en cas de perte, d'avarie ou de retard préjudiciable qu'en faisant la preuve que le fait est dû à la force majeure, à la faute de l'expéditeur ou au vice propre de la chose. Lorsque la clause a été stipulée, les intéressés ne peuvent, en cas de perte, d'avarie ou de retard préjudiciable, établir la responsabilité du transporteur qu'en faisant la preuve que le fait est dû à sa faute ou à celle de ses agents.

III. *Exercice de l'action en responsabilité*

D'après la jurisprudence, l'action en responsabilité peut être exercée soit par l'expéditeur qui a traité avec le transporteur, soit par le destinataire pour le compte de qui l'expéditeur est censé avoir traité dans les termes de l'article 1121 du Code civil.

Lorsque plusieurs transporteurs ont coopéré au transport, il y a quelques difficultés sur le point de savoir contre lequel ou lesquels l'action peut être exercée.

Elle peut l'être certainement contre le premier transporteur qui est d'abord responsable sur son propre réseau et qui, ayant joué vis à vis des autres transporteurs le rôle de commissionnaire de transport, est également garant de leur fait.

D'après certains arrêts, elle peut l'être aussi contre le dernier transporteur, tout au moins lorsque la marchandise voyage en port dû, car étant alors mandataire des autres pour toucher l'intégralité du prix, il doit aussi les représenter quand il s'agit de discuter leur responsabilité.

Quant aux transporteurs intermédiaires, on ne pourrait agir contre eux qu'en cas de perte totale ou partielle ou d'avaries apparentes pouvant être constatées par la seule inspection extérieure de la marchandise. En cas d'avaries intérieures, c'est à dire ne pouvant être établies que par le déballage, on ne pourrait agir contre eux qu'à condition de prouver que l'avarie s'est produite sur leur réseau.

L'article 106 organise une procédure expéditive qui peut être employée par la partie la plus diligente, en cas de refus ou de contestation pour la réception des objets transportés, pour constater d'urgence leur état. Il suffit de présenter requête au président du tribunal de commerce, ou, à son défaut, au juge de paix, pour obtenir la nomination d'un ou de plusieurs experts chargés de faire les constatations nécessaires.

On peut, dans les mêmes conditions, obtenir le dépôt ou le séquestre de la marchandise — et cela afin d'éviter les frais de magasinage — et la vente aux

enchères des marchandises promptes à se détériorer, aux risques et périls de la partie dont la contestation sera ensuite reconnue mal fondée. (Même article)

Il n'est pas inutile de faire observer que cette procédure n'est organisée par la loi qu'en vue de contestations entre l'expéditeur ou le destinataire et le transporteur. Elle ne pourrait pas être employée par exemple dans une contestation entre vendeur et acheteur.

IV. *Des fins de non recevoir qui peuvent écarter l'action en responsabilité*

D'après le nouvel article 105 du Code de commerce modifié par la loi du 11 avril 1888, la réception des objets transportés, sans réserve de la part du destinataire, et le paiement du prix du transport éteignent toute action en responsabilité contre le voiturier pour avarie ou perte partielle si, dans les trois jours, non compris les jours fériés, qui suivent celui de la réception et du paiement, le destinaire n'a pas adressé au transporteur, par acte d'huissier ou par lettre recommandée, sa protestation motivée.

On voit que même malgré la réception sans réserve des objets transportés et le paiement du prix du transport, le destinataire peut encore réserver son action en responsabilité par une protestation motivée, pour laquelle la loi lui donne un délai suffisamment étendu : trois jours francs, non compris celui de la réception et du paiement, et encore dans lesquels on ne compte pas les jours fériés.

Toutefois, même dans ce cas, la situation du destinataire ne sera pas aussi entière que s'il avait refusé la marchandise ou fait des réserves, car il est toujours exposé à ce que le transporteur prétende que l'avarie ou la perte partielle se sont produites après la livraison.

La fin de non recevoir de l'article 105 s'applique aussi bien, d'après la jurisprudence, au cas où la marchandise voyage en port payé, qu'au cas où elle voyage en port dû.

On remarquera que d'après son texte l'article 105 ne s'applique pas à l'action en responsabilité pour retard.

D'après la jurisprudence, il est également inapplicable en cas de vol ou de fraude du transporteur ou de ses agents.

SECTION III

Obligations de l'expéditeur ou du destinataire

Elles consistent à payer le prix du transport et les avances que le transporteur a pu être amené à faire, par exemple en payant les droits de douane ou les droits d'octroi.

Pour garantir le paiement de ce qui lui est dû, le transporteur peut d'abord exercer sur la marchandise un droit de rétention; il a en second lieu un privilège sur cette marchandise. (Art. 2102 § 6 Code civ.)

SECTION IV

Prescription des actions nées du contrat de transport

D'après la nouvel article 108 du Code de commerce, modifié par la loi du 11 avril 1888. « Les actions pour avaries, perte, ou retard auxquelles peut donner « lieu contre le voiturier le contrat de transport, sont prescrites dans le délai « d'un an, sans préjudice des cas de fraude et d'infidélité. »

« Toutes les autres actions auxquelles ce contrat peut donner lieu, tant contre « le voiturier ou le commissionnaire que contre l'expéditeur ou le destinataire « sont prescrites dans le délai de cinq ans. »

« Le délai de ces prescriptions est compté, dans le cas de perte totale, du « jour où la remise de la marchandise aurait dû être effectuée et dans tous « les autres cas, du jour où la marchandise aura été remise ou offerte au « destinataire. »

Cet article prévoit également le cas où les transporteurs successifs auraient des actions en garantie à exercer les uns contre les autres, et décide que le délai pour intenter ces actions sera d'un mois, à partir du jour où celui qui les intente aura lui-même été assigné.

CHAPITRE II

Règles spéciales à certains transports

I. *Transports par chemin de fer*

Ce qui les caractérise en France, c'est que le prix et les conditions du transport ne sont pas librement débattus entre le transporteur et ses clients : ce prix et ces conditions sont fixés par des tarifs qui doivent être homologués par le ministre des travaux publics, et qui, à la suite de cette homologation, ont force de loi tant à l'encontre des compagnies qu'à l'encontre des particuliers.

Il s'ensuit que si la compagnie a perçu un prix supérieur à celui auquel elle a droit, les intéressés peuvent lui réclamer la restitution du trop perçu par une action spéciale qu'on appelle l'action en détaxe.

Réciproquement si la compagnie a perçu moins qu'elle n'était autorisée à percevoir, elle a, contre l'expéditeur ou le destinataire, une action en supplément de prix. Ces actions ne se prescrivent que par cinq ans.

On trouvera dans la partie de cet ouvrage consacrée aux transports par chemin de fer tous les détails utiles sur ce point.

II. *Transports internationaux par chemin de fer*

Un certain nombre de règles applicables à ces transports ont été posées par une convention internationale qui a été signée à Berne le 14 octobre 1890 et à laquelle ont adhéré, en outre de la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Roumanie, la Russie et la Suisse. Cette convention a été elle-même complétée sur quelques points par une convention additionnelle signée à Paris le 16 juin 1898.

On trouvera également quelques détails sur ces conventions dans la partie de cet ouvrage consacrée aux transports par chemin de fer.

III. *Transports effectués par l'administration des postes*

Une partie de cet ouvrage y est consacrée : on se borne à y renvoyer.

TITRE SIXIÈME

Des Bourses de commerce

Il y en a deux sortes : les Bourses de valeurs ou d'effets publics, et les Bourses de marchandises.

CHAPITRE I

Des Bourses d'effets publics

Les Bourses à parquet supposent au moins six charges d'agents de change. Elles sont seules soumises à l'autorité du ministre des finances. C'est seulement dans ces Bourses que les agents de change peuvent former des sociétés pour l'exploitation de leurs charges, et qu'ils sont constitués en chambre syndicale.

Les Bourses sans parquet sont celles où il existe moins de six charges d'agents de change. Elles sont sous l'autorité du ministre du commerce.

SECTION I

Des agents de change et de leurs obligations

Les agents de change sont des officiers publics nommés par décret du Président de la République. Ils sont propriétaires de leur charge et ont le droit de présenter leur successeur moyennant finance à l'agrément du chef de l'Etat.

Le prix de ces charges est très élevé. D'autre part, avant d'entrer en fonctions, les agents de change doivent verser un cautionnement qui, à Paris, est de 250 000 fr. Aussi, par exception au principe qui défend de mettre en société l'exploitation d'une charge publique, une loi du 2 juillet 1862 leur permet de former une société pour l'exploitation de leur office. Bien entendu, les associés doivent être de simples commanditaires; le titulaire de la charge doit toujours être personnellement propriétaire du quart au moins de la somme représentant le prix de l'office et le cautionnement.

Les agents de change forment dans chaque Bourse à parquet une compagnie à la tête de laquelle se trouve une chambre syndicale. Cette chambre a des attributions disciplinaires, elle procède aux liquidations, c'est elle qui prononce sur l'admission des valeurs à la cote officielle; enfin, elle fait des règlements qui deviennent obligatoires après avoir été approuvés par le ministre des finances. Celui de la chambre syndicale des agents de change de Paris a été publié au Journal Officiel du 31 janvier 1899.

Aux termes d'un décret du 29 juin 1898, dans les villes où il existe au moins quarante agents de change, la chambre syndicale est tenue d'exécuter les obligations de ceux des agents de change qui viendraient à ne plus pouvoir y faire face, et cela jusqu'à concurrence d'une somme égale au prix de tous les offices, de tous les cautionnements, et du fonds de réserve de la compagnie.

On voit quelle garantie cette disposition donne au public dans les grandes villes comme Paris et Lyon.

Aux termes de l'article 76 du Code de commerce, les agents de change ont seuls le droit de faire la négociation des effets publics et autres susceptibles d'être cotés, c'est-à-dire, des valeurs admises à la cote officielle. Toute négociation de ces valeurs faite par un intermédiaire sans qualité est nulle, et cette nullité peut-être demandée par tout intéressé. Ce que l'article 76 interdit c'est seulement la négociation, c'est-à-dire la vente par intermédiaire, quand cet intermédiaire n'est pas un agent de change. La vente directe et sans intermédiaire d'un particulier à un autre reste permise.

Les agents de change ont — entre autres obligations — celle de conserver à leurs clients le secret le plus inviolable, (Art. 40 du décret du 7 octobre 1890) à moins que les parties ne consentent à être nommées ou que la nature de l'opération ne l'exige.

Ils sont tenus de remettre à leurs clients un bordereau indiquant les opérations faites et, s'il s'agit d'un achat, les numéros des titres achetés.

Il est défendu aux agents de change de faire des opérations de commerce pour leur compte personnel. (Art. 85 Code de comm.)

SECTION II

Des opérations de bourse

On traite à la Bourse des affaires au comptant, mais on y traite aussi des marchés à terme, c'est-à-dire, ainsi qu'on l'a vu ci-dessus, des marchés dans lesquels il y a terme stipulé tout à la fois pour la livraison des titres et le paiement du prix. On a vu également que la loi du 28 mars 1885 avait mis à l'abri de toute contestation la légalité des marchés à terme.

On ne peut faire d'opérations à terme que sur des quantités minimum déterminées par la chambre syndicale, à savoir 1500 fr. de rente 3 %, et 25 actions ou obligations. Les opérations se liquident une ou deux fois par mois, selon les valeurs, le premier et le 15 de chaque mois, ou le lendemain si ce jour est un jour férié. Le terme stipulé dans le marché doit toujours être celui d'une liquidation et les négociations à terme ne peuvent avoir lieu pour un terme plus éloigné que la deuxième liquidation à partir du jour où le marché est conclu. Même pour les valeurs qui n'ont qu'une liquidation mensuelle, le terme le plus éloigné est donc fin prochain.

Les marchés à terme sont fermes ou à prime. Ils sont fermes quand, à l'expiration du terme fixé, les parties sont l'une et l'autre également obligées d'exécuter le marché. Ils sont à prime quand, moyennant le paiement d'une somme appelée *prime*, l'une des parties peut à l'expiration du terme fixé, se délier de son engagement. A la Bourse, les marchés à prime ne sont en usage qu'en faveur de l'acheteur, le vendeur ne peut donc jamais se libérer de son obligation en payant une prime. C'est la veille de la liquidation que les acheteurs doivent faire connaître s'ils entendent payer la prime ou exécuter le marché : C'est ce qu'on appelle la *réponse des primes*.

On appelle *report*, l'opération par laquelle une personne appelée *reporteur* achète des titres au comptant et les revend en même temps à terme à une autre personne qu'on appelle *reporté*. Le reporté est généralement un spéculateur à la hausse trompé dans ses espérances, qui n'a pas les fonds nécessaires pour lever les titres, c'est à dire pour en prendre livraison, et qui veut prolonger sa position pendant un mois encore.

Le reporteur est un capitaliste qui prête l'argent nécessaire à l'opération et qui a pour garantie la valeur des titres, dont il reste propriétaire jusqu'à l'expiration du terme fixé.

Les agents de change auraient la faculté d'exiger à l'avance de leurs clients, en vue de l'exécution des marchés à terme, la totalité des fonds ou des titres nécessaires à l'exécution de l'opération. Ce serait souvent rendre les marchés à terme impossibles et, dans tous les cas, rendre les affaires beaucoup plus rares. Aussi, généralement se bornent-ils à exiger ce qu'on appelle une *couverture*, c'est à dire une somme d'argent ou des titres au porteur destinés à les couvrir des risques que peut leur faire courir la variation des cours. Si, au terme fixé, le client ne remplit pas ses obligations, l'agent de change est autorisé à *l'exécuter*, comme on dit, sans avoir besoin de lui adresser une mise en demeure préalable, c'est à dire qu'il achète des valeurs semblables ou vend les valeurs

acquises, le tout aux frais et risques de son client, et il se paie sur la couverture. (Art. 59 et 69 du décret du 7 octobre 1890)

CHAPITRE II

Des Bourses de marchandises

Il n'existe, pour les opérations qui se font dans les Bourses de marchandises, aucun monopole analogue à celui des agents de change dans les Bourses d'effets publics. Le monopole des courtiers en marchandises a été supprimé par la loi du 18 juillet 1866. Il existe encore des courtiers assermentés, qu'on appelle aussi courtiers inscrits, parce qu'ils sont inscrits au tribunal de commerce devant lequel ils prêtent serment. Mais, d'une part, tous les courtiers peuvent se faire inscrire, s'ils le veulent, à condition de justifier de leur moralité et de leur capacité et de payer un droit d'inscription (Art. 2 de la loi) et, d'autre part, les courtiers inscrits ont bien le monopole des ventes publiques de marchandises aux enchères; ils n'ont pas le monopole du courtage des marchandises.

Les opérations qui se traitent à la Bourse des marchandises sont à peu près les mêmes que celles qui se traitent à la Bourse des valeurs, mais elles sont plus variées. C'est ainsi que les marchés à prime y sont en usage, soit en faveur de l'acheteur, soit en faveur du vendeur, et que le terme le plus éloigné est infiniment plus long que fin prochain.

TITRE VI

Des opérations de banque

On distingue sous le nom commun *d'opérations de banque* toutes les opérations multiples qui se rattachent au commerce des métaux précieux ou plus exactement des monnaies, des billets de banque et des effets de commerce.

Ces opérations sont très nombreuses, on va tenter d'énumérer ici les principales :

I. *Dépôts en banque*

Ce sont surtout les établissements de crédit qui reçoivent de l'argent en dépôt de leurs clients. Ce dépôt est généralement un dépôt *irrégulier* c'est-à-dire que l'établissement dépositaire a le droit de se servir des sommes déposées. En échange il sert à ses clients un intérêt modique qui ne dépasse pas ou $^1/_2\%$ par an. En revanche, les fonds sont disponibles et le client les retire ou les fait retirer par chèques à première réquisition. Il y a aussi des dépôts à un court délai de préavis, et enfin des dépôts à long terme. Ces derniers sont plutôt des prêts faits par les clients à l'établissement.

II. *Recouvrement des effets de commerce*

Les banquiers se chargent de recouvrer les effets de commerce pour le compte de leurs clients. Ils touchent pour cela une commission dont l'importance varie suivant que l'effet est *bancable*, c'est à dire payable sur une place où la Banque de France a une succursale ou un bureau auxiliaire, ou *déplacé*, c'est à dire payable dans un lieu où la Banque n'a ni succursale, ni bureau auxiliaire. La commission est plus forte dans le second cas.

III. *Escompte des effets de commerce*

Les banquiers ne se bornent pas à recouvrer pour le compte de leurs clients les effets de commerce que ceux-ci leur confient à cet effet, ils achètent des effet de commerce : c'est ce qu'on appelle *l'escompte*. La plupart d'entre eux les *réescomptent* d'ailleurs à la Banque de France ou aux grands établissements de crédit.

IV. *Prêts et avances sur titres*

Les banquiers font des prêts à leurs clients. On a déjà vu qu'aux termes de la loi du 12 janvier 1886, le taux de l'intérêt est libre en matière commerciale. Ce taux est donc librement fixé par la convention. Il en serait ainsi même si l'emprunteur n'était pas commerçant, et si les fonds prêtés ne devaient pas être employés à un acte de commerce. La qualité de commerçant du banquier prêteur suffit à justifier la liberté du taux de l'intérêt.

V. *Ouvertures de crédit*

Il arrive quelquefois que sans avoir immédiatement besoin d'une somme déterminée, on ait besoin de savoir qu'on aura cette somme à sa disposition à première réquisition, si on en fait la demande : c'est à ce besoin que répond *l'ouverture de crédit* qui est en définitive une promesse de prêt. Celui qui accorde ou qui, comme on dit, consent une ouverture de crédit, peut immédiatement stipuler des garanties et notamment une hypothèque qui prendra rang à partir de l'ouverture de crédit elle-même et sans attendre que le crédit soit réalisé.

VI. *Compte courant*

Le compte courant suppose l'emploi d'une certaine forme de comptabilité sur laquelle on trouvera des explications dans la partie de cet ouvrage qui a trait à la comptabilité; mais il ne se confond pas avec elle. Il constitue un contrat proprement dit et produit des effets juridiques qui lui sont propres.

Deux personnes font ensemble des opérations par lesquelles elles sont amenées à se remettre réciproquement des sommes ou valeurs. Si elles conviennent de *travailler*, comme on dit, *en compte courant*, il en résultera qu'au lieu de constituer au profit du remettant une créance contre le récepteur, ces remises ne constitueront plus que des articles au crédit de son compte, de telle sorte que le solde du compte sera seul exigible.

Chaque opération constitue une *remise*, c'est-à-dire qu'elle comporte la transmission d'espèces, d'effets, de marchandises, de créances faite par l'un des correspondants que l'on appelle l'*envoyeur* ou le *remettant* à l'autre que l'on appelle le *récepteur*. Celui-ci doit avoir la libre disposition des effets qui lui sont remis; en retour, il crédite le remettant du montant de la remise; celle-ci perd alors son individualité, elle est *novée*, comme on dit, et remplacée par un simple article de crédit : c'est ce qu'on appelle *l'effet novatoire du compte courant*. Le crédit n'est donné que sous la condition *sauf encaissement*, si le remise est faite en effets de commerce; en cas de non encaissement, on annule le crédit par une contrepassation d'écriture. Les intérêts courent de plein droit au profit du remettant, à partir de chacune des remises.

Enfin, le compte courant est indivisible, c'est-à-dire que tant qu'il dure, aucune des parties n'est créancière ou débitrice de l'autre. C'est ce que l'on appelle le *principe de l'unité et de l'indivisibilité du compte courant*.

Le compte courant est arrêté à des époques périodiques fixées par la convention ou, à son défaut, par l'usage — généralement chaque trimestre ou chaque semestre, mais cet arrêté périodique n'entraîne pas la clôture du compte. Le solde est immédiatement reporté à nouveau et forme le premier article du nouveau compte.

La clôture du compte suppose, au contraire, la cessation des rapports entre les parties. Chacune des parties peut, à tout moment, réclamer cette clôture. En outre, la faillite ou la liquidation judiciaire de l'une des parties l'entraînent de plein droit. Le solde détermine quelle est celle des parties qui est créancière de l'autre. D'après les usages du commerce ce solde est de plein droit productif d'intérêt.

VII. *Monopole de la Banque de France*

La Banque de France est un établissement privé, car il n'appartient pas à l'Etat et ne se confond pas avec lui. Mais c'est un établissement privé dont le gouverneur, c'est-à-dire le directeur, et les deux sous gouverneurs sont nommés par l'Etat. (Loi du 22 avril 1806) Elle a donc un caractère semi-officiel.

Elle a, sur le territoire continental de la France, le monopole de l'émission des billets de banque. Ces billets sont des billets au porteur, payables à vue, émis pour des sommes toujours égales : 50 fr., 100 fr., 500 fr., 1 000 fr., qui n'ont pas besoin sous peine de déchéance d'être présentés au paiement dans un délai déterminé et qui ne se prescrivent même pas par trente ans.

Le monopole de la Banque qui lui avait été accordé à l'origine pour une durée limitée par la loi du 24 germinal an XI (14 avril 1803) a été prorogé à diverses reprises. C'est en dernier lieu une loi du 17 décembre 1897 qui l'a prorogé jusqu'au 31 décembre 1920.

Cette même loi a autorisé la Banque à élever la circulation de ses billets jusqu'au chiffre maximum de cinq milliards.

On dit que les billets de la Banque ont *cours légal* lorsque l'on est obligé de les recevoir en paiement au même titre que les monnaies du gouvernement — on dit qu'ils ont *cours forcé* lorsque la Banque est exceptionnellement dispensée de les rembourser à vue. Les billets de banque ont actuellement cours légal en France. (Loi du 3 août 1875) Mais le cours forcé, qui avait été temporairement établi pendant la guerre de 1870, a été supprimé par cette loi.

LIVRE CINQUIÈME

Des effets de commerce

Les *effets de commerce* sont des écrits constatant l'obligation de payer une somme d'argent à une époque déterminée; les principaux sont : la lettre de change, le billet à ordre et le chèque.

TITRE I

De la lettre de change

La lettre de change est un écrit par lequel une personne appelée *tireur* donne à une autre personne appelée *tiré*, l'ordre de payer une certaine somme d'argent

à une certaine époque, à une troisième personne appelée *preneur* ou *porteur*, ou à celui à qui cette personne donnera elle même l'ordre de payer.

Avant la loi du 7 juin 1894, la lettre de change n'était valable, ou du moins ne produisait les effets particuliers attachés à ce titre, que lorsqu'elle contenait *remise de place en place*, c'est-à-dire lorsqu'elle était tirée d'un lieu sur un autre lieu. Cette loi, suivant l'exemple donné par les autres législations européennes, a supprimé cette exigence et la lettre de change peut aujourd'hui être tirée du lieu même où elle est payable.

On a vu ci-dessus qu'aux termes de l'article 632 § 7 du Code de commerce, la lettre de change est un acte de commerce entre toutes personnes.

CHAPITRE I

Des formes de la lettre de change

La lettre de change est un contrat solennel, c'est à dire que les formes prescrites par la loi pour sa rédaction doivent être observées sous peine de lui faire perdre son caractère spécial et de la faire dégénérer, comme dit la loi, en simple promesse. (Art. 112 et 113 Code de comm.) Le bon sens indique que la lettre de change est nécessairement un écrit. C'est ordinairement un écrit sous seing privé, c'est à dire portant simplement la signature du tireur. Rien ne s'opposerait cependant à ce que la lettre de change fût dressée par acte notarié; et cette façon de procéder serait utile si le tireur ne savait pas écrire.

Les énonciations que doit contenir la lettre de change sont énumérées par l'article 110 Code de comm. Elle sont relatives aux objets suivants:

I. *Le nom des parties*

Ordinairement la lettre de change met en jeu trois personnes : le *tireur*, qui donne l'ordre de payer, le *tiré* à qui est donné l'ordre de payer, et le *preneur* ou *porteur* à qui le paiement doit être fait.

Les noms de ces trois personnes doivent évidemment figurer sur la lettre de change : la loi ne le dit expressément que pour le tiré et le preneur, mais on est d'accord pour reconnaître que, si elle n'a pas parlé de la nécessité de la signature du tireur, c'est que la chose allait de soi.

La lettre doit donc indiquer le nom du tiré et celui du preneur, et elle doit porter la signature du tireur.

Il peut arriver du reste que la lettre soit créée à l'ordre du tireur lui-même : au lieu de la libeller en disant : Payez à l'ordre de Monsieur X. — le tireur peut la libeller en disant : Payez à mon ordre. L'article 110 prévoit et par conséquent autorise cette façon de procéder. Le tireur joue alors en même temps le rôle de preneur. En réalité la lettre de change ne produit tous ses effets que lorsque le tireur a endossé, c'est à dire passé la lettre à un tiers : on se trouve alors en présence de trois personnes différentes et le mécanisme de la lettre de change peut entrer en jeu.

Il peut arriver également que le tireur qui est, bien entendu, connu du tiré, ne veuille pas que sa personnalité se révèle aux porteurs successifs de la lettre de change. Il la fera alors tirer pour son compte par un tiers qu'on appelle *tireur pour compte*. Celui-ci indiquera la personnalité de celui pour lequel il agit et qu'on appelle *donneur d'ordre*, par des initiales, ou par un nom de fantaisie connu du tiré. L'article 115 prévoit et autorise cette manière d'agir. Le donneur

d'ordre qui est seul connu du tiré sera seul tenu envers celui-ci, il ne le sera pas vis à vis des porteurs successifs qui ne le connaissent pas, et qui n'auront pour débiteur que le tireur pour compte, le seul qui apparaisse en nom dans la lettre.

Si le tiré craint de ne pas se trouver à son domicile à la date de l'échéance ou s'il ne veut pas se donner la peine de faire lui-même son service de caisse, il fait indiquer par le tireur, lors de la création de la lettre de change, ou il indique lui-même en acceptant la traite, une tierce personne — généralement son banquier — chez laquelle la lettre de change sera payable : c'est ce qu'on apelle le *domiciliataire*.

Enfin, si le tireur craint qu'à l'échéance le tiré ne soit pas en état de faire honneur à la lettre de change, il peut indiquer par la lettre une ou plusieurs personnes auxquelles il *recommandera* de s'adresser *au besoin*. On appelle ces personnes *recommandataires* ou *besoins*. Il n'est pas inutile de faire observer que l'on ne doit faire cette indication qu'avec circonspection, et seulement au cas où l'utilité en est bien démontrée, car elle est de nature à faire naître un doute sur la solvabilité du tiré et par suite à jeter le discrédit sur la lettre de change.

II. *La clause à ordre*

Elle doit nécessairement figurer sur la lettre de change sous la forme : « Veuillez payer à l'ordre de Monsieur X. ou à Monsieur X. ou à son ordre. » C'est cette clause qui permet au preneur de donner l'ordre au tiré de payer à une autre personne, et ce au moyen d'une mention mise au dos de la lettre de change et qu'on appelle pour cela *endossement*.

III. *La date*

La date de la lettre de change, c'est-à-dire la date du jour où elle est créée. Aujourd'hui et depuis la loi du 7 juin 1894 qui a supprimé la nécessité de la remise de place en place, il n'est plus rigoureusement nécessaire d'indiquer le lieu d'où la lettre est tirée, mais il est d'usage de le faire.

IV. *La somme à payer*

Il est d'usage de l'indiquer en chiffres dans le coin droit supérieur de la lettre de change, et en lettres dans le corps de la lettre. La loi n'exige ni cette double mention, ni même l'indication de la somme en lettres ; mais il est toujours sage de se conformer à l'usage.

V. *Le lieu du paiement*

Généralement c'est le domicile du tiré et on se borne à l'indiquer sous forme d'adresse de celui-ci.

VI. *Echéance*

C'est-à-dire le moment où le paiement devra avoir lieu. Cette échéance peut être fixée de deux façons.

1° *Lettres de change payables à un jour déterminé*. Ce sont les lettres payables, soit à un jour d'ores et déjà indiqué — par exemple au 15 avril, fin courant, etc. — soit à un certain délai après la création de la lettre de change ; ce délai peut être compté par jours, par mois ou par usances. Quand le délai est calculé par mois, on compte ceux-ci de quantième à quantième, sans se préoccuper

du nombre variable de jours dont se compose chaque mois. L'*usance* est un contraire un délai uniforme de trente jours. (Art. 129 et 132)

2° *Lettres de changes payables à un jour indéterminé.* Ce sont les lettres de change payables *à vue* ou *à présentation*, ou à un ou plusieurs jours, un ou plusieurs mois, une ou plusieurs usances de vue. Le délai de vue se calcule à partir du jour où la lettre a été présentée au tiré : cette présentation est généralement constatée par l'acceptation, si la lettre de change est acceptable, sinon, par le visa du tiré, lesquels doivent être datés. (Art. 122) S'ils ne l'étaient pas, le délai courrait à partir de la date de la lettre de change, (Même article) si le tiré refusait d'apposer son visa, il faudrait faire constater la présentation par un protêt faute d'acceptation, ou si la lettre de change est non acceptable, par un procès-verbal d'huissier.

Les lettres de change payables à vue ou à un certain délai de vue, peuvent, en principe, être présentées au paiement, à l'acceptation ou au visa du tiré aussitôt que le porteur le juge bon. Elles doivent y être présentées dans les trois mois de leur date, sous peine, pour le porteur, de perdre tout recours contre le tireur et les endosseurs (Art. 160 Code comm.)

VII. *La valeur fournie*

C'est la contre-valeur fournie par le preneur au tireur en échange de la remise de la lettre de change ; en d'autres termes, c'est la cause de l'obligation du tireur envers le preneur. D'après les principes généraux les obligations sont valables encore que la cause n'en soit pas exprimée. (Art. 1132 Code civ.) Ici, par exception, la loi, pour éviter des fraudes, veut que la cause de l'obligation du tireur envers le preneur soit expressément indiquée. C'est là une précaution bien peu efficace, d'autant plus que l'on se contente, en pareille matière, d'indications fort générales : *valeur reçue comptant, valeur en marchandises, valeur en compte*, ou autres indications analogues.

Il ne faudrait pas cependant que l'indication de la valeur fournie fut faite en termes par trop vagues. Par exemple les mentions : valeur reçue, valeur entendue, valeur entre nous, valeur en moi-même ont été déclarées insuffisantes par les tribunaux.

VIII. *Si la lettre est en plusieurs exemplaires, elle doit l'exprimer*

C'est ce qu'on fait généralement par la formule : « Veuillez payer, contre cette première de change, la deuxième et la troisième ne l'étant, la somme de . . . » — ou « contre cette seconde de change, la première et la troisième ne l'étant » ce qui indique que le paiement de la lettre fait sur l'un des exemplaires, a pour conséquence de rendre les autres sans effet.

En outre des énonciations qui précèdent, les lettres de change peuvent en contenir beaucoup d'autres :

La clause *suivant avis*, indique que le tiré ne doit payer que s'il en reçoit avis par lettre séparée.

La clause *sans garantie* indique que contrairement à l'article 140 Code comm. celui qui l'insère entend n'être pas garant du paiement.

La clause *non acceptable* indique que contrairement aux articles 118 et suiv. la lettre ne peut pas, avant son échéance, être présentée à l'acceptation du tiré.

Les clauses *retour sans frais* ou *dispense de protêt* ont pour effet de dispenser le porteur de faire dresser un protêt faute de paiement à l'échéance et de poursuivre les signataires en justice dans la quinzaine de ce protêt. La clause *sans*

compte de retour ne le dispense pas de protêt, mais lui enlève la faculté de tirer une retraite en cas de non paiement. (Voir ci-après)

On trouvera dans la partie de cet ouvrage qui traite de la comptabilité, des renseignements complémentaires sur les clauses usitées en matière de lettres de change.

CHAPITRE II

De la négociation de la lettre de change

En vertu de la clause à ordre qu'elle contient, la lettre de change est payable, soit au preneur, soit à la personne à laquelle celui-ci donnera l'ordre de payer et ainsi de suite. Cet ordre se donne au moyen d'une mention mise au dos de la lettre de change et que, pour cette raison, on appelle *endossement*. Celui qui donne l'ordre de payer à un tiers s'appelle *endosseur*, celui au profit duquel l'ordre est donné s'appelle *endossataire*, ou plus habituellement *porteur*. L'endossement n'a d'ailleurs pas toujours pour but de transmettre la propriété de la lettre de change, il peut aussi avoir simplement pour but d'autoriser le porteur à en toucher le montant comme mandataire de l'endosseur, ou de donner la lettre de change en garantie.

Nous allons examiner rapidement ces trois cas.

I. *Endossement translatif de propriété*

Pour que l'endossement d'une lettre de change en transfère la propriété, l'article 137 Code de commerce exige qu'il contienne quatre mentions. Il doit 1° être daté; la loi attache une grande importance à la sincérité de cette date, elle défend d'antidater les ordres, c'est-à-dire les endossements, sous peine de faux, c'est-à-dire sous peine des travaux forcés à temps. (Art. 139) Il doit indiquer 2° la valeur fournie par le porteur à l'endosseur; 3° le nom de l'endossataire ou porteur; 4° la clause à ordre. Enfin, quoique la loi ne le dise pas l'endossement doit contenir; 5° la signature de l'endosseur. C'est ce qu'on appelle l'endossement régulier.

Cet endossement transporte au porteur la propriété de la créance constatée par la lettre de change, sans qu'il soit bien entendu nécessaire de faire signifier cette cession de créance au tiré, comme cela est exigé, en droit civil, pour la cession des créances, par l'article 1690 Code civ.

L'endosseur est garant du paiement à l'échéance, (Art. 118 et 140 Code de comm.) à moins que l'endossement n'ait été fait sans garantie.

A raison de la forme à ordre de la lettre de change, le tiré est censé s'être engagé directement et sans intermédiaire envers celui, quel qu'il soit, qui s'en trouvera porteur, en vertu d'un endossement régulier, au moment de l'échéance. Il ne pourra donc pas opposer à ce porteur les exceptions, par exemple l'exception de compensation, qu'il aurait pu opposer au tireur ou à un précédent endosseur.

D'après la jurisprudence, l'endossement régulier produit les effets qui lui sont propres, même s'il intervient après l'échéance et après le protêt faute de paiement.

II. *Endossement à titre de procuration*

C'est l'endossement qui a pour but, non de transférer au porteur la propriété de la lettre de change, mais de lui permettre d'en recouvrer le montant comme mandataire de l'endosseur. D'après l'article 138, l'endossement irrégulier, c'est-à-dire celui qui ne contient pas toutes les mentions exigées par l'article 138

ne vaut qu'à titre de procuration. C'est notamment le cas de l'endossement *en blanc* dans lequel l'endosseur se borne à écrire simplement sa signature au dos de la lettre. Seulement, d'après la jurisprudence, le porteur d'une lettre en vertu d'un endossement en blanc, a le droit, s'il le juge à propos, d'en transférer la propriété au moyen d'un endossement régulier, soit en inscrivant au-dessus de la signature de son endosseur les mentions de l'article 137, soit en inscrivant ces mentions au-dessous de la signature de son endosseur et au-dessus de la sienne propre.

On s'est demandé si l'on pouvait prouver, contrairement à l'article 137, qu'un endossement renfermant les mentions exigées par cet article, n'a pas eu pour but de transférer la propriété de la lettre de change, ou, contrairement à l'article 138, qu'un endossement ne renfermant pas les mentions de l'article 137 a eu pour but de transférer la propriété.

La jurisprudence résout la question par une distinction. Elle admet que dans les rapports des parties entre elles, c'est à dire dans les rapports du porteur et de son endosseur, les présomptions de l'article 137 et 138 peuvent être combattues par la preuve contraire. Au contraire, ces présomptions ne peuvent pas être combattues dans les rapports des parties avec les tiers et par exemple de l'endosseur et du porteur soit avec le tiré, soit avec d'autres endosseurs.

III. *Endossement à titre de garantie*

Lorsque l'on veut simplement donner une lettre de change à quelqu'un en garantie de sa créance, on peut obtenir ce résultat par un endossement régulier, c'est à dire contenant les mentions de l'article 137, mais avec l'indication en garantie remplaçant la valeur fournie. (Art. 91 § 2 Code de comm.)

Le porteur à titre de garantie peut, à l'échéance de la lettre de change, en encaisser le montant et l'imputer sur sa créance. (Même Article)

CHAPITRE III

Des diverses garanties qui assurent le paiement de la lettre de change

Ces garanties peuvent être au nombre de cinq.

SECTION I

De la provision

En donnant l'ordre au tiré, qui ne prend pas part à l'émission de la lettre de change, d'en payer le montant au porteur, le tireur s'engage par là même vis à vis de ce dernier à faire en sorte que ce paiement soit effectué à l'échéance. Pour cela il doit mettre le tiré en mesure de faire honneur à la traite à son échéance, c'est ce que l'on appelle *faire la provision*. (Art. 115)

Le tireur est censé avoir rempli cette obligation lorsque, à l'échéance, il est créancier du tiré d'une somme au moins égale au montant de la lettre de change. (Art. 116) Il arrive d'ailleurs quelquefois que sans être, à proprement parler, débiteur du tireur, au moment de l'échéance, d'une somme au moins égale au montant de la traite, le tiré se soit engagé vis à vis de lui à la payer, lui consentant ainsi en quelque sorte une ouverture de crédit. Cette promesse constitue également une provision.

Mais la lettre de change serait nulle s'il était convenu entre le tireur et le tiré qu'à l'échéance le premier ferait, comme on dit, les fonds au second au

moyen de la création d'une seconde traite un peu plus élevée, qui serait à son tour payée de la même manière. Il y aurait là, comme on dit, une circulation d'effets de complaisance qui seraient nuls vis à vis du porteur, si celui-ci connaissait la situation. La jurisprudence est formelle en ce sens.

Il est aujourd'hui unanimement admis que le porteur est propriétaire de la provision.

Il en résulte d'une part que si le tireur vient à tomber en faillite avant l'échéance, la créance qu'il avait contre le tiré, et en représentation de laquelle la lettre de change a été tirée, ne fait pas partie de l'actif de sa faillite et continue à appartenir au porteur.

Il en résulte, d'autre part, que si le tiré n'accepte pas la lettre, le porteur peut néanmoins le poursuivre en qualité de cessionnaire du tireur qui lui a transmis, avec la lettre de change, la propriété de la créance qui constitue la provision.

SECTION II

De l'acceptation

Le tiré, nous l'avons dit, reste étranger à la rédaction de la lettre de change. Il ne saurait donc être obligé vis à vis du porteur par le seul fait de la création de celle-ci. Lorsqu'il l'a acceptée, il en devient au contraire débiteur principal et direct. (Art. 121)

En principe, c'est une faculté pour le porteur aussitôt que la lettre de change est créée, de la présenter au tiré pour en demander l'acceptation.

Le tiré à qui elle est présentée peut — soit l'accepter immédiatement, ce qu'il fait en écrivant sur la lettre le mot « accepté » suivi de sa signature (l'acceptation n'a besoin d'être datée que si la lettre est payable à un certain délai de vue. Art. 122) — soit refuser l'acceptation, — soit conserver la lettre pendant 24 heures pour délibérer sur le parti à prendre. (Art. 125)

En principe, l'acceptation doit être pure et simple, le tiré ne saurait accepter la lettre en modifiant les conditions, en changeant, par exemple, l'échéance; mais il peut l'accepter partiellement, sauf au porteur à faire dans ce cas un protêt faute d'acceptation pour le surplus. (Art. 124)

Lorsque le tiré refuse d'accepter, le porteur fait constater ce refus par un acte d'huissier qu'on appelle *protêt faute d'acceptation* (Art. 119) et qui doit contenir les mêmes énonciations que le protêt faute de paiement. (Art. 173 et 174)

Le tireur et les endosseurs sont garants de l'acceptation, comme ils sont garants du paiement. (Art. 118) Sur la notification du protêt faute d'acceptation ils doivent donc soit présenter une caution solvable qui répondra du paiement à l'échéance, soit payer immédiatement le montant de l'effet sans pouvoir retenir un escompte sous prétexte que dans ce cas le paiement a lieu avant l'échéance. (Art. 120)

Comme on le voit, le refus d'acceptation de la lettre de change entraîne des conséquences préjudiciables à tout le monde. Pour éviter ces conséquences, la loi autorise toute personne non obligée jusqu'alors au paiement de la lettre de change, à l'*accepter par intervention*. Le tiré non accepteur, c'est-à-dire qui n'accepte pas la lettre de change peut, s'il le veut, l'accepter par intervention, il a intérêt à procéder de cette façon pour éviter que son acceptation pure et simple ne fasse supposer, conformément à l'article 117, qu'il a reçu provision du tireur, et pour se réserver, après paiement, son recours contre celui-ci. Au contraire, le tireur et les endosseurs ne peuvent accepter par intervention puisqu'ils sont déjà tenus au paiement de la lettre de change. (Art. 118 et 140)

L'accepteur par intervention peut intervenir soit dans l'intérêt du tireur, soit dans celui de l'un quelconque des endosseurs, et il doit indiquer dans son acceptation, dans l'intérêt de qui il intervient. Il doit, sans délai, notifier son intervention à celui dans l'intérêt de qui il intervient, afin de mettre celui-ci à même de défendre ses droits, s'il y a lieu. (Art. 127)

Lorsqu'il paie la lettre de change il a un recours contre celui pour lequel il est intervenu et contre ceux contre lesquels celui-ci pouvait lui-même exercer un recours.

L'acceptation par intervention ne porte d'ailleurs aucun préjudice aux droits du porteur qui peut, nonobstant cette acceptation, exercer immédiatement un recours contre le tireur et les endosseurs. (Art. 128)

SECTION III

De la solidarité

Tous ceux dont la signature figure sur la lettre de change — tireur et endosseurs — sont garants *solidaires* vis-à-vis du porteur de l'acceptation et du paiement; (Art. 118 et 140) c'est-à-dire qu'en cas de non paiement à l'échéance, chacun d'eux peut être poursuivi pour le tout.

Plus une lettre circule, plus elle se couvre de signatures, plus le porteur est sûr d'être payé.

Le tireur et les endosseurs ne peuvent échapper à la garantie solidaire qui pèse sur eux qu'en insérant, soit dans le texte de la lettre, soit dans celui de leur endossement, la clause : *sans garantie.*

SECTION IV

De l'aval

L'aval est un cautionnement fourni pour garantir le paiement de la lettre de change. Celui qui fournit ce cautionnement s'appelle *donneur d'aval*, ou *avaliseur*. Naturellement, l'aval ne peut être donné que par un tiers jusqu'alors non obligé au paiement de la lettre de change, sans quoi son aval n'ajouterait aucune garantie à la lettre. (Art. 142)

Le donneur d'aval peut cautionner, soit le tireur, soi l'un quelconque des endosseurs : s'il est obligé de payer la lettre, il aura un recours contre celui qu'il a cautionné et contre ceux contre lesquels celui-ci avait lui-même un recours.

L'aval doit nécessairement être constaté par écrit.

Il peut être donné, soit sur la lettre de change elle-même et s'exprime alors par les mots : « bon pour aval, » ou « pour aval » ou simplement « bon pour » suivis de la signature du donneur d'aval; soit par acte séparé, afin que l'existence d'un aval sur la lettre de change ne vienne pas donner des doutes à ceux entre les mains desquels elle circule, sur la solvabilité de ceux qui sont engagés à la payer. (Art. 142)

SECTION V

Du gage et des traites documentaires

Le paiement d'une lettre de change est quelquefois garanti par un gage.

La lettre de change est par exemple tirée par un vendeur sur son acheteur, en paiement des marchandises qu'il lui a fournies, et pour assurer le paiement

de la traite, le vendeur désire que les marchandise ne soient délivrées à l'acheteur que contre paiement. Il épinglera à la traite le connaissement ou la lettre de voiture en échange desquels les marchandises peuvent être retirées des mains du transporteur, et il endossera ce connaissement ou cette lettre de voiture au profit du preneur. Ce connaissement ou cette lettre de voiture seront endossés au profit des porteurs successifs en même temps que la traite, qui circulera ainsi accompagnée de ces documents et qu'on appelle pour cette raison *traite documentaire*. Elle sera remise au tiré contre paiement, avec les documents qui l'accompagnent, et celui-ci pourra alors prendre possession des marchandises vendues.

CHAPITRE V

Du paiement ou du non paiement de la lettre de change

I. *Règles générales*

Le porteur doit présenter la lettre de change au paiement, et le tiré doit en payer le montant le jour même de l'échéance. Jusqu'à ces derniers temps, si l'échéance tombait un jour férié, la lettre de change était payable la veille. C'était là une exception aux principes généraux d'après lesquels si un délai expire un jour férié, il est prorogé au lendemain. (Art. 1033 Code proc. civ.) Une loi récente du 30 mars 1904 a fait rentrer les lettres de change dans la règle générale et aujourd'hui, si l'échéance tombe un jour férié, la lettre est payable le lendemain. Le paiement de la lettre de change est d'ailleurs soumis à un certain nombre de règles qui dérogent aux principes généraux en matière de paiement.

Habituellement, les tribunaux sont autorisés par la loi à accorder au débiteur un délai de grâce pour se libérer. (Art. 1244 Code civ.) En matière de lettres de change cette faculté leur est interdite. (Art. 157 Code de comm.) Toutefois, à Paris, le tribunal de commerce est dans l'usage d'accorder au débiteur de la lettre de change un délai de 25 jours. Mais ce n'est pas là une dérogation au principe de l'article 157. Ce délai est en effet accordé au débiteur du consentement du créancier et celui-ci donne son consentement, parce que s'il le refusait, le débiteur ferait défaut, pourrait par suite former opposition au jugement qui le condamne et gagnerait ainsi un laps de temps supérieur à 25 jours.

D'après les principes généraux celui qui est tenu d'une dette à terme peut, s'il le désire, se libérer par anticipation. Contrairement à ce principe, le porteur d'une lettre de change ne peut être contraint d'en recevoir le paiement avant l'échéance. (Art. 146 Code de comm.)

Le paiement de la lettre de change ne peut être paralysé par une saisie arrêt ou opposition formée par les créanciers du porteur. (Art. 149 Code de comm.) Il n'y a d'exception à cette règle qu'en cas de faillite du porteur ou en cas de perte de la lettre de change. (Même article)

D'après les principes généraux celui qui paie une dette n'est libéré que s'il paie valablement entre les mains du véritable créancier, et à condition que celui-ci soit capable de recevoir le paiement. (Art. 1239 et 1241 Code civ.)

En matière de lettre de change, au contraire, le tiré n'est responsable de la validité du paiement que s'il paie avant l'échéance. (Art. 144 Code de comm.) S'il paie à l'échéance et se fait remettre en échange la lettre de change, il est valablement libéré, quand même, en fait, il aurait payé à un autre que le véritable porteur, à moins qu'on ne prouve qu'il a été de mauvaise foi ou qu'il a commis une faute tellement lourde qu'elle peut être assimilée à un dol.

Ordinairement un créancier ne peut être contraint de recevoir un paiement partiel. (Art. 1244 Code civ.) Le porteur d'une lettre de change peut au contraire être contraint de recevoir un paiement partiel, sauf à lui à protester la lettre de change pour le surplus. (Art. 156 Code de comm.)

II. *Cas de perte de la lettre de change*

Les lettres de change circulent beaucoup, elles sont quelquefois envoyées au loin : il peut arriver qu'elles se perdent. La loi a prévu le cas et édicté, en vue de cette hypothèse, les dispositions suivantes :

1° Si la lettre de change était en plusieurs exemplaires et si l'exemplaire perdu n'était pas revêtu de l'acceptation du tiré, le porteur de l'un des autres exemplaires peut se faire payer sans formalités de justice, sur représentation de cet autre exemplaire, à moins qu'opposition n'ait été faite au paiement. On suppose, bien entendu, que conformément à l'usage, chaque exemplaire porte la mention que le paiement qui en est fait annule les autres exemplaires. (Art. 147 à 150 Code de comm.)

2° Si la lettre de change était en plusieurs exemplaires et si l'exemplaire perdu était revêtu de l'acceptation du tiré, le porteur ne peut en demander le paiement sur la présentation de l'un des autres exemplaires qu'en vertu d'une ordonnance du juge et à charge de présenter une caution solvable qui s'engagera à indemniser les intéressés au cas où un autre porteur de bonne foi viendrait à se présenter. (Art. 151)

3° Si la lettre de change était en un seul exemplaire et qu'il a été perdu, ou si elle était en plusieurs exemplaires et qu'ils ont tous été perdus, le porteur dépossédé ne pourra en demander le paiement qu'à condition de justifier tout d'abord de son droit de propriété, soit par ses livres, (Art. 152) soit en s'adressant à son endosseur immédiat qui s'adressera au sien et ainsi de suite jusqu'au tireur, pour obtenir un duplicata de la lettre perdue. (Art. 154) Il devra en outre obtenir une ordonnance du juge et fournir caution, comme dans le cas précédent. (Art. 152)

La caution présentée dans le cas des articles 151 et 152 est libérée au bout de trois ans, si dans ce laps de temps, aucunes poursuites n'ont été exercées contre elle. (Art. 155)

SECTION II

Du non paiement et de ses conséquences

I. *Du protêt faute de paiement*

Le défaut de paiement de la traite doit être constaté par un acte d'huissier qu'on appelle *protêt faute de paiement.*

La loi considère cet acte comme indispensable pour constater régulièrement le défaut de paiement. Il ne peut être suppléé par aucun autre (Art. 175 Code de comm.) et le porteur n'en est dispensé ni par le protêt faute d'acceptation, ni par la mort ou la faillite du tiré. (Art. 163)

Seule la clause de *retour sans frais,* ou *dispense de protêt* peut produire ce résultat.

Le protêt doit, *à peine de nullité,* être dressé le lendemain de l'échéance ou, si ce lendemain est un jour férié, le surlendemain. (Art. 162 Code de comm.)

Cet acte est dressé par un huissier. L'article 173 Code de comm. stipule qu'il peut l'être également par un notaire. Mais dans la pratique les notaires, tout au moins dans les grandes villes, ne dressent pas de protêts.

Aux termes du même article, le protêt doit être fait au domicile connu de celui ou de tous ceux chez lesquels la lettre de change était payable, savoir : le tiré, le domiciliataire, s'il y en a un, les recommandataires ou besoins, si on en a désigné, l'accepteur par intervention. Lorsque l'une de ces personnes n'habite pas ou n'habite plus au domicile indiqué dans la lettre de change, l'huissier doit rechercher son domicile actuel et indiquer le résultat de ses recherches dans un acte de perquisition inséré en tête du protêt. (Même article)

Le protêt doit contenir copie intégrale de la lettre de change; il contient en outre sommation d'en payer le montant, il constate la présence ou l'absence du tiré ou des autres obligés, les motifs de leur refus de payer, et si ceux-ci ne veulent pas signer le protêt, il constate leur impuissance ou leur refus de signer. (Art. 174)

L'huissier doit laisser copie du protêt aux mains du tiré ou des autres coobligés. (Art. 176)

A Paris et dans la plupart des grandes villes, le trop grand nombre de protêts à dresser à chaque date usuelle d'échéance empêche les huissiers d'observer la loi. Au lieu de dresser un protêt régulier, ils se bornent à faire déposer leur carte de visite chez le tiré ou les autres coobligés et ils ne dressent effectivement le protêt que si la lettre de change n'est pas payée dans les quatre jours. Ce qui leur permet, en fait, de procéder de cette façon, c'est que la loi fiscale leur donne quatre jours pour l'enregistrement du protêt, et qu'ils profitent de ce délai pour tenir la rédaction de l'acte en suspens jusqu'à l'expiration de ce délai. Cette pratique est évidemment extralégale, mais elle est si générale qu'elle ne paraît pas pouvoir être utilement critiquée.

II. *Du recours du porteur contre les coobligés*

On a vu ci-dessus qu'aux termes des articles 118 et 140 Code de comm. le tireur et les endosseurs sont *solidairement* garants envers le porteur du paiement de l'effet à l'échéance. Le porteur d'un effet impayé peut donc, conformément aux règles qui gouvernent les obligations solidaires, exercer un recours soit collectivement contre le tireur et les endosseurs, soit individuellement contre tous ou quelques-uns d'entre eux.

Pour assurer ou garantir l'utilité de ce recours, la loi met trois moyens à la disposition du porteur :

1° Une *action en justice.* (Art. 164) Cette action doit être intentée à peine de déchéance, dans la quinzaine du protêt; ce délai est d'ailleurs susceptible d'augmentation à raison des distances. (Art. 165 et 167 Code de comm. et 1053 Code proc. civ.) Ce délai se calcule individuellement pour chacun des coobligés. Le porteur ne conserve donc son recours que contre ceux des coobligés qu'il a poursuivis dans ce délai, et la circonstance qu'il aurait tiré sur eux une *retraite,* ou aurait fait saisir conservatoirement leurs meubles, comme il va être dit ci-après, ne le dispenserait pas de l'observation du délai.

Le porteur impayé peut réclamer au tireur et aux endosseurs, non seulement le principal de la lettre de change, mais les intérêts à dater du jour du protêt, les frais de protêt et autres frais légitimes, rechange, frais de correspondance, etc., et les intérêts de ces frais du jour de la demande en justice. (Art. 181, 184, 185 Code de comm.) C'est ce qu'on appelle le *compte de retour.*

2° Au lieu d'exercer une action en justice collectivement contre tous les coobligés ou individuellement contre un ou plusieurs d'entre eux, le porteur d'un effet impayé peut faire traite sur eux pour le montant de la lettre de

change augmenté du *compte de retour*. C'est ce qu'on appelle la *retraite*. (Art. 178, 179 et 180)

On trouvera dans la partie de cet ouvrage consacrée à la comptabilité des renseignements plus détaillés sur le *rechange*, la *retraite* et le *compte de retour*.

3° Enfin aux termes de l'article 172 Code de comm. le porteur d'un effet impayé peut obtenir du président du tribunal de commerce l'autorisation de saisir les meubles du tireur et des endosseurs. Cette saisie n'est que conservatoire, c'est à dire qu'elle ne permet pas au saisissant de faire vendre les meubles, mais elle a pour effet d'empêcher le tireur et les endosseurs de les détourner, ce qu'ils ne pourraient faire sans commettre un délit spécial appelé détournement d'objets saisis.

SECTION III

Du recours des coobligés les uns contre les autres

1° *Si l'effet a été payé par le tiré* et si celui-ci avait provision, il n'a fait que payer sa propre dette. il n'a donc aucun recours à exercer; s'il a payé à découvert, c'est à dire sans avoir provision, il a un recours contre le tireur, mais ce recours ne dérive pas de la lettre de change, il dérive du mandat. En exécutant l'ordre de payer que lui avait donné le tireur il n'a fait en effet que remplir le mandat que lui avait confié celui-ci, et il doit être rendu indemne des pertes qu'il a essuyées à l'occasion de son mandat. (Art. 1999 et 2000 Code civ.)

2° *Si l'effet a été payé par le tireur* et si celui-ci avait fait provision, il a un recours contre le tiré, mais ce recours ne dérive pas non plus de la lettre de change si le tiré n'est pas accepteur. Si le tireur n'avait pas fait provision, il n'a aucun recours à exercer.

3° *Si l'effet a été payé par un endosseur*. L'endosseur qui a payé a un recours solidaire contre tous les endosseurs qui le précèdent et contre le tireur. (Art. 164 § 2) Il doit exercer ce recours dans la quinzaine du jour où il a payé ou a été cité en justice à fin de paiement et si tous les coobligés ne sont pas en cause chacun peut exercer son propre recours contre les endosseurs qui le précèdent et contre le tireur dans la quinzaine du jour où lui-même a été cité en garantie. (Art. 167 § 2 et 3)

4° *Si le paiement a été fait par un donneur d'aval ou un accepteur par intervention*, il a un recours contre celui en faveur duquel il est intervenu et contre tous ceux contre lesquels celui-ci avait lui-même un recours.

SECTION IV

Du paiement par intervention

Le défaut de paiement de la lettre de change donne lieu, on le voit, à des recours compliqués et coûteux. Pour éviter cet inconvénient la loi permet à toute personne qui n'est pas obligée au paiement de la lettre de change de la *payer par intervention*, en indiquant pour le compte de quel obligé elle intervient. Ce paiement ne peut avoir lieu qu'après protêt. Il est constaté dans l'acte de protêt ou à la suite de cet acte. (Art. 158 Code de comm.)

Le payeur par intervention est légalement subrogé aux droits du porteur contre celui pour lequel il est intervenu et contre ceux contre lesquels celui-ci avait lui-même un recours; il est tenu des mêmes devoirs pour les formalités à remplir. (Art. 159 § 1)

Lorsque plusieurs personnes se présentent à la fois pour payer par intervention, on doit préférer celui qui, à raison de la personne pour laquelle il intervient, opèrera le plus de libérations : à nombre égal de libérations, il faut préférer le tiré non accepteur qui, pour se réserver un recours contre le tireur, voudrait ne payer que par intervention. (Art. 159 § 4 et 5)

CHAPITRE VI

Des déchéances encourues par le porteur et les endosseurs négligents

I. *Du porteur négligent*

Le porteur est considéré comme négligent :

1° Si, porteur d'une lettre de change à vue ou à délai de vue, il ne la présente pas au paiement ou à l'acceptation dans les trois mois de sa date. (Art. 160 et 168)

2° S'il ne fait pas dresser le protêt le lendemain de l'échéance. (Art. 162 et 168)

3° S'il n'exerce pas son recours en justice dans la quinzaine du protêt. (Art. 165, 167, 168)

Le porteur négligent perd tous ses droits contre tout autre que le débiteur principal et direct de la lettre de change, à savoir le tiré, s'il a reçu provision, le tireur, s'il n'a pas fait provision. (Art. 160, 168 et 170)

II. *De l'endosseur négligent*

L'endosseur est considéré comme négligent s'il n'exerce pas son recours en justice dans la quinzaine du jour où il a été assigné en paiement (Art. 167 et 169 Code de comm.) Les conséquences de sa négligence sont les mêmes que celles de la négligence du porteur. (Art 169 et 170)

On rappelle que la clause *retour sans frais*, ou *dispense de protêt* dispense à la fois de l'obligation de faire le protêt et de celle d'exercer un recours en justice dans la quinzaine.

CHAPITRE VII

De la prescription

Aux termes de l'article 189 Code de comm. toutes les actions résultant de la lettre de change se prescrivent par cinq ans, soit à partir du protêt, soit à partir du dernier acte de poursuite.

Les termes de la loi sont aussi compréhensifs que possible et s'appliquent à toutes les actions du porteur contre les divers coobligés au paiement de la lettre de change, et à tous les recours des coobligés les uns envers les autres. Il n'y a d'exception que pour le recours du tireur contre le tiré non accepteur qui avait reçu provision, ou pour celui du tiré contre le tireur qui n'avait pas fait provision. On a vu ci-dessus que ces recours ne dérivaient pas de la lettre de change.

La prescription quinquennale de l'article 189 Code de comm. peut, comme toutes les prescriptions, être interrompue soit par une sommation ou tout acte équivalent, soit par une reconnaissance de dette émanée du débiteur. (Art. 189 § 1 Code de comm. et 2244 et 2248 Code civ.)

Cette prescription n'est pas suspendue en faveur des mineurs et des interdits. (Art. 2278)

Elle est fondée sur une présomption de paiement. Celui qui l'invoque peut donc être contraint de prêter serment qu'il a payé, sans quoi il sera déclaré mal fondé à s'en prévaloir. (Art. 189 Code de comm. et 2275 Code civ.)

CHAPITRE VIII

Des lettres de change imparfaites

Une lettre de change peut être imparfaite pour trois causes : omission d'une des mentions prescrites par la loi, supposition, c'est-à-dire énonciation d'un fait inexact, ou incapacité des parties.

I. *Omission*

Toute omission de l'une des mentions exigées par l'article 110 a pour conséquence que la lettre de change imparfaite ne vaudra plus comme lettre de change.

Si l'omission porte sur un élément essentiel de l'engagement, par exemple sur la somme à payer, ou sur le nom du tiré, cet engagement sera absolument nul.

Si elle ne porte que sur la date, ou la valeur fournie, ou l'échéance, la lettre de change sera nulle comme telle, mais elle pourra valoir, selon les expressions de la loi, comme simple promesse, c'est-à-dire comme une obligation ordinaire.

Le vice résultant de l'omission étant un vice apparent dont chacun peut se rendre compte par la simple inspection du titre, les nullités qui en résultent sont opposables à tous.

II. *Supposition*

On a faussement indiqué un fait inexact; par exemple il y a eu supposition de nom, on n'a pas indiqué le véritable nom du tireur, du tiré ou du bénéficiaire; ou supposition de qualité : on a bien indiqué le nom du tiré, mais il n'y avait en réalité aucune relation, et il ne devait y en avoir aucune, entre lui et le tireur. La lettre de change ne vaut alors que comme simple promesse. (Art. 112)

Il faudrait en dire autant, quoique la loi n'en parle pas, en cas de supposition de date, ou de supposition de valeur fournie.

Le vice résultant de la supposition n'étant pas apparent, la nullité qui en résulte n'est opposable qu'à ceux qui y ont participé, ou qui en ont connu l'existence avant de recevoir la lettre de change.

III. *Incapacité*

Les lettres de change souscrites par des incapables, et par exemple par des mineurs, sont nulles à leur égard, conformément aux principes généraux. (Art. 114 Code de comm.)

En outre, la loi édicte en cette matière une incapacité spéciale qui est, aujourd'hui, la seule trace, dans notre droit, de l'incapacité qui frappait autrefois la femme à raison de son sexe : la signature des femmes et filles, non marchandes publiques, sur une lettre de change, ne vaut à leur égard que comme simple promesse. (Art. 113 Code de comm.)

TITRE DEUXIÈME

Du billet à ordre

Le billet à ordre est un écrit par lequel une personnes appelée *souscripteur*, s'engage à payer une certaine somme à une certaine époque, à une autre personne nommée *bénéficiaire*, *preneur* ou *porteur*, ou à celle à qui cette personne donnera elle-même l'ordre de la payer.

Comme on le voit, tandis que la lettre de change met en jeu trois personnes : le tireur, le tiré et le preneur, la billet à ordre n'en met en jeu que deux : le souscripteur et le preneur.

Quelques différences en résultent nécessairement entre le billet à ordre et la lettre de change, notamment en ce qui concerne la forme du billet, où il ne peut être question d'indiquer le nom du tiré et en ce qui concerne la provision, ou l'acceptation dont il ne peut être question davantage.

D'autre part, la lettre de change est nécessairement un acte de commerce entre toutes personnes. (Art. 632 § 7 Code de comm.) La loi ne dit rien de pareil pour les billets à ordre. Ceux-ci n'ont donc le caractère commercial que lorsqu'ils sont signés par des commerçants ou pour un fait de commerce, et ils ne sont soumis que dans ce cas à la prescription de cinq ans de l'article 189 Code de comm.

Mais à part ces deux différences, il faut appliquer aux billets à ordre toutes les règles édictées par le Code de commerce en ce qui concerne les lettres de de change notamment sur leur forme, (Art. 188 Code de comm.) sur l'échéance, l'endossement, la solidarité, l'aval, le paiement, le protêt, les droits et devoirs du porteur, etc. (Art. 187 Code de comm.)

On rappelle ici que lorsqu'un billet à ordre porte une ou plusieurs signatures de commerçants, le tribunal de commerce est compétent pour connaître des actions dirigées contre tous les signataires, même ceux qui ne sont pas commerçants. (Art. 637 Code de comm.)

On apelle *billet à domicile*, le billet à ordre souscrit dans un lieu et payable dans un autre lieu. Avant la loi du 7 juin 1894 et sous l'empire de l'ancien article 632 § 7 qui réputait actes de commerce les lettres de change et remises d'argent faites de place en place, on enseignait que ces billets contenant remise de place en place, avaient nécessairement le caractère commercial. Aujourd'hui, et sous l'empire du nouvel article 612 § 7 qui ne parle plus que des lettres de change, on reconnait que le billet à domicile n'a le caractère d'un acte de commerce que lorsqu'il a été signé par un commerçant ou pour un acte de commerce.

TITRE TROSIÈME

Des chèques

On sait que le chèque nous vient d'Angleterre. Il ne s'est développé en France que pendant la seconde moitié de XIX^{me} siècle et a été règlementé par une loi du 14 juin 1865 complétée par une loi du 19 février 1874.

I. *Définition et caractères essentiels du chèque*

D'après l'article premier de la loi du 14 juin 1865 « le chèque est l'écrit « qui, *sous la forme d'un mandat de paiement*, sert au tireur à effectuer le retrait « à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie des fonds portés au « crédit de son compte chez le tiré *et disponibles.* »

Il résulte, d'autre part, des articles 2 de la loi de 1865 et 5 § 3 de celle du 19 février 1874, que le chèque ne peut être stipulé payable *qu'à vue et à première réquisition.*

Le chèque diffère donc essentiellement de la lettre de change en ceci qu'il ne peut être tiré que sur une personne qui non seulement est débitrice du tireur lors de la création du chèque, d'une somme au moins égale à son montant, mais qui, en outre, s'est engagée à la tenir à la disposition du tireur à première réquisition.

Dans la pratique, on ne tire guère de chèques que sur les banquiers chez qui on a des fonds en dépôt. Cependent la loi n'exige pas que le chèque soit toujours tiré sur un banquier.

A la différence de la lettre de change qui est toujours un acte de commerce. (Art. 632 § 7 Code comm.) le chèque n'est un acte de commerce que s'il est signé par un commerçant, ou pour un fait de commerce. (Art. 4 § 1 de la loi de 1865)

II. *Formes du chèque*

Les formes du chèque sont énumérées par l'article 1 de la loi de 1865 et l'article 5 de celle de 1874.

1° Il doit être daté : à la différence de la lettre de change, il doit indiquer *en toutes lettres et de la main du tireur, la date du jour* où il est tiré. (Art. 5 de la loi de 1874) Cette exigence ne s'applique d'ailleurs qu'au quantième du mois, et non pas au millésime de l'année. Il doit également (Même article) indiquer *le lieu* d'où il est tiré.

2° Il doit être signé par le tireur. (Art. 1 de la loi de 1865)

3° A la différence de la lettre de change dont l'échéance peut être fixée de plusieurs façons différentes, le chèque ne peut être tiré qu'à vue ou à présentation. Toute stipulation ayant pour but de rendre le chèque payable autrement qu'à vue et à première réquisition serait nulle. (Art. 1 et 2 de la loi de 1865 et 5 de la loi de 1874)

4° A la différence de la lettre de change qui est nécessairement à ordre, le chèque peut affecter trois formes différentes au point de vue de sa transmissibilité : il peut être à personne dénommée, à ordre ou au porteur. (Art. 1 de la loi de 1865)

III. *Transmission du chèque*

Si le chèque est à personne dénommée, il ne peut être cédé que dans les formes du droit civil, c'est-à-dire par un acte de cession de créance, signifié par huissier au débiteur cédé, dans les termes de l'article 1690 Code civ. Ce n'est guère pratique.

S'il est à ordre, il est transmissible par voie d'endossement, mais il y a cette grande différence avec la lettre de change que l'endossement en blanc suffit pour en transférer la propriété. (Art. 1 de la loi de 1865)

S'il est au porteur, il se transmet par la simple tradition, c'est-à-dire par la simple remise du titre.

IV. *Des garanties du paiement du chèque*

La loi n'admet la création du chèque que lorsqu'il y a provision, et que cette provision consiste en fonds portés au crédit du tiré et disponibles. (Art. 1 de la loi de 1865) Le fait de tirer un chèque sans provision préalable constitue une contravention fiscale passible d'une amende de 6 % du montant du chèque,

avec un minimum de cent francs. (Art. 6 de la loi de 1874) Dans ces conditions, la loi n'a pas eu besoin de se préoccuper spécialement des garanties du paiement du chèque.

Il est unanimement admis que le porteur du chèque est propriétaire de la provision.

Il n'y a pas lieu à acceptation puisque le chèque est nécessairement payable à vue.

Tous les signataires du chèque sont solidairement responsables du paiement. C'est ce qui résulte de l'article 4 § 2 de la loi de 1865 qui renvoie aux règles admises en matière de lettre de change.

V. *Du paiement et du non paiement du chèque*

Aux termes de l'article 5 de la loi de 1865, le porteur d'un chèque est tenu d'en réclamer le paiement dans les cinq jours, y compris le jour de la date si le chèque est tiré sur la même place; dans les huit jours, y compris le jour de la date, s'il est tiré sur une autre place, sous peine de perdre son recours contre les endosseurs et le tireur qui a fait provision.

Le chèque doit être acquitté lors du paiement et cet acquit doit être daté. (Art. 5 § 2 de la loi de 1874)

En cas de non paiement, l'article 4 § 2 de la loi de 1865 déclare applicable les règles du Code de commerce sur le protêt, le recours du porteur contre les coobligés, et le recours en garantie des coobligés les uns contre les autres. Le protêt doit donc, à peine de nullité, être dressé le lendemain du refus de paiement. Le recours en justice doit être intenté dans la quinzaine du protêt.

VI. *Des droits et des devoirs du porteur et des endosseurs*

Le porteur est négligent 1° s'il ne présente pas le chèque au paiement dans les cinq jours, s'il est tiré sur la même place; dans les huit jours dans le cas contraire. 2° s'il ne fait pas protester le lendemain du non paiement. 3° s'il n'exerce pas son recours en justice dans la quinzaine du protêt.

L'endosseur est négligent s'il n'exerce pas son recours en justice dans la quinzaine du jour où il a payé, ou du jour où il a été assigné en paiement.

Le porteur et l'endosseur négligents perdent tous leurs droits contre les endosseurs et contre le tireur qui a fait provision.

VII. *Du chèque barré*

En Angleterre on se sert beaucoup du chèque barré, c'est-à-dire sur lequel on a tracé deux barres transversales : ce chèque présente cette particularité qu'il ne peut être touché que *par l'entremise d'un banquier*. En France, la loi n'a pas prévu le chèque barré : il commence à s'introduire dans la pratique, mais il n'a pas encore pris un grand développement.

VIII. *Du chèque récépissé*

La loi de 1865 ne prévoit et ne règlemente que le *chèque-mandat*, c'est-à-dire celui qui est rédigé sous la forme d'un ordre de payer donné par le tireur au tiré. Elle ne s'occupe pas du chèque créé sous la forme d'un simple *reçu* donné par le tireur à celui qui a des fonds pour son compte : c'est ce qu'on appelle le *chèque-récépissé*. A raison de sa forme ce titre circule à la manière d'un titre au porteur. Le porteur ne peut se présenter que comme mandataire du signataire, et le tiré peut dès lors lui opposer toutes les exceptions qu'il pouvait opposer à celui-ci.

LIVRE SIXIÈME

Du droit maritime

On trouvera toutes les explications nécessaires dans la partie de cet ouvrage consacrée aux transports maritimes.

LIVRE SEPTIÈME

Des liquidations judicaires et des faillites

Le commerçant fait beaucoup plus appel au crédit que le non commerçant. Les opérations auxquelles il se livre sont beaucoup plus nombreuses, il a donc généralement beaucoup plus de créanciers que le non commerçant et par suite la cessation de ses paiements porte atteinte à un beaucoup plus grand nombre d'intérêts que celle d'un non commerçant.

Aussi la loi a-t-elle cru devoir organiser pour le cas de cessation des paiements d'un commerçant, une procédure spéciale qui a pour but de régler sa situation dans son ensemble, et qui, suivant la gravité de cette situation, s'appelle liquidation judiciaire ou faillite.

Avant la loi du 4 mars 1889, le commerçant qui cessait ses paiements devait être déclaré en faillite. Or la faillite enlève immédiatement au failli l'administration de ses biens, elle lui impose une sorte de flétrissure morale; elle est, par suite, très redoutée des commerçants, surtout des commerçants honnêtes. Qu'arrivait-il alors? C'est que pour éviter la faillite le commerçant gêné avait recours à tous les moyens : emprunts ruineux, circulation d'effets de complaisance, vente de ses marchandises à vil prix. Ces expédients ne le sauvaient pas, rendaient au contraire sa ruine plus complète et portaient généralement le plus grave préjudice à l'intérêt commun de ses créanciers.

Le législateur a été ainsi amené à penser qu'il fallait créer au commerçant gêné un intérêt à avouer promptement sa situation à la justice. La loi du 4 mars 1889 a en conséquence organisé une forme de liquidation plus bienveillante, qui ne dessaisit plus complètement le débiteur de l'administration de ses biens, qui ne lui impose aucune flétrissure morale, mais qui ne peut lui être appliquée que s'il en fait lui-même la demande dans la quinzaine de la cessation de ses paiements, délai de rigueur : c'est ce qu'on appelle la *liquidation judiciaire*.

Il n'est donc plus exact de dire aujourd'hui que la faillite est l'état d'un commerçant qui cesse ses paiements. C'est la liquidation judiciaire qui est l'état d'un commerçant qui cesse ses paiements. La faillite n'est prononcée que s'il tarde à révéler sa situation à la justice, ou s'il s'est rendu coupable de fraudes ou tout au moins de fautes lourdes.

La loi sur la liquidation judiciaire se réfère pour la procédure et pour le plus grand nombre des effets de la déclaration de liquidation aux dispositions du Code de commerce sur la faillite. On ne peut donc étudier la liquidation judiciaire qu'après avoir d'abord étudié la faillite.

TITRE PREMIER

Des faillites

CHAPITRE I

Déclaration de la faillite.

SECTION I

Causes qui peuvent faire prononcer la faillite

« Tout commerçant qui cesse ses paiements, dit l'article 437 Code de comm., « est en état de faillite. » Il faut dire aujourd'hui : ou en état de liquidation judiciaire.

Deux conditions sont donc indispensables pour que la faillite ou la liquidation judiciaire puissent être prononcées.

I. Il faut que le débiteur soit *commerçant* ou du moins, il faut qu'il l'ait été au moment de la cessation de ses paiements, car du moment qu'il l'a été à cette époque, il peut être déclaré en faillite quand même il aurait cessé de l'être depuis. Il pourrait même l'être après son décès. L'article 437 Code de commerce le reconnait en ajoutant que la faillite (la liquidation) ne pourra être prononcée que dans l'année qui suit le décès et non au delà.

Les sociétés commerciales peuvent être déclarées en faillite ou en liquidation judiciaire comme les commerçants eux-mêmes. Cette faillite ou cette liquidation judiciaire entraînent de plein droit celle de tous les associés responsables et solidaires. (Art. 438 § 2 Code de comm.)

II. Il faut que le débiteur ait *cessé ses paiements.*

Cette expression ne laisse pas que d'être un peu vague et il est probable que ce vague a été intentionnel dans la pensée du législateur. On a voulu laisser aux tribunaux un large pouvoir d'appréciation. Tout ce qu'on peut dire, c'est que l'expression de l'article 437 implique une situation ayant un certain caractère de généralité : il faut que le débiteur ait cessé *ses paiements* et évidemment par impuissance d'y faire face.

Si par conséquent le débiteur n'avait pas payé une dette très importante, non pas parce qu'il ne pouvait pas la payer, mais bien parce qu'il la contestait, il ne pourrait pas être mis de ce chef en état de faillite, quand bien même sa contestation serait reconnue absolument mal fondée.

Si, d'autre part, par impossibilité momentanée de payer, le débiteur laissait impayées une ou deux dettes sans importance, et s'il n'avait aucune dette importante en souffrance, on ne verrait pas là un état assez grave pour mériter le titre de cessation des paiements.

Enfin, les tribunaux de commerce admettent volontiers cette idée que lorsque aucune des dettes en souffrance n'a le caractère commercial il n'y a pas lieu de prononcer la faillite. La faillite a été organisée uniquement pour les commerçants : on en conclut que la cessation de paiements qui en est la cause doit être une cessation de paiements commerciaux et que, par suite, s'il n'y a cessation que de paiements civils, il n'y a pas lieu à faillite.

Généralement la cessation des paiements est établie de la façon la plus claire, soit directement par des protêts, des jugements, des saisies ou des tentatives de saisie, soit indirectement par des faits qui la rendent certaine, la vente publique des marchandises à vil prix, la fuite du débiteur, etc.

SECTION II

Du jugement déclaratif de faillite

La faillite est prononcée par le tribunal de commerce.

I. *Tribunal compétent pour prononcer la faillite*

C'est le tribunal de commerce du domicile du failli, c'est-à-dire du lieu où il a son principal établissement.

Le but de la faillite étant de régler la situation du débiteur dans son ensemble, la faillite ne pourrait être à la fois valablement prononcée par deux tribunaux en France. Si par suite de la difficulté de déterminer avec précision le lieu du principal établissement d'un commerçant qui en possède plusieurs, plusieurs tribunaux avaient simultanément prononcé la faillite, il y aurait lieu de faire déterminer par une procédure spéciale qu'on appelle *règlement de juges*, quel est celui de ces tribunaux qui devrait rester saisi de l'affaire.

Lorsque les divers tribunaux saisis sont dans le ressort de la même cour d'appel, c'est cette cour d'appel qui règle de juges, sinon le règlement ne peut être fait que par la cour de cassation.

II. *Manière dont le tribunal est saisi de la question de faillite*

D'après l'article 440 du Code de commerce la faillite est déclarée par jugement du tribunal de commerce rendu soit sur la déclaration du failli, soit à la requête d'un ou de plusieurs créanciers, soit d'office.

Le tribunal peut donc être saisi de trois façons :

1° *Par la déclaration du failli.* Le failli doit déclarer la cessation de ses paiements dans la quinzaine de la cessation au greffe du tribunal de commerce : le jour de la cessation compte dans les 15 jours. (Art. 438 § 1 modifié par la loi du 4 mars 1889) La déclaration doit être accompagnée du bilan certifié véritable, daté et signé par le débiteur. Ce bilan doit énumérer et évaluer tous les biens meubles et immeubles du débiteur, donner l'état de ses dettes, le tableau des profits et pertes, et celui de ses dépenses personnelles. (Art. 439)

Aujourd'hui, et depuis la loi de 1889, lorsque le débiteur dépose son bilan dans la quinzaine de la cessation de ses paiements, il n'est plus déclaré en faillite mais admis, suivant l'expression de la loi, au bénéfice de la liquidation judiciaire.

Cependant la faillite pourrait encore être prononcée à la requête du débiteur, s'il déposait son bilan après l'expiration du délai de quinzaine.

2° *Par la demande des créanciers.* Cette demande peut être formée par voie de requête, c'est-à-dire sans assigner le débiteur : c'est alors le tribunal qui convoque celui-ci pour entendre ses explications. Mais généralement la demande est formée par voie d'assignation, c'est-à-dire en citant le débiteur.

3° *Le tribunal peut se saisir lui-même.* C'est ce que l'on exprime en disant qu'il peut prononcer la faillite *d'office*.

III. *Dispositions que contient le jugement déclaratif*

1° Il prononce la faillite.

2° Il nomme un ou plusieurs syndics chargés de gérer la faillite et un juge commissaire chargé de les surveiller. (Art. 451, 462)

3° Il prescrit des mesures provisoires relatives aux biens ou à la personne du failli : apposition des scellés, incarcération du failli s'il y a lieu, etc.

4° Il fixe la date de la cessation des paiements. Cette date a une grande importance. Au moment où il prononce la faillite le tribunal a rarement les éléments nécessaires pour la fixer d'une façon définitive, il la fixe alors provisoirement et il peut ensuite la modifier, généralement en la reportant en arrière, par un jugement ultérieur qui est soumis aux mêmes règles que le jugement déclaratif. (Art. 441 et 442)

IV. *Caractère, exécution et publication du jugement déclaratif*

Ordinairement, aux termes de l'article 1351 Code civ. les jugements n'ont l'autorité de la chose jugée qu'entre les parties en cause. On ne pourrait pas appliquer ce principe au jugement déclaratif qui a pour objet de régler la situation du débiteur dans son ensemble et qui doit avoir par suite autorité vis-à-vis de tous.

Le jugement déclaratif est exécutoire provisoirement et nonobstant opposition ou appel. (Art 440 Code de comm.) Il doit être affiché et inséré par extrait dans les journaux à la requête du syndic. (Art. 442)

V. *Voies de recours dont le jugement déclaratif est susceptible*

1° L'*opposition*. On a vu ci-dessus que c'est une voie de recours dont on peut frapper les jugements par défaut. Ne peuvent donc faire opposition que ceux qui n'ont pas été représentés au jugement.

L'opposition est possible de la part du failli qui n'a pas présenté sa défense dans la quinzaine, et de la part de tout autre intéressé dans le mois à partir de l'affichage et de la publication du jugement. (Art. 580 Code de comm.)

2° L'*appel* est possible de la part de toute personne, dans le délai de quinzaine, mais ce délai ne court qu'à partir de la signification du jugement. (Art. 582 Code de comm.)

VI. *Des faillites non déclarées*

La jurisprudence admet que, même si la faillite n'est pas déclarée par le tribunal de commerce, la cessation des paiements en produit à elle seule quelques uns des effets. C'est ce qu'on appelle la théorie des faillites non déclarées. Telles seraient notamment les nullités des articles 446 à 449 Code de comm.

SECTION III

Des effets du jugement déclaratif de faillite

Le jugement déclaratif de faillite produit des effets non seulement pour l'avenir, mais il en produit en outre rétroactivement dans le passé.

§ I

Effets du jugement déclaratif de faillite dans l'avenir

I. *Dessaisissement du failli*

Par l'effet seul du jugement et avant même que la publication en ait été effectuée, le failli est dessaisi de l'administration de ses biens qui passe immédiatement sur la tête du syndic. (Art. 443 Code de comm.)

Ce dessaisissement ne s'applique pas seulement aux biens présents du failli, c'est à dire ceux qu'il possède au moment de la déclaration de faillite, mais encore à tous ceux qu'il pourra acquérir avant la clôture définitive de la

faillite. Les actions qui intéressent la patrimoine du failli ne peuvent plus être exercées que par ou contre le syndic. (Art. 443)

II. *Suspension des poursuites individuelles*

A dater de la faillite les créanciers n'ont plus le droit d'exercer individuellement des poursuites contre le failli. Le syndic seul a qualité pour réaliser l'actif, et le seul droit des créanciers est désormais de *produire à la faillite*, c'est à dire d'y faire reconnaître leurs droits.

Cette suspension ne s'applique pas d'ailleurs aux créanciers investis d'un gage, d'une hypothèque ou d'un privilège spécial en tant qu'ils se bornent à vouloir réaliser les biens spécialement affectés au paiement de leur créance. Mais, pour le surplus, leur droit d'action est suspendu.

III. *Déchéance du terme.*

Les dettes à terme du failli deviennent immédiatement exigibles. (Art. 444 Code comm.) Bien entendu, il ne saurait être question d'appliquer cette déchéance aux débiteurs du failli qui, eux, ne sont pas en faillite.

IV. *Cessation du cours des intérêts*

Les créances contre le failli cessent immédiatement de produire des intérêts à l'encontre de la masse des créanciers. (Art. 445) Il n'en est autrement qu'en ce qui concerne les créances garanties par un gage, une hypothèque ou un privilège spécial, en tant que les intérêts de ces créances peuvent être payés au moyen de la valeur des biens spécialement affectés à leur paiement. (Même article)

V. *Nullité des inscriptions de privilèges et d'hypothèques prises après le jugement déclaratif pour des privilèges et hypothèques acquis auparavant.*

Le jugement déclaratif fait obstacle à ce que les privilèges et hypothèques acquis avant sa prononciation puissent être inscrites après. L'article 448 § 1 l'indique implicitement en disant que les privilèges et hypothèques peuvent être inscrits jusqu'au jour du jugement déclaratif. Mais cette règle ne s'applique qu'aux privilèges et hypothèques acquis avant le jugement déclaratif. Ceux qui, par exception, pourraient être valablement acquis après ce jugement pourraient également être inscrits.

VI. *Hypothèque légale de la masse*

Le jugement déclaratif confère à lui seul à la *masse*, c'est à dire à l'ensemble des créanciers du failli, une hypothèque légale sur l'ensemble des biens de celui-ci. Mais cette hypothèque légale n'est pas dispensée d'inscription. Le syndic doit la faire inscrire. (Art. 490)

Cette hypothèque ne présente d'ailleurs d'utilité que pour le cas où le failli serait remis ultérieurement, par le concordat, à la tête de ses affaires, et pourrait par suite acquérir de nouveaux créanciers. Les créanciers ayant fait partie de la masse de la faillite auraient un droit de préférence à l'encontre de ces créanciers nouveaux.

VII. *Incapacités qui frappent le failli*

Le failli perd, par l'effet de la faillite, ses droits politiques, il cesse d'être électeur et éligible, il ne peut plus exercer aucune fonction publique, il ne peut pas se présenter à la Bourse, sa signature, même s'il revenait à meilleure

fortune, ne serait pas admise à l'escompte par la Banque de France. Ces incapacités ne peuvent disparaître que par l'effet de la réhabilitation.

§ II

Effets du jugement déclaratif dans le passé

La loi considère à juste titre comme suspecte toute la période qui s'écoule entre le cessation des paiements et la déclaration de faillite, et même, à de certains points de vue, les dix jours qui la précèdent. Pendant cette période, en effet, le débiteur, épouvanté par le désastre qui le menace, ne s'appartient réellement plus. Il se laisse arracher par ses créanciers les plus pressants des concessions qui porteraient atteinte au principe que dans un désastre commun la situation de tous les créanciers doit être égale. Il favorise ceux de ses créanciers qui ont avec lui des liens de parenté ou d'amitié. Il tente de soustraire tout ou quelque partie de son patrimoine à l'action de ses créanciers par des cessions fictives. Aussi la loi soumet-elle à un contrôle extrêmement sévère les actes accomplis pendant cette période, et en annule-t-elle un certain nombre.

I. *Nullités de droit.*

L'article 466 déclare nuls de plein droit et, dans tous les cas, lorsqu'ils ont été faits depuis la cessation de paiements *ou dans les dix jours qui la précèdent*, les actes ci-après énumérés :

1° *Tous les actes de libéralité faits par le failli.* Rien de plus juste, le débiteur ne peut même plus payer ses dettes, ce n'est pas le moment de faire des libéralités qu'il ferait, en réalité, avec l'argent de ses créanciers.

L'article 466 ne parle que *d'actes translatifs* de propriété à titre gratuit, mais il faut assimiler à ces actes ceux qui sont abdicatifs de droits, par exemple une renonciation que le débiteur ferait à une succession qui lui serait échue pour laisser ses enfants y venir à sa place, ou une remise de dette qu'il aurait consentie.

Toutefois, il convient de noter que, d'après la jurisprudence, la constitution de dot que le débiteur ferait à l'un de ses enfants qui se marierait à ce moment là, devrait être considérée non comme un acte à titre gratuit, mais comme un acte à titre onéreux.

2° *Tous paiements de dettes non échues, faits sous quelque forme que ce soit.* Ce n'est pas au moment où le débiteur ne peut pas faire face à des dettes échues qu'on peut l'autoriser à payer des créanciers qui n'ont encore le droit de rien exiger de lui.

3° *Tous paiement de dettes échues faits autrement en argent ou en effets de commerce* que l'usage commercial assimile à de l'argent. Ce que la loi ne veut pas, c'est qu'à ce moment le débiteur puisse faire des *dations en paiement*, c'est-à-dire désintéresser des créanciers même échus, en leur donnant autre chose que ce qu'il leur doit. Sans cela des créanciers peu scrupuleux, spéculant sur la crainte du débiteur d'être déclaré en faillite, se feraient abandonner, en paiement de ce qui leur serait dû, les marchandises ou les autres éléments de l'actif du failli évalués à vil prix, et le gage général de la masse des créanciers se trouverait ainsi compromis.

Mais si la dette du failli n'est pas une dette en numéraire, s'il doit, par exemple, des marchandises, il peut fort bien livrer les marchandises qu'il doit.

4° *Constitution de gages ou d'hypothèques pour sûreté de dettes antérieurement contractées.* La loi ne veut pas non plus que, par une pression exercée sur le débiteur, des créanciers plus âpres que les autres parviennent à ce moment à se faire créer à l'encontre des autres, une situation privilégiée qui serait contraire au principe de l'égalité entre les créanciers.

Mais si, à ce moment, le débiteur contractait de nouvelles dettes, il pourrait, au moment de leur création, conférer au créancier un gage ou une hypothèque qui ne seraient pas nuls de plein droit.

II. *Nullités facultatives*

Ces nullités peuvent être prononcées par le juge mais celui-ci n'y est pas obligé, il a un pouvoir d'appréciation.

1° Aux termes de l'article 447, tous les actes à titre onéreux passés par le débiteur depuis la cessation de paiements (ici la nullité ne s'applique pas aux actes passés dans les dix jours qui la précèdent) *peuvent* être annulés, s'il est prouvé que le tiers au profit duquel ils ont été passés *avait connaissance de la cessation de paiements*

Toutefois, le tiers porteur régulier d'une lettre de change ou d'un billet à ordre qui en a reçu le paiement ne saurait être contraint à le rapporter, même si, au moment où il l'a reçu il avait connaissance de la cessation de paiements. L'action en répétition ne peut être exercée dans ce cas que contre celui au profit duquel le titre a été créé, à savoir, le tireur dans la lettre de change, le bénéficiaire originaire du billet dans le billet à ordre. (Art. 449 Code de comm.)

2° Aux termes de l'article 448, les inscriptions de privilèges ou d'hypothèques prises depuis la cessation de paiements *ou dans les dix jours qui la précèdent, peuvent* être annulées, si elles ont été prises *plus de quinze jours* après l'acte constitutif du privilège ou de l'hypothèque. On a voulu punir le créancier négligent.

CHAPITRE II

Du personnel de la faillite

I. Le *tribunal de commerce* du domicile du failli possède, en matière de faillite, un double pouvoir.

Tout d'abord, il contrôle et surveille l'administration de la faillite, il nomme le syndic et le juge commissaire. Son homologation, c'est-à-dire son approbation est nécessaire pour la validité du concordat.

En second lieu, il juge toutes les contestations nées de la faillite.

Le délai d'appel contre les jugements rendus en matière de faillite n'est pas de deux mois, comme en matière ordinaire, mais seulement de quinze jours. (Art. 582)

II. Le *juge commissaire* est spécialement chargé, sous l'autorité du tribunal, de diriger de haut les opérations de la faillite. C'est lui qui convoque et préside les assemblées de créanciers. Il doit faire son rapport au tribunal sur toutes les contestations en matière de faillite.

III. Le *syndic* est l'administrateur de la faillite. Il représente à la fois le failli et la masse de ses créanciers. Lorsque le jugement déclaratif le désigne il n'est que *syndic provisoire*, et doit se borner à prendre les mesures absolument urgentes et à dresser l'inventaire du failli.

Dans la quinzaine de sa nomination, les créanciers sont convoqués en une première assemblée, qu'on appelle dans la pratique *assemblée de syndicat*, et qui

donne son avis sur le maintien ou le remplacement du syndic. Le tribunal prononce sur ce point sans être tenu de se conformer à l'avis de l'assemblée, et si le syndic est maintenu, il devient *syndic définitif*.

IV. Les créanciers sont autorisés par la loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire, déclarée sur ce point applicable à la faillite, à choisir *parmi eux* un ou deux *contrôleurs* chargés de contrôler la gestion du syndic. Celui-ci doit notamment les consulter sur les actions à intenter ou à suivre. Les contrôleurs ne peuvent être révoqués que par le tribunal, et seulement sur l'avis *conforme* de la majorité des créanciers. (Art. 9 et 10 de la loi)

V. Les *créanciers* pris individuellement n'ont plus guère d'autre droit que de produire à la faillite, et si cette production est contestée, de la soutenir devant le tribunal. Mais réunis en *assemblée*, ils exercent des droits importants : on citera notamment l'assemblée de syndicat où ils donnent leur avis sur le maintien ou le remplacement du syndic, l'assemblée de vérification des créances où les créanciers produisants voient statuer sur leur production, l'assemblée de concordat qui vote sur le projet de concordat présenté par le failli.

VI. Le *failli*. D'après le Code il devrait, en général, être incarcéré, mais il peut être dispensé de cette incarcération et, dans la pratique, il l'est toujours lorsqu'on ne lui reproche aucune fraude.

Il peut être employé par le syndic pour faciliter sa gestion. On lui accorde alors une rémunération dont le chiffre est fixé par le juge commissaire. Celui-ci peut aussi, sur l'actif de la faillite, lui accorder, ainsi qu'à sa famille, des secours provisoires.

CHAPITRE III

De la vérification et de l'affirmation des créances

A partir du jugement déclaratif, les créanciers peuvent adresser leurs titres au greffe du tribunal de commerce. (Art. 491) Ils sont d'ailleurs avertis par lettre du greffier du tribunal de commerce et par insertion dans les journaux, d'avoir à remettre leurs titres au greffe ou au syndic dans le délai de 20 jours. (Art. 492) Ce délai est augmenté d'un jour par 50 kilomètres de distance entre le lieu où siège le tribunal et le lieu du domicile du créancier. Les créanciers domiciliés hors du territoire de la France ont naturellement un délai beaucoup plus long : c'est celui de l'article 73, Code de Proc. civ.

Dans les trois jours de l'expiration du délai fixé pour les créanciers domiciliés sur le territoire continental de la France, la vérification doit commencer et elle doit se poursuivre sans interruption en assemblée de créanciers. Tous les créanciers portés au bilan peuvent y assister ou s'y faire représenter et ont le droit d'élever des contredits sur les créances présentées à la vérification. Les créances sont vérifiées par le syndic en présence du juge commissaire. Si la créance est admise, cette admission est inscrite sur le titre lui-même et dans la huitaine le créancier ou son fondé de pouvoir doit en affirmer la sincérité devant le juge commissaire. (Art. 497) Ceux qui affirment faussement des créances non existantes sont passibles des travaux forcés à temps.

Si la créance est contestée, la contestation est jugée par le tribunal compétent. Mais il se peut que la contestation ne soit pas encore tranchée au moment où devra se réunir l'assemblée appelée à voter sur le concordat. Si la créance est importante, le tribunal de commerce peut décider qu'on sursoira à l'assemblée du concordat jusqu'au jugement de la contestation. (Art. 499) Si, au contraire

le tribunal ordonne qu'on n'attendra pas le jugement pour tenir l'assemblée, le tribunal saisi de la contestation peut admettre provisoirement ou, comme on dit, *provisionnellement*, le créancier contesté à prendre part à l'assemblée pour une certaine somme qu'il évalue. (Art. 499 et 500 Code de comm.)

Si les créanciers ne se présentent pas dans les délais de l'article 492, ils ne sont pas déchus pour cela du droit de faire valoir leurs droits ultérieurement, ils la peuvent jusqu'à la distribution des deniers, mais ils devront alors faire reconnaître leurs droits à leurs frais, et ils pourront se trouver exposés à ce que les fonds restant encore à distribuer ne soient pas suffisants pour assurer le paiement du dividende qui leur est dû. (Art. 503)

CHAPITRE IV

Des divers droits que l'on peut faire valoir contre une faillite

On ne peut en donner ici qu'une idée des plus sommaires, la matière étant des plus compliquées.

SECTION I

Des revendications

Le débiteur peut avoir entre les mains au moment de la déclaration de faillite, des objets qui appartiennent à des tiers: ceux-ci ont à leur disposition pour se faire restituer ces objets, l'action qui garantit le droit de propriété, et qu'on appelle l'action en *revendication*.

1° Ceux qui ont confié au failli des effets de commerce en vue d'en recouvrer le montant peuvent revendiquer ces effets s'ils se trouvent encore en nature dans le patrimoine du failli. (Art. 574 Code de comm.) Ils ne pourraient pas au contraire revendiquer les effets qu'ils auraient endossés au failli par un endossement régulier. On a vu en effet, ci-dessus, qu'un semblable endossement lui en aurait transféré la propriété.

2° Ceux qui ont déposé ou consigné chez le failli des marchandises à l'effet de les vendre peuvent les revendiquer, si elles se trouvent encore en nature dans son patrimoine. Si elles ont été vendues et que le prix en soit encore dû par l'acheteur, les déposants peuvent revendiquer ce prix. (Art. 575 Code de comm.)

3° Le vendeur d'effets mobiliers qui n'en a pas reçu paiement, ne peut les revendiquer que si, au moment de la faillite, les dits effets n'étaient pas encore arrivés dans les magasins du failli. Encore ne pourrait-il pas les revendiquer, même s'ils étaient en cours de route, s'il avait adressé au failli la lettre de voiture ou le connaissement qui les représentent et si, avant leur arrivée dans ses magasins, le failli les avait revendus sans fraude, sur les facture et connaissement signés du vendeur. (Art. 576)

4° La femme du failli ne peut revendiquer les meubles lui appartenant qui se trouvent aux mains du mari que si leur identité est établie par un acte notarié. (Art. 560)

L'énumération que la loi donne des cas de revendication n'est pas limitative; on pourrait, par exemple, revendiquer contre le failli les objets qui lui auraient été confiés pour un travail à façon, les meubles qui lui auraient été donnés à bail, etc.

Les revendications sont adressées au syndic; si celui-ci en admet le bien fondé, il n'est pas nécessaire de plaider; sinon la contestation doit être portée devant le tribunal compétent qui sera, en principe, le tribunal de la faillite.

SECTION II

Des créances privilégiées ou hypothécaires

En principe, les causes de préférence que l'on peut invoquer dans une faillite sont celles qui sont énumérées par le droit civil.

L'état de faillite du débiteur entraîne cependant quelques modifications aux principes généraux.

1° Les *ouvriers* et les *commis* du failli auxquels le droit civil ne donne pas de privilège, en ont un en matière de faillite, (Art. 549) qui vient au même rang que le privilège des gens de service de l'article 2101 § 4 Code civ. Les ouvriers sont privilégiés pour les trois derniers mois de salaire qui peuvent leur être dûs, et les commis pour leurs six derniers mois d'appointements fixes et pour les commissions auxquelles ils ont acquis un droit définitif pendant les trois derniers mois qui précèdent la faillite.

2° Le vendeur d'effets mobiliers non payés qui est privilégié en droit civil par l'article 2102 § 4, n'a pas de privilège en cas de faillite de l'acheteur. (Art. 550 Code de comm. dernier §)

3° Le privilège du bailleur, c'est à dire du propriétaire des lieux où le failli exerce son commerce et des lieux y attenants où il a son habitation, voit son privilège restreint en matière de faillite. (Art. 550 Code de comm. modifié par la loi du 12 fevrier 1872) Il ne peut pas être privilégié pour plus de deux années de loyers échus, les loyers de l'année courante et les loyers d'une année en sus de l'année courante.

4° Les droits de la femme du failli souffrent également certaines restrictions, (Art. 557 à 564. Code comm.) notamment si le mari était commerçant lors du mariage, ou si n'ayant alors aucune profession déterminée, il l'est devenu dans l'année qui a suivi. Son hypothèque légale ne frappe que les immeubles qui appartenaient au mari lors du mariage, ou qu'il a acquis depuis à titre gratuit. Elle ne frappe pas les immeubles que le mari aurait acquis au cours du mariage à titre onéreux. (Art. 563)

CHAPITRE V

Des différentes solutions de la faillite

Dans les trois jours de l'expiration des délais pour la vérification et l'affirmation des créances des créanciers domiciliés sur le territoire continental de la France, les créanciers sont convoqués en une assemblée appelée à délibérer sur l'opportunité d'accorder au failli un concordat. Le syndic fait un rapport à cette assemblée : le failli doit y fournir en personne ses explications. (Art. 504 à 506)

L'assemblée de concordat peut voter soit le concordat pur et simple, soit le concordat par abandon d'actif, sinon elle déclare les créanciers en état d'union.

La faillite peut donc comporter trois solutions : le concordat, le concordat par abandon d'actif, ou l'union.

SECTION I

Du concordat

I. *A quelles conditions le concordat peut-il être accordé?*

1° Il faut d'abord qu'il soit voté par une majorité de créanciers représentant la moitié plus un des créanciers en nombre, et les deux tiers du passif de la faillite en somme. (Art. 507)

Les créanciers nantis d'un privilège, d'une hypothèque ou d'un gage ne peuvent pas prendre part au vote, ou s'ils y participent, ils perdent par cela seul leur gage ou leur hypothèque. (Art. 508)

Si, dans l'assemblée, le projet de concordat ne réunissait qu'une seule des majorités requises par l'article 507, on convoquerait pour la huitaine suivante une seconde assemblée qui statuerait définitivement, mais toujours à condition de réunir la double majorité. (Art. 509)

2° Il faut que le concordat soit homologué, c'est-à-dire approuvé par le tribunal de commerce qui, malgré le vote favorable des créanciers, peut le refuser. (Art. 515)

3° Toute condamnation du failli pour banqueroute frauduleuse ferait obstacle au concordat ou, s'il était accordé, en entraînerait l'annulation. (Art. 510 et 520)

Le concordat régulièrement homologué est opposable à tous les créanciers, même à ceux qui ont voté contre, ou à ceux qui n'ont pas pris part au vote (Art. 516)

II. *Effets du concordat*

Généralement, pour ne pas dire toujours, le concordat accorde au failli une remise partielle de ses dettes. Il lui accorde également des délais pour se libérer. Le plus souvent, pour donner confiance à ses créanciers, le failli fait cautionner les engagements qu'il prend par des personnes de sa famille qui sont ce qu'on appelle des *cautions au concordat*.

Le concordat a pour effet de mettre fin immédiatement à la faillite et à la gestion des syndics. Le failli est remis à la tête de ses affaires (Art. 519)

III. *Résolution du concordat*

Si le failli ne remplit pas ses engagements, la faillite peut être réouverte. (Art. 520 § 2) Cette réouverture ne libère pas d'ailleurs les cautions au concordat. (Même article)

Le concordat se trouverait également mis à néant, si, avant que les créanciers ne fussent payés, le concordataire encourait, par suite de nouvelles opérations, une nouvelle déclaration de faillite.

Enfin, le concordat pourrait être annulé si, postérieurement à l'homologation, on venait à découvrir que le failli s'est rendu coupable d'un dol ayant consisté à dissimuler une partie de son actif ou à majorer frauduleusement son passif. (Art. 518)

SECTION II

Du concordat par abandon d'actif

Il consiste en ce que le failli abandonne à ses créanciers tous ses biens présents, moyennant quoi ses créanciers lui font remise du surplus de ses dettes. (Art. 541) Dans ce cas, les biens abandonnés sont réalisés et leur prix en est

réparti aux créanciers par les soins du syndic, dont les fonctions ne prennent fin qu'après cette répartition.

SECTION III

De l'union

Si aucun concordat n'est accordé les créanciers sont de plein droit en état d'union. L'assemblée donne une fois de plus son opinion sur le maintien ou le remplacement du syndic. On s'occupe ensuite de réaliser l'actif et de le répartir entre les créanciers. La faillite n'est clôturée qu'après que les répartitions sont complètement terminées. Les créanciers sont réunis en une dernière assemblée à laquelle le syndic rend ses comptes. Cette assemblée donne son avis sur l'excusabilité du failli sur laquelle le tribunal statue définitivement. (Art. 537 et 538 Code comm.) La déclaration d'excusabilité présente pour le failli un intérêt d'honneur.

Appendice. — Clôture pour insuffisance d'actif

On n'a pas fait figurer parmi les solutions de la faillite la clôture pour insuffisance d'actif qui peut, à tout moment, être prononcée par jugement du tribunal, lorsque, par suite du manque de fonds, les opérations de la faillite ne peuvent continuer. (Art. 527) Ce n'est en effet qu'une solution provisoire, puisque si, à un moment quelconque, de nouvelles ressources adviennent au failli, ou si un créancier consent à faire l'avance des frais nécessaires, un nouveau jugement peut immédiatement prononcer la réouverture de la faillite. (Art. 528)

TITRE DEUXIÈME

Des liquidations judiciaires

La liquidation judiciaire a été organisée par une loi du 4 mars 1899.

CHAPITRE I

Déclaration de la liquidation judiciaire

I. *Conditions de la déclaration*

Le commerçant qui cesse ses paiements ne peut être admis au bénéfice de la liquidation judiciaire que s'il en fait lui-même la demande au tribunal, dans la quinzaine de la cessation de ses paiements. Il doit accompagner cette demande de son bilan. (Art. 2 de la loi)

Ce délai de quinze jours lui appartient en entier, même si pendant ce temps un de ses créanciers réclame sa mise en faillite.

Si le débiteur meurt au cours de ce délai, ses héritiers ont un délai d'un mois à dater de son décès pour former la même demande. (Même article)

II. *Jugement déclaratif*

Contrairement à ce qui a lieu en matière de faillite, le jugement qui accorde au débiteur le bénéfice de la liquidation judiciaire n'est susceptible ni d'opposition, ni d'appel. (Art. 4 de la loi)

III. *Effets du jugement déclaratif*

Ce sont les mêmes que ceux du jugement déclaratif de faillite. (Voir ci-dessus)

Deux différences, importantes il est vrai, doivent seulement être signalées :

1° Le dessaisissement du liquidé n'est pas complet. Il n'est pas remplacé à la tête de ses affaires par un mandataire de justice. Il est seulement astreint à se faire assister pour tous les actes de sa gestion, par son liquidateur judiciaire, dont l'assentiment est indispensable pour chacun de ces actes. Il est, en définitive, dans une situation tout à fait analogue à celle d'une personne pourvue d'un conseil judiciaire. (Art. 6 et 7 de la loi)

2° La seule incapacité qu'il subisse par suite de sa mise en liquidation judiciaire, est qu'il cesse d'être éligible à des fonctions électives, mais il reste électeur. (Art. 21 de la loi)

IV. *Vérification des créances*

Elle se fait comme en matière de faillite (Voir ci-dessus) mais elle a lieu beaucoup plus rapidement. Les créances admises sont affirmées aux mains du juge commissaire au cours de la séance même de vérification.

CHAPITRE II

Différentes solutions de la liquidation judiciaire

On a vu ci-dessus que la faillite pouvait avoir trois solutions.

La liquidation judiciaire peut en avoir quatre :

I. *Le concordat*

Nous n'avons qu'à nous référer purement et simplement aux explications données ci-dessus.

II. *Le concordat par abandon d'actif*

Il importe simplement de faire observer que l'actif abandonné est réalisé par le liquidateur seul, sans l'assistance du liquidé. Celui-ci se trouve donc alors complètement dessaisi de l'administration de cet actif vis-à-vis duquel le rôle du liquidateur devient tout à fait identique à ce que serait le rôle d'un syndic. (Art. 15 de la loi)

III. *Continuation de la liquidation, sans concordat et sans faillite*

Le concordat est refusé. Ce refus permet au tribunal de transformer la liquidation en faillite, (Art. 19 de la loi) mais il ne l'y oblige pas. La liquidation peut donc continuer sans concordat et sans faillite; mais dans ce cas, l'actif du liquidé est réalisé sans son concours par son liquidateur. (Art. 19 § 2) Le liquidé est donc alors dessaisi de l'administration de ses biens, et le rôle du liquidateur devient identique à celui d'un syndic.

IV. *Transformation de la liquidation en faillite*

D'après l'article 19 de la loi le tribunal *peut* transformer la liquidation en faillite 1° s'il vient à découvrir que la requête à fin de liquidation judiciaire n'a pas été déposée dans la quinzaine de la cessation de paiements, 2° si le concordat est refusé. Mais, dans l'un et l'autre cas, cette transformation est seulement facultative pour lui.

Le même article énumère, au contraire, quatre autres cas dans lesquels le tribunal *doit* convertir la liquidation en faillite, ce sont les suivants :

1° Si depuis la cessation de ses paiements ou dans les dix jours qui la précèdent, le liquidé a consenti un des actes déclarés nuls par les articles 446, 447 et 448 Code comm. et si la nullité de cet acte a été effectivement prononcée.

2° Si le débiteur a dissimulé son actif ou frauduleusement majoré son passif, s'il a omis sciemment le nom d'un ou de plusieurs créanciers, ou s'il s'est rendu coupable d'une fraude quelconque.

3° Si le concordat accordé a été annulé ou résolu pour inexécution des engagements du concordataire.

4° Si le débiteur a été condamné pour banqueroute simple ou frauduleuse.

La faillite étant déclarée, le tribunal nomme un syndic, mais on suit les opérations de la faillite sur les derniers errements de la procédure, c'est-à-dire qu'on ne recommence pas les opérations déjà faites.

TITRE TROISIÈME

Des banqueroutes et des autres délits en matière de faillite

La faillite ne constitue pas par elle-même un délit proprement dit, mais peut dégénérer en un délit ou même en un crime, lorsqu'elle est accompagnée de fautes lourdes ou de fraudes. Ce délit ou ce crime sont la banqueroute simple et la banqueroute frauduleuse.

I. *De la banqueroute simple*

Le failli *doit* être déclaré en état de banqueroute simple dans quatre cas. (Art. 585 Code de comm).

1° Lorsque ses dépenses personnelles ou celles de sa maison sont jugées excessives.

2° S'il a consommé de fortes sommes à des jeux de bourse ou jeux de hasard.

3° Si dans l'intention de retarder sa faillite, il s'est livré à des emprunts, à des circulations d'effets ou autres moyens ruineux de se procurer des fonds.

4° Si, après la cessation de ses paiements, il a payé un de ses créanciers au préjudice de la masse.

L'article 586 énumère six autres cas où la banqueroute simple *peut* être prononcée, mais elle est alors facultative pour le tribunal et, en pareil cas, il est rare qu'il la prononce.

L'article 402 du Code pénal punit la banqueroute simple d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

II. *De la banqueroute frauduleuse*

L'article 591 Code de commerce énumère trois causes de banqueroute frauduleuse.

Doit être déclaré banqueroutier frauduleux :

1° Le failli qui soustrait ses livres.

2° Celui qui a détourné ou dissimulé une partie de son actif.

3° Celui qui s'est frauduleusement reconnu débiteur de sommes qu'il ne devait pas.

La banqueroute frauduleuse est un crime passible des travaux forcés à temps.

Aux termes de l'article 404, les agents de change qui sont déclarés en état de faillite sont par là même passibles des peines de la banqueroute frauduleuse, et s'ils se rendent coupables des faits constitutifs de la banqueroute frauduleuse la peine qui leur est applicable est celle des travaux forcés à perpétuité.

III. *Des autres délits commis en matière de faillite*

1° L'article 593 Code de commerce déclare passibles des peines de la banqueroute frauduleuse :

(a) Les individus coupables d'avoir soustrait ou dissimulé, dans l'intérêt du failli, tout ou partie de l'actif de celui-ci;

(b) Et ceux qui ont faussement affirmé des créances qui n'étaient pas sincères.

2° L'article 597 Code de commerce punit d'une amende qui ne peut dépasser 2000 francs et d'un emprisonnement qui ne peut dépasser un an :

(a) Le créancier qui a trafiqué de son vote dans les assemblées de la faillite;

(b) Et celui qui s'est fait consentir des avantages particuliers au détriment de la masse des créanciers.

Si le créancier coupable est en même temps syndic de la faillite, la peine peut être portée jusqu'au double.

Les conventions faites au mépris de cet article sont nulles et cette nullité peut être prononcée, non seulement au profit de la masse, mais au profit de toutes les personnes qui y ont intérêt. (Art. 598)

TITRE QUATRIÈME

De la réhabilitation

Les incapacités politiques qui résultent de la faillite ou de la liquidation judiciaire à l'encontre du failli ou du liquidé, ne prennent fin ni par la clôture de la faillite ou de la liquidation, ni même par le concordat.

Elles ne peuvent disparaître que par la réhabilitation.

Pour obtenir cette réhabilitation, le débiteur doit avoir payé l'intégralité de ses dettes en capital et intérêts. (Art. 604) Bien entendu, le paiement intégral doit être fait sans déduction des remises accordées par le concordat, et sans tenir compte de la cessation du cours des intérêts que le jugement déclaratif n'a d'ailleurs suspendus qu'au profit de la masse. (Art. 445)

De plus, ne sont pas admis à la réhabilitation les individus condamnés pour vol, escroquerie ou abus de confiance et les tuteurs ou administrateurs qui n'ont pas réglé et soldé leurs comptes. (Art. 612)

La demande en réhabilitation est adressée à la cour d'appel, avec les quittances à l'appui. (Art. 605) Celle-ci en transmet copie tant au parquet du tribunal civil, qu'au tribunal de commerce du domicile du débiteur et si celui-ci a changé de domicile depuis la faillite, au parquet du tribunal civil et au tribunal de commerce du lieu de la faillite, afin d'obtenir d'eux des renseignements et leur avis. (Art. 606)

La demande doit être et rester affichée pendant deux mois dans l'auditoire de chacun de ces tribunaux, ainsi qu'à la Bourse et à la mairie des villes où ils siègent. Elle est de plus publiée par extrait dans les journaux. (Art. 607)

Pendant ce délai de deux mois tout créancier qui n'a pas été intégralement payé peut former opposition à la réhabilitation par un simple acte au greffe. (Art. 608)

Ce n'est qu'après ces formalités que la réhabilitation est prononcée, s'il y a lieu, par arrêt de la cour d'appel.

Les incapacités dont le failli ou le liquidé avaient été atteints disparaissent alors.

Ajoutons que les héritiers d'un failli peuvent poursuivre sa réhabilitation après sa mort. (Art. 614)

DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

TITRE PREMIER

Introduction

On comprend, sous le nom de propriété industrielle, un certain nombre de droits spéciaux qui ont trait aux brevets d'invention, aux secrets de fabrique, aux dessins et modèles de fabrique, aux marques de fabrique et de commerce, au nom commercial et aux récompenses industrielles.

Depuis quelques années, plusieurs nations ont compris la nécessité d'adopter en commun un certain nombre de règles destinées à assurer aux étrangers sur leur territoire la protection des lois qui garantissent la propriété industrielle.

Tel a été notamment l'objet de la célèbre convention de Paris du 20 mars 1883 qui a réuni un certain nombre d'Etats en une *Union pour la protection de la propriété industrielle*, qui a fixé le siège de cette union à Berne, et qui a réservé aux Etats non signataires de la convention la faculté d'y adhérer moyennant une déclaration adressée au Bureau de Berne. A l'heure actuelle les puissances qui ont adhéré à la convention de 1883 sont au nombre de dix-neuf, savoir : l'Allemagne, la Belgique, le Brésil, le Danemark, la République Dominicaine, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, le Mexique, la Norwège, les Pays-Bas, le Portugal, la Serbie, la Suède, la Suisse et la Tunisie. Il y a lieu d'espérer dans un délai rapproché, l'adhésion de l'Autriche-Hongrie.

L'article 14 de cette convention stipulait qu'elle serait soumise à des révisions périodiques.

La première de ces révisions à laquelle la France ait adhéré a eu lieu à Madrid les 14 et 15 avril 1891. C'est ce que l'on appelle les *protocoles de Madrid*.

L'un de ces protocoles a trait à la répression des *fausses indications de provenance*, mais les seules puissances qui y aient adhéré sont : le Brésil, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, le Portugal, la Suisse et la Tunisie, en tout sept puissances.

Un autre de ces protocoles a trait à *l'enregistrement international des marques de fabrique*. Neuf puissances seulement y ont adhéré : la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Suisse et la Tunisie.

La convention de 1883 et les protocoles de Madrid de 1891 ont été récemment complétés par un acte additionnel signé à Bruxelles le 14 décembre 1900.

TITRE DEUXIÈME

Des brevets d'invention

Ils sont régis en France par une loi fondamentale du 5 juillet 1844, complétée sur certains points par une loi récente du 7 avril 1902.

CHAPITRE I

Des inventions brevetables

Sur ce point la loi de 1844 contient notamment les dispositions suivantes :

« Article 1. Toute nouvelle découverte ou invention dans tous les genres « d'industrie, confère à son auteur, sous les conditions et pour le temps ci-après « déterminés, le droit exclusif d'exploiter à son profit ladite découverte ou « invention. »

« Ce droit est constaté par des titres délivrés par le gouvernement sous le « nom de *brevets d'invention.* »

« Article 2. Seront considérées comme inventions ou découvertes nouvelles : « l'invention de nouveaux produits industriels, l'invention de nouveaux moyens « ou l'application nouvelle de moyens connus pour l'obtention d'un résultat ou « d'un produit industriel. »

« Article 3. Ne sont pas susceptibles d'être brevetés 1° les compositions « pharmaceutiques ou remèdes de toute espèce, les dits objets demeurant soumis « aux lois et règlements spéciaux sur la matière et notamment au décret du « 18 août 1810 relatif aux remèdes secrets, 2° Les plans ou combinaisons de « crédit ou de finances. »

« Article 31. Ne sera pas réputée nouvelle toute découverte, invention ou « application qui, en France ou à l'étranger, et antérieurement à la date du « dépôt de la demande, aura reçu une publicité suffisante pour pouvoir être « exécutée. »

Il résulte de ces divers textes que, pour être brevetable, une invention doit remplir trois conditions.

SECTION I

L'invention doit avoir un caractère industriel

Cela résulte implicitement des articles 1 et 2 de la loi: l'article 30 § 3 l'indique plus nettement encore en déclarant nuls les brevets qui portent « sur « des principes, méthodes, systèmes, découvertes et conceptions théoriques ou « purement scientifiques dont on n'a pas indiqué les applications industrielles. »

Rien de plus juste, la loi exerce son action sur les faits et non sur les abstractions.

Celui qui découvre une loi générale de physique ou de chimie ne peut donc avoir la prétention de la faire breveter à son profit.

Celui qui découvre un corps existant à l'état de nature, ne peut non plus le faire breveter à son profit.

SECTION II

L'invention doit être nouvelle

L'article 2 de la loi indique en quoi doit consister l'invention pour être brevetable. Cet article vise trois cas :

1° Invention d'un *nouveau produit* industriel. L'inventeur a découvert un nouveau sel, un nouveau mélange, un nouvel alliage ayant des propriétés particulières. La jurisprudence n'est pas d'ailleurs très fixée sur le sens du mot produit : des arrêts ont considéré comme un produit nouveau une machine nouvelle, une étoffe nouvelle.

Dans ce premier cas c'est le produit nouveau qui est breveté, indépendamment du moyen employé pour le produire. Personne ne pourrait le fabriquer, lors même que l'on trouverait des moyens nouveaux de réaliser cette fabrication.

A la différence de notre législation, la législation allemande n'admet pas le *brevet de produit*.

2° Invention de *nouveaux moyens* pour l'obtention d'un résultat ou d'un produit industriel. Ici, c'est le moyen qui est nouveau : le résultat ou le produit était déjà connu, mais on l'obtenait jusqu'alors par tel moyen déterminé : l'inventeur le produira désormais par tel autre moyen.

3° *Application nouvelle de moyens connus* pour l'obtention d'un résultat ou d'un produit industriel. Ici, le moyen était connu, mais il servait jusqu'alors à produire tel résultat : désormais il en produira tel autre.

On a vu qu'aux termes de l'article 31 de la loi, une invention cessait d'être nouvelle quand elle avait reçu, en France ou à l'étranger, antérieurement au dépôt de la demande, une publicité suffisante pour pouvoir être exécutée.

Ce qu'il y a de très caractéristique dans cette conception juridique, c'est que, d'une part, la loi ne distingue pas entre la publicité dont l'invention serait l'objet en France et celle dont elle serait l'objet à l'étranger, si loin que ce soit des frontières françaises, — d'autre part, c'est que la loi ne distingue pas suivant que cette publicité émane d'un tiers ou de la personne même qui demande le brevet. L'inventeur rend donc son invention non brevetable lorsqu'il la rend publique avant d'avoir formulé sa demande de brevet.

Pour que l'invention ait perdu son caractère de nouveauté, il faut qu'elle ait reçu une publicité suffisante pour pouvoir être exécutée par quelqu'un du métier pris dans le public. Si donc l'invention n'est connue que de quelques personnes astreintes par leurs fonctions, ou par le caractère de la communication qui leur a été faite, à en garder le secret, l'invention ne cessera pas pour cela d'être brevetable.

Une invention aura donc perdu son caractère de nouveauté si, avant la demande de brevet, elle a été publiée dans un livre, une revue, un journal ou enseignée dans un cours public : c'est ce que l'on appelle une *antériorité scientifique*, — ou encore lorsqu'elle a été exploitée ou exhibée dans une exposition, si par l'achat et l'analyse des produits vendus, ou l'examen des machines exposées, quelqu'un du métier, pris dans le public, peut exécuter l'invention : c'est ce que l'on appelle une *antériorité industrielle*.

L'invention ne cessera pas, au contraire, d'être nouvelle si elle n'a été communiquée qu'à une autorité ou à des personnes obligées par la loi ou par leurs fonctions à en conserver le secret. L'invention ne perdra donc pas son caractère de nouveauté, soit par suite d'essais ou d'expériences faites devant des personnes tenues au secret, soit par suite de l'exploitation ou de l'exhibition, de l'invention dans une exposition, si l'invention est telle que cette exploitation ou cette exhibition ne permettent pas à quelqu'un du métier pris dans le public de l'exécuter.

Seulement, d'après les derniers arrêts, si contrairement à la volonté de l'inventeur, une des personnes tenues de respecter le secret de l'invention vient à la divulguer frauduleusement et si cette divulgation frauduleuse permet à

quelqu'un du métier, pris dans le public, d'exécuter l'invention, celle-ci cesse d'être brevetable. Il est assurément dur de dépouiller l'inventeur du droit de faire breveter son invention, à raison d'un fait dont il n'est pas responsable, mais c'est l'application des principes et l'inventeur a toujours à se reprocher d'avoir mal placé sa confiance.

L'exploitation secrète de l'invention par un tiers, avant la demande de brevet, c'est-à-dire l'exploitation faite par un tiers mais dans des conditions telles qu'elle ne permet pas à quelqu'un du métier, pris dans le public, d'exécuter l'invention, ne fait pas perdre à celle-ci son caractère de nouveauté et, par conséquent, ne met pas obstacle à sa brevetabilité. Mais celui qui exploitait ainsi secrètement l'invention avant que la demande de brevet ne fût formulée par un tiers, pourra continuer à l'exploiter après la délivrance du brevet. Il jouira d'une sorte d'exception personnelle qu'il pourra opposer, le cas échéant, aux réclamations du breveté, et cette exception passera à son successeur.

I. *Droit de priorité appartenant à celui qui a fait breveter son invention dans l'un des États de l'Union.*

Les principes qui viennent d'être exposés montrent combien il était difficile, avant la convention de 1883, de faire breveter une invention dans différents pays. Celui qui demande un brevet doit accompagner sa demande d'une description permettant d'exécuter l'invention. Cette description est publiée dans un délai plus ou moins long après la demande. On voit dès lors ce qui pouvait arriver : il pouvait se faire que la demande de brevet formée par l'inventeur dans un pays quelconque fût publiée avant que sa demande de brevet ne fût déposée dans un autre. Par cela seul sa demande recevait une publicité suffisante pour pouvoir être exécutée, elle cessait dès lors d'être brevetable. Pour éviter ce danger on devait faire en sorte que toutes les demandes de brevet fussent déposées le même jour : c'était une grande complication.

L'article 4 de cette convention porte que le ressortissant de l'un des États de l'Union qui aura fait breveter son invention dans l'un des États de l'Union aura un droit de priorité pour la faire breveter dans tous les autres États de l'Union, pendant un délai que la convention fixait à six mois, et que l'acte additionnel de Bruxelles du 14 décembre 1900 a porté à un an.

Pendant ce délai d'un an, non seulement le demandeur en brevet peut faire autour de son invention toute la publicité possible sans avoir à craindre de la faire cesser d'être brevetable, mais l'exploitation dont l'invention ferait l'objet de la part d'un tiers ne lui ferait point perdre son droit.

II. *Protection des inventions exhibées dans les expositions*

L'application des principes qui viennent d'être exposés serait de nature à détourner les inventeurs qui n'ont pas encore fait breveter leurs inventions de participer aux expositions publiques, puisque l'exhibition de leur invention dans ces expositions peut suffire à elle seule à lui faire perdre son caractère de nouveauté.

Pour parer à cet inconvénient la loi du 23 mai 1868 permet aux exposants de demander et d'obtenir du préfet ou du sous préfet un *certificat de protection provisoire*. Ce certificat doit être demandé au plus tard dans le mois qui suit l'ouverture de l'exposition : la demande doit être accompagnée de descriptions et de dessins s'il y a lieu. La délivrance du certificat est gratuite. Le certificat de

protection provisoire assure à l'invention exposée la même protection qu'un brevet, mais seulement depuis le jour de son admission à l'exposition, jusqu'à l'expiration du troisième mois qui suit le clôture de cette exposition.

L'article 11 de la convention de 1883 oblige les puissances adhérentes à organiser une protection analogue pour les objets exposés dans les expositions officielles ou officiellement reconnues organisées sur leur territoire.

SECTION III

L'invention ne doit pas rentrer dans la catégorie des inventions non brevetables

La loi énumère trois sortes d'inventions qui ne sont pas brevetables :

I. *Les compositions pharmaceutiques*

(Art. 3 de la loi de 1844)

Leur non brevetabilité est une conséquence des principes qui régissent la pharmacie. Il est en effet défendu aux pharmaciens de vendre des *remèdes secrets*, c'est-à-dire des remèdes dont la formule n'est pas publiée dans un recueil spécial, rédigé avec un caractère officiel, et qu'on appelle le *Codex medicamentarius*. (Art. 32 de la loi du 21 germinal an XI) Dès lors, de deux choses l'une : ou le médicament figure au Codex, et alors on peut le vendre librement, mais il n'est pas brevetable, puisqu'il a reçu une publicité suffisante pour pouvoir être exécuté, ou il ne figure pas au Codex, et alors il est bien nouveau, mais il est défendu de le vendre.

Il est donc fort compréhensible que l'article 3 de la loi de 1844 ait déclaré non brevetables les inventions pharmaceutiques.

II. *Les plans et combinaisons de crédit ou de finances*

(Art. 3 de la loi de 1844)

Il n'était pas utile de le dire, de tels plans n'ayant évidemment pas de caractère industriel. Mais la loi de 1844 a cru nécessaire de s'expliquer expressément, parce que la loi précédente avait permis de faire breveter ces plans et combinaisons.

III. *Les inventions contraires aux lois et aux bonnes mœurs*

(Art. 30 § 4 de la loi)

CHAPITRE II

De la demande et de la délivrance du brevet

SECTION I

Formalités de la demande de brevet

Ces formalités sont assez compliquées. Elles sont prescrites, à peine de rejet de la demande. Il est toujours prudent de s'adresser pour la libeller à un office de brevets.

La demande de brevet est déposée, sous pli cacheté, par le demandeur ou par un fondé de pouvoirs spécial dont la procuration devra être annexée à la

demande, au secrétariat de la préfecture dans le ressort de laquelle il est domicilié ou dans le ressort de laquelle il a fait élection de domicile.

Cette demande doit comprendre quatre pièces distinctes :

I. Une *demande de brevet* adressée au ministre.

Cette demande doit indiquer :

1° L'*objet* de l'invention « la demande, dit l'article 6 § 1er de la loi, sera « limitée à un seul objet principal avec les objets de détail qui le constituent « et les applications qui auraient été indiquées ». On considère d'ailleurs comme prévues et indiquées, soit les applications naturelles et nécessaires de l'invention, soit les applications analogues à celles qui ont été indiquées.

2° Le *titre* de l'invention, c'est-à-dire sa désignation sommaire et précise, (Art. 6 § 3) pour permettre de la classer dans les catalogues. Ce titre doit être aussi court que possible, le demandeur a la faculté d'indiquer le groupe et la classe du catalogue dans laquelle il estime que son invention doit être rangée : s'il est indispensable qu'elle figure dans plusieurs classes, il peut en indiquer trois au plus. (Art. 6 de l'arrêté ministériel du 31 décembre 1902) Si, pour induire ses concurrents en erreur dans leurs recherches, le demandeur indiquait frauduleusement un titre n'indiquant pas le véritable objet de l'invention, le brevet serait nul. (Art. 30 § 5 de la loi)

3° La *durée* de protection réclamée : elle peut être de cinq, dix ou quinze ans.

4° Le demandeur peut en outre demander que le brevet ne lui soit délivré qu'un an après la demande qu'il en fait. Le brevet n'en produira pas moins rétroactivement ses effets à partir de la demande, mais pendant cette année il sera secret. (Art. 11 § 7 modifié par la loi du 7 avril 1902) La réquisition à cet effet doit être expresse et formelle et elle doit être reproduite sur l'enveloppe. (Art. 11 de l'arrêté du 31 décembre 1902)

II. Une *description* de l'invention, qui en fait connaître les détails. La description doit être écrite en français, elle est rédigée en double exemplaire, elle ne doit présenter ni surcharge ni rature. (Art. 6 § 4 de la loi) Elle doit être écrite à l'encre ou imprimée seulement au recto des feuilles sur du papier de format uniforme de 33 centimètres de hauteur sur 21 de large avec une marge de 4 centimètres; la description ne peut dépasser 500 lignes, sauf avis de la commission technique de l'Office de la propriété industrielle. Afin d'en assurer l'authenticité, les divers feuillets de la demande réunis pas le côté sont numérotés en chiffres arabes, paraphés, et leur nombre est indiqué à la fin de la description. (Art. 2 de l'arrêté du 31 décembre 1902)

L'article 30 § 6 de la loi annule le brevet « si la description jointe au « brevet n'est pas suffisante pour l'exécution de l'invention ou si elle n'indique « pas, d'une manière complète et loyale, les véritables moyens de l'invention » : La loi subordonne donc la protection qu'elle édicte à un exposé net et complet des véritables moyens de l'invention. Les inventeurs hésitent quelquefois à se conformer à cette prescription ; craignant que la publicité donnée à la description ne facilite en fait la contrefaçon, ils croient habile de dissimuler une partie des moyens de l'invention. Cette habileté se retourne contre eux, car elle peut entraîner la nullité du brevet. La publicité donnée aux inventions brevetées peut évidemment avoir pour les inventeurs des conséquences fâcheuses en fait, mais il faut choisir : ou bien solliciter la protection résultant de la loi sur les brevets et en accepter les inconvénients de fait, — ou s'assurer en fait le bénéfice du secret, mais ne compter pour la protection de ses intérêts que sur la conservation de ce secret, et s'exposer à tout perdre s'il est dévoilé.

III. Les *dessins* ou *figures* qui peuvent être nécessaires pour faire comprendre l'invention. Ces dessins peuvent ne pas être nécessaires et par conséquent ne pas être produits. S'ils sont produits, ils doivent être exécutés, à l'encre, sans grattage ni surcharge, *en double exemplaire* sur papier de 33 centimètres de longueur et de 31 ou 42 centimètres de largeur, avec une marge de 2 centimètres, les dessins ne peuvent comprendre en principe plus de dix feuilles du grand ou petit format. (Art. 3 de l'arrêté du 31 décembre 1902)

IV. *Un bordereau des pièces* qui est reproduit sur l'enveloppe.

Les pièces sont déposées sous enveloppe cachetée. Il faut joindre à la demande une quittance de cent francs, montant de la première annuité du brevet. (Art. 7 de la loi)

Le secrétaire général de la préfecture dresse sans frais un procès-verbal du dépôt de la demande en indiquant le jour, l'heure et la minute de ce dépôt. (Art. 7 § 2) Ce procès-verbal est signé du demandeur ou de son fondé de pouvoirs; on en donne une expédition au déposant moyennant le remboursement des frais de timbre. (Art. 7 § 3)

C'est à partir de ce dépôt que court la durée de la protection légale.

Le demandeur peut retirer sa demande pendant un délai de deux mois : on lui restitue alors ses pièces et la taxe qu'il a versée. (Art. 9 de l'arrêté du 31 décembre 1902)

SECTION II

De la délivrance du brevet

A la différence de l'administration allemande qui soumet les demandes de brevet à un examen approfondi au point de vue tant de la nouveauté que de la brevetabilité de l'invention, (c'est ce qu'on appelle le système de l'examen préalable), l'administration française n'examine que la régularité en la forme des pièces produites.

L'opposition d'un tiers qui se prétendrait le véritable auteur d'invention ne pourrait faire obstacle à la délivrance du brevet. Ce tiers pourrait seulement revendiquer par la suite la propriété du brevet devant les tribunaux civils. S'il réussissait dans sa revendication, les tribunaux pourraient ordonner que le brevet soit mis à son nom.

« Les brevets sont délivrés, dit l'article 11 de la loi, sans examen préalable « aux risques et périls du demandeur, et sans garantie soit de la réalité, de la « nouveauté ou du mérite de l'invention, soit de la fidélité ou de l'exactitude « de la description. »

Le brevet est un arrêté du ministre du commerce. Aussitôt qu'il a été rendu, on en donne avis au demandeur, en lui indiquant le numéro du brevet, mais on ne lui en donne une ampliation — c'est-à-dire une copie — ainsi que la copie imprimée de la description et des dessins, que lorsque ces pièces ont été imprimées par les soins de l'Imprimerie nationale. Cette première expédition du brevet est gratuite. (Art. 11 de la loi de 1844 modifié par celle du 7 avril 1902, article 10 de l'arrêté du 31 décembre 1902)

Si, avant le moment où la description et les dessins sont imprimés, le demandeur avait besoin d'une copie certifiée de sa demande et de sa description, il pourrait l'obtenir moyennant le paiement d'une taxe de 25 f. (Art. 12 de l'arrêté du 31 décembre 1902)

Toute expédition ultérieure du brevet comporte le paiement d'une taxe de 25 f. (Art. 11 § 5 de la loi modifié par de loi de 1902)

On rappelle qu'aux termes de l'article 11 § 7 de la loi de 1902, le breveté peut demander que son brevet ne lui soit délivré qu'à l'expiration de l'année qui suit le dépôt de la demande.

Toutefois cette faculté ne peut être exercée par ceux qui ont déjà usé du délai de priorité de la convention de 1883. (Même article § 8) Pendant cette année le brevet reste secret, et cependant il produit rétroactivement ses effets depuis le jour de la demande.

La demande de brevet est rejetée : 1° Si les pièces produites ne sont pas régulières. 2° Si l'invention consiste en une composition pharmaceutique, un plan ou combinaison de crédit ou de finances, ou si elle est contraire aux lois ou aux bonnes mœurs.

Dans le premier cas, le demandeur peut reproduire sa demande : s'il la reproduit dans les trois mois de la notification du rejet, il n'a rien à verser : s'il ne la reproduit qu'après le délai de trois mois, il doit verser une nouvelle somme de 50 fr. — s'il ne la reproduit pas, on ne lui restitue que 50 fr. (Art. 12 de la loi)

SECTION III

Publication et communication des brevets

Jusqu'à la loi du 7 avril 1902, la France était un des pays où la publication des brevets était la plus défectueuse.

Cette loi a notablement amélioré les conditions de publication.

L'article 24 de la loi de 1844, modifié par cette loi, dispose que tous les brevets, avec leurs descriptions et leurs dessins, sont publiés *in extenso*, par fascicules séparés, dans l'ordre de leur enregistrement. Le prix de vente de chaque fascicule est d'un franc. (Art. 13 de l'arrêté du 31 décembre 1902) On publie en outre un catalogue des brevets délivrés. (Art. 20 § 3)

A partir du moment où ils sont imprimés, les brevets sont déposés à l'Office national de la Propriété Industrielle, au Conservatoire des Arts et Métiers à Paris, où toute personne peut en prendre et s'en faire délivrer copie. (Art. 4 loi du 9 juillet 1901, art. 10, § 2 de l'arrêté du 31 décembre 1902) Les brevets dont la durée est expirée sont aussi déposés à l'Office national de la Propriété Industrielle.

Bien entendu, les brevets pour lesquels on a demandé que la délivrance n'ait lieu qu'un an après la demande ne sont pas publiés dans le cours de cette année, et ne sont pas mis davantage à la disposition du public.

SECTION IV

Durée des brevets et taxe à payer

Les brevets peuvent être demandés pour cinq, dix ou quinze ans. La taxe à payer est de 500 fr. pour cinq ans, 1000 fr. pour dix ans, 1500 fr. pour quinze ans; elle est payable par fractions de cent francs chaque année, au plus tard le jour anniversaire du dépôt de la demande. (Art. 4 de la loi) Jusqu'à la loi du 7 avril 1902, un retard, ne fût-ce que d'un seul jour, dans le paiement de la taxe, entraînait nécessairement et sans atténuation possible, la déchéance du brevet et le faisait tomber immédiatement dans le domaine public. La loi du 7 avril a ajouté à l'article 32 § 1 de la loi de 1844 une disposition qui donne un délai de grâce de trois mois au débiteur pour s'acquitter, à charge

de payer une taxe supplémentaire de cinq francs, s'il paie au cours du premier mois, de dix francs, s'il paie au cours du second mois, de quinze francs, s'il paie au cours du troisième mois.

En cas de cession, la totalité des annuités restant à échoir devient immédiatement exigible, (Art. 20 § 2) mais le défaut de paiement des taxes ainsi devenues exigibles n'entraînerait ni la déchéance du brevet, ni même la nullite de la cession. Seulement celle-ci ne pourrait être enregistrée au secrétariat de la préfecture, et ne serait pas par suite opposable aux tiers.

CHAPITRE III

Des perfectionnements apportés à l'invention brevetée

SECTION I

Perfectionnements apportés par le breveté lui-même à son invention

Le breveté qui perfectionne son invention a le choix entre deux procédés pour assurer à ce perfectionnement la protection de la loi.

I. L'obtention d'un *certificat d'addition*, qui a l'avantage de coûter fort bon marché — vingt francs une fois versés — mais qui a l'inconvénient de faire corps avec le brevet originaire et par suite de prendre fin avec lui. (Art. 16 de la loi) Les certificats d'addition pris par un des ayants-droits au brevet, profitent de plein droit à tous les autres. (Même article)

II. L'obtention d'un *brevet de perfectionnement* qui est distinct du brevet originaire, qui a, par suite, par lui-même, une durée nouvelle de cinq, dix ou quinze ans, mais qui coûte aussi cher qu'un brevet ordinaire, c'est-à-dire cent francs par an. (Art. 17 de la loi)

SECTION II

Perfectionnements apportés à l'invention par un tiers

Il faut distinguer suivant que le perfectionnement est réalisé dans l'année qui suit la demande du brevet originaire, ou après l'expiration de ce délai.

I. Pendant l'année qui suit la demande du brevet originaire, le breveté a seul le droit de faire breveter à son profit tous les perfectionnements qu'il pourrait apporter à son invention. Le tiers qui, pendant ce temps, y réaliserait un perfectionnement, peut cependant demander un brevet à son profit, mais en indiquant sur l'enveloppe cachetée qui renferme sa demande, que cette demande ne doit être ouverte qu'à l'expiration de l'année, à partir de la demande du brevet originaire. La demande n'est en effet ouverte qu'à l'expiration de ce délai, et si, au cours de l'année, le breveté a découvert lui-même le perfectionnement que le tiers avait trouvé de son côté, c'est lui qui sera préféré quand même sa découverte serait postérieure à celle du tiers. (Art. 18 de la loi)

II. Sous cette réserve, le tiers qui apporte des perfectionnements à l'invention brevetée peut les faire breveter à son profit, mais, jusqu'à l'expiration du brevet originaire, il ne peut les exploiter sans le consentement du breveté, qui du reste ne peut pas davantage les exploiter sans son propre consentement. (Art. 19 de la loi) Et cependant la durée de son brevet court. Le législateur a pensé que par cette disposition il mettrait le breveté et le tiers auteur du perfectionnement dans la nécessité absolue de s'entendre.

CHAPITRE IV

De la transmission des brevets

I. *Cession volontaire des brevets*

Cette cession peut être totale ou partielle soit parce qu'elle ne portera que sur une partie de l'invention, soit parce qu'elle n'autorisera à exploiter que dans un périmètre déterminé.

Aux termes de l'article 20 de la loi, la cession volontaire des brevets n'est valable, à l'égard des tiers, que si elle a eu lieu par acte notarié, si cet acte a été enregistré au secrétariat de la préfecture, et cet enregistrement n'a lieu que sur le vu du récepissé constatant le paiement de la totalité des taxes restant à échoir.

A défaut de ces formalités, la cession n'est pas opposable aux tiers; le cessionnaire, par exemple, n'a pas qualité pour poursuivre les contrefacteurs, mais la cession produit ses effets *entre les parties contractantes.*

Les cessions valables à l'égard des tiers sont enregistrées à l'Office national de la Propriété Industrielle et sont publiées dans les mêmes formes que les brevets eux-mêmes.

II. *Concession de licence*

Le concessionnaire de licence n'a pas la propriété du brevet. Il n'a aucune qualité pour poursuivre les contrefacteurs, mais il peut exploiter lui-même l'invention. La concession de licence n'est subordonnée par la loi à aucune forme : l'existence d'une semblable concession pourrait donc être établie par tous moyens, notamment par la correspondance.

III. *Autres modes de transmission*

La transmission d'un brevet par succession, par testament, par apport en société, n'est soumise à aucune forme.

CHAPITRE V

Des nullités et des déchéances en matière de brevets

SECTION I

Des nullités

Aux termes de l'article 30 de la loi, le brevet est nul :

1° Si l'invention n'a pas un caractère industriel. (Art. 30 § 3)

2° Si elle n'est pas nouvelle. (Art. 30 § 1)

3° Si elle constitue une composition pharmaceutique ou un plan ou combinaison de crédit ou de finances. (Art. 30 § 2)

4° Si elle est contraire aux lois ou aux bonnes mœurs. (Art. 30 § 4)

5° Si le demandeur a indiqué un titre énonçant frauduleusement un objet autre que celui de l'invention. (Art. 30 § 5)

6° Si la description jointe à la demande n'est pas suffisante pour exécuter l'invention, ou si elle n'indique pas d'une manière loyale et complète les véritables moyens de l'invention. (Art. 30 § 6)

7° Si le brevet de perfectionnement demandé par un tiers, au cours de l'année qui suit la demande du brevet originaire, n'indique pas cette circonstance et n'est pas formée sous pli cacheté. (Art. 30 § 7)

Enfin l'article 30 déclare nuls les prétendus certificats d'addition qui ne se rattacheraient pas au brevet originaire.

SECTION II

Des déchéances

Il y en a trois causes :

I. *Défaut de paiement de la taxe.* (Art. 32 § 1 de la loi)

On rappelle qu'aux termes de cet article modifié par la loi du 7 avril 1902, le breveté a un délai de trois mois, à dater de l'anniversaire du dépôt de la demande, pour effectuer le versement de la taxe, à condition d'y joindre une taxe supplémentaire de cinq francs s'il paie au cours du premier mois, de dix francs s'il paie au cours du second mois, de quinze francs s'il paie au cours du troisième mois.

II. *Défaut de mise en exploitation du brevet en France dans les deux ans ou suspension de l'exploitation pendant plus de deux années consécutives.* (Art. 32 § 2 de la loi)

1° *Dispositions de la loi de 1844.* En demandant un brevet, l'inventeur cherche à s'assurer le monopole de l'invention, c'est pour s'en servir : s'il ne s'en sert pas, il ne faut pas qu'il empêche les autres de l'utiliser.

La loi veut une exploitation sérieuse : mais la mise en vente des produits suffirait, du moins s'ils étaient fabriqués en France, il ne serait pas nécessaire que le public les achetât. L'exhibition de l'invention dans une exposition, des essais et des expériences renouvelées pourraient, le cas échéant, être considérés comme une exploitation suffisante. L'exploitation des perfectionnements de l'invention est considérée comme une exploitation de l'invention elle-même. Il faut enfin que l'exploitation ait lieu sur le territoire français; d'après la jurisprudence, si le breveté fabriquait ses produits uniquement à l'étranger, il n'y aurait pas exploitation en France.

Le défaut d'exploitation du brevet pendant deux années consécutives n'est d'ailleurs pas toujours une cause de déchéance. L'article 32 § 2 permet au breveté d'échapper à la déchéance en justifiant de causes légitimes d'inaction. Par exemple si son brevet ne peut être utilisé que par une administration d'État, telle que celle des télégraphes ou des téléphones, ou par le ministère de la guerre, ou par des compagnies de chemins de fer autorisées par l'État, et si le breveté justifie qu'il leur a vainement offert ses produits, son inaction sera considérée comme légitime. On pourrait même, dans certains cas, considérer comme une cause d'inaction légitime le défaut de ressources pécuniaires du breveté.

2° *Acte additionnel de Bruxelles du 14 décembre 1900.* Cet acte a porté à trois ans, dans les rapports des ressortissants de l'Union le délai de deux ans édicté par la loi de 1844.

III. *Introduction en France d'objets semblables à ceux que garantit le brevet, fabriqués à l'étranger.* (Art. 32 § 3)

1° *Dispositions de la loi de 1844.* Le législateur a voulu que, comme contrepartie de la protection qui lui est accordée par la loi française, le breveté fasse

bénéficier de son invention le travail français. En principe, l'introduction en France d'objets semblables à ceux que garantit le brevet, fabriqués à l'étranger, est une cause de déchéance.

Il n'y a d'exception que pour les objets introduits en France avec l'autorisation du ministre du commerce en vue d'expositions publiques, d'essais ou d'expériences, c'est-à-dire sans intention de lucre.

La jurisprudence estime d'ailleurs que, du moment qu'il est établi que les objets fabriqués à l'étranger n'ont été introduits qu'en vue d'expositions, d'essais ou d'expériences, la déchéance peut être écartée, même si l'introduction a eu lieu sans autorisation du ministre.

2° *Convention de 1883.* L'article 5 de cette convention dispose que l'introduction par le breveté, dans l'un des États de l'Union, d'objets fabriqués dans un autre État de l'Union, ne peut pas être par elle-même une cause de déchéance. Comme on le voit, ce texte abroge purement et simplement dans les rapports entre ressortissants des États de l'Union, la cause de déchéance édictée par l'article 32 § 3 de la loi de 1844.

Mais si les objets étaient fabriqués dans un État ne faisant pas partie de l'Union, la déchéance subsisterait.

L'article 5 de la convention de 1883 ne déroge d'ailleurs qu'à l'article 32 § 3 de la loi de 1844, il ne déroge pas à l'article 32 § 2, de telle sorte que les tribunaux français pourraient encore prononcer la déchéance du brevet, si le breveté fabriquait exclusivement à l'étranger les produits vendus par lui en France.

SECTION III

Des actions en nullité ou en déchéance

I. *Nullité ou déchéance demandée par des particuliers*

La nullité ou la déchéance du brevet peut être demandée par tout intéressé (Art. 34 de la loi) Par exemple l'individu poursuivi comme contrefacteur pourrait se défendre en invoquant la nullité ou la déchéance du brevet. La nullité ou la déchéance peut être demandée, soit par voie d'action, c'est-à-dire en indroduisant une demande en justice pour les faire prononcer, soit par voie d'exception, c'est-à-dire à l'effet de se défendre contre une action intentée par le breveté. Ce sont les tribunaux civils qui ont seuls compétence pour prononcer la nullité ou la déchéance. (Art. 34) Si la nullité ou la déchéance était invoquée par voie d'exception devant un autre tribunal, par exemple le tribunal correctionnel, celui-ci pourrait, si l'exception lui paraissait fondée, acquitter le prévenu mais il ne pourrait par voie de disposition principale, prononcer la nullité ou la déchéance.

Toute demande en nullité ou en déchéance doit être communiquée au ministère public. (Art. 36 de la loi)

Le jugement qui intervient sur l'action n'a l'autorité de la chose jugée que dans les rapports des parties en cause, conformément au principe général de l'article 1351 Code civil.

II. *Nullité ou déchéance demandée par le ministère public*

Le ministère public auquel une action en nullité ou en déchéance est communiquée, peut toujours se rendre partie intervenante, c'est-à-dire conclure en son propre nom, à la nullité ou à la déchéance. (Art. 37 de la loi) Il peut même prendre l'initiative d'une demande en nullité, lorsque la nullité est

encourue, soit parce qu'il s'agit d'une composition pharmaceutique ou d'un plan ou combinaison de crédit ou de finances, soit parce que l'invention est contraire aux lois ou aux bonnes mœurs, soit enfin parce que le demandeur a indiqué un titre frauduleusement erroné. (Art. 37 § 2 et Art. 30 § 2, 4 et 5 de la loi)

Lorsque le ministère public conclut lui-même à la nullité ou à la déchéance, il doit mettre en cause tous les titulaires partiels du brevet. (Art. 38) Le jugement qui prononce alors la nullité ou la déchéance a l'autorité de la chose jugée, non seulement à l'encontre des parties en cause, mais à l'égard de tous. (Art. 39) La nullité ou la déchéance est portée à la connaissance du ministre, qui la fait publier dans la même forme que la délivrance du brevet. (Art. 39)

CHAPITRE VI

De la contrefaçon et des autres délits commis en matière de brevets

SECTION 1

De la contrefaçon proprement dite

L'article 40 de la loi définit la contrefaçon « toute atteinte portée aux droits « du breveté soit par la fabrication de produits, soit par l'emploi de moyens « faisant l'objet de son brevet. »

Pour qu'il y ait contrefaçon, il faut tout d'abord que l'on se trouve en présence d'un brevet, et que ce brevet soit valable; s'il est nul, ou frappé de déchéance, il ne peut y avoir de contrefaçon.

Il faut, en second lieu, que le prétendu contrefacteur y ait porté atteinte en usurpant en tout ou en partie, l'idée nouvelle qui en fait l'objet. Une usurpation, même partielle, n'en est pas moins une contrefaçon. La contrefaçon peut donc exister, bien qu'il y ait des différences notables entre les produits contrefaits et les produits brevetés.

Il faut, en troisième lieu, que l'usurpation de l'idée faisant l'objet du brevet résulte de l'un des faits suivants :

1° *La fabrication de produits* faisant l'objet du brevet. La loi suppose alors qu'il s'agit d'un brevet de produits.

2° *L'emploi de moyens* faisant l'objet du brevet. On suppose alors qu'il s'agit d'un brevet de moyens.

3° *L'usage de produits* contrefaits est-il une contrefaçon? La question est fort délicate, la jurisprudence l'a résolue par l'affirmative, à propos des brevets Auer, toutes les fois du moins que l'on a fait usage des produits dans un intérêt commercial. Il a notamment été jugé que des cafetiers qui faisaient usage, même de bonne foi, de faux becs Auer pour éclairer leurs établissements étaient, par là même, des contrefacteurs. Cette jurisprudence paraît excessivement rigoureuse et vraiment peu équitable, mais elle est aujourd'hui définitive.

Toutefois, il importe de faire observer que, même dans cette opinion, le particulier qui fait usage de bonne foi de faux becs Auer, pour éclairer son appartement, ne commet pas le délit de contrefaçon.

Les conditions qui précèdent sont les seules qui soient nécessaires pour que l'on doive reconnaître l'existence du délit de contrefaçon. Ainsi — et ceci est fort important — *la bonne foi du prévenu n'est pas exclusive de la contrefaçon.* La loi estime que la publicité dont les brevets sont l'objet suffit à mettre le public en état de mauvaise foi légale; le contrefacteur a toujours eu le tort de ne

pas se renseigner en consultant les brevets publiés. Quoique la question n'ait pas encore été tranchée par la jurisprudence, il est probable toutefois que lorsque le brevet n'est pas publié, ainsi qu'il arrive lorsqu'on demande qu'il ne soit délivré qu'un an après la demande, (Art. 11 § 7 de la loi) celui qui porterait atteinte aux droits du breveté pendant cette période ne pourrait être poursuivi comme contrefacteur que si l'on faisait la preuve de sa mauvaise foi; le brevet n'ayant reçu aucune publicité, il ne serait pas rationnel de le présumer en état de mauvaise foi légale.

SECTION II

Délits assimilés par la loi à la contrefaçon

L'article 41 de la loi assimile au contrefacteur « ceux qui auront sciemment « recélé, vendu, exposé en vente, ou introduit sur le territoire français des « objets contrefaits. » Seulement ici, on le voit, le délit n'existe qu'autant qu'il a été commis *sciemment*. La bonne foi du prévenu serait donc exclusive du délit

SECTION III

Répression de la contrefaçon et des délits assimilés

I. *Constatation du délit*

Le délit peut évidemment être constaté par tous moyens, mais l'article 47 de la loi met à la disposition du breveté une procédure spéciale destinée à lui faciliter cette constatation.

Il peut présenter requête au président du tribunal *civil*, en vue de se faire autoriser à faire procéder par un huissier soit à la saisie, soit à la description sans saisie des objets réputés contrefaits. Le président peut subordonner cette autorisation au dépôt d'un cautionnement destiné à répondre du paiement des frais, si la prétention du demandeur est ultérieurement reconnue mal fondée. Le dépôt de ce cautionnement est obligatoire quand le demandeur est un étranger, mais le président en fixe librement l'importance. L'huissier peut être autorisé à se faire assister d'un expert, pour faciliter sa description. L'huissier doit, bien entendu, laisser copie de l'ordonnance qui autorise la saisie ou la description, et du procès-verbal même de saisie ou de description, à la personne chez laquelle il y procède.

Pour que la saisie ne reste pas éternellement suspendue comme une menace sur la tête de la partie saisie, l'article 48 exige, à peine de nullité, qu'elle soit suivie d'une demande en justice dans le délai de huitaine, augmenté du délai à raison des distances entre le lieu où se trouvent les objets saisis et le domicile du prétendu contrefacteur ou délinquant assimilé au contrefacteur.

II. *Répression des délits*

Le breveté peut, à son choix, poursuivre le contrefacteur devant le tribunal correctionnel ou seulement devant le tribunal civil.

1° *Poursuites devant le tribunal correctionnel.* Ce tribunal peut prononcer des peines proprement dites, à savoir, une amende 100 à 2000 fr. (Art. 40 de la loi) En cas de récidive, c'est-à-dire si dans les cinq années qui précèdent, le prévenu

a été condamné pour l'un des délits prévus par la loi de 1844, la peine peut être élevée jusqu'à un emprisonnement d'un mois à six mois. Il en est de même lorsque le contrefacteur est un ouvrier ou employé ayant travaillé dans les ateliers du breveté, ou si la contrefaçon a eu lieu avec la complicité d'un ouvrier ou employé du breveté. (Art. 43 de la loi) Dans ce cas en effet, la contrefaçon se double d'un véritable abus de confiance.

En outre, le tribunal doit, même en cas d'acquittement, prononcer la confiscation des objets contrefaits et des instruments qui ont spécialement servi à les fabriquer, et qui doivent être remis au plaignant, pour l'indemniser d'autant. (Art. 49) La loi suppose que le fait matériel de la contrefaçon est établi, mais que le prévenu est acquitté, par exemple parce qu'il n'est pas démontré qu'il en soit l'auteur. La confiscation n'en doit pas moins être prononcée.

Le tribunal peut accorder en outre des dommages intérêts et ordonner la publication et l'affichage de son jugement. (Art. 49)

2° *Poursuites devant le tribunal civil.* Ce tribunal ne peut, bien entendu, prononcer l'amende qui est une peine proprement dite, que les tribunaux correctionnels peuvent seuls appliquer. Mais il peut prononcer la confiscation qui, en pareille matière, n'est pas une peine, puisqu'elle peut être prononcée même en cas d'acquittement. Il peut allouer des dommages intérêts et ordonner l'affichage et la publication de son jugement.

SECTION IV

Autres délits commis en matière de brevets

L'article 33 de la loi punit d'une amende de 50 à 1000 fr. celui qui s'est qualifié breveté sans avoir droit à ce titre, ou alors que son brevet était expiré, ou celui qui se qualifie breveté sans avoir fait suivre cette qualification de la mention *sans garantie du gouvernement*, ou en abrégé, S. G. D. G.

En cas de récidive, l'amende peut être portée au double.

CHAPITRE VII

Des droits des étrangers

I. *Dispositions de la loi de 1844*

L'article 27 de la loi autorise les étrangers à prendre des brevets en France, *sans condition de réciprocité.*

D'après l'article 29, celui qui a fait breveter une invention à l'étranger peut la faire breveter en France, mais le brevet qu'il obtiendra en France ne pourra avoir une durée plus longue que le brevet qu'il a obtenu à l'étranger. C'est ce qu'on appelle un *brevet d'importation.* Tout évènement qui ferait tomber le brevet étranger dans le domaine public, même avant l'expiration de sa durée normale, aurait donc la même influence sur le brevet français. Mais si le brevet français ne peut survivre au brevet étranger, il peut être plus court que celui-ci.

II. *Dispositions des traités internationaux.*

Il convient de rappeler d'abord qu'aux termes de l'article 4 de la convention de 1883, le ressortissant de l'un des États de l'Union qui a fait breveter son invention dans l'un des États de l'Union jouit, pendant un an, d'un droit de

priorité pour faire breveter cette invention, par préférence à tous autres, dans les autres États de l'Union.

Un article 4bis ajouté à la convention par l'acte additionnel de Bruxelles du 14 décembre 1900 a désormais posé en principe que les brevets accordés dans les divers États de l'Union auraient une durée indépendante les uns des autres. L'article 29 de la loi de 1844, aux termes duquel le brevet accordé en France à un inventeur qui s'était d'abord fait breveter dans un autre pays ne peut avoir une durée plus longue que celle du brevet étranger, doit donc être considéré comme abrogé dans le cas où le brevet originaire a été pris dans un des États de l'Union. Il paraît n'être plus applicable qu'au cas où le brevet originaire a été pris dana un État ne faisant pas partie de l'Union.

TITRE TROISIÈME

Des secrets de fabrique

Beaucoup d'inventeurs hésitent à faire breveter leurs inventions, à cause de la publicité qu'ils sont alors obligés de donner à leurs procédés. D'autre part, nombre d'inventions ne consistent que dans des procédés accessoires d'exécution, qu'on appelle des *tours de main*, et qui n'ont pas une individualité suffisante pour faire la matière d'un brevet. Dans un cas comme dans l'autre, l'inventeur s'efforce de garder ces procédés secrets : c'est ce qu'on appelle des *secrets de fabrique*.

Mais, quel que soit son désir de conserver le secret, il y a des personnes à qui l'inventeur est en quelque sorte dans la nécessité de le révéler : ce sont ses ouvriers, contremaîtres ou ingénieurs.

La loi ne pouvait pas admettre que ces individus, confidents en quelque sorte obligés de l'industriel, pussent impunément s'emparer de ses secrets ou les révéler à des tiers. Aussi l'article 418 du Code pénal punit-il de peines correctionelles tout directeur, commis ou ouvrier de fabrique qui aura communiqué ou tenté de communiquer les secrets de la fabrique où il est employé, et ceux qui auraient obtenu ou tenté d'obtenir par des moyens frauduleux cette révélation.

Si la révélation a eu lieu au profit d'étrangers, ou de Français résidant à l'étranger, la peine est un emprisonnement de deux à cinq ans et une amende de 500 à 2000 fr. Le prévenu peut, en outre être privé pendant dix ans des droits énoncés en l'article 42 du Code pénal.

Si la révélation a eu lieu au profit de Français résidant en France, la peine est un emprisonnement de trois mois à deux ans, et une amende de 16 à 200 fr.

Le maximum est appliqué dans l'un et l'autre cas s'il s'agit de secrets de fabriques d'armes ou de munitions de guerre appartenant à l'Etat. (Même article)

TITRE QUATRIÈME

Des dessins et modèles de fabrique

La protection en a été incidemment organisée en France par la loi du 18 mars 1806 qui a établi un conseil de prudhommes à Lyon et qui, dans son article 34 a autorisé le gouvernement à en établir dans les villes de fabrique

où il le jugerait nécessaire. Cette loi a été complétée sur certains points par une ordonnance royale du 29 avril 1825 ; la répression de la contrefaçon est organisée par les articles 425 et suiv. Code pénal. Enfin, certains articles de la convention de Paris de 1883 sont relatifs aux dessins et modèles industriels. Cette législation est beaucoup trop laconique et, à de nombreux égards, insuffisante. Il est depuis longtemps question de la refondre, mais les projets qui ont été présentés au Parlement n'ont pas encore abouti.

CHAPITRE I

Conditions auxquelles un dessin ou un modèle peut bénéficier de la protection de la loi de 1806

1. Il faut qu'on se trouve en présence d'un *dessin*, c'est-à-dire d'une combinaison de lignes ou de couleurs, ou d'un *modèle* qui n'est pas autre chose qu'un dessin en relief, un dessin à trois dimensions.

II. Il faut que le dessin ou le modèle ait un *caractère industriel*.

D'après certains auteurs, il n'a ce caractère que lorsqu'il est fabriqué par des moyens mécaniques. Cette opinion ne paraît pas exacte. Tout le monde reconnaît que les dentelles sont protégées par la loi de 1806, et cependant elles sont, dans un grand nombre de cas, exécutées à la main.

Dans une autre théorie, il suffit que le dessin soit appliqué à l'industrie. Quand même il aurait par lui-même un caractère artistique permettant de le faire bénéficier de la protection de la loi de 1793 sur la propriété artistique, s'il est appliqué à l'industrie, il doit bénéficier de la protection de la loi de 1806.

Un troisième système, qui semble être celui de la cour de cassation, estime que ce qui caractérise le dessin de fabrique, c'est qu'il a un caractère *ornemental*, qu'il est destiné à orner l'objet auquel il s'applique et dont il ne se distingue pas.

Enfin, on peut se demander, en présence des termes d'un arrêt de la cour de cassation du 5 février 1904, s'il n'est pas nécessaire, pour qu'un dessin jouisse de la protection de la loi de 1806, qu'il ait été exécuté *dans une fabrique* proprement dite, cela résulterait implicitement de l'article 15 de la loi de 1806 qui porte : « Tout *fabricant* qui voudra pouvoir revendiquer par la suite, « devant le tribunal de commerce, la propriété d'un dessin de son invention, « sera tenu d'en déposer, aux archives du conseil de prudhommes, un échan- « tillon, etc. »

On voit combien il est regrettable que la loi n'ait pas précisé avec plus de netteté les caractères des dessins auxquels elle s'applique.

En fait, les industries qui revendiquent le plus souvent la protection de la loi de 1806 sont celles du papier peint, du bronze, des tissus, des jouets et articles de Paris, etc.

III. Le dessin ou le modèle doit être *nouveau*, c'est à dire n'avoir pas encore été utilisé dans l'industrie dans laquelle on se propose de l'employer.

L'inventeur ferait donc perdre à son dessin son caractère de nouveauté, s'il le divulguait, avant de le déposer en vue de lui assurer la protection légale. Au reste l'article 4 de la convention de Paris de 1883 assure à celui qui a déposé un dessin dans l'un des États de l'Union, un droit de priorité pour déposer ce dessin dans tous les autres États de l'Union, pendant un délai que l'acte additionnel de Bruxelles du 14 décembre 1900 a porté uniformément à quatre mois.

En principe l'exhibition du dessin dans une exposition, lui ferait perdre son caractère de nouveauté. Mais la loi du 12 mai 1868 a autorisé les exposants à demander au préfet ou au sous-préfet dans le ressort duquel l'exposition a lieu, un certificat de protection provisoire qui est délivré gratuitement, et qui leur assure la même protection qu'un dépôt régulier, depuis l'admission du dessin à l'exposition jusqu'à l'expiration du délai de trois mois qui suit sa clôture. L'article 11 de la convention de Paris oblige les États de l'Union à organiser une protection analogue pour ceux qui exposent des dessins sur leur territoire dans des expositions officielles ou officiellement reconnues.

CHAPITRE II

Formalités à remplir pour assurer aux dessins et modèles la protection de la loi

I. *Qui doit faire le dépôt?*

L'inventeur du dessin ou son fondé de pouvoirs spécial. Jusqu'à ces derniers temps on pensait généralement que tout inventeur d'un dessin ayant un caractère industriel pouvait invoquer la protection légale, même sans être fabricant. On admettait donc les artistes, qui composent des dessins ayant un caractère industriel, à déposer ces dessins. On peut se demander, en présence de l'arrêt de la cour de cassation de 5 février 1904, si pour bénéficier de la loi de 1806, le déposant ne doit pas être un *fabricant*, au sens propre du mot, c'est-à-dire le *propriétaire d'une fabrique*. Dans cette opinion les artistes ne pourraient invoquer que la protection de la loi des 19—24 juillet 1793 à laquelle ils ont droit d'ailleurs, quels que soient le mérite et la destination de l'œuvre. (Loi du 11 mars 1902)

II. *Où le dépôt doit-il être fait?*

Le dépôt doit être fait au secrétariat du conseil de prudhommes dans le ressort duquel se trouve la fabrique. C'est le principe général sur la compétence du conseil de prudhommes. (Art. 11 de l'avis du Conseil d'Etat du 20 février 1810)

Dans l'opinion qui admet les inventeurs de dessins à réclamer la protection de la loi de 1806, même s'ils ne sont pas fabricants, ils devraient effectuer le dépôt au secrétariat du conseil de prudhommes dans le ressort du quel se trouve leur domicile. Mais on vient de voir que cette opinion avait été déclarée mal fondée par un arrêt de la cour de cassation du 5 février 1904.

S'il n'y a pas de conseil de prudhommes dans la circonscription où se trouve la fabrique, le dépôt est fait au greffe du tribunal de commerce, ou du tribunal civil jugeant commercialement. (Ordonnance du 29 août 1825) La légalité de cette ordonnance est d'ailleurs contestable.

III. *Formalités du dépôt*

Le dépôt est fait sous pli revêtu du cachet et de la signature du déposant ou de son fondé de pouvoirs, et sur lequel le secrétaire du conseil appose également le sceau de celui-ci. (Art. 15 de la loi)

S'il s'agit d'un modèle, on peut, suivant le cas, soit déposer le modèle lui-même sous pli cacheté, soit se borner à en déposer une photographie.

Le déposant déclare, au moment du dépôt, s'il entend demander la protection de la loi pour un, trois ou cinq ans, ou à perpétuité. (Art. 18) Il acquitte

une taxe d'un franc par année de protection demandée, et de dix francs si la protection demandée est perpétuelle. (Art. 19)

Le secrétaire du conseil inscrit le dépôt sur un registre spécial, et délivre au déposant un certificat rappelant le numéro d'ordre du dépôt et la date de celui-ci. C'est ce certificat qui constitue le titre du déposant. (Art. 16)

Les paquets déposés restent cachetés et ne sont ouverts, sur l'ordre du conseil de prudhommes, qu'en cas de contestation, entre deux ou plusieurs fabricants, sur la propriété d'un dessin. Le pli ou les plis déposés sont alors ouverts et le conseil délivre un certificat indiquant quel est celui qui a la priorité. (Art. 17)

Le dépôt assure au déposant la propriété du dessin ou du modèle déposé pendant la durée pour laquelle il a réclamé la protection de la loi.

On a critiqué, et à juste titre, la possibilité laissée au déposant de réclamer une propriété perpétuelle. Outre que cette perpétuité ne cadre pas avec les règles généralement admises en matière de propriété industrielle, il est matériellement impossible d'assurer pour une durée indéfinie la conservation des dessins déposés. Il faudrait tout au moins exiger des dépôts périodiques.

CHAPITRE III

Des nullités ou des déchéances

I. *Nullités*

Le dépôt serait nul s'il ne s'appliquait pas à un dessin ou à un modèle, ou si le dessin ou le modèle n'avait pas un caractère industriel, ou s'il n'était pas nouveau. Il serait nul également, si le dépôt était fait au greffe du tribunal de commerce, alors qu'il existe un conseil de prudhommes.

D'après l'arrêt de 1904, il semble qu'il serait encore nul, s'il était fait ailleurs qu'au secrétariat du conseil de prudhommes dans le ressort duquel se trouve la fabrique, ou s'il était fait par un autre que par un fabricant.

Dans une opinion très accréditée, le dépôt est également nul si le déposant fabrique son dessin exclusivement à l'étranger.

II. *Déchéances*

La loi n'en parle pas. La question de savoir si le non paiement de la taxe entraîne déchéance, est peu pratique, puisque la taxe, d'ailleurs très minime, se paie en une seule fois au moment du dépôt.

On admet qu'il n'y aurait pas déchéance à raison de ce fait que le déposant n'exploiterait pas son dessin pendant deux années consécutives.

La question de savoir si l'introduction en France de dessins fabriqués à l'étranger entraîne déchéance, est fort douteuse. Si l'on admettait l'affirmative il faudrait, bien entendu, appliquer l'article 5 de la convention de Paris de 1883, aux termes duquel l'introduction dans un des États de l'Union d'objets fabriqués dans les autres États de l'Union n'entraîne pas déchéance.

III. *Actions en nullité ou en déchéance*

La loi n'a organisé en matière de dessins aucune procédure spéciale permettant au ministère public de faire prononcer la nullité ou la déchéance absolue du brevet, par un jugement opposable à tout le monde.

CHAPITRE IV

Usurpation des dessins et modèles

I. *Faits constitutifs de l'usurpation*

La loi prévoit et punit :

1° *La contrefaçon proprement dite*, c'est-à-dire la reproduction du dessin ou du modèle, dans une industrie similaire, sans l'assentiment préalable du déposant. (Art. 425 Code pénal)

Conformément aux principes généraux, la mauvaise foi du prévenu est indispensable à l'existence de ce délit. Cette différence avec les brevets s'explique parce que les dessins ne sont pas publiés, tandis que les brevets sont publiés.

2° L'*introduction en France de dessins contrefaits à l'étranger*. (Art. 426Code pénal).

3° Le *débit*, c'est-à-dire la vente ou l'exposition en vente de dessins contrefaits. (Même article)

II. *Constatation du délit*

La loi de 1806 n'a organisé, pour la constatation du délit, aucune procédure analogue à celle qu'a organisée en matière de brevets l'article 47 de la loi de 1844. Mais on est parvenu à autoriser une procédure analogue, en se fondant sur la disposition générale de l'article 54 du décret du 30 mars 1808 qui permet de s'adresser au président du tribunal civil pour obtenir toutes mesures tendant à l'arrêt de meubles, et autres mesures urgentes.

III. *Répression de l'usurpation*

Le déposant peut, à son choix, poursuivre le délinquant devant le tribunal correctionnel ou devant le tribunal de commerce.

1° *Poursuite devant le tribunal correctionnel.* Le tribunal prononce d'abord une peine proprement dite : contre le contrefacteur ou l'introducteur en France de dessins fabriqués à l'étranger, la peine est une amende de 100 à 2000 fr.; contre le débitant, la peine n'est que d'une amende de 25 à 500 fr. (Art. 427 § 1 Code pénal) Le tribunal prononce ensuite la confiscation des dessins contrefaits et des instruments de la contrefaçon. (Art. 427 § 2 et 3) Mais la loi ne dit pas que la confiscation doit être prononcée même en cas d'acquittement. La jurisprudence en conclut qu'elle ne doit pas l'être dans cette hypothèse. Le tribunal peut accorder des dommages-intérêts et ordonner la publication et l'affichage de son jugement. (Art. 1036 Code de proc. civ.)

2° *Poursuite devant le tribunal de commerce.* Lorsque le déposant ne poursuit pas devant la police correctionnelle, il doit poursuivre en matière de dessins, non pas devant le tribunal civil comme en matière de brevets, mais devant le *tribunal de commerce*. C'est ce qui résulte explicitement de l'article 15 de la loi de 1806 qui porte « Tout fabricant qui voudra pouvoir revendiquer, par la « suite, *devant le tribunal de commerce*, la propriété d'un dessin de son invention, etc. »

Le tribunal de commerce ne peut, bien entendu, condamner le défendeur à l'amende, qui est une peine proprement dite, et qui ne peut être prononcée que par le tribunal correctionnel. Il ne peut davantage prononcer la confiscation, puisque la loi ne permet pas de la prononcer même en cas d'acquittement; mais il peut accorder des dommages-intérêts et ordonner la publication et l'affichage de son jugement. (Art. 1036 Code de proc. civ.)

CHAPITRE V

Droits des étrangers

On a vu ci-dessus que les étrangers pouvaient prendre des brevets en France sans condition de réciprocité.

En matière de dessins ou modèles de fabrique au contraire, les étrangers ne sont protégés en France que si les Français sont protégés dans leur pays, c'est-à-dire sous condition de réciprocité diplomatique ou législative. (Art. 9 de la loi du 26 novembre 1873)

Ajoutons que l'article 2 de la convention de Paris de 1883 a obligé les États de l'Union à assurer sur leur territoire, aux ressortissants de tous les États de l'Union, la même protection qu'à leurs nationaux, en matière de dessins et de modèles de fabrique — et que l'article 4 de cette même convention donne à ceux qui ont déposé un dessin dans l'un des États de l'Union un droit de priorité pour déposer ce dessin dans les autres États de l'Union, pendant un délai que l'acte additionnel de Bruxelles du 14 décembre 1900 a porté uniformément à quatre mois.

Jusqu'à ces derniers temps personne ne doutait que, sous condition de réciprocité législative, la protection de la loi de 1806 ne fût acquise en France, même aux étrangers qui n'y avaient pas de fabrique, et un décret du 5 juin 1861 avait décidé que, dans ce cas, le dépôt de leurs dessins aurait lieu au secrétariat du conseil de prudhommes de la Seine. Mais l'arrêt de la cour de cassation du 5 février 1904 a posé ce principe que, même pour les Français, le dépôt doit avoir lieu, à peine de nullité, au secrétariat du conseil de prud-hommes dans le ressort duquel se trouve la fabrique. Si la théorie de cet arrêt devait triompher, il en résulterait que les étrangers qui n'ont pas de fabrique en France ne sauraient y bénéficier de la protection légale.

TITRE CINQUIÈME

De la propriété artistique et littéraire

CHAPITRE I

Du droit des auteurs, de sa durée et de la formalité du dépôt

I. *Objets auxquels s'applique le droit d'auteur*

Aux termes de l'article 1 de la loi du 19 juillet 1793 « les auteurs d'écrits « en tous genres, les compositeurs de musique, les peintres et dessinateurs qui « feront graver des tableaux ou dessins, jouiront, durant leur vie entière, du « droit exclusif de vendre, faire vendre, distribuer leurs ouvrages dans le terri- « toire de la République et d'en céder la propriété en tout ou en partie. »

A l'énumération de la loi de 1793, la loi du 11 mars 1902 a ajouté « les « *architectes*, les *statuaires* » et a en outre décidé que le « même droit appar- « tiendrait aux sculpteurs et dessinateurs d'ornements, quels que fussent le « mérite et la destination de l'œuvre. »

La protection de la loi de 1793 s'applique donc 1° aux *œuvres littéraires*, quel qu'en soit le mérite : des compilations comme des dictionnaires ou des annuaires, ou même comme un programme de courses, sont susceptibles de propriété littéraire, 2° aux *œuvres musicales*, 3° aux *œuvres artistiques*.

En présence des termes très généraux de la loi de 1793 et de celle de 1902, il ne peut plus guère y avoir de doute que pour les ballets et œuvres de chorégraphie et pour les photographies. On admet que les premières sont protégées. Quant aux secondes, la jurisprudence distingue suivant qu'elles ont ou non un caractère artistique, et ne les protège que dans le premier cas.

II. *Durée du droit d'auteur*

Le droit d'auteur existe, au profit de l'auteur et de ses héritiers ou cessionnaires : 1° pendant la vie de l'auteur; 2° pendant une durée de cinquante ans après sa mort. (Loi du 14 juillet 1866 article 1)

Pendant cette période de cinquante ans après la mort de l'auteur, si celui-ci n'a pas cédé son droit, l'usufruit en appartient à son conjoint survivant pendant la durée de la vie de celui-ci. L'usufruit du conjoint survivant est indépendant de ses conventions matrimoniales et par conséquent se surajoute, le cas échéant, au droit qu'il tient de ces conventions. (Art. 1 § 2 de la loi de 1866) Le droit du conjoint n'existe d'ailleurs que si l'auteur n'a pas disposé du droit par vente, donation ou testament. Ce droit n'existe pas, lorsque la séparation de corps a été prononcée contre le conjoint survivant; il cesse en cas de convol, c'est-à-dire de second mariage de celui-ci. (Même article)

Pour les œuvres littéraires *posthumes*, c'est-à-dire publiées après la mort de l'auteur, le droit prend naissance sur la tête de celui qui les publie pour la première fois, et dure par conséquent pendant toute la vie de celui-ci et pendant un certain laps de temps après sa mort. (Décret du 1 germinal an XIII) Mais au moment où ce décret a été rendu, le droit de l'auteur ne subsistait que pendant dix ans après sa mort. (Art. 2 de la loi de 1793) Dans ces conditions, la question s'est posée de savoir si la prolongation de durée édictée en faveur du droit d'auteur par la loi de 1866 devait être déclarée applicable au droit du propriétaire d'oeuvres littéraires posthumes. La question est controversée; on la tranche généralement par la négative et l'on décide par suite que le droit du propriétaire d'œuvres posthumes s'éteint dix ans après sa mort.

III. *De la formalité du dépôt*

L'article 3 de la loi de 1793 oblige ceux qui mettent au jour des œuvres de littérature ou de gravure, en quelque genre que ce soit, d'en faire le dépôt, faute de quoi « ils ne pourront être admis en justice à la poursuite des contrefacteurs. »

Le dépôt n'est nécessaire que pour les imprimés, les œuvres musicales gravées ou imprimées, et les dessins ou estampes. Il n'est nécessaire ni pour les productions littéraires orales, ni pour les tableaux qui ne sont pas reproduits par la photographie ou la gravure, ni pour les œuvres d'architecture et de sculpture.

Les formes du dépôt, dans les cas où il est nécessaire, sont aujourd'hui régies par les articles 3 et 4 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse. Le dépôt doit être fait à Paris au ministère de l'intérieur, dans les chefs-lieux de départements à la préfecture, dans les chefs-lieux d'arrondissement à la sous-préfecture, dans les autres villes à la mairie. Il doit avoir lieu, pour les imprimés, en double exemplaire, pour les estampes ou la musique, en triple exemplaire. Il en est donné récépissé.

Faute de dépôt, l'auteur n'est pas admis à poursuivre en justice les contrefacteurs. Le dépôt est donc nécessaire pour lui permettre de poursuivre les contrefacteurs, non seulement par la voie correctionnelle, mais encore par la

voie civile. Mais on admet généralement que ce dépôt n'est qu'un préalable de procédure, c'est-à-dire qu'une fois le dépôt effectué, l'auteur peut poursuivre même les faits de contrefaçon antérieurs au dépôt.

IV. *De la cession du droit d'auteur*

Le droit d'auteur est essentiellement cessible. Il donne lieu entre l'auteur et son cessionnaire à un contrat que l'on appelle ordinairement *contrat d'édition*. La cession peut être totale ou partielle, se faire par exemple pour une édition unique. La cession peut être faite moyennant un prix déterminé, ou moyennant une somme appelée droit d'auteur, à payer par l'éditeur sur chaque exemplaire vendu. L'auteur a alors le droit de contrôler par l'examen des livres de l'éditeur le nombre d'exemplaires vendus.

CHAPITRE II

De la contrefaçon

I. *Délits prévus par la loi et peines qui leur sont applicables*

Les articles 425 à 429 du Code pénal prévoient et punissent : 1° la *contrefaçon proprement dite*, c'est-à-dire toute édition d'écrit, de composition musicale, de dessin, sculpture ou autres, faite sans le consentement formel et par écrit de l'auteur; 2° l'*introduction en France d'ouvrages contrefaits à l'étranger*; 3° le *débit d'ouvrages contrefaits*. On a déjà présenté le commentaire de ces articles à propos des dessins et modèles de fabrique; on se borne à y renvoyer.

II. *Constatation de la contrefaçon*

L'article 3 de la loi de 1793 a organisé pour la constatation de la contrefaçon en matière de propriété artistique et littéraire, une procédure de saisie analogue à celle que la loi de 1844 a organisée pour les brevets. Mais ici : 1° il n'y a pas besoin d'obtenir du Président du Tribunal civil une ordonnance permettant de saisir; 2° la saisie est faite, non par un huissier, mais par un commissaire de police. — La loi de 1793 disait : par un officier de paix. Mais aux termes du décret du 25 Prairial an III, ce sont aujourd'hui les commissaires de police qui en exercent les fonctions; — 3° la saisie doit porter sur tous les exemplaires de l'édition contrefaite; 4° elle n'a pas besoin d'être suivie d'une action en justice dans un délai déterminé.

Cette procédure de saisie est d'ailleurs facultative pour l'auteur, qui peut ne pas y avoir recours.

CHAPITRE III

Répression des fraudes en matière artistique

Une loi du 9 février 1895 punit d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 16 à 3 000 fr. :

1° Ceux qui ont apposé ou fait apparaître frauduleusement un nom usurpé sur une œuvre de peinture, de sculpture, de dessin, de gravure ou de musique;

2° Ceux qui, sur les mêmes œuvres, ont frauduleusement et dans le but de tromper l'acheteur sur la personnalité de l'auteur, imité sa signature ou un signe adopté par lui;

3° Ceux qui ont sciemment recelé, mis en vente ou en circulation les objets revêtus de ces noms, signatures ou signes.

L'article 4 de la loi prescrit que les objets délictueux seront confisqués et remis au plaignant pour l'indemniser d'autant, ou détruits, s'il refuse de les recevoir.

L'article 1 de la loi autorise en outre expressément le Tribunal à accorder des dommages-intérêts.

Enfin, il pourrait, conformément à l'article 1036 du Code de proc. civ. ordonner la publication et l'affichage de son jugement.

CAPITRE IV

Droits des étrangers

I. *Décret du 28 Mars 1852*

Ce décret, fort libéral en faveur des étrangers, leur donne droit en France à la même protection qu'aux Français, pour leurs œuvres littéraires, artistiques et musicales, et prohibe l'exportation à l'étranger d'ouvrages étrangers contrefaits en France.

II. *Convention de Berne du 9 Septembre 1896 complétée par la convention de Paris du 4 Mai 1896*

Ces conventions ont constitué un certain nombre de puissances en état d'Union pour la protection de la propriété littéraire et artistique et ont réservé aux États non signataires la faculté d'y adhérer par une notification adressé au Bureau international de l'Union, qui est établi à Berne.

A l'heure qu'il est, quatorze puissances ont adhéré à la Convention, savoir : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la République d'Haïti, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Principauté de Monaco, la Norwège, la Suisse et la Tunisie.

La protection de l'œuvre dans les divers États de l'Union est subordonnée à l'accomplissement dans les pays d'origine des formalités exigées par la législation de celui-ci. On entend par pays d'origine celui où l'œuvre a paru pour la première fois et, s'il s'agit d'œuvres non publiées, le pays auquel appartient l'auteur.

L'œuvre ne peut pas être protégée plus longtemps dans les autres pays que dans son pays d'origine.

Les auteurs jouissent du droit exclusif d'autoriser la traduction de l'œuvre pendant toute la durée de leur droit sur l'œuvre originale. Toutefois, ce droit cesse d'exister s'il n'en est pas fait usage dans l'un quelconque des États de l'Union pendant les dix ans qui suivent la première publication de l'œuvre. (Acte additionnel du 4 Mai 1896)

La traduction licite est protégée comme une œuvre originale.

Enfin, dans le protocole de clôture de la convention, il a été entendu que les états adhérents n'auraient à protéger les œuvres de photographie que si leur législation intérieure le leur permettait.

TITRE SIXIÈME

Des marques de fabrique ou de commerce

Les marques de fabrique ou de commerce sont régies par une loi fondamentale du 23 juin 1857.

CHAPITRE I

Nature et caractères essentiels des marques

I. *Définition*

La marque de fabrique ou de commerce est tout signe servant à distinguer les produits d'une fabrique ou les objets d'un commerce. Comme on le voit, il y a deux sortes de marques : les marques de fabrique et les marques de commerce.

Il résulte même de l'article 20 de la loi que la marque peut s'appliquer aux vins, eaux-de-vie ou autres boissons, aux grains ou aux farines, aux bestiaux et, d'une façon générale, à tous les produits de l'agriculture.

II. *Caractères généraux des marques*

La marque doit être *spéciale*, c'est-à-dire ne pouvoir se confondre avec aucune autre employée dans un commerce similaire; elle doit être par suite *nouvelle* dans le commerce où on veut en faire usage. Ainsi qu'on le verra ci-après, la marque ne cesserait pas d'être nouvelle, par cela seul que celui qui en est propriétaire en aurait fait publiquement usage avant de la déposer. On ne doit pas appliquer ici, par analogie, le principe posé en matière de brevets par l'article 31 de la loi de 1844. On admet même généralement que l'usage qu'un tiers aurait fait de la marque en pays étranger ne lui ferait pas perdre en France son caractère de nouveauté, s'il s'agissait d'un pays avec lequel la France n'a pas de traité. Aux termes de l'article 4 de la convention de Paris de 1883, celui qui a déposé sa marque dans un des États de l'Union, a un droit de priorité pour la déposer dans les autres États de l'Union, par préférence à tous autres, pendant un délai que l'acte additionnel de Bruxelles du 14 décembre 1900 a porté uniformément à quatre mois.

III. *Signes constitutifs des marques*

D'après l'article 1 § 3 de la loi de 1857, « sont considérés comme marques « de fabrique et de commerce les noms sous une forme distinctive, les dénominations, « emblèmes, empreintes, timbres, cachets, vignettes, reliefs, chiffres, enveloppes et « tous autres signes servant à distinguer les produits d'une fabrique ou les objets « d'un commerce. »

On voit que, d'après le texte même de cet article, l'énumération qu'il donne n'est pas limitative. Il peut en effet y avoir beaucoup d'autres signes constitutifs des marques. C'est ainsi par exemple que, dans le commerce des draps, la marque est constituée par un *liseré*, dont la loi ne parle pas dans son énumération.

La loi ne considère les noms comme une marque de commerce, que s'ils sont écrits *sous une forme distinctive*, par exemple en caractères soi-disant chinois, ou en caractères disposés verticalement, au lieu de l'être horizontalement ou sous forme de signature. Il s'agit ici du nom du fabricant ou du commerçant apposé par lui sur ses produits.

Au contraire, *la dénomination du produit* constitue à elle seule une marque, sans qu'il soit besoin qu'elle affecte une forme distinctive. Il s'ensuit que, si le fabricant a l'idée de donner son propre nom comme dénomination à son produit, comme : Gants Jouvin, Goudron de Guyot, Limonade Roger, Pilules Pink, ce nom devient la dénomination du produit lui-même et constitue une marque de fabrique, sans qu'il soit nécessaire de l'écrire sous une forme distinctive. Le nom du fabricant cesserait d'ailleurs de pouvoir constituer une marque si, par suite d'un long usage, il était devenu la désignation naturelle et nécessaire du

produit; c'est ce qui est arrivé par exemple pour les noms de bretelle et de quinquet, qui étaient à l'origine des noms de fabricants.

On remarquera qu'aux termes de l'article 6 de la convention de 1883 « toute « marque de fabrique ou de commerce régulièrement déposée dans le pays « d'origine, sera admise au dépôt et protégée *telle quelle* dans tous les autres pays « de l'Union ». Cela veut dire que les signes constitutifs de la marque étant considérés comme suffisants par la législation du pays d'origine pour y bénéficier de la protection légale, ils jouiront de cette protection dans tous les autres États de l'Union, quand même, d'après la législation intérieure de ces États, ils ne seraient pas suffisants pour constituer une marque.

C'est ce qui a d'ailleurs été expressément convenu dans l'article 4 du protocole de clôture de la convention; mais il a été également convenu que les Etats de l'Union pourraient refuser de protéger sur leur territoire une marque que leur législation considère comme contraire à l'ordre public. Telles sont dans certains pays les marques qui consisteraient en armoiries publiques ou en décorations. (Même article 4 du protocole de clôture)

IV. *Marques facultatives ou obligatoires*

En principe, l'usage de la marque est facultatif. Toutefois des décrets rendus en la forme de règlements d'administration publique peuvent en déclarer l'emploi obligatoire pour certains commerces. (Art. 1 § 1 et 2) C'est notamment ce qui a lieu pour les ouvrages d'or, d'argent, de ruolz et de plaqué, pour les étoffes d'or et d'argent, fin, mi-fin et faux, pour les eaux minérales artificielles etc.

Aux termes de l'article 9 de la loi, sont punis d'une amende de 50 à 1 000 francs et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui n'ont pas apposé sur leurs produits une marque déclarée obligatoire et ceux qui ont vendu ou exposé en vente des produits non revêtus d'une marque déclarée obligatoire par des décrets réguliers. Le Tribunal ordonne en outre l'apposition de la marque sur les produits. (Art. 15)

CHAPITRE II

De la propriété et du dépôt de la marque

I. *Propriété de la marque*

En principe, la propriété de la marque résulte de l'usage que l'on en fait. En pareille matière, le dépôt n'est pas attributif, mais seulement déclaratif de propriété, c'est-à-dire qu'il ne crée pas le droit à la propriété de la marque, il ne fait que reconnaître et consacrer un droit préexistant.

Au premier abord, cette proposition paraît en contradiction avec le texte de l'article 2 de la loi de 1857, qui porte « nul ne peut revendiquer la « propriété exclusive d'une marque, s'il n'a déposé au greffe du tribunal de « commerce 1° trois exemplaires du modèle de cette marque, 2° le cliché typo- « graphique de cette marque. » Mais il résulte des travaux préparatoires de la loi, et notamment du rapport de M. Busson-Billault, que le dépôt de la marque est seulement déclaratif et non attributif de propriété, que celui qui ne l'aura pas effectué ne pourra sans doute revendiquer le bénéfice de la loi de 1857, mais qu'il pourra se prévaloir du droit commun et de l'article 1382 Code civ.

Il suit de là que le propriétaire d'une marque ne compromet pas son droit en faisant usage de la marque avant de la déposer; que si, antérieurement

au dépôt, cette marque est tombée dans le domaine public, le dépôt qui en est fait n'empêche pas les tiers de s'en servir; enfin que le dépôt effectué au mépris d'une antériorité, ou par un usurpateur, n'empêche pas le véritable propriétaire de revendiquer sa marque.

Par contre, il est certain que le propriétaire d'une marque ne peut poursuivre les contrefacteurs devant la juridiction correctionnelle qu'à condition de l'avoir régulièrement déposée, et il est admis que ce dépôt n'est pas un simple préliminaire de procédure, et que le déposant ne peut poursuivre devant la juridiction correctionnelle que des faits de contrefaçon postérieurs au dépôt.

Il est également certain que le propriétaire d'une marque non déposée peut poursuivre les usurpateurs en dommages-intérêts et leur faire faire défense de l'employer à l'avenir. Mais il paraît probable que cette action ne pourrait être fondée que sur le principe général de l'article 1382 Code civ. aux termes duquel tout fait quelconque de l'homme qui cause préjudice à autrui oblige celui qui l'a commis à le réparer et que, conformément aux principes généraux, cette action serait de la compétence du tribunal de commerce. L'article 16 de la loi de 1857 dispose, il est vrai que les actions civiles relatives aux marques sont de la compétence des tribunaux civils; mais il résulte du rapport de M. Busson-Billault que celui qui n'a pas déposé sa marque ne peut invoquer le bénéfice de la loi de 1857. L'action relative à l'usurpation d'une marque non déposée ne serait donc en réalité qu'une action en dommages-intérêts pour concurrence déloyale et, comme le litige s'agiterait entre commerçants, il faudrait appliquer le principe général de la compétence des tribunaux de commerce. (Art. 631 § 1 Code de comm.)

La propriété de la marque est en principe *perpétuelle*. Le dépôt ne la protège, il est vrai, que pendant quinze ans, mais il peut être renouvelé indéfiniment. (Art. 3) La propriété de la marque ne pourrait donc s'évanouir que par l'abandon qu'en ferait celui qui en est propriétaire. Cet abandon pourrait être exprès, et se faire au moyen d'une déclaration au greffe du tribunal de commerce. (Art. 16 du décret du 27 février 1891) La renonciation est alors transmise au Ministre du Commerce, qui la publie dans le Bulletin officiel de la propriété industrielle. Mais le propriétaire prendra rarement cette peine et l'abandon sera ordinairement tacite : il résultera de ce que le propriétaire n'aura pas fait usage de sa marque, et aura laissé les tiers en user pendant un délai assez long, pour qu'on puisse en conclure qu'il a entendu y renoncer : les tribunaux apprécieront.

La loi n'a établi aucune forme spéciale pour la cession des marques de fabrique, même si elles ont été déposées. Elles se transmettent ordinairement en même temps que le fonds de commerce, dont elles servent à désigner les produits, mais elles pourraient aussi être cédées isolément.

II. *Des formes du dépôt*

Ces formes sont réglementées par l'article 2 de loi du 23 juin 1857, modifié par celle du 3 mai 1890, et par les dispositions d'un réglement d'administration publique du 27 février 1891.

Le dépôt doit être fait par le propriétaire de la marque ou par un fondé de pouvoirs spécial, dont la procuration doit rester annexée au procès-verbal de dépôt. Il se fait au greffe du tribunal de commerce du domicile du déposant, ou — s'il n'en existe pas — au greffe du tribunal civil jugeant commercialement.

On doit déposer : 1° trois exemplaires de la marque, laquelle doit être tracée ou collée sur un carré de papier de 18 centimètres de côté, de manière à laisser des marges suffisantes pour y inscrire les énonciations nécessaires;

2° le cliché typographique de la marque, qui doit avoir 12 centimètres de côté. Le greffier dresse un procès-verbal de dépôt qu'il inscrit sur un registre spécial, et qui est signé du déposant ou de son fondé de pouvoirs. Ce procès-verbal mentionne les nom, prénoms, domicile et profession du déposant, le commerce en vue duquel la marque est déposée, le jour, l'heure et la minute du dépôt ainsi que le numéro d'enregistrement de la marque.

Ces mentions sont reproduites sur chacun des exemplaires déposés, dont l'un est conservé par le greffier et collé par lui sur un registre spécial ; l'autre est transmis dans les cinq jours, avec le cliché typographique, au Ministère du Commerce, qui le dépose lui-même à l'Office national de la propriété industrielle, au Conservatoire des Arts et Métiers, à Paris ; le 3e est remis au déposant dont il constitue le titre.

Le dépôt de chaque marque donne lieu à la perception d'une taxe d'un franc, non compris les droits de timbre et d'enregistrement. Le public est admis à prendre connaissance des marques déposées et à s'en faire délivrer copie, moyennant la somme d'un franc.

Les marques sont en outre publiées par les soins de l'Office national de la propriété industrielle, dans le Bulletin spécial de la propriété industrielle. Les clichés sont restitués ensuite aux intéressés.

Le dépôt n'a d'effet que pour une période de quinze ans, mais il peut être indéfiniment renouvelé. Lorsque le dépôt est fait en renouvellement, il en est fait mention au procès-verbal et sur les exemplaires déposés.

CHAPITRE III

De l'usurpation des marques

I. *Faits constitutifs de l'usurpation*

La loi prévoit et punit deux catégories de délits :

1° *La contrefaçon proprement dite* de la marque, c'est-à-dire sa reproduction, tout au moins dans ses parties essentielles — *l'usage de la marque contrefaite*, c'est-à-dire le fait de l'apposer sur des produits — *l'apposition frauduleuse d'une marque appartenant à autrui sur des produits auxquels elle n'était pas destinée* — et la *vente* ou la *mise en vente faite sciemment de produits revêtus de marques contrefaites ou frauduleusement apposées.*

Tous ces délits sont prévus par l'article 7 de la loi, qui les punit d'une amende de 50 à 3 000 fr. et d'un emprisonnement de trois mois à trois ans, ou de l'une de ces deux peines seulement.

2° *L'imitation frauduleuse* d'une marque qui, sans constituer une contrefaçon, parce qu'elle ne reproduit pas la marque dans ses parties essentielles, est néanmoins de nature à tromper un acheteur d'intelligence et d'attention ordinaires — *l'usage de la marque frauduleusement imitée* — et la *vente* ou *mise en vente faite sciemment de produits revêtus de marques frauduleusement imitées.*

Ces délits sont prévus par l'article 8 de la loi qui les punit d'une amende de 50 à 2 000 fr. et d'un emprisonnement d'un mois à un an, ou de l'une de ces deux peines seulement.

II. *Constatation de l'usurpation*

L'usurpation peut être établie par tous les moyens de preuve; mais l'article 17 de la loi met à la disposition du propriétaire, pour la constater plus facilement, une procédure tout à fait analogue à celle que l'article 47 de la loi de 1844 a organisée en matière de brevets. (Voir ci-dessus) Il y a cependant quelques différences entre les deux procédures.

En matière de brevets, c'est seulement au président du tribunal civil que le breveté peut présenter requête pour se faire autoriser à faire saisir ou détruire sans saisie les objets prétendus contrefaits. En matière de marques, s'il n'y a pas de tribunal civil dans la ville où l'on se propose de faire procéder à la saisie, on peut s'adresser au juge de paix pour obtenir l'autorisation nécessaire.

En matière de brevets, le président est obligé de faire déposer un cautionnement par le demandeur, si celui-ci est étranger; en matière de marques, le dépôt de ce cautionnement est facultatif pour le juge dans tous les cas.

En matière de brevets, la saisie est nulle si elle n'est pas suivie dans la huitaine d'une action en justice; en matière de marques, ce délai est porté à quinze jours.

III. *Répression de l'usurpation*

Le propriétaire de la marque régulièrement déposée peut, à son choix, poursuivre l'usurpateur de sa propriété devant le tribunal correctionnel ou devant le tribunal civil.

1° *Poursuites devant le tribunal correctionnel.* Ce tribunal, s'il reconnaît l'existence du délit, prononce d'abord les peines de l'article 7 ou de l'article 8 de la loi. (Voir ci-dessus) Si le prévenu est en état de récidive, c'est-à-dire si, dans les cinq années qui précèdent, il a été condamné pour l'un des délits prévus par la loi de 1857, la peine peut être élevée au double. (Art. 11) Le tribunal peut en outre, même en l'absence de récidive, priver les délinquants pendant un laps de temps qui ne peut excéder dix ans, du droit de participer aux élections des tribunaux et des chambres de commerce, des chambres consultatives des arts et manufactures, et des conseils de prud'hommes. (Art. 13 de la loi)

Le tribunal peut en second lieu, même en cas d'acquittement, prononcer la confiscation des produits revêtus de marques contrefaites ou frauduleusement imitées, et des instruments qui ont servi à commettre la contrefaçon.

Il peut ordonner que les objets confisqués soient remis au plaignant, pour l'indemniser d'autant. (Art. 14) Il y a là une très grande analogie avec la confiscation édictée en matière de brevets par l'article 49 de la loi de 1844. La seule différence est qu'en matière de brevets, la confiscation est obligatoire pour le tribunal, tandis qu'en matière de marques elle est seulement facultative.

Le tribunal peut enfin accorder des dommages intérêts, (Art. 14) et ordonner la publication et l'affichage de son jugement. (Art. 13 § 2)

2° *Poursuites devant le tribunal civil.* Les actions relatives à l'usurpation des marques qui ne sont pas portées devant le tribunal correctionnel sont, lorsque la marque a été régulièrement déposée, de la compétence exclusive du tribunal civil. (Art. 16) Le tribunal civil ne peut évidemment pas prononcer de peines proprement dites, mais il peut prononcer la confiscation qui, en matière de marques, n'est pas une peine, puisqu'elle peut être prononcée même en cas d'acquittement. Il peut accorder des dommages intérêts et ordonner la publication et l'affichage de son jugement.

CHAPITRE IV

Des autres délits commis en matière de marques

Indépendamment de l'usurpation ou de l'imitation frauduleuse des marques, la loi de 1857 prévoit et punit un certain nombre d'autres délits commis en matière de marques.

I. *Non apposition de la marque, dans le cas où elle est obligatoire*

On s'est déjà expliqué sur ce délit. (Voir ci-dessus)

II. *Tromperie sur la nature du produit à l'aide d'une marque*

L'article 8 §§ 2 et 3 de la loi punit d'une amende de 50 à 2 000 fr. et d'un emprisonnement d'un mois à un an ou de l'une de ces deux peines seulement :

1° Ceux qui ont fait usage d'une marque de nature à tromper l'acheteur sur la *nature* du produit.

2° Ceux qui ont sciemment vendu ou mis en vente des produits revêtus de marques contenant des indications propres à tromper l'acheteur sur la *nature* du produit.

Pour que le délit existe, il faut donc que l'indication soit propre à tromper l'acheteur sur la nature, et non pas seulement sur la qualité du produit, et que cette énonciation soit contenue dans une marque.

Comme c'est ici le consommateur qui se trouve lésé par le délit, c'est à lui qu'il appartient de le poursuivre, soit devant le tribunal correctionnel, soit devant le tribunal civil.

III. *Introduction en France de produits étrangers frauduleusement revêtus de marques françaises*

L'article 19 de la loi de 1857 prohibe à l'entrée en France, exclut du transit et de l'entrepôt, et autorise à saisir en quelque lieu que ce soit « les produits « étrangers portant soit la marque, soit le nom d'un fabricant résidant en « France, soit l'indication du nom ou du lieu d'une fabrique française ».

Comme on le voit, cet article a trait tout à la fois aux marques de fabrique et aux noms commerciaux, mais il est surtout relatif à ces derniers. C'est donc à propos du nom commercial qu'on l'étudiera. (Voir ci-dessous)

CHAPITRE V

Timbrage ou poinçonnage des marques

La répression de la contrefaçon en matière de marques est déjà sévère, puisqu'elle comporte un emprisonnement qui peut s'élever dans le cas de l'article 7 de la loi jusqu'à trois ans. Cependant cette répression est encore une barrière insuffisante contre la fraude. On a eu l'idée de permettre aux fabricants ou aux commerçants d'augmenter encore les garanties que leur offre la loi, en faisant usage, moyennant le paiement d'une taxe, du timbre ou du poinçon de l'Etat, dont la falsification ou la contrefaçon est punie des travaux forcés à temps. (Art. 6 de la loi du 26 novembre 1873 et Art. 140 du Code pénal)

Seulement la taxe à payer est assez élevée et, par suite, on ne peut faire usage du timbre ou du poinçon de garantie de l'Etat que pour des produits laissant une assez large marge de bénéfice.

Le timbrage et le poinçonnage des marques ont été organisés et réglementés par une loi du 26 novembre 1873 et un règlement d'administration publique du 25 juin 1874.

Sur les étiquettes, bandes ou enveloppes en papier, on fait apposer le *timbre de l'Etat.* Il faut s'adresser pour cette apposition à l'administration de l'enregistrement et du timbre dans l'un des chefs-lieux de circonscription suivants : Lille, Rouen, Paris, Châlons-sur-Marne, Nantes, Tours, Lyon, Bordeaux, Toulouse, Marseille. Le timbre est, autant que possible, apposé sur la marque de fabrique elle-même, si cette apposition peut avoir lieu sans l'oblitérer, sinon il est apposé partie sur la marque, partie sur l'enveloppe ou étiquette.

La taxe à payer est de 1 centime, si le prix de vente du produit ne dépasse pas 1 franc; 2 centimes, s'il ne dépasse pas 2 francs; 3 centimes, s'il ne dépasse pas 3 francs; 5 centimes, s'il est supérieur à 3 francs et ne dépasse pas 5 francs; 10 centimes, s'il est supérieur à 5 francs et ne dépasse pas 10 francs; 20 centimes s'il est supérieur à 10 francs et ne dépasse pas 20 francs, etc . . .

Sur les étiquettes, bandes ou enveloppes en métal, on doit apposer le *poinçon de l'Etat.* Il faut s'adresser pour ce poinçonnage à l'administration des contributions indirectes et spécialement aux bureaux de garantie des matières d'or et d'argent établis dans les villes ci-après : Amiens, Besançon, Bordeaux, Le Hâvre, Lille, Lyon, Marseille, Nancy, Nîmes, Paris, Rouen, Saumur et Valence.

La taxe minimum à acquitter est de 0,05 pour les produits vendus 5 francs et au-dessous; 10 centimes pour les objets vendus plus de 5 francs et moins de 10 francs; 20 centimes pour les objets vendus plus de 10 francs et moins de 20 francs, etc. . .

Le fabricant qui, dans l'un et l'autre cas, vendrait ses produits plus cher que le prix correspondant à la taxe qu'il a acquittée commettrait un délit passible d'une amende de 100 fr. à 5 000 fr. (Art. 4 de la loi du 26 novembre 1873)

CHAPITRE VI

Des droits des étrangers

I. *Dispositions de la loi de 1857*

Les articles 5 et 6 de la loi de 1857 font une distinction.

Les étrangers ayant un établissement d'industrie ou de commerce en France y jouissent, sans condition de réciprocité, de la même protection que les Français. Ils doivent déposer leur marque au greffe du tribunal de commerce de leur domicile, ou dans le ressort duquel se trouve l'établissement. (Art. 5 de la loi).

Les étrangers ou les Français dont les établissements sont situés hors de France n'ont droit en France à la protection légale que sous condition de réciprocité. L'article 6 de la loi de 1857 exigeait que cette réciprocité fût diplomatique, c'est-à-dire résultât de traités. Depuis la loi du 26 novembre 1873 la réciprocité législative suffit. Les marques sont en ce cas déposées au greffe du tribunal de commerce de la Seine.

I. *Dispositions de la convention de 1883*

On rappelle ici :

1° Qu'aux termes de l'article 4 de la convention de 1883 le ressortissant de l'un des États de l'Union qui a déposé sa marque dans un des États de l'Union

jouit d'un droit de priorité pour la déposer de préférence à tout autre, dans tous les autres États de l'Union, pendant un délai que l'acte additionnel de Bruxelles du 14 décembre 1900 a porté uniformément à quatre mois.

2° Qu'aux termes de l'article 6 de cette convention, toute marque régulièrement déposée dans le pays d'origine est admise au dépôt et protégée *telle quelle* dans tous les autres États de l'Union, c'est-à-dire que, du moment que les signes qui la constituent sont suffisants pour constituer une marque aux termes de la législation intérieure du pays d'origine, les autres États de l'Union ne peuvent lui refuser leur protection, sous prétexte que ces signes seraient insuffisants, d'après leur propre législation, pour constituer une marque ; mais ils pourraient refuser la protection légale aux marques qui seraient considérées chez eux comme contraires à l'ordre public, telles que, dans certains pays, les marques où l'on s'est servi d'armoiries publiques ou de décorations. (Art. 4 du protocole de clôture)

On voit que, sous l'empire de la la convention de 1883, la protection de la marque dans chaque pays était subordonnée au dépôt de la marque dans ce pays.

3° *Enregistrement international des marques de fabrique, d'après le protocole de Madrid du 14 avril 1891*

Ce protocole, auquel n'ont malheureusement adhéré que neuf puissances, la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Suisse et la Tunisie, permet de remplacer le dépôt des marques dans chacun des États de l'Union par un dépôt dans le pays d'origine, suivi d'un dépôt au Bureau international de Berne, qui se charge de le notifier aux puissances adhérentes. Celles-ci ont un délai d'un an, à partir de la notification, pour déclarer que leur législation nationale ne leur permet pas de protéger la marque, parce qu'elle est considérée chez elles comme contraire à l'ordre public. Le dépôt international donne lieu à la perception d'une taxe de cent francs perçue au profit du bureau international. Lorsque l'on dépose à la fois plusieurs marques, le dépôt de la première donne seul lieu à la perception d'une taxe de cent francs, chacun des autres acquitte seulement une taxe de cinquante francs. Outre la taxe internationale, le dépôt international donne lieu à la perception d'une taxe au profit du pays d'origine. Pour la France, cette taxe est de 25 francs par marque. (Décret du 25 avril 1883)

Les marques déposées au Bureau de Berne sont publiées dans le journal « La Propriété Industrielle », publié par les soins de ce Bureau.

Le dépôt international protège la marque pendant une période de vingt ans. Aux termes de l'article 4 bis, ajouté à ce protocole par l'acte additionnel de Bruxelles du 14 Décembre 1900, cet enregistrement international est alors substitué aux enregistrements antérieurement effectués dans un ou plusieurs des États de l'Union.

TITRE SEPTIÈME

Du nom commercial

CHAPITRE I

Notions générales

Il ne s'agit point ici du *nom patronymique*, que la loi n'a pas cru devoir protéger par des sanctions pénales, mais du *nom commercial*, c'est-à-dire du nom

sous lequel un commerçant ou une société fait le commerce, et qui peut représenter dans son patrimoine une valeur pécuniaire considérable. Ce nom, aux yeux de la loi commerciale, est *cessible*, c'est-à-dire que le commerçant peut céder, en même temps que son fonds de commerce, le droit de se servir du nom qui y était attaché.

Le successeur ne peut d'ailleurs, bien entendu, signer des actes ou même des lettres du nom de son prédécesseur, et il ne peut se servir de ce nom qu'à condition d'indiquer par un moyen quelconque, que la maison n'est plus dirigée par celui qui le portait. C'est ce qu'il fera généralement en employant la formule : *Y successeur de X.* ou : *ancienne maison X* ou même à la rigueur *maison X, Y successeur.*

Le nom commercial est protégé, *sans aucune condition de dépôt ou de publicité* par la loi du 18 juillet 1824, dont l'article premier est ainsi conçu :

« Quiconque aura, soit apposé, soit fait apparaître par addition, retranchement « ou par une altération quelconque sur des objets fabriqués, le nom d'un « commerçant autre que celui qui en est l'auteur, ou la raison commerciale « d'une fabrique autre que celle où les dits objets auront été fabriqués, ou « enfin le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication, sera puni des « peines portées en l'article 423 Code pénal sans préjudice de dommages intérêts, « s'il y a lieu. »

« Tout marchand, commissionnaire, ou débitant quelconque, sera passible « des effets de la poursuite, lorsqu'il aura sciemment exposé en vente ou mis « en circulation des objets marqués de noms supposés ou altérés ».

CHAPITRE II

Noms protéges par la loi de 1824

La protection de la loi de 1824 s'applique à trois espèces de noms :

1° *Les noms de fabricants.* Ce que la loi protège, c'est le nom commercial, et non pas le nom civil : si un fabricant faisait le commerce sous un pseudonyme, ce pseudonyme serait donc protégé au même titre que le nom patronymique.

Le nom du fabricant ne cesse d'être protégé que lorsque, par suite d'un long usage, il est devenu la dénomination naturelle et nécessaire du produit. On a déja indiqué que c'est ce qui était arrivé pour les noms de bretelle et de quinquet.

Le nom du commerçant qui n'est pas fabricant n'est pas protégé. La loi de 1824 ne réprime en effet que l'apposition sur des objets *fabriqués* du nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur.

2° *La raison commerciale d'une fabrique.* Cette expression est plus large et plus compréhensive que celle de raison sociale. Il faut en conclure que la loi de 1824 protège non seulement la raison sociale proprement dite, mais encore les dénominations accessoires dont certaines sociétés se servent à côté de leur raison sociale, telles que : au Bon Marché, au Gagne-Petit, etc.

3° *Les noms de localité*, et même, d'après la jurisprudence, les *noms de région.* C'est ainsi que les dénominations : vins de Champagne, draps de Sedan, doivent être réservées aux produits originaires de la région ou de la ville qu'elles indiquent. Toutefois, d'après la jurisprudence, pour pouvoir faire usage de la dénomination : draps de Sedan, il n'est pas nécessaire qu'un fabricant de draps ait son usine dans l'enceinte même de la ville ; il y aurait aussi bien droit, s'il était installé dans les faubourgs, ou dans la banlieue de Sedan. Pour les vins, la localité ou la

région dont ils doivent porter l'indication est celle où le raisin a été récolté, et non celle où le vin a été fabriqué.

Il faut dire pour les noms de localités, ce que nous avons dit pour les noms de fabricants. Ils cessent d'être protégés par la loi de 1824 lorsque, par un long usage, ils sont devenus la désignation naturelle et nécessaire du produit. C'est ce qui a été jugé notamment pour les dénominations de savon de Marseille ou d'eau de Cologne, qui ne désignent plus aujourd'hui un savon fabriqué à Marseille ou une eau fabriquée à Cologne, mais un savon ou une eau d'une certaine espèce ou d'une certaine qualité.

CHAPITRE III

De l'usurpation du nom commercial

I. *Eléments constitutifs du délit*

Il résulte du texte de l'article 1 de la loi de 1824 que trois conditions sont nécessaires pour l'existence du délit.

1° Il faut qu'on se trouve en présence de l'emploi frauduleux d'un nom usurpé, nom de fabricant, de société ou de localité. L'usurpation existerait d'ailleurs, quand même, pour se soustraire à la répression légale, l'usurpateur aurait introduit une légère différence entre le nom usurpé et le nom du véritable fabricant. C'est ce qui a été jugé dans une espèce où, pour faire une concurrence déloyale aux crayons Conté, on vendait des crayons sous le nom de Couté.

L'usurpateur n'échapperait pas non plus à la répression sous prétexte qu'il aurait fait précéder le nom usurpé des mots : *façon de, système de, imité de.*

2° Il faut que le nom frauduleusement usurpé soit apposé sur des produits, ou sur leur enveloppe. Par conséquent l'usurpation du nom dans une enseigne ou dans des circulaires ou prospectus ne tomberait pas sous le coup de la loi de 1814.

Il en serait autrement si le nom avait été usurpé dans des prospectus joints au produit et distribués sous la même enveloppe que lui.

3° Il faut que le nom soit apposé sur des objets *fabriqués.* Par conséquent l'apposition d'un nom usurpé sur des produits naturels : graines, eaux minérales, ne constituerait pas le délit de la loi de 1824. Mais, d'après la jurisprudence, le délit existerait si le nom usurpé avait été apposé sur des produits naturels ayant subi une transformation, comme des vins, des huiles, des farines.

A l'usurpation frauduleuse, la loi assimile le fait de vendre ou de mettre en vente ou en circulation *sciemment,* c'est-à-dire en connaissance de cause, des produits revêtus de noms supposés ou altérés.

II. *Répression de l'usurpation*

1° *A qui appartient le droit de poursuite?* Il faut considérer ici comme partie lésée, non seulement le fabricant dont on a usurpé le nom, s'il s'agit d'un nom de fabricant, ou tous les fabricants de produits similaires de la localité dont on a usurpé le nom, s'il s'agit d'un nom de localité; mais encore le consommateur qu'on a trompé sur l'origine du produit : tous peuvent agir en répression de l'usurpation.

2° *Constatation de l'usurpation.* A la différence de la loi de 1844 sur les brevets et de la loi de 1857 sur les marques, la loi de 1824 sur les noms commerciaux n'a organisé aucune procédure spéciale pour la constatation de l'usurpation.

Mais la jurisprudence a fait, en matière de noms, ce qu'elle a fait en matière de dessins : elle s'est fondée sur les termes généraux de l'article 54 du décret du 30 mars 1808 pour permettre au propriétaire du nom de s'adresser au président du tribunal civil à fin d'autorisation de saisie.

3° *Poursuites par la voie correctionnelle.* Le tribunal prononce les peines de l'article 423 Code pénal : c'est l'article qui punit la tromperie sur la nature de la chose vendue. Ce texte édicte contre le délinquant un emprisonnement de 3 mois à 1 an, et une amende qui ne peut excéder le quart des restitutions et dommages intérêts, ni être inférieure à 50 francs.

Il prononce en outre la confiscation du corps du délit, c'est-à-dire des étiquettes et enveloppes portant des noms altérés ou supposés.

La confiscation peut-elle être prononcée même en cas d'acquittement? L'article 423 ne le dit pas, et dans ces conditions il est plus rationnel de résoudre la question par la négative.

Le tribunal pourrait-il ordonner la confiscation des produits revêtus de noms altérés ou supposés et leur remise au plaignant pour l'indemniser d'autant?

La question est controversée et la jurisprudence n'est pas fixée sur ce point.

Le tribunal peut en tout cas certainement accorder des dommages intérêts, (Art. 1 de la loi de 1824) et ordonner la publication et l'affichage de son jugement. (Art. 423 Code pénal)

4° *Poursuites par la voie civile* Le plaignant n'est pas obligé de poursuivre par la voie correctionnelle; il peut, s'il le préfère, poursuivre par la voie civile. Mais quel sera dans ce cas le tribunal compétent? Sera-ce le tribunal civil comme en matière de brevets et de marques, ou le tribunal de commerce? Dans le silence de la loi de 1824 qui n'a organisé pour connaître de ces actions aucune juridiction spéciale, il semble plus rationnel d'admettre la compétence du tribunal de commerce.

Ce tribunal ne pourrait évidemment prononcer une peine proprement dite. Pourrait-il prononcer la confiscation? C'est plus que douteux, puisque l'article 423 Code pénal ne dit pas qu'elle sera prononcée même en cas d'acquittement. En tout cas il pourrait accorder des dommages intérêts, et ordonner la publication et l'affichage de son jugement.

CHAPITRE IV

De l'introduction en France de produits étrangers revêtus de fausses indications de provenance francaise

On a vu ci-dessus que les dispositions qui prohibaient cette introduction étaient communes à la matière des marques et à celle des noms commerciaux.

I. *Dispositions de la loi de 1857*

Aux termes de l'article 19 de la loi de 1857 « tous produits étrangers portant « soit la marque, soit le nom d'un fabricant résidant en France, soit l'indication « du nom ou du lieu d'une fabrique française, sont prohibés à l'entrée, exclus « du transit et de l'entrepôt et peuvent être saisis en quelque lieu que ce soit, « soit à la diligence de l'administration des douanes, soit à la requête du « ministère public ou de la partie lésée. »

Cet article a eu pour but de prohiber l'entrée et la circulation en France de produits étrangers revêtus frauduleusement de fausses indications de provenance de nature à faire croire à leur origine française.

S'appliquerait-il au cas où ce serait avec l'assentiment d'un fabricant français que les produits étrangers seraient revêtus de sa marque?

La solution de la question dépend du point de savoir si le législateur de 1857 a entendu seulement protéger le fabricant français, auquel cas il serait évident que l'article serait inapplicable, ou s'il a entendu protéger également le consommateur français contre des indications propres à l'induire en erreur sur l'origine du produit, auquel cas notre texte devrait recevoir son application. La cour de cassation a d'abord consacré le premier système; mais, depuis un certain nombre d'années, elle s'est ralliée au second. La circonstance qu'un fabricant français aurait autorisé un fabricant étranger à faire figurer son nom sur des produits fabriqués à l'étranger, n'empêcherait donc pas ces produits d'être prohibés à l'entrée et exclus de la circulation en France.

On remarquera que l'article 19 de la loi de 1857 ne prononce pas de peines comme sanction de la prohibition qu'il édicte. Il se borne à déclarer applicable au cas qu'il prévoit l'art. 14 de la loi de 1857 qui autorise la confiscation des produits revêtus de marques usurpées, c'est-à-dire que la saisie devra être suivie d'une action en justice dans le délai de deux mois.

Mais il est évident que l'introduction en France de produits étrangers frauduleusement revêtus de marques ou de noms français constituera presque toujours le délit d'usurpation de marques prévu par l'article 7 de la loi de 1857, ou le délit d'usurpation de noms, prévu par la loi de 1824. On appliquera donc, suivant les cas, les peines portées par l'une ou l'autre de ces lois.

II. *Dispositions de la loi du 11 janvier 1892*

La fraude est extrêmement ingénieuse et s'est appliquée à ne pas tomber sous le coup de la loi de 1857. Aussi la loi du 11 janvier 1892, portant règlement sur le tarif des douanes a-t-elle cru devoir compléter et élargir les dispositions de l'article 19 de la loi de 1857.

L'article 15 de cette loi dispose que « sont prohibés à l'entrée, exclus de « l'entrepôt, du transit et de la circulation, tous produits étrangers, *naturels* ou « fabriqués, portant soit sur eux-mêmes, soit sur des emballages, caisses, ballots, « enveloppes, bandes ou étiquettes, une marque de fabrique ou de commerce, un « nom, un signe, ou une *indication quelconque* de nature à faire croire qu'ils ont « été fabriqués en France ou qu'ils sont d'origine française. Cette disposition « s'applique également aux produits étrangers, naturels ou fabriqués, obtenus « dans une localité de même nom qu'une localité française, qui ne porterait pas « en même temps que le nom de cette localité le nom du pays d'origine et la « mention : *importé* en caractères manifestement apparents. »

Cet article étend notamment aux produits naturels étrangers la prohibition que la loi de 1857 restreignait aux produits fabriqués. Pas plus que l'article 19 de la loi de 1857, l'article 15 de la loi 1892 ne prononce de peines contre le fait qu'il prévoit. Lorsque ce fait pourra être considéré comme une usurpation de marques ou de noms, on appliquera les peines de la loi de 1857 ou de celle de 1824. Dans le cas contraire, le fait ne constituera qu'une contravention en matière de douanes, passible aux termes de la loi du 23 avril 1816 d'une amende égale à la valeur de l'objet, avec un minimum de 500 francs.

III. *Convention de Paris de 1883*

Cette convention contient, au sujet de l'importation de produits revêtus de fausses indications de provenance, les dispositions suivantes :

« Article 9. Tout produit portant une marque de fabrique ou un nom com-« mercial pourra être saisi à l'*importation* dans ceux des États de l'Union dans « lesquels cette marque ou ce nom aurait droit à la protection légale. Dans ce « cas la saisie aura lieu à la requête, soit du ministère public, soit de la partie « intéressée, conformément à la législation intérieure de chaque État.

« Article 10. Les dispositions de l'article 9 seront applicables aux produits « portant faussement comme indication de provenance le nom d'une *localité* « *déterminée*, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou « emprunté dans une intention frauduleuse. »

Ces articles posent, on le voit, dans les rapports respectifs des États de l'Union, des principes analogues à ceux que l'article 19 de la loi de 1857 a proclamés en ce qui concerne la législation intérieure de la France.

Toutefois la portée de la convention de 1883 est moins étendue que celle de la loi de 1857. La convention ne réprime la fausse indication de provenances que lorsqu'elle résulte de l'emploi du nom d'une localité déterminée, et ne s'applique pas par conséquent au cas où on a fait frauduleusement emploi du nom d'une région, ou à plus forte raison d'une indication tendant simplement à faire croire que le produit est originaire d'un pays déterminé. De plus l'emploi frauduleux d'un nom de localité déterminée n'est réprimé qu'autant qu'on a joint à ce nom un nom de fabricant fictif ou frauduleusement emprunté. Enfin la convention ne permet la saisie qu'à l'importation.

On s'est demandé si, dans ces conditions, la convention de 1883 devait être considérée comme ayant dérogé, en faveur des ressortissants des États de l'Union, à la loi de 1857. La convention de 1883 a eu pour objet d'obliger les États qui y ont adhéré à organiser un minimum de protection contre l'introduction sur leur territoire d'objets revêtus de fausses indications de provenance; elle ne fait pas obstacle à ce que, s'ils le jugent à propos, leur législation intérieure organise une protection plus sévère.

IV. *Premier protocole de Madrid du 14 avril 1891*

Ce protocole a étendu la prohibition de la convention de 1883 à tous les cas où les produits étrangers sont revêtus de fausses indications de provenance. Il n'est plus nécessaire, aux termes de ce protocole, qu'il s'agisse du nom d'une localité déterminée, ni qu'à l'emploi d'un nom de localité ou de région se joigne celui d'un nom commercial fictif ou frauduleusement emprunté.

Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que le vendeur fasse figurer son nom et son adresse sur des produits provenant d'un pays différent de celui de la vente; mais il faut alors que ce nom et cette adresse soient suivis de l'indication en caractère apparents du pays et du lieu de fabrication.

Malheureusement le premier protocole de Madrid, ne peut recevoir une application bien étendue; les seules puissances qui y aient adhéré sont en effet : l'Espagne, la Grande-Bretagne, la France, le Portugal, la Suisse et la Tunisie.

CHAPITRE V

Des droits des étrangers

I. *Droits des étrangers appartenant à des États qui ne font pas partie de l'Union*

Quoique la loi de 1824 ne se soit pas occupée des droits des étrangers, on est d'accord pour appliquer par analogie la distinction consacrée en matière de marques par les articles 5 et 6 de la loi de 1857.

Les étrangers ayant en France un établissement industriel ou commercial y sont protégés comme les Français, sans condition de réciprocité.

Les étrangers qui n'ont pas d'établissement industriel ou commercial en France n'y sont protégés, aux termes de l'article 9 de la loi du 26 Novembre 1873, que sous condition de réciprocité législative.

Quant aux noms de localité, on admet généralement qu'en l'absence de traités ils ne sont pas protégés.

II. *Droits des étrangers appartenant à l'un des États de l'Union*

L'article 8 de la convention de Paris de 1883 porte que : « le nom commercial « sera protégé dans tous les pays de l'Union sans obligation de dépôt, qu'il « fasse ou non partie d'une marque de commerce ou de fabrique. »

Rappelons d'un mot à propos des droits des étrangers appartenant à des Etats faisant partie de l'Union, les dispositions des articles 9 et 10 de la convention de 1883 et du premier protocole de Madrid sur les fausses indications de provenance. (Voir ci-dessus).

TITRE HUITIÈME

De la protection des récompenses industrielles

Cette protection est organisée par la loi du 30 avril 1886 qui est applicable 1° aux médailles, diplômes, mentions récompenses ou distinctions honorifiques quelconques décernés dans des expositions ou concours, soit en France soit à l'étranger; (Art. 1 de la loi) 2° aux récompenses, distinctions ou approbations accordées par des corps savants ou des sociétés scientifiques. (Art. 3 de la loi)

L'usage de ces distinctions et approbations n'est permis qu'à ceux qui les ont obtenues et, ajoute la loi, « à la maison de commerce en considération de laquelle « ils ont été décernés ». Aux yeux du législateur le droit de se prévaloir des récompenses industrielles se transmet donc avec le fonds de commerce à l'occasion duquel elles ont été obtenues. Il ne fait exception que pour les récompenses ou titres purement personnels au titulaire de la maison, tels que la décoration de la Légion d'Honneur, ou le titre de membre du jury à une exposition déterminée. Il n'est peut-être pas inutile d'indiquer ici que les statuts de l'Ordre de la Légion d'Honneur interdisent rigoureusement aux membres de l'Ordre de faire figurer leur décoration sur des enseignes, des marques, des réclames ou des prospectus.

Les articles 2 et 3 de la loi punissent d'une amende de 50 à 6 000 francs et d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, ou de l'une de ces deux peines seulement :

1° Ceux qui s'attribuent publiquement des récompenses ou approbations obtenues par d'autres;

2° Ceux qui s'attribuent publiquement des récompenses ou approbations imaginaires;

3° Ceux qui appliquent des récompenses qu'ils ont réellement obtenues à des produits autres que ceux pour lesquels ils les ont obtenues. On a cité à ce propos dans les travaux préparatoires de la loi le cas d'un fabricant de conserves alimentaires qui indiquait sur ses produits avoir obtenu une médaille d'or à une exposition; mais cette exposition était une exposition canine et il y avait obtenu une médaille d'or pour y avoir exposé un dogue de belle race.

Celui qui se prévaut de récompenses industrielles doit en indiquer la date et la nature, l'exposition ou concours où elles ont été obtenues et l'objet récompensé. Il n'y a pas en effet de comparaison à établir par exemple entre une première médaille obtenue dans un concours régional et une première médaille obtenue à une exposition universelle.

Ceux qui se prévalent des récompenses industrielles sans en indiquer la date et la nature, ainsi que l'exposition où elles ont été décernées, sont punis d'une amende de 25 à 3 000 francs. (Art. 4 de la loi)

Le droit de poursuivre appartient aux commerçants dont on aurait usurpé les récompenses, à ceux qui exercent un commerce similaire à celui de l'usurpateur et qui peuvent souffrir un préjudice de la concurrence déloyale qui leur est faite, et enfin au consommateur qu'on a voulu tromper.

L'article 5 de la loi autorise expressément les tribunaux à prononcer la confiscation au profit de la partie lésée des objets sur lesquels les indications délictueuses auront été apposées, et à ordonner la publication et l'affichage de leurs jugements.

Ils peuvent, bien entendu, accorder, en outre, des dommages intérêts.

TITRE NEUVIÈME

De l'enseigne

L'enseigne est une dénomination ou un emblême qui sert à distinguer un établissement industriel ou commercial, comme la marque sert à en distinguer les produits,

L'enseigne peut donc être une dénomination qui sera la plupart du temps le nom du commerçant, mais qui peut être aussi une dénomination de fantaisie : à la Civette, au Phénix, rappelant généralement une enseigne emblématique disparue. Autrefois l'enseigne emblématique était fort répandue, elle a beaucoup disparu de nos jours.

L'enseigne n'a pas été réglementée par nos lois; le droit à la propriété de l'enseigne a sa source dans l'usage que l'on en fait.

Lorsque le commerçant exerce son commerce dans des lieux pris en location, le propriétaire du local n'a en principe aucun droit sur l'enseigne : cette enseigne appartient exclusivement au locataire qui emporte avec lui, lorsqu'il change de local, le droit de s'en servir. Il pourrait cependant en être autrement si l'enseigne était tirée de quelque particularité de la maison où le commerce est exercé, par exemple : au mortier d'or, s'il y avait une vieille enseigne sculptée sur la façade de la maison et représentant un mortier; ce seraient alors tous les locataires successifs de la maison qui pourraient se servir de l'enseigne et ils n'emporteraient pas ce droit avec eux en changeant de local.

Il n'est peut être pas inutile d'indiquer en passant à quelle place un commerçant qui exerce son commerce en location peut matériellement poser son enseigne : le bon sens indique qu'il ne peut utiliser pour cet usage que la partie des murs extérieurs qui correspond au local qu'il a loué, sans pouvoir déborder sur les étages inférieurs ou sur les étages supérieurs. Lorsqu'il exerce aux étages ou au fond de la cour, il peut en outre indiquer son nom et sa profession soit au-dessus de la porte d'entrée, soit sur les montants de celle-ci.

L'enseigne n'étant protégée par aucune loi spéciale, son usurpation ne peut donner lieu qu'à une action en dommages intérêts fondée sur l'article 1382 Code civ. et qui sera de la compétence du tribunal de commerce. Pour que

cette action soit fondée, il faut que l'usurpation soit préjudiciable, c'est-à-dire d'abord qu'elle émane d'un commerçant exerçant un commerce similaire : il est de toute évidence qu'une compagnie d'assurances, qui se nomme l'Urbaine ne peut faire concurrence à une compagnie de voitures qui porte le même nom. Il faut, en outre, que l'usurpation ait eu lieu dans un rayon assez rapproché pour avoir pu détourner la clientèle : la longueur de ce rayon variera naturellement avec la nature et l'importance du commerce exercé par les parties; la cour de cassation a posé en principe que la propriété de l'enseigne est limitée à la localité où elle est employée.

Le tribunal saisi d'une action en suppression d'une enseigne usurpée ne pourrait en ordonner l'enlèvement par la force publique; car si l'usurpateur a eu le tort de se servir d'une dénomination ou d'employer un emblème appartenant à un concurrent, il est néanmoins matériellement propriétaire du cadre et des lettres qui constituent sa propre enseigne. Mais on pourrait le contraindre à la suppression par des voies indirectes, en prononçant contre lui une astreinte, c'est-à-dire en le condamnant à enlever son enseigne à peine de tant de dommages intérêts par jour de retard.

Le tribunal pourrait bien entendu accorder des dommages intérêts pour le préjudice d'ores et déjà causé, condamner à une certaine somme par chaque contravention constatée à l'avenir, et ordonner la publication et l'affichage de son jugement conformément au principe général de l'article 1036 Code de Proc. civ.

TITRE DIXIÈME

De la concurrence déloyale

On dit souvent en termes un peu pompeux que la concurrence est l'âme du commerce. Ce qui est certain, c'est qu'elle est la condition essentielle du progrès. Elle doit donc être non seulement permise, mais encouragée, à une condition cependant, c'est qu'elle ne se produise pas par des moyens déloyaux. Un certain nombre de ces moyens sont prévus et réprimés par des lois spéciales : telles l'usurpation des brevets, des marques, du nom commercial, des récompenses industrielles, la divulgation des secrets de fabrique etc. On n'y reviendra pas ici. Mais en dehors de ces cas où la loi a cru devoir intervenir pour édicter des sanctions spéciales, la concurrence déloyale donne ouverture à une action en dommages intérêts fondée sur le principe général de l'article 1382 Code civ., et qui est de la compétence du tribunal de commerce. Il est impossible, on le comprendra facilement, de donner une nomenclature complète des actes de concurrence déloyale. Cette nomenclature serait d'ailleurs inutile. On va essayer d'en énumérer ci-après quelques uns.

I. *Actes de concurrence déloyale ayant pour objet de créer une confusion entre deux maisons ou deux produits*

On a parlé dans le titre précédent de l'usurpation de l'enseigne; on se bornera à examiner ici deux questions :

1° Dans quelle mesure peut-on réprimer le fait de l'homonyme d'un commerçant connu, qui se sert de son propre nom pour créer une confusion préjudiciable à la maison antérieurement existante?

La jurisprudence résout la question par une distinction fort rationnelle : si l'homonyme ne fait pas en réalité le commerce, s'il se borne à prêter son nom à un particulier ou à une société, les tribunaux pourront ordonner la suppression

absolue de ce nom; si au contraire il fait réellement le commerce, on ne peut pas l'empêcher de faire pour cela usage de son propre nom; mais, sous cette réserve, les tribunaux peuvent édicter toutes les mesures propres à éviter la confusion : ordonner par exemple que l'homonyme sera tenu d'ajouter ses prénoms à son nom, même de les écrire en lettres plus grandes que son nom, d'indiquer la date de la fondation de sa maison etc.

2° L'ancien employé ou l'ancien associé d'une maison de commerce peut-il se prévaloir de cette qualité auprès du public, lorsqu'il fonde une maison rivale? Pendant longtemps les tribunaux ont résolu la question par la négative; mais depuis 1891, la cour de cassation se prononce au contraire pour l'affirmative : il faut qu'un homme qui a travaillé pendant des années comme employé dans un commerce déterminé, puisse indiquer au public, lorsqu'il fonde une maison, les circonstances qui peuvent le recommander à sa confiance. Mais la cour de cassation n'a résolu la question qu'à propos des circulaires ou des prospectus adressés au public au moment de la fondation de la nouvelle maison. On ne peut guère supposer qu'elle autorise l'ancien ouvrier ou l'ancien employé à indiquer sa qualité *d'une manière permanente* sur son enseigne.

II. *Actes de concurrence déloyale n'ayant pas pour but de créer une confusion entre deux maisons ou deux produits*

On verrait notamment un acte de concurrence déloyale dans le fait de dénigrer les produits d'un concurrent. On a toujours le droit de vanter, même immodérément les siens propres, on n'a pas le droit de rabaisser nommément les produits d'un commerçant exerçant un commerce similaire. On ne doit pas non plus embaucher à son profit les employés d'un concurrent pour se procurer la liste des clients de la maison à laquelle ils étaient attachés et leur envoyer des circulaires. Celui qui s'approprierait des commandes adressées à un homonyme et qui lui aurait été remises par erreur, commettrait également un acte de concurrence déloyale.

III. *Actes de concurrence déloyale résultant de la violation d'un contrat*

1° *Vente d'un fonds de commerce.* On sait que, d'après les principes généraux de la vente, le vendeur doit garantir son acheteur de toute éviction, c'est-à-dire de tout trouble de droit qui le dépouillerait de la chose vendue. (Art. 1626 et suiv. Code civil) A plus forte raison, il ne peut l'évincer, c'est-à-dire le dépouiller lui-même. Or la vente d'un fonds de commerce comprend notamment la clientèle : même lorsque le contrat de vente n'a rien spécifié, le vendeur n'a donc pas le droit de se rétablir dans des conditions qui puissent détourner à son profit la clientèle qu'il a vendue. C'est aux tribunaux qu'il appartiendra d'apprécier pendant combien de temps cette interdiction doit durer et dans quel rayon il convient de l'appliquer. Pour éviter toute contestation, il sera toujours prudent d'indiquer dans le contrat de vente pendant combien de temps et dans quel rayon le vendeur s'interdit de se rétablir; on a jugé que le rayon stipulé dans le contrat devait se calculer à vol d'oiseau. L'interdiction n'est valable que si elle est limitée, soit quant au temps, soit quant au lieu. Une interdiction illimitée serait nulle comme contraire au principe de la liberté du commerce et de l'industrie.

2° *Contrat de louage d'ouvrage ou de service.* On admet au contraire qu'à moins de stipulation formelle dans le contrat, l'employé ou l'ouvrier qui a engagé ses services à un commerçant peut, au moment où il quitte la maison, fonder une maison rivale, même à proximité de celle de son ancien patron : la seule chose

qu'il n'ait pas le droit de faire, c'est d'emporter la liste des clients de la maison de ses patrons pour leur envoyer des circulaires. Mais le contrat peut très bien stipuler que l'employé ou l'ouvrier ne pourra s'établir dans un commerce similaire pendant un certain temps ou dans un certain rayon : pour être valable, cette interdiction doit être limitée, soit quant au temps, soit quant au lieu.

3° *Contrat de louage des choses.* Il arrive souvent qu'en donnant une boutique à bail à un commerçant, la propriétaire s'engage à ne pas louer dans sa maison à d'autres personnes exerçant un commerce similaire. Une pareille clause est parfaitement valable; si le bailleur venait à la violer, le locataire au profit duquel elle a été stipulée pourrait l'assigner, afin de voir dire qu'il sera tenu de faire cesser la concurrence préjudiciable, à peine de tant de dommages intérêts par jour de retard; mais le locataire ne peut exercer cette action que contre son bailleur et non contre son colocataire avec lequel il n'a aucun lieu de droit.

On s'est longtemps demandé si, en l'absence de toute clause formelle, le bailleur qui donnait à bail un local pour y exercer un commerce déterminé, ne s'interdisait pas par là même de louer dans la même maison à une autre personne exerçant un commerce similaire; mais la jurisprudence se prononce de plus en plus pour la négative : en l'absence d'une interdiction formelle, le bailleur conserve toute sa liberté.

IV. *Droits des étrangers*

L'article 10 de l'acte additionnel de Bruxelles du 14 décembre 1900 oblige les États de l'Union à accorder sur leur territoire aux ressortissants des autres États de l'Union la même protection qu'à leurs nationaux contre la concurrence déloyale.

LE TRAVAIL

PAR

JULES MARCADET

Licencié en Droit
Ancien élève de l'École des Hautes-Études Commerciales,
Sous-Chef de Bureau à la Direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociales au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes

LE TRAVAIL

CAPITAL ET TRAVAIL

Causes générales des conflits

Les conflits contemporains du capital et du travail résultent, pour la plupart, de l'expansion de la grande industrie due à la fois au progrès des sciences et des arts, et à la concentration et à l'anonymat des capitaux.

Si une mésintelligence profonde, si un antagonisme aigu divisent les salariés et ceux qui les emploient, cette situation provient moins de causes matérielles, comme les questions de salaire et de durée du travail, que de causes morales nées de la nouvelle organisation qui a éloigné des patrons les ouvriers et les employés; ne vivant plus dans la même intimité qu'autrefois, ayant moins de rapports directs, ils se méprennent souvent sur la nature de leurs sentiments réciproques.

Le contrat qui liait jadis le patron à l'ouvrier, le maître au compagnon ou à l'apprenti, était un contrat impliquant d'un côté protection, de l'autre déférence. C'est aujourd'hui un contrat purement pécuniaire qui laisse à l'employé toute sa liberté et toute son indépendance. Un retour à l'état de choses antérieur est absolument impossible. Le développement intellectuel de l'ouvrier lui a donné tout à la fois le désir de conserver sa liberté conquise et la volonté de réclamer au patron le partage équitable des produits de leurs efforts communs.

Grâce au développement des moyens de transports et à la rapidité des communications, des échanges d'idées se sont effectuées entre les travailleurs d'une même profession et d'une même patrie d'abord, puis entre les travailleurs de tous les pays. Les salariés ont eu ainsi conscience de leur force collective et ils ont voulu s'en servir contre la force collective patronale. Et trop souvent, l'éducation sociale n'étant pas suffisamment faite d'un côté et de l'autre, salariés et patrons invoquent les droits qu'ils peuvent avoir, sans parler des

devoirs qui leur incombent. De là une acuité dans les conflits qui empêche souvent de les résoudre par les voies amiables de l'arbitrage, et qui appelle nécessairement une intervention législative.

Le capital et le travail au XIXe siècle

La Révolution, dans la célèbre nuit du 4 août 1789, a supprimé tous les privilèges et monopoles; mais ce n'est qu'en 1791, par un décret des 2—17 mars, que disparurent les droits d'aides, les maîtrises et jurandes, et que la liberté du travail et du commerce fut proclamée.

A partir de ce moment chacun peut travailler sans entraves, soit pour le compte d'autrui, soit pour son compte personnel.

La concurrence se donne libre cours et des conflits surgissent. Pour les faire disparaître, le législateur révolutionnaire, hanté de la crainte de voir se reconstituer les corporations, recourt à la répression. Sous le premier Empire, les chefs d'industrie, qui ont constitué des associations écoutées du pouvoir, s'opposent à toute réglementation tutélaire inspirée d'une pensée de protection en faveur des ouvriers.

Bien mieux, ils obtiennent une législation favorable aux patrons et hostile aux salariés. Ceux-ci se voient imposer nombre de vexations, notamment le régime policier du livret, pendant que le Code civil, qui s'étend complaisamment sur tous les contrats, ne fait qu'une très brève allusion au contrat de travail et consacre même dans son article 1781 (il disparaîtra par la suite) une inégalité choquante entre le patron et l'employé.

Le 22 mars 1841 est promulguée en France la première loi de protection ouvrière. Il s'agit de réglementer le travail des enfants, que l'Angleterre, patrie de l'économie politique pure et intransigeante, avait, dès 1802, protégés dans les fabriques de coton et de laine, pour la préservation de leur santé et de leur moralité.

Le magnifique mouvement de 1848 met la France en tête des nations que la question du bien-être et de la situation sociale des travailleurs préoccupent. La loi du 9 septembre, encore en vigueur aujourd'hui, fixe à 12 heures au maximum la durée du travail des ouvriers âgés de plus de dix-huit ans. Malheureusement c'est un acte isolé, une manifestation que l'inexpérience des uns et la mauvaise volonté des autres rendent inefficace. Le second Empire amène un mouvement de réaction et de prohibition; il n'est arrêté qu'au moment de la période libérale, qui apporte en 1864 le droit de coalition, c'est-à-dire le droit de grève, que l'Angleterre reconnaissait depuis 1825.

Ce n'est que sous la troisième République, depuis la loi du 19 mai 1874 sur la protection de l'enfance, que la législation ouvrière prend quelque ampleur, tend à maintenir l'équilibre entre le capital et le travail, et devient pour le travailleur ce que la législation industrielle ou douanière est pour le patron, c'est-à-dire essentiellement protectrice et tutélaire.

Après avoir favorisé les groupements professionnels par la loi sur les syndicats de 1884, elle assure aux chefs d'entreprise et aux travailleurs les moyens — ou des moyens — de faire parvenir aux pouvoirs publics leurs desiderata et leurs doléances, par la constitution de comités et d'offices, où les travailleurs ont accès, et dans lesquels ils discutent d'égaux à égaux avec les patrons; elle réglemente le travail des femmes et des enfants dans les manufactures; leur assure les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité — et là elle répare un oubli qui devra être réparé dans toutes les autres branches — elle étend sa protection aux employés du commerce jusqu'alors négligés; elle crée d'autre

part un système de conciliation et d'arbitrage facultatifs pour tenter d'enrayer les différends collectifs entre patrons et ouvriers ; enfin, et c'est à l'heure actuelle son plus beau fleuron, elle couvre le travailleur contre le risque professionnel par la loi sur les accidents du travail.

Toutes ces mesures protectrices n'ont pas fait oublier les questions de prévoyance et d'hygiène : le second Empire avait créé la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, les Caisses nationales d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents ; la troisième République a donné l'assistance médicale obligatoire, la législation sur les habitations à bon marché, sur les sociétés de secours mutuels, elle a créé la Caisse d'épargne postale, etc.

On voit que l'effort social législatif au dix-neuvième siècle a été considérable. Les pouvoirs publics, pour le réaliser, ont eu la collaboration de l'initiative des patrons et d'associations particulières : les maisons ouvrières que Jean Dollfus institua en 1853 à Mulhouse, la participation aux bénéfices inaugurée par Leclaire, l'assistance par le travail, etc. sont dues à l'initiative privée.

Ainsi la législation du travail en France est composée d'un assez grand nombre de lois votées à différentes époques et qui portent l'empreinte de l'esprit et des idées qui régnaient au moment de leur adoption. D'où un certain nombre de contradictions, qui n'apparaissent que dans la pratique et qui sont d'ailleurs difficiles à saisir.

Il importait de coordonner dans un Code ces différents textes. C'est à cette tâche que se consacre une Commission fonctionnant au Ministère du Commerce et qui, aux termes de l'arrêté ministériel qui l'institue, doit « préparer avec les dispositions existantes un Code méthodique et clair, présentant dans une vue d'ensemble la totalité des dispositions actuellement en vigueur, et qui puisse être considéré par le Parlement comme devant être adopté sans débats. »

Les conflits au point de vue ouvrier

Les questions qui causent le plus souvent des conflits entre le patronat et le travail sont en première ligne celles du salaire et de la durée du travail. D'autres, quoique moins fréquentes, n'en sont pas moins le motif de crises aiguës, ce sont des questions d'ordre personnel. Ainsi les ouvriers réclament le renvoi de directeurs d'usines ou de contremaîtres, la réintégration d'ouvriers congédiés.

La durée du travail, tout au moins au point de vue industriel, est aujourd'hui réglementée par la loi, le salaire ne l'est en aucune façon, ni quant à sa quotité, ni quant à son mode de paiement.

Au cours du dix-neuvième siècle, le salaire s'est considérablement augmenté et c'est un des arguments sur lesquels les patrons appuient volontiers leur résistance. Quand on considère le taux moyen atteint par les salaires industriels, 4 fr. 20 pour les hommes, 2 fr. 20 pour les femmes, on ne peut s'empêcher de trouver, si l'on envisage la question de sang-froid et sans parti pris, que ce salaire est tout à fait insuffisant pour permettre au travailleur, non de se procurer une distraction quelconque qui le délassera de son labeur, non de payer la cotisation d'une assurance qu'elle qu'elle soit, mais de faire face même aux besoins les plus élémentaires de la vie, surtout s'il a des enfants.

Un autre défaut du salaire est de manquer d'élasticité et d'être proportionnel à la valeur productive de l'ouvrier, au lieu de correspondre à sa faculté de dépense. Il est établi de telle façon, en effet, qu'un ouvrier jeune et vigoureux, touchant dès le début de sa carrière le salaire maximum auquel il peut prétendre, verra son gain diminuer du fait même qu'il constituera une famille.

Certaines corporations, celle des typographes notamment, ont imaginé un système qui obvie un peu aux inconvénients de la fixité du salaire et dont ils réclament l'application de préférence au travail aux pièces. Il s'agit du travail *en commandite*.

Le patron s'entend avec une équipe d'ouvriers qui se chargent à un prix fait d'un travail déterminé; le patron fournit les matériaux nécessaires et paie le prix convenu sans intervenir dans le mode de répartition entre les ouvriers de l'équipe.

C'est une ingénieuse organisation qui permet au patron de faire l'économie de contre-maîtres, dont les ordres sont si mal accueillis des ouvriers et qui sont la cause de conflits souvent sans issue.

Les salariés ont sans contredit des motifs légitimes de réclamer une amélioration de leur sort : le patron a le devoir moral d'écouter leurs doléances avec sympathie et d'accéder, s'il en reconnaît la possibilité, avant que le conflit n'éclate.

Pour se faire entendre du patron, les ouvriers d'une usine, les employés d'un magasin, ont un moyen bien simple : c'est de l'aller trouver et de lui exposer leurs revendications.

Les organisations syndicales condamnent aujourd'hui cette méthode qui isole l'ouvrier, le met à la merci des circonstances particulières qui peuvent l'éprouver et qui l'obligent à accepter des conditions onéreuses. Elles donnent la préférence au contrat collectif qui permet, à la suite d'un débat entre le patron et le syndicat, de fixer la quotité du salaire normal; elles ont même examiné, pour arriver plus certainement à un résultat positif, la possibilité d'établir un tarif qui varierait suivant les conditions de la vie de chaque localité. Cela reviendrait à donner à tous les ouvriers, quelle que soit leur résidence, un salaire équivalent.

Lorsqu'ils ne peuvent obtenir à l'amiable la réalisation de leurs désirs, les salariés recourent à des moyens de coercition, tels que le boycottage et la grève.

Les salariés qui ont à se plaindre d'un patron s'entendent pour mettre sa maison à l'index, pour la boycotter, c'est-à-dire pour ne pas acheter les articles qui en portant la marque. Le boycottage est très peu usité en France. En Amérique, où il a réussi quelquefois, les salariés, en plus du boycottage, ont eu l'idée d'apposer l'étiquette syndicale — le *label* — sur les articles fabriqués dans les établissements qui se conforment pour les salaires et les conditions du tarif aux tarifs syndicaux. De cette manière les ouvriers savent quels produits ils doivent acheter, pour soutenir à la fois leur camarades et les patrons qui ont accepté les conditions syndicales. Ceux-ci y trouvent un intérêt incontestable, puisque leurs articles bénéficient d'une marque appréciée; les ouvriers en profitent également; enfin les consommateurs peuvent, comme cela est déjà arrivé, faire cause commune avec les ouvriers lésés en n'achetant que les produits portant la marque syndicale.

L'autre moyen, très employé, c'est la grève.

La suspension brusque du travail, réalisée par l'ouvrier, subie par le patron qui n'a pu ou n'a voulu accepter les réclamations qui lui étaient adressées, est toujours une mesure extrêmement grave. Elle a en effet une répercussion sur la marche des affaires et sur la production générale, elle trouble les affaires commerciales, même lorsqu'elle n'intéresse qu'une usine. Aussi lorsqu'elle s'étend à toute une industrie, lorsqu'elle atteint simultanément plusieurs professions, elle constitue un véritable danger social que le législateur doit prévoir et prévenir. Il doit, par des mesures conciliatrices, par des institutions arbitrales, essayer d'empêcher l'arrêt du travail. La loi du 27 décembre 1892

a institué à cet effet la conciliation et l'arbitrage facultatifs; les résultats n'en sont pas suffisamment brillants pour ne pas souhaiter qu'un régime d'arbitrage obligatoire vienne enfin apporter, sinon la solution définitive, tout au moins le remède à une situation préjudiciable aux intérêts communs des patrons et des ouvriers.

Il faut reconnaître, à la décharge de ces derniers, que l'initiative des recours à la conciliation est généralement prise par eux (en 1902, 60 recours formés par les ouvriers contre 5 par les patrons), et que la tentative de conciliation a été repoussée 3 fois par les patrons, 2 fois seulement par les ouvriers, et 5 fois par les deux parties réunies.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler ici une sentence arbitrale rendue par M. Waldeck-Rousseau, Président du Conseil des Ministres, qui a mis fin à la grève du Creusot en 1899. Aux termes de cette sentence, la Compagnie devait prendre l'engagement formel de respecter les libertés syndicales; de ne faire aucun renvoi pour faits de grèves; de traiter sur le même pied d'égalité les ouvriers syndiqués et les non-syndiqués; d'instituer enfin un conseil d'usine qui réunirait à intervalles périodiques les représentants de la direction et les délégués des ouvriers.

Cette sentence fut bien accueillie par les deux parties. Le comité de la grève la qualifiait de « sentence de justice et de paix » tandis que le directeur de l'usine du Creusot se déclarait enchanté d'un sentence qu'il ne pouvait souhaiter « plus favorable ».

Les conflits au point de vue patronal

L'intérêt des patrons est d'éviter les conflits. Ils doivent donc, lorsque les circonstances les mettent dans l'obligation de discuter avec leurs employés, envisager la situation de sang-froid avec la volonté bien arrêtée de trancher l'incident à l'amiable. Il est incontestable qu'ils devront faire des concessions, comme de son côté leur personnel devra réduire ses prétentions. Il appartient au patron de prendre l'initiative de la conciliation : son autorité morale ne peut que s'en accroître et ses intérêts matériels en seront certainement mieux sauvegardés.

Mais cette bonne volonté se manifeste plus volontiers dans un débat qui s'engagerait directement entre les intéressés et leurs patrons. Ceux-ci en effet opposent à l'intervention syndicale, au contrat collectif, une résistance opiniâtre que la pratique ne justifie pas. En effet, les transactions individuelles ne peuvent plus s'effectuer dans les grandes entreprises, où aucun contrat véritable n'est possible, où l'ouvrier ne peut qu'accepter sans les discuter les clauses des règlements qui y sont en vigueur. Les patrons eux-mêmes ne sont pas libres, ils sont à la merci des conditions générales de l'industrie. Aussi le débat ne semble-t-il pouvoir utilement s'engager qu'entre les représentants de tous les patrons d'une profession et les représentants des salariés de la dite profession.

Il vaut mieux toutefois prévenir les conflits en en faisant disparaître les causes. Quelques patrons pensent y arriver en élevant les salaires par la participation aux bénéfices. Malheureusement les salariés n'accueillent pas très bien ce système, qui les rend moins libres, et qu'ils voudraient tout au moins contrôler. D'autres patrons stimulent l'activité de leurs employés par des primes ou des gratifications, d'autres leur accordent des subventions en nature. Les uns ont créé des caisses de retraite et de secours, des habitations pratiques et saines; d'autres ont tenté de réaliser dans leurs établissements un confort qui retient et égaie l'ouvrier; on a dans certaines maisons aménagé des réfectoires pour le personnel. Des

patrons se sont intéressés à la création de restaurants coopératifs, afin que leurs ouvrières n'aillent plus prendre leurs maigres repas sur les bancs des jardins publics, pour le plus grand dommage de leur santé et de leur moralité.

L'institution des Syndicats mixtes, composés de patrons et d'ouvriers, a été longtemps considérée par quelques sociologues comme étant le meilleur moyen d'arriver à une solution de la question sociale. Ces syndicats constituent évidemment des organes de conciliation et d'arbitrage assez utiles, mais ils ne se développent pas. Tandis qu'on enregistrait, au 1er janvier 1903, 2 757 syndicats patronaux, 3 934 syndicats ouvriers, on ne comptait que 156 syndicats mixtes, vingt de moins que dix années auparavant. L'institution est donc condamnée par les intéressés eux-mêmes.

On peut regretter qu'il n'y ait pas en France, comme dans quelques pays étrangers, des corps constitués par des patrons et des ouvriers pour prévenir ou faire cesser les grèves par un arrangement amiable.

Dans quelques usines, il existe des comités spéciaux, analogues à celui dont M. Waldeck-Rousseau préconise la création dans sa sentence arbitrale du Creusot. C'est ainsi que dans l'usine Harmel, que l'Ecole sociale catholique donne toujours comme modèle, il y a un conseil par atelier qui se réunit tous les 15 jours. D'autres industries, notamment celles où la participation aux bénéfices est établie, possèdent des comités de ce genre.

En Angleterre, les syndicats patronaux et ouvriers s'entendent parfois pour défendre leurs intérêts communs. Tout en restant indépendants les uns des autres, ils contractent une véritable alliance pour régler le taux des salaires et le prix de vente : les patrons s'engagent à ne pas prendre d'autres ouvriers que ceux du syndicat et ceux-ci s'engagent de leur côté à ne travailler que chez les patrons syndiqués.

Tous ces exemples sont bons à suivre. L'idéal serait en effet que les patrons prissent l'initiative des améliorations généreuses et fissent disparaître les abus. Malheureusement on est obligé de constater qu'ils ne prendront pas tous ces mesures bienfaisantes; il en est qui profiteront de ce que leurs confrères augmentent ainsi leurs frais, pour leur faire une concurrence facile et prendre dans la lutte économique un avantage immérité.

Il importe, dans ces conditions, que le législateur intervienne pour imposer sa volonté et les mettre tous sur le même pied d'égalité.

Intervention des pouvoirs publics

Cette intervention de l'Etat ne doit pas évidemment s'effectuer directement dans le contrat de travail, elle doit avoir pour but de veiller à ce que les contractants soient vraiment libres, c'est-à-dire que leur volonté ne soit influencée par aucune cause extérieure à l'objet du contrat : concurrence pour le patron, misère pour le salarié. Il faut aussi que l'Etat prenne en faveur du travailleur des mesures destinées à assurer son existence et sa sécurité.

La législation actuelle a produit déjà des résultats bienfaisants. En ce qui concerne la durée du travail par exemple, les ouvriers de l'industrie qui travaillaient jusqu'à 15 et 17 heures par jour, en 1840, ont vu réduire cette durée véritablement excessive à 12 heures et même à 10 heures, pour les établissements qui emploient des femmes. Et si l'on songe que, dans les professions commerciales, l'absence de toute réglementation permet à certains patrons de faire travailler ainsi longtemps qu'en 1840, on ne peut s'empêcher de souhaiter que les pouvoirs publics se préoccupent sans retard de porter remède à cette situation regrettable. Le repos hebdomadaire, les mesures d'hygiène et de sécurité

n'ont pu être réalisées que grâce à l'Etat, et c'est lui encore qui a fait donner aux 80 000 vendeuses des magasins les sièges qui leur permettent de prendre quelque repos au cours de leur longue journée de labeur.

En France, l'Etat n'est pas intervenu pour régler la question du salaire; mais, si l'on peut admettre jusqu'à un certain point que la loi ne fixe pas un minimum de salaire, l'Etat devra donner l'exemple dans les industries où il est patron, en payant un salaire conforme aux tarifs syndicaux et en imposant ces tarifs dans les cahiers des charges. Il importe aussi qu'il veille à ce que les patrons ne réduisent pas le salaire convenu par des paiements en nature (Truck system). S'il maintient les économats loyalement constitués, il devra interdire la vente à crédit et la retenue du prix de vente sur les salaires; il devra interdire également le paiement des salaires dans les débits, surtout si le débitant lui-même en est chargé.

Les réglements d'atelier, qui donnent lieu à tant de réclamations et qui sont la cause de tant de conflits, devront être contrôlés, et les amendes interdites ou limitées. C'est ce qui se passe en Allemagne, où les réglements d'atelier et les amendes sont soumis au contrôle de l'administration, et en Belgique, où l'amende ne peut dépasser un certain chiffre.

Une autre question importante qui doit retenir l'attention du législateur et légitimer son intervention, c'est celle de la prévention des accidents et des maladies. Déjà un service d'inspection est organisé. Mais les patrons trouvent vexatoire l'intervention des inspecteurs, tandis que les ouviers craignent de se compromettre en leur donnant les renseignements qui faciliteraient leur mission.

Pour éviter le contrôle, beaucoup de patrons font travailler en chambre à des prix dérisoires, au détriment du travail normal. L'industrie à domicile, qui était et devrait être le mode de travail à préconiser, puisqu'elle laisse l'ouvrier dans sa famille, est devenue un véritable fléau social par suite de l'exploitation dont sont l'objet ceux qui la pratiquent. (Voir *sweating system*) Le développement inquiétant du travail en chambre appelle un contrôle sévère des pouvoirs publics.

Le Play comptait plutôt sur l'initiative patronale que sur l'Etat pour améliorer la condition matérielle, intellectuelle et morale des ouvriers. Il croyait à l'efficacité des institutions de patronage et des corporations professionnelles mixtes pour accomplir l'œuvre de paix sociale. On a vu qu'il fallait dissiper toute illusion à cet égard. Quand bien même la majorité des patrons, ce qui n'est malheureusement pas le cas, aurait suivi les conseils de Le Play et multiplié les œuvres de solidarité patronale et ouvrière, le résultat espéré n'aurait pu être atteint complètement. Les salariés se seraient refusés à accepter ces avantages, dont l'offre ne leur paraît pas désintéressée. Ils veulent garder vis-à-vis du patronat une indépendance complète et tenir d'eux-mêmes ou de la collectivité tout entière la sécurité morale et matérielle à laquelle ils aspirent pour eux et les leurs.

D'ailleurs les efforts individuels des patrons et des associatons privées ne pourraient aboutir sans le concours de l'Etat, que ce soit pour assurer aux salariés des secours en cas de maladie, des retraites d'invalidité ou des retraites pour la vieillesse. Au surplus, l'Etat ne doit pas se désintéresser de ce qui touche à la prévoyance qui est une vertu sociale; il doit aider ceux dont les efforts tendent à s'assurer des ressources qui les empêcheront de tomber à la charge de la Société. Mais il doit aussi se préccuper de créer une organisation qui permettra à tous les travailleurs d'être à l'abri de la misère que la vieillesse, l'infirmité ou le chômage leur apportent impitoyablement.

Si l'institution des sociétés de secours mutuels permet d'attendre l'assurance obligatoire contre la maladie, pour les retraites l'obligation semble, dès maintenant, s'imposer : la classe ouvrière les réclame ardemment. L'excellent fonctionnement de l'assurance obligatoire dans l'industrie maritime et dans l'industrie minière est à cet égard tout à fait encourageant.

Mais le risque le plus urgent à couvrir est le chômage. Tant qu'il ne sera pas couvert, tout ce qu'on fera pour les autres sera inutile.

Dans sa session de novembre 1903, le Conseil supérieur du travail a cherché quels étaient les moyens pratiques de venir en aide aux ouvriers victimes du chômage. Il a émis l'avis que la création et le développement d'institutions de secours contre le chômage étaient désirables et devaient être facilités. Il a estimé qu'il était du devoir du patronat d'apporter son concours aux caisses de chômage. Rien n'est plus naturel d'ailleurs; car le chômage est un risque professionnel au premier chef, qu'il s'agisse de chômage saisonnier (morte-saison), ou du chômage accidentel ou imprévu, produit de la concurrence et de l'instabilité économique.

Si d'une manière générale le Conseil supérieur du travail a estimé que l'Etat ou le département doivent intervenir dans la création et le développement de ces institutions par des encouragements et des subventions, il a été d'avis qu'il y avait lieu de mettre à l'étude un régime législatif spécial d'institutions d'assurances contre le chômage.

L'intervention des pouvoirs publics a pour effet de rétablir l'équilibre, toutes les fois qu'il est rompu au détriment de telle ou telle catégorie de citoyens. De même que les patrons ont réclamé maintes fois le concours de l'Etat pour les protéger contre la concurrence étrangère ou les aider à supporter une crise intérieure, de même ils doivent reconnaître que la situation des travailleurs ne saurait s'améliorer que grâce à une action constante et raisonnée de l'Etat, dont la mission est de suppléer à l'initiative privée défaillante. Car si les institutions patronales ont apporté une grande et généreuse contribution à l'amélioration du sort des travailleurs, si, grâce à elles, quelques-uns ont pu être mieux payés, mieux nourris, mieux logés, on est obligé de reconnaître que la majorité des patrons a négligé de contribuer à ces perfectionnements.

Et l'on peut s'écrier avec M. de Mun « Et quelle situation faites-vous à « ceux qui voudront être charitables? Vous les placez dans la plus affreuse « des alternatives, entre leur conscience et leur intérêt. Et alors, devant la « concurrence qui les presse, devant la ruine qui les menace peut-être, qui « l'emportera, à quelle voix cèderont-ils? M. Dupin le disait il y a trente ans : « les maîtres charitables seront châtiés de leur vertu. C'est la réponse qui a « été faite chaque fois que la question s'est posée en Allemagne, en Angleterre, « en France ».

Il est donc de l'intérêt des patrons que la loi impose à tous, non pas les mêmes sacrifices, mais les mêmes devoirs.

L'intérêt que les patrons porteront à la situation de leur personnel, leur constant souci d'aider à l'application de la loi et d'en combler les lacunes, leur intention mainte fois manifestée de traiter les ouvriers et les employés comme des hommes libres et de ne pas abuser de la suprématie économique dont ils disposent pour leur imposer leurs opinions politiques ou religieuses, leur désir en un mot d'établir une harmonie durable entre le capital et le travail, les aideront singulièrement dans la direction et la bonne marche de leur entreprise, tout en coopérant au bien-être moral et matériel de leurs collaborateurs.

Dans son enquête sur les salaires et la durée du travail dans l'industrie française, l'Office du Travail a constaté, et c'est la meilleure des conclusions que nous puissions donner à cet exposé, que « dans un ensemble d'établissements « exerçant la même industrie, au milieu des mêmes circonstances extérieures, « les uns changent constamment d'ouvriers, quand d'autres conservent le même « personnel toute l'année ; les uns ont un travail très irrégulier, alors que la « production présente chez d'autres une parfaite régularité ; enfin les salaires « diffèrent parfois notablement de l'un à l'autre.

« Il n'est possible d'attribuer ces divergences qu'à une seule cause, l'influence « capitale de la direction même des établissements, c'est-à-dire en général du « patron. L'action du patron, dans les cas les plus favorables, peut avoir pour « effet non seulement de maintenir le développement de l'industrie au point où « l'effet utile est maximum, mais encore d'atteindre ce résultat sans que la « situation du personnel occupé en souffre, et d'assurer à ce personnel un « salaire qui répartisse équitablement et d'une manière durable le profit que « laisse une entreprise bien conduite. »

TRAVAIL ET SALAIRE

CONTRAT DE TRAVAIL

Le louage d'ouvrage est, d'après l'article 1710 du Code civil, un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre moyennant un prix convenu entre elles.

Dans sa définition un peu trop large, le Code civil englobe les deux contrats de louage d'ouvrage proprement dit et de louage de services. Ils sont dans la pratique très différents.

Le louage d'ouvrage est le contrat par lequel une personne s'engage à faire pour une autre une entreprise ou un travail déterminé, tandis que le louage de services est le contrat par lequel une personne met son expérience professionnelle et son activité au service d'une autre personne, dans des conditions fixées par convention, ou déterminées par l'usage.

Aux termes de l'article 1779, il y a trois espèces principales de louage d'ouvrage et d'industrie : 1° le louage des gens de travail, c'est-à-dire des ouvriers, employés et domestiques, qui s'engagent au service de quelqu'un; 2° celui des voituriers, tant par terre que par eau, qui se chargent du transport des personnes ou des marchandises; 3° celui des entrepreneurs d'ouvrages par suite de devis ou marchés.

Ces deux derniers rentreraient plutôt dans la catégorie des contrats d'entreprise. Nous ne devons envisager ici que le louage des gens de travail, c'est-à-dire des salariés.

Durée du contrat de travail

Le législateur a pris un certain nombre de dispositions dont les parties ne peuvent s'écarter. Aux termes de l'article 1780 du Code civil, complété par la loi du 27 décembre 1890, on ne peut engager ses services qu'à temps ou pour une entreprise déterminée. Le louage de services fait sans détermination de durée peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes. Cette résiliation peut toutefois donner lieu à des dommages-intérêts.

Conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi du 21 germinal an XI, relative aux manufactures, fabriques ou ateliers, l'engagement de l'ouvrier ne pourra excéder un an, à moins qu'il ne soit contremaître, conducteur des autres ouvriers, ou qu'il n'ait un traitement et des conditions stipulées par un acte exprès.

En son article 14 la même loi édicte que les conventions faites de bonne foi entre les ouvriers et ceux qui les emploient seront exécutées.

Preuve du contrat

La loi du 2 juillet 1890, qui a supprimé les livrets d'ouvriers, dit en termes exprès, ce qui avait été d'ailleurs la conséquence de l'abrogation de l'article

1781 du Code civil, que le contrat de louage d'ouvrage entre les chefs ou les directeurs des établissements industriels et leurs ouvriers est soumis aux règles du droit commun (preuves des obligations — Art. 1315 et suiv. du Code civ.) et peut être constaté dans les formes qu'il convient aux parties contractantes d'adopter.

Cette nature de contrat est exempte de timbre et d'enregistrement.

Résiliation du contrat

Le contrat de travail est résiliable à volonté. Dans le silence de la loi, un délai de congé, généralement de huitaine ou de quinzaine, s'est imposé par l'usage : il varie suivant les localités et les professions et il est verbal. Mais la résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner lieu à des dommages-intérêts.

Pour la fixation des indemités à allouer, le cas échéant, il est tenu compte des usages, de la nature des services engagés, du temps écoulé, des retenues opérées, des versements effectués en vue d'une pension de retraite, et en général de toutes les circonstances qui peuvent justifier l'existence et déterminer l'étendue du préjudice causé. Dans la pratique, les ouvriers congédiés reçoivent une indemnité équivalente à une semaine ou deux de salaires et les employés à un ou deux mois d'émoluments.

Les parties *ne peuvent renoncer* à l'avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts en vertu des dispositions qui précèdent.

Les contestations, lorsqu'elles seront portées devant les tribunaux civils et devant les Cours d'appel, seront instruites comme affaires sommaires et jugées d'urgence.

Certificat du patron

Toute personne qui engage ses services peut, à l'expiration du contrat, exiger de celui à qui elle les a loués, sous peine de dommages-intérêts, un certificat contenant exclusivement la date de son entrée, celle de sa sortie et l'espèce de travail auquel elle a été employée. Ce certificat est exempt de timbre et d'enregistrement.

Période d'instruction militaire

Aux termes de la loi du 18 juillet 1901, en matière de louage de services, si un patron, un employé ou un ouvrier est appelé sous les drapeaux comme réserviste ou territorial pour une période obligatoire d'instruction militaire, le contrat de travail ne peut être rompu à cause de ce fait.

Alors même que, pour une autre cause législative, le contrat serait dénoncé par l'une des parties, la durée de la période militaire est exclue des délais impartis par l'usage pour la validité de la dénonciation, sauf toutefois dans le cas où le contrat de louage a pour objet une entreprise temporaire prenant fin pendant la période d'instruction militaire.

En cas de violation de ces dispositions par l'une des parties, la partie lésée aura droit à des dommages-intérêts qui seront arbitrés par le juge.

Toute stipulation contraire aux dispositions concernant les périodes d'instruction militaire est nulle de plein droit.

Contrat collectif de travail

Les conventions relatives au travail, à sa durée, au salaire tendent de plus en plus à se former d'une manière collective par l'intermédiaire des syndicats.

Généralement après une grève le groupe des patrons intéressés s'entend avec les ouvriers par un contrat général qui fixe les conditions futures du travail, les prix, les heures d'entrée et de sortie des ateliers, la durée de la journée, etc.

Les contrats de cette nature sont ordinairement faits par les représentants des syndicats patronaux et ouvriers qui en discutent et en arrêtent les clauses. On peut citer parmi les principaux contrats collectifs le tarif adopté dans l'industrie tulliste de Calais en 1890, le tarif des tanneurs de Tarbes, etc.

Ces contrats sont reconnus valables par la jurisprudence. Mais on est amené à se demander à qui appartient l'action en justice, au cas où les patrons ne respecteraient pas l'engagement qu'ils ont pris. La Cour de cassation a jugé que l'action appartient à chaque ouvrier individuellement; le syndicat ne pourrait puiser dans le contrat le principe d'une action en dommages-intérêts contre le patron, alors surtout qu'il est constaté qu'il n'a aucunement souffert de sa violation.

Marchandage

Un décret du 2 mars 1848 a déclaré abolie « l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ou *marchandage.* » Cette abolition visait le marchandage des tâcherons qui sous-entreprennent certaines parties de travaux et les font exécuter à la journée par des ouvriers sous leurs ordres directs. Ce genre de marchandage est oppressif pour l'ouvrier qui trouve en son camarade d'hier, son patron d'aujourd'hui, son camarade de demain, un entrepreneur plus âpre au gain, plus exigeant que le véritable entrepreneur.

Si le marchandage est aboli en droit, en fait les mesures prohibitives du gouvernement provisoire n'ont pas eu les effets qu'on en espérait. Malgré tout, le décret de 1848 est toujours en vigueur et le 31 janvier 1901, la Cour de cassation, toutes chambres réunies, a estimé qu'il ne proscrivait pas tout contrat de marchandage, mais qu'il réprimait les abus dont il peut être vicié.

Dans ces conditions, le marchandage du tâcheron ne sera délictueux que s'il exploite *abusivement* les ouvriers qu'il embauche, soit par défaut de paiement des salaires, soit par leur avilissement.

Il est un marchandage qu'on peut, a priori, considérer comme avantageux pour l'ouvrier, c'est le travail aux pièces.

Le *piéçard* est assuré d'un bénéfice proportionné à son activité et le patron peut espérer une livraison rapide. Lorsque plusieurs ouvriers s'associent pour partager les bénéfices de l'opération qu'ils entreprennent en commun, il y a là un marchandage des plus licites et une des formes d'association ouvrière qu'on doit le plus encourager. Les patrons trouvent certainement auprès des ouvriers que leur intelligente activité pousse à s'associer ainsi, une sécurité parfaite dans l'exécution.

Sweating system

Tout le monde a vu, à certaines heures de la matinée cette foule d'ouvrières d'apparence aisée, qui pénètrent dans nos grands magasins par des portes dont l'accès est interdit au public. Ce sont des entrepreneuses. Leur nombre s'accroît en proportion des succès des grands magasins et aussi de l'avilissement du prix de certaines marchandises.

Ces entrepreneuses sont les intermédiaires qui viennent chercher du travail ou livrer les commandes qui leur ont été précédemment faites. Elles appliquent dans toute sa rigueur terrible le *sweating system.* Voici comment : au lieu de payer à la journée, comme le tâcheron, les ouvrières qui travaillent pour leur

compte, ces intermédiaires répartissent entre elles les travaux qui leur ont été confiés, moyennant un prix déterminé, inférieur naturellement à celui qu'elles reçoivent du grand magasin, et qui constitue un bénéfice obtenu sans aucun aléa. En effet, les ouvrières — sous-entrepreneuses à leur tour — sont responsables de toutes les malfaçons et ne doivent livrer qu'un travail absolument sans reproche. Tout objet confectionné par elles et que refuserait le grand magasin, ne leur serait pas payé par l'entrepreneuse, qui de cette façon ne court aucun risque, et spécule d'une manière certaine sur la main d'œuvre ouvrière qui ne reçoit qu'un salaire de famine. Ce salaire, a-t-on dit, est un salaire d'appoint que les femmes obligées de rester chez elles pour garder leurs enfants, sont heureuses de se procurer pour augmenter les ressources de leur ménage. C'est tout au plus un appât trompeur pour lequel les malheureuses ouvrières travaillent des jours et des nuits sans relache. En présence du développement excessif de ce système, dangereux au point de vue de la société, dangereux au point de vue de la famille, dangereux au point de vue du commerce lui-même, des lois de protection, une organisation patronale et ouvrière bien comprise s'imposent pour faire disparaître ce danger social.

SALAIRES

Le salaire est la rémunération du service de l'ouvrier.

Il y a différentes sortes de salaires :

Le salaire *au temps*. C'est celui qui consiste à rémunérer l'ouvrier au prorata du temps pendant lequel il travaille. C'est le plus usité et aussi le plus commode, c'est le plus souvent le seul possible. Il a pour l'ouvrier l'avantage de la fixité, il est en quelque sorte pour lui comme une assurance. Mais il est généralement calculé sur le salaire des ouvriers médiocres, ce qui fait que le bon ouvrier touche un salaire inférieur à son mérite.

Le salaire *aux pièces* paraît le plus rationnel. L'ouvrier vend au patron, non son temps, mais le travail qu'il exécute.

Le salaire *à la tâche* procède des deux précédents, en ce sens que l'ouvrier s'engage à fournir dans un temps donné un travail déterminé.

Les ouvriers se montrent généralement hostiles à ce mode de rémunération, auquel ils reprochent d'amener l'avilissement des prix, ou de n'être pas équitable, puisque le même produit n'est pas toujours obtenu avec le même effort. Par exemple, le mineur qui trouve un bon filon extraiera plus de charbon qu'un autre. Une combinaison qui commence à être appliquée dans beaucoup d'industries est celle qui consiste à tenir compte à la fois de l'effort, du rendement, de la durée et de la difficulté du travail; elle est généralement accompagnée du paiement d'un salaire minimum jaugé d'après le travail ou le temps.

Enfin une combinaison intéressante qui se répand beaucoup est celle du *salaire progressif*. Les ouvriers reçoivent un salaire fixe auquel vient s'ajouter une rémunération proportionnée à la production supplémentaire fournie par l'ouvrier, dans le temps pour lequel il est payé. Ce système est surtout employé dans les industries mécaniques.

Il ne faut pas omettre également le mode de rémunération au moyen de primes proportionnelles à l'économie de la matière première réalisée par l'ouvrier tout en obtenant les mêmes résultats. Les chemins de fer notamment se sont bien trouvés de ce système.

Salaire minimum

Si la première obligation du patron est de payer à l'ouvrier ou à l'employé le salaire convenu, la deuxième est de lui allouer un salaire dont la quotité lui permette de vivre. Sans qu'il soit besoin, comme en Australie, de faire fixer par la loi ce minimum, il semble de l'intérêt bien compris des patrons de donner à leur personnel un salaire dont le taux peut être facilement déterminé par les conditions locales de la vie. Insensiblement d'ailleurs, et sans aucune intervention législative, ils y seront amenés et un des résultats du développement syndical sera certainement l'augmentation des contrats collectifs dans lesquels librement patrons et ouvriers établiront d'un commun accord ce minimum nécessaire et normal.

Payement du salaire. — Salaire en argent

Le prix convenu pour le salaire est généralement payé en argent. Les ouvriers le reçoivent chaque semaine, chaque quinzaine, ou chaque mois. Ce dernier mode est le moins fréquemment employé. Le jour de *paie* est dans la grande majorité des industries le samedi, quelques-unes ont choisi des dates fixes, d'autres enfin effectuent leurs paiements le dimanche ou le lundi.

Il est admis que lorsque l'on paye tous les quinze jours, on ne refuse pas d'acomptes à l'ouvrier qui en demande.

Salaire en nature. — Truck system

Quelques chefs d'entreprises ont pris l'habitude de rémunérer leur personnel partie en espèces, partie en marchandises, qu'ils lui comptent souvent plus cher que le commerce. C'est le *truck system*, dont les abus considérables ont entraîné la prohibition en Angleterre. En France, il s'est manifesté sous la forme *d'économats*, créés tout d'abord dans un but philanthropique, mais qui n'ont pas tardé à devenir une spéculation pour les chefs d'entreprises, qui y trouvaient un moyen facile et détourné d'abaisser les salaires en réalisant des gains illicites sur la consommation de leurs employés.

Les économats sont des magasins patronaux qui fournissent aux ouvriers tous les objets nécessaires à leur consommation en échange des bons qui leur ont été remis aux lieu et place de monnaie.

Non seulement ces institutions sont nuisibles aux ouvriers, mais encore elles causent le plus grand préjudice au commerce qui se voit privé d'une nombreuse clientèle.

Aucune disposition législative n'interdit en France le payement du salaire en nature; plusieurs projets de loi ont été examinés par le Parlement, aucun n'a encore abouti. Néanmoins, la loi du 12 janvier 1895 sur la saisie-arrêt des salaires a interdit le payement par compensation. C'est une mesure indirecte prise contre les agissements des économats.

Amendes et retenues

Aucune disposition législative n'interdit en France les amendes, généralement infligées pour retard, indiscipline, ni les retenues que subissent les ouvriers pour malfaçons, garanties, etc. Toutefois certaines retenues sont interdites, par exemple celles qui seraient effectuées pour couvrir le patron de ses frais d'assurance contre les accidents du travail. D'autres sont autorisées, comme la retenue du dixième, pour compensation des avances faites par le patron (loi du 12 janvier 1895) ou les retenues en vue de versement à une caisse de secours ou à une caisse des retraites contre l'invalidité ou la vieillesse.

Privilèges du salaire. — Ouvriers et employés

L'ouvrier, l'employé, le domestique ont, à l'encontre de leur patron, pour le paiement du salaire, tous les droits accordés au créancier. Ils bénéficient en outre d'un certain nombre de dispositions spéciales. C'est ainsi que l'ouvrier, aux termes de l'article 570 du Code civil, a un droit de rétention sur les objets qu'il a façonnés et dont le prix ne lui a pas été payé. Mais ce droit de rétention n'existe pas pour l'ouvrier qui travaille dans le chantier ou le magasin de celui à qui appartiennent les objets.

D'autre part, aux termes de l'article 1798 du Code civil « les maçons, « charpentiers, et autres ouvriers qui ont été employés à la construction d'un « bâtiment ou d'autres ouvrages faits à l'entreprise, n'ont d'action contre celui « pour lequel les ouvrages ont été faits que jusqu'à concurrence de ce dont ils « se trouvent débiteurs envers l'entrepreneur, au moment où leur action est « intentée. »

Cette action n'appartient pas aux commis ni aux employés qui n'ont accompli aucun travail personnel et manuel.

Le privilège des *gens de service*, c'est-à-dire les domestiques proprement dits, valets et femmes de chambre, charretiers, portiers, etc. . prévu par l'article 2101 § 4 du Code civil ne s'applique pas aux employés, ouvriers et commis du commerce ou de l'industrie. Mais la loi du 28 mai 1838 sur la faillite leur donne à tous le même rang qu'aux gens de service.

En ce qui concerne les ouvriers, le salaire privilégié est le salaire acquis pendant les trois mois qui ont précédé l'ouverture de la liquidation judiciaire ou la faillite; pour les commis, sédentaires ou voyageurs, s'il s'agit d'appointements fixes, c'est le salaire dû pendant les six mois antérieurs à la déclaration de la liquidation judiciaire ou de la faillite; et s'il s'agit de remises proportionnelles allouées à titre d'appointements ou de suppléments d'appointements, c'est toutes les commissions acquises dans les trois derniers mois précédant le jugement déclaratif, alors même que la cause de ces créances remonterait à une époque antérieure.

L'action des salaires se prescrit par six mois.

Gens de service

Le privilège des domestiques est accordé pour l'année courante et l'année échue. Pour ceux qui sont payés au mois ou à la journée, la loi ne leur permet de réclamer que six mois de gage, le surplus est prescrit. Le privilège ne pourra donc être invoqué que s'ils usent avec succès de la faculté de déférer le serment à leur débiteur qui leur est accordé par l'article 2275 du Code civil.

Saisie-arrêt sur les salaires

Aux termes de la loi du 12 janvier 1895, les salaires des ouvriers et gens de service ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, *quel que soit le montant de ces salaires.*

Les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires ne sont également saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, *lorsqu'il ne dépassent pas 2000 francs par an.*

Un autre dixième peut être cédé.

Enfin un troisième dixième peut être retenu par le patron à raison des avances en espèces faites par lui.

La retenue opérée de ce chef ne se confond ni avec la partie saisissable ni avec la partie cessible du salaire ou des appointements.

Aucune compensation ne s'opère au profit des patrons entre le montant des salaires dûs par eux à leurs ouvriers et les sommes qui leur seraient dues à eux-mêmes pour fournitures diverses quelle qu'en soit la nature, à l'exception toutefois :

1° des outils ou instruments nécessaires au travail;

2° des matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage;

3° des sommes avancées pour l'acquisition des ces mêmes objets.

Cette disposition apporte un des premiers remèdes au système des économats ou *truck system*, qui consiste notamment à payer les ouvriers en bons d'achat de marchandises fournies par le patron.

Procédure de saisie-arrêt

La saisie-arrêt ne peut être pratiquée :

s'il y a titre, que sur le visa du greffier de la justice de paix du domicile du débiteur saisi;

s'il n'y a point titre, qu'en vertu de l'autorisation du juge de paix du domicile du débiteur saisi, après tentative de conciliation, s'il y a lieu.

L'exploit sera signifié au tiers saisi ou à son représentant préposé au paiement des salaires ou traitements, dans le lieu où travaille le débiteur saisi.

S'il survient d'autres créanciers, le greffier donne avis au débiteur saisi et au tiers saisi, par lettre recommandée qui vaut opposition. Les frais de saisie sont à la charge du débiteur saisi. Tous les exploits, autorisations, jugements, procès-verbaux et états de répartition sont rédigés sur papier non timbré et enregistrés gratis.

PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES

La participation aux bénéfices avait été considérée jusqu'à ces dernières années comme un puissant moyen de résoudre la plupart des difficultés de la question sociale. Le patron, après avoir donné à ses ouvriers le salaire normal convenu, leur accordait un tant pour cent sur les bénéfices. Par le fait de cette participation, les ouvriers, disait-on, ne sont plus seulement les collaborateurs du patron, ils en deviennent les associés, et cette qualité fera disparaître toute cause de conflit, abaissera les obstacles et supprimera toute barrière entre employeurs et employés dont les intérêts ont fusionné.

On a vu également dans ce système un acheminement vers la coopération générale; par contre les collectivistes le considèrent comme illusoire et absolument incapable d'amener un changement dans la situation de l'ouvrier.

Les coopérateurs s'en sont montrés les adversaires résolus et, en Angleterre, la plupart des coopératives de production n'ont pas admis leurs adhérents à la participation aux bénéfices. Au point de vue économique, c'est en tout cas une chose excellente activant l'intensité de la production, bien que l'intérêt de l'ouvrier soit moins direct, moins sensible qu'avec le salaire progressif ou le salaire avec primes. Mais une des causes primordiales de l'échec de ce système séduisant dans son principe, est le refus, assez souvent justifié, opposé par les patrons de faire contrôler leurs opérations commerciales par leur personnel. Celui-ci, généralement méfiant, se plaindra toujours, s'il n'est pas à même de surveiller, que l'on dissimule les bénéfices : d'où causes de conflits.

Des protestations s'élèveront encore, lorsque l'exercice se soldera en perte et que l'ouvrier ne touchera pas le boni qu'il espérait et qu'il aura probablement escompté.

Quoiqu'il en soit, le chef d'entreprise qui saura intéresser moralement et matériellement ses ouvriers au développement de son exploitation ne peut qu'en retirer un accroissement de profits, une sécurité dans la gestion et la satisfaction d'avoir coopéré à l'apaisement social dont les commerçants doivent être les premiers à bénéficier.

CONTRAT D'APPRENTISSAGE

Le contrat d'apprentissage est celui par lequel un fabricant, un chef d'atelier ou un ouvrier s'oblige à enseigner la pratique de sa profession à une autre personne qui s'oblige, en retour, à travailler pour lui : le tout à des conditions et pendant un temps convenus.

Telle est la définition que donne de ce contrat la loi du 22 février 1851 qui le règlemente. Le Code civil est muet à son égard.

L'apprentissage, depuis le développement de la grande industrie, est devenu rare : il existe encore dans la moyenne et dans la petite industrie, mais il est condamné à disparaître. Un enseignement professionnel solidement organisé remédiera à cet état de choses.

Formes du contrat

Le contrat d'apprentissage est fait par acte public ou par acte sous seing privé. Il peut aussi être fait verbalement; mais la preuve testimoniale n'en est reçue que conformément au titre du Code civil : Des contrats ou des obligations conventionnelles en général.

L'acte d'apprentissage contient :

1° Les nom, prénoms, âge, profession et domicile du maître;

2° Les nom, prénoms, âge et domicile de l'apprenti;

3° Les nom, prénoms, profession et domicile de ses père et mère, de son tuteur, ou de la personne autorisée par les parents, et, à leur défaut, par le juge de paix;

4° La date et la durée du contrat;

5° Les conditions de logement, de nourriture, de prix, et toutes autres arrêtées entre les parties.

Le maître et les représentants de l'apprenti doivent signer l'acte, qui peut être reçu par les notaires, les secrétaires des conseils de prudhommes et les greffiers de justice de paix.

Cet acte est soumis pour l'enregistrement au droit fixe de 1 fr. 50, lors même qu'il contiendrait des obligations de sommes ou valeurs mobilières, ou des quittances.

Les honoraires dûs aux officiers publics sont fixés à 2 francs.

Condition pour être apprenti

Les enfants âgés de moins de 13 ans (ou 12 ans, s'ils ont le certificat d'études primaires) ne peuvent être engagés comme apprentis.

Conditions pour recevoir des apprentis

Aucun maître ne peut recevoir d'apprentis mineurs, s'il n'est âgé de 21 ans au moins. S'il est célibataire, ou veuf, il ne peut loger, comme apprenties, des jeunes filles mineures.

Sont incapables de recevoir des apprentis :

Les individus qui ont subi une condamnation pour crime;

Ceux qui ont été condamnés pour attentat aux mœurs;

Ceux qui ont été condamnés à plus de trois mois d'emprisonnement pour les délits prévus par les articles 388, 401, 405, 406, 408, 423 du Code pénal.

L'incapacité, quelle qu'en soit la cause, peut être levée par le préfet (à Paris par le préfet de police) sur l'avis du maire, quand le condamné, après l'expiration de sa peine, aura résidé pendant trois ans dans la même commune.

Obligations des maîtres

Le maître doit se conduire envers l'apprenti en bon père de famille, surveiller sa conduite et ses mœurs, même en dehors de chez lui, et avertir ses parents ou leur représentant des fautes graves qu'il pourrait commettre ou des penchants vicieux qu'il pourrait manifester.

Il doit aussi les prévenir, sans retard, en cas de maladie, d'absence, ou de tout fait de nature à motiver leur intervention.

Le maître doit enseigner à l'apprenti progressivement et complètement, l'article, le métier ou la profession spéciale qui fait l'objet du contrat.

Il doit se conformer aux dispositions législatives concernant les conditions et la durée du travail et exécuter toutes les clauses de son contrat.

Le maître ne peut employer l'apprenti, sauf convention contraire, qu'aux travaux et services qui se rattachent à l'exercice de sa profession. Il ne l'emploiera jamais à ceux qui seraient insalubres et au-dessus de ses forces.

A la fin de l'apprentissage le maître doit délivrer un congé d'acquit ou certificat constatant l'exécution du contrat.

Obligations de l'apprenti

L'apprenti doit à son maître fidélité, obéissance et respect; il doit l'aider par son travail, dans la mesure de son aptitude et de ses forces.

Il est tenu de remplacer, à la fin de l'apprentissage, le temps qu'il n'a pu employer par suite de maladie ou d'absence ayant duré plus de 15 jours.

Il doit enfin exécuter toutes les clauses du contrat.

Résolution du contrat

Les deux premiers mois de l'apprentissage sont considérés comme un temps d'essai pendant lequel le contrat peut être annulé par la seule volonté de l'une des parties. Dans ce cas, aucune indemnité ne sera allouée à l'une ou l'autre partie à moins de conventions expresses.

Le contrat sera résolu de plein droit:

1° Par la mort du maître ou de l'apprenti;

2° Si l'apprenti ou le maître est appelé au service militaire;

3° Si le maître ou l'apprenti vient à être frappé d'une des condamnations prévues ci-dessus (voir conditions pour recevoir des apprentis);

4° Pour les filles mineures, dans le cas de décès de l'épouse du maître ou de toute autre femme de la famille qui dirigeait la maison à l'époque du contrat.

Le contrat peut être résolu sur la demande des parties ou de l'une d'elles :

1° Dans le cas où l'une des parties manquerait aux stipulations du contrat ;

2° Pour cause d'infraction grave ou habituelle aux prescriptions de la présente loi ;

3° Dans le cas d'inconduite habituelle de la part de l'apprenti ;

4° Si le maître transporte sa résidence dans une autre commune que celle qu'il habitait lors de la convention.

Néanmoins, la demande en résolution de contrat rendue sur ce motif ne sera recevable que pendant trois mois, à compter du jour où le maître aura changé de résidence ;

5° Si le maître ou l'apprenti encourait une condamnation emportant un emprisonnement de plus d'un mois ;

6° Dans le cas où l'apprenti viendrait à contracter mariage.

Si le temps convenu pour la durée de l'apprentissage dépasse le maximum de la durée consacrée par les usages locaux, ce temps peut être réduit ou le contrat résolu.

Détournement d'apprenti

Tout fabricant, chef d'atelier ou ouvrier, convaincu d'avoir détourné un apprenti de chez son maître, pour l'employer en qualité d'apprenti ou d'ouvrier, pourra être passible de tout ou partie de l'indemnité à prononcer au profit du maître abandonné.

Juridiction compétente

Toute demande à fin d'exécution ou de résolution de contrat sera jugée par le conseil des prudhommes dont le maître est justiciable, et, à défaut, par le juge de paix du canton.

Les réclamations qui pourraient être dirigées contre les tiers qui auront détourné des apprentis seront portées devant le conseil des prudhommes ou devant le juge de paix de leur domicile.

Les indemnités ou restitutions qui pourraient être dues dans un des cas de résolution du contrat prévus ci-dessus seront, à défaut de stipulation expresses, réglées par le conseil des prudhommes ou par le juge de paix dans les cantons qui ne ressortissent point à la juridiction d'un conseil de prudhommes.

Contraventions

Toute contravention sera poursuivie devant le tribunal de simple police et punie d'une amende de 5 à 15 francs. En cas de récidive, ce tribunal pourra prononcer, outre l'amende, un emprisonnement d'un à cinq jours.

La récidive touchant l'incapacité de recevoir des apprentis sera poursuivie devant le tribunal correctionnel et punie d'un emprisonnement de 15 jours à 3 mois, sans préjudice d'une amende qui pourra s'élever de 50 francs à 300 francs.

Les dispositions de l'article 463 du Code pénal sont applicables.

MARCHÉS

Conditions du travail dans les marchés de l'Etat, des départements, communes et établissements publics

On peut, à la rigueur, comprendre que l'Etat n'intervienne pas dans le contrat de travail pour fixer un minimum de salaire; mais il est de toute justice que, dans un marché, il ne perde pas de vue l'ouvrier qui exécutera le travail commandé à l'entrepreneur, qu'il lui assure le repos hebdomadaire, qu'il fixe la durée de la journée de travail et que même — et en cela il n'abuse pas de sa puissance — il impose un minimum de salaire. Grâce au système de l'adjudication, la concurrence des soumissionnaires s'exercerait surtout au détriment du prix de la main d'œuvre. L'Etat ne peut accepter de bénéficer d'un rabais obtenu dans ces conditions; il doit à cet égard l'exemple, et il serait très noble de la part des grandes sociétés, et même des particuliers, de ne jamais consentir que les travaux faits pour leur compte, fussent exécutés à des prix dont l'abaissement ne serait obtenu que par un abaissement équivalent des salaires.

Lorsque le Conseil municipal de Paris prit, le 27 avril 1887, l'initiative d'imposer aux adjudicataires l'obligation de se conformer aux conditions de travail établies par l'administration, sa délibération fut annulée par le gouvernement. Bien mieux, le 21 mars 1890, le Conseil d'Etat rendit une décision déclarant contraire aux lois et aux principes de la liberté des conventions les clauses du cahier des charges concernant les conditions du travail. Le 10 décembre 1897, le Conseil supérieur du travail a émis un voeu tendant à ce que la loi édicte « l'obligation pour l'entrepreneur de se conformer au taux des salaires et à la » « durée du travail considérés comme normaux et courants dans la ville ou la » « région où le travail est exécuté. »

La réforme étudiée par le Parlement fut réalisée par voie de décret. Trois décrets, dont la légalité fut d'ailleurs contestée, ont été rendus le 10 août 1899; ils concernent respectivement les conditions du travail dans les marchés de travaux publics exécutés pour le compte de l'Etat, des départements, des communes ou des établissements publics. Le premier décret est relatif à l'Etat, pour qui l'insertion dans le cahier des charges des clauses qu'il édicte est rendue obligatoire. Les deux autres reproduisent les mêmes dispositions, mais avec un caractère facultatif.

Seul le *marchandage* est formellement interdit par chaque décret.

Cahiers des charges

Les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom de l'Etat, par adjudication ou de gré à gré, *devront* (1) contenir des clauses par lesquelles l'entrepreneur s'engagera à observer les conditions suivantes en ce qui concerne la main d'œuvre de ces travaux ou fournitures dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché :

1° assurer aux ouvriers et employés un jour de repos par semaine;

2° n'employer d'ouvriers étrangers que dans une proportion fixée par l'administration, selon la nature des travaux et la région où ils sont effectués;

(1) Remplacé par le mot *pourront* dans les décrets concernant les départements, les communes et les établissements de bienfaisance.

3° payer aux ouvriers un salaire *normal* égal pour chaque profession et, dans chaque profession, pour chaque catégorie d'ouvriers au taux couramment appliqué dans la ville ou la région où le travail est exécuté;

4° limiter la durée du travail journalier à la durée normale du travail en usage pour chaque catégorie, dans ladite ville ou région.

Dérogations

En cas de nécessité absolue, l'entrepreneur pourra, avec l'autorisation expresse et spéciale de l'administration, déroger aux clauses relatives au repos hebdomadaire et à la durée de travail. Mais les heures supplémentaires de travail ainsi faites par les ouvriers donneront lieu à une majoration de salaire dont le taux sera fixé par le cahier des charges.

Constatation du salaire

La constatation ou la vérification du taux normal et courant des salaires et de la durée de la journée de travail sera faite d'après les accords existants entre les syndicats patronaux et ouvriers de la localité ou de la région. A défaut d'entente, on provoquera l'avis de commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers et, en outre, on se munira de tous renseignements utiles auprès des syndicats professionnels, conseils de prudhommes, ingénieurs, etc.

Le cahier des charges stipulera que les ouvriers lésés seront indemnisés directement par l'administration au moyen de retenues opérées sur les sommes dues à l'entrepreneur.

PLACEMENT

Le placement est l'acte qui consiste à s'entremettre entre le travailleur d'une part et le patron d'autre part, pour procurer au premier l'emploi qu'il recherche et au second l'employé, l'ouvrier, le domestique dont il a besoin.

Dès l'affranchissement des serfs, la question de placement s'est posée. Les couvents furent les premiers intermédiaires. pendant que l'embauchage direct s'opérait sur des places publiques, *les grèves*, comme aujourd'hui encore pour plusieurs professions, notamment pour les ouvriers agricoles, qui se louent au moment de certaines fêtes. Après le placement par les couvents, et concurremment, a paru le placement corporatif, le compagnonnage, qui permit aux ouvriers affiliés de se placer facilement. Il nous reste des vestiges de ces institutions; les ouvriers charpentiers, notamment, ont conservé quelques-unes de leurs traditions et, dans plusieurs villes, existent encore des *auberges de la mère*, où les compagnons se retrouvent, et où on leur donne des indications sur les emplois qu'ils peuvent obtenir.

Les corporations de maîtres, craignant la puissance des associations ouvrières, leur firent interdire le droit de placement dont elles avaient eu le monopole jusqu'à la Révolution.

A partir de cette époque le placement — en dehors de la tentative éphémère des ateliers de charité — se fit soit directement, soit par l'intermédiaire des logeurs ou de certaines institutions charitables de diverses confessions.

Une ordonnance du Préfet de Police du 20 pluviôse an XII, rendue en exécution de la loi du 22 germinal sur les livrets d'ouvriers, créa, à Paris, des bureaux de placement sous le contrôle de l'administration. Ils furent supprimés en 1848 et remplacés par des bureaux municipaux qui ne réussirent pas. Les

bureaux réapparurent et il y eut tant d'abus, qu'un décret du 31 mars 1852 leur imposa le régime de l'autorisation préalable, qui a fonctionné jusqu'à la loi du 14 mars 1904.

Bureaux de placement

Les bureaux de placement sont des entreprises commerciales ayant pour objet de servir d'intermédiaires entre celui qui offre et celui qui recherche un emploi. Le tenancier d'une agence de ce genre, — le placeur — reçoit une rémunération pour le service ainsi rendu.

L'institution des bureaux de placement a soulevé dans ces dernières années de nombreuses réclamations. Les ouvriers eurent à se plaindre de fréquents abus et ils manifestèrent à différentes reprises leur mécontentement. Des troubles sérieux en résultèrent et les pouvoirs publics s'émurent. Plusieurs propositions de loi furent déposées devant le Parlement, les unes tendant à la suppression pure et simple des agences de placement, les autres à une règlementation sévère. Enfin une loi est intervenue le 14 mars 1904 pour régler la question du placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions.

Bureaux de placement gratuits

Aux termes de la loi susvisée, les bureaux de placement gratuits créés par les municipalités, par les syndicats professionels d'ouvriers, patronaux ou mixtes, les bourses du travail, les compagnonnages, les sociétés de secours mutuels et toutes autres associations légalement constituées, ne sont soumis à aucune autorisation.

Ils sont astreints, toutefois, sauf naturellement les bureaux créés par les municipalités, au dépôt d'une déclaration préalable effectuée à la mairie de la commune où ils sont établis. La déclaration doit être renouvelée à tout changement de local du bureau.

Les communes comptant plus de 10 000 habitants doivent avoir un bureau municipal. Dans chaque commune, d'ailleurs, un registre constatant les offres et demandes de travail est ouvert à la mairie et mis gratuitement à la disposition du public. A ce registre est joint un répertoire où sont placées les notices individuelles que les demandeurs de travail peuvent *librement* joindre à leur demande.

Les affiches, imprimées ou non, apposées par les bureaux de placement gratuit et concernant les offres et demandes de travail sont exemptées du droit de timbre.

Tout gérant ou employé d'un bureau de placement gratuit qui aura reçu une rétribution quelconque à l'occasion du placement d'un ouvrier ou d'un employé, sera puni des peines prévues ci-après. (Voir ci-dessous : Pénalités)

Bureaux municipaux de placement

Voici comment ils fonctionnent à Paris : un employé de la mairie reçoit les demandes et les offres d'emploi, lesquelles sont affichées dans des cadres à la porte de la mairie et à certains endroits affectés à cet usage.

Ces bureaux ne placent qu'un très petit nombre d'ouvriers de métier. La plupart des hommes placés, appartiennent à des professions peu définies (garçons, apprentis, employés etc.); quant aux femmes, ce sont des domestiques qui sont placées; il y a cependant un assez grand nombre d'ouvrières de métier (couturières, fleuristes, mécaniciennes).

Les résultats à Paris sont assez satisfaisants ; en province ils le sont beaucoup moins. Mais il ne faut pas oublier que la plupart des municipalités subventionnent les bureaux de placement des bourses du travail.

Bourses du travail

Etablies en France conformément aux statuts types adoptés par la Bourse du travail de Paris, les bourses du travail ont eu pour objet, à l'origine, de faciliter les transactions relatives à la main d'œuvre, au moyen de bureaux de placement gratuits, de salles d'embauchage publiques, de la publication des demandes des patrons et des ouvriers.

La Bourse du travail de Paris n'a pas, en tant que bourse, organisé des bureaux de placement en dehors des services de placement des syndicats qu'elle réunit.

D'après les renseignements recueillis par la Direction du travail au Ministère du commerce, on constate qu'un très grand nombre de domestiques et surtout de domestiques femmes sont placés par l'intermédiaire de bourses du travail. Après les domestiques, viennent les professions du bâtiment; puis les forgerons, charrons et maréchaux, etc.

Syndicats

Le placement par les syndicats patronaux, ouvriers ou mixtes, ne paraît pas, d'après les renseignements publiés par la Direction du travail, donner d'excellents résultats.

Quatre syndicats seulement atteignent une moyenne mensuelle de 100 placements; ils appartiennent tous à l'alimentation parisienne; cette moyenne dépasse même pour les deux offices patronaux de l'épicerie 200 et 600. Les autres syndicats n'effectuent pas 50 placements en moyenne par mois; quant à ceux de province, aucun, sauf un seul, n'atteint 30 comme moyenne mensuelle. Mais il y a lieu de remarquer que les ouvriers proprement dits placés par les offices patronaux sont peu nombreux. Il semble qu'ils s'éloignent de ces intermédiaires. Il est vrai que les syndicats ouvriers ne paraissent pas plus heureux dans leurs opérations de placement, qui varient de 10 à 30 par mois.

Compagonnage

De tout temps, comme on l'a vu plus haut, les compagnonnages se sont occupés du placement. Le nombre et l'importance de ces sociétés ont beaucoup diminué au cours du XIX^{e} siècle: lors de l'enquête de 1901 de l'Office du travail on en a relevé 21 seulement. Leurs placements sont relativement nombreux.

Sociétés de secours mutuels

Les sociétés de secours mutuels à caractère non professionnel effectuent un nombre de placement insignifiant; au contraire, la plupart des sociétés à caractère professionnel ont un service de placement particulièrement actif.

Sociétés diverses

En dehors des bureaux municipaux, des bourses du travail, des syndicats, des compagnonnages et des sociétés de secours mutuels, il est encore d'autres institutions qui ont organisé des services de placement gratuit. Quelques-unes de ces institutions se sont constituées précisément et uniquement pour faciliter le placement d'une certaine catégorie de personnes. C'est le cas de la *Société du Travail* du XI^{e} arrondissement de Paris, qui remplit dans cet arrondissement l'office municipal de placement gratuit; c'est encore le cas de la Société pour

le placement gratuit des employés du bâtiment, qui siège à Paris, rue Saint-Lazare, 100. Pour les autres institutions, au contraire, le placement ne constitue qu'un service accessoire, ou tout au moins il n'est pas leur but exclusif : c'est ainsi que certaines institutions ne se proposent pas seulement de placer leurs protégés, mais de leur donner des secours, ou de leur procurer un abri ou du travail en attendant qu'ils aient trouvé une place. Telles sont les sociétés d'assistance par le travail, les patronages, les asiles, refuges, etc., dont un grand nombre ont un caractère confessionnel.

Bureaux de placement payants

Un décret du 25 mars 1852 a décidé que « nul ne pourra tenir un bureau « de placement, sous quelque titre et pour quelques professions, places et « emplois que ce soit, sans une permission spéciale délivrée par l'autorité muni- « cipale. »

C'est la situation de ces bureaux que règle la loi du 14 mars 1904. Ils peuvent être supprimés moyennant une juste indemnité, s'ils existaient avant la promulgation de cette loi; mais ceux créés en vertu d'une autorisation postérieure n'auront droit, en cas de suppression, à aucune indemnité.

La suppression d'un bureau de placement, ou mieux le retrait de l'autorisation donnée en vertu du décret du 25 mars 1852, ne pourra être prononcée que par un arrêté pris à la suite d'une délibération du Conseil municipal, et à charge d'une indemnité payée par la Commune et représentant le prix de vente de l'office. A défaut d'entente, ce prix sera fixé par le conseil de préfecture.

D'ailleurs les indemnités dues aux bureaux de placement supprimés avant le 14 mars 1909 seront déterminés d'après l'état de ces bureaux au moment de la promulgation de la loi (14 mars 1904).

Les bureaux faisant le placement pour une même profession devront être snpprimés tous à la fois par le même arrêté municipal.

Rétribution due au placeur

Les frais de placement touchés dans les bureaux payants sont désormais entièrement supportés par les employeurs, *sans qu'aucune rétribution puisse être reçue des employés.*

Surveillance des bureaux de placement

L'autorité municipale surveille les bureaux de placement pour y assurer le maintien de l'ordre, les prescriptions de l'hygiène et la loyauté de la gestion.

Bureaux de placement interdits

Aucun hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons ne peut joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement. Il s'expose aux pénalités prévues ci-après.

Dispositions spéciales aux départements de la Seine et du Rhône

Les pouvoirs conférés à l'autorité municipale sont exercés par le Préfet de Police, pour Paris et le ressort de sa préfecture, et par le Préfet du Rhône, pour Lyon et les autres communes dans lesquelles il remplit les fonctions qui lui sont attribuées par la loi du 24 juin 1851.

Pénalités

Toute infraction aux réglements municipaux sera punie d'une amende de 16 à 100 francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le maximum des deux peines sera appliqué au délinquant, lorsqu'il aura été prononcé contre lui, dans les 12 mois précédents, une première condamnation pour perception illicite d'une rétribution (employé ou gérant d'un bureau de placement gratuit) ou tenue illégale d'un bureau (hôtelier, logeur, etc.).

Tout tenancier, gérant, employé d'un bureau clandestin sera puni des peines susindiquées.

Ces peines sont indépendantes des restitutions et dommages-intérêts auxquels pourront donner lieu les faits insriminés.

L'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes ainsi que la loi du 26 mars 1891, sur l'atténuation et l'aggravation des peines sont applicables aux infractions concernant les bureaux de placement.

RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

HISTORIQUE

Travailleurs de l'industrie

L'honneur du premier acte d'intervention législative en faveur des travailleurs semble revenir à la Grande-Bretagne où, dès 1802, une loi spéciale fut élaborée à l'instigation de Sir Robert Peel, le père du célèbre homme d'Etat. La France ne suivit cet exemple qu'en 1841, par une loi promulguée le 22 mars, et qui avait pour objet la réglementation du travail des enfants employés dans les usines à moteur mécanique ou à feu continu, ou dans les manufactures ou établissements industriels occupant plus de 20 ouvriers.

Le gouvernement provisoire issu de la Révolution de 1848 alla plus loin : par un décret du 2 mars 1848, il fixa un maximum d'heures pour la journée de travail de l'ouvrier *adulte* : 10 heures pour Paris, 11 heures pour la province. Mais l'assemblée constituante estima que ce maximum était trop peu élevé et un décret-loi du 9 septembre 1848, dont les dispositions sont encore en vigueur, le porta à 12 heures.

La loi du 4 mars 1851 sur l'apprentissage, en interdisant le travail de nuit pour les jeunes apprentis, puis la loi du 19 mai 1874, apportèrent de grandes améliorations dans la protection des enfants ; mais cette dernière ne s'appliquait qu'à la grande et à la moyenne industrie, laissait de côté les ateliers et ne protégeait pas les femmes majeures, en ce qui concerne le travail de nuit.

La loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels apporta les réformes désirées. Dans la pratique, des inconvénients surgirent, en raison de la diversité des régimes auxquels étaient soumis les ouvriers d'une même entreprise. La loi du 30 mars 1900 sur le travail des enfants, des femmes et des adultes travaillant dans les mêmes locaux vint modifier sur ce point les lois de 1892 et de 1848.

Il ne s'agissait pas uniquement de réglementer le travail et d'assurer à l'ouvrier un minimum de repos et de loisir ; il fallait aussi que les conditions d'hygiène et de sécurité des locaux dans lesquels il est appelé à travailler fussent aussi bonnes que possible. La loi du 12 juin 1893 complète heureusement à ce point de vue notre législation protectrice.

Il convient de remarquer que les prescriptions des premières lois sur le travail furent peu respectées, aucune sanction n'étant attachée à leur observation. Ce n'est qu'à partir de la loi du 16 février 1883, qui réorganisa sur des bases solides le service d'inspection, prévu déjà par la loi de 1841, que les mesures de protection prises en faveur des travailleurs devinrent efficaces.

Protection des travailleurs du commerce

Les lois concernant la réglementation du travail, l'hygiène et la sécurité des travailleurs ne visaient pas les établissements commerciaux. Un premier tempérament a été apporté à ce régime d'exception par la loi du 29 décembre 1900, qui oblige les commerçants à mettre des sièges à la disposition des employées de magasin.

Cette loi marque une date dans l'histoire de la réglementation, par ce fait qu'elle a ouvert l'accès des établissements commerciaux et des lieux des vente aux inspecteurs du travail, dont la surveillance ne s'étendait qu'aux établissements industriels.

En 1903, un progrès considérable a été fait dans la voie de l'assimilation du commerce et de l'industrie, par la promulgation de la loi du 11 juillet, qui modifie la loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, et l'étend aux magasins commerciaux, entrepôts, etc.

Enfin le Parlement est saisi de plusieurs propositions de loi tendant à protéger les employés de commerce des deux sexes, comme le sont les ouvriers de l'industrie. Il est à présumer qu'elles ne tarderont pas à être discutées et votées, car rien n'explique la différence du traitement auquel sont soumis les deux catégories de travailleurs, et il est de toute équité que les uns et les autres bénéficient d'une protection identique.

TRAVAIL DES ADULTES

Lois et réglements

Le travail des adultes dans l'industrie est réglementé par le décret-loi du 9 septembre 1848 modifié par la loi du 30 mars 1900. Un décret du 28 mars 1902 apporte des exceptions aux dispositions générales de la loi. Cette réglementation ne concerne que les adultes hommes.

Adulte

L'ouvrier adulte est l'ouvrier qui a plus de dix-huit ans.

Durée de la journée de travail

La journée de l'ouvrier adulte ne peut excéder *douze heures de travail effectif* dans les usines et les manufactures, c'est-à-dire dans tous les établissements clos et couverts où s'exerce une industrie, et que leur importance ne permet pas de considérer comme des ateliers domestiques. Dans les établissements qui n'ont pas le caractère industriel, aucune limite n'est fixée par la loi. C'est ainsi que dans les *établissements commerciaux*, les chantiers et ateliers de moins de 20 ouvriers n'ayant pas de moteur mécanique, la durée du travail n'est pas réglementée.

Réduction de la durée de la journée de travail

Lorsqu'il s'agit d'établissements ou parties d'établissements industriels employant dans les mêmes locaux des hommes adultes et des enfants, des filles mineures ou des femmes, la journée des ouvriers adultes ne pourra excéder dix heures.

Cette disposition ne s'applique qu'aux ateliers où le travail se fait simultanément et « en commun », et non aux ateliers distincts et séparés d'une même usine.

L'assimilation des adultes employés dans les établissements mixtes au personnel protégé n'est réalisée qu'au seul point de vue de la durée du travail.

Augmentation de la durée de la journée de travail

I. La durée du travail effectif journalier des ouvriers adultes peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être élevée au-dessus des limites réglementaires :

DÉSIGNATION DES TRAVAUX	LIMITE D'AUGMENTATION DE DURÉE du travail effectif journalier
1° Travail des ouvriers spécialement employés dans une industrie quelconque à la conduite des *fours, fourneaux, étuves, sécheries* ou *chaudières* autres que les générateurs pour machines motrices, ainsi qu'au *chauffage des cuves* et *bacs*, sous la condition que ce travail ait un caractère purement préparatoire ou complémentaire et ne constitue pas le travail fondamental de l'établissement. Travail des mécaniciens et des chauffeurs employés au service des *machines motrices.*	Une heure et demie au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement; deux heures le lendemain de tout jour de chômage.
2° Travail des ouvriers employés, après arrêt de la production, à l'*entretien* et au *nettoyage des métiers ou autres machines productrices* que la connexité des travaux ne permettrait pas de mettre isolément au repos pendant la marche générale de l'établissement.	Une demi-heure au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.
3° *Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste* dont la présence est indispensable à la marche d'un atelier ou au fonctionnement d'une équipe, dans le cas d'absence inattendue de son remplaçant et en attendant l'arrivée d'un autre remplaçant.	Deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.
4° Travail des ouvriers spécialement employés soit au service des *fours*, soit à d'autres opérations, quand le service ou les opérations doivent rester continus pendant plus d'une semaine.	Faculté illimitée pendant un jour pour permettre l'alternance des équipes; cette alternance ne pouvant avoir lieu qu'à une semaine d'intervalle au moins.
5° Travail des ouvriers spécialement employés soit à des opérations de *grosse métallurgie* (fonte, forgeage, laminage des métaux en grosses pièces et opérations connexes), *soit à d'autres opérations reposant sur des réactions* qui, techniquement, ne peuvent être arrêtées à volonté, lorsque les unes et les autres n'ont pu être terminées dans les délais réglementaires par suite de circonstances exceptionnelles.	Deux heures; exceptionnellement pour la grosse métallurgie, six heures la veille de tout jour de chômage.
6° *Travaux urgents* dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage, ou réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement.	Faculté illimitée pendant un jour au choix de l'industriel; les autres jours, deux heures au delà de la limite fixée par l'article 1er, paragraphe 1er, de la loi du 9 septembre 1848.

DÉSIGNATION DES TRAVAUX	LIMITE D'AUGMENTATION DE DURÉE du travail effectif journalier
7° *Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales*, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation.	Limite à fixer, dans chaque cas, de concert entre le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre qui ordonne les travaux.
8° Travail du personnel des *imprimeries typographiques, lithographiques et en taille-douce.*	Deux heures au delà de la limite fixée par l'article 1er, paragraphe 1er, de la loi du 9 septembre 1848. Maximum annuel : 100 heures.
9° Travail des ouvriers spécialement employés à la *mouture des grains* dans les moulins exclusivement actionnés par l'eau ou par le vent.	Deux heures au delà de la limite fixée par l'article 1er, paragraphe 1er, de la loi du 9 septembre 1848.

II. Les facultés d'augmentation de la durée du travail journalier accordées pour les enfants, les filles mineures et les femmes s'appliquent de plein droit aux ouvriers adultes employés dans les mêmes locaux.

Formalités à remplir pour obtenir la faculté d'augmenter la durée du travail effectif journalier

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés d'augmentation de la durée du travail prévue par la loi est tenu de faire connaître préalablement à l'inspecteur du travail :

La nature de la dérogation;

Le nombre d'ouvriers pour lesquels la durée du travail journalier sera augmentée;

Les heures de travail et de repos de ces ouvriers;

Les heures de travail et de repos de l'ensemble du personnel de l'établissement;

Les jours auxquels s'applique l'augmentation.

Copie de cet avis doit être affichée dans l'établissement.

Il n'y a pas de formule officielle d'avis à l'Inspecteur départemental du travail. Cet avis pourrait être libellé comme suit :

M . . . . (nom, profession, adresse)
a l'honneur d'informer M. l'Inspecteur départemental du travail à . . .
que, conformément aux dispositions de l'article 1er du décret du 28 mars 1902, il se propose de faire travailler (indiquer l'usine et le genre de travail) pendant (nombre) heures par jour, du . . . . au . . . les (nombre) ouvriers suivants : (les énumérer)

Ces ouvriers travaillent d'ordinaire de . . . heures à . . . heures, avec repos de . . . . . (ajouter : comme l'ensemble du personnel de l'établissement, ou bien : la journée de travail normal du personnel de l'établissement est de . . . . avec repos de . . . .

(Date et signature)

Si la demande d'augmentation est motivée par un des cas prévus aux paragraphes 5 et 6 du tableau ci-dessus, ajouter : l'augmentation est motivée par . . .

L'avis doit être envoyé par exprès ou par télégramme à l'Inspecteur du travail, lorsque l'augmentation demandée est motivée :

1° par le travail des ouvriers spécialement employés soit à des opérations de *grosse métallurgie* (fonte, forgeage, laminage des métaux en grosses pièces et opérations annexes), soit à d'autres opérations reposant sur des réactions qui, techniquement, ne peuvent être arrêtées à volonté, lorsque les unes et les autres n'ont pu être terminées dans les délais réglementaires par suite de circonstances exceptionnelles;

2° par des travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement.

Si la faculté réclamée ne lui paraît pas justifiée, l'inspecteur du travail en avisera l'industriel.

Pénalités

Tout industriel qui contreviendra aux prescriptions relatives aux heures de travail sera puni d'une amende correctionnelle de cinq francs à cent francs, même en ce qui concerne les adultes travaillant dans les mêmes locaux que des enfants ou des femmes.

Les contraventions donneront lieu à autant d'amendes qu'il y aura d'ouvriers indûment employés, sans que ces amendes réunies puissent s'élever au-dessus de mille francs.

S'il y a plusieurs patrons, l'amende est appliquée à chacun d'eux et se totalise.

Réduction et remise des amendes

L'article 463 du Code pénal, qui permet au juge de réduire la pénalité, si les circonstances lui paraissent atténuantes, peut être appliqué.

Le contrevenant peut enfin obtenir la remise gracieuse d'une partie ou de la totalité des amendes qui lui ont été infligées, en adressant une demande au ministre de la justice. La demande est quelquefois accueillie, mais seulement en ce qui concerne l'amende, les dépens restant toujours à la charge du contrevenant.

TRAVAIL DES ENFANTS, DES FILLES MINEURES ET DES FEMMES

Lois et réglements

Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels est actuellement régi en France et en Algérie par la loi du 2 novembre 1892, modifiée par la loi du 30 mars 1900. Plusieurs décrets ont été rendus pour l'exécution de cette loi : décret du 3 mai 1893, sur l'emploi des enfants dans les travaux souterrains; décret du 13 mai 1893, sur les travaux dangereux et insalubres, complété et modifié par les décrets de 21 juin 1897, 20 avril 1899 et 3 mai 1900; décret du 15 juillet 1893, sur les tolérances et exceptions établies par la loi, etc.

Cette législation protectrice est complétée par les lois du 22 février 1851, relative au contrat d'apprentissage; du 7 décembre 1874, relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes; du 29 décembre 1900, relative aux conditions du travail des femmes employées dans les magasins, boutiques et autres locaux qui en dépendent.

Durée du travail

Depuis le premier avril 1904, les ouvriers, ouvrières et apprentis jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de **dix heures** par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lequel tout travail sera interdit. (Loi du 30 mars 1900, modifiant la loi du 2 novembre 1892)

Dans chaque établissement, sauf les usines à feu continu et les mines, minières ou carrières, les repos auront lieu aux mêmes heures pour tout le personnel protégé.

Etablissements soumis aux obligations de la loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes

Usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, établissements d'enseignement professionnel ou de bienfaisance. — La loi s'applique aussi bien aux établissements publics qu'aux établissements privés, aux établissements religieux qu'aux établissements laïques.

L'atelier n'employant qu'un seul apprenti tombe sous le coup de la loi.

Exceptions

Atelier de famille. — Ne sont pas soumis à la loi les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

Toutefois si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, l'inspecteur du travail aura le droit de prescrire les mesures de sécurité et de salubrité indiquées ci-après sous le titre « Hygiène et sécurité des travailleurs ».

Age minimum des enfants

Aucun enfant ne peut être employé dans les établissements soumis à la loi du 2 novembre 1892 avant l'âge de treize ans. Toutefois les enfants munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882, sur l'enseignement primaire obligatoire, peuvent être employés à partir de l'âge de douze ans.

Examen médical des enfants

Ils doivent être munis d'un certificat d'aptitude physique délivré, à titre gratuit, par l'un des médecins chargés de la surveillance du premier âge ou l'un des médecins inspecteurs des écoles, ou tout autre médecin chargé d'un service public, désigné par le préfet. Cet examen sera contradictoire si les parents le réclament.

La liste nominative des médecins chargés de ces services est affichée dans chaque mairie.

Les inspecteurs du travail peuvent toujours requérir un examen médical de tous les enfants au-dessous de seize ans, déjà admis dans les établissements, à l'effet de constater si le travail dont ils sont chargés excède leurs forces. Cet examen est passé par l'un des médecins susvisés.

Sur l'avis conforme des médecins, l'inspecteur peut exiger le renvoi de l'enfant.

Modèle de certificat d'aptitude physique

Je soussigné . . . .
médecin . . . . (indiquer la qualité qui donne au médecin le droit de délivrer le certificat)
chargé de l'examen médical des enfants de *douze à treize ans* qui se destinent à l'industrie, déclare avoir procédé à la visite du jeune . . . né le . . . . .
domicilié à . . . .
et atteste que cet enfant peut être occupé sans inconvénient pour sa santé (indiquer le travail auquel l'enfant peut être occupé) dans l'industrie où il désire être employé.

En foi de quoi j'ai délivré le présent certificat.

Fait à . . . . . le . . . . .

Signature

TRAVAIL DE NUIT

C'est le travail qui s'effectue entre neuf heures du soir et cinq heures du matin.

Interdictions

Il est interdit en principe aux enfants, aux filles mineures et aux femmes.

Dérogations

Mais de nombreuses dérogations sont autorisées. Elles sont de deux sortes : les unes sont acquises de plein droit, les autres sont subordonnées à l'autorisation du service d'inspection.

Veillées

I. Les femmes et les filles de plus de dix-huit ans peuvent être employées jusqu'à onze heures du soir à certaines époques de l'année, et pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours par an, sans que, en aucun cas, la durée du travail effectif puisse dépasser douze heures par vingt-quatre heures, dans les industries suivantes :

Broderie et passementerie pour confections ;
Chapeaux (Fabrication et confection de) en toutes matières pour hommes et femmes ;
Confections, coutures et lingeries, pour femmes et enfants ;
Confections en fourrures ;
Pliage et encartonnage des rubans.

Travail de nuit permanent

II. Le travail de nuit est autorisé d'une façon permanente, à condition que le travail effectif ne puisse dépasser sept heures par vingt-quatre heures, pour les femmes employées dans les industries suivantes :
Amidon de maïs (Coulage et séchage de l')
Imprimés (Brochage des)
Journaux (Pliage des)
Mines (Allumage des lampes de)

Travail de nuit temporaire

III. Temporairement le travail de nuit est autorisé, à condition que le travail effectif ne puisse dépasser dix heures par vingt-quatre heures pour les femmes, filles et enfants employés dans les industries suivantes, qui concernent des fabrications d'une nature spéciale, dont la matière première doit être mise en manutention sans retard et sans interruption, sous peine d'être complètement perdue :

DÉSIGNATION DES TRAVAUX	DURÉE TOTALE DE LA DÉROGATION en jours
Beurreries non annexées à une ferme ou à un groupe de fermes réunies par un lien coopératif	60
Colles et gélatines	60
Confiserie	90
Conserves alimentaires de fruits et de légumes	90
Conserves de poissons	90
Délainage des peaux de mouton	60
Parfums des fleurs (Extraction des)	90
Pâtes alimentaires et fabriques de biscuits employant le beurre frais	30
Réparations urgentes de navires et de machines motrices (1)	120
Tonnellerie pour l'embarillage des produits de la pêche	90

(1) pour les enfants au dessus de seize ans seulement.

IV. Dans les *usines à feu continu* les femmes majeures et les enfants du sexe masculin peuvent être employés la nuit aux travaux indispensables ; leur travail doit être coupé par des intervalles de repos représentant un temps total de repos d'au moins deux heures. La durée du travail effectif ne peut dépasser dix heures dans les vingt-quatre heures.

Les travaux reconnus indispensables et tolérés pour ces deux catégories de travailleurs sont les suivants :

USINES A FEU CONTINU	TRAVAILLEURS	TRAVAUX TOLÉRÉS
Distilleries de betteraves	Enfants et femmes	Laver, peser, trier la betterave, manœuvrer les robinets à jus et à eau, aider aux batteries de diffusion et aux appareils distillatoires.
Fer et fonte émaillés. (Fabriques d'objets en)	Enfants	Manœuvrer à distance les portes des fours.
Huiles. (Usines pour l'extraction des)	*Idem*	Remplir les sacs, les secouer après pressage, porter les sacs vides et les claies.
Papeteries	Enfants et femmes	Aider les surveillants de machines, couper, trier, ranger, rouler et apprêter le papier.

USINES A FEU CONTINU	TRAVAILLEURS	TRAVAUX TOLÉRÉS
Sucres. (Fabriques et raffineries de)	Enfants et femmes	Laver, peser, trier la betterave, manœuvrer les robinets à jus et à eau, surveiller les filtres, aider aux batteries de diffusion, coudre des toiles, laver des appareils et des ateliers, travailler le sucre en tablettes.
Usines métallurgiques .	Enfants	Aider à la préparation des lits de fusion, aux travaux accessoires d'affinage, de laminage, de martelage et de tréfilage, de préparation des moules pour objets de fonte moulée, de rangement des paquets, des feuilles, des tubes et des fils.
Verreries	Enfants	Présenter les outils, faire les premiers cueillages, aider au soufflage et au moulage, porter dans les fours à recuire, en retirer les objets, le tout dans les conditions prévues à l'article 7 du décret du 13 mai 1893.
	Femmes	Trier et ranger les bouteilles.

V. En dehors de tous ces cas particuliers, l'interdiction du travail de nuit peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur du travail pour un délai déterminé, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure.

Observation importante

Les dérogations sont strictement limitées aux industries susvisées. C'est ainsi que la Cour de cassation (arrêt 22 février 1900) a estimé que, bien que le travail de nuit soit autorisé exceptionnellement pour le brochage des imprimés et le pliage des journaux, l'autorisation ne s'étend pas au travail des femmes compositrices de journaux, malgré l'analogie des situations.

Formalités

Les chefs des industries visées aux paragraphes I et III ci-dessus doivent prévenir l'inspecteur ou l'inspectrice du travail, chaque fois qu'ils veulent faire travailler la nuit.

Cet avis est donné avant le commencement du travail exceptionnel par carte postale, lettre sans enveloppe ou télégramme, de façon que le timbre de la poste fasse foi de la date du dit avis.

Copie de l'avis doit être immédiatement affichée dans un endroit apparent des ateliers et y rester apposée pendant toute la durée du travail exceptionnel.

Mines, minières et carrières

Les filles et les femmes ne peuvent être admises dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières.

Quant aux garçons, ils peuvent y être admis sous certaines conditions; ils peuvent être employés au triage et au chargement du minerai, à la manœuvre et au roulage des wagonnets, à la garde et à la manœuvre des portes d'aérage, à la manœuvre des ventilateurs à bras et autres travaux accessoires n'excédant pas leurs forces. La manœuvre des ventilateurs à bras ne doit pas les occuper plus d'une demi-journée de travail, coupée d'une demi-heure de repos.

En dehors de ces exceptions, tout travail est interdit dans les galeries souterraines aux enfants.

Théâtres, cirques etc.

Les enfants des deux sexes, âgés de moins de treize ans, ne peuvent être employés comme acteurs, figurants, etc., aux représentations publiques données dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires.

Des autorisations peuvent être exceptionnellement accordées par le ministre de l'instruction publique.

Les enfants de moins de seize ans ne peuvent être employés chez des saltimbanques, directeurs de cirque, etc. Des poursuites seraient exercées contre ceux qui les auraient livrés à des personnes exerçant ces professions.

Repos hebdomadaire

Les enfants âgés de moins de dix-huit ans et les femmes de tout âge ne peuvent être employés dans les établissements industriels plus de six jours par semaine, ni les jours de fêtes reconnues par la loi, même pour rangement d'atelier.

Jour fériés

Ces jours sont : 1 janvier, lundi de Pâques, jeudi de l'Ascension, lundi de Pentecôte, 14 juillet (Fête Nationale), 15 août (Assomption), 1 novembre (Toussaint), 25 décembre (Noël).

Lorsqu'un jour férié précède ou suit le jour de repos hebdomadaire, rien n'empêche le chef d'entreprise de le modifier, à la condition expresse d'afficher sa décision à l'avance et d'en aviser le service d'inspection.

Une affiche apposée dans les ateliers doit indiquer d'ailleurs le jour adopté pour le repos hebdomadaire. Un duplicata de cette affiche est envoyé à l'inspecteur, un autre est déposé à la mairie.

Dans les usines à feu continu, les enfants du sexe masculin et les femmes majeures peuvent être employés la nuit tous les jours de la semaine, y compris les fêtes légales, sous la condition qu'ils auront au moins un jour de repos par semaine.

Le durée du repos hebdomadaire est toujours de 24 heures consécutives.

Exceptions

L'obligation de repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail peuvent être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire du travail dans les industries suivantes :

Ameublement, tapisserie, passementerie pour meubles;
Appareils orthopédiques;
Bâtiment (travaux extérieurs dans les chantiers de l'industrie du);

Beurreries non annexées à une ferme ou à un groupe de fermes réunies par un lien coopératif;
Bijouterie et joaillerie;
Biscuits employant le beurre frais (fabrique de);
Blanchisseries de linge fin;
Boites de conserves (fabrique de et imprimeries sur métaux pour);
Bonneterie fine;
Briqueteries en plein air;
Brochage des imprimés;
Broderie et passementerie pour confections;
Cartons (fabriques de) pour jouets, bonbons, cartes de visite, rubans;
Chapeaux (fabrication et confection de) en toutes matières pour hommes et femmes;
Chaussures;
Colles et gélatines;
Coloriage au patron ou à la main;
Confections, coutures et lingeries pour femmes et enfants;
Confections pour hommes;
Confections en fourrures;
Conserves de fruits et confiserie, conserves de légumes et de poissons;
Corderies en plein air;
Corsets (confection de);
Couronnes funéraires (fabrique de);
Délainage des peaux de moutons;
Dorure pour ameublement;
Dorure pour encadrements;
Etablissements industriels dans lesquels sont exécutés des travaux sur l'ordre du gouvernement et dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales, après avis des ministres intéressés constatant expressément la nécessité de la dérogation;
Filature, retordage de fils crêpés, bouclés et à boutons, de fils moulinés et multicolores;
Fleurs (extraction des parfums des);
Fleurs et plumes;
Gaînerie;
Impression de la laine peignée, blanchissage, teinture et impression des fils de laine, de coton et de soie, destinés au tissage des étoffes de nouveauté;
Imprimeries typographiques;
Imprimeries lithographiques;
Imprimeries en taille-douce;
Jouets, bimbeloterie, petite tabletterie et articles de Paris (fabrique de);
Orfèvrerie (polissage, dorure, gravure, ciselage, guillochage et planage en);
Papier (transformation du), fabrication des enveloppes, du cartonnage, des cahiers d'école, des registres, des papiers de fantaisie;
Papiers de tenture;
Parfumerie;
Porcelaine (Ateliers de décor sur);
Reliure;
Réparations urgentes de navires et de machines motrices;
Soie (Dévidage de la) pour étoffes de nouveauté;
Teinture, apprêt, blanchiment, impression, gaufrage et moirage des étoffes;

Tissage des étoffes de nouveauté destinées à l'habillement;
Tissus, dentelles et laizes de soie;
Voiles des navires armés pour la grande pêche (Confection et réparation des).

Ces industries peuvent obtenir *une* heure supplémentaire de travail par jour, sans dépasser 9 heures du soir et jusqu'à concurrence de soixante par an. Elles peuvent également obtenir la suppression du repos hebdomadaire quinze fois dans l'année. L'année s'entend du premier Janvier au 31 Décembre.

Les deux dérogations ne peuvent être accordées simultanément.

A Paris, les industries de la mode, notamment couturières, modistes, etc., sont obligées de recourir fréquemment à ces autorisations exceptionnelles.

Formalités

Ces formalités sont les mêmes que pour obtenir les dérogations aux prescriptions concernant le travail de nuit. Mais le patron doit se garder, sous peine de contravention, de commencer les dérogations avant d'avoir reçu l'autorisation sollicitée de l'Inspecteur divisionnaire du travail. Cette autorisation doit être affichée.

Les dérogations ne s'étendent pas aux jours de fêtes légales.

Travail par relais et par équipe

Le travail par relais est interdit pour les travailleurs protégés, sauf dans les usines à feu continu et les établissements déterminés par un règlement d'administration publique.

Le travail par relais consiste à remplacer pendant un certain temps les travailleurs réguliers par des ouvriers supplémentaires.

L'emploi des équipes est autorisé; mais il faut que le travail de chaque équipe soit continu, sauf l'interruption pour le repos.

Etablissements de bienfaisance

On doit placer, d'une manière permanente, dans toutes les salles de travail des ouvroirs, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance dépendant des établissements religieux ou laïques, un tableau indiquant en caractères facilement lisibles, les conditions du travail des enfants telles qu'elles résultent de la loi et déterminant l'emploi de la journée, c'est-à-dire les heures de travail manuel, de repos, de l'étude et des repas.

Ce tableau doit être visé par l'inspecteur et revêtu de sa signature.

Un état nominatif complet des enfants élevés dans ces établissements indiquant leurs noms et prénoms, la date et le lieu de leur naissance, et certifié conforme par les directeurs de ces établissements, doit être remis tous les trois mois à l'inspecteur. Il doit faire mention de toutes les mutations survenues depuis la production du dernier état.

Ces dispositions spéciales ne dispensent pas les établissements de bienfaisance des obligations imposées aux chefs d'entreprises : livrets, registres, etc.

Livrets et Registres

Les maires sont tenus de délivrer *gratuitement* aux père, mère, tuteur ou patron, un livret sur lequel sont portés les nom et prénoms des enfants des deux sexes âgés de moins de dix-huit ans, la date, le lieu de leur naissance (non exigé des pupilles de l'assistance publique) et leur domicile, et si l'enfant a

moins de treize ans, la mention qu'il est muni du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882.

Le maire compétent est le maire du domicile de l'enfant.

Le premier soin du patron, lorsqu'il engage un enfant, est de réclamer le livret; il y inscrit la date de l'entrée dans l'atelier et celle de la sortie. A ce moment il doit rendre le livret au jeune ouvrier.

Le patron doit reporter immédiatement sur un registre toutes les mentions du livret. Ce registre doit être présenté à toute réquisition de l'Inspection du travail, de même que le livret.

PÉNALITÉS

Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés dans la loi du 2 novembre 1892, qui auront contrevenu aux prescriptions de la dite loi et des réglements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal de *simple police* et passibles d'une amende de 5 à 15 fr.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes employées dans des conditions contraires à la présente loi.

Toutefois la peine ne sera pas applicable, si l'infraction à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés pour une autre personne.

Les chefs d'industrie sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants.

Récidive

En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le *tribunal correctionnel* et puni d'une amende de 16 à 100 francs.

Il y a récidive lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condammation pour une contravention identique.

En cas de pluralité de contraventions entraînant les peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions.

Les tribunaux correctionnels pourront appliquer les dispositions de l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes, sans qu'en aucun cas l'amende, pour chaque contravention, puisse être inférieure à 5 francs.

L'affichage du jugement peut, suivant les circonstances et en cas de récidive seulement, être ordonné par le tribunal de police correctionnelle.

Le tribunal peut également ordonner, dans le même cas, l'insertion du jugement aux frais du contrevenant dans un ou plusieurs journaux du département.

Obstacle à la mission de l'inspecteur

Est puni d'une amende de 100 à 500 francs quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur.

En cas de récidive, l'amende sera portée de 500 à 1000 francs.

L'article 463 du Code pénal est applicable à ces condamnations.

Responsabilité civile des patrons

Les chefs d'établissement sont civilement responsables des condamnations prononcées contre les directeurs ou gérants. A défaut d'agents intermédiaires

la responsabilité pénale des contraventions se confond avec la responsabilité civile sur la tête du chef d'industrie.

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

Lois et Réglements

Les dispositions des articles 12 à 16 de la loi du 2 novembre 1892 relatives à l'hygiène et à la sécurité, continuent à pouvoir être invoquées en faveur des femmes et des enfants, malgré la loi postérieure du 12 juin 1893, sur l'hygiène et la sécurité des ateliers. La réglementation prévue par ces lois est complétée et précisée par plusieurs décrets : les uns déterminent les mesures applicables à tous les établissements assujettis (décret du 10 mars 1894, complété par les décrets de 14 juillet 1901 et 6 août 1902), les autres prescrivent des mesures particulières à certaines industries (29 juin 1895, fabriques de vert de Schweinfurt ; 18 juillet 1902, emploi du blanc de céruse dans l'industrie de la peinture en bâtiment; 21 novembre 1902, interdiction de l'opération dite du pompage dans l'industrie de la poterie d'étain).

Enfin la loi du 11 juillet 1903 a modifié la loi du 12 juin 1893 et étendu son application aux établissements commerciaux. Un premier décret est intervenu le 28 juillet 1904 pour régler les questions relatives au couchage du Personnel ; puis un décret du 29 novembre 1904, rendu en exécution de la dite loi, après avis du Comité Consultatif d'hygiène publique de France et du Comité des arts et manufactures a abrogé les décrets des 10 mars 1894, 14 juillet 1901 et 6 août 1902. Il détermine les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération, la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisance, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, etc.

Etablissements soumis aux lois d'hygiène et de sécurité

Manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers, laboratoires, cuisines, caves et chais, magasins, boutiques, bureaux, entreprises de chargement et de déchargement et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Exceptions

Sont seuls exceptés les ateliers de famille.

Néanmoins si le travail s'y fait à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteur mécanique, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, l'inspecteur du travail aura le droit de prescrire les mesures de sécurité et de salubrité à prendre conformément à la loi.

Les lois et réglements concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs ne sont pas applicables aux exploitations agricoles, même au travail des machines à battre et des faucheuses. Les exploitations forestières en sont également exclues.

Travaux interdits aux femmes, filles et enfants. — Travaux contraires aux bonnes mœurs

Il est interdit d'employer des enfants, des filles mineures ou des femmes à la confection d'écrits, d'imprimés, affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes,

images ou autres objets dont la vente, l'offre, l'exposition, l'affichage ou la distribution sont réprimés par les lois pénales comme contraires aux bonnes mœurs.

Il est également interdit d'occuper des enfants au-dessous de 16 ans et des filles mineures dans les ateliers où se confectionnent les objets ci-dessus énumérés qui, sans tomber sous l'action des lois pénales, sont cependant de nature à blesser leur moralité.

Travaux pénibles ou dangereux

A. *Les garçons et les filles de moins de 16 ans* ne peuvent être employés :

a) à actionner, au moyen de pédales, les métiers dits « à la main »;
b) à travailler aux scies circulaires ou aux scies à ruban;
c) au travail des cisailles et autres lames tranchantes mécaniques;
d) au service des robinets à vapeur;
e) en qualité de doubleurs, dans les ateliers où s'opèrent le laminage et l'étirage de la verge de tréfilerie, lorsque le travail des doubleurs n'est pas garanti par des appareils protecteurs;
f) à des travaux exécutés à l'aide d'échafaudages volants pour la réfection ou le nettoyage des maisons;
g) dans les verreries, à cueillir un poids de verre supérieur à un kilogramme;
h) dans les fabriques de bouteilles et de verre à vitre, au soufflage par la bouche.

Exception

Les enfants de moins de seize ans peuvent être employés à tourner des roues verticales pendant une demi-journée de travail, divisée par un repos d'une demi-heure au moins.

B) *Les filles de moins de seize ans* ne peuvent être employées au travail des machines à coudre mues par des pédales.

C) *Les enfants au-dessous de treize ans* ne peuvent, dans les verreries, être employés à cueillir et à souffler le verre.

D) *Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes* ne peuvent être employés :

au graissage, nettoyage, visite ou réparation des machines, ou mécanisme en marche,

ni aux travaux ci-après :

TRAVAUX	RAISONS DE L'INTERDICTION
Acide arsénique (Fabrication de l') au moyen de l'acide arsénieux et de l'acide azotique . . .	Danger d'empoisonnement.
Acide fluorhydrique (Fabrication de l')	Vapeurs délétères.
Acide nitrique (Fabrication de l')	*Idem.*
Acide oxalique (Fabrication de l')	Danger d'empoisonnement. Vapeurs délétères.
Acide picrique (Fabrication de l')	Vapeurs délétères.
Acide salicylique (Fabrication de l') au moyen de l'acide phénique	Émanations nuisibles.
Acide urique. (Voir Murexide.)	
Affinage des métaux au fourneau. (Voir Grillage des minerais)	
Aniline. (Voir Nitrobenzine.)	

TRAVAUX	RAISONS DE L'INTERDICTION
Arséniate de potasse (Fabric. de l') au moyen du salpêtre	Danger d'empoisonnement. Vapeurs délétères.
Benzine (Dérivés de la). [Voir Nitrobenzine.]	
Blanc de plomb. (Voir Céruse.)	
Bleu de Prusse (Fabrication du). [Voir Cyanure de potassium.]	
Cendres d'orfèvre (Traitement des) par le plomb	Maladies spéciales dues aux émanations nuisibles
Céruse ou blanc de plomb (Fabrication de la)	*Idem.*
Chairs, débris et issues (Dépôts de) provenant de l'abatage des animaux	Éman. nuisibles, danger d'infection.
Chlore (Fabrication du)	Émanations nuisibles.
Chlorure de chaux (Fabrication du)	*Idem.*
Chlorures alcalins, eau de Javelle (Fabrication des)	*Idem.*
Chlorure de plomb (Fonderie de)	Émanations nuisibles.
Chlorures de soufre (Fabrication des)	*Idem*
Chromate de potasse (Fabrication du)	Maladies spéciales dues aux émanations.
Cristaux (Polissage à sec des)	Poussières dangereuses.
Cyanure de potassium et bleu de Prusse (Fabrication de)	Danger d'empoisonnement.
Cyanure rouge de potassium ou prussiate rouge de potasse	*Idem.*
Débris d'animaux (Dépôts de). [Voir Chairs, etc.]	
Dentelles (Blanchissage à la céruse des)	Poussières dangereuses.
Eau de Javelle (Fabric. d'). [Voir Chlorures alcalins.]	
Eau-forte. (Voir acide nitrique.)	
Effilochage et déchiquetage des chiffons	Poussières nuisibles.
Émaux (Grattage des) dans les fabriques de verre mousseline	*Idem.*
Engrais (Dépôts et fabrique d') au moyen de matières animales	Émanations nuisibles.
Équarrissage des animaux (Ateliers d')	Nature du travail. Émanations nuisibles
Etamage des glaces par le mercure (Ateliers d')	Maladies spéciales dues aux émanations.
Fonte et laminage du plomb	*Idem.*
Fulminate de mercure (Fabrication du)	Émanations nuisibles.
Glaces (Étamage des). [Voir étamage]	
Grillage des minerais sulfureux (sauf le cas prévu au tableau C)	*Idem.*
Huiles et autres corps gras extraits des débris de matières animales	*Idem.*
Litharge (Fabrication de la)	Maladies spéciales dues aux émanations.
Massicot (Fabrication du)	*Idem.*
Matières colorantes (Fabrication des) au moyen de l'aniline et de la nitrobenzine	Émanations nuisibles.
Métaux (Aiguisage et polissage des)	Poussières dangereuses.
Meulières et meules (Extraction et fabrication des)	*Idem.*
Minium (Fabrication du)	Maladies spéciales dues aux émanations.
Murexide (Fabrication de la) en vases clos par la réaction de l'acide azotique et de l'acide urique du guano	Vapeurs délétères.
Nitrate de méthyle (Fabrique de)	*Idem.*

TRAVAUX	RAISONS DE L'INTERDICTION
Nitrobenzine, aniline et matières dérivant de la benzine (Fabrication de)	Vapeurs nuisibles.
Peaux de lièvre et de lapin. (Voir Secrétage.)	
Phosphore (Fabrication du)	Maladies spéciales dues aux émanations.
Plomb (Fonte et laminage du). [Voir Fonte]	
Poils de lièvre et de lapin. (Voir Secrétage.)	
Prussiate de potasse. (Voir Cyanure de potassium)	
Rouge de Prusse et d'Angleterre	Vapeurs délétères.
Secrétage des peaux ou poils de lièvre ou de lapin	Poussières nuisibles ou vénéneuses.
Sulfate de mercure (Fabrication du)	Maladies spéciales dues aux émanations.
Sulfure d'arsenic (Fabrication du)	Danger d'empoisonnement.
Sulfure de sodium (Fabrication du)	Gaz délétère.
Traitement des minerais de plomb, zinc et cuivre, pour l'obtention des métaux bruts	Émanations nuisibles.
Verre (Polissage à sec du)	Poussières dangereuses.

E) *Les enfants de moins de 18 ans* ne peuvent être employés dans les ateliers où se trouvent :

des machines actionnées à la main ou par un moteur mécanique dont les parties ne sont point couvertes de couvre-engrenages, garde-mains et autres organes protecteurs.

Ils ne peuvent faire tourner des appareils en sautillant sur une pédale, ni faire tourner des roues horizontales.

Enfin les travaux ci-après leur sont interdits :

TRAVAUX	RAISONS DE L'INTERDICTION
Amorces fulminantes (Fabrication des)	Nécessité d'un travail prudent et attentif.
Amorces fulminantes pour pistolets d'enfants (Fabrication d')	*Idem.*
Artifices (Fabrication de pièces d')	*Idem.*
Cartouches de guerre (Fabriques et dépôts de) .	*Idem.*
Celluloïd et produits nitrés analogues (Fabric. de)	*Idem.*
Chiens (Infirmerie de)	Danger de morsures.
Chrysalides (Extraction des parties soyeuses des)	Émanations nuisibles.
Dynamite (Fabriques et dépôts de)	Nécessité d'un travail prudent et attentif.
Etoupilles (Fabrication d') avec matières explosives	*Idem.*
Poudre de mine comprimée (Fabr. de cartouches de)	*Idem.*

Dans les verreries où le soufflage se fait à la bouche, un embout personnel sera mis à la disposition de chaque enfant.

F) Établissements dans lesquels l'emploi des *enfants au-dessous de 18 ans des filles mineures et des femmes* est autorisé sous certaines conditions.

ÉTABLISSEMENTS	CONDITIONS	MOTIFS
Abattoirs publics et annexes	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés dans les abattoirs et annexes . . .	Dangers d'accidents et de blessures.
Albâtre (Sciage et polissage à sec de l')	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés lorsque les poussières se dégageront librement dans les ateliers	Poussières nuisibles.
Acide chlorhydrique (Production de l') par la décomposition des chlorures de magnésium, d'aluminium et autres . . .	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent des vapeurs et où l'on manipule les acides	Dangers d'accidents.
Acide muriatique. (Voir Acide chlorhydrique).		
Acide sulfurique (Fabrication de l').	*Idem*	Dangers d'accidents.
Affinage de l'or et de l'argent par les acides . .	*Idem*	*Idem.*
Allumettes chimiques (Dépôts d')	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés dans les magasins	Danger d'incendie.
Allumettes chimiques (Fabrication des)	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés à la fusion des pâtes et au trempage .	Maladies spéciales dues aux émanations.
Argenture sur métaux. (Voir Dorure et argenture.)		
Battage, cardage et épuration des laines, crins et plumes	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent des poussières	Poussières nuisibles.
Battage des tapis en grand	*Idem*	*Idem.*
Battoir à écorces dans les villes	*Idem*	*Idem.*
Benzine (Fabrication et dépôt de). [Voir Huile de pétrole, de schiste, etc.]		

ÉTABLISSEMENTS	CONDITIONS	MOTIFS
Blanc de zinc (Fabrication de) par la combustion du métal	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers de combustion et de condensation . . .	Vapeurs nuisibles.
Blanchiment (Toile, paille, papier)	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent le chlore et l'acide sulfureux	*Idem.*
Boites de conserves (Soudure des)	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés à la soudure des boîtes	Gaz délétères.
Boulonniers et autres emboutisseurs de métaux par moyens mécaniques	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent des poussières	Poussières nuisibles.
Boyauderies	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés au soufflage	Danger d'affections pulmonaires.
Caoutchouc (Application des enduits du) . . .	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent les vapeurs de sulfure de carbone et de benzine	Vapeurs nuisibles.
Caoutchouc (Travail du) avec emploi d'huiles essentielles ou du sulfure de carbone . . .	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent les vapeurs de sulfure de carbone . . .	*Idem.*
Cardage des laines, etc. (Voir Battage.)		
Chanvre (Teillage du) en grand. (Voir Teillage.)		
Chanvre imperméable. (Voir Feutre goudronné.)		

ÉTABLISSEMENTS	CONDITIONS	MOTIFS
Chapeaux de feutre (Fabrication de)	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés lorsque les poussières se dégageront librement dans les ateliers	Poussières nuisibles.
Chapeaux de soie ou autres préparés au moyen d'un vernis (Fabrication de) .	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où l'on fabrique et applique le vernis . . .	Vapeurs nuisibles.
Chaux (Fours à)	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent les poussières	Poussières nuisibles.
Chiffons (Dépôts de) . .	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés au triage et à la manipulation des chiffons	*Idem.*
Chiffons (Traitement des) par la vapeur de l'acide chlorhydrique	Les enfants au-dessous de 18 ans, filles mineures et femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent les acides	Vapeurs nuisibles.
Chromolithographies . .	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés au bronzage à la machine	Poussières nuisibles.
Ciment (Fours à) . . .	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent des poussières	*Idem.*
Collodion (Fabrication du)	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas occupés dans les ateliers où l'on manipule les matières premières et les dissolvants	Danger d'incendie.
Cotons et cotons gras (Blanchisserie des déchets de)	Les enfants au-dessous de 18 ans, filles mineures et femmes ne seront pas employés dans les ateliers où l'on manipule le sulfure de carbone . . .	Vapeurs nuisibles.
Cordes d'instruments en boyaux. (Voir Boyauderies.)		

ÉTABLISSEMENTS	CONDITIONS	MOTIFS
Corne, os et nacre (Travail à sec des)	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés lorsque les poussières se dégageront librement dans les ateliers .	Poussières nuisibles.
Crins (Teinture des). [Voir Teintureries.]		
Crins et soies de porc. (Voir Soies de porc)		
Cuir verni (Fabrication de). [Voir Feutre et visières vernies.]		
Cuivre (Trituration des composés du)	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où les poussières se dégagent librement	*Idem.*
Cuivre (Dérochage du) par les acides)	Les enfants au-dessous de 18 ans, filles mineures et femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent les vapeurs acides	Vapeurs nuisibles.
Déchets de laine (Dégraissage des). [Voir Peaux, étoffes, etc.]		
Déchets de soie (Cardage des)	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où les poussières se dégagent librement	Poussières nuisibles.
Dorure et argenture . .	Les enfants au-dessous de 18 ans, filles mineures et femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se produisent des vapeurs acides ou mercurielles	Émanations nuisibles.
Eaux grasses (Extraction pour la fabrication des savons et autres usages des huiles contenues dans les)	Les enfants au-dessous de 18 ans, filles mineures et femmes ne seront pas employés dans les ateliers où l'on emploie le sulfure de carbone	*Idem.*
Ecorces (Battoir à). [Voir Battoir.]		

ÉTABLISSEMENTS	CONDITIONS	MOTIFS
Email (Application de l') sur les métaux	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où l'on broie et blute les matières . .	Émanations nuisibles.
Émaux (Fabrication d') avec fours non fumivores	*Idem*	*Idem.*
Épaillage des laines et draps par la voie humide	Les enfants au-dessous de 18 ans, filles mineures et femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent des vapeurs acides	*Idem.*
Étoupes (Transformation en) des cordages hors de service, goudronnés ou non	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés lorsque les poussières se dégagent librement dans les ateliers .	Poussières nuisibles.
Faïence (Fabrique de) . .	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où l'on pratique le broyage, le blutage . .	*Idem.*
Fer (Dérochage du) . . .	Les enfants au-dessous de 18 ans, filles mineures et femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent des vapeurs et où l'on manipule des acides . . .	Vapeurs nuisibles.
Fer (Galvanisation du) .	*Idem*	*Idem.*
Feuilles d'étain	Les enfants au dessous de 16 ans ne seront pas employés au bronzage à la main des feuilles . . .	Poussières nuisibles.
Feutre goudronné (Fabrication du)	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés lorsque les poussières se dégagent librement dans les ateliers .	*Idem.*
Feutre et visières vernies (Fabrication de) . . .	Les enfants au-dessous de 8 ans ne seront pas employés à la préparation et à l'emploi des vernis	Danger d'incendie et vapeurs nuisibles.
Filature de lin.	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés lorsque l'écoulement des eaux ne sera pas assuré . .	Humidité nuisible.

ÉTABLISSEMENTS	CONDITIONS	MOTIFS
Fonderies en 2e fusion de fer, de zinc et de cuivre	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés à la coulée du métal	Danger de brûlures.
Fourneaux (Hauts) . . .	*Idem*.	*Idem.*
Fours à plâtre et fours à chaux. (Voir Plâtre, Chaux.)		
Grès (Extraction et piquage des)	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés lorsque les poussières se dégageront librement dans les ateliers .	Poussières nuisibles.
Grillage des minerais sulfureux quand les gaz sont condensés et que le minerai ne renferme pas d'arsenic	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où l'on produit le grillage.	Émanations nuisibles.
Grillage et gazage des tissus	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés lorsque les produits de combustion se dégageront librement dans les ateliers . . .	*Idem.*
Hauts-fourneaux. (Voir Fonderies.)		
Huiles de pétrole, de schiste et de goudron, essences et autres hydrocarbures employés pour l'éclairage, le chauffage, la fabrication des couleurs et vernis, le dégraissage des étoffes et autres usages (Fabrication, distillation, travail en grand d')	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés dans les ateliers de distillation et dans les magasins.	Danger d'incendie.
Huiles essentielles ou essences de térébenthine, d'aspic et autres. (Voir Huiles de pétrole, de schiste, etc.)		
Huiles extraites des schistes bitumineux. (Voir Huiles de pétrole, de schiste, etc.)		
Huiles extraites des schistes bitumineux. (Voir Huiles de pétrole, de schiste, etc.)		

ÉTABLISSEMENTS	CONDITIONS	MOTIFS
Jute (Teillage du). [Voir Teillage.]		
Liège (Usines pour la trituration du).	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où les poussières se dégagent librement . . .	Poussières nuisibles.
Lin (Teillage en grand du). [Voir Teillage.]		
Liquides pour l'éclairage (Dépôts de) au moyen de l'alcool et des huiles essentielles	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés dans les magasins	Danger d'incendie.
Marbres (Sciage ou polissage à sec des). . . .	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés lorsque les poussières se dégageront librement dans les ateliers .	Poussières nuisibles.
Matières minérales (Broyage à sec des)	*Idem*.	*Idem*.
Mégisseries	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés à l'épilage des peaux.	Danger d'empoisonnement.
Ménageries	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés quand la ménagerie renferme des bêtes féroces ou venimeuses .	Danger d'accidents.
Moulins à broyer le plâtre, la chaux, les cailloux et les pouzzolanes. . . .	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés quand les poussières se dégageront librement des ateliers . . .	Poussières nuisibles.
Nitrates métalliques obtenus par l'action directe des acides (Fabrication des)	Les enfants au-dessous de 18 ans, filles mineures et femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent les vapeurs et où se manipulent les acides	Vapeurs nuisibles.
Noir minéral (Fabrication du) par le broyage des résidus de la distillation des schistes bitumineux	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés lorsque les poussières se dégageront librement dans les ateliers .	Poussières nuisibles.

ÉTABLISSEMENTS	CONDITIONS	MOTIFS
Olives (Tourteaux d'). [Voir Tourteaux.]		
Ouates (Fabrication des) .	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés lorsque les poussières se dégageront librement dans les ateliers	Poussières nuisibles.
Papier (Fabrication du) .	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés au triage et à la préparation des chiffons	*Idem.*
Papiers peints. (Voir Toiles peintes.)		
Peaux, étoffes et déchets de laine (Dégraissage des) par les huiles de pétrole et autres hydrocarbures	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où l'on traite par les dissolvants, où l'on trie, coupe et manipule les déchets	Danger d'incendie; poussières nuisibles.
Peaux (Lustrage et apprêtage des)	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés lorsque les poussières se dégageront librement dans les ateliers	Poussières nuisibles.
Peaux de lapin ou de lièvre (Ejarrage et coupage des poils de)	*Idem*	*Idem.*
Pétrole. (Voir Huiles de pétrole, etc.)		
Pierre (Sciage et polissage de la)	*Idem*	*Idem.*
Pileries mécaniques de drogues	*Idem*	*Idem.*
Pipes à fumer (Fabrication des)	*Idem*	*Idem.*
Plâtres (Fours à)	*Idem*	*Idem.*
Poêliers, fournalistes, poêles et fourneaux en faïence et terre cuite. (Voir Faïence.)		
Porcelaine (Fabrication de la)	*Idem*	*Idem.*
Poteries de terre (Fabrication de) avec fours non fumivores	*Idem*	*Idem.*
Pouzzolane artificielle (Fours à)	*Idem*	*Idem.*

ÉTABLISSEMENTS	CONDITIONS	MOTIFS
Réfrigération (Appareils de) par l'acide sulfureux	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent les vapeurs acides . .	Émanations nuisibles.
Sel de soude (Fabrication du) avec le sulfate de soude	*Idem*	*Idem.*
Sinapismes (Fabrication des) à l'aide des hydrocarbures	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se manipulent les dissolvants. . . .	Vapeur nuisibles; danger d'incendie.
Soies de porc (Préparation des)	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés lorsque les poussières se dégageront librement dans les ateliers	Poussières nuisibles.
Soude. (Voir Sulfate de soude.)		
Soufre (Pulvéris. et blutage du)	*Idem*	*Idem.*
Sulfate de peroxyde de fer (Fabrication du) par le sulfate de protoxyde de fer et l'acide nitrique (nitro-sulfate de fer) . .	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent les vapeurs acides . .	Vapeurs nuisibles.
Sulfate de protoxyde de fer ou couperose verte par l'action de l'acide sulfurique sur la ferraille .	*Idem*	*Idem.*
Sulfate de soude (Fabrication du) par la décomposition du sel marin par l'acide sulfur . . .	*Idem*	*Idem.*
Sulfure de carbone (Fabrication du).	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent des vapeurs nuisibles . . .	Vapeurs délétères; danger d'incendie.
Sulfure de carbone (Manufactures dans lesquelles on emploie en grand le)	*Idem*	*Idem.*

ÉTABLISSEMENTS	CONDITIONS	MOTIFS
Sulfure de carbone (Dépôts de)	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent des vapeurs nuisibles . . .	Vapeurs délétères; danger d'incendie.
Superphosphate de chaux et de potasse (Fabrication du)	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent des vapeurs acides et des poussières	Émanations nuisibles.
Tabacs (Manufactures de)	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés dans les ateliers où l'on démolit les masses	*Idem* . . . . .
Taffetas et toiles vernis ou cirés (Fabrication de) .	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés dans les ateliers où l'on prépare et applique les vernis . . .	Danger d'incendie.
Tan (Moulins à)	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés quand les poussières se dégagent librement dans les ateliers .	Poussières nuisibles.
Tanneries	*Idem*	*Idem.*
Tapis (Battage en grand des). [Voir Battage.]		
Teillage du lin, du chanvre et du jute en grand . .	*Idem*	*Idem.*
Teintureries	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où l'on emploie des matières toxiques .	Danger d'empoisonnement.
Térébenthine (Distillation et travail en grand de la). [Voir Huiles de pétrole, de schiste, etc.]		
Toiles cirées. (Voir Taffetas et toiles vernis.)		
Toiles peintes (Fabrique de)	*Idem*	*Idem.*
Toiles vernies (Fabrique de). [Voir Taffetas et toiles vernies.]		
Tourteaux d'olives (Traitement des) par le sulfure de carbone	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où l'on manipule le sulfure de carbone .	Émanations nuisibles.

ÉTABLISSEMENTS	CONDITIONS	MOTIFS
Tôles et métaux vernis .	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où l'on emploie des matières toxiques .	Danger d'empoisonnement.
Vernis à l'esprit de vin (Fabrique de)	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés dans les ateliers où l'on prépare et manipule les vernis	Danger d'incendie.
Vernis (Ateliers où l'on applique le) sur les cuirs, feutres, taffetas, toiles, chapeaux. (Voir ces mots)		
Verreries, cristalleries et manufactures de glaces	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où les poussières se dégagent librement et où il est fait usage de matières toxiques . . .	Poussières nuisibles.
Vessies nettoyées et débarrassées de toute substance membraneuse (Atelier pour le gonflement et le séchage des)	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés au travail du soufflage	Danger d'affections pulmonaires.
Visières vernies (Fabrique de). [Voir Feutres et visières]		

FARDEAUX

Les jeunes ouvriers ou ouvrières au-dessous de 18 ans employés dans l'industrie ne peuvent porter tant à l'intérieur *qu'à l'extérieur* des manufactures, usines, ateliers et chantiers, des fardeaux d'un poids supérieur aux suivants :

10 kilogr. — Garçons au-dessous de 14 ans.
15 kilogr. — Garçons de 14 à 18 ans.
5 kilogr. — Ouvrières au-dessous de 16 ans.
10 kilogr. — Ouvrières de 16 à 18 ans.

La limite supérieure de la charge qui peut être traînée ou poussés par les jeunes ouvriers et ouvrières au-dessous de dix-huit ans, tant à l'intérieur des établissements industriels que sur la voie publique, est fixée ainsi qu'il suit, *véhicule compris* :

1° Wagonnets circulant sur la voie ferrée :
300 kilogr. — Garçons au-dessous de 14 ans.

500 kilogr. — Garçons de 14 à 18 ans.
150 kilogr. — Ouvrières au-dessous de 16 ans.
300 kilogr. — Ouvrières de 16 à 18 ans.

2° Brouettes :
40 kilogr. — Garçon de 14 à 18 ans.

3° Voitures à trois ou quatre roues, dites « placières, pousseuses, pousse-à-« main » :
35 kilogr. — Garçons au-dessous de 14 ans.
60 kilogr. — Garçons de 14 à 18 ans.
35 kilogr. — Ouvrières au-dessous de 16 ans.
50 kilogr. — Ouvrières de 16 à 18 ans.

4° Charrettes à bras, dites « haquets, brancards, charretons, voitures à « bras », etc. :
130 kilogr. — Garçons de 14 à 18 ans.

5° Tricycles porteurs :
75 kilogr. — Garçons de 16 à 18 ans.

Etablissements commerciaux

Si surprenant que cela puisse paraître, aucune protection ne couvre actuellement l'enfant employé dans les établissements commerciaux, où cependant le portage de paquets plus ou moins lourds est fréquent. Mais il convient de dire que, sans attendre une réglementation qui ne saurait d'ailleurs tarder, les patrons, mus par un sentiment d'humanité et poussés aussi par l'opinion publique, n'abusent pas d'une liberté que rien ne justifie.

Les sièges pour les femmes dans les établissements commerciaux

Les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant dans lesquels des marchandises et objets divers sont manutentionnés ou offerts au public par un personnel féminin doivent être munis, dans chaque salle, d'un nombre de sièges égal à celui des femmes qui y sont employées.

Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de ces prescriptions déterminées par la loi du 29 décembre 1900, dont le texte doit être affiché dans les locaux dont il s'agit, ainsi que les noms et adresses des inspecteurs.

Pénalités

Amende de 5 à 15 francs prononcée par le *tribunal de simple police;* elle est appliquée autant de fois qu'il y a de contraventions.

En cas de récidive, le contrevenant est poursuivi devant le *tribunal correctionnel* et puni d'une amende de 16 à 100 francs, appliquée autant de fois qu'il y aura de nouvelles contraventions.

Les tribunaux correctionnels peuvent appliquer les dispositions de l'article 463 du Code pénal, sur les circonstances atténuantes, sans qu'en aucun cas l'amende, pour chaque contravention, puisse être inférieure à 5 francs. L'affichage et l'insertion du jugement peuvent également être ordonnés.

Tous ceux qui auront mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur seront punis d'une amende de 100 à 500 francs, et en cas de récidive de 500 à 1000 francs, sous réserve du bénéfice de l'article 463 du Code pénal.

PRÉCAUTIONS A PRENDRE

I. Mesures de sécurité

Tous les établissements assujettis doivent être aménagés de manière à garantir la sécurité des travailleurs. Dans tout établissement fonctionnant par des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger seront séparés des ouvriers, de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service. Les puits, trappes et ouvertures doivent être clôturés.

Les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité.

C'est ainsi que les *moteurs* à vapeur, à gaz, les moteurs électriques, les roues hydrauliques, les turbines, ne doivent être accessibles qu'aux ouvriers affectés à leur surveillance. Ils doivent être isolés par des cloisons ou barrières de protection.

Les *passages* entre les machines, mécanismes, outils mus par ces moteurs doivent avoir une largeur d'au moins 80 centimètres; le sol des intervalles doit être nivelé.

Les *escaliers* doivent être solides et munis de fortes rampes.

Les *puits*, trappes, cuves, bassins, réservoirs de liquides corrosifs ou chauds, doivent être pourvus de solides barrières ou garde-corps.

Les *échafaudages* doivent être munis, sur toutes leurs faces, de garde-corps de 90 centimètres de haut.

Les *ponts volants*, passerelles pour le chargement et le déchargement des navires doivent former un tout rigide et être munis de garde-corps des deux côtés.

Les *monte-charges*, ascenseurs, élévateurs doivent être guidés et disposés de manière que la voie de la cage du monte-charge et des contre-poids soit fermée; que la fermeture du puits à l'entrée des divers étages ou galeries s'effectue automatiquement; que rien ne puisse tomber du monte-charge dans le puits.

Pour les monte-charges destinés à transporter le personnel, la charge doit être calculée au tiers de la charge admise pour le transport des marchandises, et les monte-charges doivent être pourvus de freins, chapeaux, parachutes ou autres appareils préservateurs.

Les *appareils de levage* porteront l'indication du maximum de poids qu'ils peuvent soulever.

Toutes les *pièces saillantes* mobiles et autres parties dangereuses des machines, et notamment les bielles, roues, volants, les courroies et câbles, les engrenages, les cylindres et cônes de friction ou tous autres organes de transmission reconnus dangereux doivent être munis de dispositifs protecteurs, tels que gaînes et chéneaux de bois ou de fer, tambours pour les courroies et les bielles, ou de couvre-engrenage, garde-mains, grillages.

Les *machines-outils à instruments tranchants*, tournant à grande vitesse, telles que machines à scier, fraiser, raboter, découper, hacher, les cisailles, coupe-chiffons et autres engins semblables, doivent être disposés de telle sorte que les ouvriers ne puissent, de leur poste de travail, toucher involontairement les instruments tranchants.

Sauf le cas d'arrêt du moteur, le maniement des courroies sera toujours fait par le moyen de systèmes tels que monte-courroie, porte-courroie, évitant l'emploi direct de la main.

On devra prendre autant que possible des dispositions telles qu'aucun ouvrier ne soit habituellement occupé à un travail quelconque dans le plan de rotation

ou aux abords immédiats d'un volant, d'une meule ou de tout engin pesant ou tournant à grande vitesse.

Le mise en train et l'arrêt des *machines* devront être toujours précédés d'un signal convenu.

L'appareil d'arrêt des machines motrices doit toujours être placé sous la main des conducteurs qui dirigent ces machines.

Les contremaîtres ou chefs d'atelier, les conducteurs des machines-outils, métiers, etc., auront à leur portée le moyen de demander l'arrêt des moteurs.

Chaque machine-outil, métier, etc., sera en outre installé et entretenu de manière à pouvoir être isolé par son conducteur de la commande qui l'actionne.

Des dispositifs de sûreté doivent être installés dans la mesure du possible pour le *nettoyage* et le *graissage* des transmissions ou mécanisme en marche.

En cas de *réparation* d'un organe mécanique quelconque, son arrêt devra être assuré par un calage convenable de l'embrayage ou du volant; il en sera de même pour les opérations de nettoyage qui exigent l'arrêt des organes mécaniques.

Les *sorties* sur les cours, vestibules, escaliers et autres dépendances intérieures doivent être munies de portes s'ouvrant de dedans en dehors. Ces sorties doivent être assez nombreuses pour permettre l'évacuation rapide de l'établissement en cas d'incendie ou pour tout autre motif; elles seront toujours libres et ne devront jamais être encombrées de marchandises, de matières en dépôt ni d'objets quelconques.

Le nombre des *escaliers* sera calculé de manière que l'évacuation de tous les étages d'un corps de bâtiment contenant des ateliers puisse se faire immédiatement.

Dans les établissements occupant plusieurs étages, la construction d'un escalier incombustible pourra, si la sécurité l'exige, être prescrite par une décision du Ministre du commerce, après avis du Comité des arts et manufactures.

Les récipients pour l'huile ou le pétrole servant à l'éclairage seront placés dans des locaux séparés et jamais au voisinage des escaliers.

Les *machines dynamos* devront être isolées électriquement.

Elles ne seront jamais placées dans un atelier où des corps explosifs, des gaz détonants ou des poussières inflammables se manient ou se produisent.

Les conducteurs électriques placés en plein air pourront rester nus; dans ce cas, ils devront être portés par des isolateurs de porcelaine ou de verre; ils seront écartés des masses métalliques, telles que gouttières, tuyaux de descente, etc.

A l'intérieur des ateliers, les conducteurs nus destinés à des prises de courant sur leur parcours seront écartés des murs, hors de la portée de la main, et convenablement isolés.

Les autres conducteurs doivent être protégés par des enveloppes isolantes.

Toutes précautions doivent être prises pour éviter l'échauffement des conducteurs à l'aide de coupe-circuits et autres dispositifs analogues.

Les ouvriers et ouvrières qui ont à se tenir près de machines doivent porter des *vêtements ajustés* et non flottants.

II. Mesures d'hygiène et de salubrité

Tous les établissements assujettis doivent être tenus dans un état constant de *propreté* et présenter les conditions d'*hygiène et de salubrité* nécessaires à la santé du personnel, notamment en ce qui concerne l'*éclairage*, l'*aération ou la ventilation*, *les eaux potables*, *les fosses d'aisance*, *l'évacuation des poussières et vapeurs*, *le couchage du personnel*, etc.

Nettoyage

Le sol doit être nettoyé à fond au moins une fois par jour avant l'ouverture ou après la clôture du travail, mais jamais pendant le travail. Ce nettoyage doit être fait soit par un lavage, soit à l'aide de brosses ou de linges humides, si les conditions de l'exploitation ou de la nature du revêtement du sol s'opposent au lavage. Les murs et les plafonds doivent être l'objet de fréquents nettoyages; les enduits doivent être refaits toutes les fois qu'il sera nécessaire.

Dans les locaux où l'on travaille des matières organiques altérables, le sol doit être rendu imperméable et toujours bien nivelé, les murs doivent être recouverts d'un enduit permettant un lavage efficace.

En outre, le sol et les murs doivent être lavés aussi souvent qu'il sera nécessaire avec une solution désinfectante. Un lessivage à fond avec la même solution sera fait au moins une fois par an.

Émanations

Les résidus putrescibles ne doivent jamais séjourner dans les locaux affectés au travail et doivent être enlevés au fur et à mesure, à moins qu'ils ne soient déposés dans des récipients métalliques hermétiquement clos, vidés et lavés au moins une fois par jour.

L'atmosphère des ateliers et de tous les autres locaux affectés au travail sera tenue constamment à l'abri de toute émanation provenant d'égouts, fosses, puisards, fosses d'aissances ou de toute autre source d'infection.

Écoulement des eaux résiduaires

Dans les établissements qui déverseront les *eaux résiduaires* ou de lavage dans un égout public ou privé, toute communication entre l'égout et l'établissement sera munie d'un intercepteur hydraulique fréquemment nettoyé et abondamment lavé au moins une fois par jour.

Les éviers doivent être formés de matériaux imperméables et bien joints, ils présenteront une pente dans la direction du tuyau d'écoulement et seront aménagés de façon à ne dégager aucune odeur.

Ventilation

Les travaux dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, fosses d'aisances, cuves ou appareils quelconques pouvant contenir des *gaz délétères*, ne seront entrepris qu'après que l'atmosphère aura été assainie par une ventilation efficace. Les ouvriers appelés à travailler dans ces conditions seront attachés par une ceinture de sûreté.

Cabinets d'aisance

Les *cabinets d'aisance* ne devront pas communiquer directement avec les locaux fermés où le personnel est appelé à séjourner; ils doivent être éclairés et aménagés de manière à ne dégager aucune odeur. Le sol et les parois seront en matériaux imperméables, les peintures seront d'un ton clair.

Il y aura au moins un cabinet pour cinquante personnes et des urinoirs en nombre suffisant.

Aucun puits absorbant, aucune disposition analogue ne pourra être établie qu'avec l'autorisation de l'administration supérieure et dans les conditions qu'elle aura prescrites.

Aération

Les locaux fermés affectés au travail ne seront jamais encombrés ; le *cube d'air par personne employée* ne pourra pas être inférieur à 7 mètres cubes. Toutefois ce cube pourra n'être que de 6 mètres pendant trois ans à dater de la promulgation du décret du 29 novembre 1904 (premier décembre 1904); ce délai expirera donc le 30 novembre 1907.

Le cube d'air sera de 10 mètres au moins par personne employée dans les laboratoires, cuisines, chais ; il en sera de même dans les magasins, boutiques et bureaux ouverts au public.

Un avis affiché dans chaque local de travail indiquera sa capacité en mètres cubes.

Les locaux fermés affectés au travail seront largement aérés et, en hiver, convenablement chauffés. Ils devront être munis de fenêtres ou autres ouvertures à châssis mobiles donnant directement sur le dehors. L'aération devra être suffisante pour empêcher une élévation exagérée de température. Ces locaux, leurs dépendances et notamment les passages et escaliers seront convenablement éclairés.

Évacuation des poussières et des gaz

Les poussières ainsi que les *gaz* incommodes insalubres ou toxiques seront évacués directement au dehors des locaux de travail au fur et à mesure de leur production.

Pour les buées, vapeurs, gaz, poussières légères, il sera installé des hottes avec cheminées d'appel ou tout autre appareil d'élimination efficace.

Pour les poussières déterminées par les meules, les batteurs, les broyeurs et tous autres appareils mécaniques, il sera installé, autour des appareils, des tambours en communicatiou avec une ventilation aspirante énergique.

Pour les gaz lourds, tels que vapeurs de mercure, de sulfure de carbone, la ventilation aura lieu *per descensum ;* les tables ou appareils de travail seront mis en communication directe avec le ventilateur.

La pulvérisation des matières irritantes ou toxiques, ou autres opérations telles que le tamisage et l'embarillage de ces matières, se feront mécaniquement en appareils clos.

L'air des ateliers sera renouvelé de façon à rester dans l'état de pureté nécessaire à la santé des ouvriers.

Repas du personnel

Les ouvriers ou employés ne devront point prendre leurs *repas* dans les ateliers ni dans aucun local affecté au travail. Toutefois l'autorisation d'y prendre les repas pourra être accordée en cas de besoin et après enquête, par l'inspecteur divisionnaire, sous les justifications suivantes :

1° Que les opérations effectuées ne comportent pas l'emploi de substances toxiques ;

2° Qu'elles ne donnent lieu à aucun dégagement de gaz incommodes, insalubres ou toxiques, ni de poussières ;

3° Que les autres conditions d'hygiène seront jugées satisfaisantes.

Les patrons mettront à la disposition de leur personnel les moyens d'assurer la propreté individuelle, *vestiaires avec lavabos,* ainsi que l'*eau* de bonne qualité *pour la boisson.*

Pendant les interruptions de travail pour les repas, les ateliers seront évacués et l'air en sera entièrement renouvelé.

Dispenses permanentes ou temporaires

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie peut, par arrêté pris sur le rapport des inspecteurs du travail et après avis du comité consultatif des arts et manufactures, accorder à un établissement pour un délai déterminé, dispense permanente ou temporaire, de tout ou partie des prescriptions relatives au nettoyage, au cube d'air dans les chais, cuisines etc., à la disposition des fenêtres, à l'aération des locaux pendant les interruptions de travail, et aux ponts-volants et passerelles. Toutefois il faut qu'il soit reconnu que l'application de ces prescriptions est pratiquement impossible, et que l'hygiène et la sécurité des travailleurs sont assurées dans des conditions au moins équivalentes à celles fixées par les règlements.

COUCHAGE DU PERSONNEL

Dortoirs. — Cube d'air

Le cube d'air des locaux affectés au couchage du personnel dans les établissements visés par la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903, ne doit pas être inférieur à 14 mètres cubes par personne. Les locaux doivent être largement aérés ; ils seront à cet effet munis de fenêtres ou autres ouvertures à châssis mobiles donnant directement sur le dehors. Ceux de ces locaux qui ne seraient pas ventilés par une cheminée doivent être pourvus d'un mode de ventilation continue.

Hauteur

Les dortoirs devront avoir une hauteur moyenne de 2 m 60 au moins. C'est d'ailleurs la hauteur prescrite par le Comité consultatif d'hygiène publique de France pour l'application de la loi du 15 février 1902, sur la protection de la santé publique. Elle ne saurait être considérée comme excessive.

Toutefois une hauteur moindre, mais supérieure à 2 m 40, pourra être tolérée dans les dortoirs établis avant le 4 août 1904, date de la promulgation du décret du 28 juillet 1904, relatif au couchage.

Plafonds

Quand le plafond fera corps avec le toit de la maison, il devra être imperméable et revêtu d'un enduit sans interstices. A défaut d'une épaisseur de maçonnerie de 30 centimètres au moins, les parois extérieures devront comprendre une couche d'air ou de matériaux isolants d'une épaisseur suffisante pour protéger l'occupant contre les variations brusques de la température.

Sol

Le sol des dortoirs doit être formé d'un revêtement imperméable ou d'un *revêtement jointif* se prêtant facilement au lavage. Le Comité consultatif des arts et manufactures fait observer que, si le bitume et le ciment, qui sont les revêtements imperméables par excellence, donnent de bons résultats au rez-de-chaussée, il n'en est pas toujours de même aux étages où ils sont plus susceptibles de se fendiller, « que par suite, il serait excessif de proscrire d'autres « modes de revêtement tels que le parquet en bois, le carrelage, qui peuvent « être acceptés, à la condition que les joints soient garnis de façon à se prêter « facilement au lavage ».

Dans la circulaire du 9 août 1904, adressée aux Inspecteurs du travail, le ministre du commerce appelle leur attention sur l'importance de cette prescription au point de vue de l'hygiène, et il estime que c'est dans le sens indiqué par le Comité que doit être comprise l'expression de revêtement jointif.

Murs

Les murs doivent être recouverts soit d'un enduit permettant un lavage efficace, soit d'une peinture à la chaux. La peinture à la chaux sera refaite toutes les fois que la propreté l'exigera et au moins tous les trois ans.

L'emploi dans les dortoirs de papiers ou d'étoffes de tenture se trouve actuellement interdit. Les enduits ayant été prescrits dans le but de permettre des lavages réitérés, le Ministre du Commerce est d'avis qu'il y a lieu d'admettre au même titre les revêtements imperméables se prêtant au lavage.

Literie

Chaque personne doit disposer pour son usage exclusif d'une literie comprenant : châssis, sommier ou paillasse, matelas, traversin, paire de draps, couverture et meuble ou placard pour les effets. Les lits sont séparés les uns des autres par une distance de 80 centimètres au moins.

La literie doit être maintenue constamment en bon état de propreté. Les draps servant au couchage seront blanchis tous les mois au moins et, en outre, chaque fois que les lits changeront d'occupants. Les matelas doivent être cardés au moins tous les deux ans, et les paillasses renouvelées au moins deux fois par an.

Nettoyage

Les dortoirs ne seront jamais encombrés et le linge sale ne doit pas y séjourner. Ils doivent être maintenus dans un état constant de propreté, soit par un lavage, soit par un nettoyage à l'aide de brosses ou de linges humides. Cette opération, ainsi que la mise en état des lits, doit être répétée tous les jours.

Toutes les mesures doivent être prises pour la destruction des insectes.

Lavabos

Il doit être tenu à la disposition du personnel de l'eau potable et des lavabos à raison d'un au moins pour 6 personnes. Ces lavabos doivent être munis de serviettes individuelles et de savon.

Émanations diverses

Les dortoirs ne doivent pas être traversés par des conduites de fumées autres qu'en maçonnerie étanche; ces pièces n'auront pas de communication directe avec les cabinets d'aisance, égouts, plombs, puisards.

Affectation des dortoirs

Les pièces à usage de dortoirs ne peuvent contenir que des personnes d'un même sexe.

Les ménages devront avoir chacun une chambre distincte.

Il est interdit de faire coucher le personnel dans les ateliers, magasins ou locaux quelconques affectés à un usage industriel et commercial.

Gardiens de nuit

Cette disposition ne s'applique pas aux gardiens jugés nécessaires pour la surveillance de nuit.

Délai d'exécution des travaux relatifs au couchage

Tous les chefs d'industrie ont jusqu'au 3 août 1905, pour se conformer aux prescriptions relatives au couchage, en ce qui concerne les travaux de transformation. Quant aux modifications légères : peintures, revêtements, installation de lavabos, de literie etc., elles doivent être exécutées immédiatement.

Affichage

Le texte du décret du 28 juillet 1904, relatif au couchage du personnel, et une affiche indiquant, en caractères facilement lisibles, les mesures d'hygiène concernant la prophylaxie de la tuberculose doivent être affichés dans toutes les pièces à usage de dortoirs.

Les termes de cette affiche doivent être arrêtés par décision ministérielle. Cette décision n'est pas encore intervenue.

Dispositions spéciales à certaines industries

Dans l'industrie de la poterie d'étain, l'opération dite pompage, consistant à aspirer avec la bouche à l'intérieur des pièces creuses pour s'assurer de leur étanchéité, est interdite.

Des précautions particulières doivent être prises dans les établissements où l'on fabrique de l'acétoarsénite de cuivre dit *vert de Schweinfurt*, indépendamment des mesures générales.

Il en est de même de l'industrie de la peinture en bâtiment, où la céruse ne peut être employée qu'à l'état de pâte.

Appareils à vapeur

Les lois et règlements relatifs à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs n'innovent rien en ce qui touche les appareils à vapeur qui restent régis par les dispositions des décrets des 30 avril 1880 et 29 juin 1886, concernant les mesures de sécurité relatives aux chaudières placées à demeure, aux chaudières locomobiles, aux chaudières des machines locomotives et aux récipients.

La principale de ces dispositions consiste en l'épreuve que doit subir chez le constructeur toute chaudière avant d'être mise en service. Lorsqu'une chaudière est fabriquée à l'étranger, l'épreuve se fait à la demande du destinataire.

Le renouvellement de l'épreuve peut être exigé dans certains cas de celui qui fait usage de la chaudière.

L'épreuve est faite sous la direction de l'ingénieur des mines.

Contraventions et pénalités

Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution des lois et des règlements concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Ils ont entrée dans tous les établissements assujettis, y compris les théâtres, cirques et autres établissements similaires dans lesquels il est fait emploi d'appareils mécaniques.

Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des inspecteurs, qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Les procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre envoyé au Parquet.

Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun, quant à la constatation et à la poursuite des infractions.

Toutefois en ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique rendus en exécution de la loi, les inspecteurs, avant de dresser procès-verbal, mettront les chefs d'industrie en demeure de se conformer aux prescriptions des dits règlements. (1)

Cette mise en demeure sera faite par écrit sur le registre de l'usine; elle sera datée et signée, indiquera les contraventions relevées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai ne sera jamais inférieur à un mois.

Dans les quinze jours qui suivent cette mise en demeure, le chef d'industrie adresse, s'il le juge convenable, une réclamation au Ministre du commerce et de l'industrie, en y joignant une copie de la mise en demeure ainsi que tous documents de nature à éclairer le Ministre. Ce dernier peut, lorque l'obéissance à la mise en demeure nécessite des transformations importantes portant sur le gros œuvre de l'usine, après avis conforme du Comité des arts et manufactures, accorder à l'industriel un délai dont la durée, dans tous les cas, ne dépassera jamais dix-huit mois.

La mise en demeure a pour effet de laisser l'affaire en suspens.

Notification de la décision est faite à l'industriel dans la forme administrative; avis en est donné à l'inspecteur.

Les travaux réclamés par l'inspecteur du travail doivent être exécutés nonobstant le procès qui pourrait s'élever à leur sujet entre l'industriel locataire et son propriétaire.

Les chefs d'industrie, directeurs, gérants ou préposés, qui auront contrevenus aux dispositions de la loi et des règlements relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et punis d'une amende de 5 fr. à 15 fr. L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de contraventions distinctes constatées par le procès-verbal, sans toutefois que le chiffre total des amendes puisse excéder 200 francs.

Le jugement fixera, en outre, le délai dans lequel seront exécutés les travaux de sécurité et de salubrité imposés par la loi.

Les chefs d'industrie sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs, gérant ou préposés.

Si, après une condamnation prononcée en vertu des dispositions qui précèdent, les mesures de sécurité ou de salubrité imposées par la présente loi ou par les règlements d'administration publique n'ont pas été exécutées dans le délai fixé par le jugement qui a prononcé la condamnation, l'affaire est, sur un nouveau procès-verbal, portée devant le tribunal correctionnel qui peut, après une nouvelle mise en demeure restée sans résultat, ordonner la fermeture de l'établissement.

Le jugement sera susceptible d'appel; la cour statuera d'urgence.

En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 50 à 500 francs, sans que la totalité des amendes puisse excéder 2 000 francs.

(1) Sous réserve :

1° Du délai d'un an, pour le couchage du Personnel. — Ce délai expire le 3 août 1905,

2° Du délai de trois ans pour le cube d'air.

3° Des délais supplémentaires qui seraient accordés par le Ministre du Commerce, en vertu de l'article 20 du décret du 29 novembre 1904

Le délai d'exécution des travaux de transformation qu'implique le dit décret est fixé à un an à dater de sa promulgation. Ce délai expire le 30 novembre 1905.

Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé, dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite, d'une première condamnation pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution.

Seront punis d'une amende de 100 à 500 francs et, en cas de récidive, de 500 à 1 000 francs, tous ceux qui auront mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur.

Les dispositions du Code pénal qui prévoient et répriment les actes de résistance, les outrages et les violences entre les officiers de la police judiciaire sont, en outre, applicables à ceux qui se rendront coupables de faits de même nature à l'égard des inspecteurs.

INSPECTION DU TRAVAIL

La mission de surveiller l'application des lois réglementant le travail a été confié à des fonctionnaires spéciaux appelés *Inspecteurs du travail.*

Leur action toutefois ne s'étend pas à la totalité des établissements visés par ces différentes lois; c'est ainsi que dans les mines, minières et carrières, l'application de la loi sur le travail des enfants et des femmes est exclusivement confiée aux ingénieurs des mines et que d'autre part les établissements de la guerre et de la marine font l'objet d'un contrôle spécial.

Les Inspecteurs du travail sont nommés par le Ministre du commerce après concours.

Le service comprend des Inspecteurs divisionnaires et des Inspectrices et Inspecteurs départementaux.

Attributions

Les inspecteurs et inspectrices du travail ont un droit de contrôle très étendu. Ils ont entrée dans tous les établissements *industriels, commerciaux, d'enseignement ou de bienfaisance.* Ils peuvent réclamer tous les documents indispensables à leur mission : livrets, registres, règlements, horaires, etc.; ils peuvent même interroger le personnel.

Les inspecteurs peuvent entrer la nuit dans les établissements industriels, lorsque le travail y est organisé de jour et de nuit, ou lorsque des indices leur permettent de croire à une contravention.

Les procès-verbaux qu'ils dressent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Les inspecteurs sont munis d'une carte d'identité. Ils prêtent serment de ne point révéler les secrets de fabrication, et, en général, les procédés d'exploitation dont ils pourraient prendre connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Les inspecteurs du travail tiennent de la loi d'accorder diverses tolérances (travail de nuit, suspension du repos hebdomadaire, etc.).

Les inspecteurs ont pour mission, en dehors de la surveillance qui leur est confiée, d'établir la statistique des conditions du travail industriel dans leur région.

Circonscriptions

La France est divisée en 11 circonscriptions. Dans chaque circonscription il y a un inspecteur divisionnaire et un certain nombre d'inspecteurs départementaux auxquels des sections particulières sont attribuées.

Voici d'ailleurs la nomenclature des circonscriptions, l'indication des résidences de tous les inspecteurs et la répartition des sections territoriales d'inspection.

CIRCONSCRIPTIONS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE DES INSPECTEURS et inspectrices départementaux	RÉSIDENCES DES INSPECTEURS départementaux	RÉSIDENCES des INSPECTEURS divisionnaires
1re.	Seine	14 inspecteurs. 14 inspectrices.	Paris	Paris.
	Seine-et-Oise, Seine-et-Marne	2 inspecteurs.		
2e.	Loiret, Cher et Loir-et-Cher	*Idem*	Orléans, Bourges	Limoges.
	Indre-et-Loire	1 inspecteur.	Tours	
	Indre, Vienne	*Idem*	Poitiers	
	Haute-Vienne	*Idem*	Limoges	
	Allier, Creuse	*Idem*	Montluçon	
	Yonne, Nièvre	*Idem*	Nevers	
3e.	Aube, Haute-Marne, Côte-d'Or, Haute-Saône, Territoire de Belfort, Doubs, Jura et Saône-et-Loire	5 inspecteurs	Troyes, Dijon, Belfort, Besançon, Chalon-sur-Saône	Dijon.
4e.	Aisne, Ardennes, Marne, Meuse, Meurthe-et-Moselle et Vosges	8 inspecteurs	St.-Quentin, Reims, Mézières, Bar-le-Duc, Nancy, Épinal	Nancy.
5e.	Nord, Pas-de-Calais et Somme	13 inspecteurs. 1 inspectrice	Lille, Roubaix, Tourcoing, Valenciennes, Avesnes, Cambrai, Douai, Dunkerque, Calais, Boulogne, Arras, Amiens	Lille.
6e.	Oise, Seine-Inférieure, Eure, Eure-et-Loir, Orne, Calvados et Manche	7 inspecteurs. 1 inspectrice	Creil, Beauvais, Rouen, le Havre, Elbeuf, Chartres, Caen	Rouen.
7e.	Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord	1 inspecteur.	Rennes	Nantes.
	Sarthe, Mayenne	*Idem*	Le Mans	
	Loire-Inférieure et Vendée	2 inspecteurs. 1 inspectrice	Nantes	
	Maine-et-Loire, Deux-Sèvres,	1 inspecteur.	Angers	
	Finistère et Morbihan	*Idem*	Lorient	
8e.	Charente-Inférieure, Gironde	2 inspecteurs.	Bordeaux	Bordeaux.
	Lot-et-Garonne, Landes, Gers, Basses-Pyrénées et Hautes-Pyrénées	*Idem*	Agen, Pau	
	Charente, Dordogne, Corrèze et Lot	*Idem*	Angoulême, Cahors	
9e.	Aude, Pyrénées-Orientales	1 inspecteur.	Carcassonne	Toulouse.
	Hérault	*Idem*	Montpellier	
	Aveyron, Cantal, Lozère	*Idem*	Rodez	
	Tarn	*Idem*	Castres	
	Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Ariège	2 inspecteurs.	Toulouse	
10e.	Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes et Corse	4 inspecteurs. 1 inspectrice	Marseille, Nice	Marseille.
	Vaucluse et Basses-Alpes	1 inspecteur.	Avignon	
	Drôme et Hautes-Alpes	*Idem*	Valence	
	Gard	*Idem*	Nimes	
	Ardèche	*Idem*	Privas	
11e.	Rhône, Isère et Ain	4 inspecteurs. 1 inspectrice	Lyon, Grenoble	Lyon.
	Haute-Savoie et Savoie	1 inspecteur.	Chambéry	
	Puy-de-Dôme, Loire et Haute-Loire	4 inspecteurs.	St.-Etienne, Roanne, Clermont-Ferrand	

AFFICHAGE DANS LES ATELIERS ET MAGASINS

Les patrons, chefs d'industrie ou directeurs d'établissements assujettis aux lois réglementant le travail sont tenus d'afficher les textes législatifs et réglementaires, les horaires, etc., dans les locaux où les ouvriers intéressés peuvent en prendre facilement connaissance.

En outre un duplicata de l'horaire de travail doit être envoyé à l'inspecteur du travail et à la mairie.

I. Établissements employant des adultes

L'affichage de la loi du 9 septembre 1848 et du décret du 28 mars 1902 n'est pas obligatoire; mais les textes et avis suivants doivent être affichés :

Avis d'augmentation de durée du travail effectif journalier;

Loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs;

Loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 22 mars 1902, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail;

Les trois décrets du 28 février 1899, rendus pour exécution des articles 26, 27 et 28 de la loi du 9 avril 1898;

Décret du 23 mars 1902, rendu en exécution de la loi du 22 mars;

Décret du 28 juillet 1904, relatif au couchage du personnel;

Décret du 29 novembre 1904, relatif à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs;

Avis indiquant le cube d'air des locaux affectés au travail;

Avis relatif à la prophylaxie de la tuberculose;

En outre, s'il s'agit d'un établissement soumis à une réglementation spéciale, le texte du décret relatif à cette réglementation.

II. Établissements employant des femmes et des enfants

En outre des textes ci-dessus, on doit afficher:

La loi du 2 novembre 1892, modifiée par la loi du 30 mars 1900, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes;

Le décret du 12 mai 1893, modifié par les décrets des 21 juin 1897, 20 avril 1899, 3 mai 1900, sur les travaux dangereux et insalubres;

Le décret du 15 juillet 1893, modifié par les décrets des 26 juillet 1895, 29 juillet 1897, 24 février 1898, 1 juillet 1899, 18 avril 1901, 4 juillet 1902, sur les tolérances et exceptions;

L'arrêté du 31 juillet 1893, modifié par l'arrêté du 27 mai 1902, sur les surcharges;

L'horaire du travail;

L'avis et autorisations de dérogations;

Les noms et adresses des inspecteurs du travail de la circonscription.

III. Ouvroirs, orphelinats, établissements de bienfaisance ou de charité

On doit afficher dans les salles de travail :

Les conditions du travail des enfants, telles qu'elles résultent des articles 2, 3, 4 et 5 de la loi du 2 novembre 1892;

Les heures du travail manuel, du repos, de l'étude et des repas.

IV. Établissements commerciaux

On doit y afficher le texte de la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs;

Le décret du 28 juillet 1904, relatif au couchage du personnel;

Le décret du 29 novembre 1904, relatif à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs;

Un avis indiquant le cube d'air des locaux affectés au travail;

Un avis relatif à la prophylaxie de la tuberculose.

S'il y a des femmes employées à la vente, il faut ajouter la loi du 29 décembre 1900.

REPRÉSENTATION, ORGANISATION ET JURIDICTION PROFESSIONNELLES

SYNDICATS PROFESSIONNELS

Les corporations furent supprimées sous la Révolution par la loi des 14-17 juin 1791 dont les deux premiers articles étaient ainsi conçus :

« Art. 1er. — L'anéantissement de toutes les espèces de corporations des « citoyens du même état et profession étant une des bases fondamentales de « la constitution française, il est défendu de les rétablir de fait, sous quelque « prétexte et quelque forme que ce soit.

« Art. 2. — Les citoyens d'un même état ou profession, les entrepreneurs, « ceux qui ont boutique ouverte, les ouvriers et compagnons d'un art quel- « conque, ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble, se nommer ni prési- « dents, ni secrétaires, ni syndics, tenir des registres, prendre des arrêtés ou « délibérations, former des réglements sur leurs prétendus intérêts communs. »

Depuis cette époque de fréquentes tentatives furent faites pour rétablir les corporations. Elles n'aboutirent pas. Toutefois quelques Chambres syndicales se constituèrent, les unes sans autorisation, les autres avec l'autorisation de l'administration; mais il s'agissait uniquement de groupements patronaux. Les associations ouvrières ne se formèrent que sous le second Empire, leur développement fut enrayé par la crainte qu'inspira l'Association Internationale des Travailleurs, constituée à Londres sous l'influence de Karl Marx, le chef des socialistes. Cette association exerça une certaine influence sur le mouvement révolutionnaire de la Commune de 1871 et une loi du 14 mars 1872, aujourd'hui abrogée par la loi du 1er juillet 1901, sur le contrat d'association, fut promulguée contre elle.

Des associations professionnelles ne s'en constituèrent pas moins en assez grand nombre grâce à la tolérance administrative de la troisième République. Des revendications s'élevèrent de plus en plus énergiques pour en réclamer la reconnaissance légale : les pouvoirs publics leur donnèrent satisfaction par la loi du 21 mars 1884, sur les syndicats professionnels.

Ainsi que le constate M. Waldeck-Rousseau dans sa célèbre circulaire du 25 août 1884, qui est encore le meilleur commentaire de la loi sur les syndicats « la loi du 21 mars 1884, en faisant disparaître toutes les entraves au

« libre exercice du droit d'association pour les syndicats professionnels, a sup-
« primé, dans une même pensée libérale, toutes les autorisations préalables,
« toutes les prohibitions arbitraires, toutes les formalités inutiles. Elle n'exige
« de la part de ces associations qu'une seule condition pour leur établissement
« régulier, pour leur fondation légale : la publicité. Faire connaître leurs statuts,
« la liste de leurs sociétaires, justifier en un mot de leur qualité de *syndicats*
« professionnels, telle est, au point de vue des formes qu'elles doivent observer,
« la seule obligation qui incombe à ces associations. »

La pensée dominante du Gouvernement et des Chambres dans l'élaboration de cette loi a été de développer parmi les travailleurs l'esprit d'association :

« Le législateur a fait plus encore. Pénétré de l'idée que l'association des
« individus suivant leurs affinités professionnelles est moins une arme de combat
« qu'un instrument de progrès matériel, moral et intellectuel, il a donné aux
« syndicats la personnalité civile pour leur permettre de porter au plus haut
« degré de puissance leur bienfaisante activité. Grâce à la liberté complète,
« d'une part, à la personnalité civile, de l'autre, les syndicats, sûrs de l'avenir,
« pourront réunir les ressources nécessaires pour créer et multiplier les utiles
« institutions qui ont produit chez d'autres peuples de précieux résultats :
« caisses de retraites, de secours, de crédit mutuel, cours, bibliothèques, sociétés
« coopératives, bureaux de renseignements, de placement, de statistique des
« salaires, etc.

« L'article 1 abroge la loi des 14-17 juin 1791 qui défendait aux membres
« du même métier ou de la même profession de former entre eux des asso-
« ciations professionnelles, et l'article 416 du Code pénal ainsi conçu : « Seront
« punis d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de
« seize à trois cents francs ou de l'une de ces deux peines seulement tous
« ouvriers, patrons et entrepreneurs d'ouvrage qui, à l'aide d'amendes, de défenses,
« proscriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté, auront
« porté atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail. »

« De cette abrogation résultent les conséquences suivantes :

« 1° Le fait de se concerter en vue de préparer une grève n'est plus un
« délit ni pour les syndicats de patrons, d'ouvriers, d'entrepreneurs d'ouvrage,
« ni pour les ouvriers, patrons, entrepreneurs d'ouvrage non syndiqués ;

« 2° Cessent d'être considérées comme des atteintes au libre exercice de
« l'industrie et du travail les amendes, défenses, proscriptions, interdictions
« prononcées par suite d'un plan concerté.

« Mais demeure punissable, aux termes des articles 414 et 415 du Code
« pénal, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres
« frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une
« cessation concertée de travail dans le but de forcer la hausse ou la baisse
« des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail. »

« Le paragraphe 2 de l'article premier déclare non applicables aux syndicats
« professionnels les articles 291, 292, 293, 294 du Code pénal et la loi du
« 10 avril 1834, qui considèrent comme illicite toute association de plus de
« vingt personnes formée sans l'agrément préalable du Gouvernement et frappent
« de peines exceptionnelles les auteurs de provocations à des crimes ou à des
« délits faites au sein de ces assemblées, ainsi que les chefs, directeurs et
« administrateurs de l'association ».

Cet article premier consacre la liberté complète d'association, seulement au profit des syndicats professionnels; mais la loi du 1er juillet l'a étendue à toutes les associations.

Définition du Syndicat professionnel

Ce sont les associations professionnelles dont les membres exercent la même profession ou des professions similaires concourant à l'établissement de travaux déterminés, et qui ont exclusivement pour but l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles.

Formation d'un syndicat

Les groupements réalisant ces conditions ont le droit, quel que soit le nombre de leurs membres, de se former sans autorisation du Gouvernement.

Recrutement

Un syndicat peut recruter ses membres dans toutes les parties de la France; les étrangers, les femmes, tous ceux qui sont aptes à former des conventions régulières, peuvent faire partie d'un syndicat.

Les mots « professions similaires concourant à l'établissement d'un produit déterminé » doivent être entendus dans un sens large. Ainsi, sont admis à se syndiquer entre eux tous les ouvriers concourant à la fabrication d'une machine, à la construction d'un bâtiment, d'un navire, etc.

La loi est faite pour tous les individus exerçant un métier ou une profession, par exemple les *employés de commerce*, les cultivateurs, fermiers, ouvriers agricoles, les médecins, sages-femmes, dentistes, etc.

Toute membre d'un syndicat peut se retirer à tout instant de l'association, nonobstant toute clause contraire, mais sans préjudice du droit pour le syndicat de réclamer la cotisation de l'année courante.

Formalités

En accordant la liberté la plus large aux syndicats professionnels, la loi, pour toute garantie, leur prescrit seulement le dépôt des statuts et des noms de ceux qui, à un titre quelconque, seront chargés de l'administration ou de la direction. Ces personnes doivent être françaises et jouir de leurs droits civils.

Le depôt doit être renouvelé à chaque changement de la direction ou des statuts. Le dépôt de deux exemplaires sera suffisant.

L'authenticité des statuts doit être établie par les signatures du président et du secrétaire.

Il suffit que le règlement statutaire soit certifié au bas du texte et que les noms des directeurs et administrateurs, s'ils ne sont pas mentionnés dans les statuts, soient, dans une seule et même pièce, indiqués et certifiés par le président et le secrétaire.

Tout dépôt d'un des documents précités doit être constaté par un récépissé du maire et, à Paris, du préfet de la Seine. Ce récépissé est exigible immédiatement. Il suffit de l'établir sur papier libre.

Dans chaque mairie, il est tenu un registre spécial où sont mentionnés à leur date le dépôt des statuts de chaque syndicat, le nom des administrateurs ou directeurs, la délivrance du récépissé. Ce registre fait foi de l'accomplissement des formalités.

L'obligation pour les syndicats en formation d'opérer le dépôt n'existe qu'à partir du jour où les statuts ont été arrêtés, où, par conséquent, le syndicat est matériellement formé. Jusque là, les fondateurs ont toute liberté de se réunir pour en concerter les dispositions. Toutes les pièces déposées sont exemptes de timbre.

Union de syndicats

La constitution d'*unions* de syndicats professionnels est libre. Les unions n'ont besoin, pour se former, d'aucune autorisation préalable. Il suffit qu'elles remplissent les formalités prescrites aux syndicats, c'est-à-dire qu'elles déposent à la mairie du lieu où leur siège est établi et, s'il est établi à Paris, à la préfecture de la Seine, le nom des syndicats qui les composent. Si l'union est régie par des statuts, elle doit également les déposer. Il est également nécessaire que l'union fasse connaître le lieu où siègent les syndicats unis.

Les autres formalités à remplir sont les mêmes pour les unions et pour les syndicats.

Personnalité civile des syndicats

La loi n'accorde, à aucun degré, aux unions de syndicats la faveur de la personnalité civile. Il a été reconnu qu'elles pouvaient s'en passer. Elle a réservé ce privilège aux syndicats professionnels.

Grâce à lui, le syndicat devient une personne juridique, d'une durée indéfinie, distincte de la personne de ses membres, capable d'acquérir et de posséder des biens propres, de prêter, d'emprunter, d'ester en justice, etc. Ainsi, ces associations professionnelles sont élevées au rang des établissements d'utilité publique et, par une faveur inusitée jusqu'à ce jour, elles obtiennent cet avantage non en vertu de concessions individuelles, mais en vertu de la loi et par le seul fait de leur création.

La personnalité civile n'appartient qu'aux syndicats régulièrement constitués. Elle est pour eux de droit commun et leur est acquise en l'absence de toute déclaration spéciale de volonté dans les statuts.

La personnalité civile accordée aux syndicats n'est pas complète, mais suffisante pour leur donner toute la force d'action et d'expansion dont ils ont besoin. C'est aux tribunaux qu'il appartient de statuer sur les difficultés que pourra soulever l'usage de cette faculté.

Le patrimoine des syndicats se compose du produit des cotisations et des amendes, de meubles et valeurs mobilières et d'immeubles. A l'égard des immeubles, la loi leur permet d'acquérir seulement ceux qui sont nécessaires a leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle. Ces immeubles ne doivent pas être détournés de leur destination. Les syndicats contreviendraient à la loi s'ils essayaient d'en tirer un profit pécuniaire direct ou indirect par location ou autrement.

Lorsque les biens auront été acquis contrairement aux dispositions de l'article 6, la nullité de l'acquisition ou de la libéralité pourra être demandée par le procureur de la République ou par les intéressés. Dans le cas d'acquisition à titre onéreux, les immeubles seront vendus, et le prix en sera déposé à la caisse de l'association.

Dans le cas de libéralité, les biens feront retour aux disposants ou à leurs héritiers ou ayants cause.

Aucune disposition ne défend aux syndicats ni de prendre des immeubles à bail, quel qu'en soit le nombre et quelle que soit la durée des baux, ni de prêter, ni d'emprunter, ni de vendre, échanger ou hypothéquer leurs immeubles. Ils font un libre emploi des sommes provenant des cotisations : placements, secours individuels en cas de maladie, de chômage; achat de livres, d'instruments; fondations de cours d'enseignement professionnel, etc. Ces divers actes ne sont soumis à aucune autorisation administrative. Ils seront décidés et réalisés con-

formément aux règles établies par les statuts. Il en sera de même des procès ou des transactions.

Il importe que les syndicats prévoient, dans leurs règlements, comment ces actes seront délibérés et votés, et par quels mandataires ils seront représentés soit dans la réalisation des actes, soit en justice.

Caisses de secours et de retraites des syndicats

Les syndicats peuvent, sans autorisation, mais en se conformant aux autres dispositions de la loi, constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites ; mais si rien ne s'oppose à ce que les membres d'un syndicat professionnel forment entre eux des sociétés de secours mutuels avec ou sans caisse de secours mutuels, il demeure évident que ceux qui voudraient bénéficier des avantages réservés aux sociétés de secours mutuels *approuvées* ou *reconnues*, devraient se pourvoir conformément aux lois spéciales sur la matière.

Les sociétés syndicales de secours mutuels doivent posséder une individualité propre et avoir une administration et une caisse particulières. Il en est de même des sociétés de retraites, qui peuvent bien se greffer sur les sociétés de secours mutuels et faire caisse commune avec elles, mais dont le patrimoine ne doit pas se confondre avec celui des syndicats. Toutefois le syndicat demeure libre de prélever sur son propre fonds des secours individuels et purement gracieux.

Toute personne qui se retire d'un syndicat conserve le droit d'être membre des sociétés de secours mutuels et de pensions de retraite pour la vieillesse à l'actif desquelles elle a contribué par des cotisations ou versements de fonds. Elle ne saurait être exclue de ces sociétés que pour une des causes prévues par leur réglement spécial.

Attributions diverses

Les syndicats peuvent librement créer et administrer des offices de renseignements pour les offres et demandes de travail.

Les syndicats peuvent être consultés sur tous les différends et toutes les questions se rattachant à leur spécialité.

Dans les affaires contentieuses, les avis du syndicat seront tenus à la disposition des parties, qui pour ont en prendre communication et copie.

Pénalités

Les infractions à la loi sont poursuivies contre les directeurs ou administrateurs des syndicats et punies d'une amende de 16 à 200 francs. Les tribunaux peuvent, en outre, à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat et la nullité des acquisitions d'immeubles faites en violation de la loi.

Au cas de fausse déclaration relative aux statuts et aux noms et qualités des administrateurs ou directeurs, l'amende pourra être portée à 500 francs.

Quant aux associations qui, sous le couvert de syndicats, ne seraient point en réalité des sociétés professionnelles, c'est la législation générale et non la loi du 21 mars qui leur serait applicable.

Bourses du Travail.

C'est M. de Molinari, le célèbre économiste, qui eut le premier l'idée de la création de bourses du travail. Dans sa pensée il s'agissait de donner aux

ouvriers l'accès de locaux spéciaux où ils pourraient s'embaucher. Les bourses du travail ne devaient être que des bureaux de placement où s'échangeraient les offres et les demandes d'emplois. Les bourses actuelles sont bien des bureaux de placement, mais elles sont surtout des unions de syndicats professionnels, des fédérations, qui ont pris le nom du local dans lequel elles ont pour habitude de se réunir pour discuter de leurs intérêts collectifs.

Aucun texte de loi ne réglemente les bourses du travail, sur lesquelles la loi concernant les syndicats professionnels est absolument muette. Seul le fonctionnement de la bourse du travail de Paris a été réglé par décret (Décret du 7 décembre 1895, modifié le 17 juillet 1900).

La bourse du travail de Paris a pour objet de faciliter les transactions relatives à la main d'œuvre au moyen de bureaux de placement gratuit, de salles d'embauchage publiques, et par la publication de tous renseignements intéressant l'offre et la demande de travail. Elle a aussi pour but de concourir à l'éducation technique et économique des syndicats professionnels ouvriers. Il y est annexé des bureaux mis à la disposition des syndicats ouvriers et des salles pour les réunions corporatives.

Seuls les syndicats régulièrement constitués peuvent être admis à la bourse du travail, mais la salle d'embauchage installée dans les bâtiments de la bourse est ouverte aux patrons, ouvriers et employés de toute profession, syndiqués ou non.

Quiconque a une demande ou une offre de travail à faire y a libre accès. La bibliothèque est publique, ainsi que les cours et conférences qui pourraient être organisés.

L'administration de la bourse est confiée à une commission composée de 15 membres, élus pour un an par les délégués des syndicats admis à la bourse. Elle a les attributions les plus étendues et prononce notamment sur l'admission ou l'exclusion des syndicats.

Mais elle est contrôlée par le préfet qui est représenté à la bourse par un employé faisant fonctions de régisseur. Le préfet nomme à tous les emplois administratifs, à la conservation des immeubles, veille à l'observation des décrets, contrôle les dépenses et assure le maintien de l'ordre à l'intérieur de la bourse.

Quant à la ville, elle élabore le réglement général et vote le budget.

Enfin, le ministre du commerce peut ordonner la fermeture de la bourse ou dissoudre la commission administrative.

Coalition. — Grève. — Lock out

La coalition est l'action concertée de plusieurs ouvriers, ou de plusieurs patrons, pour la défense de leurs intérêts communs. Cette action aboutit généralement pour les premiers, à la *grève*, ou suspension brusque du travail; pour les seconds, au *lock out*, c'est-à-dire au refus de faire travailler.

La loi du 30 juin 1881 sur la liberté de réunion, la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels assurèrent l'exercice complet du droit de coalition qui, depuis la loi du 25 mars 1864, n'était déjà plus un délit. Il avait été remplacé par le délit d'atteinte à la liberté du travail.

Aux termes de l'article 414 du Code pénal, les violences ou voies de fait, les menaces ou manœuvres frauduleuses employées par les coalisés contre les dissidents sont punies de six jours à trois ans de prison et d'une amende de 16 à 3 000 francs, ou de l'une de ces peines seulement. S'il y a plan concerté, l'interdiction de séjour peut être prononcée (article 415. — Loi du 27 mai 1885).

Mais la mise à l'index d'un établissement industriel, l'interdiction de plusieurs établissements, la pression exercée par les ouvriers sur les patrons, ne constituent plus des délits. Si ces mesures ont été prises en vue de la défense d'intérêts professionnels, aucune condamnation ne serait donc prononcée ; dans le cas contraire, une action civile pourrait être exercée contre les promoteurs en vertu de l'article 1780 du Code civil.

Les tiers étrangers à la profession qui seraient intervenus dans une grève pour conseiller, assister ou soutenir les grévistes, ne sauraient être incriminés s'il n'y a pas eu de manœuvres ayant eu pour résultat de prolonger la durée de la grève.

La grève n'est pas en elle-même un cas de force majeure ; le fabricant qui ne pourra livrer une marchandise à l'époque convenue sera passible de dommages-intérêts nonobstant la grève. Cependant quelques tribunaux ont admis qu'il y avait cas de force majeure lorsqu'il s'agissait d'une grève atteignant toute une industrie.

Quoi qu'il en soit, le fabricant ou le négociant qui s'engagent a effectuer une livraison à une date déterminée feront bien de toujours insérer dans le contrat une clause relative ou cas de grève les déliant de leur engagement, si une telle éventualité se produisait.

A l'égard des grévistes, un arrêt de la chambre des requêtes du 18 mars 1902 a admis qu'ils étaient passibles de dommages-intérêts envers le patron, parce que la grève avait été déclarée brusquement et sans observation des délais d'usage.

D'autre part, un arrêt du 4 mai 1904, de la chambre civile de la cour de cassation, a admis que la grève met fin au contrat de louage de services qui existait entre le chef de l'entreprise et les ouvriers grévistes, et qu'elle peut donner lieu à des dommages-intérêts à la charge de ceux-ci et au profit du chef de l'entreprise si, préjudiciable à ce dernier, elle a été abusivement déclarée.

Il s'ensuit que, la grève terminée, lorsque les ouvriers reprennent le travail, ils le font en exécution d'un contrat nouveau, quelles que soient les conditions.

CONCILIATION ET ARBITRAGE

La loi du 27 décembre 1892, sur la conciliation et l'arbitrage en matière de différends collectifs entre patrons et ouvriers, a pour but de prévenir ou d'apaiser les conflits entre le capital et le travail et, par dessus tout, d'empêcher ou d'abréger les grèves.

Avant la grève, la procédure de conciliation ne peut être mise en mouvement que par l'une des parties intéressées au contrat de travail : les patrons, d'une part, les ouvriers ou employés, de l'autre. Après la déclaration de grève, les circonstances étant plus graves, et le droit d'initiative des parties restant d'ailleurs entier, ce droit est étendu au juge de paix qui peut alors, mais alors seulement, provoquer le rétablissement de la bonne harmonie rompue par la grève. Dans l'un et l'autre cas, d'ailleurs, la procédure comporte deux phases successives : la tentative de conciliation d'abord ; ensuite, et faute de conciliation, l'arbitrage.

I. De la conciliation. — Comité de conciliation

Les patrons, ouvriers et employés entre lesquels s'est produit un différend d'ordre collectif portant sur les conditions du travail peuvent soumettre les questions qui les divisent à un *comité de conciliation*. Les formes dans lesquelles

ce comité doit être constitué sont déterminées par la loi, qui règle les procédés à employer pour la demande et pour la réponse, pour la désignation des délégués et pour leur réunion en présence du juge de paix, et indique comment doit être constaté l'accord entre les parties, lorsqu'il intervient.

Réunion du comité

Le droit de provoquer la réunion du comité n'appartient qu'aux patrons et aux ouvriers et employés; mais les uns et les autres en sont pareillement investis, et la loi établit entre eux, à ce point de vue, l'égalité la plus parfaite. Des deux parties que le contrat de travail a liées et qu'un désaccord sépare, c'est à la plus diligente et à la mieux intentionnée qu'il appartient de faire le premier pas dans la voie d'un rapprochement amiable. Si le désir d'une entente est égal des deux côtés, la demande peut être réciproque : « Les patrons, « ouvriers ou employés », dit l'article 2, « adressent, soit ensemble, soit « séparément ..... au juge de paix ..... une déclaration écrite ». La demande peut émaner d'ailleurs non seulement des parties en personne, mais aussi de leurs mandataires. Le juge de paix compétent pour recevoir cet appel à la conciliation est celui du canton ou existe le différend, et, s'il s'étend à plusieurs cantons, le juge de paix de chacun d'eux peut être, indifféremment, saisi de la demande.

La déclaration devra contenir :

1° Les noms, qualités et domiciles des demandeurs ou de ceux qui les représentent;

2° L'objet du différend, avec l'exposé succinct des motifs allégués par la partie;

3° Les noms, qualités et domiciles des personnes auxquelles la proposition de conciliation doit être notifiée;

4° Les noms, qualités et domiciles des délégués choisis parmi les intéressés par les demandeurs pour les assister ou les représenter, sans que le nombre des personnes désignées puisse être supérieur à cinq. Ces personnes sont choisies *dans la profession* et *parmi les intéressés*.

S'il existe, par exemple, dans une ville, deux usines faisant le même travail et si un différend a pris naissance dans l'une d'elles sans s'étendre à l'autre, les ouvriers de la première ne pourront déléguer, pour les représenter au comité de conciliation, leurs camarades de la seconde. Le patron ne pourrait pas davantage choisir un autre patron pour le représenter ou pour l'assister. Il ne pourra se faire accompagner que par des personnes appartenant à l'établissement industriel qu'il dirige.

Enfin les délégués devront être « citoyens français » et avoir la jouissance de leurs droit civils, civiques et politiques.

Les femmes peuvent être choisies comme déléguées dans les professions ou industries qui les emploient. Celles qui seront désignées devront, d'ailleurs, appartenir aussi à la nationalité française et n'avoir été privées de leurs droits par aucune condamnation.

Le nombre des personnes désignées pour assister ou représenter les demandeurs en conciliation ne peut pas être supérieur à cinq, le nombre des personnes choisies pour assister et représenter la partie adverse est limité au même chiffre. Ce chiffre est un maximum; il ne peut pas être dépassé, mais il peut n'être pas atteint. La loi n'exige pas, d'ailleurs, que le nombre des comparants soit égal des deux parts : les ouvriers, ne pouvant être tous admis, choisiront parmi

eux un délégué au moins et cinq au plus. Quant au patron, il pourra, bien entendu, se présenter seul, et, s'il le préfère, il pourra se faire accompagner d'une personne au moins et de quatre au plus prises dans sa maison; enfin, comme la loi permet aux parties non seulement de se faire assister, mais encore de se faire représenter par des délégués, le patron pourra encore ne pas comparaître personnellement, mais confier ce mandat à une personne au moins et à cinq au plus, pourvu que ces personnes ne soient point étrangères à son usine.

Chez le juge de paix

Le juge de paix, dès qu'il a reçu la déclaration écrite des demandeurs en conciliation, délivre un récépissé sur papier libre et sans frais, en indiquant la date et l'heure du dépôt.

Puis, il avise sans aucun retard la partie adverse, en l'invitant à se rapprocher de l'autre, en sa présence, sur un terrain neutre. Dans ce but, il lui adresse, sans frais, copie exacte de la déclaration, dans un délai de vingt-quatre heures. Cette notification est faite par lettre recommandée ou, au besoin, par affiches apposées aux portes de la justice de paix du canton et à celles de la mairie des communes sur le territoire desquelles s'est produit le différend. L'un et l'autre procédé devront le plus souvent être employés cumulativement : sans doute, si l'initiative de la réunion du comité de conciliation provient des ouvriers, il sera facile, et il suffira de transmettre aux patrons la déclaration par pli recommandé. Mais si l'initiative a été prise par le ou les patrons, il sera plus malaisé d'atteindre l'autre partie; le grand nombre des ouvriers fera, dans bien des cas, obstacle aux notifications individuelles. Souvent, il est vrai, dès l'origine du conflit et avant toute application de la loi du 27 décembre 1892, les ouvriers ou employés auront choisi parmi eux une délégation pour présenter au chef d'industrie leurs griefs et leurs doléances. A ces délégués le juge de paix pourra adresser des lettres recommandées, et en même temps il fera procéder à l'affichage aux endroits prescrits, afin que l'appel à la conciliation soit connu de toute la collectivité ouvrière.

Les intéressés ont un délai maximum de trois jours pour faire connaître leur réponse. Si ce temps expire sans aucune déclaration de leur part, leur silence est considéré comme un refus. Ils peuvent cependant obtenir une prolongation de délai « si l'éloignement ou l'absence des personnes auxquelles la « proposition est notifiée ou la nécessité de consulter des mandants, des associés « ou un conseil d'administration, ne permettent pas de donner une réponse dans « les trois jours. » Mais alors « les représentants desdites personnes doivent, « dans ce délai de trois jours, déclarer quel est le délai nécessaire pour donner « cette réponse. » Le juge de paix transmet cette déclaration aux demandeurs dans les vingt-quatre heures.

Le refus de la proposition de la conciliation met fin à la mission du magistrat; si, au contraire, elle est acceptée, la réponse affirmative qui lui est adressée fait connaître les noms, qualités et domiciles des délégués choisis pour assister ou représenter la partie.

Dès que l'acceptation lui parvient, le juge de paix invite d'urgence les parties, ou les délégués désignés par elles, à se réunir en comité de conciliation.

A ce moment, les deux parties se trouveront en présence devant un magistrat impartial qui, par sa position même, affirmera sa neutralité complète et les invitera à entrer en pourparlers.

Le juge de paix ne figure pas dans le comité de conciliation comme un juge appelé à statuer sur les prétentions contradictoires des parties en cause;

il n'est pas non plus président de droit de cette sorte de conseil de famille, et, loin d'avoir une voix prépondérante dans la discussion, il n'a pas même voix délibérative. Il y a plus : il ne peut présider la réunion et diriger le débat que si les parties intéressées en manifestent le désir. Les réunions ont lieu en présence du juge de paix, qui est à la disposition du comité pour diriger les débats. Par conséquent, s'il n'y est point expressément convié par les parties, il devra rester absolument étranger à la discussion. Il assiste néanmoins à la réunion, où sa présence est une garantie de l'observation des convenances dans la discussion. En outre, comme il est chargé de dresser le procès-verbal dans lequel sont consignés les résultats de la tentative de conciliation, cette mission suffirait, au besoin, à justifier sa présence. Le plus souvent, d'ailleurs, il dirige les débats; il prend alors la présidence.

La délibération ne saurait d'ailleurs aboutir qu'à un accord ou à un refus d'accord. Le comité de conciliation ne saurait à aucun titre être assimilé ni à un tribunal, ni même à une assemblée délibérante où la majorité impose ses décisions à la minorité. L'échange de vues n'est pas suivi d'un vote final. C'est pourquoi il n'a pas paru nécessaire d'assurer aux parties une représentation égale en nombre des deux côtés.

Si l'accord s'établit dans le comité sur les conditions de la conciliation, ces conditions sont consignées dans un procès-verbal dressé par le juge de paix et signé par les parties ou par leurs délégués, et qui contient les conditions de l'arrangement, s'il y en a, et, dans le cas contraire, fait sommairement mention que les parties n'ont pu s'accorder.

Cet acte est dispensé du timbre et enregistré gratis. La minute en est conservée au greffe de la justice de paix; une expédition en est délivrée gratuitement à chacune des parties.

Une autre expédition est transmise par les soins du juge de paix au préfet, qui la fait parvenir au Ministre du Commerce et de l'Industrie.

II. De l'arbitrage. — Les arbitres

Si l'accord ne s'établit pas, le juge de paix invite les parties à désigner chacune un ou plusieurs arbitres, soit un arbitre commun. L'intervention du magistrat ne doit pas aller plus loin, et il doit s'abstenir avec grand soin de peser sur le choix des parties ou de l'inspirer. La plus entière liberté doit leur être laissée, car il faut aux arbitres, outre une compétence indiscutée, la confiance absolue de ceux qui leur remettent le jugement de leur désaccord. Toutefois, la loi veut qu'ils soient citoyens français, comme elle l'a exigé pour les délégués, et à plus juste titre encore, puisque les arbitres sont investis d'une véritable magistrature; c'est pour cette cause qu'il n'a pas paru possible de confier aux femmes, qui cependant peuvent être déléguées, le rôle d'arbitre.

L'invitation du juge de paix doit s'adresser aux intéressés ou à leurs délégués, en présence devant lui. Le législateur a supposé que les parties qui nommeront des délégués leur confirmeront un double mandat : d'abord, celui de siéger au comité de conciliation; en second lieu, et en cas d'échec de cette tentative, la mission de nommer les arbitres. Si cette supposition n'est pas conforme à la réalité des faits, si les délégués des patrons ou des ouvriers ne croient pas tenir de leurs mandants un pouvoir aussi étendu, ils seront toujours en droit d'obtenir du juge de paix un délai utile pour solliciter le mandat qui leur ferait défaut. La nécessité d'accepter l'arbitrage proposé par le magistrat n'est imposée à personne, et l'une et l'autre parties conservent toute liberté pour repousser l'invitation qui leur est adressée.

Chaque partie a le droit de désigner un ou plusieurs arbitres ; mais, comme il s'agit de constituer alors une véritable juridiction, il est indispensable, pour assurer à tous des garanties égales, qu'un même nombre d'arbitres soit pris d'un côté et de l'autre.

Les parties peuvent encore opter pour la constitution d'un arbitre commun. Le texte ne parle que d'un arbitre commun ; mais comme il a été déjà reconnu aux deux parties le droit de choisir plusieurs arbitres, rien ne les empêche de s'entendre pour confier en commun l'arbitrage à plusieurs personnes, comme elles pourraient ne le confier qu'à une seule.

Si les arbitres ne s'entendent pas sur la solution à donner au différend, ils pourront choisir un troisième arbitre pour les départager. C'est une disposition empruntée à la législation ordinaire, pour mieux assurer le succès de l'entreprise de pacification.

Aux termes des articles 1017 et 1018 du Code de procédure civile, le tiers-arbitre est tenu de se conformer à l'un des avis des autres arbitres, sans pouvoir proposer une solution nouvelle. Telle n'est pas la pensée de la loi du 27 décembre 1892 ; il a été expressément expliqué, dans la discussion, que le troisième arbitre pourrait avoir son opinion propre, sans être enchaîné par le sentiment d'aucun de ceux qui auront prononcé avant lui. Ses pouvoirs sont identiques aux pouvoirs de ceux nommés d'abord. Il se réunira à eux pour former, avec une composition modifiée, le tribunal arbitral. Il pourra proposer un système tout à fait nouveau ou une transaction entre les deux premiers. Afin de faire clairement apparaître cette innovation, le législateur de 1892 a intentionnellement remplacé par les mots « nouvel arbitre » la dénomination de « tiers-arbitre » dont se sert le Code de procédure.

On ne peut prendre pour arbitre départiteur qu'une seule personne.

Enfin, la loi envisage le cas où les arbitres n'arriveraient à s'entendre ni sur la solution à donner au différend, ni même sur le choix du nouvel arbitre. Les arbitres déclareront sur le procès-verbal leur double dissentiment : ce procès-verbal sera remis au juge de paix, qui sera tenu de l'adresser d'urgence au président du tribunal de première instance de l'arrondissement, et ce dernier magistrat, sur le vu du document à lui transmis, nommera, par ordonnance, le nouvel arbitre.

Quand les membres du comité de conciliation désigneront les premiers arbitres, ils devront, en même temps, rédiger par écrit les sujets de dissentiment qui seront la matière de l'arbitrage. La décision sur le fond sera également rédigée par écrit et signée par les arbitres. Elle sera dispensée du timbre et enregistrée gratis, puis remise au juge de paix, qui déposera la minute au greffe, en délivrera gratuitement une expédition à chacune des parties et en adressera une autre au Ministre du Commerce et de l'Industrie par l'entremise du préfet.

III. Du droit d'initiative du juge de paix en cas de grève

Dans un seul cas, les magistrats cantonaux ont reçu de la loi la mission et le pouvoir de substituer leur initiative à celle des intéressés, si celle-ci ne s'exerce pas spontanément. Ce cas a, d'ailleurs, une importance capitale, puisqu'il s'agit de celui où une grève vient à éclater.

Le juge invite d'office par lettres recommandées, et au besoin par affiches, les patrons, ouvriers et employés ou leurs représentants à lui faire connaître : 1° l'objet du différend, avec l'exposé succinct des motifs allégués ; 2° leur acceptation ou refus de recourir à la conciliation et à l'arbitrage ; 3° les noms,

qualités et domiciles des délégués choisis, le cas échéant, par les parties, sans que le nombre des personnes désignées de chaque côté puisse être supérieur à cinq.

Les réponses devront lui parvenir dans un délai de trois jours qui pourra, toutefois, être augmenté pour les causes et dans les conditions indiquées par la loi.

Les patrons, comme les ouvriers, demeurent absolument libres d'accepter ou de refuser l'invitation qui leur est adressée. S'ils acceptent, il sera procédé d'abord à la tentative de conciliation, ensuite, et, s'il y a lieu, à la désignation des arbitres.

Le pouvoir du juge de paix n'a d'autres limites que les termes de la loi, qui ont été choisis à dessein très vagues et très généraux. Le différend sera toujours d'ordre collectif lorsque la grève aura éclaté, alors même qu'il aurait été au début d'ordre individuel seulement; quant aux conditions du travail, elles sont si nombreuses et si complexes que, presque toujours, l'une d'entre elles se trouvera engagée dans le conflit. Si la grève s'étend sur le territoire de plusieurs cantons, les juges de paix doivent se concerter entre eux, et déterminer, d'un commun accord, celui qui aurait à prendre l'initiative prévue par la loi.

Cette initiative du magistrat n'est pas la conséquence immédiate et nécessaire du conflit; elle ne fait point obstacle à l'entente directe entre les patrons et les ouvriers, même après la déclaration de grève, soit pour une transaction immédiate, soit pour un arbitrage.

IV. Sanction des décisions

La loi a assuré l'authenticité et la conservation des résolutions prises par les comités de conciliation et des sentences arbitrales en ordonnant le dépôt des minutes au greffe de la justice de paix. Elle a fait davantage : l'article 12 ordonne que la demande de conciliation et d'arbitrage, le refus ou l'absence de réponse de la partie adverse, la décision du comité de conciliation ou celle des arbitres seront notifiés par le juge de paix au maire de chacune des communes où s'étendait le différend; chacun des maires les rendra publics par affichage à la place réservée aux publications officielles. L'affichage peut, en outre, se faire par les soins des parties intéressées. Les affiches sont dispensées du timbre. Il n'y a pas de sanction pénale, on a cherché la sanction dans un appel à l'opinion publique.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Attributions

Les conseils de prud'hommes sont des tribunaux d'exception institués pour terminer par la voie de conciliation, si possible, ou par jugement, si la conciliation n'aboutit pas, les différends qui s'élèvent soit entre des fabricants et des ouvriers, soit entre des chefs d'atelier et des ouvriers et apprentis.

La juridiction prud'homale ne s'étend ni aux employés de commerce et d'industrie, ni aux domestiques.

Les conseils de prud'hommes sont également chargés des mesures conservatoires de la propriété des dessins de fabrique. L'administration peut aussi les saisir de toute question intéressant l'industrie.

Législation

L'origine des prud'hommes, bien que l'on rencontre cette dénomination dans l'ancien droit français, remonte à 1806. Napoléon I^er^, pour répondre au vœu des Lyonnais qui sollicitaient le rétablissement d'une juridiction arbitrale corporative, institua à Lyon, par la loi du 18 mars 1806, le premier conseil de prud'hommes. Aux termes de l'article 34 de ladite loi, le gouvernement pouvait établir, par des réglements d'administration publique, des conseils de prud'hommes où il le jugerait convenable.

Une série de lois et de décrets sont ensuite intervenus pour modifier et interpréter la loi de 1806. La loi du 1^er^ juin 1853 réorganisa l'institution: elle fut elle-même partiellement modifiée, notamment en ce qui concerne les élections et le bureau du conseil, à diverses reprises.

Fonctionnement. — Création

Les conseils de prud'hommes sont établis par décrets rendus dans la forme des réglements d'administration publique, après avis des chambres de commerce ou des chambres consultatives des arts et manufactures. Ils sont dissous par décret, rendu sur la proposition du ministre du commerce.

Les décrets d'institution déterminent le nombre des membres de chaque conseil.

Ce nombre est de six au moins, non compris le président et le vice-président.

Le nombre des prud'hommes ouvriers est toujours égal à celui des patrons.

Président

Les membres des conseils de prud'hommes, réunis en assemblée générale, élisent parmi eux, à la majorité absolue des membres présents, un président et un vice-président.

En cas de partage des voix, et après deux tours de scrutin, le conseiller le plus ancien en fonctions sera élu. Si les deux candidats avaient un temps de service égal, la préférence serait accordée au plus âgé. Il en est de même dans le cas de la création d'un nouveau conseil.

Lorsque le président est choisi parmi les prud'hommes patrons, le vice-président ne peut l'être que parmi les prud'hommes ouvriers, et réciproquement.

Dans les cas d'abstention soit des électeurs, soit des élus, le président, le vice-président pourront être pris tous deux parmi les prud'hommes ouvriers ou les prud'hommes patrons, suivant le cas.

La durée des fonctions du président et du vice-président est d'une année. Ils sont rééligibles.

Il n'y a pas de ministère public auprès des conseils de prud'hommes; il y a un secrétaire qui fait fonctions de greffier.

Le secrétaire attaché aux conseils de prud'hommes est nommé à la majorité absolue des suffrages; il peut être révoqué à volonté; mais, dans ce cas, la délibération doit être signée par les deux tiers des prud'hommes.

Bureaux

Les conseils de prud'hommes sont divisés en deux bureaux : l'un appelé bureau particulier ou de conciliation; l'autre, bureau général ou de jugement.

Le bureau particulier des conseils de prud'hommes institué par l'article 21 du décret du 11 juin 1809 est présidé alternativement par un patron et un ouvrier, suivant un roulement établi par le réglement particulier de chaque conseil, sauf dans les cas d'abstention collective.

Une audience au moins par semaine est consacrée aux conciliations. Cette audience est tenue par deux membres, l'un patron, l'autre ouvrier.

Exceptionnellement, et dans les cas d'abstention collective, les deux membres composant le bureau peuvent être pris soit parmi les prud'hommes patrons, soit parmi les prud'hommes ouvriers.

Tout membre d'un conseil de prud'hommes qui, sans motifs légitimes et après mise en demeure, se refuserait à remplir le service auquel il est appelé, pourra être déclaré démissionnaire.

Le président constate le refus de service par un procès-verbal contenant l'avis motivé du conseil, de prud'hommes préalablement entendu ou dûment appelé.

Si le conseil n'émet pas son avis dans le délai d'un mois à dater de la convocation, il est passé outre.

Sur le vu du procès-verbal, la démission est déclarée par arrêté du préfet.

En cas de réclamation, il est statué définitivement par le ministre du commerce, sauf recours au conseil d'État pour cause d'excès de pouvoir.

Tout membre d'un conseil de prud'hommes qui aura manqué gravement à ses devoirs dans l'exercice de ses fonctions, sera appelé par le président, devant le conseil, pour s'expliquer sur les faits qui lui sont reprochés.

Si le conseil n'émet pas son avis motivé dans le délai d'un mois à dater de la convocation, il est passé outre.

Un procès-verbal est dressé par le président.

Le procès-verbal est transmis par le préfet, avec son avis, au ministre.

Les peines suivantes peuvent être prononcées, suivant les cas :

La censure,

La suspension pour un temps qui ne peut excéder six mois.

La déchéance.

La censure et la suspension sont prononcées par arrêté ministériel; la déchéance est prononcée par décret.

Le prud'homme contre lequel la déchéance a été prononcée ne peut être élu aux mêmes fonctions pendant six ans, à dater du décret.

Élection des membres

Les membres des conseils de prud'hommes sont élus par les patrons, chefs d'atelier, contremaîtres et ouvriers appartenant aux industries dénommées dans les décrets d'institution. Ils sont élus pour six ans et renouvelables par moitié tous les trois ans.

Sont électeurs :

1° Les patrons, âgés de vingt-cinq ans accomplis, patentés depuis cinq ans au moins, et depuis trois ans dans la circonscription du conseil; les associés en nom collectif, patentés ou non, âgés de vingt-cinq ans accomplis, exerçant depuis cinq ans une profession assujettie à la contribution des patentes, et domiciliés depuis trois ans dans la circonscription du conseil;

2° Les chefs d'atelier, contremaîtres et ouvriers, âgés de vingt-cinq ans accomplis, exerçant leur industrie depuis cinq ans au moins, et domiciliés depuis trois ans dans la circonscription du conseil.

Sont éligibles :

Les électeurs âgés de trente ans accomplis et sachant lire et écrire.

Ne peuvent être éligibles ni électeurs les étrangers, ni les individus privés de leurs droits civils et politiques.

Opérations électorales

Dans chaque commune de la circonscription, le maire, assisté de deux assesseurs qu'il choisit, l'un parmi les électeurs patrons, l'autre parmi les électeurs ouvriers, inscrit les électeurs sur un tableau qu'il adresse au préfet.

La liste électorale est dressée et arrêtée par le préfet.

En cas de réclamation, le recours est ouvert devant le conseil de préfecture ou devant les tribunaux civils, suivant les distinctions établies par la loi sur les élections municipales.

Les patrons, réunis en assemblée particulière, nomment directement les prud'hommes patrons.

Les contremaîtres, chefs d'atelier et les ouvriers, également réunis en assemblées particulières, nomment les prud'hommes ouvriers en nombre égal à celui des patrons.

Au premier tour de scrutin, la majorité absolue des suffrages est nécessaire; la majorité relative suffit au second tour.

Les conseils de prud'hommes sont renouvelés par moitié tous les trois ans. Le sort désigne ceux des prud'hommes qui sont remplacés la première fois.

Les prud'hommes sont rééligibles.

Lorsque, par un motif quelconque, il y a lieu de procéder au remplacement d'un ou de plusieurs membres d'un conseil de prud'hommes, le préfet convoque les électeurs.

Tout membre élu en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant la durée du mandat confié à son prédécesseur.

Dans le cas où, dans les élections pour les conseils de prud'hommes, se produirait l'abstention collective soit des patrons, soit des ouvriers; dans le cas où ils porteraient leurs suffrages sur les noms d'un candidat notoirement inéligible; dans le cas où les candidats élus par les patrons ou par les ouvriers refuseraient d'accepter le mandat; dans celui où les membres élus s'abstiendraient systématiquement de siéger, il sera procédé, dans la quinzaine, à des élections nouvelles pour compléter le conseil. Si, aprés ces nouvelles élections, les mêmes obstacles empêchent encore la constitution ou le fonctionnement du conseil, les prud'hommes, régulièrement élus acceptant le mandat et se rendant aux convocations, constitueront le conseil et procèderont, pourvu que leur nombre soit au moins égal à la moitié du nombre total des membres dont le conseil est composé.

Le bureau général est composé, indépendamment du président ou du vice-président, d'un nombre égal de prud'hommes patrons et de prudhommes ouvriers. Ce nombre est au moins de deux prud'hommes patrons et de deux prud'hommes ouvriers, quel que soit celui des membres dont se compose le conseil.

Par exception, et dans les cas d'abstention collective, les quatre membres seront pris, sans distinction de qualité, parmi les prud'hommes installés.

Justiciables

Nul ne sera justiciable des conseils de prud'hommes, s'il n'est marchand, fabricant, chef d'atelier, contremaître, teinturier, ouvrier, compagnon ou apprenti; ceux-ci cesseront de l'être dès que les contestations porteront sur des affaires autres que celles qui sont relatives à la branche d'industrie qu'ils cultivent et aux conventions dont cette industrie aura été l'objet. Dans ce cas, ils s'adresseront aux juges ordinaires.

La juridiction des conseils de prud'hommes s'étend sur tous les marchands-fabricants, les chefs d'atelier, contremaîtres, teinturiers, ouvriers, compagnons

et apprentis travaillant pour la fabrique suivant qu'il sera exprimé dans les décrets particuliers d'établissement de chacun de ces conseils à raison des localités, quel que soit l'endroit de la résidence desdits ouvriers. Cette juridiction ne saurait s'étendre aux industries non dénommées à l'acte de constitution.

L'employé de commerce ou d'industrie, *le domestique* ne relèvent pas du conseil des prud'hommes.

Compétence

Les jugements des conseils de prud'hommes sont définitifs et sans appel lorsque le chiffre de la demande n'excède pas 200 fr. de capital.

Au-dessus de 200 fr., les jugements sont sujets à l'appel devant le tribunal de commerce.

Les jugements en dernier ressort sont susceptibles de recours en cassation pour violation de la loi.

Lorsque le chiffre de la demande excède 200 fr., le jugement de condamnation peut ordonner l'exécution immédiate et à titre de provision jusqu'à concurrence de cette somme, sans qu'il soit besoin de fournir caution.

Les jugements par défaut qui n'ont pas été exécutés dans le délai de six mois sont réputés non avenus.

Objet des litiges

Les contestations dont peuvent connaître les conseils de prud'hommes ne sont que celles qui naissent du contrat de louage de services, de louage d'ouvrage ou d'apprentissage (questions de salaires, de congés, de certificats, de dommages-intérêts pour résiliation de contrat, malfaçons).

En ce qui concerne les malfaçons punies souvent par les règlements d'ateliers d'une retenue ou d'une amende, la Cour de cassation refuse aux Conseils de prud'hommes le droit de modifier l'amende et leur reconnaît seulement la faculté de constater matériellement la malfaçon.

Attributions des prud'hommes en matière de police

Tout délit tendant à troubler l'ordre et la discipline de l'atelier, tout manquement grave des apprentis envers leurs maîtres, pourront être punis par les prud'hommes d'un emprisonnement qui n'excèdera pas trois jours, sans préjudice de l'exécution de l'article 19, titre V, de la loi du 22 germinal an XI, et de la concurrence des officiers de police et des tribunaux.

L'expédition du prononcé des prud'hommes, certifiée par leur secrétaire, sera mise à exécution par le premier agent de police, ou de la force publique, sur ce requis.

Procédure et voies de recours. — Conciliation et jugement

Tout patron, contremaître, ouvrier ou apprenti appelé devant les prud'hommes sera tenu, sur une simple lettre de leur secrétaire, de s'y rendre en personne au jour et à l'heure fixés, sans pouvoir se faire remplacer, hors le cas d'absence ou de maladie ; alors seulement, il sera admis à se faire représenter par l'un de ses parents, négociant ou marchand exclusivement, porteur de sa procuration.

Si la personne invitée par le secrétaire à se rendre au bureau particulier ou au bureau général des prud'hommes, ne paraît point, il lui sera envoyé une

citation, qui lui sera remise par l'huissier attaché au conseil. Cette citation, qui contiendra la date du jour, mois et an, les noms, profession et domicile du demandeur, les noms et demeure du défendeur, énoncera sommairement les motifs qui le font appeler.

La citation sera notifiée au domicile du défendeur; et il y aura un jour au moins entre celui où elle aura été remise et le jour indiqué pour la comparution, si la partie est domiciliée dans la distance de trois myriamètres; si elle est domiciliée au delà de cette distance, il sera ajouté un jour pour trois myriamètres.

Dans le cas où les délais n'auraient pas été observés, si le défendeur ne paraît point, les prud'hommes ordonneront qu'il lui soit envoyé une nouvelle citation. Alors les frais de la première citation seront à la charge du demandeur.

Au jour fixé par la lettre du secrétaire ou par la citation de l'huissier, les parties comparaîtront devant le bureau particulier des prud'hommes, sans pouvoir être admises à faire signifier aucune défense.

Les parties seront d'abord entendues contradictoirement. Le bureau particulier ne négligera rien pour les concilier; s'il ne peut y parvenir, il les renverra devant le bureau général, qui statuera aussi rapidement que possible.

Lorsque l'une des parties déclarera vouloir s'inscrire en faux, déniera l'écriture ou déclarera ne pas la reconnaître, le président du bureau général lui en donnera acte; il parafera la pièce et renverra la cause devant les juges auxquels en appartient la connaissance.

Appel

L'appel des jugements des conseils de prud'hommes ne sera pas recevable après les trois mois de la signification faite par l'huissier attaché à ces conseils, s'il est contradictoire, ou après l'expiration du délai d'opposition, s'il est par défaut.

L'appel est porté devant le tribunal de commerce. En principe, il est suspensif; toutefois, le conseil peut ordonner l'exécution provisoire et nonobstant appel, sans caution, jusqu'à concurrence de 200 fr., et même au-dessus de cette somme à charge de donner caution.

Des jugements par défaut et des oppositions à ces jugements

Si, au jour indiqué par la lettre du secrétaire ou par la citation de l'huissier, l'une des parties ne comparaît pas, la cause sera jugée par défaut, sauf l'envoi d'une nouvelle citation dans le cas où les délais n'auraient pas été observés.

La partie condamnée par défaut pourra former opposition dans les trois jours de la signification faite par l'huissier du conseil; cette opposition contiendra sommairement les moyens de la partie, et assignation au premier jour de séance du conseil de prud'hommes, en observant toutefois les délais prescrits pour les citations; elle indiquera, en même temps, les jour et heure de la comparution, et sera notifiée ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Si le conseil de prud'hommes sait que le défendeur n'a pu être instruit de la contestation, il pourra, en adjugeant le défaut, fixer pour le délai de l'opposition le temps qui lui paraîtra convenable; et, dans le cas où la prorogation n'aurait été ni accordée d'office, ni demandée, le défaillant pourra être relevé de la rigueur du délai et admis en opposition, en justifiant qu'à raison d'absence ou de maladie grave, il n'a pu être instruit de la contestation.

La partie opposante qui se laisserait juger une seconde fois par défaut ne sera plus admise à former une nouvelle opposition.

Récusation des prud'hommes

Un ou plusieurs prud'hommes pourront être récusés :

1° Quand ils auront un intérêt personnel à la contestation;

2° Quand ils seront parents ou alliés de l'une des parties jusqu'au degré de cousin germain inclusivement;

3° Si, dans l'année qui a précédé la récusation, il y a eu procès criminel entre eux et l'une des parties ou son conjoint, ou ses parents et alliés en ligne directe;

4° S'il y a procès civil existant entre eux et l'une des parties ou son conjoint;

5° S'ils ont donné un avis écrit dans l'affaire.

La partie qui voudra récuser un ou plusieurs prud'hommes, sera tenue de former la récusation, et d'en exposer les motifs, par un acte qu'elle fera signifier au secrétaire du conseil par le premier huissier requis. L'exploit sera signé, sur l'original et la copie, par la partie ou son fondé de pouvoir. La copie sera déposée sur le bureau du conseil et communiquée immédiatement au prud'homme qui sera récusé.

Inspection

Les prud'hommes sont autorisés à faire des inspections dans les ateliers; elles ne peuvent avoir lieu que lorsque le propriétaire aura été prévenu deux jours avant celui où les prud'hommes devront se rendre dans son domicile; le propriétaire est tenu de leur donner un état exact du nombre de métiers qu'il a en activité et des ouvriers qu'il occupe.

L'inspection des prud'hommes a pour objet unique d'obtenir des informations sur le nombre de métiers et d'ouvriers; et, en aucun cas, ils ne peuvent en profiter pour exiger la communication des livres d'affaires et des procédés nouveaux de fabrication que l'on voudrait tenir secrets.

Si, pour effectuer leur inspection, les prud'hommes ont besoin du concours de la police municipale, cette police est tenue de leur fournir tous les renseignements et toutes les facilités qui sont en son pouvoir.

Juge de paix

Le juge de paix est compétent pour statuer sur les litiges nés des contrats de travail lorsqu'il n'y a pas de conseil de prud'hommes.

Tribunal civil

L'appel est porté devant le tribunal civil.

Le tribunal civil est compétent pour juger les contestations relatives à l'engagement des personnes n'ayant pas qualité de gens ou de domestiques.

Tribunal de commerce

Par contre, les contestations entre les patrons et leurs employés autres que ceux qui ont la qualité d'ouvriers sont portées devant le tribunal de commerce.

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL

Attributions

Le conseil supérieur du travail a été créé par décret du 2 janvier 1901. Son organisation a été plusieurs fois modifiée, elle est actuellement réglée par le décret du 14 mars 1903, modifié par les décrets des 27 janvier et 4 août 1904.

Ses attributions n'ont été délimitées par aucun décret. Elles consistent surtout à discuter les rapports qu'une commission permanente, choisie dans son sein, a préalablement examinés. Cette commission étudie, à la demande du ministre du commerce, les conditions du travail, les conditions des travailleurs, les rapports entre patrons et ouvriers. Elle prend connaissance des documents et des statistiques qui doivent servir de base à ses travaux, demande des compléments d'enquête, provoque les témoignages écrits ou oraux des personnes compétentes et fait ressortir, dans un rapport d'ensemble au conseil supérieur, les faits qu'elle a observés, les abus qu'elle a constatés, les réformes que l'enquête indique comme efficaces. Elle peut aussi, à la demande du ministre, déposer entre ses mains un rapport sur les causes et circonstances d'une grève ou d'une coalition patronale.

En cas d'urgence, la commission permanente peut, sans les soumettre au conseil supérieur, émettre les avis qui lui sont demandés par le Ministre. Il en est rendu compte au conseil supérieur lors de sa prochaine session.

Les comptes-rendus des enquêtes de la commission permanente sont envoyés à chaque membre du conseil supérieur du travail. Ils doivent leur parvenir quinze jours au moins avant l'ouverture de la session où ils seront discutés.

Le conseil peut, au besoin, provoquer de nouveaux témoignages, recevoir des dépositions.

La discussion est close par une résolution énumérant les inconvénients et les abus démontrés par l'enquête et les réformes appropriées à chacun d'eux.

On voit que ces attributions sont purement techniques et consultatives. Elles n'en sont pas moins très importantes, car les résolutions adoptées par le Conseil supérieur, après discussion entre les représentants des patrons et ceux des ouvriers, constituent bien souvent le meilleur terrain de conciliation et d'entente.

Composition du conseil supérieur

Le Conseil est composé de 65 membres, savoir :

26 membres nommés par les patrons (18 élus de membres des chambres de commerce et des chambres consultatives, au scrutin de liste, à raison de un représentant par groupe professionnel; 8 conseillers prud'hommes patrons);

26 membres nommés par les ouvriers (18 élus par les syndicats d'ouvriers et d'employés répartis en 18 groupes industriels et commerciaux, 8 conseillers prud'hommes ouvriers);

3 sénateurs élus par le Sénat;

5 députés élus par la Chambre des députés;

1 membre de la Chambre de Commerce de Paris, désigné par cette Chambre;

1 membre du Comité fédéral des Bourses du travail élu par les Bourses du travail adhérentes;

1 membre de la Chambre consultative des Associations Ouvrières de production, élu par les associations adhérentes;

2 membres choisis par le Ministre, parmi les membres de l'Institut et les professeurs de l'Université de Paris.

Le Directeur du Travail, le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales, le Directeur de l'Enseignement technique ont entrée au Conseil. Ils participent aux délibérations sans prendre part aux votes.

Composition de la Commission permanente

La Commission permanente du Conseil supérieur du travail, — aux travaux de laquelle prennent part, dans les conditions susindiquées les chefs de service qui ont entrée au Conseil supérieur, — comprend 7 patrons, 7 ouvriers, 1 sénateur, 1 député, tous élus par le Conseil supérieur, et 3 membres de droit, savoir :

Le représentant de la Chambre de commerce de Paris;

Le représentant de la Chambre consultative des Associations Ouvrières de production;

Le représentant des Bourses du travail.

La Commission permanente élit un président. Elle a à sa disposition les secrétaires et secrétaires-adjoints du Conseil supérieur du travail.

Elle se réunit, sur convocation de son président, jusqu'à la clôture des travaux entrepris.

Groupes professionnels

Les groupes professionnels représentés au Conseil supérieur du travail sont les suivants (les indications en italique ne concernent que les groupes ouvriers):

1 Mines, carrières, salines;

2 Alimentation : grandes industries et commerces de gros;

3 Alimentation : petites industries et commerces de détail;

4 Industries chimiques, *allumettes et tabacs*, céramique et verrerie, fabrication du papier;

5 Industrie de cuirs et peaux;

6 Industrie de la laine, du lin, du jute et leurs mélanges, y compris les industries similaires et succédanées;

7 Industrie du coton et ses mélanges, y compris les industries similaires et succédanées;

8 Industrie de la soie et ses mélanges, y compris les industries similaires et succédanées;

9 Travail des étoffes, vêtement, toilette (département de la Seine)(1);

10 Travail des étoffes, vêtement, toilette (départements autres que la Seine)(1);

11 Industries du bois et du bâtiment (bois), commerce et manutention non compris;

12 a) Métallurgie et construction mécanique;

b) *Chauffeurs, conducteurs, mécaniciens;*

13 Travail des métaux communs et bâtiment (métaux);

14 Bâtiment (pierre, enduits, canalisations)(2);

15 Transports par voies ferrées;

16 Transports par terre et par eau, manutention, *garçons de magasin*;

17 Industries relatives aux lettres, sciences, arts, (industrie du livre), (photographie)(2), instruments de précision, orfèvrerie, bijouterie, (arpenteurs-géometres(2), *ingénieurs, artistes*, etc.);

18 Commerces, (banque)(2) et *administrations* (les commerces d'alimentation exceptés) [département de la Seine];

19 Commerces, (banque)(2) et *administrations* (les commerces d'alimentation exceptés) [départements autres que la Seine].

(1) Il n'est pas fait de division entre les départements pour les groupes ouvriers.
(2) Non mentionné dans l'énumération des groupes ouvriers.

Éligibilité

Pour être éligible, il faut être Français, âgé de vingt-cinq ans au moins et non déchu de ses droits civils et civiques.

La candidature des femmes est admise suivant les mêmes conditions d'âge et de nationalité. En ce qui concerne les ouvriers, l'un des représentants des groupes 9 et 10 doit être du sexe féminin.

Nul ne peut représenter un autre groupe professionnel que celui auquel il appartient ou a appartenu.

CONSEILS DU TRAVAIL

Les Conseils du travail ont été créés sur le rapport de M. Millerand, Ministre du Commerce, par décret du 17 décembre 1900. Ils ont pour but d'éclairer le gouvernement sur toutes les questions du travail, de servir éventuellement de conciliateurs entre patrons et ouvriers, auxquels ils fourniront un tribunal arbitral permanent, de collaborer à l'établissement du salaire normal et de la durée normale du travail que les administrations publiques imposent à leurs entrepreneurs à l'égard de leurs ouvriers dans leurs cahiers des charges.

Ils sont composés d'un nombre égal d'ouvriers et de patrons élus par les syndicats professionnels.

Des industriels se sont émus de cette institution, et de l'influence attribuée aux syndicats qui sont seuls appelés à élire les représentants aux Conseils du travail, à l'exclusion des ouvriers isolés.

En droit, ils soutenaient qu'une création ayant une telle importance économique ne pouvait être effectuée par simple décret. Ils ajoutaient que ces corps ayant, d'après eux, certains pouvoirs propres de décision dans les questions ouvrières, le décret, dans tous les cas, ne pouvait les composer uniquement de membres syndiqués.

Cette question a soulevé de nombreuses polémiques lors de l'apparition du décret de 1900.

Le Conseil d'État a déclaré réguliers et valables les décrets instituant des Conseils du travail dans les termes suivants :

Considérant, d'une part, que les Conseils du travail tels qu'ils ont été institués par ces décrets, sont essentiellement des organes d'information ; qu'ils ne sont investis d'aucun pouvoir propre de décision et que leurs avis, destinés à éclairer les autorités administratives sur les mesures à prendre dans la limite de leurs attributions, ne sont pas obligatoires pour ces autorités; que le caractère purement consultatif des Conseil du travail résulte tant de l'ensemble des dispositions qui les instituent que des termes du rapport du Ministre précédant le décret du 17 septembre 1900, confirmés par ses déclarations au cours de l'instance;

Considérant, d'autre part, que si, d'après l'art. 2, paragraphe 3, du décret du 17 septembre 1900, les Conseils du travail sont chargés d'établir dans chaque région un tableau constatant le taux normal et courant des salaires et la durée normale et courante de la journée de travail, ils doivent le faire dans les formes prévues aux art. 3 des décrets du 10 août 1899;

Que ce tableau n'est qu'un nouvel élément d'information soumis à l'appréciation des administrations publiques intéressées et ne change rien aux attributions qu'elles ont reçues de ces décrets;

Qu'il suit de là que les décrets attaqués n'apportent aucun empêchement à l'entière application des lois des 21 mars 1884 et 27 décembre 1892 et des

décrets du 10 août 1899, les requérants ne sont pas fondés à prétendre qu'ils auraient été pris en violation des lois et règlements précités;

Que dès lors ces décrets sont intervenus dans la limite du pouvoir réglementaire du Président de la République.

Organisation

Les Conseils du travail peuvent être créés dans toute région industrielle où l'utilité en est constatée. Ils sont divisés en sections composées de représentants de la même profession ou de professions similaires. Chaque section est composée en nombre égal de patrons et d'ouvriers ou employés. Le nombre total des membres de la section ne peut être inférieur à six, ni supérieur à douze.

Mode de nomination. — Liste électorale. — Elections

Dans chaque section, sont éligibles les Français de l'un ou de l'autre sexe, âgés de vingt-cinq ans au moins, résidant dans la circonscription de la Chambre, non déchus de leurs droits civils et civiques, appartenant comme patrons, employés ou ouvriers, à l'une des professions inscrites dans la section.

Dans chaque section, sont électeurs patrons les syndicats professionnels légalement constitués ou, à leur défaut, leur section syndicale, ayant leur siège dans la circonscription, comprenant au moins dix patrons ou assimilés établis dans cette circonscription et exerçant une profession inscrite à ladite section du Conseil.

Dans chaque section, sont électeurs ouvriers les syndicats professionnels légalement constitués, ou à leur défaut, leurs sections syndicales, ayant leur siège dans la circonscription, comprenant au moins vingt-cinq ouvriers ou employés exerçant dans cette circonscription une profession inscrite à ladite section du conseil.

Les électeurs patrons et les électeurs ouvriers forment deux collèges distincts élisant séparément leurs représentants.

Chaque syndicat ou section syndicale ayant droit au vote ne dispose que d'une voix.

La date des élections est fixée par arrêté préfectoral; elle peut être différente pour les patrons et pour les ouvriers.

Pendant quinze jours, à dater de l'affichage, les listes électorales dressées par le préfet ou, sous son contrôle, par les maires, à l'aide des renseignements fournis antérieurement par les syndicats, sont tenues à la mairie à la disposition des intéressés pour être revisées d'après leurs déclarations.

Pendant trois semaines à dater de l'affichage, les réclamations des syndicats intéressés au sujet de la liste primitive ou revisée, rédigées en double exemplaire par un mandataire autorisé, sont reçues à la mairie de la commune où est situé le siège du syndicat ou de la section syndicale, dont l'inscription sur la liste électorale est contestée. Un exemplaire de la protestation est envoyé par la mairie à l'organisation mise en cause.

Le préfet arrête la liste électorale définitive.

L'arrêté convoquant les électeurs désigne les locaux où aura lieu le vote. Il fixe l'heure de l'ouverture et celle de la fermeture du scrutin. Il désigne la personne chargée de présider le bureau électoral.

L'élection a lieu au scrutin de liste.

Chaque délégué de syndicat ou de section syndicale se présente muni d'un pouvoir sur papier libre émanant du syndicat et dépose son bulletin de vote dans l'urne.

Le vote est acquis, au premier tour, à la majorité absolue des suffrages exprimés; au deuxième tour, à la majorité relative. En cas de partage égal des voix, au deuxième tour, le plus âgé des deux candidats est élu.

Des représentants des conseils de prud'hommes fonctionnant dans la région peuvent être appelés à faire partie des sections correspondant à leur profession.

Les membres des sections sont nommés pour deux ans et renouvelables par moitié tous les ans.

COMMISSIONS ET COMITÉS

Il existe un certain nombre d'organes dont l'objet est de poursuivre l'amélioration des régimes de protection des travailleurs et d'en surveiller l'application, ce sont : la Commission supérieure du travail dans l'industrie, les commissions départementales, les comités de patronage, la commission d'hygiène industrielle.

Commission supérieure du travail dans l'industrie

Cette Commission instituée auprès du Ministre du commerce a pour mission notamment :

1° de veiller à l'application uniforme et vigilante de la loi sur le travail des enfants et des femmes;

2° de donner son avis sur les règlements à faire et généralement sur diverses questions intéressant les travailleurs protégés.

Chaque année, le Président de la Commission adresse au Président de la République un rapport général sur les résultats de l'inspection et sur les faits relatifs à l'exécution de la loi sur le travail des enfants et des femmes.

Commissions départementales

Ces Commissions, purement consultatives, sont instituées par les Conseils généraux pour présenter, au sujet de l'exécution de la loi sur le travail des enfants et des femmes et des améliorations dont elle serait susceptible, des rapports qui sont transmis au Ministre du Commerce et communiqués par lui à la Commission supérieure.

Comités de patronage

Il est institué dans chaque département des comités de patronage ayant pour objet :

1° la protection des apprentis et des enfants employés dans l'industrie;

2° le développement de leur instruction professionnelle.

Ce sont d'excellentes institutions aux travaux desquelles les chefs d'entreprises et les patrons doivent avoir à cœur de collaborer. Ces comités sont administrés par une commission composée de sept membres, dont quatre nommés par le Conseil général et trois par le Préfet.

Commission d'hygiène industrielle

Il est institué auprès du Ministère du Commerce une Commission d'hygiène industrielle chargée de préparer, au fur et à mesure des nécessités constatées, et avant examen par le Comité Consultatif des Arts et Manufactures, les projets de règlements d'administration publique relatifs à l'hygiène particulière à certaines industries ou à certains modes de travail. Pour l'élaboration de ces règlements, il est adjoint à la Commission quatre membres choisis en raison de leur compétence spéciale dans les questions intéressant l'industrie ou le genre de travail en cause.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Législation

Les accidents du travail sont actuellement soumis à deux régimes absolument différents. L'un ou l'autre régime s'applique suivant la profession à laquelle appartient la victime et non suivant la cause ou la nature de l'accident. Jusqu'à la loi du 9 avril 1898, qui a instauré le principe du risque professionnel pour la généralité de l'industrie, tous les accidents de travail étaient réglementés par le Code civil (articles 1382 à 1386) et le patron n'était responsable qu'autant que l'accident était le résultat de son fait, de son imprudence ou de sa négligence. Ainsi l'obligation de réparer le dommage résultant de l'accident résidait dans *le délit ou le quasi-délit* qu'avait commis le patron, et la victime, qui invoquait la faute, devait la prouver.

C'est à ce régime que sont encore astreints les employés ou ouvriers qui n'appartiennent pas aux professions assujetties à la loi du 9 avril 1898 et aux lois qui la complètent.

Risque professionnel

L'industrie moderne entraîne avec elle des risques inévitables; il appartient au patron qui recueille les profits de cette industrie d'indemniser la victime, lorsque le risque se réalise, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de savoir si le patron a commis une faute susceptible d'engager sa responsabilité. La réparation des accidents entre ainsi dans les frais généraux de l'industrie.

Ce principe a triomphé des résistances premières et l'éminent économiste, M. Cheysson, a pu écrire que « le risque professionnel a vaincu ou va achever de vaincre tous les obstacles qui voulaient arrêter son essor foudroyant, tant il répond à un besoin universellement ressenti et comme à une sommation de la conscience humaine ».

Industries assujetties

L'article premier de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, donne l'énumération suivante des industries soumises aux obligations de ladite loi :

« Industrie du bâtiment, usines, manufactures, chantiers, entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement; magasins publics, mines, minières et carrières et, en outre, toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux ».

Des hésitations se sont produites au sujet de l'assujettissement de certaines catégories d'exploitations.

Le Comité Consultatif des assurances contre les accidents du travail en de nombreux avis, les Ministères du Commerce et de la Justice dans plusieurs

circulaires, ont successivement levé beaucoup de ces hésitations. Puis, après entente entre ces deux administrations, il a été établi un tableau général des professions passibles de la taxe additionnelle prévue par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 et qui sont, par suite, considérées comme assujetties.

Mais si cette liste fournit de précieuses indications, elle ne met pas fin à toute controverse. Il appartient, en effet, au Conseil d'État et à la Cour de Cassation d'interpréter la loi. La Cour de Cassation est souveraine quant à l'assujettissement au fond et le Conseil d'État, quant à l'imposition à la taxe additionnelle destinée à alimenter le fonds spécial de garantie.

Or ces deux assemblées ont sur certains points importants admis des interprétations différentes.

Tandis que la Cour de Cassation décide que l'article premier de la loi du 9 avril 1898 assujettit à la responsabilité du risque professionnel, sous l'appellation d'usines ou de manufactures, *tous les ateliers industriels*, en considérant que le législateur a renoncé à limiter cette responsabilité soit à l'industrie dangereuse, soit à la grande industrie, et a soumis *l'industrie entière* à la loi, le Conseil d'État estime que, pour l'application de la loi sur les accidents du travail, les établissements industriels ou commerciaux ne doivent pas être appréciés d'après la nature économique et les résultats de leur exploitation, mais d'après la nature du travail auquel il y est procédé, les risques que ce travail fait courir aux ouvriers qui y sont employés et les conditions générales dans lesquelles il est exécuté.

Ainsi la Cour de Cassation a déclaré que la loi ne vise pas les marchands de vins en gros, parce que leurs établissements ne comportent pas de transformation industrielle. Au contraire, le Conseil d'État les a imposés à la taxe, considérant que leurs établissements, où il est procédé à la manutention des tonneaux et à leur mise en place, constituent des chantiers au sens de l'article premier de la loi.

Cette divergence de vues a pour résultat de soumettre des chefs d'entreprise à toutes les conséquences de la loi sans les faire contribuer à la constitution du fonds de garantie et réciproquement.

C'est une anomalie que les projets (1) dont est saisi le Parlement feront disparaître, mais qui n'en est pas moins, pour le moment, fort préjudiciable aux chefs d'entreprises dont l'assujettissement n'est pas certain. Le patron prévoyant devra, même dans le doute, s'assurer contre l'application qui pourra lui être faite éventuellement de la loi de 1898, en souscrivant une police mixte, dont le Ministère du Commerce, par une circulaire du 16 avril 1901, a admis la délivrance.

Aux termes de la loi du 30 juin 1899, les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines, sont à la charge de l'exploitant dudit moteur. (1)

(1) Aux termes de l'article premier du projet de loi que de la Chambre des Députés a adopté dans sa séance du 9 juin 1904, la loi du 9 avril 1898 sera applicable aux industries de l'alimentation et aux ateliers comme à toutes les exploitations industrielles, ainsi qu'aux chantiers de manutention et de dépôt.

De plus, elle sera étendue dans un délai de trois mois à toutes les entreprises soumises à la patente, aux diverses professions libérales et aux exploitations forestières

L'article 2 permet de dénoncer dans les trois mois de la promulgation les contrats d'assurances contre les accidents souscrits antérieurement.

Établissements non assujettis

Les entreprises non assujetties sont, d'une manière générale, les exploitations commerciales et agricoles. Elles restent soumises aux dispositions des articles 1382 et suivants du Code civil. Le patron n'est tenu à servir une indemnité à la victime d'un accident de travail que si celle-ci a pu établir que l'accident est dû à la faute de l'employeur. L'assurance ne s'impose pas avec autant de rigueur aux chefs de ces entreprises, mais les sentiments d'équité et de solidarité qui doivent les animer à l'égard de leur personnel, leur commandent de prendre en sa faveur des mesures qui, en cas d'accident dont la responsabilité ne saurait être imputée au patron, permettraient néanmoins d'accorder à la victime une indemnité équivalente à celle qu'elle aurait reçue si elle avait été employée dans un établissement assujetti.

Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne sont pas assujettis par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades. Les uns et les autres ont intérêt à s'assurer personnellement; ils peuvent souscrire à cet effet à la Caisse Nationale d'assurances en cas d'accidents ou dans les Sociétés privées, des contrats individuels, ils peuvent également s'affilier à des Sociétés de secours mutuels. (1)

DÉCLARATIONS D'ACCIDENTS

1° Établissements non assujettis

Tout accident ayant occasionné une blessure à un ou plusieurs ouvriers, survenu dans un de ces établissements, sera l'objet d'une déclaration par le chef d'entreprise ou *à son défaut et en son absence*, par son préposé.

Cette déclaration contiendra le nom et l'adresse des témoins de l'accident, elle sera faite dans les quarante-huit heures au maire de la commune qui en dressera procès-verbal. A cette déclaration sera joint, produit par le patron, un certificat de médecin indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Récépissé de la déclaration et du certificat médical sera remis séance tenante au déposant.

La formule annexée au décret du 20 novembre 1893 devrait, en droit strict, être employée pour la rédaction des procès-verbaux des accidents survenus dans ces établissements.

Mais l'administration, par circulaire du 23 octobre 1903, a estimé, avec raison, qu'il y aurait avantage à admettre l'emploi des formules annexées au

(1) Il importait d'autre part d'éviter que les Compagnies d'assurances ne viennent, par une augmentation des primes des assurés, entraver l'œuvre du législateur. C'est pourquoi la Chambre a décidé de permettre aux assurés de contrats mixtes — contrats par lesquels l'assureur garantit l'assuré contre les risques résultant de la loi de 1898 ou contre ceux pouvant maître de la responsabilité civile résultant du Code civil — d'exiger des assureurs un avenant sans augmentation des primes.

L'article 3 du projet donne toutes garanties aux employés contre l'insolvabilité des patrons ou des Compagnies.

Par la création d'un fonds de garantie alimenté au moyen d'un impôt fixé à un centime et demi en addition à la patente des commerçants visés dans la loi, les employés victimes d'un accident du travail sont assurés de recevoir l'indemnité qui leur est due.

Enfin, la liste des entreprises commerciales visées par la nouvelle loi sera arrêtée par décret qui devra être rendu dans un délai de trois mois après la promulgation de la loi. Ce décret sera soumis à l'approbation des Chambres. La liste et le coefficient de la contribution au fonds de réserve pourront être modifiés par la loi de finances.

décret du 23 mars 1902, et exigées des chefs d'entreprises assujetties à la loi du 9 avril 1898.

Il n'est pas besoin d'ajouter que les patrons qui se borneraient à fournir à la mairie les indications strictement prévues par le décret du 20 novembre 1893 et rappelées ci-dessus, n'encourraient aucune contravention. Mais ils ont avantage à employer la formule de la loi de 1898 qui ne tardera sans doute pas à être imposée à toutes les professions.

2° Établissements assujettis

Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré dans les quarante-huit heures, non compris les dimanches et jours fériés, par le chef d'entreprise ou ses préposés, (le représentant de la compagnie d'assurances du patron n'a pas qualité pour faire la déclaration) au maire de la commune (à Paris, au maire de l'arrondissement) où s'est produit l'accident. Le maire en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

Pour celles des victimes qui n'ont pas repris leur travail dans les quatre jours de l'accident — sans défalcation cette fois des dimanches et jours fériés — le chef d'entreprise doit déposer à la mairie, qui lui en délivre immédiatement récépissé, un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif. Rien ne s'oppose d'ailleurs à ce que le certificat médical soit, dès l'abord, joint à la déclaration; mais, dans ce cas, la déclaration n'en doit pas moins être produite dans les quarante-huit heures de l'accident.

Rien ne saurait décharger le chef d'entreprise de la production du certificat médical régulier et, au cas exceptionnel où il ne pourrait l'obtenir du médecin de son choix, il aurait à s'adresser au juge de paix pour obtenir la désignation d'un médecin pour l'établissement du certificat médical. (Avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, en date du 7 février 1900).

Toutes les fois qu'un blessé victime d'un accident de travail aura été transporté dans un hôpital, le chef d'entreprise pourra obtenir un certificat médical moyennant le versement d'une somme de 5 francs.

Copie de ce certificat pourra être remise soit au chef d'entreprise ou à son assureur, soit à l'ouvrier ou à ses représentants, moyennant une redevance de 0 fr. 50 par exemplaire.

Si l'on peut admettre que la déclaration n'est pas obligatoire pour les accidents sans aucune gravité, n'exigeant par exemple, qu'une interruption de travail de quelques heures, il est prudent, en cas de doute, de remplir la formalité de la déclaration. Même pour les accidents d'apparence d'abord insignifiante, telle conséquence peut se développer ou telle complication survenir, qui entraîne finalement une interruption de travail de plus de quatre jours. Dans ce cas, et si la déclaration n'a pas été au préalable et régulièrement effectuée dans le délai légal, le chef d'entreprise se trouvera, de ce seul fait, constitué en faute et passible d'une pénalité.

Les maires ne doivent jamais opposer leurs appréciations aux énonciations des déclarants et se substituer ainsi au juge qui, seul, peut statuer. Ils doivent tout particulièrement s'abstenir d'écarter les déclarations faites dans les cas où l'assujettissement de l'entreprise à la loi du 9 avril 1898 leur semblerait faire doute, ce doute ne pouvant être levé, le cas échéant, que par l'autorité judiciaire.

Formule de déclaration

La déclaration doit obligatoirement être faite conformément à la formule ci-après :

DÉCLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL (*a*)

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902.)

(1) Indiquer les nom, prénoms, profession et adresse, soit du chef d'entreprise, s'il fait la déclaration lui-même, soit de son préposé en mentionnant son emploi dans l'entreprise, soit des représentants de la victime, en mentionnant à quel titre ils la représentent (père, mère, conjoint, enfant, mandataire, etc.).
Si la déclaration est faite par la victime elle-même, indiquer ici les renseignements prévus ci-après sous le no 3.
(2) Indiquer la nature de l'établissement et son adresse, ainsi que le lieu précis où l'accident s'est produit.
(3) Indiquer les nom, prénoms, âge, sexe, profession et adresse de la victime.
(4) Spécifier l'engin, le travail, le fait qui a occasionné l'accident.
(5) Préciser la nature des blessures : fracture de la jambe, contusions, lésions internes, asphyxie, etc. Spécifier s'il y a eu décès.
(6) Indiquer les noms, professions et adresses.
(7) Titre et siège du syndicat de garantie, de la société mutuelle ou de la compagnie à primes fixes qui assure le chef d'entreprise. S'il n'y a pas d'assureur, le déclarer expressément.

Le soussigné, (1)
déclare à M. le maire de la commune d
canton d
arrondissement d
département d
conformément à l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902, qu'un accident ayant occasionné une incapacité de travail est survenu le
à heure
dans (2)
à (3)
L'accident a été occasionné par la cause matérielle (4) ci-après, dans les circonstances suivantes :

L'accident a produit les blessures suivantes : (5)

Les témoins de l'accident sont : (6)

Je déclare être assuré contre les accidents du travail par la société ci-après : (7)

Fait à , le 190 .

(Signature du déclarant.)

(*a*) Cette déclaration doit être remise à la mairie par le chef d'entreprise ou son préposé dans les quarante-huit heures de l'accident, non compris les dimanches et jours fériés. Dans les quatre jours qui suivent l'accident, si la victime n'a pas repris son travail, le chef d'entreprise ou son préposé doit, en outre, déposer un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif (Mod. IV).
Si la déclaration est faite par la victime ou ses ayants droit, le certificat médical doit être joint à la déclaration.

Dépôt de certificat médical

Le dépôt de certificat médical doit être libellé comme suit :

DÉPOT DE CERTIFICAT MÉDICAL

(Art. 11 de la loi du 9 avil 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902.)

(1) Indiquer les nom, prénoms, profession et adresse soit du chef d'entreprise, s'il fait la déclara ion lui-même, soit de son préposé, en mentionnant son emploi dans l'entreprise.

(2) Indiquer les nom, prénoms, âge, sexe, profession et adresse de la victime.
(3) Nom et adresse.

Le soussigné, (1)
remet à M. le maire de la commune d
canton d
arrondissement d
département d
pour être joint à la déclaration faite le
de l'accident survenu le
à (2)
un certificat du docteur (3)
indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Fait à , le 190 .

(Signature du déposant.)

Récépissés

Les maires doivent remettre au déclarant des récépissés conformes aux modèles suivants :

DÉPARTEMENT
d

ARRONDISSEMENT
d

CANTON
d

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE D

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902.)

Nous, soussigné (1)
maire de la commune d
donnons récépissé à M. (2)
de la déclaration de l'accident survenu le
à (3)
qu'il a déposée ce jour à la mairie, à heure.

Fait à , le 190 .

(Signature.)

(1) Nom et prénoms.
(2) Nom et prénoms de déclarant.
(3) Nom, prenoms et adresse de la victime.

DEPARTEMENT
d

ARRONDISSEMENT
d

CANTON
d

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE D

RÉCÉPISSÉ DE CERTIFICAT MÉDICAL

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902.)

Nous, soussigné (1)
maire de la commune d
donnons récépissé à M. (2)
du certificat médical relatif à l'accident survenu à (3)
qu'il a déposé ce jour à la mairie, à heure, pour être joint à la déclaration reçue le

Fait à , le 190 .

(Signature.)

(1) Nom et prénoms.
(2) Nom et prénoms du déclarant.
(3) Nom, prénoms et adresse de la victime.

Contraventions

Sont punis d'une amende de un à quinze francs (1 à 15 fr.) les chefs d'industrie ou leurs préposés qui ont contrevenu aux dispositions relatives aux déclarations.

En cas de récidive dans l'année, l'amende peut être élevée de seize à trois cents francs (16 à 300 fr.).

L'article 463 du Code pénal est applicable aux contraventions prévues par le présent article.

Indemnités

Les ouvriers et employés bénéficiaires de la loi sur les accidents du travail ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de ladite loi. Toute convention contraire serait nulle de plein droit.

Ceux dont le salaire annuel dépasse 2 400 fr. ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes indiquées ci-après, à moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité.

L'ouvrier ou l'employé a droit :

Pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel ; (si ce salaire s'élève à 1800 fr., par exemple, la rente sera de 1200 fr. ; s'il est de 3 000 fr., la rente sera des $^2/_3$ de 2 400 + $^1/_4$ de 600 soit 1 700 fr.) ;

Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moité de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire. (Si cette réduction est évaluée à 20 %, la rente représentera $^{20}/_2$ % du salaire, soit 10 % ; si le salaire est de 1 800 fr., elle atteindra 180 fr. ; mais si le salaire est de 3 000 fr., la rente sera de la moitié des 20 % (2 400 + $^1/_4$ de 600) soit 10 % de 2 550 francs ou 255 fr. ;

Pour l'incapacité temporaire, à une indemnité égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours et à partir du cinquième jour. Cette indemnité est due même pour les dimanches et jours fériés.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du décès, dans les conditions suivantes :

A. — Une rente viagère égale à 20 % du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

B. — Pour les enfants légitimes, ou naturels reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de 16 ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 15 % de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 % s'il y en a deux, de 35 % s'il y en a trois, et 40 % s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 % du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 % du salaire, ni 60 % dans le second.

C. — Si la victime n'a ni conjoint ni enfant dans les termes des paragraphes A et B, chacun des ascendants et descendants qui était à sa charge recevra une rente, viagère pour les ascendants et payable jusqu'à 16 ans pour les

descendants. Cette rente sera égale à 10 % du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 %.

Chacune des rentes prévues par le paragraphe C est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

Frais médicaux et funéraires

Le patron doit, dans tous les cas, les frais médicaux et pharmaceutiques. Mais si la victime a fait choix elle-même de son médecin, il n'est tenu que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton, conformément aux tarifs adoptés dans chaque département pour l'assistance médicale gratuite.

En cas de mort de la victime, le patron doit, en outre, les frais funéraires, qui ne peuvent dépasser cent francs.

Remplacement des rentes par un capital

Les rentes constituées en vertu de la loi du 9 avril 1898 sont payables par trimestre; elles sont incessibles et insaisissables. Elles ne peuvent jamais être remplacées par un capital, sauf dans les cas suivants :

1° En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente; il lui est alloué le triple de cette rente à titre d'indemnité totale;

2° Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cessent de résider sur le territoire français reçoivent, pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur a été allouée.

3° Lorsque la rente n'est pas supérieure à cent francs, elle peut être remplacée par un capital. Il faut, à cet effet, le consentement des deux parties.

4° Lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de revision prévu par la loi, la victime peut demander que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente, calculé d'après les tarifs dressés pour les victimes d'accidents par la caisse des retraites pour la vieillesse, lui soit attribué en espèces.

Elle peut aussi demander que ce capital, ou ce capital réduit du quart au plus comme il vient d'être dit, serve à constituer sur sa tête une rente viagère réversible, pour moitié au plus, sur la tête de son conjoint. Dans ce cas, la rente viagère est diminuée de façon qu'il ne résulte de la réversibilité aucune augmentation de charges pour le chef d'entreprise.

Le tribunal, en chambre du conseil, statue sur ces demandes.

Suspension du service de la rente

Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation. (Par exemple : maintien du salaire antérieur, emploi procuré à la victime, etc.).

Majoration et réduction de la rente

Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension.

Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel.

Suppression de la rente ou des indemnités

Aucune des indemnités prévues par la loi ne peut être attribuée à la victime qui a *intentionnellement* provoqué l'accident.

Salaire de base

Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois écoulés avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature.

Pour les ouvriers occupés pendant moins de douze mois avant l'accident, il doit s'entendre de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération moyenne qu'ont reçue, pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois, les ouvriers de la même catégorie.

Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel est calculé tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

Le salaire qui sert de base à la fixation de l'indemnité allouée à l'ouvrier âgé de moins de 16 ans, ou à l'apprenti victime d'un accident, n'est pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise.

Salariés étrangers

Les salariés étrangers sont personnellement traités comme les français. Mais s'ils cessent de résider sur le territoire français, ils reçoivent pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Les représentants d'un ouvrier étranger ne reçoivent aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résident pas sur le territoire français.

Prescription

L'action en indemnité prévue par la loi se prescrit par un an à dater du jour de l'accident ou de la clôture de l'enquête du juge de paix, ou de la cessation du paiement de l'indemnité temporaire.

Action en revision

La demande en revision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties, ou de la décision définitive.

Le patron prévoyant doit toujours s'assurer

Le patron n'est pas tenu de verser lui-même l'indemnité due à la victime de l'accident. Il peut s'assurer et, dans ce cas, l'assurance se substitue entièrement à lui.

Pour les menues indemnités, le patron, s'il n'acquitte pas directement sa dette, peut s'assurer à une société d'assurances quelconque ou se décharger pour 30, 60 ou 90 jours, à partir de l'accident, sur la société de secours mutuels à laquelle il aura affilié ses ouvriers. Sa quote part ne devra pas être inférieure au tiers de la cotisation payée par les ouvriers. Le patron peut également créer une caisse de secours dans les conditions de la loi du 29 juin 1894 et en soumettre les statuts au ministre du commerce.

Pour les rentes, quatre combinaisons sont possibles :

1° Adhésion à une société d'assurances mutuelles;

2° Souscription d'une police à une compagnie d'assurances à primes fixes;

3° Adhésion à un syndicat de garantie; dans les syndicats de garantie, tous les adhérents sont liés solidairement jusqu'à liquidation complète des opérations;

4° Assurance à la caisse nationale d'assurances en cas d'accident, gérée par la caisse des dépôts et consignations.

Dans les trois premières combinaisons, le chef d'entreprise pourra généralement contracter une assurance pour les indemnités temporaires. La caisse nationale d'assurances en cas d'accidents n'assure pas ce risque. Par l'assurance, le patron se couvre non seulement contre le risque d'accidents, mais il se décharge de toutes les préoccupations et de tous les frais de la procédure; son rôle, dès après la déclaration, qui lui incombe expressément, est terminé. Il n'a plus que le devoir moral de veiller à ce que la compagnie d'assurances exécute loyalement son contrat, et verse à la victime la juste indemnité qui lui revient, sans l'obliger à recourir à un long procès.

Toutes les sociétés qui pratiquent, dans les termes de la loi du 9 avril 1898, l'assurance mutuelle ou à primes fixes contre le risque des accidents de travail sont soumises, ainsi que les syndicats de garantie, à la surveillance et au contrôle de l'État.

Les statuts des syndicats de garantie sont approuvés par décret.

La liste des sociétés d'assurances qui fonctionnent dans les conditions prescrites par la loi est arrêtée chaque année, avant le 1er décembre, par le ministre du commerce, après avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.

Voici la liste de ces sociétés et des deux syndicats de garantie qui fonctionnent actuellement :

1° Sociétés françaises d'assurances mutuelles contre les accidents du travail

La Préservatrice, 18, rue de Londres, à Paris.

La Mutuelle générale française, 19 et 21, rue Chanzy, au Mans (Sarthe).

La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries textiles de France, 2, cité de Londres, à Paris.

La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des forges de France, 2, cité de Londres, à Paris.

L'Union industrielle, 4, rue Lanterne, à Lyon.

Le Syndicat du Nord, 20, rue des Lignes, à Roubaix (Nord).

La Mutualité industrielle, 36, rue de Berlin, à Paris.

L'Association industrielle des travailleurs français, 16, boulevard Chasles, à Chartres (Eure-et-Loir).

La Participation, 92, rue de Richelieu, à Paris.

La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des agriculteurs de France, 3 *bis*, rue d'Athènes, à Paris.

L'Auxiliaire, 41, rue Mercière, à Lyon.

La Caisse des entrepreneurs, 5 *bis*, rue Noël, à Reims (Marne).

La Caisse syndicale mutuelle, 94, rue Nationale, à Armentières (Nord).

La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries sucrières de France, 2, cité de Londres, à Paris.

La Responsabilité agricole, 58, boulevard de Magenta, à Paris.

L'Alimentation, 24, rue de Richelieu, à Paris.

2° Sociétés françaises d'assurances à primes fixes contre les accidents du travail

L'Abeille, 57, rue Taitbout, à Paris.
Le Patrimoine, 59, rue Taitbout, à Paris.
La Préservatrice, (compagnie anonyme), 18, rue de Londres, à Paris.
La Prévoyance, 23, rue de Londres, à Paris.
L'Urbaine et la Seine, 37, rue Le Peletier, à Paris.
Le Secours, 14, rue des Pyramides, à Paris.
La Foncière, 12, place de la Bourse, à Paris.
Le Soleil-Sécurité générale, 23, rue de Mogador, à Paris.
La Providence, 12, rue de Grammont, à Paris.
La Paix, 4, rue de la Paix, à Paris.
La Flandre, 20, rue des Lignes, à Roubaix (Nord).
L'Union industrielle du Nord, 76, boulevard de la Liberté, à Lille (Nord).
La Compagnie générale d'assurances contre les accidents, 53, *bis*, rue de Châteaudun, à Paris.
La Thémis, 59, rue Saint-Ferréol, à Marseille.
La Gauloise, 15, rue de Choiseul, à Paris,
La Conservatrice, 37, rue Lafayette, à Paris.
La Garantie, 49, rue Taitbout, à Paris.

3° Sociétés étrangères d'assurances contre les accidents du travail

La Société suisse d'assurances contre les accidents, à Winterthur (Suisse), ayant son siège, pour les assurances pratiquées en France, 15, rue de la Chaussée-d'Antin, à Paris.

La Zurich, compagnie générale d'assurances contre les accidents et la responsabilité civile, à Zurich (Suisse), ayant son siège, pour les assurances pratiquées en France, 14, rue Favart, à Paris.

The Ocean Accident and guarantee corporation, à Londres, ayant son siège, pour les assurances pratiquées en France, 107, rue Montmartre, et 128, rue Réaumur, à Paris.

La Union et le Phénix espagnol, à Madrid, ayant son siège, pour les assurances pratiquées en France, 66, rue de la Chaussée-d'Antin, à Paris.

Toute autre société pratiquant l'assurance des risques prévus par la loi du 9 avril 1898, serait passible des peines édictées par les articles 471 et 474 du Code pénal, ainsi que l'a rappelé la circulaire du Garde des sceaux aux procureurs généraux, en date du 12 août 1899, publiée au Journal officiel du 20 août suivant.

Syndicat général de garantie du Bâtiment et des Travaux publics, 9 avenue Victoria, à Paris. (Statuts approuvés par décret du 22 juin 1899).

Syndicat de garantie de l'Union Parisienne des Entrepreneurs et Industriels, 58, faubourg Poissonnière, à Paris. (Statuts approuvés par décret du 30 juin 1899).

Caisse Nationale d'assurances en cas d'accidents

La Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, créée par la loi du 11 juillet 1868, est autorisée par la loi du 24 mai 1899, à étendre ses opérations aux *risques prévus par la loi du 9 avril 1898, pour les accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité de travail permanente, absolue ou partielle.*

La Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents est placée sous la garantie de l'Etat et gérée par la Direction générale de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Tout chef d'entreprise qui veut contracter une assurance peut s'adresser :

A Paris, à la Direction générale de la Caisse des Dépôts et Consignations. 56, rue de Lille; chez le Receveur central de la Seine, 16, place Vendôme; chez les Receveurs-Percepteurs des contributions directes ou les Receveurs des postes.

Dans les départements, chez les Trésoriers-Payeurs généraux, les Receveurs particuliers des finances, les Percepteurs des contributions directes et les Receveurs des postes.

Le chef d'entreprise souscrit une demande et y joint les renseignements nécessaires à la Direction générale de la Caisse des Dépôts et Consignations pour l'évaluation des risques à assurer.

Toutefois, le souscripteur de la demande et la Caisse nationale d'assurances ne sont engagés que par la signature de la police définitive.

L'assurance porte, en principe, sur tout le personnel (employés, ouvriers et apprentis) à occuper soit par le souscripteur lui-même, soit par ses tâcherons ou sous-traitants pour l'exercice de la profession déclarée.

Elle garantit le paiement des rentes et pensions à accorder aux victimes d'accidents ou à leurs ayants-droit. Elle garantit en outre, à la demande du souscripteur, le paiement des frais funéraires, des indemnités journalières et des frais médicaux et pharmaceutiques dus à la suite d'accidents mortels ou d'accidents ayant entraîné une incapacité permanente. Elle ne couvre, *en aucun cas, les frais et indemnités résultant de l'incapacité temporaire.*

Aucune clause de déchéance ne sera opposée aux ouvriers par la Caisse nationale.

Lors de la signature de la police, l'assuré aura à donner la liste de son personnel et, par la suite, à faire connaître les changements qui surviendront dans l'état de ce personnel. A cet effet, des imprimés seront fournis à l'assuré par la Caisse nationale d'assurances.

La prime est fixée provisoirement dans la police d'après les déclarations acceptées du chef de l'entreprise, en ce qui concerne le montant des salaires.

Elle est payable par quart et d'avance de trois mois en trois mois à toutes les caisses désignées ci-dessus.

Il est versé, en outre, à titre de provision, une somme égale au quart de la prime provisoire. Dans le cas où le personnel employé viendrait, en cours d'assurance, à dépasser *notablement* les prévisions du chef d'entreprise, un complément de provision pourrait lui être demandé.

En fin d'assurance il est procédé au règlement définitif de la prime qui donne lieu soit à un versement de l'assuré, soit à un remboursement de la Caisse d'assurances.

Cas d'un chef d'entreprise non assuré

Le versement du capital représentatif des pensions allouées en vertu de la loi ne peut être exigé des débiteurs. Ceux-ci ne sont tenus que de payer régulièrement les arrérages.

Mais s'ils désirent se libérer en une fois, ils peuvent verser le capital à la Caisse nationale des retraites.

Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie, soit volontairement, soit par décès, liquidation judiciaire ou faillite, soit par cession d'établissement, le capital représentatif des pensions à sa charge devient exigible de plein droit et sera versé à la Caisse nationale des retraites à moins qu'il ne justifie :

1° Soit du versement de ce capital à une des sociétés de la liste;

2° Soit de l'immatriculation d'un titre de rente pour l'usufruit au nom des titulaires de pensions, le montant de la rente devant être au moins égal à celui de la pension;

3° Soit du dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations, avec affectation à la garantie des pensions, de titres de l'État ou garantis par lui, d'obligations départementales ou communales, etc. La valeur de ces titres, établie d'après le cours moyen de la Bourse de Paris au jour du dépôt, doit correspondre au chiffre maximum qu'est susceptible d'atteindre le capital constitutif exigible par la Caisse nationale des retraites. Elle peut être revisée tous les trois ans à la valeur actuelle des pensions, d'après le cours moyen des titres au jour de la revision;

4° Soit de son affiliation à un syndicat de garantie liant solidairement tous ses membres et garantissant le paiement des pensions;

5° Soit, en cas de cession d'établissement, de l'engagement pris par le cessionnaire, vis-à-vis du directeur général de la caisse de dépôts et consignations, d'acquitter les pensions dues et de rester solidairement responsable avec le chef d'entreprise.

Garantie et Assurance

Le législateur s'est préoccupé de donner aux patrons désireux de s'assurer des facilités très grandes et de garantir, par des mesures spéciales, le paiement des indemnités que les assureurs devront payer aux victimes.

En tout état de cause, la victime ou ses ayants-droit sont toujours certains de toucher les indemnités régulièrement liquidées à leur profit. S'il s'agit des menues indemnités pour frais funéraires, indemnité journalière, leur recouvrement est assuré par l'exercice éventuel d'un privilège sur la généralité des meubles du débiteur. Il fallait, en effet, prévoir le cas où, pour ces sommes généralement minimes, le patron ne serait pas assuré et où il faudrait avoir recours directement contre lui.

En ce qui concerne les rentes viagères qui, par leur importance et leur exigibilité lointaine, se trouveraient exposées à des risques de non paiement, la loi a organisé au profit des titulaires un fonds commun destiné à parer à toutes les insolvabilités qui pourraient survenir soit des compagnies d'assurances, soit des patrons restés leurs propres assureurs.

Le fonds commun est formé à l'aide d'une taxe additionnelle à l'impôt des patentes (4 centimes) sur les industriels assujettis à la loi. Ce fonds est administré par la caisse nationale des retraites.

Le titulaire d'une rente viagère régulièrement liquidée devra, à défaut de paiement, s'adresser à la mairie de sa commune qui saisira la caisse des dépôts et consignations. Celle-ci paiera l'indemnité et en poursuivra le recouvrement contre la compagnie d'assurances ou contre le patron si celui-ci n'était pas assuré.

Procédure

La loi du 9 avril 1898 a organisé une procédure spéciale pour mettre en œuvre les droits de la victime.

Dès que le juge de paix est saisi, il fait une enquête pour établir les causes de l'accident et les bases de l'indemnité.

Le juge de paix statue en dernier ressort sur les contestations relatives aux frais de maladie ou aux indemnités d'incapacité temporaire.

En ce qui touche les autres indemnités, les parties font homologuer leur accord par le président du tribunal civil; à défaut d'accord, l'affaire est renvoyée devant le tribunal.

La procédure de droit commun est abrégée en première instance, et en appel les délais sont réduits à trente jours de la date du jugement, s'il est contradictoire; s'il est par défaut, l'appel doit être fait dans la quinzaine à partir du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

L'opposition ne sera plus recevable en cas de jugement par défaut passé quinze jours à partir de la signification.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit, sur le visa du procureur de la République, à la victime de l'accident ou à ses ayants-droit devant le président du tribunal civil, devant le tribunal et devant le juge de paix.

Le bénéfice s'applique de plein droit à l'acte d'appel, mais à l'acte d'appel seulement. L'assistance judiciaire n'est accordée que dans les conditions prévues par la loi du 22 janvier 1851, modifiée par la loi du 10 juillet 1901.

Action contre les tiers auteurs de l'accident

Indépendamment de l'action résultant de la loi, la victime ou ses représentants conservent, contre les auteurs de l'accident, autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

L'indemnité qui leur sera allouée exonérera, à due concurence, le chef de l'entreprise des obligations mises à sa charge. Dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, cette indemnité devra être attribuée sous forme de rentes servies par la caisse nationale des retraites.

En outre de cette allocation sous forme de rente, le tiers reconnu responsable pourra être condamné, soit envers la victime, soit envers le chef de l'entreprise, si celui-ci intervient dans l'instance, au paiement des autres indemnités et frais prévus par la loi.

Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, aux lieu et place de la victime ou de ses ayants-droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage.

Affichage de la loi sur les accidents

Les chefs d'entreprise sont tenus, sous peine d'une amende de un à quinze francs (1 à 15 fr.), de faire afficher dans chaque atelier ladite loi et les règlements d'administration relatifs à son exécution.

En cas de récidive dans la même année, l'amende sera de seize à cent francs (16 à 100 fr.).

Les infractions sont constatées par les inspecteurs du travail.

INSTITUTIONS SOCIALES

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

Définition

Aux termes de la loi du 1er avril 1898, qui en constitue la charte, les sociétés de secours mutuels sont des associations qui se proposent d'atteindre un ou plusieurs des buts suivants :

1° assurer à leurs membres participants et à leurs familles des secours en cas de maladie, blessures ou infirmités;

2° leur constituer des pensions de retraites;

3° contracter à leur profit des assurances individuelles en cas de vie, de décès ou d'accidents;

4° pourvoir aux frais des funérailles;

5° allouer des secours aux ascendants, aux veufs, veuves ou orphelins des membres participants décédés.

Elles peuvent, en outre, accessoirement créer, au profit de leurs membres, des cours professionnels, des offices gratuits de placement et accorder des allocations en cas de chômage, à la condition qu'il sera pourvu à ces trois ordres de dépenses au moyen de cotisations ou recettes spéciales.

Les membres participants jouissent d'avantages égaux sans autre distinction que celle qui résulte des cotisations fournies et des risques apportés.

Toute association qui, même constituée dans un but de prévoyance, créerait au profit de certaines catégories de membres des avantages particuliers, ne saurait être considérée comme une société de secours mutuels. C'est pour cette raison que la société « Les Prévoyants de l'Avenir » dont le cas fit tant de bruit, n'a pas été admise au nombre des associations relevant de la Mutualité.

Composition

Les sociétés de secours mutuels peuvent se composer de membres participants et de membres honoraires. Ces derniers paient une cotisation fixée d'avance ou font des dons à l'association, sans prendre part aux bénéfices attribués aux membres participants; mais les statuts peuvent contenir des dispositions spéciales pour faciliter leur admission au titre de membres participants, à la suite de revers de fortune.

Il sera d'un excellent exemple, pour un patron, de s'inscrire comme membre honoraire de la société dont feront partie ses employés.

Les femmes peuvent faire partie de ces sociétés et peuvent même en créer. Les femmes mariées exercent ce droit sans autorisation du mari. Les mineurs peuvent de même s'affilier à ces sociétés sans l'intervention de leur représentant légal.

Toutefois, l'administration et la direction des sociétés de secours mutuels ne peuvent être confiées qu'à des français majeurs de l'un ou de l'autre sexe, non déchus de leurs droits civils et civiques, sans réserve pour les femmes des autorisations prévues au Code civil.

Les administrateurs et directeurs doivent être membres participants ou honoraires.

Conditions d'établissement d'une société de secours mutuels

Un mois avant le fonctionnement d'une société de secours mutuels, ses fondateurs doivent déposer en double exemplaire à la préfecture ou à la sous-préfecture :

1° Les statuts;

2° La liste des noms et adresses des personnes qui, à un titre quelconque, sont chargées de l'administration ou de la direction.

Le dépôt a lieu contre récépissé, et le maire de la commune où la société doit s'établir, en est immédiatement avisé par le préfet ou par le sous-préfet.

Un extrait des statuts est inséré dans le recueil des actes de la préfecture, et tout changement aux statuts primitifs est notifié dans la même forme.

Les statuts doivent déterminer le siège social, obligatoirement en territoire français ; les conditions et modes d'admission et d'exclusion ; la composition du bureau ; les obligations et les avantages des participants ; les modes de placement et de retrait des fonds ; les conditions de dissolution volontaire ; les bases de la liquidation ; enfin, le mode de constitution des retraites.

Les sociétés de secours mutuels légalement constituées jouissent de la personnalité civile. A ce titre, elles ont le droit d'ester en justice tant comme demandeur que comme défendeur. Elles sont représentées dans les instances par le président ou un délégué, et peuvent obtenir le bénéfice de l'assistance judiciaire selon la loi du 22 janvier 1851.

Fonctionnement

Les sociétés de secours mutuels doivent avoir une assemblée générale à laquelle prennent part tous les sociétaires. C'est dans cette assemblée générale que les mandataires de la société sont désignés par l'élection. En cas de contestations sur la validité des opérations électorales, le juge de paix du canton est compétent. La décision est rendue en dernier ressort, sauf recours en Cassation.

Pièces et mémoires fournis par les parties sont transmis sans frais, enregistrés et timbrés gratis.

Dans les trois premiers mois de chaque année, les sociétés de secours mutuels doivent adresser au Ministère de l'Intérieur, par l'intermédiaire des préfets, une statistique de leur effectif, du nombre et de la nature des cas de maladie de leurs membres.

Union de sociétés de secours mutuels

La loi autorise les sociétés de secours mutuels à établir entre elles des Unions ayant notamment pour objet l'organisation, en faveur des membres participants, des soins et secours, la création de pharmacies, dans les conditions

déterminées par les lois spéciales sur la matière. Elles peuvent aussi organiser les assurances mutuelles pour les risques divers auxquels ces sociétés se sont engagées à pourvoir, tels que les maladies et les accidents. Elles sont d'ailleurs autorisées à contracter des assurances collectives pour tous leurs membres aux Caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents créées par la loi du 11 juillet 1868.

Enfin les unions peuvent organiser des offices de placement gratuits, comme les syndicats professionnels et les Bourses du travail.

Incessibilité et insaisissabilité des secours

Les secours, pensions, contrats d'assurances, livrets, et en général toutes sommes ou tout titre à remettre aux membres par les sociétés de secours mutuels sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 360 fr. par an pour les rentes, et 3 000 fr. pour les capitaux assurés.

Diverses catégories de sociétés

Les sociétés de secours mutuels se divisent en trois catégories :

Sociétés libres ;
— approuvées ;
— reconnues comme établissement d'utilité publique.

Sociétés libres

Les sociétés libres sont celles qui ont été organisées conformément à la loi du 1er avril 1898, sans avoir satisfait à aucune condition supplémentaire. Elles jouissent de la personnalité civile. Elles peuvent administrer leurs biens, faire des baux et, avec autorisation du préfet, recevoir des dons et legs mobiliers.

Toutefois, elles ne peuvent acquérir aucun immeuble, à peine de nullité, sauf ceux exclusivement affectés à leurs services. Elles ne peuvent recevoir des dons et legs immobiliers qu'à charge d'y être autorisées et de les aliéner.

Sociétés approuvées

Ce sont celles qui, indépendamment des mesures générales de constitution prescrites par la loi, auront fait approuver leurs statuts par arrêté ministériel. Elles jouissent de tous les droits accordés aux sociétés libres. L'approbation doit, en principe, être accordée à toutes sociétés régulières qui la sollicitent.

Les avantages particuliers des sociétés approuvées sont :

Droit, sous réserve de l'autorisation du Conseil d'Etat, de recevoir des dons et legs immobiliers. Les immeubles compris dans une donation ou un legs que les sociétés n'auront pas été admises à conserver devront être aliénés. D'autre part, les communes sont tenues de fournir aux sociétés approuvées qui le demandent, les locaux nécessaires à leurs réunions, les livrets et registres nécessaires à l'administration et à la comptabilité. En cas d'insuffisance des ressources de la commune, cette dépense est mise à la charge du département. Tous les actes intéressant les sociétés approuvées sont exempts de timbre et d'enregistrement.

On dispense aussi du droit de timbre et de quittance les reçus qui constatent un versement de fonds des membres honoraires ou participants soit pour les paiements des rentes, indemnités, etc. Toutefois, les sociétés de secours mutuels doivent acquitter le montant des droits de mutation sur les meubles ou immeubles qui viendraient à leur échoir.

Les placements effectués par les sociétés approuvées doivent être faits aux Caisses d'épargne et à la Caisse des Dépôts et Consignations en rentes sur l'Etat, bons du Trésor ou autres valeurs de l'état ou garanties par l'état. Pour les sommes versées à la Caisse des Dépôts et Consignations, les sociétés de secours mutuels sont admises à le faire en compte-courant disponible ou en compte affecté, pour toute la durée de la société, à la formation et à l'accroissement d'un fonds commun inaliénable.

Les pensions de retraites constituées par ces sociétés sont alimentées en partie par ce fonds commun.

Il est inscrit chaque année au budget du Ministère de l'Intérieur un crédit pour dotations et subventions au profit des sociétés de secours mutuels. Elles ont pour but de permettre aux sociétés de créer des pensions de retraite au profit de leurs membres, de bonifier les pensions liquidées lorsqu'elles sont inférieures à 360 francs, et d'accorder des secours aux membres nécessiteux dans une proportion plus élevée que celle fixée par les statuts. Les sociétés approuvées peuvent constituer des Caisses de retraite autonomes soit pour servir des pensions de retraite, soit pour réaliser l'assurance en cas de vie, en cas de décès ou en cas d'accident. Les fonds versés dans ces caisses, pour cet objet spécial, doivent être employés en valeurs d'Etat ou garanties par l'état. La gestion des caisses est soumise à la vérification de l'Inspection des Finances et au contrôle du receveur particulier de l'arrondissement.

Les sociétés mutuelles qui pratiquent l'assurance ou font directement le service d'assurance, ne doivent pas attribuer des rentes supérieures à 360 fr. par an ou des indemnités de plus de 5 francs par jour pour 30, 60 ou 90 jours, ni assurer un capital au décès de plus de 3 000 francs. De même, un sociétaire qui s'affilierait à plusieurs sociétés pour cumuler ces indemnités doit être exclu.

Sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique

Les sociétés mutuelles sont reconnues comme établissements d'utilité publique par décret rendu en Conseil d'état. La demande en reconnaissance d'utilité publique est adressée au préfet avec *la liste nominative des personnes* faisant partie de la société et trois exemplaires du projet de statuts et du règlement intérieur.

Les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique jouissent de tous les avantages accordés aux sociétés approuvées. Elles peuvent, en outre, posséder, acheter, vendre des immeubles dans les conditions déterminées par le décret déclarant l'utilité publique.

Conseil supérieur de la Mutualité

Il est institué au Ministère de l'Intérieur un conseil supérieur des sociétés de secours mutuels. Il est composé de 36 membres, dont les uns sont choisis parmi le Parlement, le Conseil d'État, les administrations intéressées les autres élus par les délégués des sociétés.

Ce conseil reçoit communication des états statistiques et des comptes-rendus financiers des sociétés existantes. Il donne son avis sur toutes les dipositions réglementaires ou autres qui concernent le fonctionnement des sociétés de secours mutuels, notamment sur le mode de répartition des subventions inscrites chaque année au budget du Ministère de l'Intérieur.

Un rapport annuel est publié par les soins du Ministre de l'Intérieur.

CAISSES DE SECOURS ET DE RETRAITES

Tant que par l'assurance obligatoire on ne sera pas arrivé à garantir aux salariés une retraite pour leur vieillesse, les patrons auront l'obligation morale de leur faciliter les moyens de se constituer une retraite, soit en organisant, si le personnel est suffisamment nombreux, des caisses spéciales, soit en les affiliant à des sociétés de secours mutuels, soit en les aidant dans leurs versements à la Caisse Nationale des Retraites.

La loi du 29 juin 1894 a rendu obligatoire la création de caisses de secours dans les exploitations minières; mais dans les exploitations industrielles ou commerciales aucune disposition législative n'oblige le patron à en créer. Toutefois, une loi du 27 décembre 1895 réglemente les caisses de retraites privées; cette loi prévoit un certain nombre de mesures protectrices des économies des salariés ainsi que des secours et des retraites qui doivent leur être attribués.

Emploi des sommes versées

Toutes les sommes retenues sur les salaires, fournies par les patrons en vue d'assurer des retraites, doivent être versées soit à la Caisse Nationale des Retraites, au compte individuel de chaque ayant-droit, soit à la Caisse des Dépôts, soit à des caisses patronales ou syndicales spécialement autorisées par décret.

Il en est de même des sommes destinées à garantir des rentes aux veuves ou aux enfants.

Les sommes versées dans ces caisses doivent être employées en rentes sur l'Etat, en valeurs du Trésor, en obligations départementales ou communales, en prêts hypothécaires, etc. Les caisses sont soumises à l'inspection des finances et au contrôle du receveur particulier.

Dépôts à la Caisse des Dépôts

La Caisse des Dépôts est autorisée à recevoir, à titre de dépôt, les sommes ou valeurs appartenant ou affectées aux institutions de prévoyance. Les sommes ainsi reçues portent intérêt à un taux égal au taux d'intérêt du compte des Caisses d'Epargne.

Droits de gage

Un droit de gage au profit des employés ou des ouvriers résulte du seul fait du dépôt soit à la Caisse des Dépôts, soit à toute autre caisse, des sommes affectées aux institutions de prévoyance.

Restitution des versements

La loi stipule qu'en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou de déconfiture, les ouvriers, employés ou bénéficiaires sont admis de plein droit à réclamer la restitution de toutes les sommes non utilisées conformément aux statuts.

Cette restitution s'étend aux intérêts convenus et, à défaut de convention, ces intérêts sont calculés d'après les taux de la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse.

Les sommes ainsi déterminées deviendront également exigibles en cas de fermeture de l'établissement ou en cas de cession volontaire, à moins que le cessionnaire ne prenne les lieu et place du cédant.

La restitution des sommes qui n'auraient pas été effectivement versées à l'une des caisses précitées est garantie, pour la dernière année ainsi que ce qui est dû pour l'année courante, par un privilège sur tous les biens meubles et im-

meubles du chef de l'entreprise prenant rang concurremment avec le privilège des salaires des gens de service de l'article 2101.

Pour toutes les contestations relatives à leurs droits dans les caisses de prévoyance, de secours et de retraites, les ouvriers et employés peuvent charger, à la majorité, un mandataire d'ester pour eux en justice.

Caisses des chemins de fer

Comme pour les exploitations minières, les caisses des chemins de fer sont soumises à une réglementation particulière. Aux termes de la loi du 27 décembre 1890, les statuts et règlements de leurs caisses de retraites et de secours doivent être soumis à l'homologation ministérielle. L'administration n'a homologué que les statuts comportant soit le livret individuel, soit tout au moins le remboursement à l'agent congédié du montant des retenues subies par lui. Aucune de ces dispositions n'est prévue pour les caisses des exploitations commerciales ou industrielles.

Si les Compagnies n'acceptaient pas les modifications statutaires qui leur sont imposées, aux termes de la loi du 10 avril 1902, il peut être statué par décret rendu sur avis conforme du Conseil d'État.

CAISSES D'ÉPARGNE

Historique

Si l'idée première de l'institution économique la plus populaire remonte exactement à trois siècles (1604), ce n'est qu'en 1818 que fut fondée, à Paris, la première Caisse d'Épargne française. Cette création, due d'ailleurs à l'initiative privée, avait pour objet de recevoir et de faire fructifier les petites économies qui lui seraient confiées. Cet exemple fut suivi, et des particuliers, des municipalités, des chefs d'industrie fondèrent par toute la France des établissements similaires.

Une ordonnance du 3 juin 1829 admit les Caisses d'Épargne à verser leurs fonds en compte-courant au Trésor public et une loi du 5 juin 1835 édicta des règles d'ensemble applicables à toutes les caisses.

Des modifications furent apportées par les lois des 31 mars 1837, 22 juin 1845 et 30 juin 1851.

La création de la Caisse Nationale d'Épargne, (Caisse postale) desservie par tous les bureaux de poste, contribua à développer le mouvement d'épargne.

Enfin la loi du 20 juillet 1895 est intervenue pour donner une législation unique aux Caisses d'Épargne et leur permettre de concourir à la prospérité des régions où elles fonctionnent et au développement des œuvres de prévoyance sociales.

Fonctionnement

Les caisses d'épargne privées se subdivisent en trois catégories :

Les unes sont placées sous le *patronage complet* du conseil municipal de la ville où elles se trouvent établies ; d'autres sous le *patronage restreint* de ce conseil ; d'autres enfin sont *autonomes*.

Dans les caisses de la première catégorie, le conseil municipal, en compensation des charges financières qu'il assume, intervient pour nommer le conseil des directeurs de la caisse. Les directeurs, en principe au nombre de quinze, sont choisis par le conseil municipal, jusqu'à concurrence de cinq au moins dans son sein ; les autres, parmi les citoyens les plus recommandables de la ville et,

au début, particulièrement parmi les souscripteurs qui ont facilité la création de la caisse. Le maire a la présidence du conseil des directeurs.

L'influence du conseil municipal sur le choix des administrateurs de la caisse se réduit, quand l'établissement est créé sous le patronage restreint du conseil municipal. Cette assemblée ne nomme plus que trois ou cinq des directeurs de la caisse d'épargne, les autres sont à la nomination des directeurs en fonctions; mais la présidence du conseil des directeurs appartient encore au maire.

Enfin les caisses d'épargne autonomes sont indépendantes des conseils municipaux et leurs directeurs sont nommés en dehors de toute intervention de leur part.

Les caisses d'épargne doivent être autorisées par décret rendu après avis du Conseil d'État. Elles sont assimilées à des établissements d'utilité publique et, à ce titre peuvent recevoir les dons et legs qui seraient faits en leur faveur.

L'existence d'une caisse ou d'une succursale dans une commune fait obstacle à l'ouverture d'une autre caisse ou d'une succursale relevant d'une autre caisse.

Placement des fonds

Les caisses d'épargne ordinaires sont tenues de verser à la Caisse des Dépôts et Consignations toutes les sommes qu'elles reçoivent des déposants; ces sommes sont employées par la Caisse des Dépôts, sous la réserve des fonds jugés nécessaires pour assurer le service des remboursements :

1° en valeurs de l'État ou jouissant d'une garantie de l'État;

2° en obligations négociables et entièrement libérées des départements, des communes, des chambres de commerce, en obligations foncières et communales du Crédit Foncier, sans publicité ni concurrence.

Les sommes non employées, qui ne peuvent excéder 10 % du montant des dépôts au 1er janvier, sont placées soit en compte-courant au Trésor, dans les mêmes conditions que les autres éléments de la dette flottante portant intérêt, soit en dépôt à la Banque de France.

L'intérêt à servir aux caisses d'épargne ordinaires par la Caisse des Dépôts et Consignations est déterminé en tenant compte du revenu des valeurs du portefeuille et du compte-courant avec le Trésor représentant les fonds provenant des caisses d'épargne.

Il est institué par la Caisse des Dépôts un fonds de réserve et de garantie qui ne pourra dépasser 10 % du montant des dépôts. Il est géré par cet établissement, sous le contrôle de la Commission de surveillance.

Chaque caisse d'épargne ordinaire doit créer un fonds de réserve et de garantie qui se compose :

1° De sa dotation existante et des dons et legs qui pourraient lui être attribués;

2° De l'économie réalisée sur la retenue de 0,25 à 0,50 % destinée à faire face aux frais de loyer et d'administration;

3° Des intérêts et des primes d'amortissement provenant de ce fonds lui-même.

Toutes les pertes résultant de la gestion de la caisse d'épargne devront être imputées sur ce fonds de réserve, qui constitue sa fortune personnelle.

Les caisses d'épargne sont autorisées à employer leur fortune personnelle :

1° En valeurs de l'État ou jouissant d'une garantie de l'État;

2° En obligations négociables et entièrement libérées des départements, des communes, des chambres de commerce;

3° En obligations foncières et communales du Crédit Foncier;

4° En acquisition ou construction des immeubles nécessaires à l'installation de leurs services.

Elles pourront, en outre, employer la totalité du revenu de leur fortune personnelle et le cinquième du capital de cette fortune :

en valeurs locales énumérées ci-dessous, à la condition que ces valeurs émanent d'institutions existant dans le département où les caisses fonctionnent : bons de mont-de-piété ou d'autres établissements reconnus d'utilité publique; prêts aux sociétés coopératives de crédit, ou garantie d'opérations d'escompte de ces sociétés; acquisition ou construction d'habitations à bon marché; prêts hypothécaires aux sociétés de construction de ces habitations ou aux sociétés de crédit qui, ne les construisant pas elles-mêmes, ont pour objet d'en faciliter l'achat ou la construction, et obligations de ces sociétés.

Livret des déposants

Il est délivré à chaque déposant un livret en son nom, sur lequel sont enregistrés tous les versements et remboursements. Le minimum de versement autorisé est de 1 franc. Toutefois, les caisses sont autorisées à émettre des bons ou timbres d'un prix inférieur à 1 franc et à recevoir ces coupures lorsque, réunies, elles représentent le montant du versement minimum autorisé.

Tout déposant dont le crédit sera de somme suffisante pour acheter 10 fr. de rente au moins, peut faire opérer cet achat en titres nominatifs sans frais, par les soins de l'administration de la caisse d'épargne. La rente pourra également lui être attribuée, au cours moyen du jour de l'opération, par un prélèvement sur le portefeuille représentant les fonds des caisses d'épargne.

Dans le cas où le déposant ne retire pas les titres achetés pour son compte, l'administration de la caisse d'épargne en reste dépositaire et reçoit les arrérages et primes de remboursement, au crédit du titulaire. Elle peut également les faire vendre, sur la demande du déposant.

Le capital provenant de cette vente, déduction faite des frais de négociation, sera porté au nom du déposant à un compte spécial et sans intérêt.

Le compte ouvert à chaque déposant ne peut pas dépasser le chiffre de quinze cents francs (1500 fr.).

Le montant total des versements opérés du premier janvier au 31 décembre ne pourra dépasser quinze cents francs (1500 fr.).

Ces dispositions ne sont pas applicables aux opérations faites par les sociétés de secours mutuels et par les institutions spécialement autorisées à déposer aux caisses d'épargne ordinaires. Le maximum des dépôts faits par ces sociétés et institutions peut s'élever à 15 000 francs.

Les livrets sur les lesquels le mouvement des retraits et des dépôts, y compris le solde antérieur, n'aura pas dépassé la somme de 500 francs pendant le courant de l'année, pourront être favorisés soit par un système de primes, soit par une graduation du taux.

Les livrets collectifs des sociétés de secours mutuels et des institutions spécialement autorisées à déposer aux caisses d'épargne jouiront, quel que soit le chiffre de leur dépôt, de l'intérêt accordé à la catégorie des livrets les plus favorisés.

Les livrets des caisses d'épargne sont nominatifs.

Toute somme versée à une caisse d'épargne est, au regard de la caisse, la propriété du titulaire du livret.

Les mineurs sont admis à se faire ouvrir des livrets sans l'intervention de leur représentant légal. Ils pourront retirer, sans cette intervention, mais seulement après l'âge de seize ans révolus, les sommes figurant sur les livrets ainsi ouverts, sauf opposition de la part de leur représentant légal.

Les femmes mariées, quel que soit le régime de leur contrat de mariage, seront admises à se faire ouvrir des livrets sans l'assistance de leur mari ; elles pourront retirer, sans cette assistance, les sommes inscrites aux livrets ainsi ouverts, sauf opposition de la part du mari. Dans ce cas, il sera sursis au retrait du dépôt, et ce, pendant un mois à partir de la dénonciation, qui en sera faite à la femme par lettre recommandée, à la diligence de la caisse d'épargne.

Passé ce délai et faute par la femme de s'être pourvue contre ladite opposition par les voies de droit, le mari pourra toucher seul le montant du livret, si le régime sous lequel il est marié lui en donne le droit.

Nul ne peut être en même temps titulaire d'un livret de caisse nationale d'épargne et d'un livret de caisse d'épargne ordinaire ou de plusieurs livrets soit de caisse nationale d'épargne, soit des caisses d'épargne ordinaires, sous peine de perdre l'intérêt des sommes déposées, acquis pendant trois ans au plus à compter du jour de la constation de la contravention.

Tout déposant peut faire transférer ses fonds d'une caisse à une autre. Les formalités relatives à ce transfert sont réglées par le ministre des finances.

Remboursement à vue

Les conseils d'administration des caisses d'épargne peuvent rembourser à vue les fonds déposés ; mais les remboursements ne sont exigibles que dans un délai de quinzaine.

Toutefois, en cas de force majeure, un décret rendu sur la proposition des ministres des finances et du commerce, le conseil d'état entendu, peut limiter les remboursements à la somme de 50 francs par quinzaine. Des délais supplémentaires seront fixés par décret pour les opérations nécessitant l'intervention d'un bureau ou d'une caisse situés en dehors de la France continentale.

Les dispositions relatives au remboursement seront portées à la connaissance des déposants par une inscription placée en tête du livret et affichée dans le local des caisses d'épargne.

Prescription

Lorsqu'il s'est écoulé un délai de trente ans, à partir tant du dernier versement ou remboursement que de tout achat de rente et de toute autre opération effectuée à la demande des déposants, les sommes que détiennent les caisses d'épargne aux comptes de ceux-ci sont réparties entre les caisses d'épargne à concurrence des deux cinquièmes et les sociétés de secours mutuels possédant des caisses de retraites, à concurrence des trois cinquièmes.

Les noms des déposants sont publiés au « Journal Officiel », et dans la feuille d'annonces judiciaires de l'arrondissement où est située la caisse d'épargne dépositaire, six mois avant l'expiration du délai de trente ans.

Commisson supérieure

Il est formé auprès du ministre du commerce une commission supérieure qui se réunit, au moins une fois par an, pour donner son avis sur les questions concernant les caisses d'épargne ordinaires ou postales.

Cette commission est composée de vingt membres.

Le président de cette commission a entrée, avec voix délibérative, à la commission de surveillance instituée près de la caisse des dépôts et consignations. Il doit être convoqué à toutes les séances où il sera discuté des questions intéressant les caisses d'épargne.

Caisse nationale d'épargne

La loi du 9 avril 1881 a institué une caisse d'épargne publique sous la garantie de l'État; elle est placée sous l'autorité du ministre des postes et télégraphes et prend le nom de *caisse d'épargne postale.*

Les bureaux de poste français participent au service de cette caisse.

Tout déposant muni d'un livret de la caisse d'épargne peut continuer ses versements et opérer ses retraits dans tous les bureaux de poste français dûment organisés en agences de cette caisse.

L'administration des postes représente l'État dans ses rapports avec les déposants.

Les fonds de la caisse d'épargne postale sont versés, à Paris, à la caisse des dépôts et consignations; dans les départements, aux caisses des trésoriers-payeurs généraux et des receveurs particuliers préposés à la caisse des dépôts et consignations.

Ils produiront à la caisse d'épargne, à partir du jour de leur versement, jusques et non compris le jour du retrait, un intérêt de 3 fr. 25 par $^0/_0$ pour an.

Un intérêt de 2 fr. 50 pour $^0/_0$ est servi aux déposants par la caisse d'épargne.

Cet intérêt part du 1er ou du 16 de chaque mois après le jour du versement.

Il cesse de courir à partir du 1er ou du 16 qui aura précédé le jour du remboursement.

Au 31 décembre de chaque année, l'intérêt acquis s'ajoute au capital et devient lui-même productif d'intérêts. Les fractions de franc ne produisent pas d'intérêts.

Les formalités de dépôt, de remboursement, etc. sont les mêmes que pour les caisses ordinaires.

Monopole du titre « caisse d'épargne »

Il est interdit de donner le nom de « caisse d'Epargne » à tout établissement qui n'aurait pas été autorisé conformément aux prescriptions de la loi. Les fondateurs et directeurs des établissements contrevenants sont passibles d'une amende de 25 fr. à 3 000 fr. et d'un emprisonnement de trois mois à deux ans. Les tribunaux peuvent ordonner l'insertion et l'affichage de jugements et la suppression de la dénomination de « caisse d'épargne », à peine de dommages-intérêts, à fixer pour chaque jour de retard.

L'article 463 du Code pénal est applicable á ces condamnations prononcées.

SOCIÉTES COOPÉRATIVES

La coopération est une forme d'association qui a pour but de supprimer l'intermédiaire. Daus les sociétés coopératives de consommation, cet intermédiaire est le commerçant auquel l'association se substitue pour acheter directement au fabricant; dans la société coopérative de production, c'est le patron que les ouvriers associés suppriment pour fabriquer et vendre directement le produit de leur travail; dans la société coopérative de crédit, c'est le banquier qui disparaît.

Société coopérative de consommation

Le but constant de l'homme est de satisfaire de plus en plus ses besoins avec le minimum de dépenses. Si le commerçant, par le développement de ses affaires et la réduction du coefficient de ses frais généraux, ne lui permet pas

de réaliser son désir, l'association lui procure le meilleur moyen d'y parvenir. Les marchandises lui sont fournies aux prix de revient, ou, si on les lui vend au prix courant du commerce, un boni lui est versé en fin d'exercice. Cette économie lui permet de se procurer d'autres objets ou de faire des versements à une caisse de retraites.

Le commerçant, pour lutter à armes égales contre la société coopérative envahissante, devra, à son tour, recourir à cette forme d'association pour acheter et vendre les produits, et même les fabriquer.

Société coopérative de production

La participation aux bénéfices avait introduit une modification importante dans le contrat de travail; la société coopérative de production va plus loin : elle supprime ce contrat. L'ouvrier recherche dans cette forme d'association une amélioration de son sort, il sera patron et salarié tout à la fois. Cette forme de société est assez en faveur en France où, dès 1834, un syndicat d'ouvriers bijoutiers en doré fonctionna en coopération.

Mais fatalement, par suite de leur défaut d'éducation économique, par suite du défaut de capital, les ouvriers coopérateurs reconstituent l'organisation patronale qu'ils se proposaient de remplacer.

Société coopérative de crédit

Le crédit populaire a obtenu en Allemagne un succès considérable. En France, il fait quelques tentatives timides. Là encore, les commerçants pourraient sans doute trouver un élément de force. Au lieu de se laisser dominer par les banquiers à la discrétion desquels ils sont trop souvent, ils s'émanciperaient d'une tutelle coûteuse et pourraient librement faire fructifier les capitaux que leur société leur prêterait.

Les commerçants craignent la coopération, et cependant c'est par elle, très probalement, qu'ils trouveront le moyen de résister victorieusement au mouvement qui les menace.

Législation

Aucune loi spéciale ne règle les conditions d'existence des sociétés de coopération et les formalités de leur constitution. Ce sont des sociétés à capital variable, régies par les articles 48 à 54 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés pouvant revêtir, suivant la volonté des fondateurs, la forme civile ou commerciale, et être anonymes, en nom collectif ou en commandite.

Si la société est commerciale quant à son objet, comme les associations de production manufacturière et les sociétés de consommation vendant au public, elle est civile, si la production est agricole ou minière, ou si la consommation est réservée aux adhérents.

HABITATIONS OUVRIÈRES

Lorsque le patron a pu assurer à ses employés et à ses ouvriers des magasins spacieux et propres, des ateliers aérés et sains, sa sollicitude doit se préoccuper de leur habitation. Il n'est pas besoin d'insister sur l'importance de cette question, dont l'heureuse solution apportera une décisive victoire sur les maladies transmissibles, notamment sur la tuberculose.

Les patrons ont, tout d'abord, édifié eux-mêmes des maisons qu'ils louaient à bas prix à leurs ouvriers et dont ils leur facilitaient l'acquisition par un système d'amortissement à long terme. Un autre système prévaut actuellement : lorsque

le travailleur justifie d'une épargne suffisante pour l'achat d'un terrain, le patron intervient et met à sa disposition, à titre d'avance remboursable à long terme par une retenue sur les salaires, la somme nécessaire pour élever la construction. L'ouvrier devient ainsi immédiatement propriétaire de la maison.

Mais c'est surtout depuis l'Exposition de 1889 que s'est dessiné en France le mouvement en faveur des habitations ouvrières. La loi du 30 novembre 1894, modifiée par la loi du 31 mars 1896, est venue apporter des encouragements de nature à développer la construction de ces maisons.

Comités des habitations à bon marché

Cette loi prévoit l'institution, dans chaque département, d'un ou plusieurs comités ayant pour mission d'encourager la construction de maisons salubres et à bon marché, soit par des particuliers ou des sociétés, en vue de les louer ou de les vendre à échéance fixe ou par payements fractionnés à des personnes n'étant propriétaires d'aucune maison, notamment à des ouvriers ou employés vivant principalement de leur travail ou de leur salaire, soit par les intéressés eux-mêmes pour leur usage personnel.

Ces comités sont institués par décret du Président de la République, après avis du Conseil général et du Conseil supérieur des habitations à bon marché. Le même décret détermine l'étendue de leur circonscription et fixe le nombre de leurs membres dans la limite de neuf au moins et de douze au plus.

Le tiers des membres du comité est nommé par le Conseil général, qui le choisit parmi les conseillers généraux, les maires et les membres des chambres de commerce ou des chambres consultatives des arts et manufactures de la circonscription du comité.

Les deux autres tiers sont nommés par le préfet : l'un parmi les personnes spécialement versées dans les questions d'hygiène, de construction et d'économie sociale; l'autre, parmi les membres des sociétés de construction d'habitations à bon marché, des sociétés mutuelles de prévoyance et d'épargne et des syndicats professionnels institués conformément à la loi.

Les comités sont nommés pour trois ans, leur mandat est renouvelable.

Ces comités peuvent recevoir des subventions de l'État, des départements et des communes, ainsi que des dons et legs.

Maisons auxquelles s'appliquent les avantages concédés par la loi

Les avantages concédés par la loi s'appliquent exclusivement :

1° En ce qui concerne les maisons individuelles destinées à être acquises par les intéressés ou construites par eux, aux immeubles dont le revenu net imposable à la contribution foncière, déterminé conformément à l'article 5 de la loi du 8 août 1890, ne dépasse pas de plus d'un dixième :

Dans les communes au-dessous de 1 000 habitants	90 fr.
De 1 001 à 5 000 habitants	150 „
De 5 001 à 30 000 „	170 „
De 30 001 à 200 000 habitants et dans celles qui sont situées dans un rayon de 40 kilomètres autour de Paris	220 „
Dans les communes de 200 001 habitants et au-dessus	300 „
A Paris	375 „

2° En ce qui a trait aux maisons individuelles ou collectives destinées à être louées, à celles dont le revenu net imposable, pour leur intégralité ou pour chacun des logements les composant et destinés à être loués séparément, ne

comporte pas un chiffre supérieur à ceux qui sont indiqués ci-dessus pour chaque catégorie de communes.

Avantages concédés par la loi

Les avantages fiscaux consistent notamment dans l'exonération pendant cinq ans, à dater de l'achèvement de la maison, des contributions foncières et des portes et fenêtres.

Les sociétés qui ont pour objet exclusif la construction et la vente des maisons ouvrières sont affranchies de la taxe de mainmorte, et les actes nécessaires à leur constitution sont dispensés du timbre et enregistrés gratis.

Des facilités de prêts sont accordées aux constructeurs de maisons ouvrières : la Caisse des dépôts et consignations, la Caisse nationale des retraites, les Caisses d'assurances en cas de décès et d'accidents, la Caisse nationale d'épargne, les Caisses d'épargne ordinaires sont autorisées à employer une partie de leurs fonds disponibles en prêts hypothécaires pour la construction de maisons ouvrières. D'autre part, les établissements charitables peuvent affecter à ces constructions une fraction de leur patrimoine.

Par dérogation au droit civil, l'indivision peut être maintenue pendant cinq ans à partir du décès du propriétaire, à la requête, soit de l'un des enfants, soit de l'époux survivant, pourvu, s'il n'y a pas de descendant, que le survivant soit copropriétaire de la maison au moins pour moitié et qu'il l'habite au jour du décès.

Elle peut également, s'il y a des mineurs, être maintenue pendant cinq ans à partir de la majorité de l'aîné, sans que la durée totale de l'indivision puisse, à moins d'un accord unanime, excéder dix ans. Dans ces divers cas, le maintien de l'indivision est prononcé par le juge de paix après avis du conseil de famille. — Chacun des héritiers et le conjoint, s'il a un droit de copropriété, à la faculté de reprendre la maison sur estimation.

Commission supérieure

Il est constitué auprès du Ministre du Commerce et de l'Industrie un Conseil supérieur des habitations à bon marché, auquel devront être soumis tous les règlements à faire en vertu de la loi et, d'une façon générale, toutes les questions concernant les logements économiques.

Les comités locaux lui adressent chaque année, dans le courant de janvier, un rapport détaillé sur leurs travaux. Le Conseil supérieur en donne le résumé, avec ses observations, dans un rapport d'ensemble adressé au Président de la République.

Formalités à remplir

Pour être admis à jouir du bénéfice de la loi, on devra produire, dans les formes et les délais fixés par l'article 9 § 3, de la loi du 8 août 1890(1), une demande qui sera instruite et jugée comme les réclamations pour décharge ou réduction de contributions directes. Cette demande pourra être formulée dans la déclaration exigée, par le même article de ladite loi, de tout propriétaire ayant l'intention d'élever une construction passible de l'impôt foncier.

(1) . . . . » Pour jouir de l'exemption temporaire spécifiée au 2e paragraphe du « présent article, le propriétaire devra faire à la mairie de la commune où sera élevé « le bâtiment passible de la contribution, et dans les quatre mois à partir de l'ouverture « des travaux, une déclaration indiquant la nature du bâtiment, sa destination et la « désignation d'après les documents cadastraux, du terrain sur lequel il doit être « construit. »

Assurance

L'acquéreur, le locataire avec promesse de vente, ou le constructeur d'une maison à bon marché qui se libère au moyen d'annuités, a tout intérêt à garantir par une assurance le paiement des annuités d'amortissement restant à échoir au moment de son décès. La Caisse d'assurance en cas de décès, instituée par la loi du 11 juillet 1868, est autorisée à passer, à cet effet, des contrats d'assurances temporaires.

L'intéressé doit adresser une proposition au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Le montant de l'assurance ne pourra dépasser :

Pour les immeubles situés dans une commune de 1 000 habitants et au-dessous	2 300 fr.
De 1 001 à 5 000 habitants	3 900 „
De 5 001 à 30 000 „	4 400 „
De 30 001 à 200 000 habitants ou dans une des communes situées dans un rayon de 40 kilomètres autour de Paris	5 700 „
Dans une commune de 200 001 habitants et au-dessus	7 700 „
A Paris	9 700 „

Les propositions d'assurances peuvent être transmises, soit par les comités des habitations à bon marché, soit par les sociétés de construction ou de crédit. Ces comités ou sociétés pourront également servir d'intermédiaire entre les assurés et la caisse d'assurance pour toutes les opérations ultérieures.

Les propositions d'assurance, les polices définitives et les versements de primes sont reçus à la Direction générale de la Caisse des dépôts et consignations, à Paris; chez les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances, dans les départements; chez les trésoriers-payeurs et les payeurs particuliers, en Algérie.

Les propositions d'assurance sont également reçues par les percepteurs des contributions directes.

Sur la demande faite par l'assuré au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, les percepteurs peuvent être autorisés à recevoir les polices définitives et à encaisser les primes.

Le proposant produit à l'appui de sa demande :

1° Un extrait de son acte de naissance;

2° L'engagement de répondre aux questions et de se soumettre aux constatations médicales qui seront prescrites par les polices;

3° Une déclaration affirmant qu'il ne possède pas d'autre maison, et que celle en vue de laquelle il veut contracter une assurance rentre dans les limites prévues à l'article 5 de la loi;

4° Le contrat d'acquisition ou de prêt passé soit avec une société de construction ou de crédit, soit avec un particulier.

Le proposant doit subir une visite médicale. S'il n'est pas personnellement connu du médecin visiteur, il doit se présenter chez celui-ci, assisté d'un délégué de la société de construction ou de crédit, ou de deux témoins imposés au rôle des contributions directes de la commune, qui attesteront l'identité du proposant sur le questionnaire destiné à recevoir les résultats de l'examen du médecin.

Le directeur général de la caisse des dépôts et consignations décide s'il y a lieu de refuser l'assurance ou de l'accepter.

Dans le premier cas, il informe le proposant de son refus, qui ne doit jamais être motivé.

Dans le second cas, il transmet au comptable qui a reçu la proposition d'assurance la police définitive en double expédition et un extrait de cette police qui servira au paiement des primes.

Toute réticence, toute fausse déclaration de la part de l'assuré, soit dans la proposition d'asssurance, soit dans les réponses faites au médecin visiteur et qui seraient de nature à atténuer l'importance du risque ou à tromper sur l'identité de l'assuré, entraînent l'annulation de l'assurance, sans préjudice des poursuites qui pourraient être exercées conformément aux lois pénales.

Dans le cas où l'assurance est annulée pour les motifs énoncés dans le paragraphe précédent, la portion des primes versées afférente aux risques postérieurs à la date d'annulation du contrat est remboursée sans intérêts à l'assuré en présence du bénéficiaire de l'assurance, s'il y a lieu.

En cas de résiliation du contrat de vente ou de libération anticipée des annuités souscrites, l'assuré peut obtenir la résiliation de son assurance et le paiement d'une somme égale à la valeur de la portion des primes antérieurement payées qui étaient afférentes aux risques postérieurs, à la date de la résiliation.

Ce paiement est effectué sur la quittance collective de l'assuré et, s'il y a un bénéficiaire désigné, du bénéficiaire de l'assurance ou de ses ayants-droit.

En cas de décès de l'assuré, les annuités restant à échoir sont payées à ses ayants-droit ou au bénéficiaire désigné, sur la production du double de la police, de l'acte de décès de l'assuré et d'un certificat de médecin constatant le genre de maladie ou d'accident auquel l'assuré aura succombé.

Dans le cas où le décès de l'assuré résulte de suicide, de duel ou de condamnation judiciaire, l'assurance demeure sans effet, et les primes versées, augmentées des intérêts simples calculés au taux du tarif, sont remboursées aux ayants-droits.

Constitution de sociétés d'Habitations à bon marché

Afin de faciliter la formation de sociétés d'habitations à bon marché et d'épargner aux promoteurs de ces sociétés les hésitations et les recherches qui, plus d'un fois, arrêtaient ou suspendaient les meilleures volontés, le Ministère du Commerce a arrêté deux formules de statuts-types, l'une pour les sociétés de construction et de crédit adoptant la forme anonyme à capital variable, c'est-à-dire la forme coopérative ; l'autre, pour les sociétés préférant la forme anonyme ordinaire.

Les sociétés qui, à raison de circonstances particulières, voudraient s'écarter des statuts-types et proposer des rédactions différentes, peuvent naturellement le faire. Leur libre initiative reste entière ; mais elles auraient alors à subir les formalités et les retards inséparables d'un examen individuel par le Comité permanent et par le Ministère du Commerce.

Le fascicule spécial contenant ces statuts-types est adressé gratuitement à toute personne qui en fera la demande au Ministre du Commerce. (Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales, rue de Varenne, 80.)

Les patrons rendront le plus signalé service à leur personnel en lui faisant connaître les grands avantages de l'habitation saine, et les remarquables facilités que le législateur lui donne pour l'acquérir.

ASSURANCE

L'assurance est une des formes de l'association. Son principe fondamental est de répartir proportionnellement entre plusieurs associés qui prennent le nom d'assurés les dommages occasionnés par les sinistres d'un ordre déterminé. Ce principe a donné lieu à deux systèmes : l'assurance mutuelle qui n'est que l'application pure et simple de la définition précédente ; l'assurance à primes fixes, dans laquelle l'assuré, moyennant une somme déterminée d'avance et qu'il verse à une société, se décharge du risque couru sur cette société.

Dans le premier système, les assurés sont également assureurs et ils participent au paiement des sinistres : l'association les indemnise, si un sinistre vient les frapper.

Dans le second système, les assurés se bornent à passer un contrat avec les assureurs qui se chargent, moyennant un taux convenu, de les indemniser en cas de sinistre.

L'assurance mutuelle ne comporte, en principe, aucun bénéfice, tandis que, dans l'assurance à prime fixe, l'assureur fait une opération commerciale dont il espère un profit.

Quel que soit le système employé, l'assurance a pour résultat de compenser les effets du hasard par la mutualité.

Cette idée de compensation est très ancienne et figure dans le droit romain. Au moyen-âge, l'assurance proprement dite est appliquée en Europe. L'assurance la plus ancienne est l'assurance maritime. Les autres branches se développent à partir du XVI^e^ siecle.

L'assurance sur la vie et contre l'incendie, organisées vers la fin du XVIII^e^ siècle, ne commencent à prospérer que vers 1825.

Il n'est plus besoin aujourd'hui de conseiller l'assurance contre l'incendie : tous les chefs d'entreprises prennent cette précaution élémentaire et indispensable. Mais les autres formes d'assurances, vie, accidents, etc. sont beaucoup moins répandues, parce que leur utilité ne tombe pas immédiatement sous le sens. Et cependant les risques que l'on ne couvre pas sont beaucoup plus certains et leur conséquences plus graves. L'industriel prévoyant devra s'assurer sur la vie, pour qu'à son décès, sa famille soit mise à même de parer aux premiers embarras que sa disparition causera ; il devra s'assurer contre les accidents et la maladie, pour que la perte que fatalement causera son éloignement plus ou moins prolongé de la direction de ses affaires, soit compensée partiellement par l'indemnité qui lui sera versée ; il devra s'assurer enfin, parce que tout chef doit montrer l'exemple à ses subordonnés, et que pour ceux-ci l'assurance, sous toutes ses formes, constitue le meilleur palliatif aux risques qu'ils courent.

Assurances sur la vie

Les opérations d'assurances sur la vie sont aujourd'hui régies en France par l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867, ainsi conçu : « Les associations de la nature des tontines et les sociétés d'assurances sur la vie, mutuelles ou à primes, *restent* soumises à l'autorisation et à la surveillance du Gouvernement.

Pour saisir le sens de ce texte laconique et en mesurer la portée restreinte, il convient de se reporter aux règles qui dominaient la matière avant la loi de 1867.

D'après le principe posé par un avis du conseil d'État du 1^er^ avril 1809, approuvé par l'empereur, les *tontines* et sociétés tontinières étaient assujetties à l'autorisation et les actes d'autorisation ainsi intervenus avaient réservé les

droits de surveillance du gouvernement, qui furent spécifiés dans une ordonnance royale du 12 juin 1842.

Quant aux *sociétés d'assurances* fondées sous la forme de sociétés anonymes, elles étaient, au même titre que toutes les autres sociétés de cette forme, régies par l'article 37 du Code de commerce et assujetties à l'autorisation préalable. Mais, tandis que les sociétés tontinières étaient autorisées à raison de leur *objet* spécial, les sociétés anonymes d'assurances sur la vie, comme toutes les autres sociétés anonymes, n'étaient autorisées qu'à raison de leur *forme*.

D'autre part, si les actes d'autorisation des sociétés tontinières réservaient expressément au gouvernement l'exercice d'une surveillance spéciale, les actes d'autorisation des sociétés anonymes, y compris les sociétés anonymes d'assurances sur la vie, se bornaient à imposer la production semestrielle d'extraits d'états de situation au Ministre du commerce et à diverses autorités déterminées. Le gouvernement ne gardait généralement d'autre pouvoir que celui de révoquer l'autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés.

Quant aux sociétés anonymes *étrangères*, elles n'étaient même pas assujetties à l'autorisation préalable. En vertu de la loi du 30 mai 1857, promulguée à la suite de difficultés survenues entre la France et la Belgique et étendue par des actes postérieurs à la plupart des grands États, il leur suffisait, pour agir en France, d'être dûment admises à fonctionner dans les pays d'origine qui, à cet égard, avaient avec la France un régime de réciprocité.

Tel était, à très grands traits, le régime des sociétés d'assurances sur la vie, lorsqu'intervint la loi du 24 juillet 1867.

Sans toucher au statut des sociétés étrangères, l'article 66 de cette loi s'est borné à spécifier, en ce qui concerne les sociétés françaises, que « les asso-« ciations de la nature des tontines et les sociétés d'assurances sur la vie, « mutuelles ou à primes, *restent* soumises à l'autorisation et à la surveillance du « gouvernement ».

En présence de ce texte, l'administration crut pouvoir organiser une surveillance plus étroite; mais le conseil d'État repoussa, en 1877, le projet qui lui était soumis. Il estimait que, si, pour les sociétés d'assurances mutuelles, comme pour les sociétés tontinières, le gouvernement gardait les pouvoirs de surveillance définis par l'ordonnance royale de 1842, il ne pouvait, au contraire, pour les compagnies d'assurances à primes fixes, recourir aux vérifications projetées, sans excéder le droit de surveillance qu'il tenait de la législation générale sur les sociétés anonymes ou des actes spéciaux d'autorisation de ces compagnies. Plus tard, en 1880, le conseil d'État décida *qu'il ne rentrait pas dans les pouvoirs du ministre d'organiser un contrôle exercé par des agents de surveillance au moyen de la vérification directe des comptes des opérations.*

Pour fonctionner, les sociétés d'assurances sur la vie doivent faire approuver leurs statuts.

Les autorisations sont données par décret rendu après avis du Conseil d'État. Le décret, qui est inséré au Journal Officiel et au Bulletin des Lois, indique d'une manière précise les actes possibles ou interdits. Les modifications ne peuvent être apportées aux statuts que par un nouveau décret rendu dans la même forme.

Ces formalités n'enlèvent pas aux statuts leur caractère de convention privée et leur interprétation relève des tribunaux ordinaires.

En dehors des sociétés d'assurances mutuelles, à l'égard desquelles le Gouvernement dispose de droits plus étendus et de certaines ressources de contrôle, les sociétés françaises d'assurances ne sont donc actuellement soumises

qu'à un contrôle trop peu efficace, parce que les pouvoirs de l'Administration, limités à l'examen des états qu'elles produisent, sont manifestement insuffisants, et parce que ces pouvoirs ne sont d'ailleurs appuyés d'aucune sanction, à l'exception de la sanction extrême, disproportionnée, et, par là même, généralement inapplicable, du retrait d'autorisation.

Si l'on ajoute que, se réclamant de la jurisprudence survenue en matière fiscale, et d'ailleurs abritées contre toute action administrative, les sociétés spéciales de *rentes viagères* échappent même à l'autorisation préalable et que, d'autre part, les *sociétés étrangères* pratiquent toutes les modalités d'assurances sur la vie, sans se trouver astreintes à aucun contrôle du Gouvernement français, on est entraîné à cette conclusion que l'assurance sur la vie, malgré certaines apparences, reste en réalité pour une bonne part en dehors de la surveillance immédiate et effective sur laquelle les assurés seraient en droit, et se croient souvent encore en mesure de compter.

Le Gouvernement a, d'ailleurs, déposé un projet de loi à l'effet de remédier à cette situation.

Assurance contre l'incendie

C'est l'assurance la plus répandue. Moyennant une prime fixe dont le taux varie suivant la nature du risque, les immeubles, les meubles et les marchandises peuvent être assurés contre l'incendie; c'est-à-dire que le propriétaire peut demander à l'assureur de lui verser la valeur, préalablement arrêtée d'un commun accord, de l'objet qui aura été anéanti ou endommagé par un incendie.

Généralement les Compagnies d'assurances garantissent également le paiement des dégats occasionnés par l'explosion du gaz et la chute de la foudre, même non suivis d'incendie. Elles assurent encore *le risque locatif*, c'est-à-dire les effets matériels de la responsabilité à laquelle l'assuré est soumis comme locataire, aux termes des articles 1733 et 1734 du Code civil; *le recours des voisins*, c'est-à-dire les suites matérielles de toutes actions que les voisins pourraient exercer contre l'assuré pour extension de l'incendie à leur propriété; *le recours des locataires contre les propriétaires*, pour garantir ceux-ci de tout recours, si le sinistre est amené par un vice de construction ou un défaut d'entretien de l'immeuble.

Chaque risque de recours entraîne le paiement d'une prime particulière, d'ordinaire très inférieure à celle correspondant à l'assurance directe sur les objets (0,10 — 0,20 — 0,30 °/₀₀).

Les dentelles, bijoux, objets d'art, livres, etc. ne sont assurés que s'ils font l'objet de mentions manuscrites dans les polices. Par contre, on n'assure pas les titres, les billets de banque, les lingots, etc.

Police d'assurance

C'est sous ce nom qu'on désigne le contrat d'assurance, qu'il s'agisse d'assurance sur la vie, d'assurance contre l'incendie ou de tout autre risque. Les clauses du contrat sont généralement imprimées à l'avance et le plus souvent l'assuré ne les connaît pas.

Il est important pour celui qui souscrit une assurance de prendre connaissance des clauses qui le lieront. Les conditions des polices déterminent l'objet de l'assurance, les cas de résiliation (ils sont nombreux), le mode de paiement des primes, le règlement des indemnités, les formalités à remplir, etc. etc.

Si le Code de commerce a réglé le contrat d'assurance maritime, aucun texte ne vise les autres formes d'assurance. La jurisprudence a statué par analogie. La transaction intervenue entre l'assureur et l'assuré constitue pour

ce dernier un acte civil et, pour le premier, un acte de commerce. L'obligation de l'assuré est ferme : il doit payer le prix convenu, la prime, tandis que celle de l'assureur est aléatoire : il ne paie que si le risque prévu se réalise. En tout état de cause, l'assuré ne saurait rechercher dans son contrat une source de gain, il n'a droit qu'à une indemnité et non à un bénéfice. L'assureur ne saurait être tenu de réparer que le préjudice causé. Toutefois, dans l'assurance sur la vie, l'assureur doit payer la somme pour laquelle l'assurance a été consentie.

Les contrats d'assurance contre l'incendie paient un droit de 0,4 centimes pour mille du capital assuré et de 0,03 pour les mutuelles, (lois des 5 juin 1850 et 29 décembre 1884) plus un droit d'enregistrement, 10 % sur le montant de la prime et des frais (lois des 23 août 1871 et 30 décembre 1873).

Quant aux polices d'assurances sur la vie ou contre les accidents, le droit est de 2 p. mille du total des sommes versées annuellement (2 fr. 40, décimes compris).

Ces droits viennent s'ajouter à la prime que perçoit l'assureur et restent à la charge de l'assuré.

Caisse Nationale des Retraites pour la vieillesse

La Caisse nationale des retraites, créée sous la garantie de l'Etat par la loi du 18 juin 1850, est actuellement régie par la loi du 20 juillet 1886 et le décret du 28 décembre suivant, qui ont abrogé les dispositions antérieures.

Elle est gérée par l'Administration de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Une commission supérieure de seize membres, formée auprès du Ministre du Commerce, est chargée de l'examen de toutes les questions relatives à son fonctionnement.

Objet

Cette institution a pour objet d'assurer, à l'âge de cinquante ans ou à un âge plus avancé, des rentes viagères de 2 francs au moins et de 1 200 francs au plus à tout individu au compte duquel des versements auront été effectués soit de ses deniers, soit de ceux d'un tiers.

La rente est incessible et insaisissable jusqu'à concurrence de 360 fr.

Elle peut être déclarée incessible et insaisissable par le donateur du capital.

La Caisse nationale des retraites permet :

A l'ouvrier, de s'assurer une retraite par les plus petites épargnes capitalisées;

Au père de famille, par un léger sacrifice, de mettre ses enfants à l'abri du besoin pour la fin de leur carrière;

Aux personnes arrivées à un âge avancé, et disposant d'un petit capital, de réaliser le placement le plus avantageux et le plus sûr;

Aux communes, comices agricoles, caisses scolaires, aux particuliers bienfaisants, aux chefs d'industrie, par la distribution de livrets à titre de récompense, de répandre les habitudes d'ordre et d'économie et les idées de prévoyance.

Versements

Les versements peuvent être effectués au profit de toute personne, française ou étrangère, résidant en France et *âgée de trois ans* au moins, soit par le *titulaire* lui-même; soit par un *donateur;* soit par un *intermédiaire* pour le compte du titulaire ou du donateur.

Ils sont reçus : à Paris à la Caisse des Dépôts et Consignations, rue de Lille N° 56, par le caissier général de cette caisse; dans les départements,

par les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances; en Algérie, par les trésoriers-payeurs et payeurs particuliers.

Ils sont, en outre, reçus obligatoirement chez les percepteurs et chez les receveurs des postes de la France et de l'Algérie.

Les versements sont constatés sur *un livret individuel* délivré *gratuitement* au nom de futur rentier. Ils sont facultatifs. Un versement *unique* est accepté. Des versements successifs peuvent être effectués; ils sont *interrompus* ou *continués* au gré des parties intéressées. *Commencés* dans un lieu, ils peuvent être *continués* dans un autre.

A la suite de chaque versement, la rente attribuée au capital versé est inscrite sur le livret.

Celui qui opère un versement à la faculté ou *d'aliéner* le capital, c'est-à-dire de l'abandonner à la Caisse des retraites en échange d'une *augmentation de la rente*, ou de *réserver* le capital au décès du rentier, et, dans ce cas, le capital est *remboursé* soit aux ayants-droit de ce dernier, soit au donateur ou à ses ayants-droit.

Tout capital réservé peut être abandonné ultérieurement *en vue d'augmenter* la rente primitive.

Le déposant est toujours libre de déclarer qu'il soumet ses nouveaux versements à des conditions autres que celles qui régissaient ses versements antérieurs.

Les versements opérés pendant le mariage, par des déposants non séparés de biens, profitent par moitié à chacun des deux conjoints et aucun d'eux ne peut priver l'autre du bénéfice de cette division, ni y renoncer pour son propre compte.

Toutefois, les versements effectués à titre de donation appartiennent exclusivement au conjoint au profit duquel ils sont faits.

Le maximum des versements opérés pour un même compte pendant une année, du premier janvier au 31 décembre, est de 500 francs (1 000 francs pour deux conjoints). Le minimum de chaque versement est d'*un franc*. Des *bulletins-retraites*, délivrés sans frais dans tous les bureaux de poste, permettent de réaliser cette somme au moyen de *timbres-poste*: on peut donc commencer l'épargne pour la vieillesse avec *5, 10, 15 centimes*.

La seule pièce à produire, à l'appui du premier versement, est un extrait de l'acte de naissance du nouveau titulaire. Cet extrait est délivré *sur papier libre et sans frais*, comme toutes les autres pièces exclusivement relatives à la Caisse des retraites.

Liquidation immédiate de la rente en cas de blessures ou d'infirmités entraînant une incapacité absolue de travail

Si le déposant, après avoir effectué un ou plusieurs versements, est atteint, avant l'âge fixé pour l'entrée en jouissance, de blessures graves ou d'infirmités prématurées entraînant une incapacité absolue de travail, la pension peut être liquidée immédiatement, même avant 50 ans, et sans qu'il soit nécessaire que la jouissance de la rente commence à une année d'âge accomplie. Le chiffre en est fixé d'après les tarifs, en raison de l'âge, au moment de la liquidation et en proportion des versements effectués.

Cette liquidation anticipée n'est applicable qu'aux versements antérieurement opérés.

Bonification des rentes liquidées par anticipation en cas de blessures ou d'infirmités

Les pensions ainsi liquidées pourront être bonifiées à l'aide d'un crédit ouvert chaque année au budget du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes

et des Télégraphes et de la dotation prévue à l'article 4 de la loi du 31 décembre 1895.

Dans aucun cas, la rente totale, bonification comprise, ne peut dépasser ni le triple du produit de la liquidation anticipée, ni le maximum de 360 francs.

Les étrangers qui ont versé à la Caisse des retraites n'ont droit à aucune bonification.

Majoration des rentes viagères

Aux termes de la loi du 31 décembre 1895, des majorations de rentes viagères et des bonifications spéciales peuvent être accordées, sur des crédits inscrits annuellement au budget, aux pensionnaires de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Les conditions à remplir pour bénéficier des dispositions de ladite loi sont portées chaque année à la connaissance du public par le moyen d'affiches apposées dans toutes les communes.

CAISSES NATIONALES D'ASSURANCE EN CAS DE DÉCÈS ET EN CAS D'ACCIDENTS

Caisse d'assurance en cas d'accidents

La Caisse d'assurance en cas d'accidents, créée par la loi du 11 juillet 1868, a pour objet de constituer des pensions viagères aux personnes assurées qui, dans *l'exécution de travaux agricoles ou industriels*, seront atteintes de blessures entraînant une *incapacité permanente de travail*, et de donner des indemnités aux veuves et aux enfants mineurs ou, à leur défaut, au père ou à la mère sexagénaire des assurés qui ont péri par suite d'accidents survenus dans l'exécution desdits travaux.

Ces assurances ont lieu par année. L'assuré verse pour chaque année, à son choix, 8 fr., 5 fr. ou 3 fr. Il doit être âgé de 12 ans au moins.

La pension viagère due aux assurés est constituée à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et calculée sur un capital égal à 640 fois la cotisation annuelle pour les accidents ayant occasionné une *incapacité absolue de travail* sans pouvoir être inférieure à 200 fr. pour les cotisations de 5 fr. et à 150 fr. pour les cotisations de 3 fr.

La pension allouée pour des accidents entraînant une *incapacité permanente du travail de la profession* est moitié de celle ci-dessus.

Le secours à allouer, en cas de décès par suite d'accident, à la veuve de l'assuré, et, s'il est célibataire ou veuf sans enfants, à son père ou à sa mère sexagénaire, est égal à deux années de la pension de la première catégorie. L'enfant ou les enfants mineurs reçoivent un secours égal à celui qui est attribué à la veuve. — Les secours sont payés en deux annuités.

Les administrations publiques, les établissements industriels, les sociétés de secours mutuels peuvent assurer *collectivement* leurs ouvriers ou leurs membres.

La *loi du 24 mai 1899* a autorisé la Caisse d'assurance en cas d'accidents, créée par la loi du 11 juillet 1868, à étendre ses opérations aux risques prévus par la *loi du 9 avril 1898*, concernant *les responsabilités des accidents* dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, pour les accidents ayant entraîné la *mort* ou une *incapacité de travail permanente* absolue ou partielle. (Voir accidents du travail.)

Caisse d'assurance en cas de décès

La Caisse d'assurance en cas de décès, créée par la loi du 11 juillet 1868, a pour objet de payer au décès de chaque assuré, à ses héritiers ou ayants-

droit, une somme déterminée par le versement d'une prime unique ou de primes annuelles.

Cette assurance convient à l'ouvrier ou à l'employé qui n'a que le produit de son travail pour soutenir sa famille. Elle lui offre le moyen, à l'aide d'un léger prélèvement sur son salaire, de mettre les siens à l'abri des premiers besoins et de leur laisser des ressources, dans le cas où il viendrait à mourir prématurément.

L'assurance en cas de décès peut être contractée par toute personne âgée de 16 ans au moins et de 60 ans au plus.

Les sommes assurées sur une même tête ne peuvent excéder 3 000 fr. Celles inférieures à 600 fr. sont incessibles et insaisissables en totalité ; celles supérieures à ce chiffre sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de la moitié, sans toutefois que la partie incessible et insaisissable puisse descendre au-dessous de 600 fr.

Toute personne qui veut contracter une assurance ou modifier une assurance déjà contractée, doit souscrire une proposition qui doit être signée par l'assuré lui-même ou par son mandataire spécial, et être accompagnée de l'acte de naissance de l'assuré.

Les assurances contractées moins de deux ans avant le décès de l'assuré demeurent sans effet. Il en est de même, lorsque le décès, quelle qu'en soit l'époque, résulte de suicide, de duel ou de condamnation judiciaire.

La Caisse d'assurance en cas de décès et la Caisse nationale des retraites se complètent l'une l'autre.

En effet, si l'ouvrier ou l'employé peut, en s'adressant à la Caisse d'assurance en cas de décès, mettre sa famille à l'abri du besoin en cas de décès prématuré, la Caisse nationale des retraites lui permet, par le versement de minimes économies à capital aliéné, de se constituer lui-même une pension viagère pour ses vieux jours.

Assurances collectives en cas de décès

Les sociétés de secours mutuels sont admises à contracter des assurances collectives à l'effet de s'assurer au décès de chacun de leurs sociétaires une somme fixe qui ne peut excéder 1 000 fr.

Ces assurances peuvent se cumuler avec les assurances individuelles ; elles sont faites pour une année et ont leur effet à partir du premier jour du mois qui suit celui où elles sont contractées. Elles doivent comprendre tous les membres de la société, âgés de 3 à 94 ans et être d'une somme égale pour tous.

Assurances mixtes

La loi du 17 juillet 1897 a autorisé la Caisse d'assurance en cas de décès à passer des contrats d'assurances mixtes, ayant pour but le payement d'un capital déterminé, soit aux assurés eux-mêmes, s'ils sont vivants à une époque fixée d'avance, soit à leurs ayants-droit, et aussitôt après le décès, si les assurés meurent avant cette époque.

Assurances temporaires relatives aux habitations à bon marché

La Caisse d'assurance en cas de décès reçoit, indépendamment des assurances indiquées plus haut, des assurances temporaires ayant pour objet de garantir le payement des annuités à échoir restant dues par l'acheteur ou le constructeur d'une habitation à bon marché, qui viendrait à décéder avant l'échéance de la dernière annuité.

APPENDICE

ALGÉRIE

Un certain nombre de lois sociales ont été rendues applicables à l'Algérie. Elles ne le sont pas toutes : c'est ainsi que la loi sur les accidents du travail n'y est pas encore exécutoire. Voici dailleurs les plus importantes dispositions concernant le travail qui intéressent l'Algérie.

Conseils de Prud'hommes

La législation sur les conseils de prud'hommes est applicable à l'Algérie sous les modifications ci-après (Loi du 23 février 1881) :

Sont électeurs : 1° les patrons âgés de vingt-cinq ans accomplis, patentés depuis trois années au moins et depuis un an dans la circonscription du conseil; 2° les chefs d'atelier, contremaîtres et ouvriers âgés de vingt-cinq ans accomplis, exerçant leur industrie depuis trois ans au moins et domiciliés depuis un an dans la circonscription du conseil.

Sont éligibles les électeurs âgés de trente ans accomplis, domiciliés depuis deux ans dans la circonscription du conseil et sachant lire et écrire le français.

Dans les circonscriptions où l'importance de la population musulmane le comportera, les conseils de prud'hommes comprendront des prud'hommes assesseurs musulmans. Les décrets d'institution déterminant le nombre des membres de chaque conseil indiqueront celui des prud'hommes assesseurs musulmans.

Les patrons assesseurs musulmans et les ouvriers assesseurs musulmans seront toujours en nombre égal dans chaque catégorie.

Dans les causes où se trouveront un ou plusieurs musulmans non naturalisés, le bureau particulier et le bureau général comprendront deux prud'hommes assesseurs musulmans, l'un patron, l'autre ouvrier, ayant voix consultative.

Les prud'hommes assesseurs musulmans sont élus par les musulmans non naturalisés remplissant les conditions indiquées ci-dessus. La liste de ces électeurs est dressée séparément.

Les prud'hommes assesseurs musulmans sont élus dans la même forme que les autres prud'hommes.

Ils sont soumis aux mêmes conditions d'éligibilité. Toutefois, pour l'assessorat, il suffit aux candidats de savoir parler le français, s'ils savent lire et écrire leur langue maternelle.

Les prud'hommes assesseurs musulmans, comme les autres prud'hommes, seront renouvelés par moitié tous les trois ans.

Caisses d'assurances

Loi du 11 juillet 1868 et décrets des 10 août 1868 et 13 août 1877 sur les caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents (Décret du 15 avril 1893).

Arbitrage

Loi du 27 décembre 1892 sur l'arbitrage entre patrons et ouvriers (Décret du 9 septembre 1893).

Caisse d'Epargne

Loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'Epargne (Décrets du 8 avril 1896 et 27 juin 1898).

Sociétés de secours mutuels

Un décret en date du 24 mars 1899, rend applicable à l'Algérie avec les dispositions additionnelles suivantes, la loi du 1 avril 1898, sur les sociétés de secours mutuels :

1° Les indigènes arabes ou berbères sont éligibles aux fonctions d'administrateurs;

2° Les sociétés de secours mutuels peuvent obtenir l'assistance judiciaire;

3° Les statuts des sociétés qui se forment en territoire de commandement, ainsi que la liste des adhérents à ces sociétés, doivent être déposés à la division;

4° L'acceptation des dons et legs mobiliers faits aux sociétés libres dont la circonscription comprend des communes appartenant aux deux territoires du même département sera autorisée par le gouverneur général, lorsqu'il n'y aura pas de réclamation des héritiers du testateur;

5° La gestion des caisses autommes que les sociétés peuvent constituer est soumise à la vérification de l'inspection des finances et au contrôle des agents du service des contributions directes.

Protection des travailleurs

Dispositions concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels et les mesures de protection spéciales à l'égard des enfants, des filles mineures et des femmes (Décret du 21 mars 1902).

Loi du 11 juillet 1901, garantissant leur emploi et leur travail aux réservistes et territoriaux appelés à une période d'instruction (Décret du 28 mars 1903).

Loi du 7 décembre 1874, sur la protection des enfants employés dans les professions ambulantes, et Loi du 19 avril 1898, sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants.

ARITHMÉTIQUE COMMERCIALE

PAR

BRASILIER

Ancien élève de l'Ecole Polytechnique

Professeur honoraire à l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris

ARITHMÉTIQUE COMMERCIALE

Addition

Pour l'addition de longues suites de nombres, telles qu'il s'en présente souvent dans les livres de commerce, il importe d'observer rigoureusement la règle qui recommande de bien aligner les chiffres, nettement écrits, par colonnes verticales : les unités sous les unités, les dizaines sous les dizaines, et ainsi de suite.

On a souvent l'occasion de chercher la somme de deux nombres de deux ou trois chiffres. Il convient, pour effectuer de tête cette petite opération, de porter d'abord l'attention sur les plus hautes unités, c'est-à-dire sur les dizaines pour les nombres de deux chiffres, sur les centaines pour les nombres de trois chiffres. Ainsi 65 et 47 ? 112. Au lieu de suivre l'ordre indiqué pour l'addition écrite et de commencer par les unités, on fixe l'attention sur les dizaines, en disant : 60 et 40 ? 100 ; et l'on ajoute la somme des unités 5 et 7 ? 12 ; total 112.

72 et 83 ? 155. (70 et 80 ? 150 ; 2 et 3 ? 5) ; 78 et 87 ? 165. Dans ce dernier exemple, après avoir dit 70 et 80, 150 on observe vivement que l'addition des unités va donner 1 de retenue, on saute dans la dizaine suivante, 160 et l'on fait suivre du 5, provenant de $7 + 8 = 15$.

Des remarques analogues s'appliquent à des nombres de trois chiffres : 643 et 437 ? 1080. Les centaines, 600 et 400, donnent 1000, et 43 et 37 donnent 80. Dans cet exemple particulier, on peut observer tout d'abord que la somme des unités, 3 et 7, donne le nombre rond 10, ou 1 dizaine ; la somme des dizaines 64 et 43 donne 107, avec 1 de retenue, 108 dizaines ou 1080.

825 et 178 ? 1003. Les centaines, 800 et 100, conduiraient dans les 900 s'il n'y avait pas de retenue provenant des unités des ordres inférieurs ; mais ici la somme $25 + 78$ dépasse visiblement 100. On prononce donc tout d'abord et vivement, 1000, et pendant qu'on le dit, l'on a le temps de voir la suite, le 3 final provenant de $25 + 78$.

Soustraction

La soustraction a pour objet, étant donnés deux nombres, généralement inégaux, de trouver combien il reste d'unités dans le plus grand, quand on y a supprimé, retranché autant d'unités qu'il y en a dans le plus petit. Le résultat se nomme reste; il représente combien d'unités restent au plus grand nombre. Si, en particulier, les deux nombres sont égaux, le reste est zéro. On peut se figurer qu'à chaque unité du plus petit nombre on oppose une unité du plus grand; et après ce travail d'opposition des unités chacune à chacune, il en reste un certain nombre en excès dans le plus grand; c'est en quoi les deux nombres diffèrent, le plus grand présente un excès sur le plus petit. Il existe entre les deux nombres une différence déterminée; en ajoutant au plus petit la différence trouvée on doit reproduire le plus grand. La soustraction est donc encore l'opération par laquelle, étant donné la somme de deux nombres et l'un de ces nombres, on détermine l'autre. Le calculateur cherche le nombre qui, additionné avec le plus petit, donne pour somme le plus grand. On écrit les deux nombres l'un au-dessous de l'autre, les chiffres bien alignés par colonne verticale, les unités sous les unités, les dizaines sous les dizaines, etc. . . . Dans chaque colonne on détermine le chiffre qui, combiné par addition avec le chiffre du nombre inférieur, va amener le chiffre du nombre supérieur. Prenons d'abord le cas le plus simple, celui où tous les chiffres du nombre supérieur sont supérieurs ou égaux à ceux de même colonne dans le nombre inférieur.

De 6589	$2 + 7 = 9$
soustraire 4532	$3 + 5 = 8$
Résultat 2057	$5 + 0 = 5$
	$4 + 2 = 6$

Si dans le nombre d'en haut se trouve quelque chiffre inférieur à celui de la même colonne en bas, on écrit au résultat le chiffre qui, additionné avec celui du nombre inférieur, va donner une somme dont le premier chiffre, exprimant des unités de l'ordre de la colonne, soit celui du nombre supérieur, et l'on poursuit l'opération en ajoutant la retenue au chiffre du la colonne suivante sur la gauche dans le nombre inférieur.

De 4752	$7 + 5 = 12$
soustraire 2897	$1 + 9 + 5 = 15$
Résultat 1855	$1 + 8 + 8 = 17$
	$1 + 2 + 1 = 4$

Dans le détail sur la droite de l'opération, les chiffres de la colonne à droite, lus de bas en haut, représentent le nombre supérieur 4752, ceux de la 1e colonne à gauche des signes =, lus dans le même sens représentent le résultat 1855, ceux de l'autre colonne à gauche forment le nombre inférieur 2897. Il y a, en outre, de part et d'autre des signes =, trois 1 qui, chacun à chacun, représentent des unités du même ordre.

La règle de la soustraction ainsi pratiquée s'étend au cas où l'on se propose de retrancher d'un nombre donné la somme de plusieurs autres.

De 8563

soustraire { 498, 1256, 79, 2145

Résultat 4585

$5 + 9 + 6 + 8 + 5 = 33$

$3 + 4 + 7 + 5 + 9 + 8 = 36$

etc.

On combine ainsi addition et soustraction; on additionne dans chaque colonne les chiffres des différents nombres à soustraire, et l'on inscrit au résultat le chiffre qui, ajouté à cette somme, va reproduire celui d'en tête.

On peut encore obtenir le résultat des opérations de ce genre par l'emploi des compléments. Le complément arithmétique d'un nombre donné est le nombre qui, ajouté au proposé, donne pour somme l'unité de l'ordre décimal immédiatement supérieur. Ainsi, soit

nombre proposé	498
complément arithmétique	502
Somme	1000

Pour écrire rapidement le complément, on complète chaque chiffre à 9, sauf le dernier de droite, qui doit être complété à 10.

Le complément algébrique d'un nombre donné est un nombre composé d'une partie négative et d'une partie positive, de façon que l'addition algébrique du nombre avec le proposé donne pour somme zéro.

Ainsi le nombre proposé étant	498
son complément algébrique est	$\bar{1}502$
Somme	0000

Pour former le complément algébrique de 498, il suffit d'écrire l'unité négative $\bar{1}$ dans la colonne à gauche de celle des unités de l'ordre le plus élevé et d'écrire à la suite le complément arithmétique.

Pour soustraire un nombre donné, il suffit d'additionner son complément algébrique. Si d'une quantité donnée N, on propose de soustraire 498, il suffit d'ajouter à N le nombre composé $\bar{1}502$, complément algébrique de 498. Pour s'en rendre compte observons que, pour trouver la différence entre N et 498, on peut, sans altérer cette différence, ajouter à chacun d'eux un même nombre, et, en particulier, 502 complément arithmétique de 498. Le nombre N devient $N + 502$, et le nombre à soustraire devient $498 + 502 = 1000$. Le résultat est donc égal à $N + 502 - 1000$, ce qui s'écrit sous un forme plus simple $N + \bar{1}502$.

Pour soustraire plusieurs nombres, il suffit de les remplacer par leurs compléments algébriques, qui devront alors être additionnés avec la quantité dont les nombres devaient être soustraits.

Méthode ordinaire		Méthode des compléments
De	8563	8563
Soustraire	498	$\bar{1}502$
	1256	$\bar{1}8744$
	79	$\bar{1}21$
	2145	$\bar{1}7855$
Résultat	4585	4585

L'usage des compléments peut paraître peu avantageux au premier abord; mais, avec un peu d'exercice, le calculateur parvient à écrire le complément

avec la même facilité que le nombre même; et, une fois les compléments formés, l'opération est réduite à une addition.

Les preuves de l'addition sont extrêmement simples; pour vérifier l'exactitude d'une addition, on changera, par exemple, l'ordre des chiffres de chaque colonne en les prenant de bas en haut, si l'on a commencé par les prendre de haut en bas. Les longues additions peuvent être divisées en plusieurs additions partielles. La preuve de la soustraction se fait par l'addition du résultat avec le nombre ou les nombres à soustraire : le total doit donner la quantité dont il s'agissait de soustraire les proposés.

Exercices d'Addition et Soustraction.

On a souvent l'occasion, dans les comptes du commerce, d'établir la balance entre deux suites de nombres représentant des unités d'espèces opposées, par exemple la balance entre les recettes et les dépenses, les profits et les pertes. D'après les termes simples de la question, on peut obtenir le résultat en additionnant les nombres du premier groupe, puis les nombres du deuxième groupe, et faisant la balance des deux sommes; en tout, trois opérations distinctes. Une deuxième méthode, un peu plus courte déjà, consistera à additionner les nombres du premier groupe et à retrancher du total obtenu l'ensemble des nombres du deuxième par le procédé que nous avons expliqué ; on aura ainsi deux opérations seulement. Enfin l'on pourra prendre, à la place des nombres à soustraire, leurs compléments algébriques pour les additionner avec les nombres du premier groupe ; le résultat s'obtiendra par une seule opération, une addition unique. Exemple :

De la somme des nombres		Soustraire la somme des nombres	
	4 344 947		995 328
	948 234		3 257 886
	1 257 572		230 845
	2 139 141		

on pourra trouver le résultat par les procédés suivants :

Méthode primitive	Méthode ordinaire du commerce	Méthode des compléments
4 344 947	4 344 947	4 344 947
948 234	948 234	948 234
1 257 572	1 257 572	1 257 572
2 139 141	2 139 141	2 139 141
8 689 894	8 689 894	
995 328		
3 257 886	995 328	1 004 672
230 845	3 257 886	16 742 114
4 484 059	230 845	1 769 155
Résultat 4 205 835	4 205 835	4 205 835

Dans la méthode primitive, on fait l'addition des nombres du premier groupe, on trouve au total 8 689 894 ; on fait l'addition des nombres du deuxième groupe, total 4 205 835; et l'on retranche ce dernier total du premier, on obtient le résultat 4 205 835.

Dans la méthode du commerce, on fera l'addition des nombres de la première suite; et l'on soustraira les nombres de la deuxième suite, comme il a été expliqué, en disant $5 + 6 + 8 + 5 = 24$, etc.

Dans la troisième méthode, après avoir écrit les nombres de la première suite, on écrit au dessous les compléments algébriques des nombres de la deuxième, et l'on fait une addition unique de tous les nombres ainsi disposés.

Multiplication

La Multiplication des Nombres entiers a pour but de répéter un nombre, nommé Multiplicande, autant de fois qu'il y a d'unités dans un autre nombre, nommé Multiplicateur. Ainsi entendue, la multiplication n'est qu'un cas particulier de l'addition : c'est le cas où tous les nombres à additionner sont égaux entre eux. La pratique de l'opération n'est qu'une abréviation de l'addition de nombres égaux. Si le multiplicateur est, par exemple, 7, le résultat de l'opération, nommé produit, comprend évidemment, d'après la remarque qui vient d'être faite, 7 fois les unités, 7 fois les dizaines, et ainsi de suite ; il faut répéter 7 fois toutes les parties du multiplicande. Dans le calcul écrit, il suffit de connaître la Table de Multiplication jusqu'à 10 ; mais il est avantageux, surtout pour le calcul mental, d'étendre le plus possible la Table de Multiplication. Nous donnons ici la Table de Multiplication jusqu'à 20, et nous indiquerons les moyens d'en trouver les résultats sans fatigue pour la mémoire.

TABLE DE MULTIPLICATION

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
2	4	6	8	10	12	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40
3	6	9	12	15	18	21	24	27	30	33	36	39	42	45	48	51	54	57	60
4	8	12	16	20	24	28	32	36	40	44	48	52	56	60	64	68	72	76	80
5	10	15	20	25	30	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85	90	95	100
6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114	120
7	14	21	28	35	42	49	56	63	70	77	84	91	98	105	112	119	126	133	140
8	16	24	32	40	48	56	64	72	80	88	96	104	112	120	128	136	144	152	160
9	18	27	36	45	54	63	72	81	90	99	108	117	126	135	144	153	162	171	180
10	20	30	40	50	60	70	80	90	100	110	120	130	140	150	160	170	180	190	200
11	22	33	44	55	66	77	88	99	110	121	132	143	154	165	176	187	198	209	220
12	24	36	48	60	72	84	96	108	120	132	144	156	168	180	192	204	216	228	240
13	26	39	52	65	78	91	104	117	130	143	156	169	182	195	208	221	234	247	260
14	28	42	56	70	84	98	112	126	140	154	168	182	196	210	224	238	252	266	280
15	30	45	60	75	90	105	120	135	150	165	180	195	210	225	240	255	270	285	300
16	32	48	64	80	96	112	128	144	160	176	192	208	224	240	256	272	288	304	320
17	34	51	68	85	102	119	136	153	170	187	204	221	238	255	272	289	306	323	340
18	36	54	72	90	108	126	144	162	180	198	216	234	252	270	288	306	324	342	360
19	38	57	76	95	114	133	152	171	190	209	228	247	266	285	304	323	342	361	380
20	40	60	80	100	120	140	160	180	200	220	240	260	280	300	320	340	360	380	400

Voici les principales remarques qui peuvent servir à apprendre et à retenir la Table de multiplication. Prenons d'abord le cas d'un nombre de deux chiffres, soit 17, par un nombre d'un seul chiffre, 8. On voit immédiatement que le produit se termine par 6 unités, puisque 8 fois 7 font 56; la retenue 5, ajoutée vivement au facteur d'un seul chiffre, 8, donne 13 (dizaines), produit 136. Le calculateur doit s'exercer sur tous les produits du même genre.

$18 \times 7 = 126$ (7 fois 8 ? 56; 5 et 7 ? 12 à gauche du 6)
$13 \times 9 = 117$ (9 fois 3 ? 27; 2 et 9 ? 11 à gauche du 7)
$19 \times 6 = 114$ (6 fois 9 ? 54; 5 et 6 ? 11 à gauche du 4)

Passons au cas de 2 facteurs de deux chiffres, comme 18×13.

Prenons en bloc un des facteurs, soit 13, comme s'il était écrit avec un seul chiffre: d'après le cas précédent nous saurons dire 13 fois 8, 104; 10 et 13, 23; produit 234. L'un des facteurs, bien qu'ayant deux chiffres, est traité comme nombre d'un seul bloc; l'autre reste, par la pensée, composé de deux parties, unités et 1 dizaine; les unités de celui-ci, multipliées par le facteur bloc, font apercevoir les unités du produit; la retenue s'ajoute au facteur pris d'une seule pièce. Autres exemples :

$14 \times 12 = 168$ (12 fois 4, 48; 4 et 12, 16 à gauche du 8)
$13 \times 17 = 221$ (17 fois 3, 51; 5 et 17, 22 à gauche du 1).

Peu importe lequel des deux facteurs : il y a lieu de prendre d'une seule pièce, le point essentiel à observer, c'est que la retenue s'ajoute à celui-là. Ainsi, soit 17×18; si l'on prend 18 en bloc, on dira 18 fois 7, 126; la retenue 12 s'ajoute à 18, ce qui donne 30 à gauche du 6; le produit est $17 \times 18 = 306$. Si l'on prend 17 en bloc, on dira 17 fois 8, 136; la retenue 13 s'ajoute à 17, ce qui donne 30 à gauche du 6; le produit est $17 \times 18 = 306$. Autres exemples :

$15 \times 13 = 195$ (13 fois 5, 65; 6 et 13, 19 à gauche du 5)
(ou 15 fois 3, 45; 4 et 15, 19 à gauche du 5)

Pour le facteur 15 en particulier, nous indiquons plus loin un procédé qui paraît encore plus rapide.

$19 \times 12 = 228$ (12 fois 9, 108; 10 et 12, 22 à gauche du 8)
(ou 19 fois 2, 38; 3 et 19, 22 à gauche du 8)

Pour le facteur 19 en particulier, on peut y substituer d'abord 20 et retrancher 1 fois l'autre facteur : 20 fois 12, 240; moins 12, 228.

Le cas de la multiplication de deux facteurs compris entre 10 et 20 peut encore être traité par un autre procédé que nous allons expliquer d'abord sur l'exemple le plus simple, soit 12×13. Le calculateur fixe son attention sur les chiffres des unités seulement, 2 et 3, de chaque facteur.

Le produit 2×3 donne le chiffre des unités du produit, ici 6.

La somme $2 + 3$ donne le chiffre des dizaines du produit, soit 5.

Enfin le chiffre des centaines sera 1, provenant du chiffre 1 du multiplicande par le chiffre 1 du multiplicateur. Produit définitif 156. Ainsi :

$12 \times 13 = 156$ ($2 \times 3 = 6$; $2 + 3 = 5$; $1 \times 1 = 1$)

La règle consiste à faire le produit des chiffres unités, puis leur somme, et enfin à compter 1 centaine comme produit de la dizaine du multiplicande par la dizaine du multiplicateur. On trouvera de même les produits :

$13 \times 13 = 169$ ($3 \times 3 = 9$; $3 + 3 = 6$; $1 \times 1 = 1$)
$17 \times 11 = 187$ ($7 \times 1 = 7$; $7 + 1 = 8$; $1 \times 1 = 1$)

La règle consistant à faire d'abord le produit, puis la somme des chiffres des unités, est applicable, avec quelque attention en plus, aux divers facteurs

compris entre 10 et 20. Il faut, en l'appliquant, avoir l'attention de tenir compte des retenues qui peuvent provenir des unités sur les dizaines, et des dizaines sur les centaines.

Soit 13×14.

Le produit $3 \times 4 = 12$ montre bien le 2 des unités du produit; mais le 1 des dizaines est reporté, ajouté à la somme $3 + 4$, de sorte que le chiffre des dizaines est 8, et le produit $13 \times 14 = 182$.

Soit encore 17×14. Le produit $7 \times 4 = 28$ met en évidence le 8 des unités du produit; la somme $7 + 4 = 11$, augmentée du 2 de retenue, donne 13, met en évidence le 3 des dizaines; le 1 de 13 est reporté aux centaines, le nombre des centaines est 2; finalement le produit est $17 \times 14 = 238$. ($7 \times 4 = 28$; $2 + 7 + 4 = 13$; $1 + 1 = 2$).

Dans tous les produits de ce genre, puisqu'il s'agit de facteurs ayant l'un et l'autre le chiffre 1 aux dizaines, il y aura toujours 1 centaine provenant de 1 dizaine du premier facteur par une dizaine du second; s'il n'y a pas de retenue, cette centaine figurera seule au produit, comme on le voit sur l'exemple $13 \times 14 = 182$. S'il y a une retenue des dizaines sur les centaines, cette retenue s'ajoute à la centaine en question; le chiffre des centaines du produit est égal à $1 +$ la retenue, ou, ce qui donne un tour plus vif dans la pratique, à la retenue $+ 1$. Ainsi, soit 17×18.

Après avoir dit : 7 fois 8, 56; $5 + 7 + 8 = 20$; on dit brusquement 2 et 1, 3 pour le chiffre des centaines. Et le produit demandé est $17 \times 18 = 306$.

Le calculateur qui possède bien la table de multiplication jusqu'à 20 peut étendre le champ de ses exercices, et trouver aisément, soit par un calcul mental, soit par un calcul rapide en écrivant, le produit d'un nombre ne dépassant pas 200 par un facteur ne dépassant pas 20. Soit 175×13. On dit : 13 fois 5, 65; 13 fois 17, 221 et 6, 227; produit 2275. Remarquons en passant qu'il est aussi facile de trouver le produit 517×13. Il suffirait de dire 13 fois 17, 221 (on écrit 21 au produit comme l'on a pris 2 chiffres, 17 au multiplicande); 13 fois 5, 65; et 2, 67. Produit 6721.

Exercices analogues

$1\,904 \times 12 = 22\,848$ (4 fois 12, 48; 12 fois 19, 228)
$1\,913 \times 12 = 22\,956$ (12 fois 13, 156; 12 fois 19, 228 et 1, 229)
$1\,214 \times 13 = 15\,782$
$12\,014 \times 13 = 156\,182$
$180\,013 \times 14 = 2\,520\,182$
$1\,517 \times 15 = 22\,755$
$1\,215 \times 16 = 19\,440$
$14\,019 \times 17 = 238\,323$
$1\,718 \times 19 = 32\,642$

Preuve par 9. — On cherche le reste à 9 de chaque facteur, en faisant l'addition des chiffres significatifs et réduisant cette somme à un seul chiffre, dès que la somme dépasse 9; on fait le produit des restes à 9 des deux facteurs, on prend le reste à 9 de ce produit; il doit être le même que le reste à 9 fourni par le produit effectué des facteurs proposés. Ainsi pour faire la preuve par 9 du produit $1\,904 \times 12$, on note le reste à 9 du multiplicande, lequel est $1 + 4 = 5$; il est inutile de compter le 9, qui est évidemment un multiple de 9 et donne pour reste 0; on note le reste à 9 de l'autre facteur 12, ce reste est $1 + 2 = 3$. On multiplie les deux restes ainsi obtenus,

$5 \times 3 = 15$; le reste à 9 du produit 15 est $1 + 5 = 6$. Ce dernier chiffre 6 marque le reste à 9 que doit donner le produit 22 848 qu'il s'agit de contrôler. On cherche le reste à 9 de ce nombre en faisant l'addition des chiffres, $2 + 2 + 8 = 12$, comptons $1 + 2 = 3$, continuons, $3 + 4 + 8 = 15$, dont le reste à 9 est $1 + 5 = 6$. La preuve réussit.

De ce que la preuve par 9 réussit, il n'est pas permis en principe de conclure d'une manière certaine que le Produit est bien exact. La preuve par 9 contrôle seulement le reste à 9 du Produit. Le Produit est un multiple de 9, plus un reste. Les opérations de la preuve vérifient le reste, mais nullement le multiple de 9. Le vrai produit doit contenir un multiple de 9 bien déterminé; le produit effectué pourrait être un autre multiple de 9, la preuve ne ferait pas ressortir l'erreur. Quand la preuve par 9 réussit, on peut dire que, s'il y a quelque erreur, l'écart est marqué par un multiple de 9. Quand elle ne réussit pas, il y a certainement une erreur, qu'il importe de rectifier avant de continuer les opérations.

Etude spéciale de quelques facteurs particuliers

Multiplication par 11

Soit d'abord un nombre de deux chiffres seulement à multiplier par 11. Si la somme des deux chiffres du nombre proposé ne dépasse pas 9, on l'intercale entre les deux, et l'on obtient un nombre de trois chiffres qui représente le produit demandé. Exemple : $25 \times 11 = 275$.

Entre les chiffres 2 et 5 du multiplicande, il a suffi de placer le 7 qui exprime leur somme. De même $52 \times 11 = 572$; et $63 \times 11 = 693$.

Si la somme des deux chiffres atteint ou dépasse 10, on intercale seulement le chiffre des unités de cette somme, et l'on augmente de 1 le chiffre de gauche du multiplicande. Ainsi $29 \times 11 = 319$; et $92 \times 11 = 1012$.

Soit maintenant un nombre quelconque, tel que 48 536 à multiplier par 11. Pour écrire immédiatement le produit sans détail de produits partiels, on écrit le chiffre de droite du multiplicande, on le reprend avec le chiffre à sa gauche, puis celui-ci avec le voisin de gauche, et ainsi de suite jusqu'au dernier qui est pris seul, augmenté de la retenue s'il y a lieu. On peut figurer l'opération, comme il suit :

$$\widehat{4}\,\widehat{8}\,\widehat{5}\,\widehat{3}\,6 \times 11$$

Produit 533896

On écrit le 6 à droite, puis 6 et 3, 9; ensuite 3 et 5, 8; et 5 et 8, 13; on écrit seulement le 3, et l'on retient 1 pour l'ajouter au 8, ce qui donne 9; alors $9 + 4 = 13$, on écrit le 3, on retient 1 qui, ajouté au 4 du multiplicande, amène 5 pour chiffre de gauche au produit.

On peut vérifier que le résultat trouvé est un multiple de 11, en faisant la balance entre la somme des chiffres de rang impair et la somme des chiffres de rang pair à partir de la droite. Dans l'exemple précédent, la somme des chiffres de rang impair est $6 + 8 + 3 = 17$; celle des chiffres de rang pair, $9 + 3 + 5 = 17$. La balance donne zéro, le produit trouvé est bien un multiple de 11. On reconnait en général qu'un nombre est multiple de 11, lorsque la différence entre les deux sommes sus-énoncées est zéro ou un multiple de 11.

Multiplication par 15.

Le nombre 15 équivaut à 10 fois $1\frac{1}{2}$. Il suffit donc, pour multiplier un nombre par 15, de prendre le multiplicande, d'y ajouter la moitié de sa valeur, et de multiplier la somme ainsi obtenue par 10. Si le multiplicande est un nombre pair, la moitié est un nombre entier; la somme donne un nombre entier, que l'on fait suivre d'un zéro. Ainsi $12 \times 15 = 180$ (12 et 6, 18).

Si le multiplicande est un nombre impair, tel que 27, la moitié ne donne pas un nombre entier; on ajoute au nombre 27 la moitié par défaut, 13, ce qui donne $27 + 13 = 40$, et à la droite de cette somme on place le chiffre 5; le produit est 405.

Multiplication par 25.

Le nombre 25 est le quart de 100. Pour multiplier un nombre par 25, il suffit de le multiplier par 100 et de prendre le quart du résultat; ou mieux, de prendre d'abord le quart du multiplicande et multiplier par 100. Pour appliquer cette règle dans le calcul écrit, il suffit d'être exercé à prendre le quart d'un nombre donné. Pour l'utiliser dans le calcul mental, il faut voir rapidement le quart d'un nombre proposé, de deux ou trois chiffres. Considérons en premier lieu le cas d'un nombre de 1 ou 2 chiffres, compris dans la première centaine. On commence par apprendre par cœur les multiples de 4 de la première centaine, c'est apprendre en même temps le quart de tout multiple de 4. Soit, par exemple, le nombre 72; on reconnaît immédiatement dans 72 un multiple de 4, c'est 4 fois 18, et réciproquement, le quart de 72 est 18. Cette connaissance parfaite des multiples de 4 étant acquise, le reste vient sans effort.

Un nombre est-il prononcé, à multiplier par 25? On le classe vivement, par la pensée, relativement aux multiples de 4. Le nombre proposé est un multiple de 4, ou multiple de 4 plus 1, ou plus 2, ou plus 3.

Est-il multiple de 4 exactement? Le quart est su par cœur, il suffit de le multiplier par 100. Ainsi, 25 fois 72? Vivement, 1800. Le nombre est-il multiple de 4, plus 1? On prend le quart du multiple de 4 immédiatement inférieur, il représente les centaines du produit cherché, et l'on y ajoute 25. Alors, 25 fois 73? Réponse 1825.

Si le nombre est multiple de 4 plus 2 ou plus 3, on fait suivre le quart, pris par défaut et exprimant des centaines, de 2 fois 25, soit 50 ou de 3 fois 25, soit 75.

Exemples : 25 fois 74? 1850
25 fois 75? 1875

Passons au cas, un peu plus compliqué, d'un nombre de 3 chiffres, à multiplier par 25. La connaissance des multiples de 4 de la première centaine est suffisante pour aborder cette petite complication. On demande, par exemple, 25 fois 735? On considère tout d'abord le nombre 73 formé par les deux chiffres de gauche, le quart de 73 est 18, et il reste 1; le quart, ici par défaut, 18, représente les mille du produit; le reste 1 suivi du 5 du multiplicande 735, donne le nombre 15, dont le produit par 25 est 375. Le produit demandé est donc 18375.

Autres exemples :

$112 \times 25 = 2800$ (le quart de 11 est 2, par défaut; le quart de 32 est 8)
$457 \times 25 = 11425$ (le quart de 45 est 11 par défaut, le quart de 17 est 4, avec 1 pour reste)
$719 \times 25 = 17975$ (le quart de 71 est 17, reste 3; le quart de 39 est 9, reste 3)
$862 \times 25 = 21550$ (le quart de 86 est 21, reste 2; le quart de 22 est 5, reste 2)

$973 \times 25 = 24325$ (le quart de 97 est 24, reste 1; le quart de 13 est 3, reste 1)

$1047 \times 25 = 26175$. Dans ce dernier exemple, pour le calcul mental, on peut dire : le quart de 104 est 26, et 7 fois 25 donnent 175, à placer à la suite du nombre 26 qui exprime des mille; ou bien l'on peut considérer le multiplicande comme $1000 + 47$, dont le produit par 25 est $25000 + 1175$, soit en tout 26 175.

Pour trouver le produit d'un grand nombre par 25, on a forcément recours au calcul écrit; mais on doit suivre la règle abrégée, prendre le quart et multiplier par 100.

Exemple 97876875 × 25

Produit 2446921875

Multiplication par 125

Le nombre 125 est le huitième de 1000. Donc on obtiendra le produit d'un nombre donné par 125, en prenant le huitième du nombre et multipliant par 1000. Pour effectuer de tête le produit par 125 d'un nombre relativement petit, par exemple d'un nombre de la première centaine, il faut savoir par cœur les multiples de 8, afin d'exécuter sans hésitation l'opération inverse consistant à évaluer le huitième. Si le multiplicande proposé est un multiple de 8, le produit par 125 donne un nombre exact de mille. Ainsi $56 \times 125 = 7000$.

Le multiplicande peut être, en outre, un multiple de 8, plus 1 ou 2, 3, 4, 5, 6, 7. On prend alors le huitième du nombre proposé, par défaut, ce huitième représente le nombre des mille; puis on le fait suivre de 125, ou 250, 375, 500, 625, 750, 875, suivant que le reste à 8 est 1, ou 2, 3, 4, 5, 6, 7; les multiples de 125 doivent être sus par cœur. Exemple $73 \times 125 = 9125$. (Le huitième de 73 est 9, il reste 1) $74 \times 125 = 9250$. (Le huitième de 74 est 9, il reste 2) $91 \times 125 = 11375$ (Le huitième de 91 est 11, il reste 3). Le produit d'un grand nombre par 125 s'obtiendra par calcul écrit en prenant le huitième directement, sans le mécanisme ordinaire de la Division, et multipliant par 1000. Ainsi, soit le nombre 67 459 927 à multiplier par 125. On écrit immédiatement le huitième sous le multiplicande :

67 459 927 × 125

Produit 8 432 490 875

Dans cet exemple, on doit écrire vivement la tranche finale 875, quand on arrive à prendre le huitième de 7 (mille), qui donne 0 (mille) et 875 unités. D'après le reste à 8, que l'on trouve en prenant le huitième du dernier nombre partiel sur la droite, on aperçoit les trois chiffres de la tranche de droite dans le produit.

Soit 67 459 937 × 125

Produit 8 432 492 125

(à la fin, le huitième de 17 est 2, reste 1)

Le reste final est 1, la tranche de droite est 1 fois 125.

Soit encore 67 459 947 × 125

Produit 8 432 493 375 (le reste final à 8 est 3)

On fait la preuve en multipliant le Produit trouvé par 8 ; on doit trouver trois zéros sur la droite, puis successivement les chiffres même du multiplicande.

Multiplication par un facteur dans lequel figure le chiffre 1

On prend le multiplicande même pour produit partiel par 1, et on le multiplie par les autres chiffres, en ayant soin de disposer ces produits partiels d'après l'espèce d'unités qu'ils doivent représenter. Ainsi, pour multiplier par 317, le multiplicande, étant pris pour le produit partiel par 1, est dès lors considéré comme représentant des dizaines, puisque le chiffre 1 est au rang des dizaines au multiplicateur. Relativement à ce produit partiel, le produit par 7 commencera un rang à droite, et le produit par 3 un rang à gauche. Ce serait l'inverse si le multiplicateur était 713. Exemple :

	73829 × 317		73829 × 713
par 7 unités	516803	par 3 unités	221487
par 3 centaines	221487	par 7 centaines	516803
Produit	23403793		52640077

Lorsque le chiffre 1 figure plusieurs fois dans le multiplicateur, on prendra le multiplicande comme produit partiel correspondant à l'un de ces chiffres. Il sera souvent indifférent de commencer par l'un ou par l'autre; dans certains cas, on trouvera quelque raison pour faire choix du premier facteur 1. Supposons que le multiplicateur soit 31 416 : le chiffre 1 figure au rang des mille et au rang des dizaines. En principe, on pourrait aussi bien commencer par le 1 des dizaines que par le 1 des mille ; mais, si l'on observe que le nombre 16, formé par les deux chiffres de droite est un multiple du nombre 4, qui exprime les centaines, on commencera de préférence par le 1 des mille, c'est-à-dire que l'on prendra le multiplicande comme représentant des mille, et l'on placera en conséquence les autres produits partiels. L'opération pourra se faire comme suit :

	493679 × 31416
par 3	1481037
par 4	1974716
par 16	7898864 (4 fois le précédent, 2 rangs sur la droite)
Produit	15509419464

Multiplication par un nombre dans lequel figure un groupe de chiffres formant un multiple d'un facteur déjà employé

Supposons que le multiplicateur proposé soit 567 : après avoir effectué le produit du multiplicande par 7, on obtiendra le produit du multiplicande par 56, en une seule fois, en multipliant le premier produit partiel par 8 et appuyant d'un rang à gauche, parce pas 56 représente 8 fois 7 et exprime des dizaines. Si le multiplicateur était 756, on multiplierait le multiplicande d'abord par 7, puis ce premier produit partiel par 8, en appuyant de 2 rangs à droite.

79 598 × 567		79598 × 756
557 186		557186
× 8 4457 488		4457488
45 132 066		60176088

Autres exemples :

I. 643789 × 16128 (128 = 16 × 8)

par 16	10300624	
par 128	82404992	(8 fois le précédent, 3 rangs à droite)
	10383028992	Produit total.

II.	27645853 × 137839	(78 = 13 × 6, et 39 = 13 × 3)
par 13	359396089	par 13 (dizaines de mille)
par 39	1078188267	(3 fois précédent, 4 rangs à droite)
par 78	2156376534	(6 fois le premier, 2 rangs à droite)
	3810676731667	Produit total.

III. 684532 × 497875

A titre d'exercice, nous laissons au lecteur le soin d'effectuer ce produit. Il convient de multiplier par 7, ce premier produit partiel exprimera des mille; puis par 49, en multipliant le précédent par 7 et appuyant d'un rang à gauche, puisque le nombre 49 exprime des dizaines de mille; en troisième lieu on formera d'un seul coup le produit du multiplicande par 875, en observant que le nombre 875 est le huitième de 7 mille; ce troisième produit partiel sera donc le huitième du premier. Le produit total est

340 811 369 500

Produit de deux nombres terminés par 5.

Nous supposons, pour le calcul mental, que les deux nombres proposés n'ont que deux ou trois chiffres, et même se trouvent compris dans les deux premières centaines, afin de pouvoir appliquer la table de multiplication, jusqu'à 20 seulement : soit, comme premier exemple, 65 × 45. Comme nous l'avons recommandé pour l'addition mentale, on fixe l'attention sur les plus hautes unités, sur le 6 et le 4, qui expriment des dizaines, et dont le produit donne par conséquent des centaines; on dit, pour débuter, 6 fois 4, 24; on ajoute à ce premier résultat la moyenne arithmétique entre 6 et 4, laquelle est 5; on obtient : 24 et 5, 29; c'est, ici, le nombre des centaines du produit cherché. Il suffit de le faire suivre de 25, pour avoir le produit demandé, qui est 2925. Expliquons les détails du procédé. En commençant par les unités de l'ordre le plus fort, on observe que le produit doit contenir : 1° le produit de 6 dizaines du multiplicande par 4 dizaines du multiplicateur, soit 24 centaines.

2° le produit de 6 dizaines du multiplicande par 5 unités du multiplicateur, ainsi que le produit de 4 dizaines du multiplicateur par 5 unités du multiplicande; ces deux produits partiels représentent des unités du même ordre, des dizaines; le nombre des dizaines est ainsi égal à 5 fois (6 + 4), ou, ce qui revient au même, à 10 fois $\frac{6+4}{2}$ dizaines; soit enfin 10 fois 5 dizaines, ou 5 centaines. Les 5 centaines jointes aux 24 du premier produit signalé donnent 29 centaines.

3° Le produit des 5 unités du multiplicande par les 5 unités du multiplicateur, lequel donne 25 unités à réunir aux 29 centaines.

Produit total 2925.

Autre exemple, 145 × 85 = 12325.

Il suffit de dire 8 fois 14, 112; et 11 (moyenne entre 14 et 8), 123 : c'est le nombre des centaines, qui suivi de 25, donne le résultat.

Soit encore 135 × 115 = 15525.

On dit : 11 fois 13, 143, et 12 (moyenne entre 13 et 11), 155 (centaines), plus les 25 unités; en tout 15525.

Dans les exemples qui précèdent, la moyenne arithmétique entre les deux nombres de dizaines des deux facteurs est un nombre entier, parce que nous avons pris ces nombres de même parité, tous les deux pairs ou tous les deux impairs. S'ils étaient de parité différente, l'un pair l'autre impair, la moyenne

arithmétique donnerait un nombre entier suivi de la fraction $\frac{1}{2}$; la partie entière représente un nombre exact de centaines, et la partie fractionnaire représente une demi-centaine, ou 50 unités, lesquelles, augmentées des 25 unités provenant du 5 du multiplicande par le 5 du multiplicateur, amènent 75 au produit total. Il suffira, d'après cette remarque, après avoir fait le produit des dizaines par les dizaines, d'y ajouter la moyenne arithmétique par défaut, et de faire suivre le résultat ainsi obtenu du nombre 75.

Exemple : $85 \times 35 = 2975$.

On dit : 3 fois 8, 24; et 5, (moyenne par défaut entre 8 et 3), 29; c'est le nombre des centaines, on le fait suivre de 75.

En résumé, multipliez les dizaines par les dizaines; à leur produit ajoutez leur moyenne arithmétique; faites suivre le nombre ainsi formé de 25, si les deux nombres de dizaines dans les facteurs sont de même parité; de 75, s'ils sont de parité différente. La moyenne arithmétique dont il s'agit dans la règle ainsi formulée est la vraie moyenne, si les dizaines dans les deux facteurs sont de même parité; c'est la moyenne par défaut, si les dizaines sont de parité différente. Ainsi l'on trouvera:

$85 \times 65 = 5\,525$ (6 fois 8, 48 et 7, moyenne, exacte, 55)
$95 \times 45 = 4\,275$ (4 fois 9, 36; et 6, moyenne approchée, 42)
$115 \times 35 = 4\,025$ (3 fois 11, 33; et 7, moyenne exacte, 40)
$75 \times 125 = 9\,375$ (comme on le vérifie. par la règle spéciale à 125)
$185 \times 185 = 34\,225$ (la moyenne étant évidemment 18, on dit $18 \times 19 = 342$)
$205 \times 205 = 42\,025$ ($420 = 20 \times 21$)

Les produits de deux facteurs terminés par 5 se terminent toujours par 25 ou par 75; par 25, si les nombres de dizaines dans les deux facteurs sont de même parité; par 75 dans le cas contraire.

Si la moyenne arithmétique n'est pas aperçue du premier coup d'œil, il suffit de faire la somme des deux nombres, et d'en prendre la moitié, exacte s'ils sont de même parité, approchée par défaut, s'ils sont de parité différente. Moyenne entre 19 et 8? Somme $19 + 8 = 27$; la moitié de 27 est 13 par défaut. Moyenne entre 29 et 13? Réponse, 21.

Multiplication par un nombre voisin d'un nombre rond tel que 10, 100, 1000, etc.

Si le multiplicateur est supérieur au nombre rond, s'il est par exemple 1 008, après avoir pris le multiplicande pour produit partiel par 1 (mille), on le multiplie par 8 en appuyant de 3 rangs sur la droite. Si le multiplicateur est inférieur au nombre rond, s'il est par exemple $992 = 1\,000 - 8$, on dispose les deux produits partiels comme dans le cas précédent, et l'on soustrait le second du premier.

36 872 $\times$ 1 008	36 872 $\times$ 992
294 976	294 976 (à soustraire)
37 166 976	36 577 024

Il sera également facile d'abréger les multiplications par les nombres $198 = 200 - 2$; ou $297 = 300 - 3$, etc. . . . ou par $1\,908 = 2\,000 - 2$; $2\,997 = 3\,000 - 3$, etc. . . .

Multiplication par un nombre de 2 chiffres, sans détail de produits partiels

Considérons d'abord le cas le plus simple, d'un multiplicande de 2 chiffres par un multiplicateur de 2 chiffres. Le Produit total peut être considéré comme comprenant 4 termes :

1° produit des unités par les unités
2° produit des dizaines du multiplicande par les unités du multiplicateur
3° produit des unités du multiplicande par les dizaines du multiplicateur
4° produit des dizaines par les dizaines.

Le deuxième et le troisième produit donnent des unités de même ordre, des dizaines, que l'on peut additionner; cette opération, effectuée de tête, réduit à trois les groupes à former : unités, dizaines, centaines.

Les unités du produit proviennent des unités des deux facteurs.

Les dizaines proviennent des dizaines du premier facteur par les unités du deuxième, et vice versa.

Les centaines proviennent des dizaines des deux facteurs.

D'après ces remarques, on peut composer le produit total en calculant et plaçant immédiatement les produits partiels représentant les trois groupes que nous venons d'énumérer, en ayant soin de réduire, par l'addition, à un seul nombre, les deux résultats partiels exprimant des dizaines. Soit, par exemple,

$$24 \times 67 = 1\,608.$$

On dit, 7 fois 4, 28; on inscrit le 8 au rang des unités, et l'on retient le 2 pour les dizaines; 4 fois 6, 24 et les 2 de retenue, 26 et 2 fois 7, 14; 26 et 14, 40; on inscrit le 0 aux dizaines, et l'on reporte 4 aux centaines; 2 fois 6, 12; et 4 de retenue, 16.

Pour le mécanisme de l'opération, on peut formuler la règle comme il suit :

1° les deux chiffres de droite, 4×7, pour trouver les unités du Produit.

2° $\left\{\begin{array}{l}\text{les deux chiffres du milieu, } 4 \times 6 \\ \text{les deux chiffres extrêmes, } 2 \times 7\end{array}\right.$ à additionner, avec la retenue, pour obtenir les dizaines de Produit.

3° les deux chiffres de gauche, 2×6, pour trouver, en y joignant la retenue quand il y a lieu, les centaines du Produit demandé.

Exercices

$24 \times 45 = 1\,035$. — $47 \times 32 = 1\,504$. — $36 \times 29 = 1\,044$. — $57 \times 35 = 1\,995$. — $68 \times 46 = 3\,128$. — $73 \times 58 = 4\,234$. — $89 \times 73 = 6\,497$. — $78 \times 89 = 6\,942$. — $97 \times 86 = 8\,342$.

On commence par s'exercer sur des facteurs assez petits, choisis dans les premières dizaines, tels que 23 et 34, afin de n'éprouver aucun embarras dans l'addition des deux résultats partiels donnant des dizaines, puis on arrive progressivement aux cas de facteurs écrits avec les chiffres les plus forts, comme 97 à multiplier par 78. Si, dans les facteurs proposés, le nombre des dizaines, au lieu d'être exprimé par un seul chiffre, est exprimé par un nombre ne dépassant pas 20, on peut le traiter comme s'il était écrit avec un seul chiffre. Exemple : soit le produit $136 \times 72 = 9\,792$. On prend en bloc le nombre 13 des dizaines du multiplicande et l'on applique la règle énoncée, en comptant, dans le calcul des dizaines du produit, 2 fois 13; et dans le calcul des centaines, 7 fois 13, absolument comme si le nombre 13 était représenté par un seul caractère. Et l'observation n'est pas limitée forcément aux nombres ne dépassant pas 20; elle s'applique à tout nombre dont on peut apercevoir

immédiatement le produit, quand on le multiplie par un autre du second facteur. Soit $257 \times 86 = 22\,102$. On peut prendre en bloc le nombre 25, puisque l'on sait que $6 \times 25 = 150$, et $8 \times 25 = 200$.

Exercices

$117 \times 94 = 10\,998$. — $126 \times 87 = 10\,962$. — $134 \times 95 = 12\,730$. — $152 \times 78 = 11\,856$. — $159 \times 97 = 15\,423$. — $164 \times 113 = 18\,532$. — $256 \times 173 = 44\,288$. — $1\,256 \times 49 = 61\,544$. — $1\,258 \times 93 = 116\,994$

Produit d'un nombre quelconque par un facteur de 2 chiffres

Il est facile d'écrire immédiatement le produit total, sans détail de produits partiels, à l'aide des remarques suivantes :

Les unités simples du produit proviennent exclusivement du produit des unités simples des deux facteurs; les unités de l'ordre le plus élevé proviennent aussi exclusivement du produit de l'ordre le plus élevé dans les deux facteurs; mais les unités des ordres intermédiaires proviennent de deux sources dont on peut faire immédiatement la réunion; ainsi les dizaines du produit total proviennent des dizaines du multiplicande par les unités du multiplicateur, et des unités du multiplicande par les dizaines du multiplicateur. Il suffira d'effectuer ces deux produits partiels et de les additionner, pour obtenir, en tenant compte en outre de la retenue s'il y a lieu, pour déterminer le chiffre des dizaines du Produit. Il est commode de placer, pour cette multiplication, le multiplicateur au dessous du multiplicande. Soit 45 327 à multiplier par 65.

$$\begin{array}{r} 45\,327 \\ 65 \\ \hline 2\,946\,255 \end{array}$$

Après avoir fait le produit des unités simples, on prend, pour les dizaines, 2×5 avec 7×6; pour les centaines, 3×5 avec 2×6, etc.

On termine par le produit 4×6, seul, avec la retenue, bien entendu. Pour chaque ordre, il faut tenir compte de la retenue, s'il y en a une, de l'opération précédente.

Le calculateur ne doit pas prendre la peine de dire, pour les dizaines par exemple, 2 fois 5, 10; et 6 fois 7, 42. A la vue seule des chiffres 2 et 5, il prononce 10, qui avec la retenue 3 donne 13; et, à la vue des chiffres 7 et 6, il dit 42; 42 et 13, 55. Le chiffre 5 de droite s'inscrit aux dizaines du produit: l'autre chiffre à gauche qui, par hasard est ici lui-même un 5, se reporte aux centaines.

Exercices

327	5 628	6 375	72 687	89 673
24	43	58	64	89
7 848	242 004	369 750	4 651 968	7 980 897
9 874	72 658	85 743	64 936	
123	137	165	253	
1 214 502	9 954 146	14 147 595	16 428 808	

Division

La Division répond à plusieurs définitions particulières que l'on peut réunir en une définition générale.

La Division peut avoir pour objet, deux nombres étant donnés, l'un nommé Dividende, l'autre nommé Diviseur, de trouver combien de fois le Diviseur est contenu dans le Dividende, ou du moins le plus grand nombre de fois que le Diviseur est contenu dans le Dividende. Si l'on demande, par exemple, combien de fois 16 est contenu dans 128, on trouve par la connaisance de notre Table de Multiplication, qu'il y est contenu exactement 8 fois. Le nombre 128 est le Dividende, 16 est le diviseur, ils sont donnés; le nombre demandé, 8, est le quotient. Si l'on avait pour Dividende 130 avec le diviseur 16, on reconnaîtrait que le nombre 16 est contenu 8 fois dans 130, et qu'après avoir retranché de 130 le plus grand multiple de 16 qui s'y trouve contenu, il reste 2. Dans le premier cas, le Dividende est le produit du diviseur par le quotient. On a l'égalité :

$$128 = 16 \times 8, \quad \text{et en général } D = d \times q$$

Le Dividende est alors le produit de deux facteurs : l'un donné, c'est le diviseur; l'autre, demandé, c'est le quotient.

Dans le deuxième cas, le Dividende 130 est égal au produit du diviseur par le quotient, plus le reste, lequel est nécessairement inférieur au diviseur. On traduit la résultat de la Division par l'égalité

$$130 = 16 \times 8 + 2, \quad \text{et en général } D = d \times q + r$$

Le reste r est nécessairement inférieur à d, sans quoi q ne représenterait pas le plus grand nombre de fois que d se trouve contenu dans D. Le reste r, dans la division ainsi entendue de 2 nombres entiers, peut varier de 0 à d-1, quand on prend le diviseur fixe, constant, et que l'on fait varier le Dividende par unités. Ainsi l'on aurait les égalités successives :
$128 = 16 \times 8$; $129 = 16 \times 8 + 1$; $130 = 16 \times 8 + 2$; $131 = 16 \times 8 + 3$, etc. jusqu'à $143 = 16 \times 8 + 15$.

Si l'on prend pour dividende 144, le quotient devient 9; il reste 9 pour les valeurs entières successives du Dividende variant de 144 à 159 inclusivement; le quotient devient 10 pour le Dividende 160, et ainsi de suite.

La Division peut encore avoir pour objet de diviser le Dividende en autant de parties égales qu'il y a d'unités dans le diviseur; le quotient exprime la valeur d'une de ces parties égales. Si l'on doit, par exemple, partager 128 francs entre 16 personnes; ou bien si l'on demande, 128 francs étant le prix de 16 mètres d'étoffe, quel est le prix du mètre, c'est la Division de 128 par 16 qu'il s'agit d'effectuer. Le quotient est 8, comme dans le cas où la question est de trouver combien de fois 16 est contenu dans 128. C'est une conséquence du principe si connu pour la multiplication : on peut intervenir l'ordre des facteurs sans changer le produit. Le même Dividende 128 représente en même temps 8 fois 16, et 16 fois 8. Si l'on demande de diviser 144 (le multiple

suivant de 16), en 16 parties égales, ou, ce qui revient au même, de trouver le seizième de 144, on trouve pour quotient 9, c'est-à-dire le nombre entier immédiatement supérieur au quotient de l'opération précédente. Le seizième de 128 donne 8; le seizième de 144 donne 9. Il est évident que tous les nombres entiers, de 128 à 143 inclusivement, donnent, pour le seizième de leur valeur, un résultat au moins égal à l'entier 8, mais inférieur à l'entier 9. Le Dividende 128 donne pour seizième 8 exactement; les nombres suivants, jusqu'à 143, pris comme Dividendes, ont pour seizième le nombre entier 8 plus une fraction: nous parlons plus loin, au chapitre des Fractions, de la mesure précise du quotient en pareil cas. Notons pour le moment que la partie entière du quotient, considéré comme seizième du Dividende, est bien le même nombre que celui qui exprime combien de fois au plus 16 est contenu dans le Dividende. Les deux points de vue de la Division donnent le même quotient. Pour effectuer l'opération, on peut se baser sur l'une ou l'autre des deux définitions.

Soit 36 928 à diviser par 157, on peut dire que la Division a pour but de trouver combien au plus de fois 157 se trouve contenu dans 36 928. On dispose l'opération comme il suit :

36928	157
552	235
818	
33	

Preuve :

$$36\,928 = 157 \times 235 + 33$$

Par 9

$$1 \quad \underbrace{4 \times 1 + 6}$$

$$1 \qquad 10$$

$$1 = 1$$

On prend sur la gauche du Dividende un nombre contenant le diviseur au moins 1 fois, mais moins de 10 fois; (ici 369) : c'est le premier dividende partiel; on se demande en 369 combien de fois 157, ou simplement en 36 combien de fois 15? On reconnaît que le quotient est 2, on fait le produit du diviseur par 2, en retranchant immédiatement ce produit du dividende; on trouve pour reste 55; à droite de 55 on abaisse le chiffre suivant, 2, du dividende, et l'on a ainsi un deuxième dividende partiel sur lequel on opère comme sur le précédent; et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les chiffres du Dividende aient été abaissés et employés.

Abréviations et Simplifications de la Division

Lorsque le diviseur est un nombre d'un seul chiffre, il faut supprimer les détails de la règle générale, en écrivant, immédiatement au-dessous du Dividende, le quotient dont on trouve successivement les chiffres en prenant, des différentes espèces d'unité dans le Dividende à partir de la gauche, la partie aliquote exprimée par le diviseur. Ainsi au lieu d'appliquer la règle ordinaire pour les divisions par 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, on prend directement la moitié, le tiers, le quart, le cinquième, ..., le neuvième du Dividende. La même observation s'applique aux nombres écrits avec un seul chiffre significatif, tels que 40, 300, 6 000. Pour diviser par 6 000, on divise d'abord par 1 000 en portant la virgule trois rangs sur la gauche, puis on prend le sixième du nouveau nombre. Souvent on peut profiter de ce principe : « pour diviser par un produit de facteurs, on peut diviser par chaque facteur successivement ». Ainsi pour diviser par 24, on peut diviser d'abord par 3, puis le résultat par 8; ou

d'abord par 4, et ensuite par 6. Soit 4 096 792 à diviser par 24. On peut, à volonté, suivre l'un des procédés suivants :

Division ordinaire :

4096792	24
169	170699
167	
239	
232	
16	

Division par 3 et par 8 :

	4096792
$\frac{1}{3}$	1365597
$\frac{1}{8}$	170699

Division par 4 et par 6 :

	4096792
$\frac{1}{4}$	1024198
$\frac{1}{6}$	170699

Si le Dividende se trouve exactement divisible par le diviseur proposé, le quotient exact, complet, est trouvé le même par ces divers procédés. Si la Division donne un reste, les différents procédés donnent le même quotient pour la partie entière, les restes ne sont pas les mêmes; mais on a du moins le même quotient, en l'interprétant au point de vue de la Division des nombres entiers; et nous ferons voir plus loin que le quotient exact, complet, serait encore trouvé le même par les diverses méthodes, soit que l'on prenne le diviseur en bloc, soit qu'on le décompose en facteurs successifs.

Il est encore utile de se rappeler le principe suivant : « Le quotient de deux nombres ne change pas, quand on les divise l'un et l'autre par un même nombre. » Soit 14 400 à diviser par 156; on reconnaît que ces deux nombres sont divisibles par 12, que $14\,400 = 1\,200 \times 12$ et $156 = 13 \times 12$. On opérera de préférence la division de 1 200 par 13.

Division par 15, 25, 75, 125 et multiples

Pour diviser par 15, on peut imaginer qu'on double les deux termes de la Division, alors le diviseur devient 30. Pratiquement, doubler le Dividende, diviser par 3 et par 10. Soit 255 à diviser par 15. Doublons 255, résultat 510: divisons par 10, 51; prenons le tiers, 17. C'est le quotient demandé.

Pour diviser par 25, on divise par 100 et l'on multiplie par 4, ou l'on multiplie d'abord par 4, pour diviser ensuite par 100. Cette dernière opération est extrêmement simple, lorsque le Dividende est un multiple de 25, ce que l'on reconnaît à première vue, tous les multiples de 25 étant terminés par 00, ou 25, ou 50, ou 75. Pour obtenir rapidement le quotient par 25 d'un nombre terminé par deux zéros, il suffit de multiplier le nombre des centaines par 4. Ainsi, quotient de 5 700 par 25? Rép. $57 \times 4 = 228$. Lorsque le Dividende est terminé par 25, 50, 75, la multiplication par 4 amène deux zéros qu'il faudra supprimer, pour diviser par 100; il ne reste qu'à multiplier le nombre des centaines par 4, en ajoutant la retenue qui est 1, 2, 3 suivant que le nombre formé par les deux chiffres de droite est 25, 50, 75. Soit à diviser 2 375 par 25. Il suffit de dire 4 fois 23, 92 et 3 de retenue, 95. C'est le quotient.

Si le Dividende proposé est un nombre quelconque, on abrège toujours la Division en multipliant par 4 et divisant par 100. Soit 58 673 à diviser par 25 : on fera simplement la multiplication $586{,}73 \times 4 = 2346{,}92$.

Pour diviser par 75, on peut imaginer que l'on multiplie les deux termes de la division par 4; alors le diviseur devient 300, nombre d'un seul chiffre significatif. Pratiquement, il suffit d'ajouter au Dividende proposé le tiers de sa valeur, et de diviser la somme par 100. Soit 1695 à diviser par 75, le quotient peut s'obtenir rapidement par le procédé suivant :

Dividende proposé	1695
Ajoutons $\frac{1}{3}$ de sa valeur	565
Somme divisée par 100	22,60 quotient demandé.

En effet, en ajoutant au Dividende le tiers de sa valeur, on a dans la somme 4 fois le tiers de ce Dividende; on a le résultat de la multiplication par 4 et de la division par 3; il ne reste plus qu'à diviser par 100.

Pour diviser par 125 on multiplie par 8 et l'on divise par 1000.

Si le Dividende est terminé par trois zéros, il suffit de multiplier le nombre de mille par 8. Ainsi $365\,000 : 125 = 365 \times 8 = 2920$. Si le Dividende est terminé sur la droite par un des 7 premiers multiples de 125, on multiplie immédiatement les mille par 8, en ajoutant la retenue provenant de la partie de droite du Dividende. Soit 59 625 à diviser par 125. On doit reconnaître dans le nombre 625 un multiple de 125, c'est 5 fois 125; on compte 5 de retenue, que l'on reporte au produit de 59 par 8, en disant : 8 fois 9, 72 et 5, 77, 8 fois 5, 40, et 7, 47. Quotient 477.

Le Dividende proposé peut être un nombre quelconque; la règle abrégée de la division par 125 s'applique toujours; seulement le quotient est un nombre décimal. Soit 79 643 à diviser par 125. Le quotient est égal au produit de 79,643 par 8; c'est à dire 637,144.

Pour diviser par un multiple de 125, par exemple par 875 qui est égal à 125×7, on observera que le diviseur 875 étant 7 fois plus grand que 125, le quotient doit être 7 fois plus petit. On formera donc le quotient par 125, et l'on en prendra le septième. Pour diviser par 1 125, qui est égal à 9 fois 125, on diviserait par 125 et l'on prendrait le neuvième.

Exercices

I. Diviser le nombre 1 523 733 120 par 2, puis le résultat par 3, le nouveau résultat par 4, etc., le précédent résultat par 9; et vérifier que le résultat définitif est égal au quotient du nombre proposé, divisé par le produit des 9 premiers nombres.

Premier procédé			Second procédé	
		1 523 733 120	$1 \times 2 \times 3 \times 4 \times 5 \times 6 \times 7 \times 8 \times 9 =$	362 880
$\frac{1}{2}$		761 866 560		
$\frac{1}{3}$	du précédent	253 955 520	152 373 312	36 288
$\frac{1}{4}$	" "	63 488 880	7 221 3	4199
$\frac{1}{5}$	" "	12 697 776	3 592 51	
$\frac{1}{6}$	" "	2 116 296	326 592	
$\frac{1}{7}$	" "	302 328	00 000	
$\frac{1}{8}$	" "	37 791		
$\frac{1}{9}$	" "	4 199		

Les deux procédés conduisent au même quotient définitif qui, dans cet exemple, est un nombre entier 4199. Si les divisions ne se faisaient par exactement, les deux procédés conduiraient encore au même résultat, en calculant les quotients avec une approximation marquée, par exemple à 1 centième près.

Caractères de Divisibilité

Pour saisir l'occasion d'abréger et simplifier certains calculs, il est nécessaire de se familiariser avec les caractères de Divisibilité.

La Divisibilité par 2, autrement dit la distinction entre les nombres pairs et nombres impairs, est immédiatement reconnue.

Un nombre est divisible par 3, lorsque la somme de ses chiffres significatifs est elle-même divisible par 3. Ainsi 522 est divisible par 3.

Un nombre est divisible par 4, lorsque le nombre formé par les deux chiffres de droite est divisible par 4. Ainsi 23956 est divisible par 4, le nombre 56 étant un multiple de 4.

Un nombre est divisible par 5, lorsqu'il est terminé par un zéro ou un 5. Un nombre est divisible par 6 lorsqu'il est en même temps divisible par 2 et par 3; il faut donc qu'il soit terminé par un chiffre pair et que la somme des chiffres donne un multiple de 3. Exemple : le nombre 732 est divisible par 6.

Les caractères de divisibilité par 7 sont un peu compliqués. Cependant il se présente des cas où l'on reconnaît immédiatement un multiple de 7. Ainsi le nombre 6391 est reconnu multiple de 7, si l'on se rappelle que 63 et 91 sont multiples de 7.

Un nombre est divisible par 8, lorsque le nombre formé par la tranche des trois chiffres de droite est divisible par 8. Ainsi le nombre 27563496 est divisible par 8, le nombre 496 étant multiple de 8.

Un nombre est divisible par 9, lorsque la somme de ses chiffres significatifs donne un multiple de 9.

Un nombre est divisible par 11, lorsque la différence entre la somme des chiffres de rang impair et la somme des chiffres de rang pair, à partir de la droite, donne 0 ou un multiple de 11.

Un nombre est divisible par 15, quand il est divisible en même temps par 3 et par 5.

Un nombre est divisible par 25, lorsque le nombre formé par les deux chiffres de droite est divisible par 25; il faut donc que les deux derniers chiffres à droite soient 00, ou 25, ou 50, ou 75.

Un nombre est divisible par 125, lorsqu'il est terminé à droite par 000, ou 125, 250, 375, 500, 625, 750, 875.

Si un nombre est divisible en même temps par deux nombres premiers entre eux, c'est-à-dire n'ayant aucun facteur commun, il est divisible par leur produit. Ainsi tout nombre divisible par 3 et 8 est divisible par 24. Tout nombre divisible par 9 et 11 est divisible par 99.

Fractions ordinaires et Fractions décimales

Une Fraction ordinaire, telle que $\frac{5}{7}$, représente les 5 septièmes de l'unité, 5 fois la septième partie de l'unité. Elle représente aussi la septième partie de 5 unités, car pour obtenir la septième partie de 5 unités il suffit de prendre la septième partie de chacune d'elles; chaque unité donne $\frac{1}{7}$, et les 5 unités ensemble donnent $\frac{5}{7}$, c'est-à-dire le même résultat qu'en répétant 5 fois le septième d'une seule unité. Cette deuxième acception de la Fraction ordinaire permet d'exprimer immédiatement le quotient exact, complet, de deux entiers quelconques. On entend par quotient exact ou quotient complet, ou encore quotient de définition générale, le nombre entier ou fractionnaire qui multiplié

par le diviseur donne pour produit le Dividende même. Le quotient de 36 par 12 est 3, car $3 \times 12 = 36$. Le quotient exact de 37 par 12 est la fraction $\frac{37}{12}$, ou son équivalent, le nombre fractionnaise $3\frac{1}{12}$. Le quotient de 37 par 12 est bien exprimé par la fraction ordinaire $\frac{37}{12}$, puisque nous avons établi que cette fraction exprime la douzième partie de 37, c'est dire qu'en la répétant 12 fois on reproduit juste 37 et l'on a l'identité $\frac{37}{12} \times 12 = 37$. On voit, avec la même évidence, que le nombre $3\frac{1}{12}$ répond aussi bien à la question, d'abord on peut considérer ce nombre $3\frac{1}{12}$ comme une autre forme de la quantité $\frac{37}{12}$; car dans les 37 douzièmes, chaque groupe de 12 douzièmes donne 1 entier, dans les 37 douzièmes on peut former trois groupes de 12 douzièmes ce qui donne 36 douzièmes ou plus simplement 3 entiers; et il reste encore 1 douzième sur la collection des 37. Le résultat est donc bien $3\frac{1}{12}$. En second lieu, on peut, vérifier que ce nombre composé $3\frac{1}{12}$ répété 12 fois reproduit 37; car pour répéter ce nombre 12 fois, il suffit de répéter 12 fois chacun des termes de la somme $3 + \frac{1}{12}$ que nous écrivons simplement $3\frac{1}{12}$. La fraction $\frac{1}{12}$ répétée 12 fois donne 1 entier, c'est une identité, le terme 3 répété 12 fois donne 36; en réunissant les deux produits partiels, 1 et 36, on reproduit exactement le Dividende 37. Ainsi, d'une façon générale, le quotient exact de deux entiers quelconques peut, rationnellement, s'exprimer tout d'abord par une fraction ordinaire ayant pour numérateur le Dividende et pour dénominateur le diviseur. Si le Dividende est plus petit que le diviseur, on conserve la fraction sous cette forme; ainsi le quotient exact de 11 par 12 est égal à la fraction ordinaire $\frac{11}{12}$.

Si le Dividende est plus grand que le diviseur, on pourra transformer la fraction ordinaire, en extrayant les entiers; autant de fois le dénominateur est contenu dans le numérateur, autant on obtient d'unités entières; le nombre entier au quotient se trouve en effectuant la division, entendue dans le sens primitif, du Dividende par le diviseur. Si la division se fait sans reste, le nombre entier obtenu au quotient représente le quotient exact. S'il y a un reste, le quotient complet se compose de l'entier déjà trouvé et d'une fraction ayant pour numérateur le reste, et pour dénominateur le diviseur. Ainsi, soit à trouver le vrai quotient de 139 par 12; le quotient, entendu dans le sens de «quoties», combien de fois 12 se trouve contenu dans 139, est 11, et il reste 7. Le quotient complet est $11\frac{7}{12}$.

Principes généraux, simplification des fractions

Une Fraction ne change pas de valeur quand on multiplie ou divise ses deux termes par un même nombre. On peut simplifier une fraction, c'est-à-dire la réduire à des termes plus petits, sans changer la valeur, en divisant quand il y a lieu les deux termes par un même nombre. Soit la fraction $\frac{144}{3600}$; on aura successivement $\frac{144}{3600} = \frac{12}{300} = \frac{1}{25}$; on trouverait de même par simplifications successives, $\frac{375}{840} = \frac{125}{280} = \frac{25}{56}$. La fraction $\frac{25}{56}$, dont les deux termes n'ont plus de facteur commun, est dite irréductible; la fraction proposée a été réduite à sa plus simple expression. On peut réduire immédiatement une fraction à sa plus simple expression en divisant les deux termes par leur plus grand commun diviseur, c'est-à-dire par le plus grand nombre qui les divise exactement l'un et l'autre. Pour trouver le plus grand commun diviseur entre deux nombres donnés, on divise le plus grand par le plus petit; si la division se fait exactement, le plus petit des deux nombres est évidemment leur plus grand commun diviseur; ainsi, entre 12 et 96, le plus grand commun diviseur est 12; si la division conduit à un reste, on explique facilement que le plus grand commun diviseur

entre les deux nombres est le même qu'entre le plus petit et le reste; on divise donc le plus petit par le reste de la première division; puis, s'il y a lieu, ce premier reste par le second, et ainsi de suite, jusqu'à ce que l'on arrive à une division se faisant exactement. Le dernier diviseur employé est le plus grand commun diviseur cherché. Ainsi, pour trouver le plus grand commun diviseur entre 840 et 375, on procède comme l'indique le tableau suivant :

		2	4	6	
840		375	90	15	
90		15	0		

15 est le plus grand commun diviseur entre 840 et 375.

Réduction des fractions au même dénominateur

Pour comparer, additionner ou soustraire des fractions, il convient de les réduire au même dénominateur, afin d'opérer sur des nombres exprimant des parties aliquotes de l'unité de même espèce. Réduire des fractions au même dénominateur, c'est les convertir en d'autres fractions respectivement égales aux proposées et ayant toutes le même dénominateur. On conçoit que l'opération soit possible par les considérations suivantes : une fraction étant proposée on peut la convertir en une autre équivalente ayant un dénominateur spécifié, à la seule condition que celui-ci soit multiple du premier. Ainsi la fraction $\frac{5}{8}$ peut être transformée en une fraction égale ayant pour dénominateur 56; il suffit de multiplier les deux termes par 7, et l'on obtient l'égalité $\frac{5}{8} = \frac{35}{56}$. D'après cela, plusieurs fractions étant proposées, on peut les réduire toutes à un dénominateur spécifié pourvu qu'il soit multiple de tous les dominateurs proposés. On choisit de préférence le plus petit de ces multiples communs; sans recourir aux règles générales, on le trouve aisément en considérant le plus grand des dénominateurs, et s'il y a lieu, le double, le triple, etc.

Soient les fractions $\frac{1}{2}$, $\frac{2}{3}$, $\frac{3}{4}$, $\frac{5}{6}$, $\frac{11}{12}$. Le dénominateur commun sera 12; fractions au même dénominateur $\frac{6}{12}$, $\frac{8}{12}$, $\frac{9}{12}$, $\frac{10}{12}$, $\frac{11}{12}$.

Soient maintenant les fractions $\frac{5}{12}$, $\frac{7}{16}$, $\frac{11}{18}$, $\frac{17}{24}$, $\frac{29}{36}$; le plus grand des dénominateurs, 36, est multiple de 12 et de 18, mais non de 16 et de 24; le double, 72 serait multiple de 12, 18 et 24, mais non de 16; le double de 72, c'est-à-dire 144 est multiple de tous les dénominateurs donnés. Les fractions réduites à ce même dénominateur seront $\frac{60}{144}$, $\frac{63}{144}$, $\frac{88}{144}$, $\frac{102}{144}$, $\frac{116}{144}$.

Avant de réduire des fractions au même dénominateur, il est utile de voir si elles peuvent être simplifiées, afin d'opérer sur des nombres plus petits.

Addition et soustraction des fractions

On commence par réduire les fractions proposées au même dénominateur, parce que l'addition et la soustraction s'appliquent à des nombres de même espèce, de même dénomination. Une fois les fractions réduites au même dénominateur, on effectue sur les numérateurs l'opération indiquée, et l'on donne au résultat le dénominateur commun.

Soit à additionner

$\frac{1}{2} + \frac{2}{3} + \frac{3}{4} + \frac{5}{6} + \frac{11}{12}$. En réduisant au dénominateur 12, on a

$$\frac{6}{12} + \frac{8}{12} + \frac{9}{12} + \frac{10}{12} + \frac{11}{12} = \frac{6+8+9+10+11}{12} = \frac{44}{12} = \frac{11}{3} = 3\frac{2}{3}.$$

Dans la pratique, il est inutile d'écrire pour chaque fraction le dénominateur, il suffit de former d'abord les numérateurs en multipliant chaque numérateur

primitif par le quotient obtenu en divisant le dénominateur commun par le dénominateur primitif.

On doit s'exercer à trouver immédiatement la somme ou la différence de 2 fractions. Si les dénominateurs n'admettent aucun facteur commun, le dénominateur commun à adopter est égal à leur produit; le numérateur de la première fraction se trouverait multiplié par le dénominateur de la seconde, et le numérateur de la deuxième par le dénominateur de la première; on effectue à vue ces deux produits. Ainsi pour faire l'addition $\frac{2}{3} + \frac{3}{4}$, il suffit de considérer les deux produits 2×4 et 3×3, et dire 8 et 9, 17; c'est le numérateur de la somme, et l'on a $\frac{2}{3} + \frac{3}{4} = \frac{17}{12}$ ou $1\frac{5}{12}$. Si le plus grand des deux dénominateurs est multiple du plus petit, c'est le plus grand lui-même qui est adopté pour dénominateur commun. Ainsi $\frac{3}{4} + \frac{7}{8} = \frac{13}{8} = 1\frac{5}{8}$. Si les deux dénominateurs ont seulement quelque facteur commun, on adopte pour dénominateur leur plus petit commun multiple. Exemples :

$\frac{11}{12} + \frac{9}{10} = \frac{109}{60}$ ou $1\frac{49}{60}$ $\quad \frac{5}{14} + \frac{13}{21} = \frac{41}{42}$ $\quad \frac{8}{9} + \frac{11}{24} = \frac{97}{72} = 1\frac{25}{72}$.

La soustraction de deux fractions s'effectue avec la même aisance; le deuxième produit est soustractif au lieu d'être additif. Ainsi :

$\frac{1}{2} - \frac{1}{3} = \frac{1}{6}$ $\quad \frac{3}{4} - \frac{2}{3} = \frac{1}{12}$ $\quad \frac{11}{12} - \frac{8}{13} = \frac{47}{156}$ $\quad \frac{15}{16} - \frac{3}{4} = \frac{3}{16}$

On a parfois l'occasion de prendre la moyenne entre deux fractions. On lit par exemple, sur la cote des Rentes Anglaises, que le cours a varié de $97\frac{5}{8}$ à $97\frac{13}{16}$. Quel est le cours moyen? La question revient à déterminer la moyenne entre $\frac{5}{8}$ et $\frac{13}{16}$.

On additionne ces deux fractions $\frac{5}{8} + \frac{13}{16} = \frac{23}{16}$; on prend la moitié, $\frac{23}{32}$, c'est la moyenne entre les deux fractions, et le cours moyen demandé est $97\frac{23}{32}$.

Multiplication des fractions et expressions fractionnaires

Multiplier un nombre donné par une fraction telle que $\frac{4}{7}$ c'est évaluer les $\frac{4}{7}$ du multiplicande, ou 4 fois la septième partie du multiplicande. Si le multiplicande est un nombre entier, soit 12, la septième partie est $\frac{12}{7}$, et 4 fois la septième partie $\frac{12 \times 4}{7}$. Ainsi pour multiplier un entier par une fraction, il suffit de multiplier l'entier par le numérateur et diviser par le dénominateur. $12 \times \frac{4}{7} = \frac{48}{7} = 6\frac{6}{7}$.

Si le multiplicande est une fraction telle que $\frac{12}{13}$, à multiplier par $\frac{4}{7}$; on observe que le septième de $\frac{12}{13}$ est $\frac{12}{13 \times 7}$, et pour avoir 4 fois ce premier résultat, il suffit de multiplier le numérateur 12 par 4, ce qui donne $\frac{12 \times 4}{13 \times 7} = \frac{48}{91}$. On voit que le produit de deux fractions s'obtient en multipliant terme à terme.

Le produit de deux fractions, comme $\frac{12}{13} \times \frac{4}{7}$, représente les $\frac{4}{7}$ de $\frac{12}{13}$; c'est ce que l'on appelle une fraction de fraction. Réciproquement, quand on demande une fraction de fraction, ou même une suite de fractions de fractions, il suffit d'effecteur les multiplications de ces fractions successives. Exemple : Combien valent les $\frac{2}{3}$ des $\frac{3}{4}$ des $\frac{4}{5}$ des $\frac{5}{6}$ d'une quantité? La réponse est donnée pas le produit $\frac{2}{3} \times \frac{3}{4} \times \frac{4}{5} \times \frac{5}{6} = \frac{2 \times 3 \times 4 \times 5}{3 \times 4 \times 5 \times 6} = \frac{2}{6} = \frac{1}{3}$.

Dans cet exemple, on doit supprimer à première vue les facteurs 3, 4, 5 qui sont communs aux deux termes, et l'on aperçoit directement le résultat $\frac{2}{6}$ ou mieux $\frac{1}{3}$.

Pour effectuer le produit de deux nombres fractionnaires, comme $17\frac{2}{3} \times 8\frac{4}{7}$ il suffit de réduire les deux nombres composés en fractions simples, et l'on se trouve ramené au cas de deux fractions ordinaires. On a successivement :

$$17\frac{2}{3} \times 8\frac{4}{7} = \frac{53}{3} \times \frac{60}{7} = \frac{53 \times 20}{7} = \frac{1060}{7} = 151\frac{3}{7}.$$

Division des fractions et nombres fractionnaires

Le problème de la division par une fraction se présente lorsque connaissant une fraction déterminée d'une quantité, on propose de trouver la quantité elle-même. Par exemple : « les $\frac{2}{3}$ d'un ouvrage ont été exécutés en 15 jours; quel est le temps nécessaire pour l'ouvrage entier? » Les $\frac{2}{3}$ du nombre total des jours valent 15. Quel est ce nombre total? Si l'on connaissait ce nombre total, en prenant les $\frac{2}{3}$ de sa valeur, c'est-à-dire suivant le langage arithmétique, en le multipliant par $\frac{2}{3}$, on aurait pour produit 15. Ce nombre donné, 15, figure un produit de deux facteurs : l'un, connu, $\frac{2}{3}$; il s'agit de trouver l'autre. C'est le problème général de la division, et le facteur cherché, s'appelle le quotient de 15 par $\frac{2}{3}$. Pour le trouver, on suit la méthode de la réduction à l'unité; connaissant 2 tiers, on trouve d'abord 1 tiers, et de là les 3 tiers ou la quantité elle-même. On dira donc :

Si 2 tiers du quotient valent 15,

1 seul tiers vaut 2 fois moins, ou $\frac{15}{2}$

et les 3 tiers, 3 fois plus, c'est-à-dire $\frac{15 \times 3}{2} = \frac{45}{2} = 22\frac{1}{2}$. Ce simple exemple nous montre que pour trouver le nombre dont les $\frac{2}{3}$ valent 15, ou, suivant le langage arithmétique, le quotient de 15 par $\frac{2}{3}$ il suffit de multiplier le dividende par $\frac{3}{2}$, c'est-à-dire par la fraction diviseur renversée. Quelque soit le dividende, nombre entier ou nombre fractionnaire, le raisonnement et la règle s'appliquent, et la pratique de la division se ramène à une multiplication, à la multiplication par la fraction diviseur renversée. Si le diviseur est donné sous la forme d'un nombre fractionnaire composé, tel que $11\frac{2}{3}$, on le réduira en une fraction simple, ici $\frac{35}{3}$.

La division par une fraction peut avoir pour but, comme pour les nombres entiers, de trouver combien de fois la fraction est contenue dans un nombre donné. Supposons que la Lira italienne soit, au cours du jour, estimée égale aux $\frac{4}{5}$ du Mark allemand, et que l'on demande combien de Lire équivalent à 47260 Mark. C'est évidemment demander combien de fois la fraction $\frac{4}{5}$ se trouve contenue dans le nombre 47260. Pour faciliter la solution, prenons comme unité auxiliaire le cinquième de Mark; la Lira vaut 4 de ces unités divisionnaires; le nombre proposé, de Mark, vaut 47 260 × 5 cinquièmes de Mark; et la question revient à trouver combien de fois l'entier 4 est contenu dans l'entier 47260 × 5; de sorte que la réponse est $\frac{47260 \times 5}{4}$, et nous pouvons poser les égalités :

$$\frac{47260}{\frac{4}{5}} = \frac{47260 \times 5}{4} = 47260 \times \frac{5}{4} = 59075.$$

Le quotient, ainsi entendu dans le sens primitif de « quoties », est calculable en multipliant le dividende pas la fraction diviseur renversée. Remarquons que, d'après les explications qui précèdent, le calcul du vrai quotient de deux nombres rationnels quelconques, entiers ou fractions simples ou expressions fractionnaires, peut toujours se ramener au calcul du quotient de deux nombres entiers. Il

n'est pas toujours nécessaire de pousser les transformations jusqu'au point d'avoir un dividende entier; l'essentiel est d'opérer avec un diviseur entier. Si l'on demandait, par exemple, le quotient du nombre $156\frac{7}{11}$ divisé par 8, il conviendrait de conserver le dividende tel quel, et d'en prendre directement le huitième, qui est $19\frac{5}{8}\frac{4}{8}$. Mais si le même nombre $156\frac{7}{11}$ devait être divisé par $\frac{8}{9}$, on multiplierait le dividende par 9, pour diviser ensuite le produit par l'entier 8. Nous faisons ces transformations, conformément aux règles démontrées, parce que nous apprenons successivement à diviser, par l'opération matérielle de la division, les nombres entiers, les fractions, et par suite tous les nombres rationnels, par un diviseur entier. Nous ne pouvons, en général, écrire directement, chiffre par chiffre, le quotient par $\frac{8}{9}$, mais nous pouvons le faire avec le diviseur entier.

Fractions décimales

Conversions de fractions ordinaires en fractions décimales [et réciproquement

Une fraction décimale est une fraction exprimant des dixièmes, centièmes, millièmes, etc . ., de l'unité, et qui, écrite sous la forme de fraction ordinaire, aurait pour dénominateur 10, ou une puissance de 10, c'est-à-dire, 10 ou 100, ou 1000 etc . . .

Ainsi 0.7 ou $\frac{7}{10}$ est une fraction décimale. $\frac{7}{20}$ n'est pas une fraction décimale. Tout nombre décimal, tel que 32,475 peut s'écrire sous la forme composée d'un nombre entier suivi d'une fraction, comme $32\frac{475}{1000}$ ou sous la forme d'une fraction simple, à termes entiers, comme $\frac{32475}{1000}$. Inversement, toute fraction ordinaire ayant pour dénominateur une puissanse de 10, comme $\frac{976}{10000}$, peut se mettre sous la forme décimale équivalente 0,0976. Le nombre des zéros à droite de l'unité dans le dénominateur de la fraction ordinaire est égal au nombre des chiffres décimaux placés à droite de la virgule suivant les principes de la numération décimale.

Les fractions décimales et les nombres décimaux ne sont que des cas particuliers des fractions ordinaires et nombres fractionnaires. Tous les principes démontrés, toutes les règles établies pour les opérations sur les fractions ordinaires s'appliquent aux fractions décimales. L'addition et la soustraction des nombres décimaux s'effectuent suivant les mêmes règles que l'addition et la soustraction des nombres entiers.

La multiplication de deux nombres décimaux, comme $32,475 \times 8,25$, s'effectue en faisant d'abord abstraction de la virgule dans les facteurs, et séparant ensuite au produit autant de chiffres décimaux qu'il y en a dans les deux facteurs. Cette pratique est bien conforme aux principes démontrés qui permettent de poser les égalités :

$$32,475 \times 825 = \frac{32475}{1000} \times \frac{825}{100} = \frac{32475 \times 825}{100000}$$

La division des nombres décimaux s'effectue en rendant d'abord le diviseur entier et en divisant ensuite le dividende transformé par le diviseur entier. Ainsi pour trouver le quotient de 32687,84 par 0,0175 on multipliera d'abord les deux termes de la division par 10 000 et l'on effectuera la division de 326 878 400 par le diviseur entier 175.

Cette pratique est bien conforme aux principes démontrés pour la division des fractions. Les deux nombres proposés peuvent s'écrire sous les formes respectivement équivalentes : $\frac{3268784000}{10000}$ dividende; $\frac{175}{10000}$, diviseur. Le quotient, obtenu en multipliant le dividende par la fraction diviseur renversée, serait $\frac{326\,878\,400}{10000} \times \frac{10000}{175}$, soit, en simplifiant, $\frac{326\,878\,400}{175}$.

La conversion des fractions ordinaires en fractions décimales s'exécute en divisant le numérateur par le dénominateur.

I. Les fractions ordinaires qui, réduites à leur plus simple expression, ont pour dénominateur 2 ou une puissance de 2, ou encore 5 ou une puissance de 5, s'expriment exactement en fractions décimales; il est utile de connaître par cœur les plus simples, les plus fréquentes.

$\frac{1}{2} = 0{,}5$	$\frac{1}{16} = 0{,}0625$	$\frac{1}{5} = 0{,}2$	$\frac{1}{20} = 0{,}05$
$\frac{1}{4} = 0{,}25$	$\frac{3}{16} = 0{,}1875$	$\frac{2}{5} = 0{,}4$	$\frac{3}{20} = 0{,}15$
$\frac{3}{4} = 0{,}75$	$\frac{5}{16} = 0{,}3125$	$\frac{3}{5} = 0{,}6$	$\frac{7}{20} = 0{,}35$
$\frac{1}{8} = 0{,}125$	$\frac{7}{16} = 0{,}4375$	$\frac{4}{5} = 0{,}8$	$\frac{1}{40} = 0{,}025$
$\frac{3}{8} = 0{,}375$	$\frac{9}{16} = 0{,}5625$	$\frac{1}{25} = 0{,}04$	$\frac{1}{50} = 0{,}02$
$\frac{5}{8} = 0{,}625$	$\frac{11}{16} = 0{,}6875$	$\frac{2}{25} = 0{,}08$	$\frac{1}{80} = 0{,}0125$
$\frac{7}{8} = 0{,}875$	$\frac{13}{16} = 0{,}8125$	$\frac{3}{25} = 0{,}12$	$\frac{1}{200} = 0{,}005$
$\frac{1}{16} = 0{,}0625$	$\frac{15}{16} = 0{,}9375$	$\frac{23}{25} = 0{,}92$	$\frac{1}{400} = 0{,}0025$
$\frac{1}{32} = 0{,}03125$		$\frac{1}{125} = 0{,}008$	$\frac{1}{500} = 0{,}002$
			$\frac{1}{800} = 0{,}00125$

II. Si la fraction ordinaire irréductible a un dénominateur n'admettant que des facteurs premiers autres que 2 et 5, la conversion conduit à une fraction décimale périodique simple. Exemples :

$\frac{1}{3} = 0{,}333333\ldots$	$\frac{1}{9} = 0{,}111111\ldots$	$\frac{1}{13} = 0{,}076923\ldots$
$\frac{2}{3} = 0{,}666666\ldots$	$\frac{2}{9} = 0{,}222222\ldots$	$\frac{1}{17} = 0{,}058823\ldots$
$\frac{1}{7} = 0{,}142857\ldots$	$\frac{8}{9} = 0{,}888888\ldots$	$\frac{1}{19} = 0{,}052631\ldots$
$\frac{2}{7} = 0{,}285714\ldots$	$\frac{1}{11} = 0{,}090909\ldots$	$\frac{1}{23} = 0{,}043478\ldots$
$\frac{3}{7} = 0{,}428571\ldots$	$\frac{2}{11} = 0{,}181818\ldots$	$\frac{1}{29} = 0{,}034482\ldots$
$\frac{4}{7} = 0{,}571428\ldots$	$\frac{3}{11} = 0{,}272727\ldots$	$\frac{1}{31} = 0{,}032258\ldots$
$\frac{5}{7} = 0{,}714285\ldots$	$\frac{4}{11} = 0{,}363636\ldots$	$\frac{1}{37} = 0{,}027027\ldots$
$\frac{6}{7} = 0{,}857142\ldots$	$\frac{10}{11} = 0{,}909090\ldots$	

III. Si le dénominateur de la fraction ordinaire irreductible admet pour facteurs premiers 2 ou 5, avec quelque facteur étranger tel que 3, 7, etc., la conversion conduit à une fraction décimale périodique mixte. Exemples :

$\frac{1}{6} = 0{,}166\,666\ldots$	$\frac{1}{15} = 0{,}066\,666\ldots$	$\frac{1}{26} = 0{,}038\,461\ldots$
$\frac{5}{6} = 0{,}833\,333\ldots$	$\frac{2}{15} = 0{,}133\,333\ldots$	$\frac{1}{30} = 0{,}033\,333\ldots$
$\frac{1}{12} = 0{,}083\,333\ldots$	$\frac{7}{15} = 0{,}466\,666\ldots$	$\frac{1}{60} = 0{,}016\,666\ldots$
$\frac{5}{12} = 0{,}416\,666\ldots$	$\frac{1}{18} = 0{,}055\,555\ldots$	$\frac{1}{75} = 0{,}013\,333\ldots$
$\frac{7}{12} = 0{,}583\,333\ldots$	$\frac{1}{21} = 0{,}047\,619\ldots$	$\frac{1}{90} = 0{,}011\,111\ldots$
$\frac{11}{12} = 0{,}916\,666\ldots$	$\frac{1}{22} = 0{,}045\,454\ldots$	$\frac{1}{105} = 0{,}009\,523\ldots$
$\frac{1}{14} = 0{,}071\,428\ldots$	$\frac{1}{24} = 0{,}041\,666\ldots$	$\frac{1}{120} = 0{,}008\,333\ldots$

Inversement, on peut se proposer de convertir une fraction décimale en fraction ordinaire.

I. Si la fraction décimale est exacte, écrite avec un nombre limité de chiffres, comme 0,457, on écrit immédiatement $\frac{457}{1000}$, et l'on simplifie quand il y a lieu. La fraction décimale 0,875 donnerait $\frac{875}{1000}$, et en divisant les deux termes par 125, la fraction irréductible $\frac{7}{8}$.

II. Si la fraction proposée est une fraction décimale périodique simple, telle que 0,272 727 . . ., on trouve une fraction ordinaire équivalente en prenant pour numérateur la période, et pour dénominateur un nombre écrit avec autant de 9 qu'il y a de chiffres dans la période; après quoi l'on simplifie. Exemple

$$0{,}272\,727\ldots = \frac{27}{99} = \frac{3}{11}$$

III. Si le nombre décimal proposé est périodique mixte, comme

$$342.57\,213\,213\,213\ldots$$

on peut l'écrire sous forme de fraction ordinaire en prenant pour numérateur la différence des deux entiers obtenus en transportant la virgule d'abord à droite, ensuite à gauche de la première période, et pour dénominateur un nombre écrit avec autant de 9 qu'il y a de chiffres dans la période, suivis d'autant de zéros qu'il y a de chiffres non périodiques à droite de la virgule.

Le nombre proposé 342,57 213 213 213 . . . donnerait

$$\frac{34\,257\,213 - 34\,257}{99\,900} = \frac{34\,222\,956}{99\,900}$$

On peut vérifier ce dernier résultat, en divisant 342 229,56 par 999, on retrouve au quotient le nombre proposé.

Les nombres décimaux périodiques sont généralement amenés dans les calculs par des divisions. Si les quotients périodiques doivent être employés dans les calculs ultérieurs, il est utile de les remplacer par les fractions ordinaires irrédutibles. Supposons que l'on ait obtenu 4,1666 . . . et que le nombre doive entrer dans des calculs ultérieurs, on le remplacera avec avantage par la forme fractionnaire équivalente $\frac{416 - 41}{90} = \frac{375}{90} = \frac{25}{6}$ ou $4\frac{1}{6}$. On arrive d'ailleurs immédiatement à ce résultat en se rappelant que la fraction décimale 0,1666 . . . équivant à $\frac{1}{6}$.

Règle de Tant pour Cent et de Tant pour Mille

Dans le commerce, certaines évaluations, au lieu d'être rapportées à l'unité, sont rapportées à 100 et quelquefois à 1000 unités.

Les commissions, les courtages, les primes de commerce, les primes d'assurance, les bénéfices, les pertes, etc. s'évaluent le plus souvent en tant pour 100, quelquefois en tant pour 1000, d'une quantité principale donnée.

Les 2, 3, 4, 5 . . . pour 100 d'un nombre donné équivalent aux 2, 3, 4, 5 . . . centièmes de ce nombre. Si, par exemple, un bénéfice est exprimé par les 8 pour Cent du prix d'achat, cela vent dire que le bénéfice est 8 pour Cent unités du prix d'achat; il est donc 8 centièmes pour chaque unité; le bénéfice total est les 8 centièmes du prix total d'achat. En général les $n\,\%$ d'un nombre équivalent aux $\frac{n}{100}$ de ce nombre. Souvent le Tant pour 100 doit être ajouté au nombre principal, ou en être retranché. Il importe de bien placer les chiffres en même temps qu'on les calcule.

Pour cela, on multiplie le nombre principal donné par le multiplicateur qui exprime le tant pour 100, en plaçant les chiffres du produit deux rangs à droite des chiffres du multiplicande.

Exemple. Des marchandises ont été achetées 365 847 fr.; les frais accessoires sont les 9 % du prix d'achat. Quel est le prix de revient? Et quel devra être le prix de vente pour réaliser sur l'ensemble des déboursés un bénéfice net de 12 %?

Prix d'achat	365 847
frais accessoires 9 %	32 926,23
Prix de revient	398 773,23
Bénéfice 12 %	47 852,79
Prix de vente	446 626,02

Si le nombre qui exprime le Tant pour cent est un nombre décimal de plusieurs chiffres, tel que 16,45 %, on effectuera le multiplication par produits partiels successifs, en ayant soin d'appuyer les chiffres de 2 rangs sur la droite relativement à la place qu'ils occuperaient si l'on multipliait par 16,45. Soit, par exemple : Nombre supposé donné 372 826, à majorer de 16,45 %.

On pourra diriger les calculs comme il suit :

Nombre donné	372 826
produit par 0,4 %	1 491,304
produit par 16 %, 4 fois le précédent × 10,	59 652,16
produit par 0,05 %	186,4130
Total	434 155,877

On pourrait encore obtenir le résultat en écrivant au-dessous du nombre proposé le produit par 1 dizaine %, puis le produit par 6, par 4, et par 5 en appuyant à chaque produit partiel d'un rang vers la droite.

Nombre donné	372 826
produit par 1 dizaine %	37 282,6
produit par 6 %	22 369,56
produit par 0,4 %	1 491,304
produit par 0,05 %	186,4130
Total	434 155,877

Si le nombre qui exprime le Tant pour 100 est une fraction aliquote, telle que $\frac{1}{2}$, $\frac{1}{4}$, $\frac{1}{8}$, on prend la moitié, le quart, le huitième du nombre donné et l'on divise en même temps par 100 en écrivant les chiffres à 2 rangs sur la droite relativement à ceux du nombre dont on prend la fraction aliquote fixée.

Un Agent de change a négocié des fonds publics pour la somme de Fr. 292 396,75. L'acheteur doit payer en outre un courtage de $\frac{1}{8}$ %. Combien doit-il payer en tout?

Prix brut d'achat	292 396,75
Courtage $\frac{1}{8}$ %	365,49
Total à payer	292 762,24

Les Tant pour cent peuvent s'exprimer par des fractions ordinaires équivalentes; il est utile de se familiariser avec les deux formes, afin d'employer dans les calculs celle des deux qui se trouve la plus simple.

$\frac{1}{8}\,\%=\frac{1}{800}$	$5\,\%=\frac{1}{20}$	$20\,\%=\frac{1}{5}$
$\frac{1}{4}\,\%=\frac{1}{400}$	$6\frac{1}{4}\,\%=\frac{1}{16}$	$33\frac{1}{3}\,\%=\frac{1}{3}$
$\frac{1}{3}\,\%=\frac{1}{300}$	$6\frac{2}{3}\,\%=\frac{1}{15}$	$37\frac{1}{2}\,\%=\frac{3}{8}$
$\frac{1}{2}\,\%=\frac{1}{200}$	$8\frac{1}{3}\,\%=\frac{1}{12}$	$40\,\%=\frac{2}{5}$
$\frac{5}{6}\,\%=\frac{1}{120}$	$10\,\%=\frac{1}{10}$	$50\,\%=\frac{1}{2}$
$1\frac{1}{4}\,\%=\frac{1}{80}$	$11\frac{1}{9}\,\%=\frac{1}{9}$	$60\,\%=\frac{3}{5}$
$2\frac{1}{2}\,\%=\frac{1}{40}$	$12\frac{1}{2}\,\%=\frac{1}{8}$	$62\frac{1}{2}\,\%=\frac{5}{8}$
$3\frac{1}{3}\,\%=\frac{1}{30}$	$14\frac{2}{7}\,\%=\frac{1}{7}$	$70\,\%=\frac{7}{10}$
$4\,\%=\frac{1}{25}$	$16\frac{2}{3}\,\%=\frac{1}{6}$	$75\,\%=\frac{3}{4}$
$4\frac{1}{6}\,\%=\frac{1}{24}$	$18\frac{3}{4}\,\%=\frac{3}{16}$	$80\,\%=\frac{4}{5}$
		$87\frac{1}{2}\,\%=\frac{7}{8}$

Le Tant pour 1000 se calcule et se place d'après les mêmes principes, la division par 1000 s'effectue en appuyant de 3 rangs sur la droite. Exemple :

Le kilogramme d'or pur se vend 3 437 fr.
plus une prime de $2\,‰$ 6,874 „
Prix total 3443,874 fr.

Il est encore utile de remarquer que $\frac{1}{8}\,\%$ équivant à $1\frac{1}{4}$ ou $1{,}25\,‰$; que $0{,}2\,\%$ et $0{,}3\,\%$ équivalent à $2\,‰$, et $3\,‰$, etc.

Exercices sur les questions de Tant pour Cent

Problème I. Un négociant du Hâvre fait venir de Rotterdam 60 quintaux métriques d'essence de térébenthine : le vendeur accorde une tare de 9 % sur le poids brut, puis une première remise de $1\frac{1}{2}\,\%$ sur le poids réduit, et une deuxième remise de 1 % sur le nouveau poids réduit, en raison de l'importance de la livraison; le prix de vente est de 32 florins hollandais les 100 kilogrammes de poids net, moins un escompte de 1 % pour le payement au comptant; les frais de transport augmentent le prix d'achat de $2\frac{1}{2}\,\%$, et l'acheteur doit payer sur le total une commission de $1\frac{1}{4}\,\%$. Le change entre la Hollande et la France est au cours de 210 francs pour 100 florins hollandais. On demande le prix de revient, c'est-à-dire le total à payer.

Calcul du Poids net, réduit

Poids brut	6 000 kg.
Tare 9 %	540
Reste à compter	5 460
$-1\frac{1}{2}\,\%$ { 1 %	54,6
$-1\frac{1}{2}\,\%$ { $\frac{1}{2}\,\%$	27,3
Poids réduit	5 378,1
— 1 %	53,781
Nouveau Poids réduit	5 324,319

Tel est le poids sur lequel doivent être basés les calculs relatifs aux déboursés.

Calcul du Prix de revient

	5 324,319 × 32
par 4)	21 297,276
par 8)	170 378,208
— 1 %	1 703,782
	168 674,426
+ $2\frac{1}{2}\,\%$	4 216,860
	172 891,286
+ $1\frac{1}{4}\,\%$	2 161,016
	175 052,302 × 21
	3 501 046,04
	3 676 098,342

Le multiplicateur 32, de florins hollandais, représente le prix de 100 kg. et le multiplicateur 21, le nombre de francs pour 10 florins. Le dernier produit doit donc être divisé par 1000, et l'on trouve pour réponse : Fr. 3 676, 10 à moins d'1 centime près

Problème II. Un négociant achète des marchandises pour la somme de 60 500 francs; les frais accessoires s'élèvent à 12 % du prix d'achat: il revend les marchandises pour la somme de 80 000 francs. Combien a-t-il gagné pour cent 1° sur le prix brut d'achat; 2° sur le prix de revient; 3° sur le prix de vente?

Calculons le bénéfice net; le prix d'achat, 60 500 francs,

augmenté de ses 12 % pour frais accessoires	7 260
donne pour prix de revient	67 760
Le bénéfice net est donc de	12 240
Puisque le prix de vente a été de	80 000 francs.

1° Si l'on compare le bénéfice net 12 240 au prix d'achat, 60 500, on reconnaîtra que pour 1 franc d'achat le bénéfice a été $\frac{12240}{60500}$, et pour 100 fr., 100 fois plus, soit $\frac{1224000}{6050}$, ou en simplifiant, $\frac{2448}{121}$. En effectuant cette division, on trouve que le bénéfice net cet égal aux $20\frac{28}{121}$ %, ou en décimales 20,23 % du prix brut d'achat.

2° Le bénéfice 12 240 comparé au prix de revient donne pour le percentage demandé $\frac{122400}{6776}$ ou, par simplification, $\frac{30600}{1694} = \frac{15300}{847}$. On trouve, à 1 centième près, que le Tant pour 100 est 18,06 %.

3° Le même bénéfice net 12 240, comparé aux prix de vente 80 000, donne comme percentage $\frac{122,4}{8}$; soit 15,30 %.

Problème III. Un négociant de Paris vend à un négociant de Firenze des marchandises estimées au comptant 294 000 fr. Pour le recouvrement immédiat de cette somme, le vendeur, sur l'avis du débiteur, crée et négocie à Paris une traite sur l'Italie à 3 mois de date. Quel doit être le montant nominal de cette traite, si la Banque de change retient sur la valeur nominale : 1° $1\frac{1}{4}$ %, pour le crédit de 3 mois accordé au débiteur; 2° $1\frac{7}{8}$ % pour frais de change de place?

Sur 100 Lire italiennes de valeur nominale, la Banque retient $1\frac{1}{4} + 1\frac{7}{8}$, soit en tout $3\frac{1}{8}$. Elle verse donc $100 - 3\frac{1}{8}$, soit $96\frac{7}{8}$ francs à Paris. Donc, pour toucher au comptant $96\frac{7}{8}$ francs à Paris, il faut faire une Traite de 100 Lire à 3 mois. Autant de fois le nombre $96\frac{7}{8}$ se trouve contenu dans la créance totale 294 000 francs, autant de fois 100 Lire se trouveront dans la traite sur Firenze. Ce nombre de Lire est donc

$$\frac{294\,000 \times 100}{96\frac{7}{8}} = \frac{235\,200\,000}{775} = \frac{9\,408\,000}{31}$$

En effectuant la division, on trouve Lire 303 483,87.

Vérification

Valeur nominale de la Traite 303 483,87

moins	$1\frac{1}{4}$ % ou $\frac{1}{80}$ (escompte)	3 793,55
	$1\frac{1}{4}$ %	3 793,55
	+ $\frac{1}{2}$ % change de place	1 517,42
	+ $\frac{1}{8}$ %	379,35

Somme réalisable au comptant 294 000,00 francs.

Questions proposées

1. Un commerçant revend des marchandises avec un bénéfice de $16\frac{1}{2}$ % du prix d'achat; le bénéfice est de 821 fr. 70. Quel est le prix d'achat? quel est le prix de vente?

Rép. Achat 4980; Vente 5801,70.

2. Un solde de marchandises est cédé à 6% de perte; la perte totale est 948,30. Quel était le coût des marchandises, et combien ont-elles été vendues?

Rép. Achat 16405; Vente 15420,70.

3. Le prix de revient est de 5984,55 y compris une commission de 44,55. Quel est le Tant pour cent de la commission relativement au prix brut d'achat?

Rép. $\frac{3}{4}$%.

4. Un lingot, composé d'argent et de cuivre, pèse 13k625. Le cuivre pèse $12\frac{1}{2}$% *du poids total. La valeur du lingot se calcule sur le poids d'argent pur. L'argent pur se négocie au prix de 218fr.89 le kilogr. moins une perte de* 267‰. *Quelle est la valeur du lingot?*

Rép. 1912fr.85.

Système métrique

Longueurs. L'unité principale, le Mètre, se rattache aux dimensions de la Terre. D'après les travaux de Delambre et Méchain, la longueur du quart du méridien terrestre a été évaluée à 5 130 740 Toises.

La dix millionième partie de cette longueur, c'est-à-dire une longueur de $0,^{T}513\,074$ a été adoptée, sous le nom de Mètre, pour nouvelle unité de longueur. Ainsi le mètre est égal à la dix-millionième partie du quart du méridien terrestre.

Un étalon en platine, ayant cette longueur, fut déposé aux Archives nationales le 4 messidor an VII (22 Juin 1799); la longueur de cet étalon, à la température de la glace fondante, est le mètre légal.

La *Toise*, ancienne mesure de longueur en France, se divisait en 6 pieds, le pied en 12 pouces, et le pouce en 12 lignes.

Pour exprimer les anciennes mesures de longueur en unités du nouveau système métrique, et réciproquement, il suffit de retenir, comme relation fondamentale :

5130740 Toises valent 10000000 Mètres.

Anciennes unités en Mètres et fractions décimales de mètre		*Valeur du Mètre en anciennes mesures*	
1 Toise vaut $\frac{10000000}{5130740}$ =	$1,^{M}94\,904$	1 Mètre vaut	$0,^{T}513\,074$
1 Pied, ou $\frac{1}{6}$ de Toise	$0,^{M}32\,484$	en Pieds, 6 fois ce nombre	$3,^{P}078\,444$
1 pouce, ou $\frac{1}{12}$ de Pied	$0,^{M}02\,707$	la fraction décimale de Pied, en pouces	$0,^{P}941\,328$
1 ligne, ou $\frac{1}{12}$ de pouce	$0,^{M}00\,225$	la fraction décimale de pouce, en lignes	$11,^{l}295\,936$

Ainsi, comme l'indiquent les détails ci-dessus, le Mètre vaut en anciennes mesures $0^{T},513\,074$,

soit encore $0^{T}\,3^{P}\,0^{P}\,11^{l},295\,936$,

et la Toise vaut en nouvelles unités métriques $1^{M},94\,904$.

Dans un calcul rapide, approximatif, on peut prendre pour la Toise 2 mètres, et beaucoup mieux $1^{M},95$.

Le Système Métrique, adopté en principe le 3 Novembre 1801, est devenu obligatoire en France depuis le premier Janvier 1840.

Surfaces. L'unité principale est le mètre carré. C'est un carré dont le côté est de 1 mètre.

A chaque unité de longueur, mètre, décamètre, hectomètre, etc., ou décimètre, centimètre, etc. on peut faire correspondre une unité de Surface.

Le décamètre carré est un carré qui a pour côté un décamètre.

L'hectomètre carré est un carré qui a pour côté un hectomètre.

Le décimètre carré est un carré qui a pour côté un décimètre.

Si l'on prend les unités de longueur de 10 en 10 fois plus grandes ou plus petites, les unités de surface correspondantes se trouvent de 100 en 100 fois plus grandes ou plus petites. Ainsi, le décamètre carré vant 100 mètres carrés, l'hectomètre carré vant 100 décamètres carrés ou 10 000 mètres carrés, etc. Le mètre carré vant 100 décimètres carrés, le décimètre carré vant 100 centimètres carrés, etc.

Pour évaluer les surfaces des terrains, champs, propriétés, on emploie habituellement l'are, l'hectare, le centiare.

L'Are vant 100 mètres carrés, équivaut par conséquent au décamètre carré. L'Hectare vaut 100 ares, ou 10 000 mètres carrés ; l'hectare équivaut à l'hectomètre carré.

Le centiare, centième de l'are, équivaut au mètre carré.

Une surface de $32^{H}7^{a}25^{ca}$ peut s'exprimer en diverses unités carrées :
en mètre carrés 320725 ; en décamètres carrés 3207,25
en hectomètres carrés 32,0725 ; en kilomètres carrés 0,320725.

Au changement de l'unité carrée correspond un déplacement, pour la virgule, d'un nombre pair de rangs.

Inversement, une surface de 5728453 mètres carrés,
pourra s'exprimer par $572^{H}84^{a}53^{ca}$

Si l'on demande d'exprimer en hectares une surface de 528 401 kilomètres carrés, qui représente à peu près la surface de la France, il suffit de se rappeler que l'hectare équivaut à l'hectomètre carré, et que le kilomètre carré vaut 100 hectomètres carrés.

La réponse est donc 52 840 100 hectares.

Il n'existe pas de mesures effectives de surface. On trouve les aires des figures en mesurant les dimensions linéaires et appliquant les principes de la Géométrie. Nous donnons plus loin les formules les plus simples.

Volumes. L'unité principale de volume est le mètre cube. C'est un solide ayant 1 mètre de longueur, 1 mètre de largeur, 1 mètre de hauteur. Il présente six faces égales dont chacune est un mètre carré.

Les autres unités de volume sont le décimètre cube, le centimètre cube, etc. ce sont des cubes dont les côtés ou arêtes ont respectivement pour longueur 1 décimètre, 1 centimètre, etc.

Le mètre cube vaut 1000 décimètres cubes ; le décimètre cube vaut 1000 centimètres cubes, et ainsi de suite. Si l'on imagine des cubes ayant des arêtes de 10 en 10 fois plus grandes ou plus petites, les volumes sont de 1000 en 1000 fois plus grands ou plus petits.

Il n'existe pas de mesures effectives pour les volumes, sauf pour les bois de chauffage et les matières sèches ou liquides.

Le « Stère », pour les bois de chauffage, équivaut au mètre cube. Aujourd'hui la mesure des bois de chauffage se fait par le poids plutôt que par le volume.

Mesures de Capacité. L'unité principale est le *Litre*, qui équivaut au décimètre cube. Le décalitre vant 10 décimètres cubes ; l'hectolitre 100 décimètres

cubes, ou 0,1 de mètre cube. Autrement dit, le mètre cube équivaut à 10 hectolitres.

Le décilitre, le centilitre, le millilitre valent respectivement le dixième, le centième, le millième du litre ou du décimètre cube. Le millilitre équivaut au centimètre cube, puisque 1000 centimètres cubes font 1 décimètre cube. Ainsi le millilitre équivaut à une unité cubique, le centimètre cube ; mais le décilitre et le centilitre ne correspondent pas à une unité cubique dont l'arête s'exprime par une division décimale, centésimale, du mètre.

Exercices de conversion

I. Exprimer $29^{Hl}53^{l}27^{cl}$ en centimètres cubes.

Réponse 2953270 centimètres cubes.

II. $0^{Hl}278359$ en décimètres cubes, centimètres cubes, etc. ?

Rep. 27 déc. cubes, 835 cent. cubes, 900 millimètres cubes.

III. $592853^{cmc}25$ en hectolitres, litres, etc. ?

R. 5 hectolitres 92 litres 853 millilitres et $\frac{1}{4}$ de millilitre.

Poids. Dans le commerce, l'unité principale de poids est le kilogramme. C'est le poids d'un décimètre cube, ou un litre, d'eau distillée, à la température de 4 degrés centigrades. L'étalon prototype en platine déposé aux archives nationales le 4 messidor an VII, donne, dans le vide, le poids légal du kilogramme.

Le gramme, millième du kilogramme, est le poids, dans le vide, d'un centimètre cube, ou millilitre, d'eau distillée, à la température de 4 degrés centigrades. Les autres unités de poids sont les mutiples ou sous multiples du gramme, depuis le kilogramme jusqu'au milligramme.

Les fortes pesées s'évaluent souvent en quintaux et tonnes.

Le quintal métrique vaut 100 kilogrammes.

La tonne métrique, que l'on appelle encore Millier, ou dans la marine, Tonneau de mer, vaut 1000 kilogrammes.

Il importe de noter les relations entre les poids et les volumes de l'eau.

La tonne métrique est le poids d'un mètre cube d'eau.

Le kilogramme est le poids d'un décimètre cube d'eau.

Le gramme est le poids d'un centimètre cube d'eau.

Le milligramme est le poids d'un millimètre cube d'eau.

Si l'on considère une certaine masse d'eau, le volume en décimètres cubes et le poids en kilogrammes seront exprimés par le même nombre.

15 décimètres cubes d'eau pèsent 15 kilogrammes.

La même corresspondance existe entre les volumes en centimètres cubes et les poids en grammes, quand il s'agit de l'eau. Mais s'il s'agit d'une autre substance, par exemple de l'or fondu, le poids n'est plus exprimé par le même nombre que le volume.

Un décimètre cube d'or fondu pèse, en kilogrammes, 19 k 16.

On dit que l'or fondu a un poids spécifique ou une densité de 19,26. Tout nombre n de décimètres cubes d'or aura pour poids, P, en kilogrammes, $P = n \times 19{,}26$. On peut dire, qu'à volume égal, l'or pèse les $\frac{1926}{100}$ du poids d'eau correspondant. En langage approximatif, on pourrait dire que l'or pèse environ 19 fois plus que l'eau.

Principales formules relatives à la mesure des surfaces

Rectangle, parallélogramme	$b \cdot h$	b, base; h, hauteur
Carré (cas particulier du rectangle)	c^2 ou $\frac{d^2}{2}$	c, côté; d, diagonale
Losange (comme le parallélogramme), ou encore	$\frac{d \cdot d'}{2}$	d et d', diagonales
Triangle quelconque	$\frac{b \cdot h}{2}$	b, base; h hauteur
	ou $\sqrt{p(p-a)(p-b)(p-c)}$	a, b, c côtés du triangle; $p = \frac{a+b+c}{2}$
Triangle équilatéral	$\frac{a^2 \cdot \sqrt{3}}{4}$	a, côté du triangle.
Trapèze	$\frac{B+b}{2} \cdot h$	B, grande base; b, petite base; h, hauteur
	ou $\frac{a+b}{a-b}\sqrt{(p-a)(p-b)(p-b-c)(p-b-d)}$	a et b, bases, c et d, côtés non parallèles.

Polygone quelconque, se décompose en triangles et trapèzes.

Polygone régulier	$\frac{P \times A}{2}$	P, périmètre; A apothème.
Cercle	$\pi \cdot R^2$	R, rayon du cercle
	$\frac{\pi \cdot D^2}{4}$	D, diamètre
	$\frac{C^2}{4\pi}$	C, circonférence
	$\left(\frac{C}{2}\right)^2 \times \frac{1}{\pi}$ ou encore $\frac{C \times R}{2}$	$\pi = 3{,}14159265$ pratiquement $3{,}1416$; $\frac{1}{\pi} = 0{,}31830989$

Polygones réguliers inscrits dans un cercle de rayon R		
	Carré	$2R^2$
	Triangle équilatéral	$\frac{3R^2\sqrt{3}}{4}$ $\quad \sqrt{3} = 1{,}73205$
	Hexagone régulier, double du triangle équilatéral	$\frac{3R^2\sqrt{3}}{2}$
	Octogone régulier	$2R^2\sqrt{2}$ $\quad \sqrt{2} = 1{,}41421$
	Dodécagone régulier	$3R^2$

Ellipse $\pi a b$ a, demi grand axe; b demi petit axe.

Surface d'un Polyèdre, somme de surfaces planes. Exemple : surface totale d'un Parallélipipède rectangle $2[ab + bc + ca]$ a, b, c les arêtes issues d'un même sommet.

Cylindre	Surface latérale ou convexe	$2\pi R H$	R, rayon de base; H, hauteur
	Surface des 2 bases ensemble	$2\pi R^2$	
	Surface totale	$2\pi R(R+H)$	
Cône	Surface latérale ou convexe	$\pi R a$	R, rayon de base
	Surface de la base (cercle)	πR^2	a, arête ou génératrice
	Surface totale	$\pi R(R+a)$	

Tronc de Cône	Surface latérale ou convexe	$\pi (R + r) a$	R, rayon de la grande base r, rayon de la petite base
	Surface des 2 bases	$\pi (R^2 + r^2)$	
	Surface totale	$\pi [R^2 + r^2 + (R + r) a]$	
Sphère (4 grands cercles)		$4 \pi R^2$ ou πD^2	R, rayon : D, diamètre
Zône, ou Calotte sphèrique		$2 \pi R H$	R, rayon de la Sphère H, hauteur de la Zône ou Calotte.

Principales formules pour la mesure des Volumes

Parallélipipède rectangle ou Cube	$a . b . c$ ou $B \times h$ a^3	a, b, c les 3 dimensions B, surface de base; h, hauteur a, coté du cube
Prisme, Parallélipipède	$B \times h$	B, surface de base; h, hauteur
Pyramide (tiers du prisme)	$\frac{1}{3} . B \times h$	B, surface de base; h, hauteur
Tronc de Pyramide	$\frac{1}{3} h [B + b + \sqrt{B . b}]$	
Tronc de Prisme triangulaire	$S \times \frac{a + a' + a''}{3}$	S, section droite a, a', a'' arêtes
Ponton ou Tas de sable	$\frac{h}{6} [b (2a + a') + b' (a + 2a')]$	

a, b et a', b' sont les dimensions des 2 rectangles qui forment les deux bases parallèles; h est la hauteur, ou distance entre les plans des bases.

Cylindre	$\pi R^2 H$ ou $\frac{\pi D^2 H}{4}$	R, rayon; D, diamètre; H, hauteur
Cône	$\frac{1}{3} \pi R^2 H$	
Tronc de Cône	$\frac{1}{3} \pi H [R^2 + r^2 + R r]$	
Sphère	$\frac{4}{3} \pi R^3$ ou $\frac{1}{6} \pi D^3$	
Ellipsoïde quelconque	$\frac{4}{3} \pi a b c$	a, b, c demi-axes
Ellipsoïde de révolution	$\frac{4}{3} \pi a b^2$ $\frac{4}{3} \pi a^2 b$	ellipsoïde allongé ellipsoïde aplati

Formules approximatives pour le jaugeage des Tonneaux

D, désignera le diamètre du bouge; d, diamètre du jable; l, longueur du tonneau. R, désignera rayon du bouge; r, rayon du jable.

Formule de Guilmin $D \times d \times l \times 0{,}82$

Formule de Oughtred $[2 D^2 + d^2] \times l \times 0{,}2618$

Formule de Dez $\left[R - \frac{3}{8} (R - r)\right]^2 \times l \times \pi$

Dans les Octrois des villes, on applique parfois la formule purement approximative $d^3 \times 0{,}605$; dans laquelle d est la distance mésurée suivant une diagonale du trou de bonde au point le plus bas de l'un des fonds, et exprimée en nombre de décimètres.

Poids et Mesures de Pays étrangers

Angleterre

MESURES DE LONGUEUR

ANGLAISES	FRANÇAISES	FRANÇAISES	ANGLAISES
Yard impérial	0,91 438 mètre	Mètre	39,37 079 pouces
Foot, pied, $\frac{1}{3}$ yard	0,30 479 „		3,28 089 pieds
Inch, pouce, $\frac{1}{12}$ foot	0,02 539 „		1,09 363 yard
Fathom, 2 yards	1,82 876 „	Kilomètre	1 093,633 . . yards
Pole ou Perch ($5\frac{1}{2}$ yards)	5,02 911 mètres		0,62 138 mile
Furlong (220 yards)	201,16 437 „	Décimètre	3,93 708 pouces
Mile (1760 yards)	1 609,3149 „	Centimètre	0,39 371 „
Mille marin (2029 yards)	1855, ... „	Millimètre	0,03 937 „

MESURES DE SUPERFICIE

ANGLAISES	FRANÇAISES	FRANÇAISES	ANGLAISES
Yard carré	0,836 097 mètres carrés	Mètre carré	1,196 033 yard carré
Rod (Perch carré)	25,291 939 mètres carrés	Are (100 mètres carrés	119,603 326 yards carrés
Rood (1210 yards carrés)	10,116 775 ares		0,098 845 rood
Acre (4840 yards carrés)	0,404 671 hectare	Hectare	2,471 143 acres

MESURES DE CAPACITÉ

ANGLAISES	FRANÇAISES	FRANÇAISES	ANGLAISES
Pint ($\frac{1}{8}$ gallon)	0,5 679 litre	Litre	1,760 773 pint
Quart ($\frac{1}{4}$ gallon)	1,1 359 „		0,220 096 gallon
Gallon impérial	4,5 435 litres	Décalitre	2,200 967 gallons
Bushel (8 gallons)	36,3 477 „	DoubleDécalitre	4,401 934 „
Sack (3 Bushels)	1,09 043 hectolitres	Hectolitre	22,009 667 „
Quarter (8 Bushels)	2,90 781 „	Mètre cube	220,096 667 gallons
Chaldron (12 Sacks)	13,08 516 „		35,31 658 pieds cubes

MESURES DE POIDS

ANGLAISES-TROY	FRANÇAISES	FRANÇAISES	ANGLAISES
Livre troy	373,2419 grammes	Kilogramme	2,679227 livre troy
Ounce ($\frac{1}{12}$ livre troy	31,1035 „		2,204621 l. av. poids
Pennyweight ($\frac{1}{20}$ ounce)	1,55517 gramme	Gramme	15,43235 grains troy
Grain ($\frac{1}{24}$ penny-weight)	0,064798 „		0,643015 penny weight
ANGLAISES AVOIR DU POIS	**FRANÇAISES**	Quintal métrique	267,9227 livres troy
Livré Avoir du pois	453,5926 grammes		220,4621 l. av. poids
Ounce ($\frac{1}{16}$ livre)	28,3495 „		1,968426 quintal anglais
Dram ($\frac{1}{16}$ ounce)	1,7718 „	Tonne métrique	19,68426 quintal anglais
Quintal (112 livres)	50,802 Kilogr.		0,984205 Tonne anglaise
ShortTon(2000livres	907,185 „		
Ton (20 quintaux)	1016,048 „		

N.B. La mesure de poids que nous venons d'appeler quintal anglais se nomme encore *hundredweight* et s'écrit, par abréviation, Cwt. Le quintal métrique vaut environ 2 Cwt., mais ce n'est qu'une approximation, le vrai nombre est 1,968426 du tableau. Notons encore une mesure de poids employée en Angleterre dans certains cas exceptionnels, par exemple pour l'achat des laines dans les campagnes, et aussi pour évaluer le poids des personnes; cette unité se nomme « Stone », et sa valeur en mesure métrique française est 6 Kg 35; elle équivaut à 14 livres avoir du poids. Le même mot anglais « Stone » s'applique encore à d'autres unités de poids, d'importance secondaire, dont nous ne croyons pas nécessaire de parler.

Russie

Longueurs. L'unité principale est la *sagène* qui vaut en mètre 2m13356,
les unités divisionnaires sont l'*archinne*, $\frac{1}{3}$ de *sagène* 0m71119,
et le *verchoch*, $\frac{1}{16}$ d'*archinne* 0m04445.

Les distances itinéraires s'évaluent en *wersts*.

La *werst* représente 500 *sagènes*, soit, en mesures métriques 1 Km 067.

Surfaces et *volumes*. Les unités sont les carrés et les cubes correspondant aux unités de longueur.

Poids. L'unité principale est la *livre russe* qui vaut 409 gr 5115. Elle se divise et subdivise en 16 *onces*, ou 32 *loths*, ou 96 *zolotnicks*, ou enfin 9216 *doli*.

1 *zolotnick* contient 96 *doli* et vaut 4 gr 266 environ. Pour les fortes pesées, les unités de poids sont :

Le *Poud russe*, représentant 40 *livres russes*, et valant 16 Kg 3804,
le *Berkowetz*, représentant 10 *Pouds*, soit donc 163 Kg 804.

Pour les navires, on évalue les poids par tonne de 6 *Berkowetz*.

Turquie

Longueurs. L'*archinne* vaut, en mesure française| 0^m757.
Le *pic*, pour les soieries et étoffes, équivaut à 0^m685.

Poids. L'unitté principale est l'*Ocque* ou *Okka* dont la valeur en kilogramme est 1 Kg 282. L'*Ocque* se divise en 400 drachmes. Pour les fortes pesées, on a le *Quintal*, qui représente 44 *Ocques*, soit en poids français 56 Kg 410.

Le Système métrique est en vigueur dans les Douanes et Administrations de l'Etat.

Systèmes monétaires des principaux Etats

France

L'unité monétaire est le Franc.

D'après la loi du 18 Germinal an III (7 Avril 1795) et la loi du 7 Germinal an XI (28 mars 1803), le Franc est constitué par 5 grammes d'argent au titre de 0,9; c'est-à-dire par un poids de métal de 5 grammes dans lequel il y a un poids d'argent pur égal aux 0,9 du poids total, soit $5 \times 0,9 = 4$ gr 50 d'argent pur.

La loi du 7 Germinal an XI ordonne, en outre, de frapper des pièces d'or de 20 francs, au titre de 0,9, et à la taille de 155 au kilogramme. Par une loi du 25 Mai 1864, la fabrication des pièces d'argent de 50 et de 20 centimes, qui jusque là s'était faite au titre de 0,9 a été ordonnée au titre de 0,835.

Une autre loi, du 14 Juillet 1866, ordonne la fabrication au même titre 0,835 des pièces de 2 francs, de 1 franc, de 50 centimes et de 20 centimes. La fabrication des pièces d'argent de 5 francs a été maintenue au titre de 0,9. Depuis cette époque, la pièce dite de 1 franc ne représente plus le vrai franc de la définition primitive. Le vrai franc, unité de compte, se trouve réalisé 5 fois dans la pièce de 5 francs. D'après diverses conventions conclues entre la France, la Belgique, la Suisse, l'Italie et la Grèce, dans les années 1865, 1868, 1878 et 1885, les 5 Etats contractants ont adopté le même système monétaire, comprenant : en or : les pièces de 100, 50, 20, 10, 5 francs, titre 0,9; en argent : les pièces de 5 francs, titre 0,9; les pièces de 2 fr., de 1 fr., de 50 centimes et de 20 centimes, titre 0,835.

Les pièces d'argent divisionnaires doivent être considérées comme des monnaies d'appoint, mises en circulation pour faciliter les petites transactions commerciales, mais n'ayant cours forcé que jusqu'à des limites déterminées. Les pièces d'argent divisionnaires ont cours légal entre les particuliers de l'Etat qui les a émises jusqu'à concurrence de 50 francs pour chaque payement. L'Etat qui les a mises en circulation les reçoit de ses nationaux sans limitation de quantité. Les Caisses publiques de chacun des 5 pays accepteront les monnaies d'argent divisionnaires fabriquées par les autres Etats contractants, jusqu'à concurrence de 100 francs pour chaque payement fait aux dites caisses. Notons que, pour la France, les pièces divisionnaires italiennes ont été retirées de la circulation depuis 1894.

Poids des pièces d'argent et d'or

Dans les pièces d'argent, à chaque franc de valeur nominale, correspond un poids de 5 grammes.

Ainsi la pièce de 2 francs pèse $5 \times 2 = 10$ grammes,
la pièce de 5 francs pèse $5 \times 5 = 25$ grammes.

Le poids de métal fin s'obtient en multipliant le poids total par le titre; ainsi, dans la pièce de 2 francs, qui pèse 10 grammes, le poids d'argent pur est $10 \times 0{,}835 = 8\,\text{gr}\,35$; par suite le poids du cuivre $1\,\text{gr}\,65$. Dans la pièce de 5 francs, le poids d'argent pur est $25 \times 0{,}9 = 22\,\text{gr}\,50$ et le poids du cuivre est 0,1 du poids total, c'est-à-dire $2\,\text{gr}\,50$. Il importe d'observer que 200 fr. d'argent monnayé ont pour poids $200 \times 5 = 1000$ grammes ou 1 kilogramme; inversement, le kilogramme d'argent monnayé représente une valeur de 200 fr. 1 gramme d'argent monnayé a pour valeur 0 fr. 20.

Dans les pièces d'or, le poids peut se calculer d'après les conditions de la loi du 7 Germinal an XI, portant qu'il sera taillé 155 pièces de 20 fr. au kilogramme. Les 155 pièces représentent une valeur de $155 \times 20 = 3100$ fr. Inversement, on peut dire que le kilogramme d'or monnayé a pour valeur 3 100 fr. le gramme d'or monnayé a pour valeur 3 fr. 10. D'après cette dernière remarque, le poids en grammes d'une pièce d'or se trouvera en divisant le nombre de francs de valeur nominale par 3,1. Ainsi l'on trouvera que la pièce de 100 fr. en or pèse $\frac{100}{3{,}1} = \frac{1000}{31} = 32\,\text{gr}\,258064$, la pièce de 20 fr. en or pèse $\frac{20}{3{,}1} = \frac{200}{31}$, ou $\frac{1}{5}$ du poids précédent $6\,\text{gr}\,451613$.

Rapport entre les valeurs de l'or et de l'argent

Le kilogramme d'or monnayé, au titre de 0,9 représente 3100 francs.

Le kilogramme d'argent monnayé, (40 p. de 5 fr. à 0,9) représente 200 francs.

Le rapport des valeurs respectives est donc $\frac{3100}{200} = \frac{31}{2} = 15\frac{1}{2}$.

A poids égal, dans la fabrication des pièces, l'or est estimé $15\frac{1}{2}$ fois plus que l'argent. Ce nombre $15\frac{1}{2}$ est la mesure du Rapport légal entre les valeurs de l'or et de l'argent. On le nomme Rapport légal, parce qu'il résulte des lois fondamentales de notre Système monétaire; mais il s'applique spécialement à la fabrication des monnaies par l'Etat. Dans le commerce, rien n'oblige les négociants en matières précieuses à attribuer aux deux métaux les valeurs relatives adoptées pour les monnaies. En fait, comme nous allons le voir, l'argent est aujourd'hui assez déprécié, sa valeur commerciale est inférieure à la moitié de celle qu'indiquerait le rapport légal.

Estimation et négociation des monnaies et matières précieuses, d'or et d'argent.

Les estimations sont toujours établies d'après le poids de métal fin, or ou argent pur; mais, pour un poids déterminé de métal fin, les valeurs peuvent être estimées à différents points de vue. S'agit-il d'apprécier des monnaies étrangères en or ou en argent? Il paraîtra naturel de les comparer à nos monnaies. Si le poids de métal fin contenu dans la pièce étrangère est 1, 2, 3 . . . fois le poids du métal fin d'une pièce française, nous lui reconnaîtrons une valeur réelle égale à 1, 2, 3 . . . fois la valeur nominale de la pièce française.

Mais si la pièce étrangère n'a pas cours légal en France, nous ne nous contenterons pas d'en apprécier la valeur réelle, nous nous préoccuperons encore de savoir quel prix nous pourrions en tirer, pour quelle valeur française nous pourrions la changer. Il y a donc lieu de distinguer plusieurs valeurs, répondant à différents points de vue.

Etant donné un objet en métal précieux, argent ou or, on nomme valeur intrinsèque, ou valeur réelle, ou encore valeur au pair des monnaies, la valeur du poids de métal fin contenu dans l'objet, en estimant ce métal fin comme dans les pièces de monnaie françaises; c'est-à-dire, pour préciser, en comptant 1 franc de valeur par 4 gr 50 d'argent pur, ou, plus commodément, 2 francs de valeur par 9 grammes d'argent pur; et s'il s'agit d'or, on comptera, d'après le rapport légal $15\frac{1}{2}$, 15 fr. 50 de valeur par 4 gr 50 d'or pur, ou mieux 31 fr. de valeur par 9 grammes d'or pur. De cette définition résulte immédiatement que :

1 gramme d'argent pur a pour valeur intrinsèque $\frac{2}{9}$ de franc = 0 fr. 222 . . .

1 gramme d'or pur a pour valeur intrinsèque $\frac{31}{9}$ fr. = 3,444 . . .

1 kilogramme d'argent pur a pour valeur intrinsèque $\frac{2000}{9}$ fr. = 222 fr. 222 . . .

1 kilogramme d'or pur a pour valeur intrinsèque $\frac{31000}{9}$ fr. = 3 444,444 . . .

Pour calculer la valeur intrinsèque d'une pièce de monnaie; d'un lingot, de poids et titre déterminés, on cherchera d'abord le poids de métal fin, en multipliant le poids total par le titre; le poids de métal fin étant obtenu, par exemple, en grammes, il suffira de multiplier, par $\frac{2}{9}$ s'il s'agit d'argent, par $\frac{31}{9}$ s'il s'agit d'or. Si le poids est exprimé en kilogramme, on multipliera par $\frac{2000}{9}$, pour l'argent; par $\frac{31000}{9}$, pour l'or.

La valeur intrinsèque, que nous venons de définir, donne l'idée, purement théorique, de la valeur que l'on obtiendrait en employant le métal fin de l'objet proposé à la fabrication de pièces de monnaie françaises. Mais cette transformation, cette fabrication entrainerait des frais. En déduisant ces frais de fabrication de la valeur intrinsèque, on obtient une valeur réduite, que l'on nomme valeur au Tarif officiel des monnaies, ou simplement valeur au tarif.

La valeur intrinsèque et la valeur au tarif restent fixes, tant que les lois et les conditions de la fabrication des monnaies ne sont pas modifiées.

Dans le commerce, les métaux précieux se négocient, comme les autres marchandises, d'après des bases variables, d'après des cours qui peuvent changer d'une époque à une autre. Chaque jour, un Bulletin officiel publie les cours de l'or et de l'argent. Ainsi, le 10 Mars 1904, le Bulletin des métaux précieux et pièces étrangères porte :

Or en barres $\frac{1000}{1000}$, le kilogramme, 3 437 francs.

Argent en barres $\frac{1000}{1000}$, le kilogramme, 98 francs

La cote des matières précieuses, d'or et d'argent, à la date du 29 Novembre 1888, était :

Or en barres $\frac{1000}{1000}$, le kilogramme, 3 437 fr. et $4\frac{1}{2}$ °/₀₀ prime.

Argent en barres $\frac{1000}{1000}$, le kilogramme, 218 fr. 89 moins 280 °/₀₀ perte.

La comparaison de ces deux cotes nous montre que, pour l'or, la manière de coter n'a pas changé, et le cours n'a éprouvé que d'assez faibles variations, restant dans les environs du terme fixe 3 437; la partie variable, la prime pour 1000 n'a varié que de $4\frac{1}{2}$ à 0. La valeur commerciale de l'or reste dans les environs de la valeur intrinsèque.

Pour l'argent, au contraire, on constate une modification dans la manière de coter et une différence assez considérable dans le cours. Autrefois, la cote de l'argent était composée d'une partie fixe 218,89 et d'une partie variable, la perte en tant pour mille, qu'il fallait soustraire du terme fixe, pour trouver le prix du

kilogramme d'argent pur. Ainsi, 29 novembre 1888, le cours de l'argent se trouvait pour le calcul suivant : terme fixe 218,89

moins $280^0/_{00}$ (ici simplement, $28^0/_0$), $\frac{218{,}89 \times 28}{100} = 61{,}29$

valeur commerciale du kilogramme d'argent pur fr. 157,60

Actuellement, et cela depuis quelques années seulement, la cote est plus simple, elle donne directement, sans aucun calcul auxiliaire, la valeur du kilogramme d'argent. Cette valeur qui était de 157 à 158 fr. fin novembre 1888 est, en mars 1904, de 98 à 98,50. En décembre 1903, elle était descendue un jour à 85. L'argent est ainsi fort déprécié.

Le système monétaire de la France est en même temps celui de la Belgique, de la Suisse, de l'Italie et de la Grèce. On l'a parfois appelé le système de l'Union Latine. D'autres pays l'ont adopté, sans être engagés par aucune convention officielle avec les Etats précités; ces pays sont : l'Espagne, la Roumanie, la Serbie, la Bulgarie; et la plupart des Républiques de l'Amérique du Sud, la Bolivie, la Pérou, la Colombie, l'Equateur, le Venezuela. Notons toutefois que ces différents Etats ne frappent pas toutes les pièces d'or françaises; l'Espagne a des pièces d'or de 25, 20, 10 pesetas; la Roumanie, de 20 ley et de 10 ley; la Serbie, de 20 dinars et 10 dinars.

Allemagne

L'unité de compte est le Reichsmark ou Mark de l'Empire, qui se divise en 100 Pfennig. D'après la loi du 4 décembre 1871, il doit être taillé 279 pièces de 10 Mark dans 1 kilogramme d'or pur, auquel s'allie du cuivre pour réaliser un titre de 0,9. D'après cela, une pièce de 10 Mark contient un poids d'or pur représenté en grammes par $\frac{1000}{279}$. La valeur intrinsèque de la pièce de 10 Mark est donc $\frac{1000 \times 31}{279 \times 9}$, et, par simplification, à cause de la relation $279 = 31 \times 9$, cette valeur est $\frac{1000}{81} = 12$ fr. 345 679.

Les pièces effectives en or sont les pièces de 20, 10, 5 Reichsmark.

Quoique le Mark (or) ne soit pas représenté par une monnaie réelle, il est l'unité de compte, il a pour valeur intrinsèque 1 fr. 2 345 679.

L'Allemagne est monométalliste, son système monétaire est basé sur l'étalon d'or. Les pièces d'argent ne doivent être considérées que comme monnaies d'appoint. Les pièces de 20 Mark (or) ont pour valeur intrinsèque 24 fr. 69 à moins d'un centime près, et pour valeur au Tarif 24 fr. 61. A la Bourse des valeurs, elles se cotent sous la rubrique Guillaumes (20 M.) le cours est naturellement variable; en 1888, il était de 24,75 à 24,85. Le 10 mars 1904, il est de 24,50.

Angleterre

La principale unité de compte est la Livre sterling; elle se divise en 20 shillings, et le shilling en 12 pence. La Livre sterling est représentée par une pièce d'or que nous appelons « Souverain anglais ». D'après la loi anglaise, il est taillé 1869 Souverains dans 40 livrestroy d'or au titre standard $\frac{11}{12}$. Le poids d'or pur contenu dans 1 Souverain est, en grammes, $\frac{373{,}2419 \times 40 \times 11}{1869 \times 12}$ et la valeur intrinsèque du Souverain ou de la Livre sterling est, après légère simplification, $\frac{373{,}2419 \times 10 \times 11 \times 31}{1869 \times 3 \times 9} = 25$ fr. 2215. Le poids du Souverain

anglais est 7 gr. 988; ses valeur au tarif est 25 fr. 15. Les Souverains anglais se cotent à la Bourse, sous cette dénomination.

En 1888, le cours était de 25,25 à 25,30 (supérieur à la valeur intrinsèque) Le 10 mars 1904, le cours des Souverains est 25,17.

Les pièces d'or effectives sont le Souverain (Livre sterling de 20 shillings), et $\frac{1}{2}$ Souverain (10 shillings).

Les monnaies d'argent ne sont que des monnaies d'appoint; elles ne peuvent être employées que jusqu'à concurrence de 40 shillings par payement.

Autriche-Hongrie

La principale unité de compte était autrefois le Florin d'Autriche, qui avait pour valeur intrinsèque, dans les pièces d'or, 2 fr. 50 et, dans les pièces d'argent, 2 fr. 47. Par la loi du 2 Août 1892, opérant la réforme de la Valuta, l'Autriche a adopté l'étalon d'or, et pour unité monétaire la « Couronne » *die Krone*, qui se divise en 100 *hellers*. Dans 1 kilogramme d'or fin, auquel s'allie du cuivre pour réaliser le titre de 0,9 il doit être taillé 164 pièces de 20 Couronnes, ou 328 pièces de 10 Couronnes. La valeur intrinsèque de la pièce de 20 Couronnes est donc $\frac{1000 \times 31}{164 \times 9} = \text{Fr. } 21$

Et l'on peut dire que la Couronne d'Autriche a pour valeur 1 fr. 05.

Les pièces d'or de 4 florins et de 8 florins continuent d'avoir cours légal en France, comme pièces de 10 fr. et de 20 fr.

Etats Scandinaves: Danemark, Suède, Norwège

L'unité de compte est la *Krona* ou *Couronne*. D'après les lois monétaires du 23 mai et 30 mai 1873, il est taillé 248 pièces de 10 Couronnes par kilogramme d'or fin, auquel s'allie du cuivre pour réaliser le titre de 0,9. La valeur intrinsèque de la pièce d'or de 10 couronnes est alors $\frac{1000 \times 31}{248 \times 9} = \text{Fr. } 13{,}888.$

Et l'on peut dire que la Couronne Danoise ou Suédoise a pour valeur intrinsèque 1 fr. 3888.

Les pièces effectives en or sont les pièces de 20 et de 10 Kronen.

Hollande

La Hollande est, comme la France, une contrée bi-métalliste, admettant le double étalon, d'argent et d'or, avec rapport légal. Ce rapport, qui est $15\frac{1}{2}$ en France, est $15\frac{5}{8}$ en Hollande.

L'unité de compte est le Florin courant ou Florin hollandais. Le Florin est représenté par une pièce d'argent dont le poids est 10 grammes et le titre 0,945. La valeur intrinsèque du Florin argent est $\frac{945 \times 2}{9} = 1{,}05 \times 2 = \text{fr. } 2{,}10$

Dans les pièces d'or la valeur intrinsèque du Florin

$$\frac{2{,}10 \times 15^1/_2}{15^5/_8} = \frac{2{,}10 \times 124}{125} = 2{,}0832$$

La pièce d'or effective est la pièce de 10 florins dont la valeur intrinsèque est 20 fr. 832. Il y a encore en circulation d'anciennes pièces appelées :

Ducat et Double Ducat, valant respectivement 11 fr. 83 et 23 fr. 66.

Les pièces d'argent effectives sont le Rixdaler ($2\frac{1}{2}$ Fl.) le Florin, le $\frac{1}{2}$ Florin, les pièces de 25 cents, de 10 cents, et de 5 cents.

Portugal

L'unité de compte est le *Milreis*, représenté par une pièce d'or dont le poids est 1 gr. 774 et le titre $\frac{11}{12}$. La valeur intrinsèque du Milréis est ainsi

$$\frac{1{,}774 \times 11 \times 31}{12 \times 9} = \text{Fr. } 5{,}60$$

Les pièces d'or effectives sont les pièces de 1, 2, 5, 10 Milreis.

La pièce de 10 Milreis, qu'on appelle encore Couronne portugaise, a pour valeur intrinsèque 56 fr., et au Tarif 55,88.

Russie

L'unité de compte est le *Rouble* qui se divise en 100 *Kopecks*. Le système actuellement en vigueur date de 1886, et, pour les nouvelles pièces d'or, de 1897.

Le Rouble en argent est représenté par une pièce dont le poids est 20 grammes, et le titre 0,9. La valeur intrinsèque du Rouble argent est donc 4 fr.; mais cette pièce n'a pas cours légal en France, et sa valeur au change commercial serait, d'après les cours du jour, d'environ 1 fr. 75.

Les pièces d'or nommées *Impériale* et $\frac{1}{2}$ *Impériale*, portaient respectivement les nombres de 10 Roubles et de 5 Roubles, depuis 1886 jusqu'en 1897. A cette dernière date, on a modifié les dénominations de ces pièces. L'Impériale, qui était pièce de 10 Roubles avant 1897, s'appelle pièce de 15 Roubles depuis 1897; et la $\frac{1}{2}$ Impériale, ancienne pièce de 5 Roubles, est aujourd'hui nommée pièce de 7 Roubles 50 Kopecks.

La pièce de 15 Roubles a pour poids 12 gr. 903 et pour titre 0,9 ; exactement comme l'ancienne pièce française de 40 fr. Elle a cours légal en France, comme pièce de 40 fr. La pièce de 7 Roubles 50 Kopecks a pour poids 6 gr. 4516 et pour titre 0,9. Elle vaut, intrinsèquement et légalement, notre pièce de 20 fr.

Les $\frac{1}{2}$ Impériales Russes sont cotées à la Bourse de Paris. On distingue les $\frac{1}{2}$ Impériales anciennes, frappées avant 1886, et les $\frac{1}{2}$ Impériales nouvelles frappées depuis 1886. Les anciennes avaient pour poids légal 6 gr. 545 et pour titre $916\frac{2}{3}$ millièmes; les nouvelles ont pour poids 6 gr. 4516 et pour titre 900 millièmes, les anciennes sont naturellement cotées plus haut. Ainsi, en Mars 1904, les $\frac{1}{2}$ Impériales Russes anciennes sont cotées 20 fr. 55 ; les nouvelles s'échangent au pair, à leur valeur intrinsèque 20 fr.

Turquie

Le Système monétaire en vigueur depuis 1844 comprend des pièces d'or au titre de $\frac{11}{12}$ ou $916\frac{2}{3}$ millièmes, et des pièces d'argent au titre de 0,830. On compte par *Piastres* et *Livres turques*. La Livre turque se divise en 100 piastres. La Livre turque est représentée par une pièce d'or dont le poids est 7 gr. 216 et le titre $\frac{11}{12}$. Sa valeur intrinsèque est fr. 22,78 et celle de la piastre est 0,2278. Les pièces d'or effectives sont les pièces de 25, 50, 100, 250, 500 piastres.

Etats-Unis. — Mexique. — Brésil

Etats-Unis. L'unité de compte est le *Dollar*, qui se divise en 100 cents. Le Dollar est représenté par une pièce en or dont le poids est 1 gr 6718 et le titre 0,9; la valeur intrinsèque du Dollar or est donc

$$\frac{1{,}6718 \times 0{,}9 \times 31}{9} = \text{fr. } 5{,}1825.$$

Les principales monnaies d'or sont de $ 1, de $ 5 ou demi-Aigle, $ 10 ou Aigle, $ 20 ou double Aigle.

Mexique. L'unité de compte est le *Peso*, qui se divise en 100 centavos. Cette unité est représentée par une pièce d'argent dont le poids légal est 27 gr 073 et le titre légal 902,7; la valeur intrinsèque du peso argent est fr. 5,43, il vaut environ 2 fr 15 d'or français.

Le Peso or a pour poids 1 gr 692; pour titre 0,875; pour valeur fr. 5,10.

Brésil. L'unité de compte est le *Milreis*, mais ce Milreis brésilien ne doit pas être confondu avec le Milreis portugais qui représente une valeur presque double. Les pièces d'or effectives sont les pièces de 5, 10, 20 Milreis. La pièce de 10 Milreis a pour poids 8 gr 965; pour titre 0,917; pour valeur intrinsèque fr. 28,316; le Milreis brésilien or a donc pour valeur intrinsèque fr. 2,8316; tandis que le Milreis portugais a pour valeur intrinsèque fr. 5,60.

Régence de Tunis. — Egypte

Tunis. Par décret beylical du 1 juillet 1891, le Franc et, sauf quelques légères différences, le système monétaire français ont été adoptés en Tunisie. On y frappe des pièces d'or de 10 fr. et de 20 fr., ayant mêmes poids, mêmes titres, mêmes valeurs que les pièces françaises; elles n'ont cependant pas cours forcé en France; les pièces d'argent sont les pièces de 2 fr., de 1 fr., et de 50 centimes. Elles ont respectivement les mêmes poids que les pièces françaises, mais elles sont au titre de 0,9; ce qui leur donne une valeur intrinsèque un peu supérieure à celle du système actuel français qui sont au titre de 0,835. Ces monnaies d'argent ont pouvoir libératoire jusqu'à concurrence de 50 fr. pour un payement entre particuliers. La Régence ne frappe pas de pièces de 5 fr., l'argent n'est admis que comme monnaie d'appoint, et la Tunisie se trouve de fait au régime de l'étalon d'or.

Egypte. La principale unité de compte est la *Livre Egyptienne*, qui se divise en 100 *piastres*. La pièce d'or qui représente la Livre a pour poids 8 gr 50 et pour titre 0,875; pour valeur intrinsèque Fr. 25,61. Les pièces d'or effectives, toutes au titre de 0,875, sont les pièces de 1 Livre, de 50, 20, 10, 5 piastres.

La piastre égyptienne en argent est représentée par une pièce ayant pour poids 1 gr 4 et pour titre $\frac{5}{6} = 0{,}8333\ldots$; la valeur intrinsèque de cette pièce d'argent est 0 gr 26. Les pièces d'argent effectives sont les pièces de 20, 10, 5, 2, 1 piastres; de $\frac{1}{2}$ et de $\frac{1}{4}$ piastre; la pièce d'argent de 5 piastres a pour poids légal 7 grammes, pour valeur intrinsèque 1 fr 29.

Indes Anglaises. — Indo-Chine Française. — Chine. — Japon

Indes. La monnaie légale, représentant l'unité de compte, est la *Roupie* argent; c'est une pièce d'argent dont le poids est 11 gr 664; le titre $\frac{11}{12} = 0{,}9166\ldots$; la valeur intrinsèque 2 fr 38. Les pièces effectives en argent sont de 1 roupie, de $\frac{1}{2}$, $\frac{1}{4}$, $\frac{1}{8}$ roupie.

Les pièces d'or sont :
- 1 Mohur ou 15 Roupies; poids 11 gr 664; titre $\frac{11}{12}$; valeur 36 fr. 83
- $\frac{2}{3}$ Mohur ou 10 Roupies; poids 7 gr 776; titre $\frac{11}{12}$; valeur 24 fr. 55
- $\frac{1}{3}$ Mohur ou 5 Roupies; poids 3 gr 888; titre $\frac{11}{12}$; valeur 12 fr. 28

Il est à remarquer que la pièce de 15 Roupies en or a juste le poids de 1 Roupie argent; l'or est ainsi estimé, dans les Indes Anglaises, 15 fois plus que l'argent.

Indo-Chine. L'unité de compte est la Piastre de commerce, qui se divise en 100 cents. La Piastre de commerce est représentée par une pièce d'argent ayant pour poids 27 grammes; pour titre 0,9; pour valeur intrinsèque 5 fr. 40. Les

pièces effectives sont les pièces de 1 Piastre, et les pièces de 50, 20, 10 cents, ou centièmes de piastre. La frappe des Piastres de commerce pour l'Indo-Chine Française se fait à l'Hôtel des Monnaies de Paris.

Chine (monnaie de Canton). L'unité de compte à Canton, est la *Piastre*, représentée par une pièce d'argent ayant pour poids 26 gr 900; pour titre 0,9; pour valeur intrinsèque 5 fr. 38. A Shang-Haï, on compte par *Taëls*; le Taël se divise en 100 cents ou 1000 cash; il n'existe pas de pièce effective du nom du Taël; l'argent n'est pas compté, mais pesé. Le poids de 18 Taëls est égal au poids de 25 Piastres ou Dollars du Mexique; la Piastre du Mexique, ou encore Peso, a pour poids 27 grammes environ et pour valeur intrinséque 5 fr. 43. Le Taël avaudrait donc intrinsèquement 7 fr. 50 environ; mais, comme l'argent est fort déprécié, sa valeur commerciale, sa valeur au change, est actuellement dans les environs de 2 fr 90 à 3 fr. A Londres, le Taël est coté dans les environs de 30 pence, soit à peu près 3 fr.

Japon. Le régime monétaire actuellement en vigueur date de la réforme de 1897. L'unité monétaire se nomme Yen et se divise en 100 sen.

	dénomination	poids légal	valeur intrinsèque
Pièces d'or, titre 0,9	20 yen	16 gr $\frac{2}{3}$	51 fr. 67
	10 yen	8 gr $\frac{1}{3}$	25 fr. 83
	5 yen	4 gr $\frac{1}{6}$	12 fr. 92
Pièces d'argent, titre 0,8	50 sen	13 gr 477	2 fr. 39
	20 sen	5 gr 391	0 fr. 96
	10 sen	2 gr 695	0 fr. 48

Il peut être utile de remarquer que la pièce de 10 yen vaut un peu plus que le Souverain Anglais, et que dans un calcul approximatif on convertira les Yen en Livres sterling en prenant $\frac{1}{10}$ du nombre des Yen : 1000 Yen, 100 Livres sterling. Une décret récent, avril 1904, fixe les conditions d'échange régulier des mandats poste entre la France et le Japon. Le montant des sommes envoyées par mandat doit être exprimé en monnaie du pays de destination, d'après la base de 1000 fr. pour 386 yen 10 sen; ou 2 fr. 59 pour 1 yen.

Le maximum est fixé à 400 yen ou 1036 fr.

Exercices sur les mesures et monnaies anglaises

L'Angleterre est à peu près le seul pays dont le système monétaire ne suive pas la loi décimale ou centésimale. L'Angleterre conserve un système complexe : la *Livre sterling* se divise en 20 *shillings*, et le shilling en 12 *pence*. La *Guinée*, dont il est parfois question, représente 21 Livres. Dans beaucoup de calculs, il paraîtra avantageux de convertir un nombre complexe de monnaies anglaises en nombre décimal, la Livre étant l'unité principale. Expliquons cette transformation. Le shilling vant $\frac{1}{20}$ de Livre, ou $\frac{5}{100}$ de Livre; on convertit un nombre donné de shillings en centièmes de Livre, en multipliant le nombre de shillings par 5 et écrivant le produit au rang des centièmes. Exemple :

13 shillings valent $13 \times 5 = 65$ centièmes de Livre ou £ 0,65.

Le nombre complexe £ 4 . 13 s'écrira sous la forme décimale £ 4,65.

£ 32 . 17 donneraient, par le même procédé, £ 32,85.

Remarquons que cette transformation de shillings en centièmes de Livre se fait par la même opération, que la transformation des sous en centimes.

Pour la conversion des pence, observons que, d'après ce qui vient d'être dit :

12 pence valant 1 shilling, valent relativement à la Livre £ 0,05

6 pence valent donc, en prenant la moitié £ 0,025

3 pence donnent, en prenant de nouveau la moitié, £ 0,0125
9 pence, en ajoutant les valeurs de 3 et de 6 pence, £ 0,0375

Les nombres de 3, 6, 9 pence s'expriment ainsi exactement en fractions décimales de Livre, les résultats doivent être possédés par cœur. Les autres nombres de pence ne peuvent s'exprimer avec une exactitude parfaite, en divisions décimales, mais il est du moins facile de les exprimer à 1 millième près, ce qui sera suffisant dans la plupart des applications. Nous venons d'établir que 3 pence valent juste £ 0,0125. En prenant le tiers de ce dernier nombre décimal, on a pour 1 penny £ $0,004\frac{1}{6}$. Chaque penny vaut, approximativement, 4 millièmes de Livre; l'erreur est $\frac{1}{6}$ de millième de Livre. Pour convertir un nombre donné de pence en millièmes de Livre, on multipliera le nombre de pence par 4, en ayant soin de forcer le produit d'un unité dès que le nombre de pence dépasse 3. Ainsi pour 4 pence, on comptera $4 \times 4 = 16$ et 1, 17 millièmes de Livre; c'est bien la valeur de 4 pence à 1 millième de Livre près, puisque le vrai nombre de millièmes serait $4\frac{1}{6} \times 4 = 16\frac{2}{3}$. Le nombre adopté 17 est approché par excès, l'erreur est $\frac{1}{3}$ de millième de Livre.

Pour 7 pence, on trouvera £ 0,029; pour 8 pence £ 0,033.

Pour 10 pence et 11 pence, on augmentera le produit par 4, de 2 unités. Ainsi 10 pence donneront £ 0,042; et 11 pence, £ 0,046.

D'après ces remarques successives, il semblera facile d'opérer la conversion de nombres complexes en nombres décimaux. Exemples :

£ 37 . 18 . 6 = £ 37,925 exactement
£ 37 . 18 . 7 = £ 37,929 à 1 millième près par défaut
£ 37 . 18 . 11 = £ 37,946 à 1 millième près par excès

Inversement si l'on propose de remettre sous la forme complexe un nombre décimal de Livres, on trouve le nombre de shillings en divisant par 5 le nombre des centièmes; et le nombre de pence, en divisant tout le reste en millièmes par 4. Ainsi £ 37,925 donnera £ 37 . 18 . 6.

Le cinquième de 92 donne 18 (shillings); reste 2 centièmes, en tout 25 millièmes, 25 : 4 = 6 (pence). On trouverait de même £ 12,377 = £ 12 . 7 . $6\frac{1}{2}$.

Application. *Convertir en monnaie française le nombre complexe £ 10 085 . 16 . $3\frac{1}{2}$ à raison de 25 fr. 275 la livre sterling.*

Valeurs anglaises	£ 10 085,815	à multiplier par 25,275
Produit par 25	252 145,375	
par 0,25	2 521,454	
par 0,025	252,145	

£ 10 085 . 16 . $3\frac{1}{2}$ = fr. 254 918,97 à moins de 1 centième près.

Exercices proposés

I. Convertir la somme de £ 97 876 . 17 . 6 en monnaie française en évaluant la Livre sterling à 1° 25 fr. 125; 2° 25 fr. 175; 3° 25 fr 25.

Réponses. 1° 2 459 156,48. 2° 2 464 050,33. 3° 2 471 391,09.

II. Convertir £ 347 . 5 . 8 en monnaie allemande en comptant Rm. 20,50 par Livre sterling.

Réponse. Rm. 7 119,30 ou 7119 Reichsmark 30 pfennig.

III. Le yard d'étoffe se vendant 14 sh 6 d, combien coûteront 25 yards?

Réponse. £ 18 . 2 . 6.

IV. Une certaine marchandise se vend £ 1 . 19 . 2 la livre avoir du pois. Combien coûteront 29 lb 12 oz 4 dr?

Réponse £ 58 . 5 . $9\frac{3}{4}$ à $\frac{1}{4}$ penny près.

Grandeurs proportionnelles. — Règles de Trois

Deux nombres étant donnés, le Rapport du premier au second est le nombre par lequel il faut multiplier le second pour composer le premier. C'est le quotient du premier divisé par le second, ce quotient étant interprété comme le nombre qui fait connaître combien de fois le premier contient le second, ou combien le premier contient de parties aliquotes, de dénomination fixée, du deuxième. Ainsi, le rapport de 21 à 7 est 3 ; le premier nombre 21 est le second 7 répété 3 fois. Le rapport de $21\frac{2}{3}$ à $7\frac{1}{4}$ sera trouvé en cherchant et interprétant le quotient $\frac{21\frac{2}{3}}{7\frac{1}{4}} = \frac{65 \times 4}{3 \times 29} = \frac{260}{87} = 2\frac{86}{87}$. Le premier nombre, $21\frac{2}{3}$, est égal aux $\frac{260}{87}$ du second $7\frac{1}{4}$, il le contient 2 fois et, en plus, les $\frac{86}{87}$ de sa valeur $7\frac{1}{4}$.

On n'altère pas la valeur d'un Rapport proposé en multipliant ou divisant les deux termes par un même nombre. L'expression de l'égalité de deux Rapports s'appelle un Proportion; exemple $\frac{2}{3} = \frac{8}{12}$.

Dans toute Proportion, le produit des moyens est égal au produit des extrêmes; ainsi dans la Proportion $\frac{2}{3} = \frac{8}{12}$, on trouve l'égalité $2 \times 12 = 3 \times 8$.

Résoudre une Proportion, c'est trouver un des termes, les 3 autres étant donnés. Si l'on pose $\frac{2}{3} = \frac{8}{x}$: résoudre la proportion, c'est trouver la valeur du terme inconnu x; cette quantité x s'appelle le quatrième proportionnelle entre les trois données 2, 3, 8. La proportion est immédiatement résolue par la formule $x = \frac{8 \times 3}{2} = 12$.

Grandeurs proportionnelles. Deux grandeurs variables sont dites proportionnelles, lorsque la première devenant 2, 3, 4 . . n fois plus grande ou plus petite, la seconde devient en même temps 2, 3, 4 . . n fois plus grande ou plus petite.

Les valeurs successives de la première étant a, 2a, 3a . . . ., n. a.

Les valeurs correspondantes de la deuxième seront b, 2b, 3b . . . ., n. b.

Cela revient à dire que le rapport de deux valeurs correspondantes simultannées, est constant. Il est de la forme générale $\frac{n\,a}{n\,b}$, toujours égal à $\frac{a}{b}$.

Ainsi les prix de transport sont proportionnels aux longueurs des trajets.

Deux grandeurs variables sont dites inversement proportionnelles, lorsque la première devenant 2, 3, 4 . . . . n fois plus grande, la seconde devient en même temps 2, 3, 4 . . . . n fois plus petite.

Les valeurs de la première étant a, 2a, 3a . . . . n a.

Les valeurs de la deuxième seront b, $\frac{b}{2}$ $\frac{b}{3}$ . . . . $\frac{b}{n}$.

Cela revient à dire que le produit de deux valeurs correspondantes est constant; ce produit est de la forme générale $na \times \frac{b}{n}$, toujours égal à $a \times b$. On dit encore que la seconde quantité varie en raison inverse de la première. Ainsi, pour produire un effet déterminé, le temps varie généralement en raison inverse de la force employée.

Règles de Trois

Les Règles de Trois ont pour objet la solution des problèmes sur grandeurs proportionnelles. On distingue la Règle de Trois simple, directe ou inverse, et la Règle de Trois composée.

Règle de Trois simple. On considère deux grandeurs qui sont directement ou inversement proportionnelles; on donne une valeur particulière, a, de la première; et la valeur correspondante, b, de la deuxième; et une autre valeur a' de la première : on demande la valeur correspondante, b', de la deuxième.

Si les grandeurs considérées sont directement proportionnelles, la valeur cherchée b' devra satisfaire à la condition $\frac{a}{b}=\frac{a'}{b'}$. Elle sera calculable par la formule $b' = \frac{a' \cdot b}{a}$.

Si les grandeurs en question, sont inversement proportionnelles, l'inconnue b' devra satisfaire à la relation $ab = a'b'$, d'où $b' = \frac{a \times b}{a'}$.

Méthode de réduction à l'unité. Dans la pratique, on préfère à l'application de ces principes généraux, la méthode de réduction à l'unité. Connaissant ce qui correspond à un premier nombre donné d'unités, on détermine par la division ce qui correspond à 1 seule de ces unités; puis, par une multiplication, ce qui correspond au deuxième nombre donné d'unités de la même espèce. Exemples :

I. Le sac de farine, de 159 kilogrammes, coûte 66 fr. 25; combien coûteront 35 kilogrammes de cette même farine?

si 159 kilogrammes coûtent 66 fr. 25

1 „ coûtera 159 fois moins, ou $\frac{66{,}25}{159}$

et 35 „ coûteront 35 fois plus, c'est-à-dire $\frac{66{,}25 \times 35}{159} = 14$ fr. 58.

II. Une étoffe a 0 m 75 de largeur; pour doubler un tapis, il en faut une longueur de 4 m 25. Quelle longueur faudra-t-il, pour le même objet, d'une étoffe de 0 m 65 de largeur?

Pour 75 centimètres de largeur, il faut une longueur de 4 m 25.

Pour 1 seul centimètre, il faudra une longueur 75 fois plus grande, ou 4 m 25 × 75.

Pour 65 centimètres de large, il faudra 65 fois moins ou $\frac{4\text{ m }25 \times 75}{65} = 4$ m 90.

Règle de Trois composée. *Pour le dallage d'une cour, on a employé 4165 briques posées de champ, et dont la face formant le dallage a 15 centimètres de long sur 5 centimètres de large; combien aurait-il fallu de briques ayant sur la face 20 centimètres de long sur 6 centimètres de large?*

Lorsque la longueur des briques est 15 centimètres, il en faut 4165

si la longueur devient 1 centimètre, il en faut 15 fois plus, ou 4165×15

et lorsque la longueur est 20 centimètres, il en faut 20 fois moins, soit $\frac{4165 \times 15}{20}$

Si d'autre part la largeur, actuellement supposée de 5 centimètres, devient 1, il faudra 5 fois plus de briques, c'est-à dire $\frac{4165 \times 15 \times 5}{20}$

enfin, si la largeur devient 6, il en faudra 6 fois, moins, soit $\frac{4165 \times 15 \times 5}{20 \times 6}$

Le calcul donne 2603,1. Il convient d'adopter 2604.

Règle de Chaîne

La Règle de Chaîne ou Règle Conjointe a pour objet de faciliter la solution des problèmes dans lesquels on propose de trouver le nombre d'unités d'une espèce déterminée A correspondant à un nombre donné d'unités d'une autre espèce B, lorsque l'on connaît les rapports successifs entre les grandeurs d'espèce B et les grandeurs proportionnelles d'une autre espèce C, et ainsi de suite, jusqu'au rapport entre une dernière espèce énoncée et l'espèce principale A à laquelle se rapporte l'inconnue. La Règle Conjointe n'est, au fond, qu'une réunion de Règles de Trois simples, dont la chaîne forme un cas spécial de la Règle de Trois composée. Le mécanisme de la Règle de Chaîne comprend la position et la résolution. La position consiste dans l'écriture, suivant une forme abrégée et un enchaînement méthodique, des données numériques du problème. On dispose les nombres des unités des diverses espèces que l'on compare deux à deux, par lignes horizontales successives. La première ligne indique la question à résoudre; dans les lignes suivantes on met en regard les nombres d'unités, de deux espèces consécutives, qui sont admis comme équivalents, en ayant soin de commencer chaque ligne par des unités de même nature que celles qui terminent la ligne précédente; et l'on ne s'arrête qu'après avoir été ramené aux unités de la même espèce que l'inconnue. Donnons un exemple pour la position de la Règle d'abord.

Problème. Une minoterie reçoit une commande de 20 000 quintaux de farine; combien coûtera la provision de froment nécessaire pour l'exécution de cette commande, si 312 hectolitres de froment donnent 157 quintaux de farine, et si le froment coûte 22 francs les 100 kilogrammes, l'hectolitre pesant 78 kilogrammes?

On dispose les données dans l'ordre suivant :

x	francs	20 000	quintaux de farine
157	quintaux de farine	312	hectolitres de froment
1	hectolitre de froment	78	kilogrammes
100	kilogrammes froment	22	francs.

Les nombres se trouvant ainsi disposés suivant un enchaînement naturel et méthodique, on obtient la solution par la règle suivante :

L'inconnue est égale au produit de tous les nombres placés dans la colonne opposée, divisé par le produit de tous les nombres placés dans la colonne de l'inconnue.

L'application de cette règle donnera ici

$$x = \frac{20\,000 \times 312 \times 78 \times 22}{157 \times 100} = \text{fr. } 682\,028$$

Pour justifier la Règle, il suffit de détailler les règles de Trois simples qui découlent des données, en commençant par la dernière équivalence. On dira: Si 100 kilogrammes valent 22 francs, 1 kilogramme vaudra $\frac{22}{100}$ et 78 kilo-

grammes, $\frac{22 \times 78}{100}$; c'est le prix de 1 hectolitre; 312 hectolitres coûteront donc $\frac{22 \times 78 \times 312}{100}$; c'est aussi la valeur de 157 quintaux de farine, 1 seul quintal coûtera 157 fois moins, soit $\frac{22 \times 78 \times 312}{100 \times 157}$; et 20000 quintaux coûteront 20000 fois plus, c'est-à-dire, pour donner la réponse

$$\frac{22 \times 78 \times 312 \times 20000}{100 \times 157}$$

On peut encore expliquer la Règle en transformant les équivalences commerciales énoncées en véritables égalités numériques, par l'emploi d'inconnues auxiliaires : y, prix en nombre de francs du quintal de farine; z, prix de l'hectolitre de froment; u, prix du kilogramme. Les unités des espèces différentes se transforment alors facilement en unités de l'espèce principale, à laquelle appartient l'inconnue.

Les données du problème donnent alors lieu aux équations suivantes

$$\begin{aligned} x &= 20000\,y \\ 157\,y &= 312\,z \\ 1\,z &= 78\,u \\ 100\,u &= 22 \end{aligned}$$

La multiplication de ces équations membre à membre donne

$$157 \times 100\,x\,y\,z\,u = 20000 \times 312 \times 78 \times 22\,y\,z\,u$$

et, en simplifiant $157 \times 100\,x = 20000 \times 312 \times 78 \times 22$

d'où

$$x = \frac{20000 \times 312 \times 78 \times 22}{157 \times 100}$$

Cette formule justifie la Règle.

Il est à remarquer que le Produit de tous les nombres de la colonne de gauche, quand on substitue pour x sa valeur numérique, est égal au Produit de tous les nombres de la colonne de droite.

Autres exemples

Problème I. Avec des pièces d'or anglaises, Souverains et $\frac{1}{2}$ Souverains, représentant une valeur de £ 4783 . 10, on propose de frapper, en les démonétisant, des pièces d'autres pays. On demande :

1° Combien de pièces françaises de 20 Francs pourra-t-on obtenir?
2° Combien de pièces allemandes de 20 Mark?
3° Combien de pièces espagnoles de 25 Pesetas?
4° Combien de pièces russes de 15 Roubles?

En s'appuyant sur les conditions des systèmes monétaires précédemment décrits, nous poserons les Règles de Chaine suivantes :

Pièces françaises de 20 Francs		Pièces allemandes de 20 Reichsmark	
x pièces de 20 Francs	9567 Demi-Souverains	x pièces de 20 Mark	9567 Demi-Souverains
1869 Demi-Souverains	20 livres troy, titre standard	1869 Demi-Souverains	20 livres troy, titre standard
12 titre standard	11 fin	12 titre standard	11 fin
1 livre troy	373 gr 242	1 livre troy	303 gr 242
900 grammes or fin	155 pièce de 20 Francs	2000 grammes or pur	279 pièces de 20 Mark

d'où

$$x = \frac{9567 \times 20 \times 11 \times 373{,}242 \times 155}{1869 \times 12 \times 900}$$

$x = 6032.36 \ldots$

Réponse. 6032 pièces de 20 Francs.

d'où

$$x = \frac{9567 \times 20 \times 11 \times 373{,}242 \times 279}{1869 \times 12 \times 2000}$$

$x = 4886{,}2 \ldots$

Réponse. 4886 pièces de 20 Mark.

Pièces espagnoles de 25 Pesetas		Pièces russes de 15 Roubles	
x pièces de 25 pesetas	9567 Demi-Souverains	x pièces de 15 Roubles	9567 Demi-Souverains
1869 Demi-Souverains	20 livres troy, titre standard	1869 Demi-Souverains	20 livres troy, titre standard
12 titre standard	11 fin	12 titre standard	11 fin
1 livre troy	373 gr 242	1 livre troy	373 gr 242
900 grammes or fin	124 pièces de 25 Pesetas	1800 grammes or fin	155 pièces de 15 Roubles

d'où

$$x = \frac{9567 \times 20 \times 11 \times 373{,}242 \times 124}{1869 \times 12 \times 900}$$

$x = 5825{,}88$

Réponse. 5825 pièces de 25 Pesetas et 1 pièce de 20 Pesetas.

d'où

$$x = \frac{9567 \times 20 \times 11 \times 373{,}242 \times 155}{1869 \times 12 \times 1800}$$

$x = 3016{,}18$

Réponse. 3016 pièces de 15 Roubles.

Problème II. Un négociant de Marseille fait venir d'Odessa 14 400 quintaux métriques de froment, achetés en Russie au prix de 1 Rouble 15 Kopecks le Poud, de 40 livres russes, la livre russe étant de 409 $\frac{1}{2}$ grammes. Les frais accessoires augmentent le prix d'achat de 15 $\frac{1}{2}$ %. Le payement doit se faire en monnaie française d'après le cours de 37 Roubles 25 Kopecks pour 100 francs. Le négociant français se propose de réaliser un bénéfice net de 10% (au moins) du prix de vente. Pour quelle somme devra-t-il revendre la provision totale, et quel sera le prix de vente du quintal?

x francs vente	14 400 quintaux métriques
1 quintal métrique	100 000 grammes
409,5 grammes	1 livre russe
40 livres russes	1 Poud russe
1 Poud russe	1,15 Rouble
37,25 Roubles	100 Francs achat
100 achat	115,5 avec les frais, revient
90 revient	100 Francs de vente

d'où

$$x = \frac{14400 \times 100000 \times 1{,}15 \times 115{,}5 \times 100}{409{,}5 \times 40 \times 37{,}25 \times 90}$$

En effectuant, après simplification, on trouve que, pour remplir les conditions de l'énoncé

le prix de vente devrait être de . . . . . fr. 348304,93
ce qui ferait ressortir le prix du quintal à . . . . . fr. 24,18

Or, à la Bourse du Commerce de Paris, les Froments sont, dans la première semaine de Mars 1904, cotés de 22 à 22,50. Le prix de vente visé ne serait pas alors réalisable.

Dans ce prix de vente supposé 24 fr. 18 il y aurait 10 % de bénéfice net; en retranchant ce bénéfice 2 fr. 42, on obtient pour prix du quintal ne donnant ni bénéfice ni perte 21 fr. 76; c'est le prix de revient.

Les cours s'élevant au-dessus de 21,76 le négociant français entrerait en bénéfice. Au cours de 22 francs, il gagnerait 24 centimes par chaque quotité de 21 fr. 76 de ses déboursés, soit 1,1 % sur le prix de revient. A 22,50 le bénéfice serait 74 centimes pour 21,76 de revient, soit 3,40 % A 24,18 le bénéfice net serait 2,42 pour 21,76 soit 11,12 % du prix de revient, ou 10 % du prix de vente.

Problème III. On donne les cours des métaux précieux dans la place de Londres, savoir :
Or en barres $77\frac{3}{4}$ *shillings, l'once au titre standard* $\frac{11}{12}$
Argent en barres $26\frac{1}{2}$ *pence, l'once au titre standard* $\frac{37}{40}$.

On demande quels doivent être les cours en parité dans la place de Paris, la Livre sterling étant estimée à sa valeur intrinsèque 25 fr. 22.

Parité de l'or		Parité de l'argent	
x francs	1000 gr. or pur	x francs	1000 gr. argent pur
373 gr. 242	1 livre troy	373 gr. 2419	1 livre troy
1 livre troy	12 onces	1 livre troy	12 onces
11 or pur	12 titre standard	37 or pur	40 titre standard
1 once standard	$77\frac{3}{4}$ shillings	1 once standard	$26\frac{1}{2}$ pence
20 shillings	1 Livre	240 pence	1 Livre
1 Livre	25,22 francs	1 Livre	25,22 francs
d'où		d'où	
$x = \frac{1000 \times 12 \times 12 \times 77\frac{3}{4} \times 25{,}22}{373{,}242 \times 11 \times 20}$		$x = \frac{1000 \times 12 \times 40 \times 26\frac{1}{2} \times 25{,}22}{373{,}242 \times 37 \times 240}$	
Réponse : Parité 3438 fr. 70 le kg. or		Réponse : Parité 96 fr. 80 le kg. argent	
Cours effectif 3437		Cours effectif 97,50	
à la date du 15 mars 1904.		15 mars 1904.	

On trouverait, par des procédés analogues, les Parités des cours à Londres basées sur les cours donnés à Paris, mais on peut aussi les trouver en utilisant les résultats ci-dessus. Pour l'or, le cours sont sensiblement en Parité dans les deux places. Pour l'argent, la Parité à Londres répondant au cours à Paris 97,50 serait

$$\frac{26\frac{1}{2} \times 97{,}5}{96{,}8} = 26\frac{11}{16} \text{ à } \frac{1}{16} \text{ près.}$$

Dans les premières explications sur la Règle Conjointe, nous avons dit : « la première ligne indique la question à résondre » ; cette indication n'a rien d'absolu, rien de nécessaire; elle répond à l'ordre le plus naturel et le plus simple, mais il est permis de disposer les données suivant un autre ordre; les conditions essentielles à remplir consistent à écrire dans chaque ligne des relations exactes entre les unités de diverses espèces que l'on compare successivement deux à deux, et à commencer chaque ligne à gauche par des unités de la même espèce que celles qui terminent à droite la ligne au dessus. Nous donnons dans le Problème suivant un exemple de la faculté qui s'offre au calculateur de changer la disposition habituelle.

Problème IV. Un négociant de Rotterdam reçoit de Cardiff un chargement de 8 000 hectolitres d'anthracite, achetés en Angleterre au prix de £ 1.10 la Tonne de 20 hundredweights (20 cwt), 1 cwt étant équivalent à 508 hectogrammes; l'hectolitre d'anthracite pèse 108 kilogrammes. Le négociant hollandais acquitte le prix d'achat en payant fl. 12,05 pour £ 1. Les frais accessoires augmentent le prix d'achat de 7½ %. Il revend, avec bénéfice de 4 % sur le prix de revient, à un négociant de Cologne, qui paye en monnaie allemande, sur le pied de 170 Mark pour 100 Florins courants.

Quelle est la somme que doit payer le négociant de Cologne?

Disposition ordinaire	*Disposition modifiée*
x Reichsmark 8000 hectol. anthracite	1 Tonne coûte 1,5 Livre sterling
1 hectolitre 1080 hectogrammes	1 Livre sterling 12,05 florins courants
508 hectogrammes 1 cwt	100 achat 107,5 revient
20 cwt 1 Tonne anglaise	100 revient 104 vente
1 Tonne 1,5 Livre sterling	100 florins 170 Reichsmark
1 Livre sterling 12,05 florins courants	x Reichsmark 8000 hectolitres
100 achat 107,5 revient	1 hectolitre 1080 hectogrammes
100 revient 104 vente	508 hectogrammes 1 cwt
100 florins courants 170 Reichsmark	20 cwt 1 tonne
$x = \frac{8000 \times 1080 \times 1,5 \times 12,05 \times 107,5 \times 104 \times 170}{508 \times 20 \times 100 \times 100 \times 100}$	$x = \frac{1,5 \times 12,05 \times 107,5 \times 104 \times 170 \times 8000 \times 1080}{100 \times 100 \times 100 \times 508 \times 20}$
x = Rm 29 213,86	même résultat exactement.
Réponse : 29 213 Mark 86 Pfennig	

Répartitions proportionnelles

Diviser une quantité donnée en parties proportionnelles à des nombres donnés, c'est diviser cette quantité en autant de parties qu'il y a de nombres donnés, ces parties devant être respectivement proportionnelles aux nombres proposés, c'est-à-dire former avec ces nombres, chacun à chacun, des rapports égaux. On peut encore dire, d'après la notion même du rapport, que les parties à former, dont la somme doit composer la quantité totale proposée, doivent être respectivement égales aux nombres donnés multipliés par un même coefficient numérique. Les parts à former sont les quantités mesurées par les nombres donnés, toutes agrandies ou diminuées suivant la même proportion. Tout revient à déterminer ce facteur commun par lequel il suffirait de multiplier les nombres donnés pour trouver les parts demandées. Soit le nombre 100 à diviser en 3 parties

proportionnelles aux nombres 4, 7, 9. Les 3 parts demandées peuvent être représentées par $4x$, $7x$, $9x$; la lettre x désignant le facteur inconnu par lequel il suffirait de multiplier les 3 nombres donnés. La somme des 3 parts doit faire 100. La condition est exprimée par l'équation $4x + 7x + 9x = 100$. Mais la somme $4x + 7x + 9x$ équivaut à $(4 + 7 + 9).\ x$, ce qui conduit à la relation $(4 + 7 + 9).\ x = 100$, d'où l'on tire, par la définition de la Division, $x = \dfrac{100}{4 + 7 + 9}$

Le facteur x étant trouvé, en le multipliant successivement par chacun des nombres donnés, on trouvera les parts, savoir :

$$1^{e} \text{ part } \frac{100 \times 4}{4 + 7 + 9} = \frac{400}{20} = 20$$

$$2^{e} \text{ part } \frac{100 \times 7}{4 + 7 + 9} = \frac{700}{20} = 35$$

$$3^{e} \text{ part } \frac{100 \times 9}{4 + 7 + 9} = \frac{900}{20} = 45$$

Remarque. Lorsque les nombres donnés sont, comme dans cet exemple, des nombres entiers, on peut aisément résoudre la question par la Méthode de réduction à l'unité. On tiendrait le raisonnement suivant : lorsque la somme à partager est $4 + 7 + 9 = 20$ les parts sont évidemment 4, 7, 9. Si la somme à partager devient 1, c'est-à-dire 20 fois plus petite, les parts deviennent en même temps 20 fois plus petites, c'est-à-dire $\dfrac{4}{4 + 7 + 9}$, $\dfrac{7}{4 + 7 + 9}$, $\dfrac{9}{4 + 7 + 9}$; lorsque la somme à partager, au lieu d'être égale à l'unité, devient 100 unités, 100 fois plus grande, les parts deviennent 100 fois plus grandes, c'est-à-dire $\dfrac{4 \times 100}{4 + 7 + 9}$, $\dfrac{7 \times 100}{4 + 7 + 9}$, $\dfrac{9 \times 100}{4 + 7 + 9}$.

Le raisonnement que nous avons présenté en premier lieu a l'avantage d'être général, de conserver toute sa force, quels que soient les nombres donnés, entiers ou fractionnaires; c'est en effet un principe général, démontré, que le total des produits de plusieurs termes, multipliés chacun par un même facteur, est égal au produit du total des termes par le facteur commun. La relation exprimée par l'égalité $(a + b + c).\ x = ax + bx + cx$ est une identité, démontrée, exacte, pour toutes valeurs numériques attribuées respectivement aux lettres a, b, c, x. Nous pouvons donc énoncer la règle générale :

« *Pour diviser une quantité donnée en parties proportionnelles à des nombres donnés, on* « *divise cette quantité par la somme des nombres proportionnels donnés, et l'on multiplie* « *successivement par chacun de ces nombres.* »

Au point de vue théorique, on peut, soit calculer d'abord le quotient de la quantité proposée par le total des nombres donnés et multiplier le résultat par chacun de ces nombres; soit multiplier la quantité proposée par chacun des nombres successivement et diviser ces différents produits par le total des nombres. Dans la pratique, le premier procédé sera souvent préféré comme plus court, parce qu'il n'exige qu'une seule division; mais alors le quotient doit être calculé avec un degré de précision suffisant pour que les multiplications subséquentes donnent encore des résultats convenablement approchés. Le deuxième procédé sera préférable lorsque la question exigera des résultats absolument exacts. Dans certains cas, il paraîtra avantageux de calculer telle ou telle part en fonction d'une part déjà connue, d'après le rapport simple qui peut exister entre

elles. Remarquons encore que l'on peut substituer aux nombres proportionnels donnés d'autres nombres qui leur soient respectivement proportionnels. Les formules donneront les mêmes résultats, car les deux termes de chacune, numérateur et dénominateur, se trouveront multipliés par un facteur commun. On utilisera cette remarqne en simplifiant, tant qu'il sera possible, les nombres donnés. Si, par exemple, ces nombres ont la forme fractionnaire, on les réduira au même dénominateur, le plus petit possible, et l'on partagera proportionnellement aux numérateurs des nouvelles fractions; il suffira même de faire le calcul des nouveaux numérateurs, sans leur attribuer de dénominateur commun.

Applications

Problème I. La pâte employée à la manufacture de Sèvres pour la fabrication des porcelaines de service, est composée de kaolin, de craie de Bougival, de sable d'Aumont et de sable feldspathique; les poids du kaolin et de la craie doivent être dans le rapport de 160 à 13; les poids de la craie et du sable d'Aumont doivent être dans le rapport de 3 à 10; les poids du sable d'Aumont et du sable feldspathique sont dans le rapport de 2 à 1. Quels sont les poids respectifs des 4 substances contenus dans 100 kilogrammes de cette pâte?

Modifions les termes des divers rapports donnés, sans altérer, bien entendu, leurs valeurs. Le rapport de 160 à 13 équivaut au rapport des nombres 160×3 et 13×3, soit de 480 à 39; le rapport de 3 à 10 est égal à celui de 3×13 à 10×13, soit de 39 à 130; enfin le rapport de 2 à 1 est celui de 130 à 65. Par suite des termes communs à ces différents rapports, on voit que les poids des 4 composants sont respectivement proportionnels aux 4 nombres 480, 39, 130, 65. La somme de ces 4 nombres est 714. Le poids de la craie, que nous calculerons de préférence en premier lieu, est $\frac{100 \times 39}{714} = \frac{1300}{238} = \frac{650}{119}$

en effectuant, on trouve : poids de la craie = 5 kg 462
Le poids du sable d'Aumont est les $\frac{10}{3}$ de celui de la craie, soit 18 kg 207
Le poids du sable feldspathique est la moitié du précédent, 9 kg 104
Le poids du kaolin sera 67 kg 227
Telles sont les 4 parties, dont la somme donne bien 100 kg —

On aurait pu commencer par effectuer le quotient $\frac{100}{714}$, mais pour pouvoir donner le poids du kaolin à 1 gramme près; il aurait été à propos de calculer le quotient à 1 millionième près; on trouve $\frac{100}{714} = 0{,}140056$ et, pour poids du kaolin $0\,\text{kg}\,140056 \times 480 = 67\,\text{kg}\,22688$ ce qui donne bien, à moins d'un demi-gramme près, par excès, 67 kg 227.

Problème II. Une Société industrielle, à Birmingham, accorde aux ouvriers une participation aux bénéfices de la Compagnie. Une somme de £ 1000 doit être répartie entre les ouvriers de 4 ateliers, proportionnellement aux salaires journaliers. sh

Le 1er atelier comprend 36 ouvriers gagnant chacun 6 . 6 par jour
Le 2e atelier comprend 47 ouvriers gagnant chacun 5 . 9 id
Le 3e atelier comprend 58 ouvriers gagnant chacun 5 . 3 id
Le 4e atelier comprend 123 ouvriers gagnant chacun 4 . 6 id
On demande la part qui doit être payée à un ouvrier de chacun des 4 ateliers.

La question ne se présente pas sous la forme la plus simple du problème général des partages proportionnels. Dans les conditions ordinaires, il y a autant de parts à former qu'il y a de nombres proportionnels donnés, et la somme des parts demandées doit faire la quantité totale à partager. Ici, l'on trouve bien 4 inconnues proportionnelles aux 4 salaires individuels donnés; mais la somme des 4 inconnues serait bien loin de donner la quantité totale à partager,

£ 1000; pour former ce total, chacune des inconnues devrait être préalablement multipliée par le nombre des ouvriers de l'atelier correspondant. On pourrait rentrer dans les conditions ordinaires en faisant d'abord la répartition par atelier, et divisant les résultats obtenus par les nombres correspondants des ouvriers; ce procédé exigerait, outre les opérations de répartition, 4 divisions pour déterminer les parts individuelles. Il vaut mieux les obtenir directement. Cherchons la part de bénéfice correspondant à 1 unité, 1 penny de salaire, il ne restera plus qu'à multiplier par le nombre de pence que gagne un ouvrier de chaque atelier. Il faut d'abord connaître le nombre total des pence.

Les ouvriers du 1er atelier gagnent ensemble, par jour $78 \times 36 = 2808$ pence
ceux du 2e atelier gagnent ensemble, par jour $69 \times 47 = 3243$ „
ceux du 3e atelier gagnent ensemble, par jour $63 \times 58 = 3654$ „
ceux du 4e atelier gagnent ensemble, par jour $54 \times 123 = 6642$ „

Le nombre total des pence gagnés en 1 jour est 16347 „

Pour chaque penny de salaire journalier la part de bénéfice est $£ \frac{1000}{16347}$

Pour 78 pence, salaire d'un ouvrier du 1er atelier, la part sera $£ \frac{1000 \times 78}{16347}$

Les parts individuelles demandées seront ainsi :

Pour 1 ouvrier du 1er atelier $£ \frac{1000 \times 78}{16347} = £\ 4.15.5\frac{1}{4}$

Pour 1 ouvrier du 2e atelier $\frac{1000 \times 69}{16347} = 4.4.5$

Pour 1 ouvrier du 3e atelier $\frac{1000 \times 63}{16347} = 3.17.7\frac{1}{4}$

Pour 1 ouvrier du 4e atelier $\frac{1000 \times 54}{16347} = 3.5.0\frac{3}{4}$

En multipliant chacun des quotients indiqués ci-dessus par le nombre des ouvriers de l'atelier correspondant, et additionnant les produits, on trouverait

$$\frac{1000\,[78 \times 36 + 69 \times 47 + 63 \times 58 + 54 \times 123]}{16347} = \frac{1000 \times 16347}{16347} = 1000.$$

Intérêts et Escomptes

L'intérêt est le bénéfice provenant d'un Capital prêté ou placé. C'est le loyer de l'argent. Le taux d'intérêt est le nombre qui exprime le rapport entre l'intérêt, pour l'unité de temps, et le Capital placé. Les intérêts simples sont proportionnels aux temps. Le taux s'évalue habituellement en tant pour cent. On dit par exemple, que le taux est de 4%, 5% par an pour indiquer que l'intérêt doit être au Capital dans le rapport de 4, de 5 à 100; c'est dire encore que l'intérêt, pour 1 an, est les 4 centièmes, les 5 centièmes du Capital. Au lieu d'exprimer le taux en tant pour cent ou par des rapports tels que $\frac{4}{100}$, $\frac{5}{100}$ ayant pour dénominateur 100, on peut souvent l'exprimer par des fractions ordinaires. Ainsi $\frac{4}{100} = \frac{1}{25}$. Dans un placement à 4%, l'intérêt annuel est $\frac{1}{25}$ du Capital. De même, à 5%, $\frac{5}{100} = \frac{1}{20}$, l'intérêt annuel est $\frac{1}{20}$ du Capital. On exprimait

autrefois ces rapports simplifiés en disant que le placement était fait au denier 25, pour 4 %; au denier 20, pour 5 %. Dans son acception mathématique, le taux est un rapport, un nombre abstrait qui ne dépend pas de l'unité monétaire. On ne dit pas que le taux est de 4 francs en France, de 4 Livres en Angleterre, pour 100. Observons néanmoins que dans ce rapport abstrait $\frac{4}{100}$, le numérateur 4 et le dénominateur 100 peuvent recevoir des interprétations concrètes. Quand on dit en France que le taux est 4 %, l'intérêt annuel est effectivement 4 francs pour 100 francs de Capital; au même taux abstrait 4 % en Angleterre, l'intérêt annuel est 4 Livres pour 100 Livres de Capital.

Les termes du rapport $\frac{t}{100}$ étant pris dans un sens concret, le numérateur t représente l'intérêt de 100 unités monétaires de Capital; le quotient $\frac{t}{100}$ représente alors l'intérêt de l'unité monétaire. Ainsi à 5 %, l'intérêt de 1 franc de Capital est $\frac{5}{100}$ de franc, c'est-à-dire en langage ordinaire, 5 centimes. On se contente quelquefois d'énoncer le numérateur t du rapport $\frac{t}{100}$, et l'on dit, par abréviation, que le taux est 5, par exemple. C'est dans ce dernier sens que, dans les Cours et Traités d'Arithmétique, on emploie, le plus souvent, le mot taux. Nous nous conformons ici à cet usage, et quand il est dit que l'on multiplie ou divise par le taux, il est entendu que l'on divise par les nombres 4, 5, etc. suivant que le placement est fait à 4 %, à 5 %, etc.

L'intérêt simple est proportionnel au Capital, au taux, et au temps. Examinons successivement les cas qui correspondent aux divisions du temps : années, mois, semaines, jours.

1. Le temps est exprimé en années

Pour établir la formule générale, nous désignerons par a le Capital, par t le taux exprimant l'intérêt de 100 unités de Capital, par n le nombre d'années de la durée du placement, et par i l'intérêt. Suivant la méthode de Réduction à l'unité, on peut dire : Si 100 unités de Capital produisent t d'intérêt, 1 seule unité produit $\frac{t}{100}$, et a unités, $\frac{a.t}{100}$, en 1 an; pour n années l'intérêt sera n fois plus grand, soit donc $\frac{a.t.n}{100}$; d'où la formule $i = \frac{atn}{100}$.

L'intérêt annuel, la rente du Capital, a pour expression $\frac{a.t}{100}$. Dans le cas du 5 %, la formule peut se simplifier, et devient $\frac{a}{20}$. Au taux de 5 %, le revenu annuel, la Rente d'un Capital est $\frac{1}{20}$ de ce Capital.

Quelle est la Rente annuelle d'un Emprunt d'Etat de 7 milliards à 5 %?

Réponse. 350 millions; il suffit de prendre $\frac{1}{20}$ du Capital, c'est-à-dire de prendre la moitié, et le dixième ensuite; ou le dixième puis la moitié; dans cet exemple, le dixième donne 700 millions; la moitié 350 millions.

L'intérêt à 5 % du Capital est, pour 2 ans, $\frac{1}{10}$ du Capital; pour 10 ans, $\frac{1}{2}$ du Capital; pour 20 ans, l'intérêt est égal au Capital même.

A $2\frac{1}{2}$ % l'intérêt annuel est $\frac{1}{40}$ du Capital; à $1\frac{1}{4}$ %, il est $\frac{1}{80}$ du Capital.

D'après un autre taux, tel que 4 %, il est une fraction, telle que $\frac{1}{25}$, moins commode à calculer; il vaut mieux suivre la formule générale, multiplier par 4 en divisant par 100.

2. Le temps est exprimé en mois

L'intérêt annuel étant $\frac{at}{100}$, l'intérêt pour 1 mois est $\frac{at}{1200}$ et pour n mois $\frac{atn}{1200}$

Cette formule se simplifie lorsque t est diviseur de 1200, et surtout lorsqu'il est diviseur de 12. En divisant les deux termes du rapport par t, on obtient :

taux	*expressions de l'intérêt*	*Applications numériques*	
6%	$\frac{an}{200}$	$\frac{7468{,}25 \times 4}{200} = 149$ fr. 365	(2 fois $\frac{1}{100}$ du capital)
5%	$\frac{an}{240}$	$\frac{37325 \times 7}{240} = 1088{,}65$	(on divise par 10, par 2, par 12)
4%	$\frac{an}{300}$	$\frac{9324{,}75 \times 8}{300} = 248{,}66$	($31{,}0825 \times 8$)
3%	$\frac{an}{400}$	$\frac{64729{,}50 \times 5}{400} = 809{,}12$	($\frac{1}{80}$ du Capital)
2%	$\frac{an}{600}$	$\frac{75000 \times 11}{600} = 1375$	($\frac{1}{6}$ de 750×11).

3. Le temps est exprimé en semaines

Dans certains règlements de compte, comme autrefois dans les Caisses d'Epargne, l'année est considérée comme comprenant 52 semaines exactement, et les intérêts des sommes déposées sont évalués pour des nombres entiers de semaines. La formule est alors $i = \frac{atn}{5200}$, n désignant le nombre des semaines.

4. Le temps est exprimé en jours

L'usage en France est de compter l'année commerciale de 360 jours. L'intérêt de l'unité de Capital est, dans cette hypothèse, $\frac{t}{100 \times 360}$ pour 1 jour. L'intérêt de a unités de capital en n jours sera $\frac{atn}{36000}$.

Dans plusieurs pays étrangers, notamment en Angleterre, on compte habituellement l'année de 365 jours; la formule qui répond à cette convention est alors $i = \frac{atn}{36500}$, n désignant le nombre de jours.

Pour appliquer notre formule générale $\frac{a.t.n}{36000}$, on aura soin, dans chaque cas particulier, de simplifier d'abord autant que possible. Si l'on ne peut éviter le diviseur 36000, on pourra du moins effectuer la division en divisant d'abord par 1000, puis par 6, et encore par 6. Exemples :

1. *Intérêt de* 42650 *fr. à* $3\frac{1}{2}$% *pour* 71 *jours.*

$\frac{4265 \times 3{,}5 \times 71}{100 \times 6 \times 6} = 294{,}40$ (on effectue les multiplications au Dividende, puis on divise le produit par 100, on prend $\frac{1}{6}$, et $\frac{1}{6}$ du précédent)

2. *Intérêt de* 73450 *fr. à* $4\frac{1}{2}$ % *pour* 54 *jours.*

$$\frac{73450 \times 9 \times 27}{1000 \times 36} = \frac{7345 \times 27}{100 \times 4} = 495{,}79$$

(9 est le double du taux, 27 est la moitié du nombre de jours.)

3. *Intérêt de* 125000 *fr. à* 3,60 % *pour* 47 *jours.*

$$\frac{125000 \times 3{,}6 \times 47}{36000} = \frac{125 \times 47}{10} = \frac{47 \times 100}{8} = 587{,}50.$$

Méthodes de la Banque et du Commerce pour les calculs d'intérêts, lorsque le temps est exprimé en jours

Nombres et Diviseurs. La formule générale $i = \frac{a.t.n}{36000}$ peut se simplifier; en divisant les deux termes du rapport par t, on obtient $i = \frac{an}{d}$, en désignant par d le quotient de 36000 par le taux t correspondant au capital 100.

La formule simplifiée $i = \frac{an}{d}$ signifie, en langage ordinaire : « Pour trouver l'intérêt d'un Capital donné pour un nombre de jour fixés, multipliez le Capital par le nombre de jours, et divisez ce produit par le diviseur correspondant au taux de l'intérêt.

Le produit du Capital par le nombre de jours s'appelle parfois « le Nombre » Ce produit doit être divisé par un diviseur d, obtenu par le quotient effectué. $\frac{3\,6000}{t}$. Il importe de savoir par cœur les "Diviseurs" pour les taux usuels. En voici la liste :

Taux d'intérêt	Diviseurs	Observations
6	6000	Pour diviser par 6000, on divise par 1000, et l'on prend $\frac{1}{6}$
5	7200	Pour diviser par 7200, on divise par 100, et l'on prend $\frac{1}{8}$, puis $\frac{1}{9}$
$4\frac{1}{2}$	8000	Pour diviser par 8000, on divise par 1000, et l'on prend $\frac{1}{8}$
4	9000	Pour diviser par 9000, on divise par 1000, et l'on prend $\frac{1}{9}$
3,60	10000	Pour 10000, la division se fait par déplacement de la virgule
3	12000	Pour la division par 12, on prend $\frac{1}{2}$, et $\frac{1}{6}$ du précédent
$2\frac{1}{2}$	14400	Pour la division par 144, on prend $\frac{1}{4}$, puis $\frac{1}{6}$, et de nouveau $\frac{1}{6}$
2	18000	Pour la division par 18, on prend $\frac{1}{2}$, puis $\frac{1}{9}$

Propriétés des Diviseurs. 1° Les inverses des Diviseurs, les fractions $\frac{1}{6000}$, $\frac{1}{7200}$, etc. représentent l'intérêt de 1 fr. au taux correspondant.

2° Les Diviseurs mêmes 6000, 7200, etc. considérés comme exprimant des francs représentent les capitaux qui, d'après le taux correspondant, produisent 1 franc d'intérêt en 1 jour, n francs d'intérêt en n jours. Ainsi, à 6 %, le Capital 6000, en 37 jours, donne 37 francs d'intérêt. Un Capital double, triple etc., produit un intérêt exprimé par le double, le triple, etc., du nombre des jours. A 6 %, le Capital 12000, en 37 jours, donne $37 \times 2 = 74$ francs d'intérêt.

3° Les Diviseurs, considérés comme exprimant des jours, représentent le temps nécessaire pour que l'intérêt se trouve égal au Capital même.

Méthode des parties aliquotes, soit du temps, soit du Capital ou du taux

La méthode des parties aliquotes du temps est basée sur la connaissance du nombre de jours auquel correspond un intérêt égal à $\frac{1}{100}$ du Capital. Ce nombre de jours est $\frac{360}{t}$, quotient du nombre de jours, 360, de l'année commerciale, par le taux t.

En effet, il faut, si le taux d'intérêt est 1 pour Cent, 360 jours pour que l'intérêt soit $\frac{1}{100}$ du Capital; si le taux d'intérêt est t fois plus grand, le temps est t fois plus petit, soit $\frac{360}{t}$. Ce nombre est le centième du Diviseur, 60 pour le taux 6; 72 pour le 5, 80 pour le $4\frac{1}{2}$, 90 pour le 4; 100 pour le 3,60; 120 pour le 3, 144 pour le $2\frac{1}{2}$; 180 pour le 2; enfin 360 pour le taux 1.

Supposons que le taux d'intérêt soit 6 %. Si le nombre de jours est 60, l'intérêt est trouvé immédiatement, il est $\frac{1}{100}$ du Capital; si le nombre de jours est 2 fois, 3 fois 60; l'intérêt est 2 fois, 3 fois l'intérêt connu pour 60 jours; si le nombre de jours est $\frac{1}{2}$, $\frac{1}{3}$, etc. de 60, l'intérêt est $\frac{1}{2}$, $\frac{1}{3}$, etc. de l'intérêt trouvé pour 60 jours. Quand le nombre de jours est quelconque, on le décompose en parties aliquotes de 60, ou en parties aliquotes de nombres déjà employés. Ainsi, le nombre 103 se décomposera en $60 + 30 + 10 + 3$.

La méthode des parties aliquotes du Capital repose sur la propriété que nous avons signalée pour les Diviseurs considérés comme des nombres de francs. D'après le taux 6 %, le Capital 6000 produit un intérêt mesuré par le même nombre que celui des jours. Le Capital 6000, ses multiples et sous-multiples, donnent donc des intérêts très-faciles à calculer; un capital quelconque pourra toujours, théoriquement, se décomposer en parties aliquotes de 6000; dans la pratique, il conviendra de n'appliquer ce procédé que dans les cas particuliers où la décomposition du Capital en parties aliquotes se fait aisément et brièvement.

La méthode des parties aliquotes du taux s'applique tout naturellement d'après la simple remarque que, les autres conditions restant les mêmes, les intérêts sont proportionnels aux taux. On pourra calculer les intérêts, d'abord pour un taux auxiliaire facile, et l'on décomposera le taux proposé en parties aliquotes de ce taux auxiliaire. Ainsi pour faire un calcul d'intérêt d'après le taux de $5\frac{15}{16}$ %, on pourra calculer d'abord à 5 %, puis on ajoutera des intérêts complémentaires, proportionnels aux taux partiels, en observant que

$$5\tfrac{15}{16} = 5 + \tfrac{1}{2} + \tfrac{1}{4} + \tfrac{1}{8} + \tfrac{1}{16}.$$

L'intérêt à 5 % étant déterminé, l'intérêt à $\frac{1}{2}$ % en est $\frac{1}{10}$, à $\frac{1}{4}$ % la moitié du précédent, et ainsi de suite.

Applications numériques

Intérêts du Capital 39362 fr. 50 pendant 148 jours d'après les taux de 3, $3\frac{1}{2}$, 4, $4\frac{1}{2}$, $4\frac{3}{4}$, $4\frac{7}{8}$, 5, $5\frac{1}{2}$ et 6 %.

PAR LES DEUX MÉTHODES

DIVISEUR	PARTIES ALIQUOTES
à 3 %	
$\frac{39\,362{,}50 \times 148}{12000}$, ou, en simplifiant, $\frac{39{,}3625 \times 37}{3} = 485^{fr}47$	120 jours ($\frac{1}{100}$ du Cap.) 393 fr. 625 20 „ ($\frac{1}{6}$ du précédent) 65 604 4 „ ($\frac{1}{5}$ du précédent) 13 121 4 „ 13 121 Intérêt demandé 485 fr. 47
à $3\frac{1}{2}$ %	
taux auxiliaire 3 % 485 fr. 47 + $\frac{1}{6}$ 80 91 à $3\frac{1}{2}$ % 566 fr. 38	taux auxiliaire 4 % 647 fr. 29 — $\frac{1}{8}$ du précédent 80 91 566 fr. 38
à 4 %	
$\frac{39\,362{,}50 \times 148}{9000}$ (pas de simplification) $\frac{39{,}3625 \times 148}{9} = \frac{5\,825{,}65}{9}$ Résultat 647 fr. 29	90 jours 393 fr. 625 45 „ 196 812 9 „ 39 363 3 „ 13 121 1 „ 4 374 Résultat égal 647 fr. 29
à $4\frac{1}{2}$ %	
$\frac{39\,362{,}50 \times 148}{8000}$ (2 termes divisibles par 4) $\frac{39{,}362{,}5 \times 37}{2}$, et, en effectuant, 728 fr. 20	80 jours 393 fr. 625 40 „ 196 812 20 „ 98 406 8 „ 39 362 728 fr. 20
à $4\frac{3}{4}$ %	
au taux auxiliaire 5 % 809 fr. 118 — $\frac{1}{20}$ du précédent 40 456 à $4\frac{3}{4}$ % 768 fr. 662	au taux auxiliaire 4 % 647 fr. 294 + $\frac{1}{8}$ du précédent 80 912 + $\frac{1}{2}$ du précédent 40 456 768 fr 662
à $4\frac{7}{8}$ %	
au taux auxiliaire 5 % 809 fr. 118 — $\frac{1}{40}$ du précédent 20 227 à $4\frac{7}{8}$ % 788 fr. 89	au taux auxiliaire 4 % 647 fr. 294 + $\frac{1}{8}$ du précédent 80 912 + $\frac{1}{2}$ du précédent 40 456 + $\frac{1}{2}$ du précédent 20 228 788 fr. 89

Applications numériques (suite)

PAR LES DEUX MÉTHODES

DIVISEUR		PARTIES ALIQUOTES	
		à 5 %, et 5½ %	
$\frac{39\,362{,}5 \times 148}{7\,200}$ (2 termes divisibles par 4)		72 jours	393fr 625
$\frac{393{,}625 \times 37}{18} = 809^{fr}{\cdot}118$		72 »	393 625
		4 »	21 868
à 5 % Intérêt	809fr·118	à 5 %	809fr·118
+ $\frac{1}{10}$	80 912	+ $\frac{1}{10}$	80 912
à 5½ %, Intérêt	890fr·03	à 5½ %	890fr·03
		à 6 %	
$\frac{39\,362{,}5 \times 148}{6\,000}$ (2 termes divisibles par 2)		60 jours	393fr·625
$\frac{39{,}3625 \times 74}{3} = 970^{fr}{\cdot}9416$		60 »	393 625
		20 »	131 208
		6 »	39 362
		2 »	13 121
Intérêt à 6 %	970fr·94	Résultat égal	970fr 94

Calculs d'intérêts sur valeurs étrangères, et spécialement sur valeurs anglaises

Dans la plupart des principaux Etats, le système monétaire suit, pour les unités de compte, la division centésimale; l'unité principale se divise en 100 unités secondaires. Ainsi, en Allemagne, le Mark se divise en 100 Pfennig; en Russie, le Rouble se divise en 100 Kopecks; aux Etats-Unis, le Dollar se divise en 100 Cents. Les calculs peuvent alors s'effectuer absolument de la même manière que sur des Francs et Centimes. C'est en Angleterre que l'on a des unités de monnaie qui n'ont pas entre elles les relations décimales; mais il est facile de donner à un nombre complexe de valeurs anglaises la forme decimale équivalente à $\frac{1}{6}$ de millième de Livre près, ainsi que nous l'avons expliqué précédemment, à l'article des monnaies et mesures anglaises. Rappelons brièvement que le nombre de Shillings, multiplié par 5, donne des centièmes de Livre, et que le nombre des pence multiplié par $4\frac{1}{6}$ donne des millièmes de Livre. Le nombre complexe £ 143 . 17 . 6 équivaut au nombre décimal £ 143,875 exactement.

Pour £ 143 . 17 . 7 on trouve £ 143,879 à $\frac{1}{6}$ de millième près par défaut.

L'année commerciale est, en Angleterre, comptée de 365 jours, et la formule générale de l'intérêt est

$$i = \frac{a.t.n}{36500} \text{ au lieu de } \frac{atn}{36000}$$

Le nombre $365 = 73 \times 5$ n'est divisible par aucun des taux usuels autres que 5, et le taux exceptionnel 3,65. D'après le taux de 5 %, la formule simplifiée est $\frac{an}{7300}$, au lieu de $\frac{an}{7200}$ que donne l'hypothèse de 360 jours. La marche la

plus commode à suivre pour calculer les intérêts de Capitaux anglais consistera le plus souvent à calculer d'abord d'après le taux de $5\,^0/_0$ et modifier, quand le taux est autre que 5, le résultat obtenu, en le multipliant par le rapport du taux effectif au taux auxiliaire à 5, ou par le rapport du double du taux donné au nombre 10. Il s'agit donc d'appliquer la formule $i = \frac{an}{7300}$. Après avoir écrit le capital a sous la forme décimale, on le multipliera par le nombre n de jours; ce produit doit être divisé par 7300; cette division peut s'effectuer en divisant d'abord par 100, puis par 73 suivant la règle ordinaire. Les Anglais emploient encore un procédé qui a l'avantage d'éviter la division par 73 en y substituant des divisions partielles très faciles; ce procédé est fondé sur les remarques suivantes :

Posons l'identité	7300×1	$= 7300$
en prenant le tiers de chaque membre	$7300 \times \frac{1}{3}$	$= 2433\frac{1}{3}$
$\frac{1}{10}$ de ce résultat donne	$7300 \times \frac{1}{3} \times \frac{1}{10}$	$= 243\frac{1}{3}$
prenant encore $\frac{1}{10}$, ou trouve	$7300 \times \frac{1}{3} \times \frac{1}{10} \times \frac{1}{10} =$	$24\frac{1}{3}$
L'addition donne	$7300\ [1 + \frac{1}{3} + \frac{1}{3} \cdot \frac{1}{10} + \frac{1}{3} \cdot \frac{1}{10} \cdot \frac{1}{10}] =$	10001

D'après cette relation, la formule $\frac{an}{7300}$ peut se transformer de manière à obtenir pour diviseur 10001 ou, plus commodément, 10000 en nombre rond. On a les égalités

$$\frac{an}{7300} = \frac{an\ [1 + \frac{1}{3} + \frac{1}{30} + \frac{1}{300}]}{7300\ [1 + \frac{1}{3} + \frac{1}{30} + \frac{1}{300}]} = \frac{an}{10001}\ [1 + \frac{1}{3} + \frac{1}{30} + \frac{1}{300}]$$

et, dans la pratique, sans erreur sensible, $\frac{an}{10000}\ [1 + \frac{1}{3} + \frac{1}{30} + \frac{1}{300}]$

Règle. On forme, dans le système décimal, le produit an, du Capital par le nombre de jours; on le divise par 10000; à ce premier résultat on ajoute le tiers de sa valeur, puis le dixième de ce tiers, et de nouveau le dixième du résultat précédent.

I. *Intérêts de £ 429.16.10 pendant 154 jours d'après les taux de 3,65 $^0/_0$ et de 5 $^0/_0$.*

Pour ces deux taux qui divisent exactement 365, on peut appliquer la méthode simplifiée des Nombres et diviseurs.

$$i = \frac{an}{10\,000} = \frac{429{,}842 \times 154}{10\,000} = 6{,}6\,195\,668 = £\ 6.12.4\,^3/_4 \quad \text{à } 3{,}65\ ^0/_0$$

à $5\ ^0/_0$

méthode du diviseur	méthode anglaise
$\frac{429{,}842 \times 154}{7\,300} = \frac{661{,}95\,668}{73}$	$429{,}842 \times 154 = 66\,195{,}668$
661,95668 | 73	Divisons par 10 000 — 6,6195
4 95 | 9,06 789	ajoutons $\frac{1}{3}$ de ce nombre — 2,2065
576	$+ \frac{1}{10}$ du précédent — 0,2206
656	$+ \frac{1}{10}$ du précédent — 0,0221
728	Intérêt £ 9.1.4¼ = £ 9,0687
71	
Intérêt £ 9.1.4¼	

II. Intérêts du même capital £ 429.16.10 pendant le même temps 154 jours d'après les taux 3, $3\frac{1}{2}$, 4, $4\frac{1}{2}$, $5\frac{1}{2}$, $6\frac{1}{2}$.

On calcule d'abord les intérêts d'après le taux auxiliaire 5 %, puis on tient compte de la différence des taux comparés à 5 %. Ainsi pour passer de 5 à 3, il faut retrancher les $\frac{2}{5}$ ou les 0,4 du premier résultat. On trouvera ainsi :

à 5 %	9,0678	à 5 %	9,0678
moins les 0;4	3,6271	moins 0,5 de ce nombre	0,9067
	5,4407		8,1611
à 3 % £ 5.8.$9\frac{3}{4}$		à $4\frac{1}{2}$ % £ 8.3.$2\frac{3}{4}$	
à 5 %	9,0678	à 5 %	9,0678
moins les 0,3	2,7203	plus 0,1 de ce nombre	0,9067
	6,3475		9,9745
à $3\frac{1}{2}$ % £ 6.6.$11\frac{1}{2}$		à $5\frac{1}{2}$ % £ 9.19.6	
à 5 %	9,0678	à 5 %	9,0678
moins les 0,2	1,8135	plus les 0,2	1,8135
	7,2543		10,8813
à 4 % £ 7.5.1		à 6 % £ 10.17.$7\frac{1}{2}$	

Problèmes généraux sur les intérêts

Les règles que nous venons d'établir reposent sur les relations générales entre le capital, l'intérêt, le temps et le taux. Les formules générales et les formules simplifiées permettent de trouver aisément un des 4 éléments de la question, les trois autres étant donnés. Voici quelques exemples :

I. Recherche du capital. Un capital placé à 3 % a produit, au bout de 146 jours, 328 fr. 50 d'intérêt. Quel est ce capital?

L'intérêt donné est exprimé par la relation $328{,}50 = \frac{a \times 146}{12000}$, a désignant le capital. Par la règle de la Division, on en tire immédiatement

$$a = \frac{328{,}50 \times 12000}{146} = \frac{3285 \times 600}{73} = 27000.$$

II. Recherche du temps. Un capital de dollars 10700, placé à 6 %, a produit un intérêt de dollars 2407,50. Pendant combien de temps a-t-il été placé?

Comme on reconnait à première vue que le temps doit dépasser 1 an, il est naturel de prendre d'abord l'année pour unité de temps. Le nombre n, entier ou fractionnaire, d'années, est lié aux données par la relation $\frac{10700 \times 6 \times n}{100}$ $= 2407{,}5$ d'où l'on tire $n = \frac{2407{,}5}{107 \times 6} = 3$ ans 9 mois.

Autre exemple. Au bout de combien de temps un capital à 4 % a-t-il rapporté en intérêts $\frac{1}{60}$ de sa propre valeur?

D'après une des propriétés des Diviseurs, il faut au taux de 4 %, 9000 jours pour que l'intérêt soit égal au capital même. L'intérêt sera $\frac{1}{60}$ du capital au bout de $\frac{9000}{60} = 150$ jours.

III. Un capital, placé à intérêts simples depuis 288 jours, a rapporté en intérêts les 3,60% de sa valeur. Quel est le taux d'intérêt?

Cela revient à déterminer le tant pour cent correspondant à 360 jours. Par la réduction à l'unité on trouve $\frac{3{,}60 \times 360}{288} = \frac{1296}{288} = 4\frac{1}{2}\%$.

La question est aussi rapidement résolue par la formule des Diviseurs. En désignant par d le Diviseur correspondant au taux cherché, on a la relation $\frac{100 \times 288}{d} = 3{,}60$, d'où $d = \frac{288000}{36} = 8000$.

On sait par cœur que si le Diviseur est 8000, le taux est $4\frac{1}{2}\%$.

Un problème de ce genre pourrait conduire à un Diviseur quelconque, soit 8453. Il suffirait de diviser 36000 par ce Diviseur pour trouver le taux, et l'on aurait $\frac{36000}{8453} = 4{,}255 \ldots . \%$. A première vue, on reconnaîtrait que le nombre 8453 étant compris entre 8000 et 9000 le taux se trouve compris entre $4\frac{1}{2}$ et 4.

Escomptes

Tout capital engagé dans les opérations commerciales ou financières, mis en compte courant entre deux parties contractantes, doit être considéré comme productif d'intérêt à mesure que le temps s'écoule. Le capital, grossi des intérêts qu'il produit, représente une grandeur variable qui va en croissant avec le temps et prend divers états successifs. Prenons par exemple 100000 francs, valeur 1er Janvier 1904; et supposons le taux d'intérit simple 4%. A cette valeur initiale 100000 1er Janvier correspondront 101000 au 1e Avril, 102000 au 1e Juillet, 103000 au 1er Octobre, 104000 au 1er Janvier 1905, et ainsi de suite. Une dette de 100000 francs, au 1er Janvier, peut être acquittée par le payement de 101000 francs payables au 1er Avril suivant. Réciproquement, un payement de 101000 francs à faire au 1er Avril serait, logiquement, susceptible d'être remplacé par le versement de 100000 au 1er Janvier. Cette substitution, d'un capital actuel à la place d'un capital à terme avant son échéance, est une opération d'escompte. Le capital que nous prenons comme exemple, 101000 francs 1re Avril, escompté à la date du 1er Janvier, donnerait, rationnellement, 100000 francs au 1er Janvier. Entre le capital actuel 100000 et le capital nominal à terme 101000, il y a une différence 1000 qui représente l'intérêt d'après notre taux 4%, du capital actuel 100000. Cette différence se désigne aussi, dans notre langue, par le mot escompte. Les idées logiques qui viennent d'être exposées ne sont pas rigoureusement appliquées dans l'escompte des effets de commerce. Un effet de commerce porte une valeur nominale déterminée, payable à une date fixée. Le porteur de l'effet peut, avant l'échéance, le négocier, le vendre, le faire escompter. Les Banquiers escomptent, achètent les effets, et donnent, en échange, de l'argent comptant. Les calculs d'escompte ont pour objet principal de déterminer la somme à payer, par anticipation, en échange d'une somme déterminée qu'on appelle Valeur nominale de l'effet, réalisable à une échéance fixée. Le Banquier escompteur exerce sur la valeur nominale une

retenue égale à l'intérêt du capital nominal inscrit sur l'effet, pour le nombre de jours à courir du jour de l'escompte au jour de l'échéance.

Pour un effet de 101 000 francs payables au premier Avril, l'opération de l'escompte se fait comme il suit :

Valeur nominale	101000	au premier Avril
Escompte commercial à 4%, 3 mois	1010	1% du Capital nominal
Valeur actuelle commerciale,	Fr. 99990	au premier Janvier.

Discutons cette manière d'opérer dans l'escompte des effets de commerce, d'abord au point de vue du négociant porteur de l'effet, ensuite au point de vue du Banquier escompteur.

Le porteur de l'effet reçoit un capital actuel de	Fr. 99990
L'intérêt qu'il en tirerait à 4% pendant les 3 mois serait	999,90
et la valeur totale acquise, au premier Avril, serait	100989,90
présentant, relativement à la Créance 101000, un déficit de .	10,10

qui se trouve égal à l'intérêt de l'escompte commercial 1010.

Le Banquier Escompteur a tiré de sa Caisse . . .	Fr.	99990
Au premier Avril, il encaisse le montant nominal .		101000

Les 99990 fr. déboursés par lui au premier Janvier lui procurent au premier Avril un accroissement de 1010 fr. que l'on peut, par la pensée, décomposer en 2 parties, savoir : 1° 999 fr. 90 représentant l'intérêt des 99990 fr. effectivement sortis de la caisse; 2° 10 fr. 10 représentant l'intérêt des 1010 fr. retenus dans la caisse; le Banquier qui pratique l'escompte commercial retient l'intérêt non seulement du Capital qu'il débourse effectivement, mais encore l'intérêt de la somme qu'il a retenue sur la valeur nominale. Cette discussion fait ressortir les points faibles, au point de vue de la logique et du raisonnement, de l'opération d'escompte des effets de commerce. Logiquement, le Banquier devrait donner un Capital actuel qui, augmenté de son intérêt, soit ici de $\frac{1}{100}$ du Capital, deviendrait 101 000. La somme, Capital actuel et intérêt, serait les $\frac{101}{100}$ du Capital actuel, lequel aurait pour valeur au premier Janvier $\frac{101\,000 \times 100}{101} = 100\,000$

et les opérations, dans ce mode d'escompte, se détailleraient ainsi :

Valeur actuelle logique, rationnelle	100 000	au premier Janvier
intérêt du Capital actuel à 4%, 3 mois	1 000	1% du Capital actuel
Somme, valeur nominale	101 000	au premier Avril.

Nous distinguons ainsi 2 modes d'escompte : l'un dit Escompte commercial ou en dehors; l'autre, Escompte rationnel ou en dedans. Un Capital nominal à terme étant proposé, on peut déterminer, dans chacun des deux modes d'escompte, la valeur actuelle et l'escompte proprement dit ou différence entre la valeur actuelle et la valeur nominale. L'escompte commercial numérique est égal à l'intérêt du Capital nominal; en le retranchant du Capital, on obtient la valeur actuelle commerciale. L'escompte rationnel est égal à l'intérêt de la valeur actuelle rationnelle; leur somme donne exactement la valeur nominale.

Escompte des effets de commerce. — Applications numériques

I. *Escompter, Paris 2 mars 1904, un effet de fr. 3684,75 au 19 avril 1904, d'après le taux de 4%.*

Valeur nominale		3684,75
Escompte commercial pour 48 jours,	$\frac{3684,75 \times 48}{9000}$ =	19,65
Valeur commerciale, au 2 mars 1904,		fr. 3665,10

II. *Escompter, Vienne 5 février 1904, un effet de 8563,45 couronnes d'Autriche au 19 mars suivant, à* $4\frac{1}{2}\%$.

	Valeur nominale	8563,45	
Escompte à $4\frac{1}{2}\%$ pour 43 jours, p. parties aliquotes	p. 40 j.	42,817	($\frac{1}{2}\%$ du Capital)
	p. 2 j.	2,141	($\frac{1}{20}$ du précédent)
	p. 1 j.	1,07	($\frac{1}{2}$ du précédent)
Valeur au 5 février		8517,422	

Dans les banques d'ordre secondaire, le Banquier escompteur retient, outre l'escompte commercial proprement dit, une commission et un droit de change de place, qui s'évaluent en tant pour cent du capital nominal.

III. *Escompter, Paris 6 janvier 1904, un effet sur Villefranche de fr. 22875 au 1 mars; taux d'escompte* 4%, *commission* $\frac{1}{8}\%$, *change de place* $\frac{3}{16}\%$.

Valeur nominale	22875
Escompte, 4%, pour 55 jours, $\frac{22875 \times 55}{9000} =$	139,791
commission $\frac{1}{8}\%$ de 22875	28,594
change de place (1 fois et $\frac{1}{2}$ la commission)	42,891
Valeur, Paris 6 janvier 1904,	fr. 22663,724

Exemples d'Escompte rationnel

L'escompte commercial paraît avoir été adopté dans les affaires en raison de la facilité des calculs; l'escompte se calcule, suivant les règles d'intérêt, sur un capital connu, le Capital inscrit sur l'effet présenté à l'escompte. Dans le système rationnel, l'escompte est l'intérêt de la valeur actuelle, laquelle est à priori, aussi inconnue que l'escompte. Il est facile de déterminer ces deux inconnues, d'après leurs définitions. La valeur actuelle rationnelle, c'est un capital qui augmenté de son intérêt, appelé alors escompte rationnel, donne pour somme la valeur nominale proposée. Soit un capital nominal A payable dans n jours, le taux d'escompte étant 4%. Nous savons que, d'après ce taux, le capital 9 000 produit n francs d'intérêt en n jours et devient, capital et intérêt réunis, $9000 + n$. Inversement, nous pouvons dire que pour une valeur nominale $9000 + n$, payable dons n jours, la valeur actuelle est 9 000, l'escompte rationnel n francs. Dans les mêmes conditions de taux et de temps, les capitaux et les intérêts sont proportionnels; il suffit donc de résoudre de simples règles de Trois par le réduction à l'unité. On tiendra le raisonnement suivant :

Si pour $9000 + n$ de valeur nominale, la valeur actuelle est 9 000; pour 1 franc de valeur nominale, la valeur actuelle sera $\frac{9000}{9000 + n}$, et pour les A francs proposés, la valeur actuelle sera $\frac{A \times 9000}{9000 + n}$.

Par un raisonnement analogue, on trouve pour l'escompte rationnel $\frac{A \times n}{9000 + n}$.

Les deux termes réunis, valeur actuelle et escompte, donnent évidemment A.

Pour un taux quelconque, il suffirait de substituer au nombre 9 000, qui est le Diviseur spécial du 4%, le Diviseur correspondant au taux proposé; si nous désignons en général ce Diviseur par d, nous pourrons, pour la comparaison des deux modes d'escompte, poser les formules suivantes, pour une valeur nominale donnée A.

Pratique commerciale

Valeur nominale A, payable dans n jours

Escompte commercial $e = \frac{A \cdot n}{d}$

Valeur actuelle commerciale $V = A - \frac{An}{d}$

ou $V = \frac{A(d-n)}{d}$

Principes rationnels

Même valeur nominale A, à n jours

Escompte rationnel $e' = \frac{A \cdot n}{d+n}$

Valeur actuelle rationnelle $V' = \frac{A \cdot d}{d+n}$

évidemment $V' > V$ et $e > e'$

Application numérique

Escompter, commercialement et rationnellement, un capital de 37869 fr. 75 à 73 jours de date; taux 6%.

Pratique commerciale

Valeur nominale	37869,75
Escompte $\frac{37869{,}75 \times 73}{6000} =$	460,75
Valeur actuelle commerciale	37409

Principes rationnels

Valeur nominale	37869,75
Valeur actuelle rationnelle $\frac{37869{,}75 \times 6000}{6073} =$	37414,54
Escompte rationnel	455,21

La différence des valeurs actuelles est 37414,54 — 37409 = 5,54. La différence des deux escomptes est la même, mais en ordre inverse, 460,75 — 455,21 = 5,54.

Remarque. Les formules générales que nous venons d'établir pour la comparaison des deux modes d'escompte s'appliquent quelle que soit l'unité de temps, année, mois, jour, avec les conditions suivantes :

n désignera toujours le nombre des unités de temps de l'espèce énoncée;

d sera égal à $\frac{36000}{t}$, t étant le taux d'intérêt, lorsque le temps est exprimé en jours;

d sera $\frac{1200}{t}$, lorsque le temps sera exprimé en mois;

d sera $\frac{100}{t}$, lorsque le temps sera exprimé en année.

Problème. Un effet à 96 jours est présenté à l'escompte : la différence des deux escomptes, à 5%, serait 0 fr. 55. On demande les deux escomptes et la valeur nominale de l'effet.

Nous baserons la solution sur la remarque suivante : L'excès de l'escompte commercial sur l'escompte rationnel est égal à l'intérêt de l'escompte rationnel; en effet l'escompte commercial est égal à l'intérêt de la valeur nominale : cette valeur nominale peut être décomposée en 2 parties, dont la 1e serait la valeur actuelle rationnelle, et la 2e l'escompte rationnel. L'escompte commercial comprend donc l'intérêt de la valeur actuelle plus l'intérêt de l'escompte du système rationnel. Mais le premier terme, intérêt de la valeur actuelle rationnelle, c'est l'escompte rationnel. Donc l'escompte commercial comprend l'escompte rationnel plus l'intérêt de ce dernier. D'après cela, on trouvera, pour le problème actuel, l'escompte rationnel en cherchant le capital qui, à 5%, produit 0 fr. 55 en 96 jours : ce capital serait $\frac{0{,}55 \times 7200}{96} = \frac{55 \times 3}{4} = 41$ fr. 25 : voilà l'escompte rationnel. En ajoutant à 41,25 la différence donnée 0,55 on obtient 41,80 : c'est l'escompte commercial. Enfin la valeur nominale est le capital qui à 5% produit 41 fr. 80 en 96 jours. Ce capital est $\frac{41{,}80 \times 7200}{96} = \frac{4180 \times 3}{4} = 3135$ fr.

Valeur à une date fixée de capitaux payables à différentes échéances. – Bordereaux d'escompte

Plusieurs capitaux, payables à diverses échéances peuvent être remplacés par un capital unique, payable à une date fixée, dont l'importance numérique dépend non seulement des valeurs nominales des capitaux partiels proposés, mais encore de leurs intérêts ou escomptes. Tout capital payable avant la date choisie pour règler le compte d'ensemble, doit être majoré de ses intérêts depuis son échéance jusqu'à l'époque commune adoptée. Tout capital payable après cette époque doit subir l'escompte pour le temps à courir depuis l'époque jusqu'à l'échéance du capital. Dans les affaires, l'escompte commercial est presque exclusivement adopté.

Régler en un seul payement, 1 octobre 1904, les cinq dettes ci-dessous; taux d'intérêts et d'escompte 6 %

Valeur nominale totale, fr. 16932. — Valeur de compte, 1 octobre, fr. 16938,80

VALEURS NOMINALES	ÉCHÉANCES	JOURS	NOMBRES	OBSERVATIONS
2 560	1 juillet 1904	92	235 520	Les Nombres (4e colonne), sont obtenus en multipliant chaque capital par le nombre de jours correspondant. Les trois premiers correspondent à des intérêts additifs; les deux derniers, écrits sous la forme de compléments, correspondent aux intérêts soustractifs ou escomptes. La somme algébrique divisée par 6000 donne la balance des intérêts à 6 %.
3 184,50	16 août „	46	146 487	
4 800	15 septembre „	16	76 800	
1 387,50	1 novembre „	—31	156 987,5	
5 000	15 décembre „	—75	1 625 000	
16 932,00			40 794,5	
Intérêts 6,80			$\frac{1}{6000}$ 6,799	
16 938,80	Valeur au 1 octobre 1904			

Echéance Moyenne

Etant donnée une suite de Capitaux payables respectivement à des échéances fixées, l'Echéance Moyenne de ces payements est la date à laquelle il faudrait payer, en une seule fois, la somme des valeurs nominales des Capitaux partiels proposés, de manière à réaliser, dans la comparaison des Capitaux partiels d'une part et le Capital unique d'autre part, non seulement l'égalité des valeurs nominales (que l'on s'impose à priori), mais encore l'égalité des valeurs actuelles, des valeurs de compte établies en considération des valeurs nominales et des intérêts ou escomptes.

On se propose d'obtenir 2 systèmes de payements équivalents, ayant même valeur actuelle, au jour où la question se trouve posée.

Les valeurs actuelles pourraient, théoriquement, être déterminées suivant les deux modes d'escompte. Dans la pratique, on ne traite la question que d'après l'escompte commercial.

Pour que l'égalité existe entre l'ensemble des valeurs actuelles des Capitaux partiels d'une part, et la valeur actuelle du Capital unique d'autre part, il suffit qu'il

y ait égalité entre l'ensemble des escomptes partiels et l'escompte unique, puisque l'égalité est déjà établie entre les valeurs nominales.

Le total des escomptes partiels s'obtient en formant pour chaque Capital le Nombre, produit du Capital par les jours, et additionnant ces Nombres, pour diviser le total des Nombres par le Diviseur correspondant au taux d'escompte. L'escompte du Capital unique se trouverait de même en multipliant le Capital unique, somme des valeurs nominales partielles, par le nombre de jours, à priori inconnu, à courir de la date actuelle à la date d'Echéance moyenne cherchée, et divisant ce produit par le Diviseur. Pour réaliser l'égalité des escomptes de part et d'autre, on peut faire abstraction du Diviseur, qui est le même de part et d'autre ; il suffit que les Nombres se trouvent égaux. Le Nombre du Capital unique doit être égal à la somme des Nombres des Capitaux partiels proposés ; autrement dit, le produit du Capital unique par le nombre x de jours, de la date actuelle à l'échéannée moyenne, doit égaler le total des produits des capitaux partiels multipliés respectivement par les nombres connus de jours, correspondants. Par suite pour trouver le nombre x de jours à compter jusqu'à l'Echéance moyenne, il suffira de former les Nombres pour les divers Capitaux donnés, de les totaliser, et de diviser leur somme par le Capital unique, somme des valeurs nominales proposées. La division donne un nombre qui, le plus souvent, n'est pas entier. On adopte le nombre entier le plus approché, par défant ou par excès. Le Bordereau ci-dessous donne un exemple. Pour trouver l'échéance moyenne des cinq effets, on devrait mathématiquement compter 72,4 jours à partir du premier Mai. On comptera 72. Echéance Moyenne 12 juillet.

ValeursNominales	Echéances	Jours	Nombres	Observations
24500,45	1er Mai 1904	0	„	
17243,75	27 Mai „	26	448337,50	
12968,30	15 Juin „	45	583573,50	
49812,75	15 Juillet „	75	3735956,25	
34813,25	1er Octobre „	153	5326427,25	
139338,50	12 Juillet		10094294,50	139338,5
				quotient 72,4

Règles de Société

Les Règles de Société ont pour objet de répartir entre plusieurs associés les bénéfices ou les pertes résultant d'opérations faites par eux en commun. La répartition, dans les conditions normales, est basée sur la considération des mises engagées par les associés et des temps pendant lesquels ces mises ont été engagées dans l'entreprise commune.

Il est évident que si les mises sont égales et engagées pendant le même temps, elles donnent aux capitalistes des droits égaux; la répartition se fait d'après une simple division. Si les mises sont inégales, mais engagées pendant des temps égaux, la répartition se fait proportionnellement aux mises. Si les mises sont égales, mais engagées pendant des temps inégaux, la répartition se fait proportionnellement aux temps. Dans ces deux cas, la question s'appelle un problème de Société simple ; la solution est dans l'application de la règle des

partages proportionnels, les bénéfices individuels devant être proportionnels à des nombres immédiatement connus.

Lorsque les mises sont inégales et engagées pendant des temps inégaux, le problème est dit de Société composée, et la Règle consiste à partager proportionnellement aux produits des mises par les temps. Pour justifier cette règle, observons que l'on peut prendre pour unité fictive le capital 1 engagé pendant le temps 1 ; le capital a engagé pendant le temps 1 donnerait a de ces unités, et le même capital a engagé pendant le temps n donnerait an unités de cette nature. Ainsi chaque associé comptera comme mesure de ses droits au partage un nombre d'unités fictives représenté par le produit de la mise par le temps. Cela revient à dire que le capitaliste qui a engagé a francs pendant n années a les mêmes droits au partage que s'il avait engagé an francs pendant 1 an ; les différentes mises engagées pendant des temps différents peuvent ainsi se ramener à des mises fictives engagées pendant l'unité de temps, et la répartition se fait proportionnellement aux produits des mises effectives par les temps. Si le même capitaliste engage des sommes d'argent à différentes dates, pour chaque capital engagé dans l'entreprise, il y a lieu de faire le produit du capital par le nombre d'unités de temps depuis le versement jusqu'au règlement final.

A la question de répartition des bénéfices se joint naturellement la question de la mesure des avantages recueillis, du taux moyen de placement pour les Capitalistes qui ont placé leur argent dans l'entreprise. Les produits des mises par les temps représentent des mises fictives équivalentes, rapportées à l'unité de temps. En comparant le bénéfice à la mise fictive, on trouve la mesure, le taux du bénéfice, soit par exemple le bénéfice rapporté par 100 fr. en 1 an. Le problème suivant donne un exemple de l'application de ces règles et remarques.

Problème. — Quatre négociants se sont associés pour l'exploitation d'un brevet. Le premier, qui est propriétaire du brevet, en a cédé la jouissance pour 5 ans, à la condition, d'avoir 30 % dans les bénéfices. Le deuxième engage 36000 fr et doit, en outre, remplir les fonctions de gérant, moyennant une part de 4 % dans les bénéfices. Le troisième apporte 30000 fr. Le quatrième verse 15000 fr. au commencement de chaque année Le Capital net, à l'actif de la société, à la fin de la cinquième année, est de 328860 fr. On en demande la répartition entre les quatre associés.

Déterminons le bénéfice. Il est égal à l'excès du Capital définitif sur le total des mises, soit 187860 fr. Le propriétaire du brevet prélève 30 %, soit 56358. Le gérant prélève 4 % du même bénéfice total, ce qui lui donne de ce chef 7514,40. Reste, pour la rémunération des Capitaux, la somme de 123987 fr. 60 à partager entre les trois associés qui ont engagé des fonds. Comptons les mises par nombres de mille. Le 2e négociant a mis 36 mille pendant 5 ans, comptons $36 \times 5 = 180$.

Le 3e a mis 30 mille pendant 5 ans, le produit donne $30 \times 5 = 150$.

Le 4e a engagé 15 mille pendant 5 ans, plus 15 mille pendant 4 ans etc...

En effectuant les produits et les additionnant on obtient 225. La répartition doit se faire proportionnellement aux nombres 180, 150, 225 ; ou, plus simplement, proportionnellement aux nombres 12, 10, 15. Les parts de bénéfice qui reviennent aux trois Capitalistes sont donc respectivement :

$$\frac{123987{,}6 \times 12}{37} = 40212{,}194\,; \quad \frac{123987{,}6 \times 10}{37} = 33510{,}163\,;$$

$$\frac{123987{,}6 \times 15}{37} = 50625{,}243.$$

L'addition de ces 3 parts de bénéfice donne bien la somme à partager 123987,60. Dans le règlement final, chacun des associés reprend sa mise et reçoit en plus la part de bénéfice qui lui revient soit en raison de ses fonctions, soit en raison des sommes d'argent qu'il a mises.

Récapitulation

Le 1er doit recevoir 30 % du bénéfice total, soit	fr.	56 358
Le 2e 36 000 + 7 514,4 + 40 212,194 en tout		83 726,594
Le 3e 30 000 + 33 510,163, c'est-à-dire ensemble		63 510,163
Le 4e 75 000 + 50 265.243		125 265,243
Total, égal à l'actif de la société,	fr.	328 860

Cherchons maintenant le taux du bénéfice. On peut assimiler ce bénéfice à un intérêt produit par les capitaux mis en commun. Tous les capitaux engagés dans le cours des 5 années équivalent, pour la production du bénéfice ou intérêt, à un capital unique de [180 000 + 150 000 + 225 000] = 555 000, placé pendant 1 an. Ce capital fictif, pour 1 an, a produit un bénéfice de 187 860. Le taux pour 100 est donc $\frac{187\,860 \times 100}{555\,000} = 33{,}85\ \%$. Ce taux s'applique à l'ensemble des capitaux engagés dans l'entreprise et au bénéfice total.

Une portion du bénéfice total ayant été attribuée, pour droits spéciaux, aux deux premiers associés, le taux d'intérêt pour les capitalistes n'est pas ici égal au taux ci-dessus ; il est nécessairement inférieur ; pour le déterminer, retranchons du bénéfice total, les parts de 30 % et de 4 % attribuées au propriétaire du brevet et au gérant. Le reste 123 987,60 est le bénéfice attribué aux capitalistes en raison seulement des sommes d'argent qu'ils ont placées. Pour eux, le taux sera $\frac{123\,987{,}60 \times 100}{555\,000} = 22{,}34\ \%$. Les prélèvements opérés par le titulaire du brevet et au gérant représentant 34 % du bénéfice total, le taux de bénéfice pour les Capitalistes doit être les 66 % du taux d'ensemble. On a effectivement $\frac{33{,}85 \times 66}{100} = 22{,}34$. Observons encore que ce dernier taux 22,34 % s'applique non seulement à l'ensemble des Capitalistes, mais encore à chacun d'eux individuellement. Ainsi, le 3e associé a mis un capital de 30 000 francs, lequel au bout de 5 ans reçoit un accroissement de 33 510,163.

Pour 1 an, l'accroissement serait $\frac{1}{5}$ du ce nombre, c'est-à-dire 6 702,032 et le taux de bénéfice annuel $\frac{6\,702{,}032 \times 100}{30\,000} = \frac{67{,}02}{3} = 22{,}34\ \%$. C'est ce dernier calcul qui offre le moyen le plus simple de déterminer le taux d'intérêt pour les capitalistes. Pour le 4e associé, le taux serait absolument le même ; les capitaux versés en 5 termes annuels équivalent à 225 000 pendant 1 an, le taux serait $\frac{50\,265{,}243 \times 100}{225\,000} = 22{,}34\ \%$.

Changes étrangers

Les règlements de compte entre négociants de différents pays, qui souvent n'ont pas le même système monétaire, sont facilités par l'intermédiaire de Banquiers cambistes qui, possédant des Etablissements en France et à l'étranger, peuvent recevoir dans une place, pour payer dans l'autre, des sommes d'argent considérées comme commercialement équivalentes, malgré les différences dans l'espèce et le nombre des unités monétaires et, souvent encore, dans les dates des payements. Les monnaies des différents pays peuvent être comparées en raison de leurs valeurs intrinsèques, c'est-à-dire en raison des poids respectifs d'or pur qu'elles doivent contenir. Prenons comme exemple le règlement d'une dette de £ 10 000 de Paris sur Londres, établissons les conditions théoriques, l'équilibre financier. Prenant en considération la valeur intrinsèque de la Livre sterling 25 fr. 2215 nous imaginons que le débiteur français verse au Crédit Lyonnais à Paris 252 215 francs en pièces d'or françaises et que le Crédit Lyonnais verse à Londres au créancier anglais £ 10 000 en pièces d'or anglaises; le poids d'or pur contenu dans les pièces françaises représentant la somme de 252 215 francs est le même que le poids d'or pur contenu dans les pièces anglaises formant la somme de £ 10 000. Dans notre fiction, le Français a donné un poids déterminé d'or pur; l'Anglais a reçu un poids égal, représentant le montant de sa créance. Le compte est équitablement réglé entre les deux négociants, et le Crédit Lyonnais a donné à Londres ce qu'il a reçu à Paris, sans bénéfice ni perte. Le Crédit Lyonnais a payé à Londres 1 Livre sterling par chaque quotité de 25 fr. 2215 reçue à Paris. Il a fait le change de Paris sur Londres à 25 fr. 2215. Voilà la théorie. Dans la pratique, les payements à Paris et à Londres seront effectués en monnaie courante, pièces d'or ou billets de Banque; l'Etablissement de Crédit, au lieu de demander au débiteur français 25 fr. 22 par Livre sterling, lui demandera, par exemple, 25 fr. 25 et réalisera alors quelque bénéfice légitime dans l'opération. D'autre part, les payements, dans les deux places, peuvent être faits à des époques différentes. La dette peut n'être exigible que dans 3 mois par exemple; alors le débiteur ne doit donner que la valeur actuelle, il profite de l'escompte.

Les questions de change sur l'étranger ont le plus souvent le double caractère : changement de monnaie de compte, changement de date. Chaque jour, les principales Banques de change font connaître les bases, les conditions offertes pour la conversion d'un payement d'une place sur une autre, pour la négociation d'effets, chèques, lettres de change, lettres de crédit, etc. sur places étrangères. Ces conditions sont consignées dans un bulletin spécial publié à la suite du bulletin des cours de la Bourse, sous le nom de Cote des changes. La Cote des changes de Paris signale le nombre de francs demandés ou offerts en échange de 100 unités étrangères (pour l'Angleterre, 1 seule) payables à des dates convenues. On a adopté deux échéances types : à vue, et à 3 mois. Pour montrer les variations du Cours d'une époque à l'autre, nous présenterons des Cotes de différentes dates.

Dans le but d'intéresser nos lecteurs aux questions de change, nous ne croyons pas inutile de leur signaler les principales publications où l'on trouve les Cotes des changes.

1° *Bulletin de la Cote*
Cours authentique et officiel
Chambre Syndicale des Agents de change,
6, Rue Ménars, Paris.
2° *Cours de la Banque et de la Bourse*
E. Desfossés et Fabre frères,
31, Rue Vivienne.
3° *Cote de la Bourse et de la Banque*
journal politique et financier paraissant à 4 h., sous la Direction de Mr Emmanuel Vidal et de Mr Charles Vidal.
3, Place de la Bourse.
4° *Agence Fournier*
1, Rue de la Bourse.
5° *Information*
10, Place de la Bourse.
6° Journaux : *Journal officiel, Matin, Echo de Paris, Liberté*, etc.

Les publications spécialement financières se trouvent dans les kiosques du Boulevard de la rue Montmartre à la rue Drouot.

COTE DES CHANGES DE PARIS, 8 novembre 1888

Escompte à l'étranger	DEVISES	PAPIER COURT	PAPIER LONG	
	VALEURS SE NÉGOCIANT A TROIS MOIS			
3 %	Amsterdam-Rotterdam	207 1/8 à 207 3/8	207 5/8 à 207 7/8	et 4 %
4 %	Allemagne	122 3/4 à 123	123 à 123 1/4	et 4 %
5 %	Vienne-Trieste	206 à 207	205 3/4 à 206 3/4	et 4 %
5 %	Barcelone	485 1/2 à 486 1/2	485 à 486	et 4 %
5 %	Madrid	485 à 486	485 à 486	et 4 %
6 %	Lisbonne-Porto	556 à 557	555 à 556	et 4 %
6 %	St. Pétersbourg	264 à 265	263 à 264	et 4 %
	VALEURS SE NÉGOCIANT A VUE			
5 %	Londres	25,27 à 25,28	25,32 à 25,35	moins 5 %
	„ chèque	25,29 à 25,30		
3 1/2 %	New-York	518 à 519	518 à 519	moins 3 1/2 %
5 %	Belgique	5/16 à 7/16 p.	1/8 p. à 1/4 p.	moins 5 %
5 1/2 %	Italie	1 1/8 p. à 1 1/4 p.	1 p. à 1 1/3 p.	moins 5 1/2 %
3 %	Suisse	3/16 p. à 5/16 p.	3/16 p. à 5/16 p.	moins 3 %
5 %	Stockholm	137 1/2 à 138	137 à 137 1/2	moins 5 %

COTE DES MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT

Or en barres 1000/1000, le k. 3437 fr. et 4 %/00 pr.	Aigles des Etats-Unis 25,90 à 26
Argent en barre 1000/1000, le k. 218 fr. 89 moins 278 %/00	1/2 Impériales Russes anciennes 20,65 à 20,70
Souverains anglais 25,25 à 25,30	1/2 Impériales nouvelles 20
Guillaumes (20 M.) 24,75 à 24,80	Couronnes suédoises 27,60 à 27,70.

COTE DES CHANGES DE PARIS, 22 Mars 1904

Escompte à l'étranger	DEVISES	PAPIER COURT	PAPIER LONG
	DEVISES COTÉES A TROIS MOIS		
3 %	Hollande	205 1/2 à 206 et 4 %	205 1/4 à 206 1/4
4 %	Allemagne	121 9/16 à 121 11/16 et 4 %	121 5/8 à 121 3/4
5 %	Espagne, papier		
	„ versement	358 1/2 à 363 1/2	
5 1/2 %	Portugal	435 à 445 et 4 %	430 à 440
3 1/2 %	Vienne	103 3/8 à 103 5/8 et 4 %	103 1/2 à 103 3/4
5 1/2 %	Petersbourg, papier	261 à 263 et 4 %	258 à 260
	„ versement	265 à 267	
	DEVISES COTÉES A VUE		
4 %	Londres	25,10 1/2 à 25,13 1/2	25,15 à 25,18 moins 4 %
	„ chèque	25,13 à 25,16	
3 %	Belgique	5/16 p. à 7/16 p.	1/4 p. à 3/8 p. moins 3 %
4 %	Suisse	9/16 p. à 11/16 p.	7/16 p. à 9/16 p. moins 4 %
5 %	Italie	3/8 p. à 1/2 p.	1/4 p. à 3/8 p. moins 5 %
4 %	New-York, or	513 1/2 à 516 1/2	512 1/2 à 515 1/2 moins 4 %
5 %	Stockholm	137 à 138	137 à 138 moins 5 %

COTE DES MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT

Or en barre 1000/1000, le k. 3437 fr. pair
Argent en barre 1000/1000, le k. 96,50 à 97,50
Souverains anglais 25,09 à 25,14
Guillaumes (20 M.) 24,50 à 24,60
Aigles des Etats-Unis 25,70 à 25,90
1/2 Impériales Russes anciennes 20,55 à 20,65
1/2 Impériales nouvelles 20
Couronnes de Suède 27,40 à 27,60

Escompte à la Banque de France 3 %. — Intérêt des avances 3 1/2 %

CHANGES DE PLACES ÉTRANGÈRES SUR PARIS

à Londres : Paris à vue 25,15
„ à 3 mois 25,35
à Berlin : Paris, 8 jours, 81,25
à Rome : Paris à vue 100,30
à Vienne : Paris à vue 95,60
à Amsterdam : Paris à vue 48
à Barcelone : Paris à vue 38,85
à Madrid : Paris à vue 38,80
à Lisbonne : Paris à vue (reïs p. 3 fr.) 675
à St. Pétersbourg : Paris à vue 37,65
à New-York : Paris à vue 515

Les nombres inscrits dans la Cote des changes sont des nombres de francs, monnnaie courante, pour 100 unités étrangères, papier de commerce ; par exception, la cote du Londres, est, de toute évidence, pour 1 seule Livre, et la Cote de l'Espagne, rapportée à 100 piastres anciennes, se trouve actuellement rapportée à 500 pesetas ; le cours de l'Espagne, multiplié par 2, donne la valeur de 1000 pesetas, par suite de 100, ou de 1, ce qui parfois simplifie le calcul.

Pour la négociation d'effets à 3 mois sur places dont les devises sont cotées à l'échéance type de « 3 mois », les cours inscrits dans la colonne Papier Long, doivent être pris tels quels ; ainsi la cote Hollande, Papier Long, 206 apprend que 100 florins courants de valeur nominale à 3 mois seraient échangés à Paris pour 206 francs comptant. Pour la négociation d'effets à vue, sur les places dont les devises sont à 3 mois, on doit prendre pour base le nombre inscrit dans la Colonne Papier Court que l'on augmente de $\frac{1}{100}$ de sa valeur, intérêt pour 3 mois d'après le taux de 4 % par an. Ainsi, lorsque le bulletin des changes porte : Hollande, Papier court, 205,75 ; quelle est la valeur en monnaie française de 100 florins à vue ?

Valeur, supposée, de 100 florins à 3 mois,	205,75
plus $\frac{1}{100}$ pour l'intérêt de 3 mois à 4 %	2,0575
Valeur de 100 florins à vue	Fr. 207,8075

Le taux de 4 % étant admis, le calcul précédent s'explique naturellement. En quoi 100 florins à vue valent-ils mieux que 100 florins à 3 mois ? En ce que les 100 florins à vue peuvent porter immédiatement intérêt et deviendront 101 florins à 3 mois : le capital primitif se trouve, par une majoration de 1 %, couverti en Capital équivalent, à 3 mois, dont la valeur en monnaie française est fournie par la Cote. Mais, si la valeur de 100 florins à 3 mois est véritablement 206 selon le cours Papier Long, et si le taux d'intérêt en Hollande est 3 %, pourquoi prendre pour base 205,75 et pour taux 4 % ?

Le taux de 4 % a été adopté uniformément, à Paris, pour toutes les Devises cotées à 3 mois, parce que, d'après ce taux annuel, l'intérêt qui est de 1 % par trimestre, est le plus facile à calculer.

En prenant le taux 4, au lieu du taux de l'étranger qu'il serait logique de prendre en considération, on obtient un intérêt un peu différent; ainsi pour la Hollande, l'intérêt compté à 4 % au lieu de 3 %, se trouve un peu trop fort; pour faire la compensation, du moins dans une certaine mesure, on abaisse un peu la base même du change, en prenant 205,75 à la place de 206.

Pour la négociation d'effets à vue sur places dont les Devises sont cotées à l'Echéance type « A Vue », les cours doivent être pris tels quels dans la colonne Papier Court; mais pour la négociation d'effets à terme, par exemple à 3 mois, sur ces mêmes places, on doit prendre la base inscrite dans la colonne Papier long, et retrancher l'escompte calculé d'après le taux de la place étrangère, proportionnellement au temps à courir de la date de négociation à la date d'échéance.

Les cours inscrits sous la rubrique « Versements » doivent être interprétés tels quels. Ils s'appliquent à des opérations au comptant. Un simple avis télégraphique transmis d'une place à l'autre signale et détermine dans les deux places deux opérations correspondantes, presque simultanées. C'est par ce procédé simple et rapide que se traitent aujourd'hui la plupart des affaires de change de la France avec l'Espagne et avec la Russie. La Devise Vienne était autrefois cotée pour 100 florins; mais depuis la réforme dite de la Valuta, en 1892, l'Autriche a adopté l'étalon d'or et pris pour unité de compte la Couronne;

depuis quelques années, la Cote du Vienne doit s'entendre pour 100 Couronnes; c'est ce qui explique la différence entre les Cotes des diverses époques. En 1888, la Cote du Vienne était, par exemple, 206, pour 100 florins. En 1904, la Cote du Vienne est dans les environs de 103, pour 100 Couronnes. La pratique des opérations au Comptant et des Cotes à Vue ou Versements tend à se généraliser. L'usage, maintenu par esprit de routine, de coter à Paris un certain nombre de Devises à 3 mois, ne présente, à vrai dire, aucun inconvénient sérieux. Tout calculateur un peu exercé qui lit sur la Cote : Allemagne, 3 mois, 123, en conclut immédiatement la conséquence : Allemagne à vue $124{,}23 = (123 + 1{,}23)$.

Applications numériques

I. Négociation, Paris 5 mars 1904, d'un effet sur Londres au 26 avril suivant, d'une valeur nominale de £ 973.17.6. Cours du change : Londres à vue 25,175 moins 4 %.

Valeur nominale	£	973,875 à 52 jours de date
Escompte pour 52 j. à 4 %		5,627
Valeur au comptant		968,248 × 25,15
Produit partiel par 25		24 206,2
„ „ par 15		145,2372
Valeur en monnaie française	Fr.	24 351,45

Au lieu de calculer l'escompte sur le nominal anglais, on peut convertir le capital en monnaie française et escompter le produit, le résultat est exactement le même. On peut encore modifier la cote en lui faisant subir l'escompte, et faire le produit du capital anglais par la cote modifiée; ce produit donne toujours le même résultat. Enfin on peut faire application de la règle de chaine.

x fr. comptant	£	973,875 à 52 jours, taux d'escompte 4 %
9 000 à 52 jours		9 000 — 52 à vue (propriété des Diviseurs)
1 £ à vue		25,15 francs

d'où résulte $x = \dfrac{973{,}875 \times (9\,000 - 52) \times 25{,}15}{9\,000} =$ fr. 24 351,45

La formule équivaut à $x = 973{,}875 \times (1 - \frac{52}{9\,000}) \times 25{,}15$ et sous cette forme on reconnaît, avant tout calcul, qu'elle doit conduire au même résultat que les autres procédés indiqués ci-dessus.

II. Négociation, Paris 25 février 1904, d'une lettre de change sur Hambourg au 25 avril, d'une valeur nominale de Rm. 17 500. Cours : Allemagne, 3 mois 122½ et 4 %

Conversion en monnaie française		175 × 122,5 = fr. 21 437.5
plus intérêt pour 1 mois à 4 % l'an	$\frac{21\,437{,}5}{300}$	= 71,45
Valeur. Paris 25 février,		fr. 21 508,95

III. Quel payement doit être fait à Barcelone, pour un versement de 25 000 francs à Paris? Cours : Espagne V^t, 360.

Réponse $\dfrac{25\,000 \times 500}{360} = 25\,000\ [1 + \frac{1}{3} + \frac{1}{3} \cdot \frac{1}{6}] = 34\,722{,}22$ pesetas.

Cours au Pair. — Gold Points théoriques.

Le Cours d'une Devise est dit au Pair, au Pair de la monnaie, lorsque la Cote à vue, ou ramenée à vue s'il y a lieu, attribue à l'unité de compte, pour les effets de commerce, la valeur de l'unité monétaire en or.

Ainsi la valeur intrinsèque de la Livre sterling, représentée par le Souverain en or, est fr. 25,22. Le Cours du Londres sera au Pair quand il sera 25,22.

Les Cours des Devises de Belgique, Suisse, Italie seront au pair lorsque 100 fr. ou 100 lire de l'étranger donneront 100 fr. à Paris, auquel cas la Cote portera la mention « pair » au lieu d'une perte telle que $\frac{3}{8}$. Le versement sur l'Espagne serait au Pair s'il était coté 500; il est beaucoup au-dessous du Pair à l'époque actuelle. Le Cours de l'Allemagne sera au Pair lorsque la Cote donnera pour 100 Mark à vue la valeur de 100 Mark or, c'est-à-dire fr. 123,45. Si nous désignons par C la Cote du Papier Court sur l'Allemagne, dont la Devise est à 3 mois, la Cote ramenée à vue donnera $C + \frac{C}{100}$; et pour réaliser la condition du Pair, C devra satisfaire à l'équation

$$C + \frac{C}{100} = 123{,}45 \text{ d'où } C = \frac{123{,}45 \times 100}{101} = 122{,}227$$

soit, par approximation, pour la pratique $122\frac{1}{4}$.

En 1888, le cours était $122\frac{3}{4}$ à 123 (voir Cote 8 novembre 1888) il était un peu au-dessus du Pair. En mars 1904, nous trouvons le Cours à $121\frac{5}{8}$, il se trouve un peu au-dessous du Pair. Les Cours au Pair de l'or s'appellent Gold Points théoriques.

Papier ou Métal? — Gold Points pratiques

La lettre de change offre un moyen commode, perfectionné, de régler une dette sur place étrangère, sans déplacement de personne, sans transport d'espèces métalliques.

Les avantages des Titres en papier ont toutefois des limites: les cours des changes peuvent s'élever, la lettre de change pourrait exiger de l'acheteur un prix égal ou supérieur aux frais du payement de la dette en espèces métalliques transportées dans la place étrangère. Alors se pose naturellement la question : Vaut-il mieux payer en papier ou en métal?

La réponse dépend des Cours du change. Prenons pour exemple le règlement d'une dette de Paris sur Londres. Si le débiteur français paye en faisant transporter de l'or à Londres, il devra, par Livre sterling, envoyer un poids d'or pur, d'une valeur intrinsèque de 25 fr. 22; pour le transport, il aura des frais à subir; de plus, si l'or expédié ne consiste pas en pièces d'or anglaises, il faudra couvrir les frais de monnayage à Londres pour que le métal ait force libératoire. Les frais de toutes natures sont évalués, en moyenne, à $\frac{1}{2}$ % de la valeur réelle. Si à 25,22 nous ajoutons $\frac{1}{2}$ %, c'est-à-dire 0,126 ou 0,13 environ nous arrivons à 25,35. C'est le prix qu'exigerait le règlement d'une dette de £ 1, par transport de métal précieux. Si le Cours du Londres est inférieur à 25,35 l'emploi de la lettre de change, du papier, est naturellement indiqué. Au cours de 25,35, papier ou métal, indifféremment. Au-dessus de 25,35 c'est le métal qui doit avoir la préférence. Ce cours de 25,35 (que nous ne donnons qu'à titre d'exemple, par approximation) pour lequel papier et métal reviennent au même prix pour le débiteur s'appelle Gold Point; Gold Point pratique parce qu'il comprend les frais accessoires; Gold Point pratique pour l'exportation parce qu'il marque la limite à partir de laquelle le débiteur français doit exporter de l'or au lieu d'acheter du papier.

Si nous plaçons le Français dans la situation de créancier, il pourra demander au débiteur anglais de l'or qui serait expédié d'Angleterre en France et monnayé à Paris, tous les frais restant, bien entendu, à la charge du créancier qui choisit ce mode de recouvrement. Les frais s'élevant, toujours d'après notre hypothèse, à $\frac{1}{2}$ % du principal, pour chaque livre sterling de créance, le

Français ne réaliserait au net que 25,22—0,13 c'est-à-dire 25.09. C'est le Gold Point pour l'importation. Tant que le cours du papier reste dans les limites de 25,09 à 25,35 le papier est préférable tant pour le débiteur que pour le créancier.

On déterminerait par des considérations analogues les Gold Points entre la France et l'Allemagne. Les calculs se font pour 100 Reichsmark. La valeur intrinsèque de 100 Mark or est 123 fr. 45.

En augmentant et diminuant ce nombre du $\frac{1}{2}\,\%$, soit de 0,62 environ on obtient les Gold Points 124,07 et 122,83 pour les cours de 100 Reichsmark à vue; mais la Devise Allemagne est cotée à 3 mois; les cours correspondants, à inscrire dans la colonne Papier Court, seraient $\frac{124{,}07 \times 100}{101} = 122{,}84$ et $\frac{122{,}83 \times 100}{101} = 121{,}61$; soit, en arrondissant pour la pratique, $122\frac{7}{8}$ et $121\frac{5}{8}$.

En 1888, la Cote était à $122\frac{7}{8}$; au-dessus de ce cours, il se serait produit une exportation d'or français en Allemagne. En 1904, la Cote est à $121\frac{5}{8}$; si elle vient à baisser, il devra se produire un mouvement d'importation d'or allemand en France.

Payer — Recouvrer

Remise ou Traite?

Pour le règlement d'une dette sur place étrangère, le débiteur dispose de deux principales voies directes : la voie de la Remise et la voie de la Traite.

Remise. Le débiteur prend l'initiative, achète dans sa propre place une lettre de change sur la place étrangère, d'une valeur nominale égale au montant de la dette à acquitter; il en fait la transmission, la remise au créancier qui perçoit, en monnaie de son pays et dans sa propre place, la valeur nominale de la lettre de change, c'est-à-dire exactement le montant de sa créance.

Traite. Le débiteur laisse l'initiative au créancier. Le créancier crée et négocie dans une Banque de son pays une Traite dont la valeur nominale est précisement le montant de la créance en monnaie du pays, remplacé par l'équivalent en monnaie étrangère d'après le cours du change. La Traite est adressée au débiteur qui en solde le montant en monnaie de la place où il réside.

Laquelle des deux voies est préférable? La réponse dépend des cours réciproques du change entre les deux places. Exemple :

Payer de Paris une dette de 100 Mark sur Hambourg.
Paris cote Allemagne, 3 mois, $121\frac{5}{8}$ et $4\,\%$.
Hambourg cote Paris à vue 81 25.

La cote de l'Allemagne ramenée à vue devient 122,84 : cela nous apprend que le débiteur, suivant la voie de la Remise, achetant à Paris une lettre de change de 100 Mark, devra débourser 122 fr. 84. Voyons le prix de revient de la Traite. Le créancier fait une Traite qui lui donne 100 Mark, et cette somme est convertie en francs d'après le cours du Paris dans la place de Hambourg, lequel est 81,25. Pour recevoir sur place Rm. 81,25 le créancier devrait faire traite pour 100 fr. sur Paris; pour recevoir Rm. 100, il devra faire une Traite de $\frac{100 \times 100}{81{,}25} = 123$ fr. 07. Par la voie de la Traite, le débiteur français aurait à payer 123 fr. 07 tandis que par la Remise il ne débourse que 122,84. La Remise est préférable.

Examinons la question inverse : Payer de Hambourg sur Paris une dette de 100 fr.; d'après les cours précédents.

Par la voie de la Remise, le débiteur allemand débourse Rm. 81,25. Par la voie de la Traite, il débourserait $\frac{100 \times 100}{122{,}84} =$ Rm. 81,40. Donc, pour le débiteur allemand, la Remise est préférable.

Ainsi, pour payer de Paris sur Hambourg, ou de Hambourg sur Paris, d'après les cours donnés, la conclusion est la même : choisir la Remise. Remarquons que le deuxième calcul, relatif au débiteur de Hambourg, n'était pas nécessaire; le premier, relatif au débiteur de Paris, suffisait pour tirer la conclusion immédiatement. En effet, le premier calcul a fait ressortir l'inégalité $122{,}84 < \frac{10000}{81{,}25}$; or de cette inégalité on déduit, comme conséquence nécessaire, l'inégalité $81{,}25 < \frac{10000}{122{,}84}$. Les deux inégalités sont traduites par la formule unique

$$122{,}84 \times 81{,}25 < 10000$$

et, pour donner la conclusion, il n'y a lieu d'effectuer aucune division, il suffit de faire le produit des deux cotes pour le comparer à 10000.

Etudions à présent le recouvrement d'une Créance.

Recouvrer de Paris sur Hambourg une créance de 100 M.; mêmes cours que précédemment.

Si le créancier parisien fait Traite sur Hambourg, il vend sa Traite de 100 Mark 122 fr. 84. Si le créancier invite le débiteur à lui faire une Remise en francs achetés à Hambourg pour la somme de 100 Mark, le créancier touchera $\frac{100 \times 100}{81{,}25}$ fr. $= 123$ fr. $07 \ldots > 122{,}84$. Le créancier devra se faire adresser une Remise par le débiteur.

La conclusion serait analogue pour recouvrer de Hambourg sur Paris. Le créancier allemand se ferait *Remettre* par le débiteur français. Dans tous ces réglements de compte entre deux places, telles que Paris et Hambourg, nous arrivons à la même conclusion : Remise par le Débiteur, et le criterium numérique, le même dans tous les cas que nous venons d'examiner, est l'inégalité résultant des cours donnés (à vue) $122{,}84 \times 81{,}25 < 10000$

Les cours sont variables, et leur produit P comparé à 10000 peut présenter 3 cas distincts :

1° $P < 10000$ Remise préférable
2° $P = 10000$ Remise ou Traite, indifféremment
3° $P > 10000$ Traite préférable.

Dans le cas, tout exceptionnel, où les cours répondent à l'égalité $P = 10000$, on dit que les Cours sont en Parité, qu'il y a Parité entre les deux places.

Ces explications s'appliquent exclusivement à 2 places, telles que Paris et Hambourg, qui, suivant le langage des Changes, se donnent réciproquement l'incertain. Paris cote 100 Rm. (nombre fixe), en francs (nombre variable); Paris donne l'incertain à Hambourg. Hambourg cote 100 fr. (nombre fixe) en mark (nombre variable); Hambourg donne l'incertain à Paris. Quand on compare les places deux à deux, on ne rencontre pas toujours les mêmes conditions dans la manière de formuler les cotes; nous allons donc étudier les principaux cas de l'établissement des Parités entre deux places. Cette étude a pour utilité pratique le choix du moyen le plus avantageux de payer ou de recouvrer sur place étrangère.

Parités entre deux Places

Deux devises réciproques d'une place sur l'autre sont dites en Parité lorsque le rapport de l'unité de compte d'un pays à l'unité de compte de l'autre, d'après les cours donnés du change, est le même dans les deux places. Dans cette comparaison des unités des deux pays, on ne fait pas de distinction, au point de vue numérique, entre l'unité papier et l'unité métal : 100 fr., en lettre de change, 100 fr. en espèces : même nombre, 100.

Mais les unités qui figurent ou sont sous entendues dans les cotes des changes ont des échéances types qui peuvent différer; pour la comparaison, il faut les réduire à la même échéance, et pour que toutes soient comparables avec les unités en espèces métalliques, il faut les ramener à vue, au comptant.

Parités entre la France et l'Angleterre

A Paris comme à Londres, les cours sont donnés pour le même terme fixe, 1 Livre sterling, par un nombre de francs qui seul est fait variable. Londres donne le certain, Paris l'incertain, dans les deux pays. La parité existe quand les cotes à vue du Londres à Paris et du Paris à Londres sont identiques.

Parités entre la France et l'Italie

A Paris, la cote de la Devise Italie signale la perte p, la diminution qu'il faut faire sur 100, pour obtenir le nombre de francs correspondant à 100 lire. A Rome, la cote du Paris signale le bénéfice b, l'augmentation qu'il faut attribuer à 100, pour obtenir le nombre de Lire en échange de 100 fr. D'après ces notations, nous pourrons poser :

à Paris $100 - p$ fr. valent au change 100 lire

à Rome 100 fr. valent au change $100 + b$ lire

à Paris, 1 fr. vaut $\frac{100}{100 - p}$ lire; à Rome, 1 fr. vaut $\frac{100 + b}{100}$ lire.

La Parité est exprimée par l'égalité des deux rapports, $\frac{100}{100 - p} = \frac{100 + b}{100}$

On en déduit $b = p + \frac{p^2}{100}$ pour calculer b quand p est donné.

En 1878, la perte du papier sur l'Italie était considérable, 12 environ. Pour $p = 12$, on trouve $b = 13{,}44$. Ce qui veut dire que Paris donnant 88 fr. pour 100 lire, Rome devait donner, à Parité, 113,44 lire pour 100 fr. Mais le crédit de l'Italie s'est considérablement relevé. En mars 1904, la perte p est une fraction, telle que $\frac{5}{16} = 0{,}31\ldots$, alors le terme $\frac{p^2}{100}$ est absolument négligeable, et notre formule donne $b = p$. Ainsi, quand l'Italie subit à Paris une perte $\frac{5}{16}$, le papier français profite d'un bénéfice $\frac{5}{16}$ en Italie. Autrement dit, quand Paris donne 99 fr. 69 pour 100 lire, Rome doit donner, en parité, 100,31 lire pour 100 fr.

Les conditions de parité entre la France et la Belgique, ou la Suisse, s'établissent par des moyens analogues.

Parités entre la France et l'Espagne

La Cote de Paris signale F francs pour 500 pesetas. Les Cotes des places espagnoles mettent en évidence le nombre b qui doit s'ajouter au terme fixe 100, sous entendu, pour former le nombre $100 + b$ de pesetas en échange de

100 francs. A Paris, 1 peseta vaut $\frac{F}{500}$ franc; en Espagne, 1 peseta vaut $\frac{100}{100+b}$ franc. La condition de la parité est $\frac{F}{500} = \frac{100}{100+b}$ ou bien $F = \frac{50000}{100+b'}$ et réciproquement $b = \frac{50000}{F} - 100$.

Le 25 Mars 1904, Barcelone cote Paris 39. La cote du Barcelone á Paris, en parité, sera $\frac{50000}{139} = 359{,}71$.

Cela veut dire que Barcelone donnant 139 pesetas pour 100 francs, Paris doit, en parité, donner 359,71 francs pour 500 pesetas.

Parités entre la France et la Russie, entre la France et l'Allemagne, etc.

Paris cote Pétersbourg F francs pour 100 Roubles,

Pétersbourg cote Paris R roubles pour 100 Francs.

En prenant dans chaque place la valeur du rouble en francs, on trouve pour la parité $\frac{F}{100} = \frac{100}{R}$, d'où $F \cdot R = 10000$ $\quad F = \frac{10000}{R}$ et $R = \frac{10000}{F}$.

Si Pétersbourg cote Paris à vue 37,65, Paris doit en parité coter Pétersbourg $\frac{10000}{37{,}65} = 265{,}60$.

Si Berlin cote Paris 81,25, Paris doit coter Berlin $\frac{10000}{81{,}25} = 123{,}07$ à vue, pour qu'il y ait parité.

Si Vienne cote Berlin 117,60, Berlin doit coter Vienne $\frac{10000}{117{,}60} = 85{,}03$.

On détermine, suivant les mêmes principes, les parités entre 2 places quelconques qui se donnent réciproquement l'incertain.

Les cours effectifs ne sont presque jamais à la parité; les écarts plus ou moins accusés permettent de se rendre compte des avantages que l'on peut recueillir en employant la Remise ou la Traite, soit pour libérer une dette, soit pour recouvrer une créance.

Sans être ni débiteur ni créancier, un spéculateur, un arbitragiste de profession, peut acheter dans une place des valeurs étrangères, les faire vendre sur place étrangère, et demander le retour, en valeur de son propre pays, du produit de la vente. Ces opérations, adroitement combinées, permettent de réaliser des bénéfices dans le commerce des changes.

COTE DES CHANGES A LONDRES, 25 MARS 1904

Escompte à l'étranger	DEVISES	A VUE	A 3 MOIS	OBSERVATIONS
	I. LONDRES DONNE LE CERTAIN			
3 %	Hollande	12,05	12,15	Fl. h. pour 1 £
4 %	Allemagne	20,40	20,60	Mark „
3 %	Belgique	25,12	25,32	Francs „
3 %	France	25,15	25,35	Francs „
5 %	Italie	25,50	25,75	Lire „
5 %	Algérie	25,25	25,50	Francs „
3 ½ %	Autriche	24,05	24,30	Couronnes „
5 %	Danemark	18,30	18,50	Kronen „
	II. LONDRES DONNE L'INCERTAIN			
5 %	Espagne	35 ½	34 ¾	d. pour 5 Pes.
5 ½ %	Portugal	43	42 ¼	d. pour 1 Milreis
5 ½ %	Russie	26 ¾	26 ¼	d. pour 1 Rouble
4 %	Etats-Unis	48 ¾	48 ¼	d. pour D. 1, 60 j.
	Indes anglaises	15 ½	14 ½	d. pour 1 Roupie
	Shanghaï	30	29	d. pour 1 Taël

CHANGES SUR LONDRES

Paris, chèque,	25,14	Lisbonne, à vue,	43 ½	Valparaiso, 90 j.	1 sh 1 d
Bruxelles, chèque	25,21	St. Pétersbourg,		Buenos Ayres	127,25
Allemagne, 8 j.	20,42	3 mois,	93,90	Calcutta	1 sh 4 d
Allemagne, à vue,	20,44	New-York,		Hong-Kong	1 sh 9 d
Vienne, à vue,	24,02	Demand-Bills	487,5	Shang-Haï	2 sh 6 d
Amsterdam, à vue,	12,10	New-York, Cable		Singapore	1 sh 10 d
Italie, à vue,	25,22	Transferts	487,8	Yokohama	2 sh
Madrid, à vue,	35	New-York, papier			
		à 60 jours	484,8		

Problème I. Un négociant anglais a une créance de 100 000 *fr. sur Nantes. Doit-il tirer ou se faire remettre?*

Paris cote Londres 25,10 *et Londres cote Paris* 25,15 *à vue.*

Si le créancier fait traite, il touchera $£ \frac{100\,000}{25{,}15} = £\ 3976 . 2 . 10\frac{1}{2}$. Si le débiteur achète, pour 100 000 fr., du papier anglais, le créancier recevra $£ \frac{100\,000}{25{,}40} = £\ 3984 . 1 . 3\frac{1}{2}$.

Il doit préférer se faire remettre, il touche £ 7 . 18 . 5 de plus qu'en faisant et négociant à Londres une Traite sur Nantes.

Problème II. Un négociant de Bordeaux a une créance de £ 1000 *sur Liverpool. Doit-il tirer sur Liverpool ou se faire remettre, d'après les cours ci-dessus?*

La réponse est évidente. S'il tire sur Liverpool, il vend sa Traite de £ 1000 au prix de 25 100 fr. S'il avise le débiteur d'employer en Angleterre les £ 1000 en achat de francs, il touche 25 150 fr., soit 50 fr. de plus.

Problème III. Londres tire sur Francfort pour le recouvrement d'un créance de 24625 Mark à 60 jours de date. Quel est le produit de ce tirage, en monnaie anglaise?

Le papier sur l'Allemagne, à vue, est coté 20,40 ; et à 3 mois, 20,60. Le papier à 2 mois doit être coté, par variations proportionnelles, 20,53.

Le nombre de Livres sterling sera $£ \frac{24625}{20,53} = £ 1199.9.3.$

Problème IV. Un banquier de Paris se propose d'acheter du papier sur Amsterdam. Il peut faire cet achat à Paris, il peut le faire à Londres, où il a un correspondant. Il avise son correspondant à Londres d'étudier les conditions de l'achat sur le marché anglais. Les cours du change étant donnés, que doit faire le correspondant? Quel parti doit prendre le banquier? Cours des changes : à Paris : Londres à vue 25,125 ; Amsterdam, 3 mois, Papier Court 205,75 et 4% ; soit à vue 207,8075 ; à Londres : Paris à vue 25,15 ; Amsterdam à vue 12,05.

D'après les cours proposés le banquier peut acheter à Paris des florins sur Amsterdam, au prix de 207 fr. 80 les 100 florins.

A Londres, le correspondant consulte la Cote : il voit 12,05 ; c'est le nombre de florins que l'on peut acheter à Londres pour 1 Livre sterling. Si 12,05 florins coûtent 1 Livre, 100 florins coûteront $\frac{100}{12,50}$ Livres. Si le correspondant achetait à Londres, il devrait, soit faire couvrir les frais d'achat par une Remise de Paris, soit prendre son remboursement en tirant sur Paris ; d'après les cours donnés, ce serait la Remise qui serait préférable, le prix de revient serait alors, en monnaie française, $\frac{25,125 \times 100}{12,05} = 208$ fr. 50. Ce prix étant supérieur au prix nécessaire pour l'achat à Paris, le correspondant de Londres ne doit pas mettre à exécution l'ordre conditionnel reçu. Le banquier doit faire son achat directement à Paris.

Si, les autres conditions restant les mêmes, le cours de l'Amsterdam à Londres était 12,10 au lieu de 12,05 on trouverait avantage à acheter à Londres. A quel cours x trouverait on parité? Il suffit de poser

$$\frac{25,125 \times 100}{x} = 207,8075 \quad \text{d'où } x = \frac{2512,5}{207,8075} = 12,09.$$

COTE DES CHANGES DE HAMBOURG

Escompte à l'étranger	DEVISES	A VUE	A 3 MOIS	OBSERVATIONS
4 %	Angleterre	20,40	20,25	Rm. pour £ 1
3 %	Hollande	168,25	166,35	Rm. pour Fl 100
3 %	Belgique	81,20	80,80	Rm. pour 100 Fr. belges
3 %	France	81,25	80,85	Rm. pour 100 Fr. français
5 %	Italie	81,05	80,65	Rm. pour 100 Lire
5 %	Espagne	58,20	57,60	Rm. pour 100 Pesetas
5½ %	Portugal	3,50	3,35	Rm. pour 1 Milreis
3½ %	Autriche	85,05	84,50	Rm. pour 100 Couronnes
5½ %	Russie	219,50	217,40	Rm. pour 100 Roubles
5 %	Suède	112,25	111,20	Rm. pour 100 Kronen
5 %	Norwège	112,25	111,20	Rm. pour 100 Kronen
5 %	Danemark	112,30	111,25	Rm. pour 100 Kronen
4 %	Suisse	81,10	80,70	Rm. pour 100 Fr. suisses
4 %	Etats-Unis	4,20	*4,15	*Rm. pour $ 1 à 60 jours

COTE DES CHANGES DE FRANCFORT

TAUX OFFICIELS	DEVISES	A 8 JOURS	A 3 MOIS	OBSERVATIONS
3 %	Amsterdam	168,20	166,35	Les effets payables à moins de 8 jours sont négociés d'après le cours donné pour 8 jours de date. Les chèques sont cotés à part. Le taux est souvent différent du taux officiel, généralement inférieur à ce dernier.
3 %	Bruxelles	81,15	80,75	
4 %	Londres	20,40	20,25	
3 %	Paris	81,25	80,90	
4 %	Suisse	81,05	80,60	
5 %	Italie	81,05	80,60	
3½ %	Vienne	85,05	84,65	
5½ %	St. Pétersbourg	219,40	217,30	
4 %	New-York	417,75	414,90	*Rm. pour $ 100 à 60 jours.

CHANGES DE PLACES ÉTRANGÈRES SUR L'ALLEMAGNE

Cours donnés ou ramenés à vue

à Paris 122,84	à Gênes 123,25	à Vienne 117,30
à Londres 20,40	à Barcelone 169 p. pour 100 M.	à St. Pétersbourg 46
à Amsterdam 59	à Lisbonne 280 reis pour 1 M.	à New-York 96 cents pour 4 M.

Problème. Un négociant de Paris a une créance sur Berlin. Pour la recouvrer, il peut tirer directement sur Berlin. Il peut aussi, suivant une voie indirecte, tirer sur une place étrangère où il a un correspondant, soit sur Gênes, ou sur Londres, ou sur Amsterdam, le tiré devant prendre son remboursement sur Berlin qui doit, dans tous les cas, payer le nombre de Mark constituant le montant de la créance. Quelle est pour le créancier la voie la plus avantageuse, d'après les cours des changes?

Cote de Paris

Allemagne, 3 mois, Papier court, 121⅝ et 4 %;
Italie, à vue, ⅜ perte; Londres à vue 25,125;
Amsterdam, 3 mois, Papier court, 205¾ et 4 %.

Changes du Berlin à vue dans les places étrangères

à Gênes 123,25; à Londres 20,40; à Amsterdam 59.

Faisons les calculs pour une créance type de 100 Mark à vue.

La Traite directe de Paris sur Berlin donnera à Paris 121,625 + 1,21625 = Fr. 122,84.

En tirant sur Gênes, le négociant parisien recevra 99 fr. 625 par 100 Lire, et Gênes doit tirer sur Berlin en recevant 123,25 Lire par 100 Reichsmark. De sorte que le négociant de Paris reçoit, pour 100 Rm. de créance, $\frac{99{,}625 \times 123{,}25}{100}$ = Fr. 122,79. Le même résultat peut être trouvé par la Règle de Chaîne, ainsi que les suivants.

par Gênes	par Londres	par Amsterdam
x fr. 100 Rm.	y fr. 100 Rm.	z fr. 100 Rm.
100 Rm. 123,25 Lire	20,40 Rm. £ 1	100 Rm. 59 fl.
100 Lire 99,625 fr.	£ 1 25,125	100 fl. 207,8075
x = 122,79	y = 123,16	z = 122,60

Réponse. La voie la plus avantageuse pour le créancier français consistera à tirer sur Londres qui tirera en remboursement sur Berlin. Par ce moyen, le créancier reçoit par 100 M. de sa créance, 123 fr. 16; tandis que par les autres il recevrait des nombres inférieurs à 123.

Tables numériques de Parités

Nous avons précédemment posé et expliqué les définitions des cours dits en Parité, et signalé les avantages pratiques que l'on peut tirer du calcul des Parités.

Rappelons brièvement les points essentiels de la question.

La Cote, dans une place donnée, d'une Devise étrangère, fait en général ressortir l'équivalence commerciale, admise sur le marché monétaire à la date du jour, entre deux nombres déterminés d'unités de compte des deux pays; de ces données on peut tirer le rapport de l'une des unités à l'autre, la valeur de l'une en fonction de l'autre : la comparaison peut se faire d'après les cours des deux places. Si cette comparaison conduit, pour chaque place, au même résultat, les cours sont dits en Parité. Par exemple, le 30 Avril 1904, à Paris la cote de l'Espagne Versement est 359 : cela signifie que 359 francs sont pris alors pour l'équivalent de 500 pesetas; on en conclut, en doublant, que 718 francs valent alors 1000 pesetas, et que par conséquent, la valeur au change est, pour 1 peseta, de 0 fr. 718. Dans une place espagnole, comme Barcelone, le papier à vue sur Paris est coté, à la même date; 39,25; cela signifie que 139,25 pesetas sont échangées pour 100 francs, par conséquent la valeur de la peseta en fonction du franc, est, d'après la cote de Barcelone, 30 Avril 1904, égale à $\frac{100}{139,25} = 0,71813 \ldots .$

D'après ces calculs, les cours réciproques des deux places, Paris et Barcelone, ne se trouvent pas tout-à-fait en Parité, puisque, d'une part, d'après le cours à Paris, la Peseta vaut en monnaie française 0 fr. 718 et, d'autre part, d'après le cours à Barcelone, la Peseta vaut en monnaie française 0 fr. 71813 . . . On peut concevoir et déterminer par le calcul un cours à Barcelone qui attribuerait à la Peseta la valeur de 0 fr. 718 comme à Paris; ce cours x devrait satisfaire à la condition $\frac{100}{x} = 0,718$ d'où $x = \frac{100}{0,718} = 139,275$. Le cours complet, en Parité, serait ainsi 139,275; et comme l'usage, à Barcelone, est de signaler seulement le nombre de pesetas en excès de 100 pour le nombre fixe de 100 francs, la cote du Paris à Barcelone serait donnée sous la forme $39,27\frac{1}{2}$.

Inversement, on peut prendre pour base le cours de la Devise. Paris dans la place de Barcelone et en déduire le cours correspondant en parité de la Devise Espagne dans la place de Paris. Le cours du Paris à Barcelone étant,

le 30 Avril 1904, donné sous la forme 39,25 qui signifie 139,25 pesetas pour 100 fr., le cours de l'Espagne à Paris devrait être, à la Parité, de $\frac{500}{139,25} = 359,065$.

Certaines feuilles financières, notamment « l'Agence Fournier », donnent chaque jour les changes de certaines places, telles que Gênes, Barcelone, Madrid, sur Paris, avec l'indication des Parités correspondantes à Paris. Ainsi, on lit sur « l'Agence Fournier » 30 Avril 1904 :

à Barcelone : change sur Paris 39,25 ; Parité 359,06
à Madrid : change sur Paris 39,05 ; Parité 359,58

Nous avons suffisamment expliqué déjà, aux articles des Cours en Parité, Parités entre 2 places, Payer, Recouvrer, Remise ou Traite, l'intérêt pratique qui s'attache à la connaissance des Parités pour guider le débiteur, le créancier, le spéculateur dans le choix judicieux de la meilleure voie à suivre pour atteindre le résultat visé.

Nous avons donc jugé à propos de compléter notre travail sur les Changes par des Tables numériques de Parités qui, nous l'espérons, permettront de trouver immédiatement, à vue par une simple lecture, la Parité demandée, sinon avec une parfaite exactitude jusqu'aux centimes, du moins avec une approximation suffisante, à quelques centimes près ; sauf à trouver, en cas de besoin, par un calcul facile, le résultat précis jusqu'au dernier centime.

Il est naturellement inutile de se livrer au moindre calcul pour les Parités entre la France et l'Angleterre.

A Paris comme à Londres, les cours réciproque des deux places sont exprimés en francs et centimes pour le même terme fixe, certain, sous-entendu 1 Livre sterling. La simple lecture des cotes suffit pour renseigner le lecteur. Les cours seront en parité si les cotes sont les mêmes à Paris et à Londres.

Mais la question est moins simple quand il s'agit de Parités entre 2 places qui se donnent réciproquement l'incertain, ce qui est le cas général pour les contrées du Continent.

Nous avons dressé nos Tables de Parités entre la France et 6 des principaux Etats de l'Europe, savoir : Allemagne, Autriche, Espagne, Hollande, Italie, Russie.

Chaque Table particulière, par exemple, la Table intitulée France-Espagne se compose de deux colonnes ; la première, à gauche, donne le nombre de Francs représentant le cours supposé de la Devise étrangère, la seconde, le cours correspondant en Parité, du change sur Paris dans la Place étrangère. Ainsi sur cette Table, on lit pour 360 dans la colonne de gauche, 38,89 sur la même ligne dans la colonne de droite. Cela veut dire que, si l'Espagne se cote à Paris 360 (360 fr. pour 500 pesetas), le change sur Paris en Espagne doit être apparemment 38,89 (en réalité 138,89 pesetas pour 100 fr.)

Nous avons pris le nombre des francs pour variable indépendante, nous faisons varier ce nombre entre les limites pratiques, par intervalles d'une unité ou, parfois, de plusieurs unités. On pourrait de même, suivant les principes que nous avons exposés, prendre pour variable indépendante le cours du change sur Paris dans la place espagnole. Pour avoir des Tables donnant dans tous les cas la réponse à tel cours proposé, il faudrait faire varier les nombres inscrits dans la Table par intervalles très rapprochés. C'est un travail facile à exécuter, il serait seulement un peu long ; mais, même avec nos Tables, on sera le plus souvent vite et bien renseigné. Ainsi, le 30 Avril 1904, on nous dit que, à Barcelone le change sur Paris est à 39,25 et l'on demande la Parité

à Paris. Nous voyons sur notre Table que, au cours de 39,27 correspond 359 à Paris; nous en concluons immédiatement qu'au cours, un peu plus faible, 39,25 correspond une Parité un peu plus forte, un peu supérieure à 359; la Parité cherchée est de 359 fr. et quelques centimes; il est même facile de trouver le nombre des centimes: le vrai cours à Barcelone est 139,25 présentant une différence de 2 centimes au-dessous du cours complété de la Table 139,27. Pour 2 centimes de diminution, il doit y avoir dans le cours de Paris une augmentation environ 3 fois plus forte, soit de 6 centimes. On devine que la Parité est 359,06, à moins d'un centime près.

La Table intitulée France-Italie servira également pour France-Belgique et France-Suisse, les modes de cotation étant les mêmes. Nous faisons varier les cours à Paris, exprimés par pertes et bénéfices, par fractions assez rapprochées, surtout dans les environs du Pair. D'ailleurs, ces calculs sont particulièrement faciles, d'après les explications que nous avons fournies dans les articles relatifs aux Parités entre la France et l'Italie.

TABLES NUMÉRIQUES DE PARITÉS

Cours à Vue

FRANCE-ITALIE		FRANCE-ALLEMAGNE		FRANCE-RUSSIE	
5 perte	105,25	122	81,97	260	38,46
4 „	104,16	122 1/8	81,89	260 1/2	38,38
3 „	103,09	122 1/4	81,80	261	38,31
2 1/2 „	102,56	122 3/8	81,72	261 1/2	38,24
2 „	102,04	122 1/2	81,63	262	38,17
1 1/2 „	101,53	122 5/8	81,55	262 1/2	38,10
1 1/4 „	101,27	122 3/4	81,47	263	38,02
1 1/8 „	101,14	122 7/8	81,38	263 1/4	37,98
1 „	101,01	123	81,30	263 1/2	37,95
7/8 „	100,875	123 1/8	81,22	263 3/4	37,91
3/4 „	100,75	123 1/4	81,13	264	37,88
5/8 „	100,625	123 3/8	81,05	264 1/4	37,84
1/2 „	100,50	123 1/2	80,97	264 1/2	37,81
3/8 „	100,375	123 5/8	80,88	264 3/4	37,77
1/4 „	100,25	123 3/4	80,80	265	37,74
1/8 „	100,125	123 7/8	80,73	265 1/4	37,70
pair	100	124	80,65	265 1/2	37,66
1/8 bénéfice	99,875	124 1/8	80,57	265 3/4	37,63
1/4 „	99,75	124 1/4	80,48	266	37,59
3/8 „	99,625	124 3/8	80,40	266 1/4	37,55
1/2 „	99,50	124 1/2	80,32	266 1/2	37,51
5/8 „	99,375	124 5/8	80,24	266 3/4	37,48
3/4 „	99,25	124 3/4	80,16	267	37,45
7/8 „	99,125	124 7/8	80,08	267 1/2	37,38
1 „	99,01	125	80	268	37,31
1 1/4 „	98,76				
1 1/2 „	98,52	Cours au Pair de la monnaie or, et par suite en Parité en même temps		Cours au Pair de la monnaie or, et par suite en Parité en même temps	
1 3/4 „	98,26				
2 „	98,04	123,45	81	266 2/3	37,5

TABLES NUMÉRIQUES DE PARITÉS

Cours à vue

FRANCE-ESPAGNE		FRANCE-HOLLANDE		FRANCE-AUTRICHE	
250	100	205	48,78	100	100
275	81,82	205 1/4	48,72	100 1/4	99,75
300	66,67	205 1/2	48,66	100 1/2	99,50
325	53,85	205 3/4	48,60	100 3/4	99,25
350	42,85	206	48,54	101	99,01
351	42,45	206 1/4	48,48	101 1/4	98,76
352	42,05	206 1/2	48,43	101 1/2	98,52
353	41,65	206 3/4	48,37	101 3/4	98,26
354	41,24	207	48,31	102	98,04
355	40,85	207 1/4	48,25	102 1/4	97,80
356	40,45	207 1/2	48,19	102 1/2	97,56
357	40,05	207 3/4	48,13	102 3/4	97,33
358	39,66	208	48,08	103	97,09
359	39,27	208 1/4	48,02	103 1/4	96,86
360	38,89	208 1/2	47,96	103 1/2	96,62
361	38,50	208 3/4	47,90	103 3/4	96,39
362	38,12	209	47,84	104	96,15
363	37,74	209 1/4	47,79	104 1/4	95,93
364	37,36	209 1/2	47,73	104 1/2	95,70
365	36,99	209 3/4	47,68	104 3/4	95,47
366	36,61	210	47,62	105	95,24
367	36,24	210 1/4	47,56	105 1/4	95,01
368	35,87	210 1/2	47,50	105 1/2	94,79
369	35,50	210 3/4	47,44	105 3/4	94,56
370	35,13	211	47,38	106	94,34
375	33,33				
400	25	Cours au Pair de la monnaie or et, par suite, en Parité en même temps		Cours au Pair de la monnaie or et, par suite, en Parité en même temps	
425	17,65				
450	11,11				
475	5,26				
500	0	208,32	48	105	95,24

HISTOIRE DU COMMERCE

PAR

J. CHASTIN
Agrégé de l'Université
Professeur au Lycée Voltaire

HISTOIRE DU COMMERCE

LES ORIGINES DU COMMERCE

ANTIQUITÉ ET MOYEN-AGE

Le commerce est un excellent agent de civilisation et de vulgarisation; il a puissamment modifié l'état des populations du globe, il a confondu les races et leurs intérêts. Cependant l'antiquité et le moyen-âge n'ont jamais accordé ni les honneurs, ni le pouvoir, au marchand ou au banquier, sauf dans quelques cités dont le trafic faisait toute la fortune, comme Tyr et Carthage, et plus tard dans les riches villes flamandes. Les anciens, et particulièrement le monde romain, qui nous touche de plus près, prenaient pour chefs, pour consuls, pour sénateurs, des soldats, des orateurs ou des laboureurs encore à la charrue, sans jamais se tourner du côté des professions commerciales. Durant la partie obscure du moyen-âge, ces professions sont abandonnées au Juif et au Lombard, relégués dans un quartier de la cité. La condition sociale du marchand ne s'améliorera qu'après les Croisades, avec l'avènement de la bourgeoisie.

Les quelques éléments certains que fournit l'histoire ancienne se bornent aux peuples fixés sur les rivages de la mer Méditerranée; le commerce asiatique, celui de l'Inde, de la Chine et des contrées avoisinantes restent à peu près inconnus.

Par rapport à l'Europe, la Phénicie était située dans les conditions les plus favorables pour devenir le centre du commerce. Placées au fond de la mer intérieure, aux abords de cette vallée de l'Euphrate qui apparaît comme un chemin tracé entre l'Europe et les Indes, ses côtes comprenaient les ports de Tyr et de Sidon, dont les noms célèbres sont encore répétés volontiers par la tradition. Les Phéniciens avaient établi des colonies, ou plutôt des comptoirs d'échange en Sicile, en Sardaigne, en Espagne et sur la côte septentrionale de l'Afrique, peut-être même (mais le fait n'est pas certain), en Irlande vers le Nord, tandis qu'ils descendaient, vers l'Equateur, jusqu'aux îles Fortunées (les

Canaries). Ils y portaient les étoffes, les broderies, les vases d'airain de l'Orient, les soieries, les épices et les aromates des Indes, pour en rapporter le froment, l'huile, les chevaux et les produits des mines.

Tyr, aujourd'hui Tsour, avec 4 ou 5000 habitants, n'est plus abordable que pour les barques arabes dépourvues de quille. Elle fut détruite cinq cents ans avant Jésus-Christ; mais sa chute irrémédiable doit être attribuée à l'ensablement du port, car la position maritime serait encore très belle, et le négoce n'a jamais déserté complètement cette côte des Echelles (c'est-à-dire des escales) du Levant. La ville de Sidon, autre centre du commerce phénicien, est aujourd'hui réduite au quart de son étendue, avec 6 ou 8000 habitants. Cette antique cité a résisté plus longtemps que sa voisine Tyr : au moyen-âge (sous le nom de Seyde) elle était un des principaux ports de l'Asie-Mineure, et, au temps de Louis XIV, elle renfermait encore quatorze maisons de négociants français. Il est vrai que le *Parfait Négociant*, l'ouvrage qui fournit ce renseignement, ajoute « que c'est beaucoup trop pour le commerce qu'ils y font. » On tirait jusqu'alors de Seyde le coton longue soie le plus fin et le plus réputé, acheté directement aux femmes indigènes qui le filaient.

Carthage hérita ensuite des établissements phéniciens dans le bassin occidental de la Méditerranée, laissant les Grecs développer leur marine et s'emparer du commerce oriental. La péninsule grecque était merveilleusement découpée pour les entreprises maritimes de cette époque; son entourage d'îles permettait aux marins, encore dépourvus de boussole, de gouverner en conservant la vue de la terre. Corinthe et Athènes devinrent les métropoles de tout commerce : la première surtout, par sa situation au milieu de l'isthme, avec un port sur chacune des deux mers, parvint à un degré de richesse qui est resté légendaire. Toutes deux avaient établi des colonies en Asie-Mineure. La plus prospère fut Milet, fondée par les Crétois, qui pouvait, dit-on, équiper cent vaisseaux de guerre. Mais les villes grecques étaient trop divisées, et leur population trop minime, pour fonder des établissements durables.

L'expédition d'Alexandre en Asie ouvrit une voie jusqu'alors inconnue au trafic, et la fondation d'Alexandrie au débouché de la vallée du Nil répondit à un besoin général d'expansion. Le nouveau port éclipsa bientôt ses aînés, jusqu'à ce qu'il fût lui-même égalé, puis enfin éclipsé par Constantinople. On peut juger sans le secours d'aucune carte dans quel court rayon s'opèrent ces déplacements d'influence commerciale.

Nous nous abstenons d'indiquer les chiffres de la population antique et d'évaluer les échanges commerciaux qui s'effectuaient dans les villes renommées; il ne faut accepter les traditions historiques et les chiffres qui nous ont été transmis qu'avec une certaine réserve. Ainsi une ville de premier ordre, comme Tyr, ne pouvait comprendre, d'après la surface bâtie, que 30 000 âmes au maximum et le fameux port de Carthage, dont les dimensions exactes ont été récemment reconnues, est si minuscule qu'aucun navire moderne ne pourrait y évoluer.

L'établissement de la domination turque coupa les relations que l'Europe entretenait encore péniblement de ce côté, alors que la papauté croyait devoir, à peine d'excommunication, interdire tout commerce avec les infidèles. Aussi les Croisades furent-elles soutenues au début par les rares cités commerçantes qui subsistaient encore sur les côtes méditerranéennes; Gênes et Venise louèrent ou prêtèrent leurs galères pour les transports, et surent en même temps se ménager des comptoirs, auxquels la tolérance des Orientaux laissa prendre une grande importance. C'est ainsi qu'à Constantinople même, le faubourg de Galata

et sa tour monumentale représentent le souvenir de la colonie génoise. Mais ce sont les Vénitiens qui gagnèrent le plus à ces expéditions; au milieu des lagunes qui rendaient son port inexpugnable, Venise put se dire la Reine de l'Adriatique; ses habitants, laissant à d'autres les scrupules religieux, signèrent des traités placés sous la double invocation du Seigneur et de Mahomet, firent le commerce des esclaves, des noirs comme des blancs, et fournirent aux infidèles les munitions et les armes de guerre. « Nous sommes d'abord Vénitiens, disaient-ils, chrétiens après. » *(Sciamo Veneziani poi cristiani).*

L'apogée de la puissance et de la richesse de Venise se place vers le quinzième siècle : elle possédait 3000 navires avec 30 000 matelots, et la plus ancienne banque connue, le Monte-Vecchio, fondée en 1156, devenue rapidement plus importante par l'adjonction de deux autres banques, le Monte-Novo (1380) et le Monte-Novissimo (1410). Ses étoffes de soie, ses velours, ses dentelles, ses objets d'or et d'argent étaient partout renommés; sa fabrique de glaces de Murano resta longtemps unique au monde, et, pour se défendre d'une concurrence possible, le Conseil punissait de la mort tout ouvrier qui exportait ou dévoilait une industrie utile à la République.

La conquête de Constantinople par les Turcs fut le signal de la décadence de cette fortune commerciale, qui durait depuis quatre siècles (1453); peu d'années après cet événement, l'occupation de l'Egypte acheva de fermer les débouchés et les sources de profit. Les communications se trouvaient interceptées au moment précis où l'activité du trafic allait délaisser les mers intérieures pour se porter vers l'Océan.

Dans les pays septentrionaux, dont les relations avec la Méditerranée étaient encore presque nulles, le commerce se concentrait en une vaste association défensive, la *Hanse* ou *Ligue hanséatique*, à ce moment dans tout son développement, et dont le pavillon était respecté sur toutes les mers du Nord. Fondée au treizième siècle, autant par nécessité que par intelligence des affaires, elle comprenait alors 54 cités unies, dont les plus importantes étaient les ports de Brême, Hambourg, Lubeck et, dans l'intérieur, les villes de Magdebourg, Brunswick et Munster. Le nombre des associés variait entre deux et trois mille. Le but primitif avait été d'assurer les communications par terre et par mer, de pourvoir à l'entretien des cours d'eau et à la construction de canaux, par une cotisation annuelle et une contribution en hommes de guerre. La Hanse disparut au début du XVII^{e} siècle avec les causes et les besoins qui l'avaient fait naître. Ses procédés étaient devenus surannés; les ressources de la Banque lui étaient inconnues. Elle avait eu fort peu de rapports commerciaux directs avec la France, à laquelle les Pays-Bas servaient d'intermédiaire pour tous les produits du Nord (bois de construction, goudrons, fontes, aciers, plomb, fer-blanc, cuirs et laines).

Les facilités de transport se liaient autrefois plus intimement encore que de nos jours à la position géographique. Les Portugais profitèrent de la situation incomparable qu'occupait Lisbonne, à la suite de la découverte de la route des Indes et de celle de l'Amérique (1492). La navigation au long cours fut rapidement créée, et bientôt les assurances maritimes, heureusement répandues, en atténuèrent les risques. Les plus grands ennemis du navigateur restèrent longtemps les pirates, et aussi le scorbut et autres maladies engendrées par la longueur du séjour à bord, dans des conditions matérielles déplorables, avec une nourriture défectueuse et la privation d'eau potable.

Les marchandises de l'Inde et de l'Orient furent dorénavant transportées par l'Océan Indien et par l'Atlantique; la prépondérance commerciale se déplaça

vers les contrées de l'Ouest, Portugal et Espagne, puis vers la Hollande et l'Angleterre. Les villes de l'intérieur du continent déclinèrent au profit des villes situées sur les côtes ou dans le fond des estuaires. La richesse mobilière, accrue par la masse de numéraire jetée dans la circulation par les nouvelles colonies, s'étend peu à peu chez toutes les nations. Les peuples occidentaux se disputent le négoce de l'Inde et les profits des découvertes américaines. La prospérité portugaise fut de courte durée, d'un siècle à peine, et la France ne se mêla que tardivement au mouvement nouveau, qui changeait la face du monde connu.

François I fit bien construire quelques galions plus grands et plus solides que les galères méditerranéennes; il commença le port du Hâvre-de-Grâce, mais c'était là encore trop peu pour faire de la France une puissance maritime. Les hommes rompus au service de la mer ne manquaient pas, car nos côtes étaient peuplées de pêcheurs, et les Basques, les Rochellais et les Malouins formaient déjà des expéditions lointaines pour la pêche de la morue et de la baleine.

A Dieppe, l'armateur Ango, qui commerçait sur les côtes d'Afrique, et qui paraît avoir été le Français le plus riche de cette époque, équipa lui-même une flotte pour bloquer Lisbonne et obtenir du Portugal la réparation d'avanies que ses navires avaient subies. La royauté n'était pas — ce fait le prouve — en état de protéger les nationaux, et les successeurs de François I délaissèrent la marine, qui ne possédait ni magasins, ni arsenaux, ni contingent régulier. Il faut attendre jusqu'au ministère de Richelieu, c'est-à-dire vers le milieu du dix-septième siècle, pour que le gouvernement puisse commencer à faire convoyer les bâtiments marchands par des vaisseaux de guerre.

Les premiers essais pour fonder des colonies en Amérique, à l'imitation des puissances maritimes, ne furent pas heureux. En Floride (partie dénommée aujourd'hui Caroline du Sud), où Coligny voulait établir ses coreligionnaires huguenots, les Français furent chassés par les Espagnols; au Brésil l'entreprise de Villegagnon pour le même objet ne réussit pas davantage; au Canada, visité par Jacques Cartier en 1534 avec deux bâtiments de 60 tonneaux, la domination française resta nominale durant près d'un siècle. Ni le pays, ni le négoce n'étaient d'ailleurs préparés à ces entreprises coûteuses, réclamant des capitaux et des efforts suivis, sans rendement immédiat.

Un événement plus important pour notre commerce et notre influence dans l'avenir, fut la conclusion avec Soliman III d'un traité connu sous le nom de Capitulations de 1534, qui accordait à la France des avantages considérables pour ses négociants, la protection sur tous les catholiques orientaux, et la juridiction des consuls, avec l'emploi des coutumes françaises, pour toutes les causes civiles et commerciales.

LE COMMERCE AU DÉBUT DU SEIZIÈME SIÈCLE

L'Italie tient encore la première place; c'est le pays le plus fortuné, grâce à ses capitaux habilement réunis par les banquiers, qui ont accoutumé le public à l'usage des dépôts, même pour les sommes les plus minimes. L'Italie possède une agriculture relativement perfectionnée et des industries d'objets de luxe, marchandises d'un transport facile, qui répondent aux besoins nouveaux de confort et de bien-être matériel dont les manifestations s'annoncent du Nord au Sud. Elle reste sans aucune concurrence pour les soieries, les damas, les velours, les broderies d'or et d'argent, les cristaux et les faiences (la porcelaine est encore inconnue); c'est elle qui introduit en Europe les races arabes de chevaux, sous le nom de *chevaux barbes* (de Barbarie), et, comme le cavalier est maintenant allégé de son armure, les anciennes races indigènes, lourdes et

massives, vont être délaissées. A Bruges, en Flandre, les Italiens possédaient un grand entrepôt de leurs marchandises, qui de là se répandirent dans le Nord, en Allemagne et en Angleterre par l'intermédiaire des marchands de la Hanse. Gênes était déjà déchue de son ancienne grandeur; mais les autres villes de la péninsule avaient au contraire progressé.

L'Espagne commence la conquête des magnifiques colonies dont elle ne pourra profiter, obligée qu'elle sera de tout acheter à l'extérieur; car son industrie est médiocre, sauf à Ségovie, dont les laines et les draps conservent une réputation de premier ordre. La décadence industrielle avait commencé avec le départ des Maures, qui, par les cuirs de Cordoue, les maroquins, les armes, les tapis et les étoffes, faisaient la réputation commerciale de l'Espagne; elle fut achevée par l'expulsion des Juifs, réclamée par l'Inquisition (1492). Les historiens contemporains estiment à 800 000 le nombre de ces gens, commerçants et industriels, qui sortirent du pays, emportant avec eux leurs marchandises et leurs richesses. Le déplacement de la capitale de Tolède à Madrid, qui s'accomplira dans le cours du seizième siècle sera une autre faute économique. Il faudra la prodigieuse richesse des colonies américaines et le mouvement maritime qu'elles suscitèrent dans les ports espagnols, pour compenser momentanément les causes de faiblesse que nous venons d'énumérer.

Les Flandres sont au Nord le grand centre producteur, particulièrement pour les draps et les étoffes de laine, sous les dénominations de barracans, camelots, serges, escots, ratines, bures et tiretaines. Leurs cités populeuses, Gand et Bruges en tête, sont autant de petites républiques particulières; il faut citer Ypres, dont la prospérité, la richesse (Ypres réunit cent mille âmes entre ses murs) étaient dues à l'industrie drapière qui s'y était établie. La Halle des drapiers d'Ypres, magnifique monument d'art gothique, ne couvre pas moins de 4850 mètres superficiels. Bruges seule achetait en une année, dit-on, pour dix millions de laines d'Espagne. Mais les bourgeois flamands ne quittaient pas volontiers l'ombre de leur beffroi, et laissaient à d'autres le soin de disperser leurs marchandises. Ils s'aperçurent trop tard du danger de subsister sur un unique revenu industriel. La fabrication des draperies tomba, ou passa en d'autres mains. Alors beaucoup de ces villes fameuses périclitèrent et elles ne vivent plus aujourd'hui que de souvenirs.

Nous n'ajouterons rien a ce qui a été dit du Portugal et de l'Allemagne, dont le trafic se résumait presque dans celui de la Hanse. L'Angleterre demeure encore sous la dépendance de cette confédération hanséatique, qui a ouvert des comptoirs et fondé des entrepôts dans les principales villes britanniques. Le pays est peu peuplé; il compte deux au trois millions d'habitants et rien n'annonce encore son ommipotence future. Son évolution vers les hautes destinées maritimes et commerciales date du règne prochain de la grande Elisabeth, dont l'activité se répandra de tous côtés. Le royaume profitera bientôt de l'exode des nombreux transfuges flamands qui veulent échapper au joug espagnol, aux fureurs de l'Inquisition, et qui viennent mettre au service de cette nouvelle patrie leur industrie perfectionnée et leur connaissance du négoce.

Le 25 janvier 1571, la reine Elisabeth inaugurera en personne la Bourse de Londres, sous le nom de Royal Exchange : c'est l'indice de temps nouveaux. La fameuse Compagnie des Indes date des dernières années du règne, ainsi que la Compagnie du Levant; la Compagnie des Marchands Aventuriers, jusqu'alors des plus modestes, prend un grand essor sous le nouveau titre de Compagnie de Hambourg. La découverte fortuite du chemin de la mer Blanche

et de l'embouchure de la Dwina, au cœur de la Moscovie, par des navires anglais, fut un coup de fortune ; les marchands intéressés fondèrent la ville d'Arkangel, obtinrent des privilèges exclusifs, et se gardèrent de divulguer cette aubaine. Tout le commerce de la Moscovie passa bientôt par cet unique débouché sur la mer, au grand profit de l'Angleterre, qui en conservera le monopole durant un siècle.

En France, le commerce ne remuait que des quantités minimes de marchandises. Il n'y avait pas cinquante ans que la sécurité des routes avait été assurée par Louis XI ; les principales voies de communication étaient les grands cours d'eau, la Seine, la Saône avec le Rhône. En outre la Loire, dont le lit n'était pas encore ensablé, permettait l'apport des vins du midi jusqu'à Orléans, d'où s'effectuait le transport par terre vers la capitale. La route de Paris à Orléans était donc la plus fréquentée par les charrois. Les transports fluviaux avaient été comme accaparés sur la Seine par la corporation dites des *Marchands de l'Eau*, possesseurs des bateaux, qui prélevaient un tant pour cent variable sur les marchandises débarquées. Le port parisien de la *Grève* (place de l'Hôtel-de-Ville) formait alors le centre des arrivages et des affaires; c'est en ce lieu qu'on recrutait les ouvriers, les manœuvres et les porteurs.

Le commerce extérieur qu'effectuait le pays profitait surtout aux intermédiaires étrangers, auxquels le marchand était obligé de recourir pour la vente et le transport. Marseille seule opérait par elle-même ses exportations, mais l'influence de ses affaires ne s'étendait pas au-delà des villes du Midi ; elle était éloignée du centre, et la Provence paraissait encore un pays distinct du Nord.

Dans le Nord, Saint-Malo et Dieppe sont les ports qui arment le plus de bâtiments, mais les produits de la pêche forment le fond des transactions : en ces temps d'abstinences et de jours maigres répétés, la morue et le hareng tiennent une grande place dans l'alimentation. Rouen est l'étape nécessaire pour les marchandises entre la mer et Paris; Rouen devint bientôt, avec Lyon, la ville la plus industrieuse. Calais et Dunkerque ne sont pas encore en France.

A l'intérieur, les foires résument tout le commerce, comme nous l'exposerons plus loin. Elles ont l'avantage de contraindre le marchand le plus routinier à se déplacer, à voir du pays, à se rapprocher de sa clientèle; mais l'inconvénient de transporter les marchandises pour l'ouverture, et de ramener les invendus, fit dépérir peu à peu les foires, à mesure que les routes devenaient plus sûres et mieux tracées, que des canaux s'ouvraient pour relier les fleuves, et que les correspondances épistolaires s'effectuaient plus aisément.

Le commerce et le travail manuel étaient régis par les corps de métiers, corporations et confréries. Dans le principe c'étaient des associations protectrices formées pour combattre la concurrence, assurer la bonne exécution du travail et des commandes, la loyauté des marchés, et défendre les intérêts de leurs membres devant les divers pouvoirs. Pour devenir maître et acquérir la maîtrise, il ne suffisait pas d'avoir été apprenti, puis compagnon pendant le nombre d'années déterminé par les statuts de la corporation, il fallait le plus souvent acheter du seigneur, du roi ou de l'association le droit d'exercer. Les frais étaient importants, et, dans les confréries, il fallait souvent faire des dépenses supplémentaires qui pouvaient s'élever jusqu'à 500 fr. (chef-d'œuvre, cadeaux et banquets de bienvenue.) Les chefs ou magistrats, élus par leurs pairs, portaient le nom de gardes-jurés, esgards, prud'hommes, et parfois de consuls.

A Paris les marchands se divisaient en six corps de métiers. Le premier était celui de la *Draperie*, dont les membres pouvaient vendre en gros et en détail toutes sortes de draps et étoffes de laine de fabrication française ou

étrangère. Le second était celui de l'*Epicerie*, comprenant les Ciergiers, les Apothicaires et les Confiseurs. Le troisième était le corps des *Merciers*, le plus important par le nombre et les affaires, car il pouvait faire le commerce de la plupart des articles vendus ou fabriqués par les autres communautés. Il comprenait la Quincaillerie, les Cuirs, les Armes, les Drogueries, les Soieries, les Rubans, les Passements, etc. Le quatrième corps était celui de la *Pelleterie*, le cinquième celui de la *Bonneterie*, le sixième celui de l'*Orfèvrerie*. Au dix-septième siècle les *Marchands de vins* s'organisèrent en communauté et prirent le titre de septième corps, mais ils ne furent point reconnus par les six autres, qui ne les convoquèrent jamais aux assemblées.

Les corporations avaient rendu de grands services au moyen-âge, et coopéré efficacement à l'établissement des communes; mais elles devinrent par excès de protection hostiles aux innovations et jalouses des progrès ou des découvertes qui menaçaient de modifier leur situation privilégiée.

Dans les chapitres suivants les destinées de l'industrie et du commerce français tiennent la première place; cependant l'examen des relations avec les contrées voisines nous conduira à relever certaines particularités du négoce étranger.

USAGES ET RÈGLEMENTS DU COMMERCE

DU XVI^e^ AU XIX^e^ SIÈCLES

Diverses raisons se sont opposées en France à l'extension du commerce et de l'industrie. La principale est l'absorption des forces vives de la nation durant plusieurs siècles par les guerres, les querelles religieuses et les perturbations politiques. Il convient aussi d'observer que le tempérament des habitants de certaines provinces se montra toujours rebelle au trafic et aux manufactures; ce fait est particulièrement sensible dans les provinces centrales et les pays vignerons. D'autre part le marchand est resté longtemps dans une sorte d'infériorité sociale, malgré les efforts du gouvernement pour décider la noblesse à trafiquer ou à s'engager dans les grandes entreprises. L'infériorité était plus marquée encore pour l'industriel, qui restait presque toujours un simple façonnier dans la dépendance des gros marchands de la ville. Nous voyons encore Trudaine, peu d'années avant la Révolution, mander à l'Intendant de Picardie « qu'il serait nécessaire de relever l'état de fabricant qui est avili et méprisé par les marchands qui se prétendent d'une classe supérieure ». La Chambre de Commerce d'Amiens répondit au ministre en soulevant diverses objections, parmi lesquelles celle-ci : « que les fabricants sont rarement capables de remplir les fonctions consulaires faute d'une instruction suffisante et de la connaissance des Livres de Commerce. » (Archives de la Somme G. 321).

Industrie et commerce étaient en réalité réunis dans les mêmes mains, et la distinction qui les sépare de nos jours, sans former encore des sections bien nettes, est récente, si on la compare à la durée de notre histoire. L'établissement de Manufactures, c'est-à-dire d'ateliers réunissant un grand nombre d'artisans groupés sous un même toit, recevant directement les matières premières et opérant les transformations jusqu'à la marchandise vendable, ne date que du milieu du dix-septième siècle.

L'Etat intervenait dans les opérations du négoce et de l'industrie par des Règlements incessamment modifiés; les corporations enfermaient leurs membres dans des statuts dont ils ne pouvaient s'écarter. Le commerce était foncièrement protectionniste et même prohibitionniste, à l'extérieur, à l'intérieur, et jusque vis-à-vis de la corporation voisine, toujours surveillée, pour qu'elle n'empiétât pas sur le monopole que chaque métier cherchait à se constituer. Les procès s'amoncelaient indéfiniment dans les juridictions, et la jalousie divisait les corps de marchands entre eux : ce n'était pas le moindre inconvénient du régime, qui subsista en France jusqu'à la fin de la Monarchie.

Une concurrence utile s'était heureusement établie dans les grands centres et surtout à Paris, où les enclos privilégiés et les faubourgs jouissaient d'une franchise assez étendue. Ces enclos formaient les dépendances d'une abbaye ou de quelque fondation charitable, qui tiraient profit de privilèges accordés antérieurement par la faveur royale : liberté relative du commerce et de la fabrication, facilités pour la maîtrise et l'emploi des apprentis, dispense du chef-d'œuvre, protection contre les abus des corps de métiers, auxquels l'accès des lieux était interdit.

A Paris, la Galerie du Louvre ne logeait pas seulement des artistes, comme on serait disposé à le croire d'après la destination postérieure des bâtiments; cette maison royale recevait sous sa protection des ouvriers « choisis et attirés de plusieurs endroits de nostre royaume et hors de cette ville de Paris où ils n'ont pas été passés maistres. » (*Lettres-patentes de Henri IV*, 30 Juin 1607). La capitale possédait d'autres lieux de franchise, plus aisément ouverts que les Galeries royales, l'Enclos du Temple, l'Enclos St Jean de Latran, l'Enclos St Germain, l'Hôtel de Soissons, dont le ministre Pontchartrain dit dans une de ses lettres (1704) : « Les Communautés d'arts et métiers de Paris continuent à se plaindre que tous ceux qui entreprennent sur leur profession ou qui veulent en éluder les statuts trouvent un asile assuré dans l'Hôtel de Soissons, malgré les défenses si souvent réitérées. »

Le plus recherché était jadis l'Enclos de la Trinité, sis rue St Denis, au centre des affaires, et dont il subsiste quelques traces (passage de la Trinité). Ses titres émanaient de Henri II, et ses privilèges au bénéfice de l'Hopital, jalousement conservés jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle, y attirèrent toujours un peuple de commerçants et d'industriels, qui évitaient ainsi les nombreuses entraves extérieures, et vivaient sous la protection de l'Hopital, auquel chacun payait en retour un loyer fort élevé pour un étroit emplacement. Le quartier si populeux du faubourg St Antoine n'est parvenu à sa prospérité qu'à la faveur d'une tolérance maintenue et défendue avec un zèle remarquable par les abbesses de Saint Antoine, propriétaires des lieux. C'est là qu'arrivaient en grand nombre, avec les artisans de nos provinces, ceux des pays avoisinants : Alsaciens, Allemands, Suisses et Luxembourgeois y débouchaient naturellement par les grandes routes de l'Est, dont le faubourg est la prolongation aux portes de la ville.

A plusieurs reprises, des ordonnances royales, inspirées par les doléances des corps des marchands, tentèrent de limiter l'extension des faubourgs, mais sans résultat durable. C'est un épisode de la longue lutte contre la liberté; on touche là le secret de la prospérité du faubourg St Antoine et des autres, et la raison du poids dont ils pesèrent plus tard dans les destinées politiques du pays.

L'importance des grandes foires découlait aussi en partie des franchises dont y jouissaient les marchands. Elles réunissaient alors, dans ces temps de com-

munications longues et malaisées, les principales opérations du négoce : achat et vente des matières, voyages et offres près du client, correspondance, affaires de banque et de change, etc. Pour le détail des privilèges accordés à ces réunions commerciales, on peut consulter les *Ordonnances pour les Foires de Brie et Champagne*, signées par Charles VII (19 Juin 1455), confirmées par Louis XI (9 mars 1473) et qui ont servi de modèle jusqu'à la fin de la monarchie. En dehors des franchises dont jouissaient étrangers et nationaux pour l'apport des marchandises et le retour des soldes, des paragraphes particuliers autorisaient l'emploi et l'usage de toutes monnaies dans les payements et lettres de change. Pour éviter les procès et régler rapidement les cas litigieux devant les parties en personne, des juges spéciaux, nommés Gardes ou Juges conservateurs, étaient chargés de statuer immédiatement sur les causes portées devant leur tribunal.

Dans certaines de ces foires, qui recevaient particulièrement les visiteurs étrangers, des audiences de judicature, tenues par les notables devant le bailli, réglaient les contestations. Ces facilités attiraient un grand concours de monde, des intéressés et des curieux. Peu à peu, à mesure que le commerce s'éloignait de ce mode primitif d'échange, les divertissements, les théâtres, et les débits de boissons nouvelles, café, chocolat ou limonade, envahirent les champs de foire, au point de les absorber dans la cours du XVIII[e] siècle. Les principales étaient en France : les quatre foires annuelles de Lyon, principale place de banque et de commerce du pays, celles de St. Germain et du Landit à Paris et St. Denis, celles de Troyes, de Reims, de Montrichard en Touraine, de Beaucaire en Languedoe et de Guibraye en Basse-Normandie. Les plus importantes, au point de vue des affaires, restaient toujours les foires d'Allemagne à Leipzig, Francfort, Naumbourg, etc. Leur durée était fixée à trois ou à six jours, à l'exception de la Guibraye qui s'ouvrait le 16 août pour une quinzaine; dans cette dernière localité ainsi qu'à Beaucaire, l'installation s'opérait sous des tentes ou des baraques; ailleurs les vendeurs disposaient de bâtiments couverts pour l'exposition de leurs marchandises.

Les paiements s'effectuaient généralement à l'échéance de la foire prochaine, c'est-à-dire avec un crédit de trois mois et quelque fois de six. Partout on usait largement de l'échéance à vue, à quatre, huit, dix ou quinze jours de date : ce choix s'explique par la difficulté des correspondances. Dans les rapports du trafic local, les marchands en gros vendaient souvent aux détaillants avec un long crédit, divisé en quatre ou cinq paiements échelonnés à trois, six, neuf, douze et quinze mois, avec escompte de $2\frac{1}{2}\,\%$ pour chaque échéance anticipée, soit $10\,\%$ par an; cela paraît être l'rigine des escomptes qui s'opérent encore sans raison plausible sur le prix de certaines marchandises.

Quant à la législation sur ces matières, lettres de change, billets, protêts, acceptations, etc., dès 1673 l'*Ordonnance du Commerce* la rédigeait dans des termes que le Code Napoléon lui a presque textuellement empruntés, et qui se retrouvent aujourd'hui encore dans la rédaction des exploits d'huissiers, qui nous paraît si archaïque. Les Livres de commerce obligatoires étaient en même temps fixés tels qu'ils le sont encore.

Si le négociant trouvait en plusieurs cas des privilèges particuliers, et presque toujours la protection royale, il avait à lutter contre des entraves qui ne sont plus guère connues que de réputation : excès des jours de chômage et de fermeture obligatoire; multiplicité des mesures, des poids et des monnaies; prohibition de divers produits, que la contrebande venait vendre à gros bénéfices dans la clientèle; règlements de manufactures édictant des qualités uniformes pour les étoffes et pour les teintures, en fixant même la largeur des laizes

et la longueur des pièces. Il faut y ajouter un mal inhérent au commerce, heureusement presque disparu de nos jours : la fraude ou la mauvaise foi dans les livraisons.

Colbert s'empressa de négocier avec l'autorité ecclésiastique une révision des fêtes chômées, vainement réclamée déjà par Henri IV. Le total des jours de fermeture et d'inaction s'élevait annuellement à 103 ou 104, et personne n'ignorait que les religionnaires, qui tenaient la haute main dans le commerce et l'industrie travaillaient durant 300 jours. Une ordonnance du lieutenant de police La Reynie (12 Nov. 1666) réduisit les fêtes de commandement dans le diocèse parisien à 85 ou 86 jours obligatoires; c'étaient, en sus des Dimanches :

Le Lundi et le Mardi de Pâques,
Le Lundi de la Pentecôte,
L'Ascension, La Fête-Dieu (le matin),
La Fête du Saint-Sacrement.

En Janvier : La Circoncision, Sainte Geneviève, L'Epiphanie.
En Fèvrier : La Purification.
En Mars : L'Annonciation.
En Mai : St. Jacques et St. Philippe.
En Juin : St. Jean Baptiste, St. Pierre et St. Paul.
En Juillet : St. Jacques le Majeur.
En Août : St. Laurent, l'Assomption, St. Louis.
En Septembre : La Nativité, St. Mathieu.
En Octobre : St. Denis, St. Simon, St. Jude.
En Novembre : La Toussaint, les Morts (le matin), St. Marcel, St. Martin, St. André.
En Décembre : La Conception, Noël, St. Jean, St. Etienne.

Croit-on que la population ouvrière et le petit commerce surent gré à Colbert de cette conquête du travail sur de vieux usages? Il n'en est rien; on chansonna le ministre, et la mesure rencontra dans toutes les classes, même au Parlement, une si vive opposition qu'il fallut revenir sur l'Ordonnance et rétablir dès 1673 six des fêtes supprimées : St. Barthèlemy, St. Thomas, les Saints Innocents, la Dédicace (c'est-à-dire la fête de la Paroisse), plus les journées entières de la Fête-Dieu et des Morts.

Cependant les lois étaient très sévères pour le négociant qui ne faisait pas honneur à ses affaires. L'article XII de l'*Ordonnance de 1673* stipule en propres termes : « Les banqueroutiers frauduleux seront poursuivis extraordinairement et punis de mort. » La sentence s'exécutait rarement (la dernière exécution est de septembre 1637), mais le pilori et le carcan avec un écriteau étaient de règle constante. Le failli qui ne pouvait se libérer par un concordat voyait sa demeure peinte en jaune, coutume d'où sont sorties les anciennes expressions populaires *aller au safran*, et *safranier*, qui désigne un homme perdu de dettes. L'expression est encore dans les *Mémoires de Saint-Simon* (XII, 323).

Les menaces les plus grosses ne manquaient pas non plus dans les Edits pour maintenir les prohibitions. Les Anglais donnèrent l'exemple, quand ils s'appliquèrent à conserver le monopole de leurs belles laines et des étoffes qu'ils confectionnaient : la reine Elisabeth défendit d'embarquer des laines, des brebis ou des béliers, sous peine de la confiscation des biens et de déten-

tion pendant une année. En outre le délinquant devait avoir la main gauche coupée et clouée au pilori.

En France les Ordonnances succédaient aux Ordonnances, également menaçantes, mais sans résultat durable; leur excessive sévérité portait l'administration et les juges à la plus grande tolérance, et, si la mode s'emparait de l'objet interdit, on le voyait se répandre partout et en premier lieu à la Cour de Versailles. L'exemple le plus typique est celui des toiles peintes ou indiennes. Ces étoffes douces et légères conquirent rapidement la vogue et se répandirent dans toutes les classes sous des noms de villes asiatiques, dont quelques-uns sont restés dans le langage :

Calicot (de Calicut), *Madapolam*, *Perse*, *Jaconas*, *Organdi*, *Mousseline* (de Mossoul), etc.

L'autorité administrative et la police entrèrent en lutte avec la mode et le goût public, dans la louable intention de protéger nos fabricants, qui gardaient dans leurs casiers leurs lourdes étoffes de nuances sombres. A la suite d'une correspondance avec le Lieutenant de police d'Argenson et après des essais infructueux de défense, le ministre décida que toutes les toiles peintes seraient saisies dans les entrepôts et chez les marchands, pour être brûlées en place publique, alors même que les détenteurs prétendraient les tenir de la Compagnie des Indes (1697). Les administrateurs les plus doux devenaient féroces, dès qu'il s'agissait de ces étoffes exotiques : « Il y a si longtemps, répond le ministre « Chamillart à un Intendant, que les marchands sont avertis de ne plus faire « commerce des toiles peintes, et que les peines de brûler ces marchandises « sont établies, qu'ils ne sont pas en droit de s'en plaindre ni de réclamer. « Vous savez le préjudice que les toiles peintes font aux manufactures, c'est une « raison trop essentielle pour ne e pas emporter sur les égards qu'il pourrait « y avoir à ménager quelques particuliers. » *(Lettre du 24 octobre 1705)*

On fut obligé, par un Edit rendu sous la Régence (1717), d'ajouter à la confiscation et à l'amende de mille écus des peines afflictives, et les galères perpétuelles en cas de récidive. En 1758 un *Mémoire des Marchands*, dirigé contre la liberté de fabrication des indiennes, ne relevait pas moins de 71 Arrêts, Edits ou Déclarations uniquement dirigés contre l'introduction et l'usage des toiles peintes. Leur multiplicité même prouve qu'on n'avait jamais pu les faire observer. Ce n'était pas faute de zèle de la part des Intendants; les Archives des Provinces sont riches en procès-verbaux de saisie, et tous très curieux. Nous citerons comme exemple un jugement rendu à Saintes et publié par voie d'affiches dans la Généralité (22 sept. 1742).

« Attendu que la fille aîné du Sieur Vieuille, avocat, aurait été rencontrée vêtue d'un casaquin d'indienne à fond blanc, ramage rouge pâle . . . etc.

Vu les Règlements qui défendent le port des indiennes. Nous avons déclaré le casaquin dont s'agit, acquis et confisqué au profit du Roi. En conséquence ordonnons que le casaquin sera remis . . . etc.; et pour la contravention commise par ladite demoiselle, la condamnons solidairement avec le Sieur son père à trois cents livres d'amende payables par coups. Enjoignons à la maréchaussée de prêter mainforte . . . »

La multiplicité des monnaies, des poids, des mesures, et l'absence de système décimal rendaient très difficiles le moindre calcul et la comptabilité la plus élementaire. On s'en rendra compte en s'essayant à rédiger une facture d'un modèle courant, celle que devait produire le dernier commis de boutique, en multipliant des aunes, des pouces et des lignes, par des livres, des sous et des deniers, comme dans l'exemple suivant :

DOIT Maître Saunier, tailleur

				Livres	Sous	Deniers
15	13	4	Taffetas armoisin canelle			
19	6	8	do. do. musc			
22	6	8	do. do. olive			
10	6	8	do. do. nacarat			
			ensemble 67 aunes $^2/_3$ à 3 liv. 12 sols	243	12	
			1 livre 4 onces Fil de Flandre à 12 „ 10 „	15	12	6
			28 aunes $^7/_8$ Galon laine à 4 sols 6 deniers	6	10	1
			Somme totale	265	14	7

Heureusement le mathématicien Barême rendit un grand service en publiant en 1670 un petit volume intitulé *Tarifs et comptes faits du grand commerce*, puis un autre *Livre des comptes faits*, avec *Tarif général des Monnaies*, qui devinrent indispensables, et rendirent son nom assez populaire pour qu'il entrât définitivement dans la langue française. L'aune de Paris, par exemple, contenait 3 pieds 7 pouces 8 lignes, celle en usage à Lyon était plus courte d'une aune sur cent ; à Troyes et dans certaines villes de Picardie et de Bourgogne, l'aune ne valait que deux tiers de celle de Paris, tandis que le Languedoc et la Provence comptaient en *cannes*, plus longues de moitié.

Cette diversité servait la fraude et la mauvaise foi dans les contrats et les livraisons. Un certain nombre de tromperies grossières étaient même couramment acceptées. C'est ainsi que la première aune d'une pièce d'étoffe, celle qui la recouvrait et que l'on nommait *montre* était généralement tissée d'une qualité supérieure au reste de l'aunage, afin d'être dépliée comme type et de fournir des échantillons. Les Flamands et les Hollandais étaient à la fois plus loyaux et plus avisés : ils fixaient quelque monnaie d'argent à côté de l'endroit défectueux ou altéré d'une pièce d'étoffe, et conquirent ainsi un renom universel de probité.

Les négociants étrangers, particulièrement les Anglais, grands importateurs de vins, se plaignaient des fraudes commises à leur détriment dans les livraisons de vins et eaux-de-vie, quant à la quantité, à la nature et à la qualité des liquides, fraudes dont la constatation ne pouvait avoir lieu que lors du débit chez le détaillant. Déjà, en 1583, leur ambassadeur Henry Cobdam avait présenté sur ce sujet un cahier de doléances ; les dossiers des Archives portent à croire qu'ils ne se plaignaient pas sans raison.

Les taxes perçues en Angleterre, à la fin du XVII^e^ siècle, s'élevaient à près de 200 fr. par barrique de vin, à 300 pour les cognacs. Aussi les ingénieux *Wine Merchants* de Londres n'avaient-ils pas attendu les progrès de la la chimie pour imaginer le vin factice : ils distillaient des eaux-de-vie de grain et de mélasse, brassaient des vins avec les raisins secs de l'Espagne ou du Levant, colorés de bois du Brésil, et fabriquaient du vinaigre avec du cidre aigri, additionné d'une décoction de fleurs de sureau et d'herbes aromatiques. Les négociants anglais plus honnêtes se tournèrent vers l'Espagne et le Portugal pour substituer leurs vins liquoreux et jusqu'alors mal préparés, à ceux de nos provinces du Sud-Ouest. Ils envoyèrent dans ces royaumes des gourmets pour

y enseigner la vinification et pour vérifier les expéditions, et c'est ainsi que nous perdîmes la clientèle du peuple anglais, qui s'adonna au wisky et aux vins de liqueur (*Mémoire au Conseil du Commerce, 4 Mars 1701).*

On ne reculait alors devant aucun moyen pour tromper le client ou forcer les prohibitions. Durant la guerre de la Succession d'Espagne, les Bordelais tentèrent de faire pénétrer leurs vins en Angleterre, en les logeant dans des futailles achetées en Espagne, pour les présenter sous ce déguisement aux douanes britanniques. Cet artifice découvert, ils risquèrent les frais d'un premier transport à Bilbao, où leurs vins étaient transvasés dans les fûts du pays. Alors les Anglais, justement soupçonneux, firent stationner dans le port espagnol un navire pour les renseigner sur les chargements en partance. Telles furent les complications où conduisirent cette guerre des tarifs et cette émulation dans la tromperie.

A Marseille c'était bien pire ; on s'ingéniait à extorquer par tous les moyens l'argent de la clientèle du Levant. Notre ambassadeur à Constantinople dut s'employer à faire cesser les plaintes que les Turcs portaient sur la mauvaise qualité des marchandises. Quand parurent les pièces de cinq sols à l'effigie de Louis XIII (1641), les Levantins trouvèrent cette monnaie si belle, qu'ils la recherchèrent avec empressement et donnèrent en échange leurs denrées à moitié prix : ils les employaient en guise d'ornement sur leurs habits. Les Gênois et les Marseillais, ne se contentant pas de ce profit, firent fabriquer des pièces de cinq sous au titre altéré de $50^0/_0$, et il devint d'usage d'expédier dans chaque cargaison une certaine quantité de fausse monnaie, qui s'écoulait sur le renom du négoce français ; mais l'abus modifia bientôt les sentiments des Levantins, et les autres nations s'emparèrent d'une grande partie de nos transactions. Le *Dictionnaire du Commerce*, dans son édition de 1741, estime « que des vingt millions « que les nations chrétiennes peuvent tirer chaque année des Etats du Grand « Seigneur, il y en a quinze pour les Anglais et les Hollandais, seulement deux « et demi ou trois pour les Français, et le reste pour les Vénitiens et les « Gênois. »

Tous nos voisins du Nord et de l'Est pratiquaient la contrefaçon et l'imitation, auxquelles les Règlements et les Statuts ne disposaient pas nos artisans. Déjà en 1615 l'économiste Monchrestien raconte que tous les jours il entend crier à la Bourse de Londres : peignes de France! aiguillettes de France! ceintures de France! etc. « quoique toutes ces choses, dit-il, soient faites dans leur pays et par eux-mêmes. » Au dix-huitième siècle, l'Angleterre et la Suisse introduisaient en France des imitations de nos étoffes, qu'elles produisaient à des conditions plus avantageuses. Les archives de Picardie renferment notamment un Arrêt portant confiscation de pièces venant de Reims reconnues comme fabriquées en Angleterre, et revêtues de faux plombs avec la légende: *Fabrique d'Amiens, 1761*, le plomb portant sur l'autre face l'empreinte des armes de France.

Jamais un armateur français n'aurait osé risquer l'emploi du procédé par lequel le commerce anglais déjoua l'arrêt prohibitif de Louis XIV (1701). S'apercevant que la vente et l'usage des marchandises provenant des prises maritimes restaient autorisés, les Anglais firent entrer leurs ballots par de feintes captures en mer, après s'être entendus avec les marchands, qui les reprenaient lors des adjudications. Plus d'une fois les officiers de la marine royale se rendirent complices de ce subterfuge lucratif, dont l'artifice ne fut dévoilé que plus tard. *(Arrêts des 8 Juillet 1713 et 5 Déc. 1716.)*

Le désir d'attirer les commerçants étrangers s'est toujours manifesté en France, et l'accueil qu'ils y ont reçu a contribué à répandre notre renommée de nation

aimable et courtoise. Les Ordonnances des rois en faveur des marchands étrangers sont très nombreuses, à commencer par celle de Philippe le Hardi, de Février 1277; elles octroyaient généralement la protection du Roi et de ses officiers, des privilèges semblables à ceux des bourgeois de la ville, la permission de remporter les marchandises invendues sans rien payer, et, en cas de guerre, soixante jours francs pour enlever leurs biens et effets, à compter de la date de notification proclamée.

Ces chartes de privilèges se succèdent jusqu'à Louis XI, qui, le premier, commença l'introduction systématique d'artisans des pays voisins, pour enseigner les divers métiers pour lesquels nous restions tributaires de l'étranger. Aux profits que l'intérêt général retirait de ces immigrations, se joignait une satisfaction d'amour-propre; aussi aucun des gouvernements qui se sont succédé n'a-t-il contrevenu à cette tradition de bon accueil. Il restait bien le droit d'aubaine, c'est-à-dire la mainmise au profit du Roi sur les biens des étrangers décédés en France; mais les privilèges accordés, et plus tard les conventions diplomatiques, ne laissaient presque rien subsister de ce droit inscrit dans les textes.

Les Français ne rencontraient pas hors de leurs frontières une semblable bienveillance. Les vexations subies par nos compatriotes à Londres sont déjà relevées en 1564 par l'ambassadeur français sous la rubrique : *Torts et griefs et autres incommodités*, et on retrouve les mêmes plaintes dans les *Instructions pour l'ambassadeur Tallart*, qui se rendait aux négociations de Ryswick (1697).

Le marchand qui débarquait à Londres était soumis à plusieurs taxes fiscales :

1° Le *Headmoney*, prélevé pour l'inscription sur le registre des aubains ou étrangers.

2° Le *Scavage*, sorte de tribut arbitraire exigé par les mayors et shériffs sur les objets exposés en vente.

3° *Le Poids-le-Roy*, exigé sur les marchandises passées obligatoirement aux balances publiques, savoir : cinq sols sterling (ou shellings) par pesée de 1000 livres.

4° Le *Coquet* ou acquit du sceau de la Douane.

5° Le droit de *Surveyor*, prélevé par le commis des Douanes au profit des bureaux de Ferme.

6° Le droit de *Caïade* (droit de quai).

Ce n'est pas tout. Il y avait encore des gens embusqués pour réduire la bourse du marchand : le *Pourvoyeur du Roi*, qui marquait les meilleurs vins à son prix; le *Franc-Bourgeois*, sorte de commissionnaire obligatoire.

Sur le montant des échanges, sur les bénéfices réalisés par le commerce extérieur, l'absence de documents ne permet pas de donner un chiffre exact.

On se rendra compte du vague qui subsistait à cet égard, en écoutant Colbert, dans le discours prononcé lors de l'ouverture du Conseil de Commerce en présence de Louis XIV, le 3 août 1664 : « Il est certain, dit-il, qu'il sort tous les ans hors du royaume en denrées pour les pays étrangers pour 12 à 18 millions de livres; ces denrées sont vins, eaux de vie, vinaigre, fer, fruits, papiers, toiles, quincailleries, soieries, merceries. »

A côté de ces chiffres sans précision, les documents anglais prétendent que la France importait dans leur île pour une somme de 2 600 000 Livres sterling (la *Livre sterling* valait alors au pair 13 livres 6 sols 8 deniers). Les vins tiennent la tête de la nomenclature, avec 600 000 liv st., puis les soieries et les toiles, avec chacune un total semblable de 450 000 liv. st. Durant le XVIII[e] siècle, où les renseignements sont plus abondants, la moyenne des chiffres permet d'évaluer le total des échanges entre les deux pays à 25 millions de francs dans chaque sens, importations et exportations se balançant presque également.

Le plus fort contingent d'affaires venait de la Hollande, et pouvait s'élever jusqu'à 75 millions de francs; puis venait ensuite l'Espagne, et au troisième rang l'Allemagne. Cet ordre sera changé à la veille de la Révolution.

Les grosses fortunes devaient être rares dans le Commerce, si on en juge par le document suivant.

A la suite de l'*Ordonnance de 1673*, qui rendait obligatoire un Inventaire annuel, et le premier avant un délai de six mois, un modèle fut publié pour servir de guide aux commerçants. Voici sur quelles sommes il est établi :

	Livres
Marchandises, dettes actives et argent en caisse	35 434
Valeur de l'immeuble occupé, estimé	15 000
Meubles meublants, estimés	4 200
Vaisselle d'argent, au poids	280
Total de l'actif	54 914
à déduire *Dettes passives*	10 023
Valeur net :	44 891

Au compte de Profits et Pertes les bénéfices figurent dans cet inventaire type pour livres 5411 et la Caisse renferme 540 livres 10 sols.

Il s'agit là d'un négociant en étoffes, qui vend des brocarts et des velours jusqu'à 25 livres l'aune, et des draperies dont le prix est très élevé : le drap noir d'Espagne (c'est-à-dire tissé de laine de Ségovie) est côté à 30 livres l'aune, prix d'achat; les draps de Sedan à 13 et 15 livres.

Les fortunes que l'on cite s'étaient grossies dans les Traites et les adjudications de Fermes, c'est-à-dire dans les régies de monopoles ou de perception des droits. Les capitaux prenaient ce chemin dès qu'ils s'étaient constitués : le profit était plus rénumérateur, la peine moins grande, la considération plus élevée que dans le négoce. Le *Parfait Négociant*, parlant des grandes Compagnies, constate que « les particuliers ne sont pas assez puissants pour soutenir le commerce « parce que, dès qu'en France un négociant a acquis de grandes richesses, bien « loin que ses enfants suivent cette profession, au contraire ils entrent dans « les charges publiques. »

Quelques armateurs seuls arrivaient à posséder un gros capital, comme Crozat, dont la fortune peut s'estimer à une dizaine de millions. Voici une nouvelle occasion d'apprécier l'inexactitude des chiffres fournis : Voltaire dit que Crozat avait gagné 40 millions par un grand commerce avec l'Inde; l'avocat Barbier, dans son *Journal historique*, lui accorde 20 millions, et quelques pages plus loin, 10 millions seulement; Saint-Simon, dans ses *Mémoires*, se contente de qualifier Crozat « un des plus riches hommes de Paris. »

La pénurie de capitaux fut le défaut constant du commerce français. Richelieu l'avait compris et jugé dans une de ses notes : « La France, dit-il, a négligé « le commerce parce qu'il y a chez elle trop d'abondance, et parce que les marchands « se sont jetés dans les charges de l'Etat. Le remède? Supprimer force offices et « donner prix au trafic et rang aux marchands. » (*Lettres de Richelieu*, III, 178). Malheureusement l'avis du Cardinal ne fut jamais suivi, même par son propre gouvernement; les offices furent augmentés jusqu'à l'abus par suite des pressants besoins d'argent du Trésor royal, et les Fermiers d'impôts devinrent plus que jamais les détenteurs du capital. On alla dans cette voie néfaste jusqu'à la création de charges de Compteurs d'oranges, et jusqu'au privilège exclusif « pour

« le débit de la neige et de la glace dans tous les lieux du royaume au taux « de 18 deniers la livre pesant » (1701).

Pour terminer cet exposé de la situation commerciale, nous parlerons de la rareté des informations et de la difficulté de se les procurer. Une premier tentative fut faite en 1691 sous la rubrique : *Livre Commode des Adresses de Paris*, dont l'idée avait été probablement empruntée au *Livre des Adresses* de Londres. Cet ouvrage, fort rare aujourd'hui, disparut sur l'ordre de la police après deux années, parce qu'il commettait l'indiscrétion de donner les adresses des seigneurs, des ecclésiastiques, des fonctionnaires, des collectionneurs. Les renseignements étaient rangés par états et professions avec des mentions dans la manière suivante :

« Le sieur Larche, fondeur et ciseleur en bronze, rue des Cizeaux, près l'abbaye « St. Germain; il donne une couleur de bronze antique aux figures modernes. »

Ce n'est qu'en 1770 que parut un *Almanach général des Marchands*, ouvrage fort incomplet; mais en 1788 fut publié, en un fort volume, l'*Almanach du Commerce* par Gournay, qui fournissait des renseignements et des adresses sur toutes les grandes villes, et qui est le prototype de l'*Almanach Bottin*, dont la fondation remonte au temps du Directoire.

LE COMMERCE FRANÇAIS AU XVI^e^ SIÈCLE

Tous les étrangers qui visitent la France au seizième siècle constatent son abondance généreuse : « La nourriture côute peu, dit Machiavel *(Tableau de la « France)* à cause de la grande quantité de vivres. » Un ambassadeur de l'intelligente République de Venise l'informe que la chose à ses yeux la plus remarquable en France c'est « la grande abondance de vivres dans les villes, dans les « bourgades, dans les plus minces villages; le tiers de la population, dans les « lieux habités, s'occupe de ce commerce là, comme taverniers, pâtissiers, hôteliers, « rôtisseurs, etc. » (*Relations des Ambassadeurs Venitiens* I, 391).

La règne de Louis XII est marqué en effet par la réunion d'une grande prospérité avec le minimum de charges fiscales. Les causes naturelles et économiques qui allaient changer la face de la richesse publique commençaient à produire leurs effets; mais c'est le commerce local qui profite d'abord le plus, car la dépense individuelle prend surtout le chemin de la table. Le luxe ou le confortable de l'habitation et du costume sont choses nouvelles, et resteront longtemps confinés à la cour et dans l'entourage du prince. Les soieries, les rubans, les velours demeurent des articles étrangers de prix élevé; le linge de corps, la chemise ou la camisole sont des nouveautés que ne portent encore que les élégants ou *gorgias*; les toiles fines viennent de l'extérieur, des Flandres et de Cambrai, où le tisserand Baptiste avait fabriqué dès le XIII^e^ siècle les toiles qui portent universellement son nom.

Le pays ne produisait encore ni verrerie, ni fayence, ni glaces, ni acier, ni fer-blanc. Louis XI avait introduit à Tours, sa ville de prédilection, des ouvriers italiens qui commencèrent la fabrication de belles étoffes de soie, mais c'est seulement en 1536 que Lyon s'engagea dans cette voie sous l'impulsion des nombreux italiens qui vinrent s'y établir. Les premiers, qui profitèrent des lettres-patentes et des faveurs octroyées par François 1^er^, furent deux manufacturiers de Quiers

en Piémont, Barthelemi Neri et Etienne Turqueti (*Notes d'archives sur Lyon*, de Péricaud). Un Bolonais, Gayotti avait été le fondateur de l'industrie cevénole de l'ouvraison des soies; convaincu d'avoir débauché d'autres ouvriers de son pays, il fut brûlé en effigie dans sa ville natale. L'une des usines de St. Chamond, où il était établi, porte encore sur sa façade : *Moulinage à la bolonoise 1665.*

Le bourgeois français s'en tint longtemps encore aux beaux draps d'Espagne et d'Angleterre, ou à ceux que l'on tissait en France sous les mêmes noms; la solidité et la durée étaient surtout recherchées, les vêtements passaient parfois d'une génération à l'autre et se revendaient encore chez les marchands fripiers, nombreux et achalandés. Avec les vins, les toiles de Normandie et de Bretagne tiennent le premier rang dans les chiffres du commerce. Le *Canevas (toile de chanvre)* occupe une part considérable dans la vente, la Bretagne fournit de ces toiles à voile les villes maritimes du Nord, de l'Angleterre et de l'Espagne. Le débit ira en s'amoindrissant, soit que les peuples s'ingénient à fabriquer eux-mêmes, soit que leurs achats se portent vers les toiles de Silésie ou de Hollande, mais, au seizième siècle et durant la première moitié du dix-septième, les canevas bretons, noyales et quintins, restent sans concurrence.

L'Espagne était alors notre meilleure cliente par ses achats de marchandises pour les Indes occidentales. Chaque année le flotte espagnole partait de Cadix vers le mois de mars. Les négociants français avaient des commissionnaires dans ce port, et certaines maisons s'y transportèrent dans la suite. Après les toiles dont le débit est considérable aux pays chauds (le calicot est encore ignoré), on y expédie des chapeaux de feutre et de vigogne et toutes les marchandises dénommées mercerie, quincaillerie, coutellerie, etc.

Les Italiens fournissaient l'étranger de tous les objets de luxe; une *Ordonnance de 1564 sur le faict des entrées du pays d'Italie* énumère les articles suivants : draps d'or, d'argent et de soie, toutes espèces de crêpes, passements, cannetilles, rubans, ceintures, franges, pannes, ornements, et tous tissus et espèces d'ouvrages de fil d'or, d'argent et de soie. Une robe de drap d'or frisé achetée à Florence en 1530, pour le compte de la Reine, une valait pas moins de 80 écus d'or au soleil (de chacun 11 à 12 fr.) par chaque aune (de 1 mèt. 20 environ). Calculez la somme représentée de nos jours par ces chiffres imposants! (*Actes de Francois Ier*, VII, 629.)

Pour apprécier l'importance et la valeur de ces entrées, nous avons la *Requête des Marchands de Soye de la Ville de Paris*, tendant à ce qu'il plaise au Roi modérer d'un quart la somme de 1 800 000 livres, qu'ils devaient payer aux Italiens à l'échéance de Noël 1577, attendu qu'ils avaient acheté les soieries à plus haut prix à cause du haut cours des espèces d'or. En même temps que ces étoffes, l'Italie fournissait les noms qui les distinguent dans la langue : *popeline, padou, satin, florence, florentine, moncayar, lustrine, armoisin, gros de Naples*, etc. Par ces fastueux costumes se répandit l'emploi de velours et brocarts jusque dans les vêtements masculins et les modifications étaient si fréquentes qu'un auteur contemporain raconte plaisamment l'aventure d'un artiste, qui, ayant à représenter les costumes des différentes nations, se tira d'affaire avec le français en le figurant « aussi nu qu'il était sorti du ventre de sa mère, lui mettant « toutefois une pièce d'étoffe et des ciseaux entre les bras. »

Les Italiens introduisirent l'usage des parfums, des pommades, des essences, *neroli, bergamotte, frangipane* et des savons de toilette, qui arrivaient soigneusement emballés avec du coton dans d'élégantes boites enjolivées de peintures. Nos marchands ignoraient ce luxe d'enveloppe et cette présentation de la marchandise. On ne saurait croire aisément de nos jours que la France attendit jusqu'en

1565 sa première fabrique de savons, ce produit venait de Gênes, de Bologne ou d'Alicante; le privilège fut octroyé pour « une manufacture de savon blanc « et marbré, façon de Gênes et d'Alicante, au lieu dit de Chaillot ».

L'influence italienne s'exerça heureusement sur le commerce et l'industrie. Les Italiens devinrent nos initiateurs dans la banque et le grand négoce, ils démontrèrent par l'exemple les ressources de la finance, introduisirent la comptabilité, répandirent l'usage des participations par petites sommes, début des sociétés par actions. Nous leur sommes redevables de la culture du maïs, de l'élevage des chevaux de selle. Une véritable colonie mantouane amenée, à Nevers par le duc de Gonzague, y fonda la cristallerie et fayencerie artistique qui subsiste encore. C'est Lyon qui profita du plus grand nombre des innovations, la fabrique du fil d'or et d'argent, matière alors d'un grand débit, y fut établie sous la direction de Jacques Compagnie; la fayence à l'usage de la table et du ménage (on employait la vaisselle d'étain ou de bois) y pénétra en 1555 d'après le privilège de Sebastien Griffo, « faiseur d'ouvrages de terre et « autres pour servir de vaysselle. »

Les banquiers lucquois, florentins et gênois choisirent Lyon comme centre de leurs opérations en France. Ils y étaient assez fortement établis déjà en 1515 pour conclure avec les échevins une avance de 50 000 écus contre gages valables. Le rival des Médicis à Florence, Pierre Capponi avait ouvert une maison de banque et commerce dans Lyon, avec un service de courriers rapides qui permettait de promptes informations et donnait à ces négociants une place marquée dans la vie des cités, car c'était dans leurs salles que venaient se recueillir les nouvelles et que se rassemblaient les citoyens. Comme exemple de l'étendue des relations et de la rapidité des courriers (mot italien), on peut rappeler l'annonce de l'élection du futur roi Henri III par la Diète de Pologne. Ce fait historique, considérable et imprévu, fut connu de Catherine de Médicis grâce à une dépêche de Cracovie, reçue de leur comptoir dans cette ville par les banquiers Soderini.

Lorsque François I traversa Lyon pour passer en Italie, les notables lucquois en robes de damas noires, les florentins vêtus de velours, accompagnaient l'échevinage pour recevoir le roi. Il y avait là Antoine de Gondi, Robert Albizzi, Simon de Gadagne, Nicolas d'Elbene, et d'autres gros banquiers et des négociants en soie. Gadagne rendit de bons services à François I par ses avances d'argent; c'est lui qui versa 50 000 écus d'or pour parfaire la rançon du roi prisonnier à Madrid. En 1572 le banquier Capponi entretient à ses frais 4 000 pauvres, durant deux mois de famine. Les Orlandini de Florence, retirés à Lyon depuis 1531, contribuèrent au succès de Henri IV par un prêt de 450 000 Livres.

Vers le milieu du seizième siècle, les négociants italiens, renforcés de nombreux transfuges politiques, devinrent pour ainsi dire les maîtres dans la ville; ils lui imposèrent leur langage; l'annonce de l'ouverture des payements aux foires leur appartient durant cent ans; le Prevôt des Marchands fut un des Gadagne dont il vient d'être question. La Douane de Lyon, une des plus importantes recettes du royaume, fut donnée à Ludovic Dadjacetto.

Grâce à ces adroits financiers, Lyon, leur cité d'adoption devient la première place bancable de l'Europe. « En fait de change, est-il dit dans les *Privilèges de* « *Lyon* (1573) la ville donne loi aux autres villes de l'Europe qui se règlent « toutes selon le cours des changes de Lyon. »

Ces étrangers suscitèrent successivement l'affermage de tous les impôts, poussant même à l'établissement de nouvelles taxes, uniquement pour en constituer à leur profit de nouvelles fermes. L'importante ferme du sel ou *Gabelle* était entre leurs mains. Ce fut le signal de leur déclin. Le pays, qui les avait reçus avec

faveur et qui avait reconnu leurs bienfaits, les prit en haine quand ils devinrent fermiers d'impôts. Les libelles commencèrent à les attaquer avec ardeur, à révéler la source des fortunes. Il faut dire qu'à leur suite s'était abattue sur la France une nuée de charlatans, d'entrepreneurs de blanques et de loteries (trois mots italiens), qui soutiraient l'argent du public. Les jeux d'argent, jusqu'alors rélégués à la taverne pour y remuer des sous et des deniers, se répandaient dans toutes les classes et causaient des ruines.

L'administration de Sully se montra fort dure aux traitants et parvint à les éliminer presque tous, sauf Rucellaï, Cenami et le fameux Zamet, protégés du roi Henri IV, auquel ils avaient rendu des services de divers ordres. Le *Compte des Finances pour* 1609 ne mentionne plus que les deux derniers.

Ces étrangers laissaient après eux un enseignement, qui ne fut apprécié que longtemps après leur départ, la Tenue des Livres en partie double, jadis dénommée *Méthode italienne*. Dans son enthousiasme d'économiste, Léon Say disait à l'Académie des Sciences Morales et Politiques « c'est une invention merveilleuse, « une sorte de mythologie, il est incontestable que ce fut un immense progrès « pour le monde commercial. »

Savary, l'auteur du *Parfait Négociant*, dit de son côté « Il n'y a point de nation « au monde qui tienne un meilleur ordre que les Italiens, car c'est d'eux que les « négociants des autres Etats ont appris le moyen de tenir les livres en partie « double, qui est si admirable; c'est des Italiens que nous avons appris les « changes et les traites et remises, en un mot l'on peut dire qu'ils ont appris « aux autres à négocier. » C'est seulement en 1685 que le Contrôleur général des Finances Le Pelletier appela un italien naturalisé, M. de Bie (ou Debie, ou Debbi) à l'organisation de la Comptabilité du Trésor, et il se félicitait dans un Rapport au Roi « sur ce qui s'est passé depuis que le sieur Debie a commencé « de tenir les registres avec un ordre qui forme un contrôle si sévère et si exact « qu'il est impossible d'y être trompé. »

En conséquence de cette initiation et comme pour en perpétuer le souvenir, la Banque et le Commerce adoptèrent un grand nombre d'expressions toscanes usitées dans les comptes et la correspondance : *Crédit, Débit, Facture, Escompte, Négociant, Banque, Banqueroute, Faillite, Cambiste, Mercantile, Brut* et sous la forme italienne : *Agio, Banco, Franco, Group, Colis, Nolis, Dito, Boni* etc. D'autres ont disparu, qu'on rencontrait dans les livres de commerce jusqu'au XVIII[e] siècle : *Conto Correnti* (francisé en *Compte-Courant*) *Deposito, Dispono* (disposé sur) *Finito*, etc.

Le déploiement du luxe, ou de ce qu'on considérait alors comme tel, obligea le pouvoir à édicter des lois somptuaires, malgré la faveur dont jouissaient les promoteurs des nouvelles modes. C'est sur les plaintes des marchands que le gouvernement s'engagea dans cette erreur économique pour protéger les nationaux, qui ne produisaient pas les articles recherchés par les élégants. Charles IX signa des édits dans les années 1561, 1563, 1567; Henri III en 1583, Henri IV en 1604, Louis XIII en 1629 et 1636. Il est juste d'ajouter que ces lois n'étaient jamais observées, même par ceux qui étaient chargés de les appliquer. C'est particulièrement l'emploi de l'or et de l'argent qui est visé et interdit, soit en broderies sur le costume, soit en ornements sur les meubles, les carrosses et les lambris. On ferait un volume des Ordonnances rendues sur cet objet par Louis XIV. Nous n'en citerons qu'une pour donner l'idée de l'excès où fut poussé à cet égard la manie des règlements : « 10 Mars 1679 — Ordonnance du lieutenant « général de police portant défenses de faire dorer aucuns meubles de bois, en « tout ou en partie, comme tables, chaises, bois de lit ou autres, et à tous

« doreurs d'y appliquer aucune dorure, à peine de la confiscation des meubles et « de 500 livres d'amende. »

Une mesure excellente fut l'institution par Charles IX, en 1563, de tribunaux consulaires d'abord à Lyon, à Paris, à Reims, à Toulouse; les principales villes de commerce en furent dotées à leur tour dans les années suivantes. Les litiges étaient portés devant cinq juges, tous négociants, avec le titre de consuls; l'appel pouvait être évoqué devant le Parlement du ressort. C'était une grande amélioration pour la sureté des transactions et le respect des contrats, avec un libéralisme qui surprend au milieu de ce siècle, car il est stipulé que les différends seront jugés sur le champ sans aucune forme de procès, au vu d'un simple exploit, sans le ministère d'aucun avocat ni procureur (ancien titre des avoués), gratuitement et par des juges pris parmi les marchands. Il manquera à cette juridiction un corps de lois uniformes sur lequel puissent s'appuyer ses décisions : c'est Colbert qui tentera de codifier les lois commerciales dans l'Ordonnance célèbre de 1673, base de notre droit commercial. A défaut de jurisprudence, on se servit de *Recueils de Parères*, ou exemples de cas litigieux, rédigés par des hommes expérimentés. Celui de Savary fut une autorité invoquée durant un siècle devant ces tribunaux.

Le premier traité de commerce digne de ce nom fut signé à Blois (1572) entre Charles IX et la reine Elisabeth. Comme il s'agissait d'obtenir de l'Angleterre une alliance défensive et une promesse de mariage, le trafic français fut sacrifié à la politique. Les marchands anglais obtinrent des avantages, dont ils se prévalurent dans l'avenir et qui influèrent sur les conventions postérieures. Ils obtenaient le droit à un entrepôt pour leurs draps, laines et autres marchandises (ils choisirent le port du Rouen) avec permission de posséder dans les grandes villes « quelque lieu ou maison où ils puissent élire leur gouverneur, conseillers « et autres officiers, afin que mieux et plus honnêtement ils puissent vivre et « converser ensemble. »

Était ensuite convenu qu'il serait loisible aux marchands anglais d'étaler, vendre et troquer leurs marchandises et d'acheter d'un chacun, de quelque nation et lieu qu'il soit, à tous les jours sauf les dimanches. Ces libertés dépassaient de beaucoup celles auxquelles pouvaient prétendre les nationaux dans aucune cité de leur propre pays. Elles étaient excessives, surtout en regard des restrictions imposées en Angleterre par les usages déjà établis (voir le chapitre précédent), et sur lesquelles on ne put jamais faire céder les Anglais. Ceux-ci ne tardèrent pas à se rendre maîtres des transports entre les deux côtes et à prohiber indirectement nos produits manufacturés.

Henri IV s'empressa de négocier le remaniement de conventions aussi désavantageuses, mais il ne put rien obtenir du vivant d'Elisabeth. A l'avènement de Jacques I, Sully traversa la Manche pour le complimenter au nom du roi, et en même temps pour faire valoir nos doléances sur la piraterie des armateurs anglais, qui s'en faisaient de gros revenus, même en temps de paix. Sully évaluait les prises faites induement « et dont il n'avait été donné ni réparation ni justice à un million d'or, ce qui a détruit entièrement le commerce, au dommage inestimable des sujets de Sa Majesté. »

Les négociations, poursuivies par notre ambassadeur, furent des plus laborieuses. Quand on n'en était encore qu'aux promesses, l'affaire des draps anglais saisis à Rouen vint se placer à la traverse. La passion qu'elle excita en Angleterre faillit amener une rupture entre les deux couronnes.

Les drapiers drapants français (c'est-à-dire fabricants en même temps que marchands) s'agitaient depuis quelques années pour obtenir l'interdiction des

étoffes anglaises. Ils étaient indignés des privilèges dont se prévalaient leurs concurrents et jaloux de voir débarquer de pleines cargaisons sur les quais de Rouen, tandis qu'ils éprouvaient de si nombreuses difficultés à trafiquer en Angleterre. Un arrêt du conseil royal ordonna effectivement (21 avril 1600) que les tissus débarqués seraient visités par les gardes-jurés et que les pièces défectueuses seraient saisies et confisquées. C'était un moyen terme pour donner satisfaction aux nationaux sans aller jusqu'à la prohibition. Pendant que l'Angleterre négociait le retrait de cette ordonnance, une cargaison parvenue devant Rouen, « à plus de cent mille escus de draps », fut saisie et confisquée comme défectueuse par le bailli à la requête des marchands. Le roi Jacques évoqua l'affaire devant lui et une correspondance aigre-douce s'engagea directement entre les deux monarques. Henri IV dut cependant céder à contre-cœur, en présence de l'émoi soulevé en Angleterre et devant les menaces de guerre ou de représailles contre nos navires, qui ne pouvaient se défendre. L'affaire ne fut définitivement terminée que par la signature du nouveau traité de commerce (24 février 1606). Les Français n'en tirèrent aucun profit. Lorsque l'ambassadeur de France dut pourvoir à la désignation de deux négociants établis à Londres pour remplir l'office de juges-conservateurs, conjointement avec deux anglais, il ne put trouver dans la Cité deux français réunissant les conditions pour remplir ce rôle avec autorité et pour représenter dignement le commerce et la justice de leur pays.

En 1604, fut conclu avec l'Espagne un *Traité pour la Restauration du Commerce.* Son but principal était d'empêcher les fraudes et tromperies dans les transactions. Il était stipulé que les marchandises de France seraient vérifiées et enregistrées et scellées du sceau de la ville d'où elles auraient été enlevées, « et quant aux marchandises non enregistrées ni marquées, elles seront confisquées et déclarées de bonne prise. »

Malgré l'établissement de fabriques de soieries à Tours sous Louis XI et à Lyon sous François I, les marchands parisiens achetaient beaucoup en Italie. Nos ateliers n'étaient en mesure de satisfaire à la consommation croissante ni pour les qualités, ni pour les prix. Henri IV fit augmenter les plantations de mûriers, qui avaient été précédemment étendues par les soins personnels de Catherine de Médicis; un moulurage modèle fut installé dans le château de Madrid (bois de Boulogne) sous la direction de l'italien Balbani. L'édit d'établissement d'une manufacture d'étoffes de soie, or et argent à Paris est du 2 août 1603. Les choses étaient faites grandement: le privilège de douze années comportait cinq associés, auxquels le Roi octroyait gratuitement une partie des bâtiments, qu'il faisait élever autour de la Place Royale. Par l'article XI de l'édit, les associés devaient recevoir la somme de 180 000 livres pour douze ans sans intérêts « afin de subvenir aux grandes avances qu'il convient faire pour cet établissement et à la fin dudit temps seront tenus de nous restituer seulement la somme de 150 000 livres. »

En même temps sous l'impulsion du Conseil du Commerce nouvellement réuni, une fabrique de crêpes de soie « façon de Bologne » fut installée au château de Mantes, propriété de Sully. Deux Italiens furent chargés d'établir une cristallerie à Melun (elle disparut bientôt) spécialement pour les lustres et objets d'ornement qu'il fallait encore faire venir de Venise.

Les tentures des appartements tenaient une grande place dans les dépenses de luxe en un temps qui ignorait le papier peint; l'usage des tapisseries était général dans les classes riches, presque toutes provenaient de l'étranger, Angleterre, Flandres. La France ne produisait que les tapisseries, dites d'Auvergne, fabriquées à Aubusson et Felletin. Henri IV donna le logement aux galeries du Louvre

à deux tapissiers, Dubourg et Laurent, qui s'étaient distingués en exécutant des tentures pour l'église St. Merry et les fit travailler pour les chateaux royaux. Mais comme leurs ouvrages étaient loin d'égaler les tapisserie flamandes, on fit venir des ouvriers pour les installer à la maison des Gobelins, c'est-à-dire dans les dépendances d'une grande teinturerie dirigée autrefois par deux frères du nom de *Gobelin*. En janvier 1607, le nouvel établissement fut placé sous la direction des flamands Marc de Coomans et François de la Planche, devenus célèbres par leurs productions artistiques.

Restait à imiter les tapisseries du Levant ou tapis de pied, en grande réputation, mais encore peu répandus. Un certain Pierre Dupont, ensuite associé à SimonLourdet, fut installé dans les galeries basses du Louvre avec des enfants des hôpitaux pour apprentis (1608). Plus tard le roi Louis XIII leur accorda les bâtiments dits de *la Savonnerie*, à Chaillot, près de la Seine, et c'est l'origine des tapis de *la Savonnerie*, qui se fabriquent maintenant à Beauvais. Ces établissements de tapisseries sont les seuls qui subsistèrent parmi toutes les fondations de Henri IV ; les autres disparurent promptement : les promesses de subventions n'avaient pas été tenues, le roi avait à lutter contre le mauvais vouloir ou la négligence des ministres et après sa mort on n'entendra plus parler de manufactures jusqu'à Colbert.

Henri IV avait été aidé dans cette partie de son œuvre par une Assemblée réunie en 1602. Laffemas, contrôleur du commerce, représentait le Roi devant ce Conseil, composé de seize membres : un président au Parlement, des conseillers à la Chambre des Comptes, le prévôt des marchands de Paris avec l'un des échevins, et deux marchands parisiens députés par leurs confrères. Le Conseil devait procéder à l'examen des projets sur le commerce et les manufactures « et ôter les grands désordres, abus et malversations qui se sont introduits « depuis les troubles, comme aussi pour la police des vivres et denrées. »Du 17 août 1602 au 26 oct. 1604, séance de clôture, le Conseil ne se réunit pas moins de 176 fois ; nous possédons les procès verbaux de toutes ces intéressantes séances.

La première proposition sur laquelle le Conseil eut à délibérer était ainsi rédigée; « I. Toutes marchandises étrangères sont défendues, afin d'augmenter le travail « en France où toutes ces manufactures peuvent se faire mieux qu'à l'étranger. » Du mois de janvier 1599, un édit avait déjà interdit, sur les demandes pressantes des négociants tourangeaux, l'entrée de toutes marchandises tissées de soie, or ou argent. L'édit fut révoqué quelques années après, mais sans modifier le sentiment général des marchands. Les idées protectionnistes furent encore plus énergiquement affirmées aux Etats Généraux de 1614 : les cahiers du Tiers Etat y réclamèrent en sus l'interdiction d'exporter « aucunes matières pour manufacturer dans les pays étrangers, soit laines, fils, chanvres, drapeaux (chiffons) et autres, à peine de confiscation. Ce n'était pas, on le voit, le lieu ni le moment de parler de la liberté du commerce ni du libre-échange.

LE COMMERCE FRANÇAIS AU XVII^e SIÈCLE

L'histoire du commerce et de l'industrie au cours de ce siècle se trouve ramassée presque entièrement dans les vingt années du ministère de Colbert. L'administration de Louis XIII, même pendant le ministère de Richelieu, ne prit aucune mesure importante. Les efforts du Cardinal se portent sur le commerce maritime, la création d'une marine nationale, l'aménagement des ports. Le succès de notre politique extérieure contribua à faire respecter le pavillon français, mais il se montrait rarement, en comparaison de celui des Anglais, ou de celui des Hollandais. Ces derniers avaient entrepris le cabotage sur nos propres côtes, ils remplissaient si ponctuellement et si honnêtement leurs fonctions de messagers que tous les transports leur passaient par les mains.

De cette époque datent les premières tentatives pour fonder des Compagnies coloniales de navigation et de commerce, à l'imitation de celles créées en Angleterre et en Hollande et dont la puissance commençait à s'affirmer. La Société de la *Nacelle de Saint Pierre fleurdelysée*, protégée par Richelieu, devait entreprendre le commerce et la colonisation; elle n'eut aucun succès. Ses membres avaient du rôle des colonies une conception longtemps répandue en France au grand dommage de ces entreprises et qu'un article des statuts de la Compagnie expliquera suffisamment :

« Et pource qu'il y a en ce royaume grand nombre de mendiants et vagabonds « non-seulement inutiles mais à charge, Sa Majesté enjoindra à tous les gens « sans aveu, sans vocation ni autre exercice que la gueuserie, qui seront « valides et capables de travailler, de prendre condition en ladite Compagnie et « les contraindra d'aller servir soit aux ouvrages, soit aux peuplades . . . »

La société, qui possédait à ce moment le privilège du Canada, était en majeure partie composée d'armateurs huguenots. Richelieu, dans sa haine, révoqua les anciennes concessions, indemnisa leurs propriétaires. Il s'employa ensuite à constituer une nouvelle Compagnie, *dite des Cent Associés*, avec exclusion des protestants, auxquels dorénavant le Canada restera fermé, au grand détriment de sa prospérité. Nous développerons à titre d'exemple les conditions dans lesquelles fut fondée cette société. Il faut bien comprendre qu'à cette époque les colonies sont considérées comme des entreprises privées, plutôt que comme une partie du domaine national ; elles sont vendues, elles sont achetées ; elles changent souvent de propriétaires; l'Etat leur laisse le soin de la police et n'envoie pas de troupes; il n'intervient qu'en cas de conflit avec une autre puissance.

Richelieu réunit d'abord une dizaine de personnes, Claude de Roquemont, écuyer à Paris, Houel, commissaire des salines en Brouage, Duchesne, échevin du Hâvre, Lattaignant, maire de Calais, Dablon, syndic de Dieppe, et Castillon, bourgeois de Paris. Ces notables s'occupèrent de grouper cent souscripteurs à 3 000 livres pour former le fonds social de 300 000 livres. Richelieu s'inscrivit le premier, mais à titre privé, et de ses derniers personnels. En dehors des fondateurs la liste des associés comprend 54 fonctionnaires, conseillers, trésoriers, fermiers des gabelles ou impôts, dont le plus grand nombre réside à Paris. La capitale figure encore avec 19 bourgeois et marchands, 1 notaire, 1 avocat

et 1 docteur médecin; Rouen fournit 9 bourgeois ou marchands, Bordeaux 4, Montivilliers (le Hâvre) 2, Dieppe 2, Lyon, Bayonne et Libourne chacune un associé. Cette énumération était nécessaire pour montrer la part restreinte prise par le commerce dans ce genre d'affaires : il était timoré et manquait de capitaux.

La Compagnie des Cent Associés recevait pour quinze années (1 janvier 1628) le privilège de tout commerce terrestre et naval; elle obtenait de plus, pour elle ou ses hoirs, le Fort de Québec à perpétuité, avec tout le pays de la Nouvelle-France ou Canada, depuis la Floride jusqu'au cercle arctique, étendue beaucoup plus vaste que celle du Dominion du Canada actuel. En retour la Compagnie s'engageait à faire passer annuellement deux à trois cents hommes de tous métiers pour augmenter le nombre des habitants jusqu'à 4 000, et à les loger, nourrir, entretenir, pendant les trois premières années de leur séjour. La Compagnie acceptait, en outre, de ne recevoir que des naturels français catholiques, puis de leur fournir trois ecclésiastiques par groupe d'habitations.

Ces obligations ne purent être remplies. La société, promptement ruinée, transporta ses droits aux habitants, moyennant une légère redevance annuelle payable en peaux de castor. Il convient ici de dire qu'un patriotisme mal placé et mal renseigné a toujours grossi l'importance de la colonie du Canada. La vérité est que la navigateur Champlain embarqua en 1608 sur deux navires de 150 tonneaux une quarantaine de personnes, qui élevèrent quelques cabanes indispensables au lieu appelé Québec par les indigènes. Quand il y retourna vingt-cinq après pour le compte de la Compagnie des Cent Associés, la possession nominale de la France s'était trouvée interrompue durant cinq années au profit des Anglais. Les quelques habitants, que retrouva Champlain, vivaient dans des huttes faites de troncs d'arbres à peine équarris; un unique colon parvenait à subsister avec sa famille, c'était un apothicaire parisien (1633). Voilà ce qu'on appelle pompeusement, par tradition et sans esprit critique, la fondation de Québec par Henri IV! En 1653, quand la supérieure des Ursulines débarqua dans cette ville présumée, elle fut toute surprise, après les relations amplifiées qui avaient cours en France, de ne trouver à Québec « que cinq ou six maisons « et dans la basse ville que le Magasin des Pères Jésuites et celui de la Société « de Montréal; enfin tout était si pauvre que cela faisait pitié ». (*Ms. de la Sœur Bourgeois, Archives de Villemarie-Montréal*). Après cinquante années de possession, quand Colbert commencera à s'occuper du Canada, c'est à peine si le nombre des habitants s'élève à quinze cents, sans aucun commerce, avec le principal souci de voir arriver la flotte annuelle, qui apportait les vivres et les objets indispensables à l'existence.

La Compagnie, qui fut établie dans le même temps (1628) pour l'exploitation de l'île Saint Christophe, l'une des Antilles, eut un meilleur succès. D'abord modestement confinée dans cette île, elle fut confirmée dans son privilège en 1642 pour toutes les Iles d'Amérique, quinze années après elle possédait la Grenade, la Martinique, la Guadeloupe et ses dépendances, Sainte Lucie, Saint Martin, Saint Barthélemy et Sainte Croix, qu'elle avait acquises sans grands frais ni conflits violents. C'est le fondement de notre puissance passagère dans les Antilles. Colbert achètera ces propriétés au nom du Roi, quand Louis XIV établira la Compagnie des Indes occidentales.

Dans la métropole les marchands bénéficièrent sous Louis XIII de l'organisation régulière et méthodique du service des postes, avec deux courriers par semaine sur les principales voies de communication. Le prix du port variait de 2 à 5 sols suivant la distance. Le terme de *poste* était plus volontiers appliqué au

service des voyageurs, dans le commerce on disait : « Je vous ai écrit l'*ordinaire* dernier », c'est-à-dire par le dernier courrier. De même l'*ordinaire* de Lyon, de Toulouse signifiait la poste établie pour porter les sacs de lettres vers ces villes, ainsi que le jour de départ du courrier.

L'arrivée au pouvoir de Colbert marque une date importante dans le développement du commerce français au XVII[e] siècle, qui demande des leçons à la Hollande, comme il s'était mis au XVI[e] siècle à l'école de l'Italie. Le ministre commença par s'informer de l'état du trafic, de la marche que suivaient les matières premières avant d'arriver entre les mains de consommateur; il appréciait tout l'avantage qui résulterait d'une connaissance exacte des échanges, de la valeur des exportations et des retours. Maintenant que nous sommes amplement pourvus de statistiques, il est malaisé de concevoir dans quelle obscurité on vivait alors et dans quelles aberrations pouvaient tomber des intelligences supérieures, faute de documents précis.

A ce moment de notre histoire, les Hollandais sont les grands commerçants du monde. Colbert, quoique leur ennemi, les admire et s'inspire de leurs procédés. Quand il parle d'Amsterdam, il la qualifie de « ville la plus riche et la plus florissante de l'Europe », de « port du monde où il se fait le plus grand commerce ». L'immense crédit de la Banque d'Amsterdam, dont les billets (ou argent de compte) faisaient prime sur les espèces sonnantes, était un sujet d'étonnement et d'envie. Sur 25000 navires environ, qui peuplaient les ports de l'Europe, les Hollandais en possédaient 15 à 16 000 avec lesquels ils accaparaient les transports.

C'est en 1664 que Colbert put songer particulièrement au commerce, les premières années de son ministère ayant été absorbées par la réorganisation des finances. Bien instruit et bien secondé par des collaborateurs restés obscurs, il entreprit tout à la fois. Un Conseil de Commerce fut créé et sa séance d'ouverture, présidée par Louis XIV, eut lieu le 3 août 1664; mais cette assemblée, composée en majorité de fonctionnaires, n'eut qu'un rôle des plus effacés. La marine reçut une vive impulsion; les armateurs furent avisés que leurs convois seraient escortés dorénavant par les bâtiments du Roi. Un Arrêt du 5 Décembre assura aux constructeurs de navires de 100 tonneaux et au dessus une prime de 5 livres par tonneau; un navire acheté à l'étranger donnait droit à une prime de 4 livres. L'étranger, c'était la Hollande, dont les chantiers de construction ne pouvaient suffire aux commandes venues de toutes parts.

Une Ordonnance de Septembre avait, sinon créé, du moins organisé le système des entrepôts dans les ports et dans les grandes villes de l'intérieur; une Déclaration de 1670 le perfectionna et la lettre d'envoi aux échevins disait : « A l'avenir tous négociants, tant français qu'étrangers, pourront se servir des ports du royaume pour y tenir toutes sortes de marchandises, afin de les vendre et transporter ainsi qu'ils l'estimeront à propos, en se faisant même rendre les droits, qui auraient été payés. » C'était un progrès considérable. Les acquits à caution rendirent, à l'intérieur du royaume, pour les vins et autres denrées soumises aux droits, des services analogues à ceux des entrepôts.

Le commerce d'Espagne passait dans l'opinion de Colbert avant celui des autres nations. Cette flotte des Indes occidentales, ces galions qui revenaient chargés de barres d'or et d'argent exerçaient un mirage fascinateur. « Plus un état a de commerce avec les Espagnols, écrivait-il dans ses instructions à l'ambassadeur, plus il a abondance d'argent. » L'argent espagnol entrait alors

en France de trois manières : par les ouvriers de l'Auvergne et du Limousin qui, au lieu de venir comme de nos jours dans la capitale, se transportaient en grand nombre chaque année au delà des Pyrénées et rapportaient chez eux leur pécule; par le commerce des marchandises fabriquées en France et par la vente des mulets qui avait pris une grande extension; par d'autres marchandises qui prenaient le chemin des colonies sur les galions espagnols et en échange desquelles on s'appliquait à recevoir l'or ou l'argent en barres. Le trafic avec les Indes espagnoles étant interdit aux étrangers, il s'agissait de tromper la surveillance des autorités locales, ce que rendait assez facile leur vénalité, et Colbert se fit toujours le complice, sans scrupule aucun, des fraudes favorables à notre trafic; il y employait même nos agents diplomatiques.

L'organisation des consulats dans le Levant (il n'y en avait encore aucun dans les autres contrées) avait donné lieu à de graves abus. Le consul n'était pas alors un fonctionnaire public, mais un agent des négociants français du lieu; la charge se repassait moyennant finances et les titulaires s'exerçaient à faire une rapide fortune. Certains ne résidaient pas dans leurs postes et déléguaient leurs pouvoirs à des fermiers qui, commerçant pour leur compte, frappaient de droits arbitraires les navires qui arrivaient au port pour leur faire concurrence. Des Arrêts de 1664 et 1669 firent cesser ce scandale et des Instructions détaillées indiquèrent aux consuls leurs devoirs et la nature des renseignements que le Roi attendait d'eux.

Puis Colbert fit décréter la franchise du port de Marseille; deux autres ports, Bayonne et Dunkerque, purent jouir peu après de la même faveur. On se tromperait en pensant que toutes ces mesures furent accueillies avec reconnaissance; elles troublaient les habitudes et lésaient des intérêts particuliers. Marseille se fit remarquer par son opposition ; et Colbert eut toujours à lutter contre ses habitants. dont il apprécie la conduite en ces termes, dans une lettre à l'Intendant :

« Si Marseille était telle qu'elle devrait être, elle serait en état de s'attirer presque tout le commerce du Levant et même d'y attirer toutes les marchandises des Indes; mais comme les esprits des marchands sont fort déréglés, qu'il n'y a ni police ni bonne foi parmi eux, et qu'elle est extrêmement chargée de ses impositions, provenant d'un million de friponneries de ses consuls et échevins, elle a besoin d'une aussi forte application que la vôtre .. » (Lettre du 13 Janvier 1673). Plus avancé que ses contemporains, il blâmait les Marseillais de s'opposer par jalousie à l'établissement des Juifs. Il voulait qu'on les tolérât, observant « que partout où ils étaient, le commerce augmentait. » Enfin il avait contre les négociants armateurs cet argument qu'ils exportaient quantité de monnaie royale et provoquaient ainsi la fabrication d'espèces fausses.

La création de la Compagnie des Indes Orientales est du mois d'Août 1664; il s'agissait de susciter aux Hollandais une concurrence sérieuse dans des contrées où ils paraissaient maîtres des affaires et dont ils tiraient d'énormes bénéfices. Le capital devait être de six millions, mais on s'aperçut bientôt qu'il en fallait au moins quinze. La réunion d'une pareille somme fut laborieuse, le commerce n'ayant pas de fonds disponibles. Des lettres signées de Louis XIV furent adressées aux maires et échevins des villes importantes, aux membres du Conseil d'Etat et des parlements, aux trésoriers, aux fermiers des impôts; on fit souscrire la reine, le dauphin, les princes du sang. Colbert mit tout en œuvre pour que la nation entière s'intéressât à l'entreprise. En province il ne rencontra que du mauvais vouloir; cependant la compagnie fut constituée et le capital divisé en actions de mille livres; le Roi était intervenu par un versement de

3 millions, sans intérêts, et sur lesquels pouvaient être imputées les pertes des premières années, s'il y avait lieu.

Le privilège de la société lui concédait le monopole du négoce dans toutes les mers du Sud au-delà du Cap de Bonne-Espérance; l'île de Madagascar fut choisie comme centre de ce gouvernement. L'expérience prouva que la lutte contre les Hollandais n'était pas possible. Ce fut une grande douleur pour Colbert, quand il apprit en 1670 que la puissante compagnie hollandaise, qui possédait 40 à 50 vaisseaux de guerre pour protéger sa navigation, venait de distribuer 40 % à ses actionnaires. Au bout de onze années, la compagnie française était en perte de la moitié de son capital; néanmoins elle parvint à vivre péniblement durant un siècle.

La Compagnie des Indes Occidentales ne fut pas plus heureuse. Etablie en 1664, elle fut forcée de liquider après dix ans, abandonnant au Roi les établissements qu'elle avait fondés. On avait cependant racheté pour elle les Antilles qui étaient en la possession de divers propriétaires. Elle avait un empire magnifique : le Canada, l'Acadie, Terre-Neuve, les Guyanes depuis l'Orénoque jusqu'à l'embouchure de l'Amazone, avec toutes les Antilles, et la faculté de commercer sur les côtes de Guinée et du Sénégal, c'est-à-dire d'y prendre des nègres pour les transporter en Amérique. Le trafic des esclaves était alors des plus licites, encouragé par les gouvernements; c'était aussi une source de gros profits pour les armateurs. C'est pour ce trafic que furent ensuite créées les Compagnies du Sénégal et de Guinée.

Colbert concourut encore aux débuts de la Compagnie du Levant, qui ne réussit point, à celle des Pyrénées qui demeura obscure, puis à celle du Nord, créée en 1669 avec des avantages pécuniaires considérables. Elle eut une prime de 4 livres par tonneau de marchandise transporté, de 3 livres par chaque barrique d'eau-de-vie, sans compter la prime de construction. La Roi s'engageait à la subventionner pour une somme égale au tiers du capital réuni, somme sur laquelle seraient prélevées les pertes, s'il en survenait. Cette compagnie versa une fois un intérêt de 4 % à ses actionnaires; mais l'année suivante, quand commença la guerre avec la Hollande (1672), elle tomba pour ne plus se relever. Il semble donc bien évident que la France était insuffisamment préparée à remplir ce rôle commercial, qu'elle voyait exercer brillamment à ses côtés.

L'industrie bénéficia largement des efforts de Colbert et donna plus de satisfaction que les entreprises lointaines. La *Surintendance générale du Commerce, Bâtiments Arts, Tapisseries et Manufactures* venait d'être instituée par le ministre (26 mars 1664). Il obtient la survivance de cette charge pour son fils d'Ormoy; mais après sa mort, survenue en état de disgrâce, la fonction passa, sous l'inspiration néfaste de Madame de Maintenon (*Lettre de Madame de Maintenon*, 7 Sept. 1683) aux mains de Louvois, qui se déchargea de ces attributions nouvelles sur un obscur commis. Après lui, la direction de ces affaires intéressantes passa sous les ordres du Contrôleur général, c'est-à-dire du Ministre des Finances.

Colbert avait songé primitivement à confier le soin d'établir des manufactures aux maires et échevins des villes, et à leur remettre les encouragements qu'il se proposait d'octroyer. Mais il rencontra l'apathie et la crainte d'engager les ressources de la cité; il se résolut donc à opérer directement avec le fabricant sans intermédiaires, tout en essayant de tirer quelques subsides des municipalités. Ses projets et ses propositions, dont il ne put mettre à exécution qu'une partie, s'étendent à toutes les industries. Leur nombre ne permet pas de les reproduire; on les trouve consignés par lui-même dans une sorte d'aide-mémoire ou de

Memento daté de 1663, et qui a été reproduit au tome II de ses *Lettres, Mémoires et Instructions.*

Nos agents à l'étranger furent mis à contribution pour recruter des artisans et des contre-maîtres capables de diriger les fabrications qui nous étaient inconnues, malgré le danger et les risques que comportaient alors ces déplacements, qualifiés partout de trahison : ouvrières de Venise pour les dentelles, artisans du même pays pour les glaces de miroir; Allemands pour la fabrication de l'acier et du fer-blanc; Suédois pour la fonte et l'affutage des métaux; Anglais pour la fabrication des bas au métier. Des Flamands et surtout des Hollandais furent appelés en grand nombre pour les manufactures de draps, de moquettes, de tapis et de tentures.

La première grande manufacture fondée à cette époque est celle de Cadeau à Sedan, pour la draperie fine (Juillet 1646, antérieurement au ministère de Colbert). On lui accorda un privilège de vingt années, avec 500 livres de pension pour chacun des associés leur vie durant, une subvention annuelle de 8000 livres pendant les vingt années. En outre la ville de Sedan leur céda pour une somme dérisoire (1800 livres) une immense propriété, dite *le Dijouval.* Cadeau était un drapier parisien de la rue St. Denis, à l'enseigne du *Marteau d'or;* il ne possédait que sept métiers montés dans cette vaste manufacture et, abusant de son privilège exclusif, il autorisait ses petits confrères à produire des étoffes similaires moyennant une redevance annuelle de 55 livres par métier battant, ce qui lui constituait un revenu net supplémentaire de 3500 à 4000 livres.

Le drap *Cadeau* fut bientôt célèbre. Un autre grand manufacturier de Sedan, *Pagnon,* eut aussi l'honneur de transmettre son nom de cette façon (on le trouve non seulement dans le dictionnaire français, mais dans les dictionnaires anglais). Le cas est assez rare : avec l'exemple de *Batiste,* que nous avons rapporté précédemment, on ne rencontre guère qu'*Eustache,* coutelier à St. Etienne, *Quinquet* le lampiste, *Galuchat* le peaussier, et *Stras* pour ses diamants imités. De nos jours *Massicot, Ruolz, Halphen* (Alfénide), et les deux associés Maillet et Chorier (*maillechort*) sont à peu près les seuls noms de fabricants qui se soient imposés au langage, pour désigner des produits courants.

La fortune de Cadeau et les abus de son privilège servirent d'enseignement à Colbert, qui n'accorda jamais de monopole exclusif; mais, par contre, il gratifia du titre de *Manufacture royale* toutes les fondations nouvelles, et elles sont très nombreuses. On ne doit donc pas attacher à ce titre, lorsqu'il se présente antérieurement à la Révolution, la valeur qui lui est attribuée présentement sur l'exemple de Sèvres et des Gobelins. Une fois la subvention reçue, les prérogatives étaient minces : c'etaient l'exemption de guet, garde, tutelle, logement des gens de guerre, etc., avec l'honneur coûteux de faire revêtir au portier la livrée bleue du Roi et d'arborer les armoiries aux fleurs de lis.

L'importance industrielle ou le chiffre de production des fabriques ainsi distinguées n'entraient point en calcul, puisque les lettres patentes sont généralement délivrées lors de la fondation, avant le début de tout travail. Certaines manufactures royales employaient cinq ou six ouvriers au plus; celle de Margny-lès-Compiègne abritait trois métiers, qui ne battaient que de temps à autre. Le titre fut aussi donné par faveur dans la suite; on vit paraître des manufactures royales de bougies, de cuirs, de boutons et jusqu'à une manufacture royale d'emplâtres et bandages.

Les plus importantes créations et les plus durables furent fixées à Abbeville, où le Hollandais Van Robais fut conduit sur un navire spécial envoyé à

Middelbourg pour le prendre avec sa famille et ses ouvriers. Sa fabrique de draps, dans sa pleine prospérité, vers 1700, employait 1692 personnes : c'était la manufacture la plus importante du royaume. La fabrication des mocades ou moquettes, dans la même ville, fut aussi très bien dirigée. Les deux maisons de commerce existent encore; celle des Van Robais était restée un siècle et demi dans la même famille, malgré les obstacles que créait aux propriétaires leur qualité de protestants.

A Aubusson, où l'industrie des tapis était ancienne, mais médiocre, Colbert se déchargea du soin d'envoyer des dessinateurs et d'améliorer le travail, sur un riche banquier prussien venu de Cologne, Jabach, amateur de beaux-arts des plus distingués et collectionneur. Son souvenir se conserve avec le Passage Jabach (de la rue St. Martin à la rue St. Merry), qui traverse son hôtel et sa maison de banque, très connue par la suite sous la dénomination de comptoir Jabach.

On ignore généralement que Colbert s'efforça, pour donner l'exemple, de monter des fabriques de serges dans ses propriétés de Seignelay et d'Ormoy, de Châteauneuf-sur-Cher. Comme industriel, il n'eut aucun succès. Louvois établit aussi de ses deniers une manufacture de draps à Montmirail, dont il était seigneur, et une fabrique de serges dans le comté de Clermont-Tonnerre, à Ancy le Franc, propriété de sa femme. Certains établissements furent mis en marche aux dépens des fermiers d'impôts, sans aucune règle précise et au hasard des conditions d'affermage : par exemple la manufacture de Boufflers, près Beauvais, que les traitants durent soutenir longtemps de leurs subsides.

La manufacture de tapisseries des Gobelins, après bien des vicissitudes, conservait encore quelques ouvriers; elle fut réorganisée par un Edit de 1667 ordonnant l'établissement d'une *Manufacture de Meubles de la Couronne* destinée à meubler, à orner et à tapisser les châteaux que le Roi faisait construire. Colbert écrivait à Louis XIV : « Votre Majesté y fait travailler à une infinité « de nouveaux genres d'orfèvrerie, de broderie et de toutes sortes de meubles, « ayant déjà fait meubler deux de ses maisons de campagne plus superbement « que le Louvre. » On ajouta ensuite des ateliers de bronze d'ornement, de gravure de pierre et d'onyx, etc. Il est donc bien certain que cette maison célèbre ne fut jamais une entreprise commerciale, destinée à produire un bénéfice, pas plus que la manufacture de porcelaine de Vincennes, fondée en 1741 par des particuliers, reprise par le roi et transférée à Sèvres vingt ans après, sur l'intervention de Madame de Pompadour.

Il en est de même pour la manufacture de Beauvais, entreprise à ses risques et périls par un pauvre diable de tapissier parisien de la rue des Bons-Enfants, Hinart, qui ne fit jamais que de mauvaises affaires, et dont le fils et successeur termina ses jours en prison pour dettes. Il fut remplacé par un Flamand d'Oudenarde, Béhagle, qui finit en laissant ses plus belles tapisseries aux mains des prêteurs sur gages, puis par un certain Mérou, homme très habile, trop habile, car il fut reconnu coupable de malversations, de falsifications d'écritures et fit banqueroute avec un débet de 98 000 livres. Sous le Premier Empire la manufacture fut réunie à la liste civile, après avoir failli périr plus de dix fois. Encore en 1825, le Directeur du commerce déclarait-il dans un rapport au Roi « qu'il serait sage de vendre l'établissement de Beauvais dont « l'activité n'est nullement nécessaire au progrès de l'industrie; des particuliers peuvent fabriquer dans de meilleures conditions : il n'y a donc aucune raison de le conserver, puisqu'il ne peut servir de modèle. » Cependant le respect de la tradition, le souvenir de Colbert ont sauvé la vieille manufacture si souvent

menacée; ce sont les mêmes sentiments qui la maintiennent de nos jours, en dehors de toute considération commerciale ou industrielle.

L'entreprise commencée au faubourg St. Antoine par Colbert, avec quelques ouvriers débauchés à Venise, devint la manufacture de glaces de St. Gobain. Elle reçut un prêt de 12 000 livres, remboursable après quatre ans et que, plus tard, Louvois fit effectivement restituer aux caisses du trésor royal. Jamais, du vivant de Colbert, les sommes avancées ne furent exigées; mais Louvois, qui n'avait pas la même mentalité, fit rentrer près d'un million de prêts arriérés.

La manufacture de glaces eut le privilège exclusif de fabrication dans toute la France, avec prohibition des glaces étrangères aux frontières; ces mesures lui permirent de vivre et de prospérer ensuite dans le cours du XVIII[e] siècle, quoiqu'elle eût souvent des procès avec le corps des miroitiers. Elle fut réorganisée en 1702, avec un capital de 2 040 000 livres, divisé en 24 parts de 85 000 livres : ce sont alors les véritables débuts de St. Gobain. En 1778, à la mort de la célèbre M[me] Geoffrin, l'une des actionnaires (son mari avait été caissier, puis directeur de la compagnie), des parts furent vendues 300 000 livres. La nation gagna à ce régime de posséder une manufacture d'un renom universel, mais elle y perdait le bénéfice d'une libre concurrence; les glaces et les miroirs restèrent d'un prix excessivement élevé.

Voici un extrait du tarif élaboré en 1691 :

Glaces de	14	pouces	de	haut	(0[m]38)	10 livres
„	„ 20	„	„	„	(0,54)	24 „
„	„ 36	„	„	„	(0,97)	180 „
„	„ 40	„	„	„	(1,08)	425 „

Le tarif s'arrête à cette dimension. Plus tard la manufacture parvint à couler des glaces d'une dimension supérieure, cotées à 1 000, 2 000, 3 000 livres.

De cet exposé des travaux de Colbert, il ressort qu'il était protectionniste et même, en quelques cas spéciaux, prohibitionniste, quand il s'agissait de dépouiller le commerce étranger, comme pour les glaces, le fer-blanc ou les dentelles. Quant aux tarifs de douane de 1664, qui lui ont été souvent reprochés comme excessifs, ils étaient la codification et la réglementation de ce qui existait antérieurement, avec l'heureuse suppression de certaines douanes intérieures; mais en 1667, un nouveau tarif éleva la plupart des droits d'entrée pour protéger les manufactures nouvelles, qui n'auraient pu vivre à leurs débuts sans ces mesures fiscales : ce sont presque les termes employés par Colbert dans le *Préambule* de la déclaration.

Les articles particulièrement surchargés sont alors ceux qu'importaient la Hollande et l'Angleterre, par exemple :

MARCHANDISES TARIFÉES	TARIF de 1664	TARIF de 1667
Bas d'estame, la douzaine	3 liv. 10 sols	8 livres
Molleton d'Angleterre, la pièce	6 „	12 „
Draps de Hollande et d'Angleterre, les 25 aunes	40 „	80 „
Dentelles de fil et passements des Flandres et d'Angleterre, la livre pesant	25 „	60 „

Les administrations qui suivirent eurent le tort d'imiter Colbert, en renforçant encore la protection et la réglementation de tous les mouvements du commerce, tandis que, dans la pensée du ministre, la plupart des mesures étaient uniquement provisoires.

Les corporations, nous l'avons déjà observé, ne connaissaient pas de limites à la protection, elles la réclamaient sans cesse et poussaient les gouvernants dans la voie de la protection excessive. Témoin cette loi de 1691, obtenue par les fabricants de boutons, qui porte défense aux tailleurs d'habits et autres « de faire eux-mêmes des boutons d'étoffe, à peine de 500 livres d'amende, « et d'en porter sur les habits à peine de 300 livres. » Puis un arrêt ordonne que les jurés boutonniers iront chez les tailleurs, fripiers et autres, assistés des commissaires du Châtelet, faire les visites nécessaires pour assurer l'exécution de la loi.

Avec cet état d'esprit chez les marchands et chez les gouvernants, et après la mise en vigueur du tarif de 1667, on comprend la difficulté de rédiger des conventions commerciales avec les nations voisines. Des pourparlers diplomatiques, engagés avec l'Angleterre de 1669 à 1672 ne purent aboutir; les deux nations étaient dans un sentiment perpétuel d'inimitié réciproque : « Les enfants courent « après ceux qui arrivent, raconte Sorbière dans un *Voyage en Angleterre* (Paris, « 1664), criant *Mounser* et *French dogs*, c'est-à-dire *chiens de Français*, qui est l'honorable « épithète qu'on nous donne en Angleterre. »

La rupture des négociations replaça les choses dans l'état antérieur, sous les règles du traité conclu en 1655 entre Mazarin et Cromwell, semblable à celui de 1606, dont il a été précédemment question. Mais la Grande Bretagne avait singulièrement progressé, grâce à l'*Acte de Navigation* (1651) : l'entrée des ports anglais était interdite à tout navire porteur de marchandises autres que celles produites par la nation dont il arborait le pavillon et toute cargaison chargée hors d'Europe ne pouvait être importée que par les vaisseaux anglais. Cette loi décida de la fortune navale des Iles Britanniques, qui prirent peu à peu dans les transports internationaux la part prépondérante, d'abord aux dépens de la Hollande, puis aux dépens de toutes les nations maritimes.

En France les restrictions dominaient partout. Deux seuls ports du royaume, Saint-Valery sur Somme et Calais étaient ouverts à l'entrée des marchandises d'Espagne, d'Angleterre, de Hollande, des villes hanséatiques et de tout le Nord. De Saint-Valery les marchandises remontaient la Somme jusqu'à Amiens pour être ensuite dirigées sur Paris; on pouvait ainsi, en y mettant le prix, obtenir en quatre jours des envois d'Amsterdam, le grand marché commercial.

Il est à peine besoin d'expliquer combien la contrebande était devenue sous ce régime un métier lucratif; c'était comme une branche du commerce d'exportation. Son importance ne fit que croître au XVIII[e] siècle; elle fut pourvu d'une puissante organisation et quelquefois protégée par les gouvernements français et étrangers. On assurait qu'elle représentait le tiers du chiffre des affaires. A la fin de la Monarchie, les marchands anglais en étaient arrivés à pouvoir vendre communément « *livrable à Paris,* » moyennant une prime modique, toute marchandise prohibée. Antérieurement, les risques étant plus grands, la rémunération demandée était plus forte. Le fermier des Douanes se plaignait au Ministre (10 déc. 1701) que les draperies étrangères pénétrassent par la Savoie sans payer les droits « car cinq ou six chefs de bande assurent la marchandise aux marchands « moyennant 20 % et les pertes que font lesdits assureurs ne les découragent « pas. » *(Correspondance des Contrôleurs généraux des Finances).*

Nos ports du littoral accueillaient avec empressement les *smugglers* ou fraudeurs, qui prenaient notamment sur nos côtes la moitié du thé nécessaire à la consommation anglaise. C'est par leur entremise que notre Compagnie des Indes écoulait ses thés, dont le débit en France restait minime. Les archives de la ville de Boulogne conservent des ordonnances réglant différentes affaires avec les

smugglers; une requête de la municipalité, pour faire autoriser les contrebandiers à entrer librement dans le port; et — ce qui prouve leur reconnaissance officielle par les autorités — une affiche imprimée dans les deux langues, publiée par l'Amirauté, pour interdire aux *smugglers* de jeter leur lest dans l'intérieur du port.

Pendant le cours de ces trois siècles, le fait qui eut les plus graves conséquences économiques pour le commerce français, est d'ordre exclusivement politique. Nous le rappellerons brièvement : c'est le départ des Protestants et leur établissement à l'étranger, à la suite des persécutions exercées par Louis XIV. On désigne ces mesures sous le nom de *Révocation de l'Edit de Nantes*, pour en fixer plus aisément le souvenir, avec la date d'Octobre 1685, mais l'émigration qu'elles occasionnèrent se répartit sur un grand nombre d'années, peut-être sur un demi-siècle. Elle avait commencé dès les premières menaces et les premières ordonnances contre la liberté du culte protestant, vers 1665, et ne prit fin qu'à la mort de Louis XIV. La moyenne des estimations doit faire accepter le chiffre de 500 000 départs. La majorité des transfuges se composait de bourgeois, négociants, industriels et artisans dans l'âge viril, tous pourvus d'une fortune ou d'un pécule. Les riches armateurs de nos ports de la Manche et de l'Océan étaient presque tous huguenots. Non-seulement le pays, qui comptait bien juste 19 millions d'habitants, fut dépeuplé et appauvri, mais les persécutés portèrent leurs talents et leur industrie à l'étranger, où ils furent accueillis et subventionnés. Les détails de ce transport de richesses et d'intelligences sont chaque jour mieux connus.

Le XVII[e] siècle se termina mal pour le commerce. Colbert était mort depuis vingt ans, les finances étaient dirigées par Chamillart, excellent homme parfaitement incompétent. L'industrie, dans cette période finale du règne de Louis XIV, souffrit gravement des tracas, des sévérités, des changements subits et des taxes variées, imposées aux industriels par l'administration. Au mois de Juin 1700, sur le rapport du Contrôleur général des Finances Chamillart, un arrêt décida la convocation d'un *Conseil de Commerce* « uniquement attentif à connaître et à procurer tout ce qui pourrait être de plus avantageux au commerce et aux manufactures du royaume. »

L'assemblée devait être composée du ministre, des conseillers Daguesseau, Amelot et Pontchartrain, de deux maîtres des requêtes et de douze marchands « nommés librement et sans brigue » par les Corps de Ville et les Notables, dont deux à Paris, et un dans chacune des villes de Rouen, Bordeaux, Lyon, Marseille, La Rochelle, Nantes, St Malo, Lille, Bayonne et Dunkerque. L'intention était excellente; la province envoya des hommes de valeur, qui prirent le titre de *députés*, quelques-uns tout à fait remarquables comme Anisson, député de Lyon, ou Mesnager de Rouen, le futur négociateur du Traité d'Utrecht.

Les discussions et les rapports furent intéressants (les procès-verbaux sont conservés aux Archives Nationales); mais le pays était en trop mauvaise posture, le trésor trop pauvre, les finances trop obérées, pour que l'Assemblée pût rendre des services pratiques immédiats; néanmoins ce sont ces réclamations autorisées, qui firent révoquer la création de charges vénales d'Inspecteurs des Manufactures, imaginées en 1704 pour soutirer encore quelque argent. Le Conseil eut cependant cet heureux effet indirect de relever la situation des négociants, d'en mettre quelques-uns particulièrement en lumière et d'amener quelques grands fonctionnaires à s'intéresser vivement au commerce, plus vivement encore à l'industrie, dont les merveilles vont paraître dans le cours du XVIII[e] siècle. Parmi ces hommes d'élite, on peut citer Daguesseau, Amelot, Fagon le fils, le ministre Orry, Trudaine, M. de Gournay, Turgot, Necker.

LE COMMERCE FRANÇAIS AU XVIIIe SIÈCLE

Le fait le plus important pour l'histoire du commerce au commencement du XVIIIe siècle fut le rejet du Traité d'Utrecht par le Parlement anglais, manifestation nouvelle d'une jalousie séculaire, et d'où découlèrent l'insécurité des mers pour nos navires et la ruine de notre trafic maritime. En Angleterre, et cela jusqu'en 1786, toute transaction avec la France reste légalement interdite et considérée comme une infraction à la loi; des relations de fait n'en seront pas moins pratiquées, soit par tolérance, soit par voie indirecte. En France on vécut sous le régime de l'arrêt du conseil du 6 Septembre 1701, motivé par les vexations exercées sur les navires français, et qui interdit et prohibe l'entrée dans le royaume « des marchandises du crû et fabrique de la Grande Bretagne à peine de la confiscation des marchandises et vaisseaux et de 3000 livres d'amende, avec interdiction de commerce en cas de récidive.» Lors des négociations entamées pour la paix à Utrecht (1711), le ministre des affaires étrangères envoya secrètement à Londres le député de Rouen au Conseil du Commerce, Mesnager; ce négociant obtint la signature des préliminaires, qui comportaient une convention commerciale importante et conçue dans un esprit libéral.

La discussion fut ensuite laborieuse et conduite avec talent par Mesnager; elle aboutit enfin, le 11 avril 1713, à l'adoption des articles qui réglaient à nouveau les relations entre les deux pays. La France s'obligeait à revenir à une protection modérée de 10 à 15 % au maximum sur les articles où la concurrence était à craindre, l'Angleterre à réduire considérablement les droits sur nos vins, nos eaux-de-vie, nos dentelles, etc., qui supportaient auparavant des majorations excessives. Quand le texte intégral fut connu, des clameurs s'élevèrent de toutes parts dans l'île. Pétitions, mémoires et remontrances sortirent des presses, et les pamphlets intimidèrent le Parlement, à ce point qu'il rejeta le bill d'approbation par 194 voix contre 185. L'auteur des *Aventures de Robinson Crusoé*, Daniel de Foe, avait été l'un des rares champions d'une convention amicale avec la France. Il faut dire que les Anglais venaient de signer le surprenant *Traité de Methuen* (du nom de leur ambassadeur), conclu avec le Portugal, qui mettait pour toujours ce pays à la discrétion de la Grande Bretagne, au point d'en faire une sorte de vassal.

En dehors de la question immédiate d'écoulement des produits, le rejet du Parlement eut la grave conséquence de nous tenir éloignés du mouvement intense du commerce voisin, de faire retomber nos marchands dans les habitudes faciles d'une protection à outrance et de laisser les fabricants presque dans l'ignorance des progrès rapides de l'industrie des Anglais, jusqu'au jour où, nous apercevant de notre retard, il nous fallut faire appel à eux.

L'institution de la Banque d'Angleterre donnait une force singulière au commerce de la nation. Fondé sous Guillaume III, en 1694, cet établissement embrassait à la fois trois sortes d'opérations comme banque de dépôts, banque de crédit et caissier du trésor. Les billets à vue et au porteur circulaient avec aisance dans le public, qui s'accoutuma très vite aux transferts et au système des représentations d'espèces, « de sorte, dit un contemporain, que la caisse pour les besoins journaliers ne va pas à plus de 120 000 livres sterling, tant le public s'est habitué à ne manier de l'argent que pour les menus besoins de la vie »

(*The British Merchant*, 1753). Cette prospérité et cette sécurité des affaires permirent en 1757 de réduire l'escompte à 3 %, au lieu de 3 ½, taux déjà très avantageux. Sa rivale, la Banque d'Amsterdam, était dans une situation encore plus solide : le fonds social dépassait 3000 tonnes d'or de chacune cent mille florins de compte (soit environ 375 millions de francs).

A Paris, le *Livre commode des Adresses* pour 1692 insère les noms de vingt-et-un banquiers, dont quelques maisons italiennes qui subsistent encore. Aucune n'était de grande importance. La mieux cotée et la plus estimée dans la clientèle du commerce était celle de Lecoulteux et Cie, rue Montorgueil, qui existait encore sous la même raison sociale au moment de la Révolution. Le chef de la maison Lecoulteux, de Canteleu, fut élu député à l'Assemblée, puis au Conseil des Cinq Cents et enfin nommé sénateur de l'Empire; c'est lui qui fit construire toute la rue Mandar sur des terrains dépendant de sa maison de banque, entre les rues Montmartre et Montorgueil.

Les banquiers se spécialisaient alors pour les remises sur tels ou tels pays étrangers et prenaient soin de l'annoncer. Ils s'assemblaient tous les jours ouvrables vers midi (d'après leur propre affiche) à la place du Change, contre la conciergerie du Palais, pour la négociation des lettres et billets de change. Telle était alors la Bourse de Paris, composée d'un abri sous une voûte du Palais de Justice. Un certain nombre de ces banquiers habitaient encore le quartier des Lombards et la rue Quincampoix : ce fut ce qui détermina la banque de Law à s'installer en cet endroit.

La Banque Générale fut établie en 1716 par l'Écossais Law sur le modèle de celle d'Amsterdam, ou plutôt du Banco de Venise. La proposition de la dénommer Banque Royale et de la mettre sous l'autorité du Roi fut repoussée; mais comme Law avait séduit le Régent par son intelligence et ses promesses, l'établissement fut converti en Banque Royale en 1718. Les premier billets de banque étaient libellés en écus, en coupures de dix, cent et mille écus, puis transformés en 1719 en coupures de dix livres et de cent livres (imprimées en lettres bâtardes), et de mille livres (imprimées en lettres rondes). La marge était bordée d'une vignette en taille-douce, le papier portait dans la pâte ces mots : *Billet de Banque*, avec l'inscription suivante :

« La Banque promet de payer au porteur à vue mille livres tournois en « espèces d'argent, valeur reçue. »

On fit ensuite des billets de dix mille livres, mais seulement au nombre de six cents. La Banque Royale avait obtenu en même temps le monopole du commerce de la Compagnie Orientale (c'est à dire de l'Inde), et celui de la Compagnie d'Occident (c'est-à-dire de l'Amérique). Dans l'assemblée générale des actionnaires du 30 Décembre 1720, Law évaluait les bénéfices probables des affaires commerciales et coloniales à 10 millions, ceux des affaires de banque à 81 millions, tandis que la charge des intérêts à payer ne s'élèverait au total qu'à 40 millions. La Banque s'effondra en quelques années par ses propres excès de spéculation, par l'agiotage effréné qui se créa autour d'elle et par la panique du public, qui se présenta en foule pour réclamer le remboursement en espèces. Les causes certaines de cette chute rapide n'ont été jamais bien définies, car l'institution était bonne en soi et nous pouvons dire que, malgré le surnom de Mississipi qui lui fut octroyé par le public, elle ne prétendait tirer de ce pays encore neuf et peu connu qu'une partie de ses bénéfices.

Cette colonie de la Louisiane avait d'abord été concédée à Crozat, riche armateur et financier, par lettres patentes de 1712 : « Etablissons le sieur Crozat « dans toutes les terres par nous possédées, bornées par le Mexique et par celles

« des Anglais de la Caroline et tous les établissements, ports, hâvres, depuis le « Golfe du Mexique jusqu'aux Illinois. » Ce territoire n'est pas à comparer avec celui qui conserve le nom de Louisiane; il comprenait toute la vallée du Mississipi, c'est-à-dire la moitié du sol des Etats-Unis. Il semble établi par les témoignages contemporains que Crozat ne songeait nullement à coloniser la vallée (œuvre de longue haleine qui comportait trop de risques), mais seulement à fonder l'entrepôt d'un vaste trafic avec les possessions espagnoles des Antilles, du Mexique et de l'Amérique du Sud.

L'entreprise fut ensuite donnée à la Banque de Law en 1718 et Crozat, s'en défit volontiers moyennant deux millions d'indemnité pour les constructions, les vaisseaux et l'abandon du privilège. Les pouvoirs du concessionnaire furent accrus au point que circulaient dans le public les mots de « royauté donnée à Law ». L'Edit de création lui donnait l'autorisation de construire des forts, de fondre canons et boulets, de lever des troupes en France, le droit de paix et de guerre, etc. Mais ces droits royaux comportaient de lourdes charges sans profit; la Compagnie s'engageait aussi à transporter à ses frais 6000 blancs et 3000 noirs au cours des vingt-cinq années de privilège. L'article premier du règlement intérieur de la Compagnie fera connaître les conditions de ces marchés de chair humaine : « Les nègres seront vendus aux habitants à raison de 660 livres « payables par billets de trois ans du jour de la livraison, en tabac ou en riz, « suivant la décision des directeurs. »

Le Mississipi et la croyance à ses trésors inconnus servirent de base à une réclame habile sur les richesses qu'en pouvait espérer la Banque. Des nombreuses brochures, des cartes géographiques ornées d'illustrations, furent répandues dans le public, avec des légendes comme celles-ci : « Des Arkansas « nous tirerons à coup sûr des monceaux de mines d'or et d'argent. » Ailleurs on parlait « d'une montagne toute en émeraudes qui allait être mise en « exploitation. » Les explorateurs ne rapportèrent que du jaspe vert.

Quarante années après, quand la France dut céder à l'Espagne (3 nov. 1762) la Louisiane qu'elle ne pouvait défendre, faute de marine, et afin d'enlever une nouvelle proie à l'avidité des Anglais, la population totale de l'immense territoire ne dépassait pas 7000 individus. La situation commerciale n'y était pas florissante, le papier-monnaie remplaçait le numéraire avec une perte variable, montant jusqu'à 25% (*Lettre de Rouillé, ministre de la Marine*, 30 nov. 1749). Nos navires de commerce n'osaient plus faire voile vers la Nouvelle-Orléans, de crainte d'être saisis en route; dans cette ville les fonctionnaires royaux se jetaient à la tête des accusations de malversations, qui, reconnues plus tard exactes, firent condamner le gouverneur, M. de Kerlerec, au bannissement.

Le commerce français était arrêté sur toutes les mers par l'omnipotence des flottes britanniques. Chaque année reparaissent les plaintes des Chambres de Commerce sur les dangers de la navigation, sur l'insuffisance des escortes fournies par la marine royale. Celle de la Rochelle, par exemple, fournissait à l'appui un état expertisé des navires pris par les Anglais au cours des années 1744 et 1745 : l'ensemble n'est pas moindre de trente bâtiments de tonnages divers, dont la valeur, y compris les cargaisons, est estimée à 8 639 807 livres.

On essaya le mode préconisé par les armateurs, quoiqu'il présentât lui-même de grands dangers. Après deux années d'arrêt absolu dans la navigation, une flotte de 253 navires marchands, provenant de tous les ports français, fut réunie en rade de l'île d'Aix, pour former un grand convoi escorté par dix frégates, sous le commandement de M. de Létaudière (1747). Sur ce nombre,

vingt-huit, qui faisaient voile pour la Martinique, furent encore pris par les Anglais.

Les assurances, dont les négociants usaient peu du temps où elles coûtaient 3 à 4%, montaient à 40% à destination des îles d'Amérique, à 25% à destination du Canada; en 1760, six vaisseaux sur vingt arrivaient à destination. Au Hâvre, le port manquait de matelots; la plupart avaient été pris, avec la moitié des bâtiments appartenant aux armateurs. Cependant la vitalité de la France et l'audace des équipages permettaient de temps à autre des retours de fortune; les affaires et les bénéfices croissaient alors en raison des risques courus et des difficultés vaincues.

Le passage en Amérique coûtait environ 400 livres aux passagers aisés et moitié prix aux officiers et agents; c'étaient alors de très grosses sommes. Les navires ne faisaient pas de progrès, quant à l'aménagement pour le transport des voyageurs. Rarement leur capacité s'élevait à 350 tonneaux et elle descendait jusqu'à 80 et 60 tonneaux. Nous possédons la nomenclature des bâtiments marchands appartenant au port de Bordeaux en 1715 et celle du port de La Rochelle vers 1740. La première comprend 37 unités, dont les deux plus fortes sont de 250 tonneaux, montées par 20 et 22 hommes d'équipage; un grand nombre comporte cent tonneaux de jauge avec 12 à 16 hommes de bord. A La Rochelle, la plus importante place de l'époque pour le commerce au long cours, la flotte marchande compte un bâtiment de 350 tonneaux, la majeure partie des autres varie entre 200 et 300 tonneaux.

A l'intérieur, les efforts du gouvernement de Louis XV, favorables au commerce et à l'industrie, mais perpétuellement contrariés par la politique, visaient à pousser la noblesse à trafiquer ou à fournir aux industriels les capitaux qui leur manquaient. Le préjugé de la dérogeance résista à toutes les tentatives et il n'est pas encore complètement disparu de nos jours. Les ordonnances sur la matière se succèdent sans produire un effet sensible et en se rappelant l'une l'autre, signe certain de leur impuissance; celle du 28 avril 1727 répète encore : « Le commerce de mer et celui de gros n'est point une cause de dérogeance. »

Si éclairée sur certains points, l'opinion de Montesquieu ne s'élevait guère dans les questions commerciales au-dessus des préjugés populaires : « Des gens frappés de ce qui se pratique dans d'autres états pensent qu'il faudrait qu'en France il y eût des lois qui engageassent les nobles à faire le commerce, ce serait le moyen d'y détruire la noblesse sans aucune utilité pour le commerce » (*Esprit des Lois*, XX, 1748). On rencontre cependant à la veille de la Révolution des exemples tout différents. Le duc de La Rochefoucauld-Liancourt possédait des filatures et des fabriques de cardes dans son domaine, et dirigeait ailleurs d'autres entreprises industrielles; la marquise de la Fayette entreprenait la filature des laines sur ses terres d'Auvergne, à St. Georges. L'un et l'autre ne dédaignaient pas les encouragements de la Caisse du Commerce : 6 000 livres furent versées en 1783 à Mme de La Fayette, 10 000 à M. de Liancourt en 1775.

Seules les industries artistiques conquirent les grands seigneurs. Ils donnèrent aux arts décoratifs une impulsion remarquable et un éclat qui a conféré aux objets fabriqués sous Louis XV et Louis XVI une renommée universelle, et qui n'a pas peu contribué à enrichir le pays. La fayence et la porcelaine furent surtout favorisées. Les membres de la famille royale voulurent avoir chacun leur manufacture; il y eut un moment où, à côté des produits de la manufacture de Sèvres, on put comparer ceux de la manufacture de la Reine (chaussée d'Antin), de la manufacture de Monseigneur le Dauphin (à

Lille), des manufactures de Monsieur, frère du Roi (à Clignancourt et à Marseille), avec ceux des manufactures du comte d'Artois (une à Limoges, une au Faubourg St. Denis), du duc d'Angoulême, ou du duc de Penthièvre (à Orléans). Antérieurement la duchesse du Maine avait eu sa fabrique de Sceaux, dont les produits sont si recherchés.

Le régime nouveau institué par Necker, qui réduisait l'autorité des corporations et l'obligation de suivre les règlements des manufactures (1777—1780), se complétait par la distribution d'honneurs, de gratifications et de médailles aux plus méritants. C'était la mise en pratique d'idées chères à M. de Gournay et à Turgot, qui n'avaient pu les appliquer. Gournay, lorsqu'il était Intendant du Commerce, réclamait «un prix ou deux distribué tous les ans à l'ouvrier ou au négociant qui, au suffrage de ses concitoyens, aurait inventé, perfectionné, ou ouvert un nouveau débouché.» Le *suffrage des concitoyens* anticipait sur l'avenir, mais la bonne volonté de Louis XVI nomma une commission sous la présidence du ministre, pour délivrer des médailles d'or du poids de douze onces (valeur environ 1200 francs) à toutes les personnes ayant servi l'Etat «en frayant de nouvelles routes à l'industrie nationale.» L'intention du Roi, d'après le texte, était que ces médailles devinssent un titre à une protection particulière de sa part. Tels sont les débuts de ces distinctions honorifiques qui ont fait leur chemin depuis.

Le Roi promettait en outre d'accorder chaque année deux lettres d'anoblissement, et les Intendants des provinces furent priés de transmettre leurs propositions. L'Intendant en Champagne répondit par exemple : «Comme Sa «Majesté promet d'accorder . . . Je réclame vos bontés en faveur des sieurs «Jacques et Eustache Gouault frères, d'une des plus anciennes familles bourgeoises «de la ville de Troyes; son ancienneté dans le commerce remonte à plus de «deux cents ans de père en fils sans interruption.»

L'article premier du nouveau règlement du commerce de Necker était ainsi conçu : «Il sera désormais libre à tous les fabricants et manufacturiers, ou «de suivre dans la fabrication telles dimensions ou combinaisons qu'ils jugeront «à propos, ou de s'assujétir à l'observation des règlements.» On voit que la réforme tenait compte des vieilles habitudes plus enracinées qu'on ne saurait l'imaginer; les commerçants réclamaient surtout l'obligation du plomb de marque, apposé après visite des gardes-jurés et que le client demandait à voir au chef de pièce. Des observations parvinrent en grand nombre de certaines provinces hostiles aux innovations, des remontrances surgirent des corps de métiers et des chambres de commerce, comme la suivante venue d'Amiens : «Le système réglementaire était sans doute défectueux, mais celui de la liberté «indéfinie l'est encore plus.» L'Administration ajourna la mise en vigueur des nouvelles prescriptions; puis la plupart des mesures libérales édictées par Necker furent successivement révoquées dans les années qui suivirent, comme l'avaient été les propositions de Turgot. Mais le coup était porté et les fabricants et négociants indépendants agirent dorénavant à leur guise, sans plus respecter les réglements, les visites et les injonctions des inspecteurs. La Révolution débarrassa le pays des règlements surannés, en même temps que de la bureaucratie puissante, qui seule avait intérêt à conserver les anciens errements.

Une institution intéressante était *la Caisse du commerce*. Elle fonctionnait depuis 1727 dans le but de stimuler le commerce colonial et d'empêcher tout commerce étranger; mais elle avait promptement changé de destination et ne s'occupait nullement de nos colonies.

Elle fournissait des subventions aux fabricants français. Elle touchait le

produit d'une taxe de $^1/_2\%$ perçue sur les entrées des marchandises provenant des colonies. Petit état dans l'état, elle se gouvernait seule, ayant son budget propre.

D'abord modestement de 80 000 livres, ce budget s'éleva, quand les communications devinrent moins précaires, après le traité de paix de 1763. Les chiffres suivants feront juger de l'influence de la guerre sur notre commerce maritime, qui alimentait la Caisse du Commerce :

En 1777 la Caisse reçoit du demi pour cent d'Occident 431 810 livres
En 1779 (*guerre*) la Caisse reçoit du demi pour cent d'Occident 146 237 livres
En 1782 la Caisse reçoit du demi pour cent d'Occident 557 558 livres
En 1786 la Caisse reçoit du demi pour cent d'Occident 553 661 livres

L'institution disparut en 1790; le reliquat en caisse n'était pas moindre de 989 000 fr.

La Caisse du Commerce avait rendu des services. Dans son existence de plus de soixante années, elle subventionna les nouvelles entreprises, avança des fonds sans intérêt, et intervint même parfois entre créanciers et débiteurs pour éviter soit une faillite, soit la disparition d'une fabrique ou d'une maison de commerce réputée. Voici quelques-unes de ses opérations :

1° Prêt de 200 000 livres pour cinq années sans intérêt à Mazil, Grenier et C^ie^, négociants établis à Lisbonne, à condition d'employer de leur côté un capital de 800 000 livres en achats de marchandises de fabrication française (1741). Ce prêt fut prorogé pour cinq années, en même temps qu'une nouvelle avance de 200 000 livres était consentie sous la caution d'un banquier de Paris.

2° La manufacture de soieries, Cartier frères à Tours, ayant été détruite par un incendie en Janvier 1764, le Roi fit accorder un prêt de 256 000 livres, sans intérêt, pour remonter les ateliers.

3° Les sieurs Jubié frères, entrepreneurs de moulinage en Dauphiné, obtinrent 100 000 livres sans intérêt (1740) et, comme ils ne purent jamais rembourser que 30 000 livres, la Caisse conclut un arrangement avec les créanciers. Cette famille Jubié fut particulièrement protégée, car son établissement recevait encore en 1784 une gratification régulière annuelle de 1 200 livres.

4° La manufacture de toiles de coton de Pont de Veyle (une des premières établies en France) fut gratifiée d'une prime annuelle de 30 fr. par métier battant « aussi longtemps qu'il plaira à Sa Majesté. »

5° La Caisse payait annuellement 8 000 livres aux chimistes Dufay et Hillot, avec 2 700 pour frais de laboratoire, afin de faire, des expériences sur les teintures. Elle donnait une semblable somme au fameux mécanicien Vaucanson, sur la recommandation duquel un grand nombre de gratifications furent délivrées, et qui devint inspecteur général des manufactures.

La recherche de nouveaux mécanismes, le désir de pourvoir, par l'établissement de filatures, aux besoins des tissages de coton ou de laine, démontrèrent l'urgence d'appeler d'Angleterre quelques hommes expérimentés et des ouvriers intelligents. Ce fut le Bureau du Commerce qui les procura et la Caisse du Commerce qui pourvut aux dépenses et aux pensions octroyées. L'arrivée de Holker en France (1755) fut un bienfait : ses premiers enseignements mirent en évidence notre infériorité industrielle par rapport aux pays voisins. Grand filateur de coton à Manchester, éloigné pour cause politique, naturalisé français après quelques années, Holker s'employa à répandre en Normandie les procédés de la filature anglaise; il recevait 6 000 livres d'appointement. Ses fils se fixèrent à Rouen où ils fondèrent diverses usines.

Sur les indications de Holker, on fit venir « deux maîtresses fileuses anglaises », un fabricant de cardes et l'apprêteur Mac Carthy, que l'on envoya de ville en

ville enseigner ce métier inconnu. Tout ce monde était pensionné au nom du Roi par la Caisse. En juin 1767 arrivèrent Davis, Torrent et Morrisson qui venaient créer à Bourges une manufacture d'étoffes nouvelles, notamment de foulard, encore inconnu; un prêt de 100 000 livres leur fut consenti; mais ils n'eurent qu'à acquitter les intérêts à 4 % pour quelques années et le capital leur fut abandonné et passé en écritures comme acquisition des terrains et des bâtiments.

Puis arrivèrent les Milne père et fils, importateurs du premier matériel de filature et premiers constructeurs en France, qui reçurent des subventions et des gratifications importantes. Comme la quincaillerie anglaise, de fabrication très soignée, venait d'apparaître sur nos marchés et que le public n'en voulait plus d'autre, l'anglais Tinsley fut installé, avec une pension annuelle, à La Charité-sur-Loire pour diriger une manufacture de quincaillerie « à la façon de Birmingham ». Des fondations semblables, toujours « à l'instar de Birmingham », furent subventionnées durant le règne de Louis XVI.

Des gratifications furent aussi versées aux industriels qui employaient le charbon de terre à l'imitation des Anglais, mais sans qu'on parvînt encore à répandre ce mode de chauffage, quoique la disette de bois se fît parfois sentir. Les fameuses fayenceries de Creil et Montereau avaient été créées en 1775 par Clarke, Shaw et C^ie^, débarqués avec femmes et enfants (au total 13 personnes) et largement défrayés et pensionnés.

Vers la fin de la monarchie, ce fut comme une crise d'anglomanie. Déjà Montesquieu et Voltaire avaient célébré l'excellence du gouvernement britannique, la haute capacité de ses hommes d'état et le talent des économistes d'outre-Manche; l'*Encyclopédie* fortifia cette opinion avec l'autorité acquise sur le public par ses rédacteurs : « Les Anglais, lit-on à l'article Commerce, sont le peuple le plus savant dans le commerce. »

Cette opinion fut durable. Chaptal, ministre de Napoléon, exposait en ces termes la situation magnifique acquise par l'Angleterre au XVIII^e^ siècle : « On sera peu étonné qu'à cette époque l'industrie anglaise ait attiré à elle la consommation de presque tout l'Europe . . .; son commerce, identifié et presque incorporé avec le gouvernement, était suivi et protégé sur tous les points de la terre . . .; sans doute il serait absurde à la France d'aspirer, à son tour, à cette suprématie, mais à côté de cette puissance colossale, on peut encore trouver une place honorable. »

Au lieu de tenter la lutte contre leurs concurrents étrangers, nos négociants et nos industriels ne songeaient qu'à s'abriter derrière les prohibitions ou les droits protecteurs.

Heureusement la France avait en sa faveur un appoint resté toujours insaisissable aux calculs et aux statistiques, c'est celui qu'apportent à son trafic et à sa fortune, sans qu'elle ait la peine de solliciter le client, les voyageurs et les touristes étrangers. On ne saurait estimer le bénéfice qui naît de la réputation du pays, des agréments et des plaisirs qu'il promet et du bon accueil qu'il réserve.

L'époque de la Régence marque la date initiale de ce facteur économique qui devint rapidement très important, en s'ajoutant aux modes que la cour allait répandre dans le monde entier. Un ouvrage anglais de 1730 constate, en la regrettant, cette tyrannie de la mode française : « Par quel enchantement ce peuple léger et frivole a-t-il pu étendre l'empire ruineux et tyrannique de ses modes? Nous, que notre fierté et notre rivalité auraient dû garantir de la corruption française, nous nous parons d'habits et d'étoffes de France. »

L'indignation de ces patriotes puritains se serait encore augmentée, s'ils avaient su que chaque mois partait, de Paris pour Londres, une poupée habillée suivant le dernier goût et munie d'un sauf-conduit diplomatique spécial, valable même en temps de guerre *(Journal de Barbier)*.

De son intervention contre l'Angleterre dans la guerre d'indépendance des Etats-Unis, la France n'allait pas savoir retirer pour son commerce avec Londres de grands avantages.

Suivant les termes du traité de Paris (1783) qui mettait fin à la lutte, les deux puissances contractantes s'engageaient à nommer des commissaires « pour travailler à de nouveaux arrangements de commerce sur le fondement de la réciprocité et de la concurrence mutuelle » dans le délai de deux années. Les ouvertures furent froidement accueillies en Angleterre, où le ministère montra un mauvais vouloir évident, et la discussion se traîna avec lenteur. Le ministre français, M. de Vergennes, choisit pour le représenter Gérard de Rayneval, diplomate ignorant de tout ce qui touchait au commerce, trop honnête pour lutter à armes égales avec l'astuce et la fausse bonhomie du plénipotentiaire anglais Eden. On lui adjoignit Boyetet, ancien négociant et consul en Espagne, et Dupont de Nemours, l'économiste connu, partisan décidé des doctrines physiocratiques.

Le ministre subit l'influence de Dupont, qui parlait avec un accent d'apôtre; ses théories étaient plus séduisantes que les discussions pratiques de l'autre commissaire Boyetet. Dupont de Nemours est donc le rédacteur du Traité de Versailles (1786), plus connu sous le nom de *Traité d'Eden*, comme pour rappeler le succès du représentant de l'Angleterre. Jamais il ne fut question de prendre l'avis des manufacturiers ou des chambres de commerce.

L'article premier proclame « qu'il y a entre les sujets de part et d'autre une liberté réciproque et en toute manière absolue de navigation et de commerce. » Les articles suivants fixent des droits d'entrée assez faibles, ne dépassant pas 12 %, sur les produits de la Grande Bretagne, auxquels tous les ports français étaient ouverts. Les marchands anglais qui avaient eu le temps de préparer des cargaisons, inondèrent aussitôt le pays de leurs marchandises, en choisissant pour l'introduction les ports médiocres où le service des douanes restait encore à établir. Plus de la moitié de cette importation extraordinaire pénétra sans acquitter les droits et vint sur nos marchés faire une concurrence que ne purent soutenir nos magasins. Il faut lire sur ce sujet les *Observations de la Chambre de Commerce de Normandie* (1788) et les diverses publications de Boyetet, pour juger combien les intérêts de notre industrie avaient été maladroitement sacrifiés.

Les pertes devaient avoir comme compensations les faveurs accordées à nos produits agricoles, particulièrement aux vins; mais un piége se cachait dans le paragraphe du traité : « Les vins de France ne paieront dans aucun cas plus de droits que ceux que paient présentement les vins de Portugal. » Le ministère Pitt n'attendit pas le 10 mai, date de la mise en vigueur des conventions, pour jouer sur le mot *présentement* et réduire de moitié le taux d'entrée sur les vins portugais (27 mars 1787).

Les Lyonnais s'aperçurent alors que, par un oubli inconcevable, les soieries avaient été omises dans le nouveau tarif et restaient en conséquence soumises aux anciens droits prohibitifs, de sorte que, si la Révolution n'eût prévenu les suites économiques du traité de Versailles, les produits anglais auraient conquis sur le marché français une domination absolue. A ce déboire s'ajouta la perte des illusions caressées par le commerce sur le vaste débouché qu'allaient nous

ouvrir les Etats-Unis, en reconnaissance de notre appui désintéressé : aucune commande n'apparut, et, par une ironie singulière, l'Angleterre profita beaucoup plus que nous de l'émancipation de ses colonies.

Les clameurs s'élevèrent, quand se manifestèrent après une ou deux années les pertes matérielles. Le souvenir de ce traité resta très présent dans les mémoires. Ce traité a pesé lourdement sur le progrès de l'industrie et le développement du trafic extérieur, dont il a éloigné pour longtemps les capitaux effrayés ; il a reculé d'un demi siècle le renouvellement de l'outillage, l'abandon des vieux procédés et la création des grandes usines. Il servit de base durant le XIX^e^ siècle à la polémique engagée dans la lutte entre protectionnistes et libre-échangistes.

Le mouvement de réaction qu'il avait amené après lui retarda l'avènement du libre-échange partiel. On en retrouve le témoignage dans l'*Enquête du ministre Duchatel sur les Tarifs de Douane*, sous le règne de Louis-Philippe : « Un traité « célèbre conçu sous l'influence d'esprits systématiques exposa notre industrie « à une invasion funeste ; il fallut revenir à des mesures prohibitives qu'on se « serait épargnées en marchant avec plus de lenteur. »

La publication de la *Correspondance* du plénipotentiaire anglais, récemment dépouillée au Foreign-Office, ne permettrait plus aujourd'hui de polémiquer ; la vérité apparait sans déguisement dans les lettres d'Eden, qui conjure à chaque courrier les ministres de ratifier promptement les articles qu'il a fait consentir à la faiblesse, aux dispositions ultra-conciliantes, et parfois à l'ignorance des représentants français.

LE COMMERCE FRANÇAIS DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX^e^ SIÈCLE

L'ère protectionniste

Le principe, qui commande la politique commerciale de la France durant la première moitié du XIX^e^ siècle, c'est le système mercantile aggravé de la haine contre l'Angleterre. Il semble alors évident à tous les esprits qu'un pays s'appauvrit ou s'enrichit, suivant que le chiffre de ses exportations dépasse ou non le chiffre des importations : c'est ce qu'on appelle la *Balance du Commerce*. Les pertes ressenties par l'application du traité d'Eden ne firent qu'accroître cette impression. Aussi dès les premières difficultés avec l'Angleterre, l'opinion réclama-t-elle et obtint-elle du gouvernement des mesures de défense.

L'agitation contre les marchandises étrangères avait commencé dès la réunion des Etats Généraux. Un député, reprenant un projet souvent caressé depuis un siècle, proposait « un moyen certain pour ranimer le commerce de la France et rétablir la balance en sa faveur », c'était une motion invitant le roi, la cour, les députés et les fonctionnaires à ne faire usage soit pour leur ameublement, soit pour leurs vêtements, équipages, etc., que de marchandises françaises.

La guerre fut déclarée le 1^er^ février 1793 : le motif déterminant de la rupture des relations fut le bill sur le séjour des étrangers, qui obligeait les négociants français à justifier que leur commerce les amenait en Angleterre. Toutefois ce n'est que le 9 Octobre suivant que la Convention adopta les articles du décret, prohibant toutes marchandises venues de la Grande Bretagne, déclarant

suspect tout citoyen convaincu d'employer des produits anglais, interdisant toute affiche ou inscription rédigée en langue anglaise. Le vote avait eu lieu après un éloquent discours de Barrère, adjurant ses concitoyens de faire de la République française une république agricole et commerçante « la meilleure prime que vous puissiez accorder, disait-il, c'est de décréter que les Français ne pourront plus se servir que des objets fabriqués dans leur pays. »

Le Directoire ne se montra pas moins rigoureux que la Convention. Par la loi du 30 octobre 1796 et par celle du 10 Brumaire, an V, il renouvela les défenses contre l'introduction des marchandises anglaises, sans autre résultat, il faut le reconnaître, que de développer la contrebande.

La paix d'Amiens (1802) ne fut en réalité qu'une courte trêve dans la lutte entre les deux nations. Des négociations furent entamées pour un nouveau traité de commerce, le premier consul se refusant à considérer celui d'Eden comme virtuellement rétabli par la fin de la guerre. Elles n'eurent pas le temps d'aboutir. Des 1803, recommencèrent les hostilités. Le but de Bonaparte était de miner la domination maritime de nos rivaux et de faire passer à la France cette suprématie qu'ils devaient à l'Acte de Navigation de Cromwell. Dès 1805, le diplomate Montgaillard écrivait : « C'est par le commerce qu'il faut attaquer l'Angleterre. » Et il développait tout un plan de politique mercantile, dans lequel il conseillait de ne laisser à la marine anglaise que le trafic entre les Iles Britanniques et leurs colonies. Ainsi l'entendait Napoléon. Les résultats de la bataille de Trafalgar (1806), modifièrent les moyens d'exécution, sans rien changer au but. Napoléon écrivait alors à son frère Louis que puisque la mer lui échappait, il allait « conquérir les colonies par la terre. »

L'Angleterre se chargea de lui fournir le prétexte attendu. Elle continuait à garder Malte et Alexandrie, qu'elle avait promis d'évacuer au traité d'Amiens. De plus, mécontente de voir la Prusse se fermer à son commerce, elle décréta le blocus des côtes depuis l'embouchure de l'Elbe jusqu'à Brest ; en même temps, elle interdisait ses ports aux navires français et soumettait le commerce des neutres à la visite de ses croiseurs. (11 novembre 1806).

Le 21 novembre, Napoléon riposte par le décret de Berlin qui mettait en état de blocus les côtes des Iles Britanniques. Les clauses de cet acte fameux avaient pour conséquences :

1° La suppression de tout commerce et de toute correspondance avec l'Angleterre et conséquemment la confiscation des marchandises venant d'Angleterre ou appartenant à des Anglais.

2° L'interdiction à tout individu, sujet de l'Angleterre, de séjourner soit en France, soit dans les pays alliés et dans ceux occupés par nos troupes.

3° L'interdiction à tout bâtiment venant directement d'Angleterre ou des colonies anglaises d'aborder dans nos ports.

L'Angleterre prit des mesures de représailles. Un ordre du Conseil britannique obligea les vaisseaux neutres qui voudraient commercer dans les ports du continent à faire d'abord une station dans certains ports anglais, notamment Malte et Londres. Napoléon répondit en aggravant le blocus continental par le décret de Milan (17 décembre 1807). Aux termes de ce décret, tout vaisseau ayant accepté de subir une visite de la marine anglaise, devait être dénationalisé, c'est-à-dire considéré comme bâtiment anglais. En outre, tout bateau venant d'Angleterre ou des colonies ou se rendant dans ces contrées, était déclaré de bonne prise.

Le blocus fit surtout beaucoup de mal aux villes hanséatiques, particulièrement à Lubeck et Hambourg. Les magasins de cette dernière ville contenaient des

quantités énormes de marchandises anglaises. Pour éviter la confiscation, elles obtinrent de les racheter pour le montant de leur valeur, 15 millions de francs.

Le système continental, imposé dès le début à la Hollande, à l'Italie et à l'Espagne, puis étendu au Portugal, au Danemark et à la Russie, fut d'abord rigoureusement appliqué, Napoléon entendait en faire une sorte de code *international* intangible, tant que l'Angleterre ne céderait par sur tous les points. Il espérait que les sacrifices imposés au peuple — et librement acceptés d'abord par celui-ci — seraient largement compensés par la ruine de nos ennemis. Les Anglais souffrirent en réalité beaucoup de l'application du blocus, ils durent modifier leurs habitudes commerciales et remplacer notamment la vente à crédit par les ventes au comptant. Au mois d'avril 1810, le papier des banques anglaises baissait de 20 p. % de sa valeur. Mais la marine anglaise réussit à se créer de nouveaux débouchés. Si elle dut renoncer aux principaux marchés du continent, elle trouvait des marchés beaucoup plus vastes du côté des Indes et de l'Afrique.

En France, un grand nombre d'usines, faute de matières premières ou par suite de la cherté de ces matières, suspendirent le travail. Il fallut instituer une caisse de secours pour leur venir en aide. On estimait en 1809 le montant des prises faites sur les Anglais à plus de 8 millions et le rendement des douanes accusait en 1808 une diminution de 24 millions de francs. Le prix des principales denrées coloniales avait haussé d'une manière extraordinaire. Le sucre, qui, en 1747, valait 0 fr. 90 le kilo, se vendait 10 fr. en 1810. Le prix du café avait augmenté dans la même proportion. Ces circonstances étaient très favorables à la contrebande; sur tous les points du littoral elle bravait le blocus, introduisant les marchandises prohibées, malgré le haut prix du fret et celui des assurances.

On avait bien essayé de remplacer les produits de provenance anglaise par ceux de notre industrie et de notre sol; mais les efforts des manufacturiers ne répondirent pas immédiatement ni complétement aux volontés et aux encouragements du pouvoir. Aussi Napoléon modifia-t-il profondément en 1810 le système continental. Parmi les objets d'exportation anglaise, il distingua entre les productions du sol et des manufactures de l'Angleterre et les denrées coloniales. L'introduction de ces dernières fut permise par le décret du 5 août 1810, mais avec un droit de 50 p. % *ad valorem*. Les principales de ces denrées étaient le coton, taxé entre 600 et 800 fr. les 100 kg., le sucre qui payait 400 fr. de droits, le poivre 600, le cacao 1000 et la muscade 2000. Quant aux produits anglais, le décret du 19 octobre 1810 renouvela contre eux les prohibitions existantes et ordonna de brûler tous ceux qui seraient saisis en France ou dans les pays occupés.

Les atténuations apportées au système continental, loin de marquer un retour à la liberté, créèrent un ordre de choses plus arbitraire et plus immoral. Pour permettre l'introduction des marchandises anglaises, l'Empereur et les ministres accordaient des autorisations particulières ou *licences* qui furent l'objet d'un trafic honteux. Masséna y gagna en Italie une fortune de 6 millions de francs. Le système des licences avait été établi en conformité avec les règles de la balance commerciale. L'importation en France des denrées coloniales n'était permise qu'à condition d'avoir comme contre-partie une exportation au moins équivalente de produits français déterminés, dont un tiers en soieries. Comme ce dernier article était alors rigoureusement prohibé en Angleterre et que la plupart des autres produits payaient des droits élevés, les armateurs n'avaient d'abord d'autre alternative que de vendre ces marchandises à vil prix aux contrebandiers, intermédiaires naturels du commerce à cette époque, ou de les aban-

donner à la douane. Les besoins du commerce déjouèrent les rigueurs du blocus par un système de fraude assez original, mais peu avantageux pour la France. On fabriqua à Lyon une catégorie spéciale de marchandises. C'étaient des étoffes de soie grossières, de peu de valeur, mais auxquelles un apprêt donnait l'aspect de tissus de bonne qualité. Les capitaines avaient l'ordre de les jeter à la mer une fois au large; elles étaient, comme on disait alors, *ad usum delphinorum*. Tandis qu'on sacrifiait ainsi 20 000 ou 30 000 fr., on introduisait en France pour un demi million de marchandises étrangères; mais le principe de la réciprocité était sauf : les douanes accusaient une balance irréprochable et Napoléon pouvait se vanter que, grâce à sa politique, la France exportait annuellement pour 100 millions d'objets manufacturés.

Sous ce régime du blocus plusieurs manufactures se créèrent. En formant une vaste union de tous les états de l'Europe occidentale et centrale, Napoléon donna l'essor à l'industrie de quelques contrées qui, comme les régions rhénanes, avaient été jusqu'alors resserrées dans d'étroites limites douanières. L'industrie de l'acier déjà prospère à Siegen y prit une grande extension et commença la fortune d'Essen, où s'établissait la maison Krupp vers 1810. En France même, certaines industries se développèrent ou se créèrent grâce aux exigences du blocus : un décret signé à Bois le Duc, le 7 mai 1810, promettait une récompense d'un million de francs à l'inventeur de la meilleure machine à filer le lin. Les recherches entreprises dans cette voie n'aboutirent que plus tard à la belle découverte de Ph. de Girard; mais elles produisirent immédiatement de nombreuses améliorations, dont bénéficia l'industrie textile. Le café beaucoup trop cher pour la masse des consommateurs commença à être remplacé par la chicorée en usage en Hollande, depuis le milieu du XVIII[e] siècle. Cette *plante* devenue un élément de fabrication du café, était alors d'un prix assez élevé pour donner lieu elle-même à des falsifications diverses par l'emploi du noir animal, des glands de chêne ou des résidus de betteraves. Pour remplacer le sucre de canne par le sucre de betterave, le gouvernement fit reprendre les essais commencés en l'an VIII par Fourcroy et Guyton de Morveau. Les premières expériences officielles ayant paru satisfaisantes, un décret de 1812 institua des écoles de chimie et des usines impériales pour propager la nouvelle industrie. On ordonnait en même temps la mise en culture de 100 000 arpents de betteraves pour produire tout le sucre nécessaire à la France. Afin d'attirer les capitaux vers cette industrie, le sucre indigène fut dégrevé de toute taxe pour cinq ans.

C'est dans la raffinerie, que Benjamin Delessert, régent de la Banque de France, avait montée en 1801 pour continuer les expériences sur la betterave, que l'on réussit à produire du sucre indigène, dans des conditions possibles à l'industrie. Les ateliers étaient établis à Passy, dans les bâtiments de l'ancien couvent des Bonshommes (en contrebas du boulevard Delessert). Plus tard, ce protecteur éclairé de l'industrie fit élever dans sa propriété, voisine de la raffinerie, le premier pont construit entièrement en fer; il avait une seule arche d'environ 50 mètres et passait d'une des buttes du Trocadéro à une autre butte.

Malheureusement, la prospérité des manufactures de l'Empire était factice. On le vit bien au rétablissement de la paix. La baisse subite de prix survenue pour une foule de produits ne permettait plus à nos fabricants de lutter contre leurs concurrents étrangers. Richard Lenoir, qui possédait 7 filatures avec 11 000 ouvriers, se trouva ruiné. Nos sucreries étaient exposées à disparaître sans l'intervention protectrice des douanes. Non moins précaire était la situation de la métallurgie, restée stationnaire pendant que celle des Etats du Nord et de l'Angleterre avait fait d'incessants progrès. Aussi les rigueurs douanières

du système continental étaient-elles destinées à survivre — atténuées il est vrai — à l'état de guerre qui leur avait donné naissance.

Le gouvernement de Louis XVIII essaya bien de réagir en ramenant à un taux modéré les droits sur les denrées coloniales et le coton, mais il souleva une formidable opposition. Dans une pétition fameuse, les fabricants de cotonnades de Lille, Paris, Saint-Quentin et Rouen réclamèrent 30 millions de francs en dédommagement des pertes, qui devaient résulter pour eux de cet abaissement de tarif. La plupart des manufacturiers demandaient le maintien du système prohibitif, en attendant l'établissement de tarifs destinés à compenser l'infériorité de nos industries.

La métallurgie était une de celles qui réclamaient le plus vivement des droits protecteurs. Dès 1814, on établit une taxe de 15 fr par 100 kilos sur les fers étrangers en barres. Ce droit visait surtout les produits de la Suède et de la Norvège, qui se payaient alors, rendus en France, 30 et 35 fr. : il équivalait donc à 50 p. % *ad valorem*. On n'avait pas songé au développement pris en Angleterre par la fabrication des fers à la houille et à la baisse de prix qui en devait résulter. Bientôt ces fers se vendirent dans nos entrepôts 21 fr. les 100 kilos; malgré la taxe de 15 fr., ils revenaient en France moins cher que nos propres fers. Aussi en 1822, les maîtres de forges obtinrent-ils que cette taxe fut portée à 25fr., soit une majoration de 66 p. %.

Le régime douanier des laines comportait la suppression des anciennes taxes à l'entrée des laines du Nord. Les producteurs obtinrent des droits qui s'élevaient à 60 fr. les 100 kilos sur les laines fines et qui variaient entre 5 et 15 fr. pour les laines communes. En compensation de ces taxes, on accorda aux fabricants de drap des primes d'exportation.

La politique de protection eut pour effet de maintenir et même de renforcer le vieux système colonial, notamment par la législation sucrière de 1816. Les droits établis en 1816 étaient de 45 fr. les 100 kilos pour les sucres bruts de nos colonies et de 70 fr. pour les sucres raffinés de la même provenance. Les sucres étrangers, directement importés de pays d'origine, payaient 60 fr. pour la première sorte et 95 fr. pour la seconde, ce qui représentait une prime de 33 p. % en faveur de nos colonies. La protection parut insuffisante aux colons de la Guadeloupe et de la Martinique; ils obtinrent, en 1822, sur les sucres étrangers, une aggravation, qui imposait aux consommateurs français une surcharge de 12 millions de francs par an. Dans la lutte fort vive, à laquelle donna lieu cette législation, quelques esprits clairvoyants et particulièrement le général Foy montrèrent que le système colonial ancien, surtout avec le peu de possessions qui nous restaient, n'avait plus aucune raison et qu'il fallait s'efforcer de développer le commerce de nos Antilles, non en leur assurant un monopole de fait sur notre marché, mais en faisant de ces îles les intermédiaires de notre commerce avec le Nouveau Monde. Au moment où les Etats de l'Amérique du Sud conquéraient leur indépendance, le général Foy prévoyait le vaste débouché qu'ils allaient offrir à notre activité commerciale.

En matière de législation douanière sur les grains, la Restauration prit exactement le contrepied du système ancien. Jusqu'alors on s'était borné parfois à interdire l'exportation, encourageant l'importation par tous les moyens possibles. Pour donner un commencement de satisfaction aux agriculteurs, surtout aux grands propriétaires fonciers électeurs influents ou membres des Chambres, on établit, dès 1816, un droit de 50 cent. par quintal; mais cette taxe n'avait guère qu'une portée fiscale. Les propriétaires réclamèrent avec beaucoup de force une protection plus efficace. Il est intéressant de relever quelques uns

des arguments employés à cette époque par les défenseurs de l'agriculture. L'un d'eux allait jusqu'à réclamer la prohibition absolue à l'entrée des céréales. Il appuyait sa demande sur cette raison que le bon marché des grains rendait plus facile la vie des ouvriers, plus difficile le recrutement du personnel des manufactures et plus onéreuse par conséquent la production industrielle. Au regard de ce singulier économiste, la cherté des grains et la misère des classes ouvrières apparaissent comme les causes principales de la prospérité industrielle d'un pays. Le droit de 50 centimes par quintal fit place en 1819 à un système de droits remanié et complété en 1832 et connu sous le nom d'échelle mobile. Voici quelle était l'économie de ce système : au lieu d'adopter une taxe uniforme, on divisa le pays en quatre classes formant huit sections. La première classe comprenait les 6 départements du littoral méditerranéen. C'était la région où la concurrence des blés étrangers était la plus à craindre. Elle avait pour marchés régulateurs Toulouse, Gray, Lyon et Marseille. La quatrième classe comprenait deux sections : l'une, sur la frontière du nord-est, l'autre formée des départements bretons. Les principaux marchés en étaient Metz, Verdun, Soissons et Nantes. L'échelle mobile établissait douze séries de taxes croissant à mesure que diminuait le prix du blé, le taux adopté comme étalon du droit étant de moins en moins élevé d'une zone à l'autre. On peut juger de la complexité de ce système par le tableau suivant, qui énumère seulement les catégories d'impôt de la 1e et de la 4e classes.

DROITS D'ENTRÉE SUR LES BLÉS le prix de l'hectoliter étant dans la 1re classe	dans la 4e classe	MONTANT DU DROIT par Hectolitre
au-dessus de 28fr.	au-dessus de 22fr.	0fr. 25
de 28fr. à 27 01	de 22fr. à 21 01	0 25
„ 27 „ 26 01	„ 21 „ 20 01	0 25
„ 26 „ 25 01	„ 20 „ 19 01	1 25
„ 25 „ 24 01	„ 19 „ 18 01	2 25
„ 24 „ 23 01	„ 18 „ 17 01	3 25
„ 23 „ 22 01	„ 17 „ 16 01	4 75
„ 22 „ 21 01	„ 16 „ 15 01	6 75
„ 21 „ 20 01	„ 15 „ 14 01	7 75
„ 20 „ 19 01	„ 14 „ 13 01	9 25
„ 19 „ 18 01	„ 13 „ 12 01	10 75
„ 18 „ 17 01	„ 12 „ 11 01	12 25
„ 17 „ 16 01	„ 11 „ 10 01	13 75
„ 16 „ 15 01	„ 10 „ 9 01	15 25
„ 15 „ 14 01	„ 9 „ 8 01	16 75
„ 14 „ 13 01	„ 8 „ 7 01	18 25
„ 13 „ 12 01	„ 7 „ 6 01	19 75

Avec le développement qu'allait prendre notre réseau des voies de communications intérieures, la distinction des zones ne devait pas correspondre longtemps à la réalité des fait économiques. L'échelle mobile ne causa cependant qu'une gêne passagère au commerce, grâce à un certain nombre de bonnes récoltes et aux progrès de notre agriculture. Le prix moyen de l'hectolitre de blé avait été, entre 1814 et 1818, de 25 fr.; de 1819 à 1824, malgré l'accroissement du

droit, le prix tomba à 17 fr.; de 1834 à 1838, le commerce des grains fut même florissant en France. L'exportation dépassa l'importation de quantités variant entre 103 000 et 567 000 hectolitres, aussi les prix, dans cette période, oscillèrent-ils entre 15 fr. 25 et 19 fr. 50. Mais à partir de 1846, le fontionnement de l'échelle mobile amena une hausse assez sensible. En 1847, le prix du blé monta à 28 fr. et l'on dut suspendre l'application du droit de 1853 à 1859.

On comptait anciennement en France trois ports francs, dont la Révolution avait supprimé les privilèges, Dunkerque, Bayonne et Marseille. Ce dernier, menacé par Gênes et Trieste dans son trafic avec le Levant, obtint seul quelque indépendance : il bénéficia de la faculté de transit, de la remise de toutes les taxes de navigation sur les navires étrangers et de la taxe de tonnage sur les bâtiments français, ainsi que de la suppression de la surtaxe établie sur un certain nombre de marchandises provenant des pays méditerranéens, il pouvait en outre recevoir dans ses entrepôts toutes sortes de marchandises, même prohibées. Dunkerque et Bayonnc reclamérent sans succès les même avantages.

Malgré les craintes de contrebande, la faculté de transit fut également laissée à l'Alsace pour les marchandises transportées des Pays-Bas en Suisse. Le point d'entrée était Strasbourg et le point de sortie Saint Louis, près de Bâle.

La raison principale, invoquée par les partisans des mesures protectionnistes, c'était l'avantage que donnait à nos rivaux d'Outre-Manche la supériorité de leur outillage industriel. Pour conserver cette prééminence, l'Angleterre interdisait l'exportation de ses machines. Mais l'enquête ordonnée, en 1825, par le Parlement anglais, montra que l'effet le plus incontestable de cette prohibition avait été d'encourager la fraude : les fabricants expédiaient par pièces détachées, même en plusieurs envois, leurs machines les plus perfectionnées que des ouvriers anglais venaient montrer sur place.

En France, une enquête douanière dirigée par des protectionnistes avérés révéla malgré eux quelques uns des abus auxquels donnait lieu le système, et décela l'exagération des plaintes exhalées par les maitres de forges. Ceux-ci, lors de la construction des premiers chemins de fer avaient voulu imposer aux entrepreneurs des prix exorbitants, qu'ils réduisirent de près d'un tiers quand le gouvernement, par une décision à laquelle personne ne s'attendait, eut permis la libre introduction des rails étrangers. Cette enquête eut un autre avantage. Elle révéla tout le poids des charges supplémentaires que notre régime douanier imposait aux consommateurs et qui, pour les fers seulement, devaient s'élever à 2 milliards et demi de francs, en calculant depuis 1814 jusqu'à 1860. C'était une base solide pour les revendications des libre-échangistes, mais ils se bornaient à cette époque à réclamer dans notre politique commerciale des modifications de détail, plutôt qu'un changement complet que l'opinion publique n'eût pas accepté.

L'industrie progresse dans cette période plus que dans toute autre : les hommes de science stimulés par le patriotisme, par les besoins matériels que le blocus avait mis en évidence, s'emploient à épargner les forces musculaires de l'ouvrier, à simplifier le travail par des machines, par des outillages mieux appropriés ; les chimistes cherchent et trouvent des produits et des procédés nouveaux. Le profit sera pour la seconde moitié du siècle, qui tirera le bénéfice des découvertes.

Les noms de Richard et de Lenoir, grands filateurs et tisseurs de coton sous l'Empire, ont été précédemment rappelés ainsi que ceux de Philippe de Girard (machines à filer le lin 1812) et de Benjamin Delessert (sucre de betterave). Philippe Lebon prit un brevet d'invention pour le gaz d'éclairage en 1800, il

annonçait déjà l'importance des sous-produits, et la faculté de tirer du gaz « une force motrice applicable à toutes les machines » Le métier Jacquard pour les soieries est de 1809. Ternaux, manufacturier de Sedan, parvenait à fabriquer une imitation des cachemires de l'Inde, qui porta d'abord le nom de *châles Ternaux*. Carcel imaginait les lampes à mouvement automatique (1800). Bréguet apportait à l'horlogerie et aux instruments de précision des calculs et des perfectionnements qui devaient lui ouvrir les portes de l'Académie des Sciences. En 1825, Derosne et Cail fondaient sur le quai Debilly des ateliers de construction pour les nouveaux appareils des sucreries et des distilleries ; de ces ateliers devaient sortir plus tard les premières locomotives fabriquées en France. Tous ces noms sont familiers aux Parisiens, parce qu'ils ont été donnés à des voies publiques comme hommage posthume ; juste retour du destin, car la fortune n'avait pas gâté de leur vivant la plupart de ces précurseurs. L'industrie a ses martyrs, tel Nicolas Leblanc, l'auteur du procédé d'extraction de la soude à bon marché, qui à l'appel du Comité de Salut public fit à la patrie le généreux sacrifice de son secret et, tombé dans la détresse, termina ses jours par un suicide.

Après les événements de 1830, la secte du Saint-Simonisme (sorte de communisme mystique) propagea un autre mouvement de progrès industriel. On l'appelait aussi *Ecole industrialiste*, parce qu'elle mettait au premier rang la science et le travail ; elle recruta de fervents disciples parmi les ingénieurs et les anciens élèves de l'Ecole polytechnique. Ils se consacrèrent particulièrement à l'étude et à la construction des voies ferrées, objet de la défiance du public et des capitaux ; deux d'entre eux, les frères Eugène et Isaac Pereire entreprirent le chemin de fer de Paris à Saint-Germain, amorce du réseau à créer, puis avec l'appui de M. de Rothschild et d'autres banquiers connus, les premières voies de la ligne du Nord.

LE COMMERCE FRANÇAIS DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XIX^{e} SIÈCLE

I. L'ère libérale

Dans le seconde moitié du XIX^{e} siècle, l'histoire du commerce présente deux phases à peu près d'égale étendue : premièrement une période de demi-liberté qui s'étend jusqu'en 1880; secondement de 1880 à nos jours, une réaction protectionniste. Le mouvement libéral qui devait rapprocher les principaux peuples de l'Europe commence en Angleterre en 1824 par les réformes de Huskisson, disciple d'Adam Smith. Les principales mesures prises par les Anglais à cette époque sont : l'admission des produits étrangers par navires des pays amis aussi bien que par vaisseaux anglais et aux mêmes conditions : l'abaissement des droits de douanes à 30 % au maximum sur les objets manufacturés et, faveur exceptionnelle pour notre commerce, la suppression des prohibitions visant les étoffes de soie. Ce mouvement s'accentue avec Robert Peel. De 1842 à 1850, le Parlement anglais révise les lois douanières, supprime, après une agitation fameuse, la loi sur les céréales et abolit les derniers vestiges de l'*Acte de Navigation* et du Système colonial.

Les idées de liberté commerciale trouvèrent d'abord un terrain favorable en Allemagne. Dès 1819 commença l'Union douanière connue sous le nom de *Zollverein* et qui était presque terminée en 1840.

En France, on se borna d'abord (1830 à 1835) à faciliter le transit et à étendre aux différents port le système des entrepôts maritimes. Le baron Duchâtel en ordonnant la grande *Enquête de 1832* entendait en faire le point de départ d'une série de réformes libérales importantes; mais la consultation des chambres de commerce révéla une hostilité aussi vive qu'au commencement du siècle à un rapprochement avec l'Angleterre. Les projets de Duchâtel, en opposition avec l'opinion générale du royaume, aboutirent à des réformes insignifiantes.

Avec le ministère Guizot, les tendances libérales du gouvernement s'accentuent. Le succès du Zollverein avait donné l'idée d'une union douanière entre la Belgique et la France, mais ce projet n'aboutit pas. On se contenta en 1842 de signer avec la Belgique un traité qui prit fin en 1846.

Guizot était également partisan d'un rapprochement avec l'Angleterre. L'idée d'un traité entre les deux pays était ancienne : il en avait été question déjà en 1821, mais aux premiers bruits répandus à ce sujet, la chambre de commerce de Paris avait poussé le cri d'alarme. Le projet de 1843 ne reçut pas un meilleur accueil. Tout traité avec l'Angleterre ne pouvait être, comme l'écrivait la Chambre de commerce de Lille qu'une « source de perturbations et de calamités. »

Dès son avènement au trône, Napoléon III montra, en matière de commerce, les vues les plus libérales. Il était décidé à supprimer par voie législative toutes les prohibitions et à hâter la conclusion d'un traité avec l'Angleterre, mais le projet qu'il fit déposer en 1856 rencontra une hostilité générale. L'exposition de 1855 avait cependant montré, par la supériorité de la plupart de nos principales industries que les mesures protectrices étaient surannées et qu'un régime de liberté ne pouvait que nous être avantageux. Aussi Napoléon, interprétant dans le sens le plus large les pouvoirs qu'il tenait de la constitution, signa-t-il avec l'Angleterre le traité de 1860, dont les négociations furent menées par Michel Chevalier et Cobden avec le mystère et la rapidité d'une conspiration. On assure que, par crainte des indiscrétions des secrétaires, Michel Chevalier faisait transcrire les pièces du traité par sa femme et M. Rouher par la sienne.

Ce traité ne livrait pas notre industrie à l'Angleterre, comme on le prétendit alors. Malgré tout son désir d'établir le libre échange, Napoléon III était obligé de compter avec l'opinion publique. On se borna à imposer à la protection une limite maxima fixée, en 1860, à 30 % et qui devait être réduite à 29 % en 1866. D'autre part, on avait eu soin afin d'éviter un changement trop brusque d'ajourner au 1er octobre 1861, pour la plupart des produits manufacturés, la date d'entrée en vigueur de la convention. Nos manufacturiers avaient ainsi un délai de 16 mois pour se préparer à lutter contre la concurrence anglaise. Les plus avisés n'avaient même pas attendu la signature de la convention. La direction du Creusot avait dès 1859 soumis au conseil des actionnaires, pour la transformation du matériel de l'usine, un progamme de travaux qui, de 1861 à 1864, coûta 20 millions de francs.

A la suite du traité de 1860 avec l'Angleterre, la France entreprit des négociations qui aboutirent à de nouveaux traités établis à peu près sur les mêmes bases avec le Belgique (1er mars 1861), le Zollverein (2 août 1862), l'Italie (17 janvier 1863) et la Suisse (30 janvier 1864). En même temps, le gouvernement mettait fin au système colonial et à l'échelle mobile (1861).

La France retira les plus grands avantages de ce régime semi libéral. Son commerce spécial qui n'était que de 1487 millions en 1861, passait à 2 115

en 1868; mais c'est surtout la statistique de notre commerce avec l'Angleterre qui signale les bénéfices des traités de 1860. En 1868, le montant du commerce franco-anglais s'élevait à 687 millions dont 261 millions à l'importation et 426 à l'exportation. En 1869, ce commerce atteint 1 460 millions, dont 551 millions pour l'importation et 909 millions pour l'exportation. Notre production houillère progressa malgré la concurrence des mines anglaises qui avaient bénéficié d'un dégrèvement de taxe d'environ 0 fr. 60 par tonne, c'est à dire de 80 %. De 74 millions de quintaux en 1859, elle passe à 120 en 1865.

L'agriculture ne souffrit pas davantage de la suppression à peu près complète des droits sur les blés : les surfaces emblavées qui en 1861 n'atteignaient que 6 750 000 hectares, montaient à 6 975 600 hectares en 1874, malgré la réduction de notre territoire; le rendement par hectare avait, dans le même intervalle, progressé de 13 hectolitres 30 à 15 hectol. 25 et la consommation journalière de pain de froment par individu s'était élevée de 377 grammes à 563. La chambre de commerce de Paris, si longtemps hostile à une entente, reconnaissait en 1875 les heureux effets du traité de 1860 «Elle affirmait que notre industrie, grâce aux progrès réalisés, travaillait dans d'aussi bonnes conditions que les industries étrangères et que nos marchandises de 1861 à 1867 avaient été de plus en plus recherchées sur les marchés étrangers.

II. Retour au Protectionnisme

Les événements de 1870 eurent sur notre politique commerciale les conséquences les plus fâcheuses. Ils provoquèrent une réaction protectionniste qui, peu à peu, gagna l'Europe entière, l'Angleterre exceptée. Dès 1871, M. Thiers proposa de relever les droits sur les matières premières; mais ce projet, bien qu'adopté par l'Assemblée nationale ne put être exécuté, parce qu'il était en contradiction avec les traités en vigueur. Le gouvernement songea dès ce moment à reprendre sa liberté d'action. Les tendances protectionnistes étaient cependant modérées. L'article 11 du traité de Francfort, qui établissait le régime de la nation la plus favorisée entre l'Allemagne et la France, n'inspira d'abord aucune inquiétude, parce que la balance des échanges se soldait par un excédent d'exportation, mais lorsque, en 1873, nos achats en Allemagne devinrent supérieurs à nos ventes, la plupart des commerçants et des manufacturiers réclamèrent des mesures de défense et obtinrent gain de cause. Le gouvernement français ne fit, du reste, que suivre l'exemple de l'Allemagne qui, en 1879, adoptait une politique franchement protectionniste.

Deux sortes de mesures caractérisent le système commercial de la France dans les vingt dernières années du XIX^{e} siècle :

1° le remplacement des traités de commerce à longue échéance, par des tarifs protecteurs ou par des conventions de courte durée.

2° un système de *primes* accordées à celles de nos cultures ou de nos industries, qui ont le plus de mal à soutenir la concurrence étrangère.

Le premier tarif général fut celui de 1881. Il n'apporta pas de changement bien profond dans notre politique douanière. Il maintint l'exemption ou la modération des droits pour les matières premières et la plupart des objets alimentaires; pour les produits manufacturés, la majoration était au maximum de 24 % sur le tarif conventionnel. Il n'excluait pas du reste la possibilité d'ententes commerciales avec les pays déjà liés à la France par de semblables conventions. Aussi le gouvernement signa-t-il des traités de commerce en 1882 avec la Belgique, l'Italie, la Suisse et l'Espagne.

Mais les idées protectionnistes gagnaient du terrain en Europe et en Amérique. Les Etats-Unis par des tarifs élevés écartaient une grande partie de nos produits, pendant que leurs industries métallurgiques et textiles menaçaient les nôtres sur notre propre marché. Les cultivateurs firent cause commune avec les manufacturiers et les commerçants pour réclamer une enquête. Elle eut lieu en 1889—1891 et aboutit par la loi du 11 janvier 1892 à l'établissement d'un nouveau tarif, d'un *modus moriendi* comme l'appelait ironiquement Say. Le gouvernement avait eu la main forcée. Il était partisan des traités de commerce et comprenait le danger que ferait courir à un grand nombre de nos industries une guerre de tarifs, mais la majorité des Chambres était absolument hostile au maintien des traités de commerce, dont la longue durée paraissait incompatible avec les changements incessants qui, de nos jours surtout, modifient la situation des industries et les intérêts réciproques des peuples. Comme moyen de conciliation, on adopta le système inédit du double tarif : l'un dit *maximum*, applicable dans les circonstances les plus générales, l'autre *minimum*, réservé aux marchandises provenant des pays où les nôtres trouvaient des avantages corrélatifs. Ce dernier tarif ne différait guère de celui de 1881, restant quelquefois au-dessous, tandis que le tarif maximum avait pour certains produits un caractère prohibitif, comme on peut en juger par le tableau suivant :

DROITS A L'IMPORTATION SUR UN CERTAIN NOMBRE DE PRODUITS

NATURE DES MARCHANDISES	TARIF CONVENTIONNEL DE 1860	TARIF DE 1881	TARIF DE 1892	
			MINIMUM	MAXIMUM
Fonte brute les 100 Kg	2fr.	2fr.	1fr.5	2fr.
Fers en barres les 100 Kg	6	4 5	5 5	6
Rails de fer	6	6	6	7
Tissus de coton écrus, qualité la moins imposée	50	62	62	80
Tissus de coton écrus, qualité la plus imposée	300	670	620	800
Ganterie de coton	15 p. % ad val.	1000	800	1000
Tissus de laine pure pour vêtements	15 p. % ad val.	1000	140	210
Machines à vapeur fixes de 250 K. et plus	6fr.	6	12	18
Machines à vapeur pour la navigation au-dessous de 250 K.	12	12	20	30

De ces primes bénéficièrent la culture du lin et du chanvre pour une somme dont le montant annuel était fixé à 2 millions $^1/_2$ et la sériciculture pour une somme proportionnée au nombre des cocons ou à celui des bassines. Etablies pour six ans, ces primes ont été prorogées en 1898 pour une durée égale.

L'industrie sucrière a été soumise au régime le plus singulier. Tandis qu'on frappait d'un impôt à la fois la matière première et le produit fabriqué, la betterave et le sucre, l'Etat accordait des primes à l'exportation. Le système de l'impôt, établi en 1884, avait pour but de favoriser les progrès industriels, le fisc ne percevant aucun droit, quand le rendement en sucre dépassait une

certaine proportion; mais, par suite de l'accroissement successif de l'impôt de 50 francs à 60, puis à 64, les 100 kilos, la taxe arriva à représenter 200 p. % de la valeur du produit. L'adoption du système des primes d'exportation permit à nos raffineurs de lutter sur le marché extérieur contre la concurrence de l'Allemagne. La production surexcitée par un régime de faveur, qui coûtait au Trésor au moins 15 millions de francs en moyenne, passa de 270 000 tonnes en 1884 à 1 100 000 en 1901; mais ces progrès ne profitèrent guère à la masse de la nation. Le sucre coûtait en France deux fois plus qu'en Angleterre et les charges imposées de ce chef au public atteignaient 200 millions de francs annuellement, aussi la consommation progressait-elle faiblement. De 340 millions de kilos en 1885, elle atteignait 423 millions seulement en 1901.

La conférence de Bruxelles, du mois de Mars 1902, a mis fin, par une entente entre les principaux pays producteurs de sucre, à cet état de choses. Elle a décidé la suppression des taxes directes et indirectes dont bénéficiaient la production ou l'exportation des sucres. Le droit sur les sucres ne peut dépasser 6 fr. pour les raffinés et 5 fr. 50 pour les autres sortes. On a cherché à égaliser les conditions de la concurrence entre les sucres de betterave et les sucres de canne et d'autre part à accroître la consommation, mais notre industrie sucrière va se trouver en présence de grandes difficultés.

Les Primes à la marine marchande ont été instituées par trois lois de 1881, 1893, 1902. Elles ont pour but d'encourager à la fois la construction et la navigation. Mais tandis que la loi de 1881 accordait une prime de navigation, même pour les navires de construction étrangère, la loi de 1893 retirait à ces derniers tout avantage. Cette mesure pouvait s'expliquer, mais ce qui ne s'explique pas, c'est que l'allocation accordée aux voiliers était de 1 fr. 70 par tonne et par mille parcouru, tandis qu'elle n'était que de 1 fr. 10 pour les vapeurs. Les résultats de ce singulier système de primes ont été de grever lourdement le budget, au profit surtout de la marine à voile. Le montant des primes s'est accru d'année en année. En 1893, il était de 8 millions et demi environ et s'élevait à 27 millions en 1901, pour tomber il est vrai à 21 millions en 1902. En regard des sacrifices imposés au pays, il est pénible de constater que l'accroissement de notre flotte n'a été sensible que pour les voiliers. Le tonnage de notre marine marchande à vapeur était en 1894 de 812 103 tonnes; il atteint, en 1902, 1 096 120. L'effectif de la marine à voile dans le même intervalle est passé de 256 266 tonnes à 467 026. La loi de 1902, pour modifier cet état des choses, alloue à la construction un crédit pour un tonnage de 600 000 tonnes ainsi réparties : 100 000 pour les voiliers, 300 000 pour les vapeurs de construction française et 200 000 pour ceux de construction étrangère. La prime à la navigation est calculée de manière à favoriser la marine à vapeur. En somme, on peut estimer qu'entre 1881 et 1903, les primes à la navigation ont coûté au pays 600 milions de francs, sans résultats bien sérieux pour l'industrie des transports maritimes ainsi privilégiée.

La protection actuellement accordée à notre agriculture pour la culture du blé remonte à la loi de 1883, qui porta les droits par 100 kilos de 0 fr. 60 à 3 fr. Le droit fut porté à 5 fr. en 1885. Mais une autre loi de 1887 autorisa le gouvernement à en suspendre l'application en cas de mauvaise récolte. Les agriculteurs, craignant en 1894 que le droit fût insuffisant pour prévenir l'importation en masse des blés de l'Argentine, importation que favorisait la dépréciation de la monnaie de papier, firent porter le droit à 7 fr., mais en laissant au gouvernement la faculté de diminuer ou de suspendre le droit, c'est à dire d'ouvrir ou de fermer, selon les circonstances, notre marché aux blés

étrangers. Actuellement, la France paie, en année ordinaire, la farine et le pain environ 2 fr. de plus par cent kilos qu'elle ne ferait avec une taxe simplement fiscale. Mais avec les progrès continuels dans le rendement des terres, on peut prévoir le jour prochain où la France exportera du blé et où la barrière protectrice tombera d'elle-même.

Si l'on n'est pas revenu aux anciens errements du système colonial, on a, en 1890, institué pour certaines de nos possessions, notamment pour la Tunisie, un régime de faveur. Une partie des produits coloniaux, fixée chaque année par décret, bénéficie de l'exemption des taxes en France, à condition d'être transportée sous pavillon national. Ainsi la Tunisie a pu importer du 1er juillet 1901 au 31 juin 1902, 750 000 quintaux métriques de blé et 400 000 quintaux d'orge, plus 20 millions de Kilos d'huile, sans payer aucun droit de douane.

Il est bien difficile d'apprécier ave exactitude les résultats de la politique protectionniste. Nos importations, qui étaient en 1891 de 3 milliards 579 millions, n'étaient plus en 1894 que de 3 078 millions. Nos exportations avaient faibli davantage, tombant de 4 768 millions à 3 850. Mais cette diminution pourrait être attribuée aux difficultés que la concurrence étrangère, sans cesse plus âpre, crée à nos productions françaises. Plus instructives sont les statistiques relatives à la lutte économique avec la Suisse et avec l'Italie.

La guerre de tarifs avec la Suisse dura un peu plus de deux ans de 1892 à 1895; mais dans ce court espace, nos exportations tombèrent de 235 millions de francs à 130. Il est vrai que les protectionnistes, s'ils avaient encore foi dans la théorie de la *balance*, pouvaient se féliciter de voir les importations d'origine suisse tomber de 103 à 66 millions.

La lutte fut plus longue avec l'Italie. Commencée dès 1888, elle ne prit fin qu'en 1899. Nos exportations, dans cet intervalle, tombèrent de 326 millions à 161. Les ventes de l'Italie en France passaient, de leur côté, de 308 à 115 millions. Cette diminution s'explique en partie sans doute par le développement de nos possessions méditerranéennes et par la reconstitution de notre vignoble. Nous trouvons en Algérie, en Tunisie et dans le midi de la France une partie des produits que nous tirions naguère d'Italie. Mais la plus grande part du ralentissement de notre commerce avec l'Italie, comme avec la Suisse, provient du déplacement des courants commerciaux. Après 1892, une bonne part du trafic de la Suisse vers les ports de l'Océan ou de la Méditerranée nous a échappé pour passer à d'autres pays. Il faudra beaucoup de temps pour rétablir les anciens courants, même avec le régime conventionnel actuel. En 1902, le chiffre de nos exportation vers la Suisse était encore inférieur de 17 millions à celui de 1892. L'écart est plus grand encore en ce qui concerne le commerce franco-italien, puisque nos exportations ne s'élevaient encore (1902) qu'à 175 millions contre 326 en 1887, et nos importations, pour les mêmes années à 153 millions, contre 308 millions.

Ces expériences suffiront-elles à éclairer les esprits? L'opinon paraît aujourd'hui moins favorable à une politique de protection à outrance. Elle réclame plutôt des conventions commerciales de courte durée, comme celles qui ont été conclues récemment avec la Suisse, le Japon et la Russie. Ces conventions malheureusement n'assurent pas, d'une manière suffisante, la stabilité dont le commerce a si grand besoin.

Une politique avisée s'imose d'autant plus impérieusement que dans le mouvement général du commerce, notre pays s'est laissé distancer par un certain nombre de ses rivaux. Nous avions, il y a un demi siècle, une situation privilégiée dans les marchés du Levant. Les Anglais ont pris notre place, et les

Allemands menacent aujourd'hui de nous enlever le second rang. Notre pavillon est un des plus médiocrement représentés dans les mers d'Extrême Orient, où la France a des intérêts de premier ordre.

Il convient cependant de ne pas s'effrayer outre mesure.

Il y a dans la nature des choses des raisons qui expliquent notre stagnation relative et les progrès de nos rivaux, progrès qui ne sauraient d'ailleurs être indéfinis :

Le faible effectif de notre marine marchande tient en partie aux conditions même de notre sol et de notre industrie, qui livrent principalement à l'exportation des objets d'une grande valeur sous un faible volume. Grâce au fret abondant, dont disposent certains pays comme l'Angleterre et l'Allemagne exportant des objets de gros volume, leurs vaisseaux peuvent venir à tout moment compléter leur chargement dans nos ports et quantité de marchandises françaises figurent dans les statistiques du pays de destination à l'actif de nos intermédiaires. D'autre part, l'exportation, qui s'effectue à l'insu des douanes, relèverait notablement, si elle était connue, le chiffre de nos ventes. Il faut enfin tenir compte des capitaux engagés à l'étranger et qu'une récente enquête évalue à près de 30 milliards de francs. Ces capitaux rapportent annuellement plus d'un milliard et demi. Comme la France n'est débitrice de l'étranger que d'une somme beaucoup moindre, il y a de ce chef, pour elle, une bénéfice, qui fait plus que balancer l'excédent réel de ses importations en marchandises. Les phénomènes de cette sorte sont aujourd'hui bien connus, et nul ne s'étonne plus de constater que dans la plupart des pays riches l'exportation soit inférieure à l'importation.

D'autre part, une vieille nation comme la France et dont la population augmente très-peu ne peut pas faire des progrès comme les Etats-Unis, l'Allemagne, pays jeunes, très-peuplés, dont le développement économique ne correspondait pas, il y a cinquante ans, aux ressources de leur sol et de leur soul-sol exploités maintenant par un plus grand nombre de bras, d'intelligences et de capitaux.

Ces réserves faites, il n'est pas moins vrai que les progrès de l'Allemagne ont été beaucoup plus sensibles dans la dernière partie du XIX^{e} siècle que ceux des autres contrées européennes, et particulièrement de la France. Parmi les causes de cet essor figurent au premier rang : dans le domaine industriel, l'esprit scientifique uni à l'esprit d'ordre et d'économie; dans le domaine commercial proprement dit, une adaptation exacte des procédés et des organes du trafic aux besoins des divers marchés. La liberté des transports maritimes, le développement simultané des voies navigables et des voies ferrées, l'établissement de ports francs, la solidarité étroite des négociants pour la défense de leurs intérêts communs, par dessus tout, la formation d'un personnel de voyageurs intelligents et hardis, telles sont les manifestations les plus caractéristiques du génie commercial allemand qui triomphe principalement pour les objets de qualité moyenne ou inférieure.

Si nous savons nous inspirer de ces exemples, sans rien perdre des qualités qui ont fait dans le passé le succès de notre industrie et qui assurent encore à la plupart de ses produits une réelle superiorité, nous n'avons rien à craindre pour l'avenir de notre commerce. De toutes parts apparaissent des signes de vitalité et de relèvement. Pour compenser le pauvreté de notre sous-sol en combustibles minéraux, on se prépare à tirer tout le parti possible des chutes d'eau naturelles, de la *houille blanche*, qui, rien que, dans les Alpes françaises peut fournir une force de cinq millions de chevaux. Plus active et mieux ordonnée, la coopération de l'Etat et des Chambres de commerce a donné d'excellents résultats, surtout pour l'amélioration des ports et de la navigation fluviale.

Notre diplomatie, par son esprit de suite et sa fermeté prudente, a, depuis trente ans, décuplé notre domaine colonial et ouvert à notre exportation un marché déjà important et qui remplacera ceux que nous avons perdus ou qui pourraient nous échapper.

ORGANES DU COMMERCE CONTEMPORAIN

Le développement du commerce depuis la fin du dix-huitième siècle a eu pour conséquence la création d'organes nouveaux, plus variés et plus puissants que les anciens. Parmi ces organes, les uns consistent dans les Lois qui règlent les faits commerciaux et les entourent de garanties spéciales; d'autres ont pour objet le Crédit et la Monnaie; une troisième catégorie comprend les Institutions destinées à faciliter les rapports entre consommateurs et producteurs; dans un dernier groupe figurent les divers Offices auprès desquels les commerçants trouvent des renseignements utiles, parfois même un appui précieux.

Quelques unes de ces innovations avaient été essayées on entrevues au siècle passé, d'autres étaient déjà en usage chez nos concurrents plus avancés dans le progrès. L'énumération seule de ces nouveaux organes suffit à faire comprendre l'importance des changements accomplis : promulgation du Code de Commerce, unification des Poids et des Mesures, Brevets d'invention, garantie des Marques de fabrique, création de Banques d'émission et de Banques d'escompte puissantes, de Magasins Généraux, de Bourses des valeurs et des marchandises, usage du Chèque répandu, conclusion de l'Union monétaire avec les pays voisins, stabilité du Change assurée dans la plupart des états, augmentation en nombre et en rapidité des Communications et transports sur terre et sur mer, des Correspondances postales, télégraphiques et téléphoniques.

En même temps l'évolution dans l'industrie, qui s'annonçait à la fin du XVIII[e] siècle, prenait un réel essor par suite de la vulgarisation des moteurs à vapeur ; malheuresement elle réduisit beaucoup le travail au foyer domestique par l'obligation de réunir les ouvriers dans un même lieu et modifia profondément les rapports entre employeurs et employés.

1° Le premier monument de la législation commerciale du XIX[e] siècle est le *Code* publié en 1807 et appliqué à partir du premier janvier 1808. Il ne faisait guère que coordonner les principales dispositions des Ordonnances de Colbert. Comme complément au code, le législateur précisa les attributions des Agréés, mais leur fonction n'eut d'existence légale que par un arrêté de 1813, qui leur conféra dans les procès commerciaux un rôle facultatif sans aucun caractère public.

Œuvre hâtive, la législation commerciale de 1808 devint bien vite insuffisante. Il fallut la remanier et la compléter, sur un grand nombre de points, notamment en matière de brevets d'invention et de sociétés.

C'est la loi du 5 juillet 1844 qui garantit les droits de l'inventeur et règle les conditions de publicité de l'invention. Depuis 1844, le *Bulletin officiel de la propriété industrielle* publie, chaque semaine, le titre exact des brevets délivrés ; mais au lieu de donner le texte intégral de ces brevets, comme cela se fait en Angleterre, en Allemagne et aux Etats-Unis, on se borne le plus souvent en France à en citer des extraits ou à faire un abrégé de la description de l'invention. Il faut reconnaître que l'accroissement progressif du nombre des

inventions brevetées rend difficile une publication régulière et complète. On n'en comptait que 16 en 1800 et 1687 en 1870 ; en 1895 leur nombre s'est élevé à 8848.

Les lois de 1860 et de 1867 ont favorisé la constitution des *Sociétés anonymes*, sans lesquelles la plupat des grandes entreprises auraient été irréalisables. Les sociétés en nom collectif et en commandite simple, dont la forme convient mieux aux affaires ordinaires sont de beaucoup les plus nombreuses ; mais elles ont, comme le prouve le tableau ci-dessous, beaucoup moins d'importance quant au montant des apports sociaux.

NOMBRE DES ACTES DE SOCIÉTÉS DÉPOSÉS au Greffe du Tribunal de la Seine (1898)

NATURE DES SOCIÉTÉS	NOMBRE	APPORT SOCIAL
En nom collectif	1230	358 775 426 fr.
Commandite simple	637	
id. par actions	18	446 716 225 fr.
Anonymes	341	
A capital variable	22	
Total	2248	803 491 651 fr.

2° Une des lois les plus utiles en matière commerciale fut celle du 1er vendémiaire au IV, qui rendit obligatoire en France l'usage du Système décimal, édictant des peines contre ceux qui se serviraient des anciennes mesures. La réforme, qui devait si heureusement simplifier les transactions et la comptabilité, fut d'abord froidement accueillie. « On n'est arrivé, dit le *Dictionnaire du Commerce* de Buisson, publié en 1805, qu'à établir une nouvelle espèce de mesures ajoutées à celles qui existaient déjà. » Un Décret de l'an XII restreignit la portée de la loi aux travaux publics et au commerce en gros, indiquant celles des anciennes mesures, dont le petit commerce pourrait continuer à faire usage; mais en fait l'administration toléra, dans un grand nombre de régions, l'emploi des mesures et des poids locaux. Il fallut une nouvelle loi pour imposer l'usage du système métrique décimal dans toutes les transactions commerciales à partir du 1er janvier 1840.

Cependant les anciens usages de poids et de mesures se rencontrent encore souvent sous des formes diverses et il n'est pas permis de les ignorer. De même que l'on continue à dire *auner*, pour mesurer le drap on le galon avec un mètre, les dimensions des miroirs, et de nombreux articles courants se comptent en *pouces*, celles des boutons d'habits en *lignes;* les centigrammes n'ont pu faire abandonner les *carats* dans le joaillerie ; le commerce des liquides continue à respecter les anciennes mesures locales de *feuillettes*, *barriques* et *muids*, variables suivant la provenance, comme au bon vieux temps. L'adoption du système décimal par tous les peuples aurait les plus heureux effets sur le commerce international; mais des jalousies profondes et la force de l'esprit particulariste s'y sont opposées. Dans une vingtaine d'états seulement, comptant 250 millions d'habitants, l'emploi des mesures métriques est obligatoire, il reste facultatif en Angleterre, au Canada et aux Etats-Unis. L'uniformité des monnaies n'est pas moins désirable : elle à été établie entre la Belgique, l'Italie, la Suisse et la France par la convention de 1865. La Grèce, l'Autriche et la Suède ont, de leur côté, adapté leur système monétaire

au nôtre. En revanche, l'Angleterre et l'Allemagne montrent sur ce point une résistance irréductible, dont les inconvénients sont fort heureusement atténués par ce fait que les principales pièces de monnaie de ces pays sont dans un rapport assez simple avec les nôtres.

L'insuccès retentissant de la Banque de Law et des efforts du Régent pour doter la France d'un puissant établissement avait retardé pour le commerce le moment de jouir des services que rendaient à l'étranger des institutions semblables. Le précurseur Turgot s'employa à la fondation d'une *Caisse d'Escompte* (1776), dans le but d'escompter à 4 % les lettres de change et de réduire à ce taux les agios élevés que réclamaient les banques privées. La Caisse d'Escompte vécut sans éclat jusqu'au décret de la Convention qui supprimait les compagnies financières; mais, quelques années après, ces rouages nécessaires reparurent sous les noms de *Caisse des Comptes Courants*, *Caisse d'Escompte du Commerce*, *Comptoir commercial* et *Factorerie*. Puis des financiers, à la tête desquels les banquiers Perregaux et Benjamin Delessert, songèrent à former un établissement plus vaste, au capital de 30 millions, divisé en actions de mille francs. Ce sont les débuts, en 1800, de la *Banque de France*, qui naissait de la fusion de la Caisse d'escompte et du Comptoir commercial. Trois ans après, elle obtenait le « privilège exclusif d'émettre des billets de banque. »

Les premières succursales s'ouvrirent en 1808 à Lyon, Rouen, puis Lille, et l'on vit enfin paraître le taux d'escompte à 4 %. En échange de son privilège et de la protection de l'Etat, de lourdes charges avaient été imposées à la Banque. Plusieurs fois remaniée ou reconstituée par Napoléon, elle manqua sombrer lors de l'invasion étrangère (1814) et ne fut sauvée que par l'habileté et le dévouement du banquier Lafitte, l'un de ses régents. Au point de vue de l'émission des Billets, le pouvoir de la Banque de France se restreignait, à l'origine, à Paris et aux villes possédant des succursales.

Des banques d'émission indépendantes pouvaient se constituer dans les autres villes. De 1817 à 1838, il s'en créa neuf à Rouen, Nantes, Bordeaux, Lyon, Marseille, Lille, le Hâvre, Toulouse et Orléans. Comme ces établissements ne pouvaient faire aucun recouvrement d'une place sur une autre, ils avaient beaucoup de peine à subsister. Survint la crise de 1848 avec le cours forcé, qui montra les dangers de la pluralité des banques d'émission; le gouvernement supprima les banques départementales.

On peut juger de l'extension prise par la Banque de France d'après quelques chiffres empruntés aux bilans de 1848 et de 1904. Le 11 mai 1848, l'actif était de 487 416 206 fr., dont 92 031 450 fr. en espèces et 241 712 002 fr. pour le portefeuille. Il s'élève (7 janvier 1904) à 5 383 325 381 fr. ce qui donne un accroissement de 1005 %. L'encaisse métallique figure dans ce total pour 3 446 148 915 fr. et le portefeuille pour 880 700 138 fr.

La Banque de France ne reçoit que les effets pourvus de trois signatures, ou dont le montant est gagé par un dépôt. La rigueur de cette condition a rendu nécessaire l'établissement de banques particulières, qui escomptent les effets à deux signatures et fournissent ainsi la troisième aux clients de la Banque de France. Dans les époques de crise, le crédit de ces établissements était très onéreux et leur concours ne faisait souvent qu'aggraver la situation des commerçants. C'est en vue de remédier à cet inconvénient et d'organiser un système de crédit démocratique, que le gouvernement encouragea en 1848 la création du *Comptoir d'Escompte*.

Le principe du Comptoir était l'escompte à deux signatures et à un taux modéré. Réduit d'abord à fonctionner avec 3 millions et demi de francs dont

2 millions provenaient de la subvention de l'Etat, il parvint très vite à une situation prospère, grâce à la confiance du public.

De 1848 date également la création des *Magasins Généraux*, dans le but de favoriser le prêt sur marchandises. Paris, Dunkerque, le Hâvre, Nantes, Rouen et quelques autres villes profitèrent dès le début de cette institution; mais elle ne se développa qu'à partir de 1858, lorsqu'une loi eut fait cesser les principaux inconvénients du système primitif des warrants. Cet organe moderne de crédit n'a pas que des avantages : il favorise la spéculation et incite quelques négociants aventureux à tenter l'accaparement d'un produit (krach de la Société des Métaux entraînant la chute du Comptoir d'Escompte; procès Secrétan). Il conduit à des dépôts excessifs de marchandises, dont l'écoulement devient difficile. Le cas s'est présenté pour le sucre : au mois de mai 1903, les Magasins Généraux de Paris renfermaient l'énorme quantité de 3 757 939 sacs de sucre (de 50 kg) et au 31 décembre ce stock parisien dépassait 4 millions, tandis que tous les stocks des magasins de province atteignaient seulement un total de 1 800 000 sacs.

La zone d'action des premiers établissements de crédit ne dépassait guère la banlieue des grandes villes. Les grandes banques, fondées dans la seconde moitié du XIX^{e} siècle, ont démocratisé de plus en plus le crédit, en le faisant pénétrer dans toutes les régions, de sorte que toutes les petites villes sont aujourd'hui desservies et sont devenues *bancables*.

Avec l'extension de nos possessions extérieures, il a fallu créer des établissements coloniaux de crédit analogues à la Banque de France, c'est-à-dire chargés à la fois d'émettre des billets au porteur et d'escompter les effets de commerce. Le plus important est la Banque d'Algérie, dont le capital primitif de 3 millions a été porté à 20 millions. Elle a obtenu en 1897 le renouvellement de son privilège, en même temps et pour la même durée que la Banque de France. Les cinq autres banques coloniales sont : celles de la Guyane, au capital de 600 000 fr., de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, au capital de 4 millions de francs chacune; enfin la banque de l'Indo-Chine avec 12 000 000 fr. Comme la Banque de France, les banques coloniales émettent des billets de 500 fr. et de 100 fr., mais elles mettent également en circulation des coupures de 25 fr. et même de 5 fr.

Le développement de la fortune mobilière et des transactions commerciales a eu pour résultat la création des Bourses de Commerce, où les prix s'établissent naturellement par le rapport entre l'offre et la demande. L'abus des spéculations vers la fin du XVIII^{e} siècle rendit très impopulaire la Bourse instituée par un Arrêt du Conseil d'Etat du 27 septembre 1724. Supprimée en 1793, elle ne rouvrit ses portes qu'en 1796. A l'origine, la Bourse était affectée à peu près exclusivement à la vente des marchandises; elle ne cotait encore en 1814 que les deux 5 $^{0}/_{0}$, les actions de la Banque, les obligations du Trésor et les actions des Ports. Bien qu'une Ordonnance de 1823 eût autorisé la négociation des titres étrangers, la nomenclature des valeurs cotées ne dépassait pas le nombre de quarante en 1830. Il s'élève au commencement de 1904 à plus de 750, dont 12 fonds d'Etat ou coloniaux français garantis et 131 titres de compagnies françaises et étrangères de chemin de fer. Huit villes en France possèdent actuellement des Bourses : Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Lille, Toulouse, Nantes et Nice.

Par suite de l'importance prise à Paris par la négociation des titres, il a fallu créer un établissement spécial pour les marchandises, sur l'emplacement de l'ancienne halle au blé. La plupart des transactions s'y font sur échantillons

ou d'après des types convenus. Cette Bourse comprend, entre autres services, la commission des blés et des farines, et l'arbitrage des sucres.

Une des tendances les plus caractéristiques du commerce contemporain, c'est la recherche du bon marché dans les prix de vente par la diminution des frais généraux. Elle a conduit à l'établissement de grandes usines et de grands magasins qui, de ce seul chef, ont un avantage sur le prix de revient par rapport aux commerçants de détail. Toutefois cette concentration n'a fait disparaître ni l'atelier familial ni les petits débits. D'après la statistique de 1896, trente-cinq établissements industriels seulement occupaient en France de 2001 à 5000 ouvriers, et 13 plus de 5000. Le nombre des ateliers ayant un seul ouvrier était de 290 882, c'est-à-dire la moitié du total. Si les grandes maisons sont peu nombreuses, leur chiffre d'affaires est considérable. L'une des plus anciennes, parmi elles a vu le montant de ses ventes passer de 8 millions de francs en 1867 à 37 millions en 1893. Pour se défendre contre les grands magasins, le petit commerce a obtenu du Parlement la revision de l'impôt des patentes, notamment par les lois du 15 juillet 1880 et du 28 avril 1893, de manière à asseoir cet impôt en même temps sur le nombre des *employés* et sur celui des *spécialités* débitées dans chaque établissement.

Le commerce de détail n'a pas à redouter seulement la concurrence des grands magasins. De plus en plus, les *Sociétés coopératives*, qui échappent aux charges de la patente, s'efforcent de lui disputer sa clientèle. On en comptait en France 1880 au 31 juillet 1903.

La concurrence a longtemps été regardée comme la règle essentielle du commerce; mais les maux qu'elle cause ont été si grands dans certaines industries, que les producteurs se sont entendus en vue de prévenir la surproduction ou l'avilissement des prix. Telle est l'origine des *Syndicats patronaux*, qui jusqu'ici n'ont guère réussi que dans la métallurgie et pour les produits bruts, c'est-à-dire les objets qui ne présentent pas entre eux de grandes différences de qualité. La plus considérable de ces *Associations* est le Comptoir de Longwy qui groupe depuis 1876 la plupart des maîtres de forge de la Lorraine et qui est devenu le régulateur du marché français des fontes.

Les *Expositions* ont tenu dans l'histoire du commerce du XIX^e^ siècle une large place. En même temps qu'elles signalent les progrès d'un pays dans une ou plusieurs industries, elles sont un des plus puissants moyens de réclame auprès des acheteurs. La première exposition française eut lieu en l'an IX et réunit 220 exposants. On en comptait 4532 dans celle de 1849, à laquelle l'Algérie participa pour la première fois. L'ère des grandes expositions universelles françaises s'ouvrit par celle de 1855, après que Londres eut donné l'exemple en 1851 dans le fameux *Palais de Cristal*. Cette exposition, qui révéla la puissance de la grande industrie métallurgique représentée par les maisons Krupp, Schneider et Cokeril, fut suivie d'exhibitions semblables en 1867, 1878, 1889 et 1900. L'opinion publique paraît aujourd'hui défavorable à ces grands concours, qui sont généralement suivis d'une période de stagnation ou de dépression commerciales.

Le XIX^e^ siècle a tiré les plus grands avantages du développement ou de la transformation des voies et des moyens de communication. Dès 1790, on avait signalé la nécessité d'adopter pour la construction des canaux un type uniforme; mais les difficultés budgétaires, le peu d'empressement des capitaux et l'exemple de l'Angleterre en décidèrent autrement. A partir de 1821, les voies navigables artificielles furent divisées suivant les probabilités du trafic en deux catégories, l'une pour la grande, l'autre pour la petite navigation, différant par la profondeur

et la dimension des écluses. C'est d'après ce plan que fut continuée très activement la construction, de 1830 à 1848. On dépensa 275 millions de francs pour ouvrir 2000 kilomètres de canaux nouveaux et 93 millions pour l'amélioration des fleuves et des rivières. Aussi en 1850, la navigation intérieure conservait-elle une grande avance sur le transport par voies ferrées, celui-ci représenté par 353 000 000 de tonnes kilomètriques, celle-là par 1 722 000 000.

A partir de 1852, la situation change. La faveur du public et celle du gouvernement se portent vers les voies ferrées. Les populations du Midi, bien que le canal latéral à la Garonne eût fait leur fortune, proposaient de le dessécher et d'en utiliser les travaux pour le chemin de fer projeté de Bordeaux à la Méditerranée. Partout où la batellerie était en concurrence avec le nouveau mode de transport, elle eut beaucoup à souffrir. Le tonnage effectif des transports sur la Loire et sur ses affluents tomba en peu de temps de 12 à 7 millions. Le canal du Midi perdit une grande partie de son trafic. Une réaction toutefois s'est produite, s'affirmant en 1879 par le plan Freycinet. Il s'agissait de ramener au même type nos 31 principaux canaux, d'en ouvrir 21 nouveaux et d'améliorer 42 fleuves ou rivières. Ce projet, par suite de déficits budgétaires, dut être notablement réduit. Les dépenses extraordinaires pour la navigation intérieure tombèrent de 147 millions en 1859 à 17 millions en 1897. Aussi, malgré les progrès réalisés, surtout dans la région du Nord, notre système de canaux reste-t-il très imparfait et peut difficilement lutter contre la concurrence des voies ferrées. A la fin de 1898, le tonnage kilométrique sur ces dernières atteignait 14 milliards et demi, tandis qu'il n'était pour les canaux que de 4 milliards et demi.

Les premiers chemins de fer français furent ceux de Saint-Etienne à Andrézieux (1828), de Saint-Etienne à Lyon (1833) et d'Andrézieux à Roanne (1834). Bien que le succès du chemin de fer de Paris à Saint-Germain, ouvert en 1837, eût montré tout le parti qu'on pouvait tirer de cette invention pour le transport des voyageurs aussi bien que pour celui des marchandises, le public et le gouvernement restaient défiants. Cette défiance explique, plus encore que les imperfections de notre outillage industriel, les lenteurs apportées à l'origine dans la construction des voies ferrées. En 1850, la France n'en avait encore que 2962 kilomètres en exploitation, tandis que l'Angleterre en comptait 10 660 et l'Allemagne 7241.

En présence du succès de quelques-unes des lignes exploitées, le gouvernement s'était décidé néanmoins à adopter un plan d'ensemble. Tel fut l'objet de la loi du 11 juin 1842. Elle décidait l'établissement de sept grandes lignes partant de Paris et se dirigeant vers les extrémités du pays. En faisant de Paris le centre de ce vaste système, on méconnut les intérêts de certaines régions et ce défaut dans le plan initial se fait encore sentir malgré des améliorations de détail. Il n'existe pas de communication directe entre Dunkerque et la frontière de l'Est; Bordeaux, La Rochelle et Nantes sont mal reliés au centre et à l'est, d'où ils pourraient tirer une partie du fret nécessaire à leur prospérité.

A partir de 1852, les travaux de construction sont poussés avec une grande activité et la France voit bientôt diminuer son infériorité par rapport aux nations rivales. Au 1er janvier 1903, notre réseau, avec 44 654 kilomètres, tenait en Europe le troisième rang, après l'Allemagne (53 700 kilomètres) et la Russie (52 339) pour la longueur; mais, pour le développement proportionnel à la surface du territoire, nous ne venions en 1901 qu'au sixième rang, avec 818 K. pour 10 000 Kmq. après la Belgique (2 196), l'Angleterre (1 132), l'Allemagne (1 044), la Suisse (932), la Hollande (856).

La vapeur a renouvelé également la navigation dans le cours du XIX^e^ siècle. Dès 1816, l'Angleterre faisait avec succès l'essai d'un service interocéanique. Plus modestement, la France utilisa ses premiers bateaux à vapeur pour la navigation sur la Loire. Le gouvernement de Louis Philippe se décida à créer de grands paquebots destinés surtout au commerce du Levant; mais ce service mal exploité par l'Etat, coûtait très cher. Le système des grandes compagnies prévalut pour la navigation comme pour les chemins de fer. Les principales compagnies maritimes françaises sont aujourd'hui les *Messageries maritimes* qui datent de 1852, la *Compagnie générale transatlantique* (1861) et les *Chargeurs Réunis* (1872).

Bien que la vapeur réalise dans la marine une puissance de transport quatre fois supérieure à celle de la voile, l'ancien système de navigation s'est vigoureusement défendu, et plus vigoureusement en France qu'à l'étranger.

Outre que le *système des primes* a favorisé surtout la construction des bateaux à voile, le développement de notre flotte à vapeur est entravé par diverses causes, notamment la cherté des charbons, le haut prix des matières premières, l'absence d'un fret abondant et régulier, et la concurrence des compagnies étrangères. Aussi la situation financière de nos grandes compagnies maritimes n'est-elle guère brillante, malgré les subventions de l'Etat pour les services postaux dont elles sont chargées.

Il est difficile d'apprécier exactement l'importance pour le commerce de ces transformations apportées par la science dans les voies et les moyens de communication. La durée des voyages a été extrêmement réduite. Le trajet de Paris à Bordeaux, qui, en 1832, s'effectuait en 46 heures, ne demande plus aujourd'hui que 7 heures.

La traversée de l'Atlantique par les premiers bateaux anglais, qui firent le service, demandait 23 jours par voiliers, 15 par vapeurs et cette traversée ne prend plus guère aujourd'hui que 5 jours et quelques heures.

Le développement des voies et moyens de locomotion et de transport a amené la concentration de l'industrie ou du trafic dans certaines localités plus copieusement desservies. Les capitales ont surtout profité et l'accroissement anormal de leur population est l'indice certain de la force centripète des nouveaux modes de transport. Paris absorbe plus particulièrement une part importante de la vie nationale et du commerce des petites villes, dont la nécessité comme étapes intermédiaires disparaît d'année en année.

La puissance des transports a eu aussi pour effet, en mettant plus rapidement les produits à la portée des consommateurs, de niveler les prix entre les différents marchés. Les statistiques douanières sur le prix des blés donnent au début du XIX^e^ siècle, comme variations extrêmes, 30 fr. 75 l'hectolitre dans les Alpes Maritimes, et 12 fr. 30 dans le département des Forêts (Luxembourg), soit une différence de 60 %. En 1859, l'écart n'est plus que de 4 fr. 61, soit environ 20 %; il se réduit aujourd'hui à 1 fr. ou 1 fr. 50, c'est-à-dire à peine 5 %.

Le même nivellement s'est également produit d'un pays à l'autre. En 1835, le prix moyen du blé sur les grands marchés internationaux de France, d'Amérique et de Turquie présentait un écart maximum de 9 fr. 08, écart qui, de nos jours, malgré la protection douanière, varie entre 1 fr. 50 et 2 fr. 50.

Par suite des intérêts complexes et souvent contradictoires qu'il met en jeu, le commerce exige, même pour les opérations les plus simples, des informations précises et nombreuses. Les deux principaux organes qui, en dehors de l'initiative

privée, sont chargés de renseigner les pouvoirs publics et les particuliers, sont les *Chambres de Commerce* et les *Consulats*.

Les Chambres de commerce sont d'origine fort ancienne. Celle de Marseille est mentionnée dès le XIV^e^ siècle; mais, plusieurs fois supprimée, parce qu'elle empiétait sur l'autorité municipale, elle ne fut organisée définitivement qu'en 1660. A Paris, le *Conseil de Commerce* tenait lieu de cet organe de représentation des intérêts commerciaux. Les autres Chambres de commerce datent des débuts du XVIII^e^ siècle. Dans l'ordre de création, ce sont celles de Dunkerque, Lyon, Rouen, Toulouse, Montpellier, Bordeaux, La Rochelle, Lille, Bayonne, Nantes, Saint-Malo. Supprimées en 1791, les Chambres de commerce furent rétablies au nombre de vingt-deux par un arrêté du 24 décembre 1802, avec l'attribution de présenter au gouvernement des vues sur les moyens d'accroître la prospérité du commerce et de surveiller l'exécution des travaux qui intéressent cette prospérité. Ni l'Ordonnance du 16 juin 1832, ni le Décret du 3 septembre 1851, qui leur conférait la qualité de personnes morales, ne modifièrent beaucoup leurs attributions, qui étaient essentiellement consultatives. Leur autonomie s'est accrue, en même temps que leur participation à la vie commerciale du pays, par les Lois du 31 août 1870 et du 19 avril 1898. Les services qu'elles peuvent rendre dépendent de la considération que leur accordent les pouvoirs publics. Il existe aujourd'hui une Chambre de commerce par département. Elle a le titre d'établissement public; son avis est obligatoire dans un certain nombre de questions, telles que la création de magasins généraux. Sur les ressources de son budget, elle peut créer et administrer des établissements utiles au commerce, laboratoires, écoles; elle peut aussi, avec l'autorisation du gouvernement, contracter des emprunts pour les travaux des ports et des voies navigables et, en conséquence, établir des taxes pour le service et l'amortissement de ces emprunts. Le mode d'élection des chambres de commerce a été si souvent modifié qu'il ne saurait trouver place dans ce résumé historique.

C'est à ces assemblées de négociants qu'ont été confiés les soins de fonder et d'administrer les établissements dits *Conditions des matières textiles*, dont le but est de fixer dans des laboratoires spéciaux les *conditions* hygrométriques des balles présentées au *conditionnement*, de les ramener à un type déterminé, et d'en fixer le poids net réel pour le vendeur ou l'acheteur, de façon à supprimer des cas litigieux qui se présentaient quotidiennement. Bornées pendant longtemps à la soie grège, les opérations de ces laboratoires se sont étendues aux laines, puis à d'autre matières. Aujourd'hui presque toutes les balles de soie passent à la condition, qui détermine aussi les numéros de filature. Le premier établissement de ce genre fut créé à Lyon en 1800, et il est resté de beaucoup le plus important; d'autres ont été fondés en plusieurs lieux de fabrication, à Paris, à Saint-Etienne, etc.

Des Chambres de commerce sont installées dans un certain nombre de villes étrangères et fournissent des renseignements utiles à l'exportation de nos produits. Les rapports des *Consuls* sont les principaux moyens d'information pour le commerce extérieur. Après avoir relevé du Ministère de la Marine, ces agents dépendent aujourd'hui des Affaires Etrangères; ils ont vu grandir, dans la concurrence universelle, l'importance de leurs fonctions commerciales. Leurs rapports, publiés régulièrement en annexes du *Moniteur officiel du Commerce*, sont le guide indispensable de nos commerçants, qui trouveront également des renseignements sûrs et empressés à *l'Office national du commerce extérieur*. Cet office (rue Feydeau 3), créé par la loi du 7 mars 1898 à la suite d'une entente entre le Ministère et la Chambre du commerce qui lui fournissent la plus grande

partie des subventions nécessaires à son existence, comprend actuellement quatre services : le premier pour les renseignements sur la notoriété et l'honorabilité commerciale des maisons installées à l'étranger et pour les publications diverses; le second chargé des enquêtes industrielles et commerciales d'intérêt général, le troisième pour les douanes et le quatrième pour les transports. L'importance prise par cet organe, appelé à une extension encore plus grande, est telle, qu'il a fourni du 1er novembre 1902 au 31 octobre 1903 16 000 renseignements verbaux et plus de 50 000 par correspondance.

L'Office colonial, installé au Palais-Royal, comprend divers services de renseignements, malheureusement peu utilisés et un Musée que l'on ne visite guère. Pour la sûreté et la variété des informations, cet organe va de pair avec l'Office national du Commerce extérieur et mérite de prendre un égal développement.

HYGIÈNE

DE LA MAISON DE COMMERCE, DU COMMERÇANT ET DE SES EMPLOYÉS

EN FRANCE ET AUX COLONIES

PAR LE

Dr LÉON MAC-AULIFFE

Secrétaire de la Société française d'Histoire de la Médecine
Membre titulaire de la Société scientifique d'Hygiène alimentaire
Professeur à l'École Normale coloniale Jules Ferry

HYGIÈNE

HYGIÈNE DU COMMERÇANT EN FRANCE

CHAPITRE I

Hygiène du patron

1. *Synergie des fonctions du corps humain.* Le commerçant habile doit soigner sa santé qui est indispensable à la prospérité de ses affaires. Pour rester bien portant, il faut savoir que dans l'organisme humain, les différents appareils (estomac et intestins, muscles, cerveau et moëlle, cœur et vaisseaux, etc.) ont d'intimes affinités. Dès qu'une cause de déséquilibre intervient et frappe un appareil dans sa vitalité, les autres appareils sont eux mêmes touchés par contre-coup.

Un mauvais estomac, par exemple peut entraver toute activité intellectuelle; le défaut d'exercices physiques peut rendre certains individus lourds et inaptes au travail.

Pour garder l'esprit libre et conserver la plénitude du jugement, la science qui permet à l'organisme de se maintenir en équilibre, *l'hygiène* en un mot, est nécessaire.

2. *Méfaits des médicaments dits toniques du système nerveux.* Les médicaments décorés du titre de *toniques du système nerveux* provoquent une excitation cérébrale factice.

Le kola, la coca, le café, le thé, le maté, etc. sont des *excitants artificiels* des centres nerveux. Ils peuvent dans quelques cas activer la pensée; mais leur action est incertaine, fugace et presque toujours dangereuse pour l'organisme. Ces produits augmentent la dépense de combustible utilisé par notre moteur cérébral sans jamais fournir eux-mêmes ce combustible.

3. *Méthode de travail intellectuel.* Le cerveau réagit sous l'influence d'excitations extérieures qui lui sont transmises par les organes des sens. Pour concentrer l'activité intellectuelle sur un point donné, il est indispensable de se mettre à l'abri des perceptions auditive, visuelle, etc. Le cabinet du patron doit avoir des portes doublées de tentures; ses fenêtres donneront sur la rue ou sur la

cour, non sur les ateliers. Lorsque sa profession nécessite un effort cérébral important, un patron ne peut penser à ses affaires et surveiller en même temps ses ouvriers par un judas. S'il tente cet effort, les affaires ou la surveillance en pâtiront.

Le cerveau du commerçant est son capital le plus important, celui dont il doit être le plus ménager, et le patron ne doit pas plus se surmener qu'il ne doit surmener l'ouvrier. Les occupations journalières seront réglées dans le temps et graduées suivant les forces. De plus, tout effort intellectuel doit être suivi d'un repos proportionné à son intensité.

Si les circonstances nécessitent momentanément une activité intellectuelle considérable, il devient indispensable de manger plus fréquemment, au besoin peu à la fois afin, qu'on nous permette cette expression, de mettre du charbon dans la machine. Si les affaires obligent à veiller, — ce qui est toujours déplorable pour la santé — des repas supplémentaires doivent être pris, à onze heures ou minuit par exemple, puis vers trois heures ou cinq heures du matin. Il y aura souvent intérêt à joindre à ces repas des boissons chaudes sucrées ou non. Il est inutile de prendre des alcools.

Dans les conditions normales, le meilleur travail intellectuel est toujours le travail de la matinée. Après le repos de la nuit, l'organisme a le maximum de forces disponibles; malheureusement le régime alimentaire français vient infirmer en apparence cette loi générale.

4. *Rapports entre le régime alimentaire et le travail cérébral* L'habitude du café ou du chocolat au lait pris comme premier déjeuner est une habitude déplorable; qu'on se rappelle ce qui a été dit plus haut : les différents appareils de l'organisme s'appuient l'un sur l'autre, mauvais estomac, mauvais cerveau.

Au réveil, l'appareil digestif est dans les mêmes conditions que le cerveau, c'est-à-dire que mis au repos, lui aussi, il est plus apte au travail qu'à la fin de la journée. Un aliment de volume et de densité importants lui est nécessaire pour réveiller son activité. Il faut des œufs ou de la viande, du pain et du beurre au premier déjeuner pour que l'appareil digestif suffisamment réveillé, soutenu, puisse venir en aide au cerveau et lui permettre les grands efforts. De même les muscles toujours plus capables d'activité le matin sont d'autant plus puissants qu'ils sont soutenus par une alimentation rationnelle. Le soldat sait qu'il faut avoir l'estomac « lesté » avant de faire une grande marche.

Or, le chocolat, le café au lait sont des aliments, incapables d'élever la fonction digestive au niveau nécessaire pour provoquer une grande activité cérébrale, et le régime anglais, (œufs et jambon, le matin) donne à ce point de vue une grande supériorité aux négociants de la Grande-Bretagne.

Tandis que le régime alimentaire français ne parvient à soutenir le cerveau qu'après le déjeuner le plus important, c'est-à-dire après midi, le régime alimentaire anglais, plus rationnel, donne au cerveau des négociants anglais quatre heures d'avance sur les nôtres. Il leur permet, dès le matin, de grands efforts cérébraux et musculaires.

Cette loi générale souffre néanmoins quelques exceptions. Toute une catégorie de gens fatigués, usés, que les médecins ont l'habitude de classer sous le nom de *dyspeptiques*, sont ou se croient incapables de manger de la viande ou des œufs dès le matin. Ces malades peuvent avoir intérêt à faire un premier déjeuner demi-liquide (soupe ou chocolat à l'eau) au saut du lit, mais un déjeuner plus dense (œufs ou viande avec pain) leur est le plus souvent indispensable vers neuf heures et demie du matin.

Il existe en France une autre habitude vraiment mauvaise, celle de faire un *grand repas* le soir, vers 7 heures. Ce n'est pas à la fin de la journée, alors que l'appareil digestif se ressent de la fatigue générale de l'organisme, qu'il faut lui imposer le plus grand travail.

5. Mesure de la fatigue cérébrale. La question du repos. Danger des veilles. Au reste, pour revenir à l'hygiène cérébrale proprement dite, il est toujours facile de se rendre compte du degré de fatigue du cerveau.

Tout cerveau excité au-delà de ses forces vitales, au-delà de son élasticité, reste excité au-delà des limites ordinaires : dans ce cas l'individu dort mal ou même ne dort plus.

Lorsque le patron aura observé que son sommeil est entrecoupé de fréquents réveils ou qu'il est sujet à de longues insomnies, qu'il prenne garde! Il a surmené son cerveau et va le faire décliner s'il ne le met au repos.

Ici une question se pose. Faut il se mettre au repos absolu ou seulement au repos relatif?

Il convient d'abord de proportionner le repos au degré de fatigue; mais, sauf dans les cas graves, *le repos absolu est dangereux*. Un muscle qui ne travaille plus s'atrophie, un estomac qui ne reçoit pas d'aliments dépérit, etc.

Le cerveau a besoin, lui aussi, d'excitations pour vivre; il faut seulement savoir doser ces excitations.

L'ignorance de cette loi physiologique cause beaucoup d'accidents.

Nombreux sont ceux qui laissent leur cerveau se rouiller au cours de longues vacances et sont incapables par la suite de reprendre les occupations de la vie quotidienne; nombreux sont ceux qui meurent après avoir pris leur retraite, pour avoir cessé d'une façon trop brusque d'alimenter leur cerveau.

Les raisons qui ont été données plus haut exigent de même que le commerçant «qui travaille de la tête» se couche de bonne heure et se méfie des veilles qui font tant de victimes parmi nos négociants.

Enfin ces prescriptions générales doivent encore être déterminées par un autre facteur, le tempérament.

6. Rapports entre le travail cérébral et les tempéraments : les musculaires, les cérébraux, les digestifs, etc.

Nous avons pour la plupart, du fait de l'hérédité, un ou plusieurs appareils de notre organisme plus robustes que les autres. Certains hommes, à cerveau peu développé, ont dès l'enfance et gardent presque toute leur vie la puissance musculaire. Quelques-uns ont avec des muscles peu robustes un cerveau très vigoureux. D'autres encore ne vivent que sur leur appareil digestif ou sur leurs poumons; quelques-uns même sont conduits par leur appareil génital. Ces divisions n'ont d'ailleurs rien d'absolu.

L'hygiène exige que nous veillions à l'entretien de nos différents appareils et que nous tendions le plus possible vers l'équilibre qui est la santé. Parmi nos appareils, trois surtout doivent attirer notre attention, le cerveau, les muscles, le tube digestif.

C'est ici que notre *tempérament* entre en ligne de compte.

Ceux que le Dr. Sigaud (de Lyon), à qui la science est redevable de toutes ces notions, a dénommés *musculaires*, c'est-à-dire ceux dont les muscles constituent l'appareil le plus puissant, sont capables d'un travail cérébral actif, mais sous certaines conditions précises. Ils doivent veiller avant tout à l'entretien de leurs muscles pour laisser à tout l'organisme, et par là même au cerveau, la plénitude de ses forces. Supposez un négociant dont le tempérament réponde à ce type. Mettez-le dans un bureau de 8 heures du matin à 7 heures du soir;

privez-le des exercices physiques qui sont nécessaires à l'entretien de sa vie, vous le verrez bientôt mener une vie misérable, perdre ses forces, devenir imbécile, proie facile pour ses concurrents. Bien dirigé au contraire, il fera quelques heures de gymnastique, dans la matinée de préférence, (gymnastique suédoise, boxe, escrime, cheval). Si ses occupations ne lui laissent plus le temps de consacrer quelques heures aux exercices physiques, il sortira tous les jours, remplacera parfois ses placiers. Ses organes seront pleins de vigueur: il sera prêt à toutes les luttes.

Les soins donnés à ses muscles ne lui feront pas dédaigner les soins à donner à ses autres appareils. Il devra surveiller particulièrement son alimentation qui, défectueuse, pourrait faire tomber ses muscles et son cerveau.

D'autres hommes sont surtout des *cérébraux*. Ces individus se rangent sous deux catégories : ceux dont le cerveau est élastique et ceux dont le cerveau est sensible.

L'élasticité du cerveau, si l'on peut hasarder cette expression, se rencontre chez certains sujets bien doués incapables d'un effort intellectuel prolongé, mais dont l'organe cérébral possède une activité telle qu'ils peuvent fournir, par petites doses, un travail considérable. Ces cerveaux ont assez vite besoin de repos, mais se retrempent vite et sont capables peu de temps après l'arrêt d'un nouvel effort. Un type historique de ce genre de cerveaux est Voltaire. On rencontre de semblables appareils assez rarement, chez des individus maigres, petits mangeurs, qui n'ont jamais eu, n'ont pas et n'auront jamais le ventre *gros*. Ces sujets d'aspect maladif ont une vitalité qui déconcerte. Il n'est pas besoin de leur édicter des prescriptions hygièniques, car ils possèdent l'heureux privilége de sentir la fatigue dès que l'activité cérébrale dépasse la mesure et s'arrêtent en quelque sorte d'eux mêmes dès que cette mesure est dépassée.

Mais le plus souvent le cerveau des hommes dits intelligents est plus sensible qu'élastique. Il en est ainsi du cerveau des *forts*, de ceux qui dans l'enfance, l'âge adulte ou la maturité ont eu ou possèdent un ventre *gros*. Ces individus montrent une grande résistance et restent longtemps impassibles, même s'ils sont soumis aux pires épreuves morales. De même qu'ils sont parfois gros mangeurs, ce sont de grands travailleurs, capables de produire plusieurs heures de suite sans arrêt après quelques difficultés de mise-en-train. Flaubert était un exemple de ces hommes.

Subitement ou peu à peu, cette résistance disparaît. La puissance intellectuelle de ces sujets décline. Ils ne peuvent plus travailler qu'à petites doses en faisant suivre chaque période d'effort d'une période correspondante de repos. Plus tard un choc physique ou moral peut les tuer tout-à-coup.

L'immense majorité des gens intelligents répond à cette variété de cerveaux. Soumis à une mauvaise hygiène, entrainés par exemple avec trop d'intensité, ils baissent vite. Qui ne connait ces enfants prodiges, qui ont une intelligence remarquable pendant la première partie de leur vie et qui deviennent peu après la croissance d'insignifiantes médiocrités ?

Ces réflexions édifieront les commerçants sur les dangers d'une production intellectuelle exagérée, même s'ils ont le cerveau robuste.

Le repos est le seul remède contre la fatigue cérébrale, quels que soient les tempéraments.

Parmi ceux-ci, doivent être signalés encore: 1° les *digestifs*, dont toute la puissance réside dans l'appareil du même nom, (ces sujets doivent surveiller avant tout leur alimentation);

2° les *respiratoires*, pour lesquels la vie au grand air est une nécessité ; 3° les *sanguins*, etc.

Qui ne voit par ces notions mêmes l'utilité de tous les efforts faits pour développer *harmonieusement* notre organisme, et par conséquent l'utilité de l'hygiène pour le commerçant ?

Loin d'être une entrave, une gêne, elle sera pour lui un auxiliaire indispensable. Elle lui fournira la vigueur nécessaire à la lutte.

C'est cette idée que le Dr Chaillou, de l'Institut Pasteur, a si heureusement exprimée lorsqu'il écrivait : « On dirait que ceux dont le développement est « bien proportionné ont plusieurs existences à dépenser. Jusqu'à un âge assez « avancé, ils paraissent vieillir peu. Préoccupations, travaux et chagrins ne les « abattent jamais longtemps ni complètement. Ils gardent le calme de la puissance « dans les plus grandes difficultés. Ils sont capables de fournir, par moments, « une somme vraiment extraordinaire de labeur aussi bien physique qu'intellectuel. « On croirait qu'ils se reposent de l'un par l'autre. »

Il faut néanmoins, tenir compte toujours des forces de l'organisme, et par là, de la résistance vitale. « Lorsque, dit encore le Dr Chaillou, le cerveau « absorbe, pour ainsi dire à lui tout seul, la vitalité de l'organisme entier, les « exercices même modérés deviennent un surmenage physique s'ajoutant au « surmenage cérébral, et ne peuvent que faire baisser, en qualité, le travail « intellectuel. »

CHAPITRE II

Hygiène de la maison de commerce

Les limites de la maison de commerce ne sont pas toujours bien définies, car les ateliers lui sont très souvent adjacents. Sans entreprendre ici la description de l'hygiène industrielle, il semble utile de rappeler au patron les préceptes que la physiologie, l'humanité et la loi lui imposent dans les différents locaux du travail. Nous admettrons pour rendre plus claires nos explications un cas très fréquent : maison de commerce adjacente aux ateliers.

1. *Cube d'air et ventilation.* La première condition du travail est la pureté relative du milieu atmosphérique dans lequel sont occupés les travailleurs.

Le patron ne doit pas oublier ce principe général : *Les ouvriers et employés fournissent un travail d'autant plus productif que ce travail est plus physiologique, c'est-à-dire plus approprié à leurs moyens et moins éloigné des conditions idéales de leur existence* : ouvrier surmené, mauvais travailleur; ouvrier mal nourri, mauvais travailleur; travail fait sous mauvaise lumière et dans une atmosphère empuantie ou poussiéreuse, mauvais travail.

En dehors des considérations humanitaires qui ne doivent pas être dédaignées, le patron trouvera *toujours* son intérêt à tenir compte de la physiologie de ses employés, multiples rouages de la machine qu'il doit diriger.

La première condition à réaliser est de fournir aux travailleurs un air respirable.

Le cubage d'air nécessaire aux ateliers varie avec les diverses industries. « Si, dit M. Paul Razous, 24 mètres cubes par heure et par personne, sont suffisants pour assurer la salubrité de l'air d'un atelier de couture, par exemple, ces mêmes 24 mètres cubes seront insuffisants pour assainir l'air d'un atelier où l'on manie des matières organiques, volatiles ou pulvérulentes. »

A propos d'un projet de décret du 10 mars 1894, la Comité consultatif d'hygiène de France, appelé à donner son avis, avait proposé de prescrire dans

chaque atelier un cubage de 8 mètres par ouvrier et une ventilation artificielle donnant un courant d'air de 24 mètres cubes par homme et par heure.

En fait, le décret du 10 mars 1894 demande un cube d'air d'au moins 6 mètres par personne et il est prescrit aux patrons de maintenir dans leurs ateliers une ventilation suffisante pour assurer la salubrité de l'air et combattre les dangers de l'air confiné.

La ventilation naturelle peut s'effectuer facilement lorsque sur deux faces opposées de la maison de commerce ou de l'atelier se trouvent deux rangées de fenêtres superposées. Il suffit d'ouvrir les fenêtres inférieures du côté où le soleil donne et les fenêtres supérieures du côté opposé. Dans le cas où les fenêtres ont même hauteur et sont disposées symétriquement par rapport à l'axe de la salle, il suffit de constituer chacune d'elles par deux chassis pouvant être ouverts séparément. Suivant la position du soleil, on ouvrira le châssis inférieur des fenêtres de l'un des côtés exposé au soleil et le chassis supérieur des fenêtres du côté opposé (1).

Quand les ouvertures ne donnent que sur un seul côté, l'aération peut être insuffisante. On peut y remédier par les vitres à soufflet, vitres *placées* à la partie supérieure des fenêtres et s'ouvrant par leurs bords inférieurs sans pouvoir s'abaisser complètement. Des lames de verre disposées en lames de persienne peuvent remplir le même office; mais la disposition la plus ingénieuse préconisée par l'Académie des Sciences en 1898, est dûe à M. Castaing, de Poitiers. Elle consiste à placer à la partie supérieure de chaque fenêtre deux glaces parallèles et très rapprochées mais incomplètes, la glace extérieure laissant un espace libre par le bas, la glace intérieure un espace libre semblable par le haut. Les deux vitres forment ainsi un couloir étroit dans lequel l'air du dehors s'engage par la partie inférieure pour ressortir en haut dans l'intérieur de la pièce au voisinage du plafond.

Cependant ces moyens de ventilation dite naturelle peuvent être d'application difficile lorsque le climat est trop froid. Il en est de même lorsque le renouvellement de l'air, dans certains ateliers par exemple, doit être très abondant parce que l'atmosphère du travail est souillée par le travail lui-même.

Les salles seront alors ventilées par des cheminées d'appel à brûleur à gaz, ou surmontées de capes à vent, à girouettes. La ventilation par les cheminées simples est très pratique : un Kilogramme de bois brûlant dans une cheminée évacue et appelle 100 mètres cubes à l'heure.

L'air neuf doit être introduit sans vitesse appréciable et ne doit pas abaisser la température des pièces d'une façon trop marquée. L'hiver, il peut être utile de le chauffer modérément.

Dans l'industrie, la ventilation mécanique au moyen de ventilateurs fonctionnant *par aspiration* est indiquée dans la grande majorité des cas. Ce mode de ventilation aspirant l'air souillé d'impuretés est partant, le plus hygiénique.

Des poussières végétales, minérales ou animales peuvent être mêlées à l'air des ateliers. Elles font courir de grands dangers aux travailleurs et doivent être évacuées au moyen de dispositifs spéciaux sur lesquels nous ne pouvons pas nous étendre dans ce court chapitre et qui consistent surtout en appareils de ventilation aspirante ou d'humectation.

Afin d'éliminer le plus possible les dangers de l'air confiné, pendant les interruptions de travail pour les repas, la loi prescrit que les différents locaux

(1) Razous. Eléments d'hygiène et de chimie industrielles. Berger-Levrault et Cie, éditeurs. Paris, Nancy. 1900.

de la maison de commerce et des ateliers soient évacués et que l'air en soit entièrement renouvelé.

Les cabinets d'aisances ne doivent pas empuantir l'atmosphère du travail et ne doivent pas communiquer avec les locaux fermés où sont employés les ouvriers. Dans les établissements qui déversent les eaux résiduaires ou de lavage dans un égout public ou privé, toute communication entre l'égout et l'établissement doit être munie d'un intercepteur hydraulique fréquemment nettoyé et abondamment lavé au moins une fois par jour.

2. *Nécessité du balayage humide.* La lutte contre les poussières banales, *contre la poussière* en général, doit être entreprise dans tous les locaux de la maison de commerce. Depuis longtemps déjà, le balayage à sec qui déplaçait les microbes sans les entrainer ou les détruire, est définitivement condamné comme plus dangereux peut-être que la malpropreté.

Aussi la législation française exige-t-elle que le sol des ateliers soit nettoyé à fond au moins une fois par jour avant l'ouverture ou après la clôture du travail, *mais jamais pendant le travail;* que ce nettoyage soit fait soit *par un lavage,* soit à l'aide de brosses ou de linges *humides,* si les conditions de l'industrie ou la nature du revêtement du sol s'opposent au lavage. Les murs et les plafonds doivent être l'objet de fréquents nettoyages; les enduits doivent être refaits toutes les fois qu'il est nécessaire.

Pour le nettoyage des parquets à *carreaux,* il serait bon d'employer le procédé en usage à l'Institut Pasteur, *balayage à la sciure de bois mouillée d'une solution antiseptique* : solution de formol à 10 gr. pour 1000 gr. d'eau; solution d'acide sulfurique à 100 gr. pour 1000 gr. d'eau; solution de bichlorure de mercure à 1 gr. pour 1000 gr. d'eau, etc.

L'application de linoleum sur le sol rend les lavages faciles; mais il est *malpropre* d'enduire le linoleum d'encaustique, ainsi qu'on a l'habitude de le faire dans la plupart des grands magasins parisiens.

Si le balayage à sec ne peut être évité, le balai doit être employé avec le chiffon de laine qui, promené doucement, empêche la poussière de voltiger.

Pour les tapis cloués, il est bon de répandre fréquemment sur les tapis, avant l'emploi du balai mécanique, du thé ayant déjà servi en infusion et légèrement humecté d'eau. Du marc de café, des fanes de carottes, des épluchures de légumes finement coupées et humectées, permettent de mouiller légèrement les tapis et d'enlever plus de poussières à l'aide du balai mécanique. Comme on le sait, cet instrument ne nettoie que très superficiellement, et l'emploi du thé mouillé, en vertu du mécanisme que nous venons d'expliquer, passe pour « faire revenir les couleurs des tapis ».

Les tentures et tapis peuvent encore être nettoyés par le vide, sans dépose. Il existe depuis quelques années déjà des Sociétés qui assurent ce nettoyage.

Les rayons et étagères ne doivent jamais être époussetés mais essuyés avec lenteur et l'employé chargé du nettoyage doit faire tous ses efforts pour empêcher la poussière de voler.

Il ne doit en aucun cas employer de plumeau.

Dans les locaux où l'on travaille des matières organiques altérables, la législation prescrit de rendre le sol imperméable et toujours bien nivelé. Les murs doivent être recouverts d'un enduit permettant un lavage efficace.

En outre, le sol et les murs doivent être lavés aussi souvent qu'il est nécessaire avec une solution désinfectante. Nous recommandons pour cet usage l'emploi d'une *solution très chaude d'hypochlorite de chaux à 10 gr. pour 100 gr. d'eau.* Un lessivage à fond avec cette solution doit être fait au moins une fois par an.

Pour des raisons faciles à comprendre, les résidus putrescibles ne doivent jamais séjourner dans les locaux affectés au travail et doivent être enlevés au fur et à mesure.

3. *Température des salles de travail.* Quelle est la température à réaliser dans les salles de travail?

16° Centigrade constituent une température suffisante dans les locaux où l'on reste immobile, mais dans un atelier où les ouvriers s'agitent et font une dépense musculaire assez importante, 10° Centigrade suffisent pour la plupart des individus.

Dans les cas où des tuyaux conduisant la vapeur traversent les ateliers, comme dans les fabriques d'apprêts, il est bon de leur donner dans l'intérieur de l'établissement un diamètre aussi faible que possible et leur longueur ne doit pas dépasser les limites nécessaires. Il est souvent utile de les recouvrir d'une substance conduisant mal la chaleur : ouate minérale, étoffes, paille, caoutchouc, etc.

La chaleur des becs de gaz ou d'alcool peut être combattue par la ventilation en général. (Voir les notions fournies plus haut sur le sujet.)

4. *Eclairage.* L'éclairage naturel est le meilleur et la lumière peut être reçue dans la maison de commerce, soit directement, soit par diffusion.

La lumière réfléchie ne doit jamais être employée. Dans les grandes villes, dit M. Langlois, surtout dans les anciennes rues étroites, dans les cours, on est quelquefois obligé de recourir à l'emploi de réflecteurs qui rejettent dans l'intérieur des maisons le peu de lumière filtrant perpendiculairement entre les hautes façades des maisons. La nécessité même de ces réflecteurs est une condamnation de ces endroits. (1)

Au contraire, la lumière directe, c'est-à-dire l'exposition au midi est excellente, car les rayons solaires jouent un rôle purificateur. En effet, Duclaux a démontré, en 1885, qu'ils peuvent atténuer, c'est-à-dire rendre moins virulentes et même tuer les espèces microbiennes.

Dans un certain nombre d'industries, en particulier dans les ateliers d'ouvrages fins, il faut rechercher la lumière diffuse, c'est-à-dire l'orientation au nord. Cette orientation offre, il est vrai, quelques inconvénients et d'une manière générale, si l'on emploie la lumière diffuse, elle doit être très abondante.

Lorsqu'il n'existe pas d'étages, les ateliers doivent être éclairés par un toit en verre. Une disposition particulière dite *toit en dents de scie* bien connue des constructeurs (2) permet d'obtenir une lumière diffuse avec les toits vitrés. Théoriquement, les baies d'éclairage doivent être prolongées jusqu'au plafond et représenter le quart de la surface totale de la façade. Leur orientation optima est le N.-E.

Si l'éclairage artificiel est employé, il convient de se rappeler le conseil de Javal : « *Il n'y a jamais trop de lumière artificielle.* »

En dehors de l'éclairage électrique (3), tous les autres moyens d'éclairage artificiel nécessitent une ventilation suffisante des pièces éclairées, parce qu'ils jettent dans l'atmosphère des produits de combustion. A égalité de pouvoir éclairant, il faut placer suivant l'ordre le plus favorable : l'électricité, le bec

(1) Paul Langlois. Précis d'hygiène publique et privée. Paris. 1896.

(2) Dans les toits en dents de scie, la partie vitrée qui forme le côté à pic de chaque dent est tournée vers le Nord. L'autre partie de la dent est imperméable à la lumière et couverte de tuiles, par exemple.

(3) Les lampes à incandescence doivent être employées de préférence aux lampes-à-arc pour les petits espaces.

Auer sur lampes à alcool ou à gaz, le bec de gaz, le pétrole, la lampe à huile, la bougie.

CHAPITRE III

Hygiène des employés.

1. *La journée de travail : sa durée et sa répartition.* Si l'on se refère à la physiologie, il parait difficile de prétendre imposer à tous les hommes de toutes les professions un maximum uniforme d'heures de travail. Chaque homme subit une évolution individuelle, a des forces, des aptitudes individuelles. Celui-ci est susceptible d'actionner ses muscles ou son cerveau 4 heures de suite par exemple, sans atteindre le surmenage, c'est-à-dire sans user par l'effort son organisme. Celui-là, au contraire, atteint d'une affection du cœur, est rompu de fatigue après un quart d'heure d'un travail facile.

Telle profession épuise après deux heures d'activité sans arrêt; telle autre nécessite si peu de dépense musculaire qu'elle peut remplir toute la journée sans produire aucun trouble.

La durée maxima du travail imposée par la loi au patron est, comme cela se conçoit, fixée d'après une moyenne. Il est admis que dans les professions nécessitant un effort *moyen* fourni par des employés de résistance organique *moyenne*, 10 heures de travail constituent un maximum qui ne doit pas être dépassé.

Ceci posé, il est impossible de doubler le patron d'un médecin qui doserait le travail de chaque employé suivant sa résistance organique et ses aptitudes. Le patron devrait tenter néanmoins de faire un choix parmi ses employés et de les grouper suivant leurs capacités physiologiques.

Le principe du morcellement du travail (phase de travail suivi de phase de repos) devrait être appliqué dans toutes les sortes de commerce. Il n'est pas douteux qu'un repos de 15 minutes toutes les 2 heures par exemple, augmenterait la puissance de travail des employés et contribuerait à sauvegarder leur santé.

2. *La question de « la saison. »* Certains patrons exigent de leurs employés un surmenage périodique, au moment de l'année, variable avec chaque profession, que les commerçants appellent *la saison.* A cette époque le maximum d'heures de travail imposé par la loi est presque toujours dépassé et la somme d'efforts exigée des employés est telle que la morbidité de ceux-ci augmente dans d'effroyables proportions.

Nos observations personnelles et les documents fournis par la statistique officielle établissent péremptoirement que les professions pour lesquelles la saison existe, comptent parmi les plus meurtrières. La statistique de M. Jacques Bertillon établit qu'à Paris, pour l'année 1896, les professions de couturières, mécaniciennes en couture, broderies pour femmes, etc. ont présenté le chiffre le plus élevé des décès parmi les professions féminines (1904 décès). Ce chiffre effrayant n'a été dépassé dans l'ensemble des professions que par les journaliers, manœuvres, hommes de peine (2.666 décès).

Sur 1904 couturières, lingères, chemisières, mécaniciennes en couture, corsetières, ouvrières en broderies pour femmes, mortes en 1896 à Paris, plus de 48 p. 100 sont mortes entre 20 et 39 ans.

Comment éviter ces hécatombes? En mettant les employés, au moment du surmenage périodique de la saison, dans les meilleures conditions possibles au point de vue de l'hygiène.

A cette époque de l'année, les employés des deux sexes ne doivent pas être entassés dans de petites salles obscures mal ventilées, trop froides ou trop chaudes; les règles qui ont été édictées plus haut doivent alors servir de guide au patron. Toutes les précautions prises du côté de l'atmosphère du travail, quelques collations supplémentaires qui ne feront perdre que quelques minutes sur la durée du travail, relèveront les forces des employés. Pendant la saison froide, des liquides chauds (bouillon, potage, thé léger) doivent être fournis au personnel auquel on donnera le conseil de manger et de boire souvent, toutes les 2, 3 ou 4 heures, suivant les tempéraments, mais en petite quantité. Un régime analogue à boissons fraîches (eau bouillie refroidie dans un alcarazas, coco, etc.) conviendrait l'été.

Dans les professions où la saison existe, les ouvrières sont le plus souvent jeunes et le patron doit tenir compte de leur jeunesse. Un travail « à petites doses », entrecoupé de fréquents et courts repos, convient mieux aux jeunes filles qu'un travail intensif et long. Ces employées peuvent fournir avec un repos de dix minutes toutes les heures et demie par exemple, un travail considérable.

Dans cet ordre d'idées, rappelons que les patrons, doivent accorder au personnel l'autorisation de s'asseoir quelques minutes toutes les heures. (Voir loi du 28 Décembre 1900 sur les sièges dans les magasins pour le personnel féminin).

3 *Alimentation des employés.* Il résulte de nombreuses expériences qui ont été faites, en particulier dans le Nord de la France, qu'*une heure et demie* doit être accordée pour chacun des grands repas. Ce nombre de minutes constitue à la fois un maximum et un minimum : une heure ne suffirait pas pour un grand nombre d'employés dont la digestion est difficile, et pour lesquels une sieste relative est indispensable; deux heures, en augmentant la durée du séjour dans les restaurants, pourraient favoriser l'alcoolisme.

Dans les maisons de commerce où le patron nourrit ses employés, il doit exiger des cuisiniers une *cuisine très cuite* et proscrire formellement les sauces.

Voici quelle devrait être la base de l'alimentation du personnel :

Viandes rôties ou grillées,
Œufs,
Farineux bien cuits,
Pâtes alimentaires,
Légumes frais (en assez petite quantité),
Fruits cuits,
Fruits crus (en petite quantité),
Fromages secs (gruyère, hollande ou port-salut).

L'eau rougie doit servir de boisson de préférence au vin blanc et à la bière. Il est inutile de donner du café.

Le repas de midi doit comprendre :

Viande,
Légume,
Dessert,

choisis dans la liste d'aliments que nous venons de donner. Il n'est pas nécessaire, en général, de fournir une soupe à midi.

Le repas du soir comprendra :

Soupe épaisse et très cuite,
Œufs ou légumes,
Dessert.

La viande n'est pas indispensable à ce repas.

Néanmoins, le patron doit autoriser les cuisiniers à fournir aux employés, moyennant ou sans supplément, tels aliments qu'ils désirent en dehors du menu journalier.

Les règles qui ont été tracées à propos de l'hygiène du patron, expliqueront pourquoi nous conseillons aux commerçants qui veulent éviter l'alcoolisme chez leurs employés, de leur fournir, à leur arrivée le matin dans les locaux du travail, un repas abondant choisi parmi les aliments suivants :

Viande avec pain
Œufs „ „
Fromage „ „
Beurre „ „
Confitures „ „
Chocolat sec „ „
Soupe épaisse de légumes (l'hiver).

L'employé bien nourri et non surmené n'aura pas besoin de chercher dans l'alcool le moyen d'étancher sa soif ou de stimuler artificiellement son organisme.

L'institution d'un bon régime ne coûtera pas plus que les mauvais régimes actuellement en usage. Elle augmentera la puissance de travail, ainsi que l'ont démontré un grand nombre d'expériences, celle-ci, entre autres, rapportée par Gaubert dans son Hygiène de la Digestion :

« A l'occasion de l'établissement du chemin de fer de Paris à Rouen, entreprise par une compagnie mixte de spéculateurs anglais et de spéculateurs français, des ouvriers des deux nations avaient été réunis sur les mêmes points et travaillaient en concurrence ; l'amour propre s'en mêlant, chaque chantier travaillait de son mieux pour faire plus et mieux que le chantier rival. Au commencement de la lutte, les terrassiers français soutenus par une nourriture moins substantielle et moins chaude que leurs concurrents, fonctionnaient avec moins de vigueur et restaient en arrière pour la quantité d'ouvrage. Les entrepreneurs, frappés des différences entre le régime alimentaire, lui ont attribué avec raison la différence de l'activité d'un chantier à l'autre, et, grâce à une alimentation plus forte, à un combustible plus riche donné au chantier vaincu, ils ont rétabli l'équilibre, et vers la fin de l'entreprise l'ouvrier français égalait sans peine son concurrent anglais et le surpassait parfois. »

Des raisons du même ordre devraient faire accorder l'autorisation du goûter dans l'après-midi.

Enfin le décret du 10 mars 1894 prescrit de mettre à la disposition du personnel de l'eau de bonne qualité pour la boisson. L'emploi des filtres Pasteur très pratiques et dont le fonctionnement est très régulier, est à recommander.

4. *Limites des efforts musculaires à exiger.* La loi (1) a limité les efforts musculaires que le patron est en droit d'exiger de ses jeunes employés des deux sexes. Voir ci-dessus : le Travail.

En raison de la fragilité de l'organisme des femmes, les efforts musculaires violents leur doivent être évités.

5. *Dortoirs et soins divers de propreté : lavages des mains, blouses de travail.* Lorsque les patrons couchent leur personnel, ils lui doivent un local salubre et d'un cube d'air suffisant.

Dans les dortoirs, il serait bon de fournir à chaque employé une alcôve, fermée sur trois côtés par des cloisons de bois suffisamment élevées pour mettre l'employé chez lui. Le quatrième côté peut être fermé par un rideau qui sépare

(1) Décret du 13 mai 1893.

l'alcôve de l'allée commune. Au-dessus des cloisons doit régner un grand espace vide, permettant une ventilation facile.

Les soins de propreté, de toilette intime peuvent être pris dans cette alcôve qui doit contenir une table, un broc à eau, un seau dit hygiénique, deux cuvettes. Le seau hygiénique doit être fréquemment lavé à l'eau bouillante.

Le linge sale sera recueilli dans des paniers tapissés à l'intérieur d'un sac imperméable qui permette au blanchisseur de l'emporter sans transvasement. A la sortie du dortoir, les employés remettront eux-mêmes leur linge dans ces récipients; de cette façon seront évitées les épidémies qui se propagent le plus souvent par le linge et les vêtements.

Les dortoirs seront nettoyés suivant les prescriptions indiquées plus haut.

Le patron doit veiller aussi à la propreté de ses employés au cours de la journée. Des lavages fréquents des mains seront prescrits, particulièrement avant les repas. Les patrons coiffeurs exigeront que leur personnel se lave les mains après les soins donnés aux clients; les patrons épiciers demanderont à leurs garçons une propreté que l'on rencontre peu souvent.

Aux termes du décret du 10 mars 1894, les patrons sont tenus de mettre à la disposition de leur personnel les moyens d'assurer la propreté individuelle, en particulier des vestiaires avec lavabos.

Les blouses des employés qui servent au cours du travail doivent être lavées tous les mois. Dans les maisons de commerce où l'employé manie des matières putrescibles (bouchers, épiciers, etc.), les blouses et tabliers seront souvent désinfectés dans des lessiveuses qui reçoivent une solution ainsi composée, (Solution du Dr Martin, de l'Institut Pasteur) :

Savon noir	50	grammes
Cristaux	100	„
Crésyline	100	„
Eau	10	litres.

L'eau des lessiveuses sera maintenue à 80^0 pendant 24 heures.

L'on doit proscrire l'emploi des blouses noires ou de couleur foncée qui ont pour but de masquer la malpropreté.

6. *Fosses d'aisances.* Le décret du 10 mars 1894 exige aussi que les cabinets d'aisances soient éclairés, abondamment pourvus d'eau, munis de cuvettes avec inflexion siphoïde du tuyau de chûte. Le sol, les parois doivent être en matériaux imperméables et les peintures d'un ton clair. La législation demande au moins un cabinet pour cinquante personnes et des urinoirs en nombre suffisant.

Toutes ces prescriptions sont excellentes. Les peintures d'un ton clair augmentent la clarté et rendent très apparentes les souillures. L'inflexion siphoïde du tuyau de chûte a pour objet d'empêcher le dégagement des gaz odorants et d'intercepter toute communication des égouts et des fosses avec les ateliers. Ces cuvettes s'établissent aujourd'hui *à chasse d'eau automatique*, ce qui permet de supprimer le réservoir de chasse qui nécessitait une consommation d'eau considérable et provoquait un remplissage trop rapide des fosses lorsque les cabinets n'étaient pas placés au voisinage d'un égoût.

L'imperméabilité des parois peut être obtenue à l'aide de couleurs à base de goudron : vert, gris, jaune, rouge, appliquées à trois couches, ce qui occasionne une dépense n'excédant pas 0 fr. 25 le mètre carré. Les revêtements en verre et en carreaux émaillés sont excellents, mais leur prix est plus élevé.

Le lait de chaux peut être employé pour la désodorisation des fosses d'aisances. La désodorisation par ce moyen, d'après M. Rochard, ne coûterait pour 100 personnes et par jour que 0 fr. 004.

Parmi les désinfectants, c'est-à-dire parmi les corps susceptibles de détruire les microbes qui vivent dans les fosses d'aisances, l'un des plus efficaces et des plus économiques est le sublimé corrosif (1 à 2 grammes par litre d'eau bouillante additionné de fortes doses de sel marin). Nous recommandons aussi l'acide sulfurique et le lusoforme.

La pancarte suivante doit être appliquée dans les cabinets :

> *Dans une mesure d'hygiène générale, c'est-à-dire dans l'intérêt même des employés, ceux-ci sont chargés de veiller au bon état de propreté des water-closets.*

7. *Précautions contre l'incendie.* Il est impossible d'énumérer ici toutes les mesures préventives contre l'incendie. Les maisons de commerce devraient posséder des extincteurs. Les plus recommandables sont les extincteurs qui projettent de l'acide carbonique à une assez grande distance (10 à 12 mètres) et dont le maniement est des plus faciles.

Les dispositions motivées par la nécessité d'assurer une évacuation rapide du personnel occupé sont contenues dans l'article 16 du décret du 10 mars 1894.

La fermeture des issues avec des poids ou des ressorts est préférable à la fermeture au moyen de clanches. La largeur des portes doit être au minimum de 0 m 60 de maniere à assurer un écoulement de 100 personnes par porte en 3 minutes. Dans le cas où l'établissement d'un escalier incombustible sera jugé nécessaire, cet escalier devra être établi extérieurement.

Le nombre des portes doit être d'autant plus considérable que l'établissement est plus important; la plupart des grands magasins parisiens ont trop peu de portes et l'institution de leur corps de pompiers spéciaux n'est une garantie suffisante ni pour le personnel, ni pour le public.

8. *Mesures contre les accidents. — L'Association des Industriels de France contre les accidents du travail*, fondée en 1883 (1), fait remettre à tous ses adhérents un tableau pour les premiers soins à donner en cas d'accidents.

Les maisons de commerce devraient posséder une boîte de secours pour ateliers conçue sur le modèle suivant :

1° *Instruments de chirurgie* (Boîte spéciale) :

Bistouri,
Ciseaux droit et courbe,
Pince ordinaire,
Pince à forcipressure,
Rasoir et savon antiseptique,
Seringue à injection hypodermique à corps de pompe et à piston en métal avec deux aiguilles en platine iridié,
Tube hémostatique.

2° *Matériaux de pansement* (Boîte spéciale) :

Bandes roulées de longueur et de largeur variées en toile et en tarlatane (depuis les bandes à doigts jusqu'aux grandes bandes de flanelle pour pansement abdominal)

(1) Reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du 8 avril 1891. Siège social à Paris.

Compresses de toile,
Epingles,
Epingles de sûreté,
Ficelle à fouet,
Fil fort,
Gaze stérilisée,
Mouchoirs,
Ouate ordinaire,
Ouate hydrophile,
Serviettes longues,
Taffetas d'Angleterre,
Taffetas gommé.

3° *Médicaments* (Boîte spéciale):
Acide picrique (Solution au centième). Un litre.
Ammoniaque liquide, 100 grammes.
Apomorphine, suivant la formule suivante :
(Chlorhydrate d'apomorphine 0 gr. 10 centigr.
Eau distillée stérilisée 10 grammes,
(*Emétique*, $^1/_2$ à 1 cmc. en injection hypodermique)
Bi-carbonate de soude, 50 grammes.
Caféine, suivant la formule suivante :
(Caféine 2 gr. 50
Benzoate de soude 3 gram.
Eau distillée 10 gram.
(1 cmc. = ogr. 25 centigr.)
Cristaux de soude, 250 grammes.
Eau phéniquée au centième, 1 litre.
Eau-de-vie camphrée, 500 grammes.
Ergotine Yvon (un flacon).
Ether officinal 60 grammes.
Hydrate de magnésie 50 grammes.
Ipéca, 4 paquets d'un gramme.
Liqueur de Van Swieten, 1 litre.
Sinapismes Rigollot, une boîte.
Sulfate de soude 50 grammes.

4° *Accessoires* (Boîte spéciale)
Bouchons de liège.
Lampe à alcool avec réchaud.
Planches minces et longues pour attelles.

Les solutions médicamenteuses doivent être renouvelées assez fréquemment.

Les flacons contenant la solution d'apomorphine et de caféine doivent porter sur leur étiquette les indications signalées ci-dessus et le titre de la solution.

Les étiquettes de l'eau phéniquée et de la liqueur de Van Swieten doivent être rouges et porter la mention : **Usage externe.**

9. *Rapports du patron et du haut personnel avec les employés.* Le patron choisira son haut personnel avec un soin scrupuleux. L'autorité placée entre de mauvaises mains est toujours dangereuse et parfois criminelle. Les employés ne doivent pas être traités comme un bétail mais comme des collaborateurs. Le personnel féminin doit être à l'abri des insultes et des outrages. En un mot,

le patron appliquera et fera appliquer dans la pratique le principe de la fraternité humaine.

10. *Hygiène professionnelle propre à chaque commerce.* L'hygiène professionnelle propre à chaque commerce ne peut avoir sa place dans ce chapitre, non plusque l'étude des maladies professionnelles :

Sont considérés comme maladies professionnelles, les empoisonnements aigus ou chroniques, résultant de la fabrication ou de l'emploi des substances suivantes :

1. Plomb et ses composés;
2. Mercure et ses composés;
3. Arsenic et ses composés;
4. Cyanogène et ses composés;
5. Phosphore;
6. Sulfure de carbone;
7. Nicotine;
8. Benzine, nitro-benzine, aniline, pétrole, goudron, essence de térébenthine, vaniline, essences odorantes, esprit de bois, acide picrique;
9. Gaz irrespirables et vénéneux : acide sulfureux, acide hypoazoteux, acide azoteux et vapeurs d'acide azotique, acide chlorhydrique, chlore, brome, iode, acide fluorhydrique, acide carbonique, acide sulfhydrique, oxyde de carbone;
10. Virus de la variole, du charbon et de la morve;
11. Poussières diverses. (1)

(1) Voir : Ministère du Commerce. Commission d'hygiène industrielle. Maladies professionnelles. Paris. Imprimerie nationale. 1903.

HYGIÈNE DU COMMERÇANT
AUX COLONIES

I. *Pays froids.* L'étude de l'hygiène dans les pays froids sera seulement esquissée ici, car la France possède peu de colonies sous des latitudes élevées. Dans les régions comme le Canada, certaines parties de la Sibérie et de la Chine du Nord, où le commerçant peut être amené à fonder une maison, l'acclimatement est en général facile et les mesures à prendre contre le froid découlent des principes qui permettent de le combattre dans les climats tempérés.

Ces principes peuvent se résumer, en quelques lignes : la maison ne sera pas exposée au vent; elle possédera des murs épais, parfois doubles avec interposition d'un matelas d'air; les fenêtres, portes et ouvertures seront doubles aussi et munies de bourrelets. Le mode de chauffage par les grands poêles à la russe est à recommander.

Dans ces parages l'homme doit être pendant la saison froide entièrement couvert de fourrures, de la tête aux pieds. Les recherches de Bergonié (1) paraissent établir la nécessité de porter des vêtements doublés de peaux de bêtes. Parmi ceux-ci, celui qui possède le coefficient de résistance thermique le plus élevé, c'est-à-dire celui qui conserve le mieux la chaleur du corps est la pelisse de vison d'Amérique, poil en dedans, qui a l'inconvénient d'être très lourde (4. 200 grammes). Le coefficient de résistance thermique de cette pelisse atteint néanmoins plus du double de celui du mac-farlane, bleu très foncé, en tissu dit imperméable mais dont le poids n'est que de 1580 grammes. Sous les climats froids la nourriture doit être stimulante, c'est-à-dire dans la plupart des cas abondante; parfois l'usage de spiritueux à petites doses peut être indiqué.

II. *Pays tropicaux* — 1. *Mesures à prendre avant l'installation de la maison de commerce* L'installation d'une maison de commerce sous les climats tropicaux exige beaucoup d'informations. (2)

Avant le départ de France le commerçant s'entourera de renseignements précis sur la région où la maison de commerce doit être fondée. Il ne quittera l'Europe qu'après avoir amassé des documents suffisants sur le pays, ses ressources, ses avantages, ses dangers, ses habitants, etc., et n'hésitera pas, avant de fonder la maison, à se rendre sur place pour faire une étude préalable.

Il est indispensable de ne partir aux colonies et de n'y envoyer d'employés qu'après un examen médical spécial d'un médecin s'occupant d'hygiène et de pathologie coloniales. L'on doit faire examiner surtout :

(1) J. Bergonié. Société de Biologie. Réunion de Bordeaux du 2 février et du 2 mars 1894.

(2) Nous devons la plupart des indications qui suivent à M. le Professeur Raphaël Blanchard, Membre de l'Académie de Médecine et particulièrement à M. le Dr. R. Joly, de Bagnoles de l'Orne, Correspondant du Muséum de Paris.

l'appareil digestif, (y compris les dents)
les organes des sens,
l'appareil circulatoire (cœur et varices),
l'appareil respiratoire.

Contrairement à l'opinion générale, la tuberculose est très fréquente dans les pays chauds et sa marche y est très rapide.

Il est indispensable aussi de se munir de bonnes malles.

Les malles métalliques sont très recommandables parceque seules, elles mettent les objets de valeur à l'abri des rats, souris, termites, cancrelats, insectes divers, ainsi que de l'humidité. Une fois en place, elles sont les seules armoires sûres.

En route, le négociant continuera ses informations pour augmenter ses documents. Aux escales, il visitera les installations françaises et étrangères et notera les avantages qu'elles peuvent offrir. Il commencera à bord l'accoutumance à la vie coloniale; il n'usera pas des longs loisirs de la traversée pour trop manger et trop boire et arriver fatigué à sa destination, où il aura besoin de toute son énergie.

A l'arrivée, il se mettra de suite en relations avec les gens pouvant fournir des renseignements précis et sérieux; il repoussera les tentations de table, de jeu, de boisson.

2. *Installation de la maison de commerce.* Si la maison existe déjà, on ne peut que l'améliorer d'après les indications qui vont suivre. En cas d'insalubrité notoire, il ne faut pas hésiter à détruire pour reconstruire.

Si la maison est à créer, on peut envisager trois cas :

a) La maison de commerce est dans une ville complètement organisée.

b) La maison de commerce est dans un village ou une ville naissante.

c) La maison de commerce est une simple factorerie dans la brousse.

Dans les trois cas, les indications suivantes pourront servir de guide au commerçant.

a) *Emplacement.* Un certain nombre de facteurs devront déterminer le choix de l'emplacement.

Le premier est la nature du sol. La maison de commerce coloniale doit être construite sur un terrain qui sèche facilement, autant que possible sur une élévation. L'écoulement facile des eaux doit être assuré ainsi que l'aération. Si la maison est sur le bord de la mer, les fenêtres et les portes doivent être placées face au vent du large.

L'orientation à réaliser variera suivant les vents généraux et les vents locaux qui peuvent avoir une influence bienfaisante ou dangereuse au point de vue de la santé et de la sécurité (cyclones, tornades, etc.). D'une façon générale, la maison n'aura pas d'ouvertures sur les rivières, rizières ou marécages et sera exposée aux vents secs qui varient suivant les régions.

Il est bon de ne pas construire une maison au milieu d'une forêt épaisse dont le voisinage immédiat est dangereux à cause des animaux qu'elle peut renfermer (tigres, serpents, scorpions, caïmans, crocodiles, insectes, etc.).

Le voisinage de certaines espèces d'arbres comme les palétuviers et les manguiers est à redouter à un autre point de vue : leur feuillage touffu et sombre attire les moustiques.

Mais il faudra surtout se mettre en garde contre le paludisme. Lorsque l'emplacement de la maison sera choisi, avant de commencer la construction, le commerçant avisé se munira d'un filet à papillons, en gaze légère, analogue à ceux qu'emploient les enfants. Muni de ce petit appareil, il prélèvera à la surface des flaques d'eau petites ou grandes, avoisinant l'emplacement choisi,

une certaine quantité des matières qui surnagent. La récolte ainsi faite sera placée dans un flacon contenant de l'alcool à 50° ou 60° ou une solution de formol à 5 % au moins. Ce flacon sera rempli de papier de soie ou de préférence de papier glacé, pour éviter le ballottement. Il sera bouché, obturé hermétiquement à la cire ou à la paraffine, puis soigneusement étiqueté et adressé au médecin colonial le plus proche, ou bien *au laboratoire de parasitologie de la Faculté de Médecine de Paris* (professeur Blanchard). Il vaut mieux mettre peu d'insectes et de larves dans chaque flacon et envoyer plusieurs flacons.

Les produits ainsi recueillis peuvent contenir des œufs ou des larves de moustiques qui seront examinés et qui renseigneront sur la salubrité du lieu choisi.

Les moustiques sont, en effet, les agents de transmission d'un certain nombre de maladies exotiques graves (paludisme, filariose, fièvre jaune) et il est indispensable de s'en préserver.

Les fièvres paludéennes, si fréquentes dans les pays chauds, sont transmises non par tous les moustiques, mais par celui qu'on appelle Anophèles; ce moustique se distingue des autres par un corps élégant, des ailes tachetées, un dard long et épais; lorsqu'il se pose sur un plan quelconque son corps est presque perpendiculaire à ce plan. Il vole surtout la nuit et comme tous les moustiques, se cache dans les coins sombres, si bien qu'il peut passer inaperçu plusieurs jours si l'on se contente d'un examen superficiel.

La fièvre jaune, la filariose (elephantiasis des Arabes) sont imputables à d'autres variétés de moustiques. Aussi l'installation d'une maison de commerce dans un pays à moustiques est-elle toujours dangereuse, au moins dans une certaine mesure, chaque fois que l'étendue des cours d'eau ou des flaques d'eau avoisinantes rend tout pétrolage impossible.

C'est ainsi que dans les pays où existent des moustiques de la fièvre jaune, si les pétrolages sont impraticables, une épidémie peut éclater tout-à-coup et supprimer en quelques jours toute main d'œuvre, pour peu que les mesures préventives dont il sera question plus loin, ne soient pas prises pour protéger le personnel.

De toute manière, avant la construction, les flaques d'eau avoisinant l'emplacement choisi doivent être pétrolées dans un rayon de 500 mètres au moins. Ces pétrolages s'exécuteront à l'aide d'une pompe de jardin à air comprimé et l'on doit employer quinze centimètres cubes de pétrole par mètre carré d'eau. Les petites flaques peuvent être recouvertes de terre.

Il peut être utile aussi de planter à quelque distance de la maison certaines espèces d'arbres comme les eucalyptus, en particulier la variété *niaouli* de la Nouvelle-Calédonie. Ces arbres brisent le vent, filtrent l'air lorsqu'il vient d'une région marécageuse et sourtout arrêtent les moustiques.

Le voisinage de plantations de cannes à sucre et de cocotiers peut amener des rats, agents transmissibles de la peste.

Les plantations de cannes dans certains pays, (la Martinique, la Guadeloupe, Inde, etc.) peuvent, par leur voisinage, favoriser l'introduction de serpents dans les maisons.

Le voisinage de docks doit être évité, par crainte des émanations et des rats; celui des villages indigènes et des hôpitaux par crainte des épidémies.

Les plans de la maison de commerce doivent être élaborés de telle sorte que les divers bâtiments soient toujours isolés.

Ces constructions spéciales comprendront :

Maison d'habitation,

Docks,

Magasins de vente,
Communs,
Cuisine, (isolée surtout par crainte des incendies)
Logements des indigènes employés,
Cabinets d'aisance.

Les docks, communs, cuisine, logements des indigènes employés et cabinets seront placés *sous le vent* de la maison. Parfois il est agréable et même nécessaire d'avoir ses magasins en ville ou dans un lieu donné et d'habiter plus loin en un endroit où la question sanitaire seule peut être envisagée sans tenir compte des obligations commerciales.

b) *Matériaux de construction.* Les constructions peuvent être faites en pierre, en bois, en fer, en tôle ou en paille. Les pierres ou les briques, chaque fois que cela sera possible, serviront de matériaux de construction. Lorsqu'on emploie le bois il faut choisir les bois imputrescibles du pays, variables suivant les régions. A l'occasion les bois seront goudronnés ou blindés de plaques métalliques. Dans les contrées où les termites et autres insectes ne permettent pas l'emploi du bois, on emploiera le fer; mais on aura bien soin de le protéger contre l'oxydation par le minium et la peinture. La tôle gondolée galvanisée est très employée pour l'édification des parois et des toitures. Lorsqu'on se sert de cette matière, il est bon de la peindre extérieurement en blanc ou de la revêtir d'un lait de chaux. Les métaux ont l'inconvénient d'être conducteurs de la chaleur et de l'électricité; aussi le paratonnerre toujours utile sous les tropiques, devient-il indispensable lorsqu'on emploie la tôle pour la construction.

c) *Architecture.* Il faut toujours creuser un sous-sol ou mieux encore construire sur pilotis de bois ou de pierre suivant les cas.

Les pilotis offrent les avantages suivants :

Aération sous la maison,
Siccité des planchers,
Protection contre les infiltrations,
„ „ les inondations,
„ „ les rats,
„ „ les tremblements de terre.

Dans les pays où la peste éclate fréquemment, les pilotis doivent être recouverts de plaques de tôle qui empêchent les rats de grimper dans l'habitation.

Aux Nouvelles-Hébrides où les tremblements de terre sont fréquents, la construction sur pilotis s'impose.

Les murs doivent être épais ou munis de doubles cloisons à matelas d'air isolant. La maison de commerce possédera 2 étages : le rez de chaussée, toujours surélevé ne sera jamais habité ou du moins ne comprendra jamais les chambres à coucher : il est trop près du sol et des moustiques. On l'utilisera pour le magasin et le matériel de vente. Seul le premier étage servira à l'habitation. Il sera surmonté d'un 2e étage mansardé ou disposé en grenier qui fera matelas d'air. Dans les pays à pluies abondantes, le toit sera très incliné. Il doit de préférence être couvert en tuiles. Souvent on le construit en tôle galvanisée peinte en blanc et l'on recouvre parfois ce 1er toit d'un second toit de chaume fait avec des feuilles de bananiers ou de palmiers. Ces toits offrent le désavantage de servir de nids aux insectes et dans quelques cas aux serpents, mais ils protègent parfaitement contre la chaleur.

La maison coloniale est toujours entourée de vérandas qui sont employées contre le soleil et sous lesquelles on peut dormir au cours des nuits trop chaudes. Ces vérandas doivent être garnies de stores, de moustiquaires métalliques ou non.

L'entrée de l'air et de la lumière doit être facilitée de toutes les façons. Dans le but de l'appel d'air, les chambres seront munies de cheminées communiquant ou non avec le matelas atmosphérique compris entre les doubles parois des murailles.

Les maisons doivent être vastes; elle ne posséderont ni angles, ni recoins obscurs qui puissent servir de repaire aux moustiques et autres insectes. Les parois séparant les appartements seront mobiles comme dans les maisons japonaises. Les murs seront blanchis à la chaux; il est dangereux de les recouvrir de papier.

Le sol doit être, autant que possible, recouvert de carreaux, de pavés, de briques ou de dalles cimentées qu'on puisse facilement laver et sur lesquels ou puisse passer de temps à autres un lait de chaux ou quelques solutions antiseptiques.

d) *Mobilier.* Les meubles en métal sont indispensables dans les pays à termites. La mobilier doit être simple. Les tentures et rideaux seront prohibés. Les lits seront durs et entourés d'une moustiquaire. Les lits à sommier métallique sont excellents; la bourre de coco fait de bons matelas. Les chaises cannées *à jour* seront proscrites parce qu'elles ne mettent pas les fesses à l'abri des piqûres d'insectes. Seules les fauteuils et chaises de bois ou de métal seront utilisés.

3. *Précautions à prendre dans l'habitation contre la chaleur.* La maison sera blanchie extérieurement dans sa totalité.

Les fenêtres doivent être munies de stores ou de jalousies. Elle seront fermées au soleil, ouvertes à l'ombre. Outre la ventilation ordinaire, l'emploi d'éventails à mains ou électriques est à recommander. Il en est de même de l'usage de manches à vent divers, analogues à celles qu'on emploie sur les navires.

4. *Les ennemis de la maison. Moyens de les détruire ou de les écarter. — a) Moustiques* Les insectes contre lesquels il est nécessaire de prendre le plus de précautions sont les moustiques. Infectieux ou non, ils sont un des plus grands, sinon le plus grand fléau des pays tropicaux. « Pour s'en préserver, dit le Dr R. Joly, « une seule méthode est nécessaire et suffisante : empêcher les moustiques de « pénétrer dans les appartements. C'est relativement facile. Eviter de déposer « dans la chambre tout ce qui peut introduire des larves ou des adultes ; ne pas « leur fournir l'eau ou la simple humidité nécessaires à leur développement ; « enfin et surtout se barricader contre leur intrusion, en fermant ses portes et « ses fenêtres, dès que disparait le soleil ; ou mieux, en armant ces dernières de « cadres munis de toile métallique fine ou de gaze à moustiquaire laissant passer « l'air et point les insectes. La moustiquaire du lit devient ainsi superflue. » (1)

Les cadres de toile métallique en fil de fer galvanisé comptent parmi les plus pratiques et les fils qui les composent doivent être distants au plus de deux millimètres. Toutes les ouvertures de la maison doivent être munies de ces cadres. Ils doubleront les portes, seront rendus mobiles comme elles, à l'aide de charnières. Aux fenêtres ils seront immobiles et la toile métallique sera percée d'une lucarne pour tirer les volets. (2) Les moustiques sont attirés par la couleur noire. Ayez, dit le Dr Joly, des chaussures et des chaussettes noires, vous aurez les pieds et les jambes bien plus criblés de piqures que si vous portez des chaussettes et des souliers blancs. De même les vêtements cachous foncés ou bruns portègent moins des moustiques (comme d'ailleurs de la chaleur) que les vêtement blancs ou bleus.

(1) R. Joly. Souvenirs malgaches. Les moustiques. Archives de parasitologie IV, nº 2 p. 256, année 1901.

(2) Annales de l'institut Pasteur. 25 février 1904.

Les moustiques sont sensibles aux odeurs. Celle du poisson séché les attire. La musique agit sûrement sur eux. Si l'on joue d'un instrument à corde dans un appartement, tous les moustiques qui s'y tenaient cachés entrent en danse : et si la fenêtre est ouverte on en voit pénétrer du dehors.

Les plus redoutables sont les moins bruyants ; ce sont les femelles qui piquent seules, généralement. L'armature buccale de ces insectes est telle qu'ils sucent le sang à travers les vêtements. La couverture de laine réglementaire dans la Marine française et épaisse environ d'un centimètre, enroulée deux fois autour des jambes ne protège pas contre leurs piqûres.

Aussi pour garantir le visage, il ne faut pas hésiter à porter une voilette à mailles très serrées. Pour être efficace, ce voile, fixé sur le casque ou le chapeau doit être introduit inférieurement dans le col du veston, de façon à obtenir une fermeture hermétique, car les moustiques s'insinuent par les moindres orifices. Une barbe abondante est aussi une bonne protection.

Des vêtements amples, blancs de préférence, peuvent servir au même but. Les gants épais qu'on emploie dans le sud de l'Italie pour se préserver des piqûres, sont inutilisables dans les pays tropicaux où il faut travailler par 30° à 40° C. de chaleur.

Aussi quelque précaution qu'on prenne, on subit toujours un plus ou moins grand nombre de piqûres, qui fort heureusement, ne sont pas toutes dangereuses. Ne sont septiques et partant dangereuses que les piqûres provenant de moustiques ayant piqué des malades. Néanmoins ces piqûres sont désagréables et qu'elles soient infectieuses ou non, il est bon d'agir contre ces infimes mais douloureuses plaies. On appliquera sur la piqûre la mixture suivante, dûe au Dr. Joly :

Formol (solution 40 %)	15 gr		
Xylol	5 „		
Acide acétique	0 „	50 centigr.	ou mieux acétone 4 gr.
Baume de Canada	1 „		
Essence parfumée	q. s. pour parfumer.		

Aucune de ces substances prise isolément ne suffit. Pour appliquer la mixture, agiter vivement, et toucher la piqûre avec le bouchon, ou un petit tampon; laisser sécher.

Le soulagement est immédiat et l'on n'a jamais observé d'accidents par l'application de cette mixture même sur le visage.

b. Chiques. Puces. Punaises. Tiques. Dans les pays trop nombreux où vit la chique, on ne se débarrasse de ce parasite désagréable que par des lavages fréquents du sol.

Ces lavages font aussi disparaître les puces, si l'on a soin surtout de n'avoir dans l'habitation ni chien, ni chat. La poudre de pyrèthre est connue pour ses propriétés insecticides.

Les punaises seront détruites par des badigeonnages des murs au formol pur. Les trous à punaises seront injectés à l'aide d'une seringue rempli du même liquide antiseptique.

Dans quelques pays, certains acariens connus sous le nom général de tiques penètrent dans les habitations et piquent les individus. Leurs piqûres occasionnent des souffrances atroces et peuvent être très dangereuses. Elles ont inoculé parfois, dit-on, le bacille du tétanos. Pour se préserver contre ces animaux, les abords de la maison seront soigneusement déblayés. A. Reclus employait contre leurs piqûres une macération de tabac dans l'alcool. On emploiera avec plus d'avantages la mixture du Dr. Joly indiquée déjà contre les piqûres de moustiques.

c) Mites, termites, fourmis, cancrelats et mouches. Les mites sont plus nombreuses dans les pays tropicaux qu'en Europe. Elles seront éloignées au moyen du camphre et surtout par des pulvérisations d'essence de serpolet. Les fourrures et lainages seront préservés au moyen de savons arsenicaux.

Il est impossible de se défendre contre les termites autrement qu'en mettant les objets précieux (livres, etc.) à l'abri de leurs mandibules dans des caisses métalliques hermétiquement closes. Dans les régions où vivent des termites, rappelons que le mobilier et la maison entière doivent être métalliques.

La lutte contre les fourmis est très pénible et il arrive parfois que l'on est amené à leur céder la place. Elles sont attirées surtout par le sucre et les débris de nourriture qui doivent toujours être soigneusement enlevés après chaque repas. Lorsqu'elles sont nombreuses, il faut placer dans l'eau les sucriers et le lait. Le garde-manger doit avoir des pieds élevés qui trempent dans l'eau. Les fourmilières seront aspergées au moyen d'un pulvérisateur contenant 5 gr d'acide salicylique pour 1000 gr d'alcool.

Contre les cancrelats et cafards, on emploiera avec succès les pâtes phosphorées; contre les mouches on se servira des pièges, des fils englués japonais et du papier Moure.

d) Rats et souris — Scolopendres, scorpions, serpents. Les rats et souris sont extrêmement nombreux et très dangereux dans les pays tropicaux où ils sont les propagateurs de la peste. L'Institut Pasteur fournit contre certaines espèces de rats très fréquentes aux colonies un virus très actif qui les tue en grand nombre, le *virus de Danysz*. Contre les autres espèces, il faut employer les moyens habituels : mort-aux-rats, pièges, etc.

Les scolopendres, les scorpions, les serpents sont des hôtes accidentels de la maison coloniale : si l'on veut éviter leur présence dans l'habitation, il faut déblayer tout l'entourage immédiat de la maison.

Contre les piqûres des scorpions on emploiera les infusions de guaco (Mikania parviflora). Aux Indes, on applique sur la blessure la racine d'Achyrantes aspera préalablement macérée dans l'eau et l'on fait boire aussi au malade une certaine quantité de l'infusion.

Dans les jardins les bassins, les caisses d'eau à ciel ouvert seront évités, car les larves de moustiques y pullulent.

5. *Les amis de la maison.* Parmi les amis de la maison qu'il ne faut détruire sous aucun prétexte, viennent en premier lieu tous les lézards et particulièrements les margouillats, grands destructeurs d'insectes. Les libellules, les araignées jouent un rôle utile, car elles débarrassent la maison des mouches et des moustiques. Les mangoustes, les hérissons détruisent les rats et les serpents. Les serpents non venimeux débarrassent des rats.

Les oiseaux insectivores doivent être protégés. Les rapaces jouent aussi un rôle utile, car ils s'attaquent aux rats et font disparaître les détritus. Aux colonies, ces oiseaux sont désignés sous le nom général et symptomatique de charognards. Dans trop de régions, on ne compte que sur eux pour assurer le service des détritus.

6. *Dépendances de la maison de commerce coloniale.* Parmi les dépendances, il est nécessaire d'avoir jardin, potager, poulailler et s'il est possible, petite ferme. Ces dépendances et les fosses à fumier doivent être sous le vent de la maison d'habitation.

7. *Du vêtement.* L'hygiène du costume est une partie importante de l'hygiène tropicale. La laine et le coton doivent toujours être préférés à la toile pour la confection des vêtements qui seront ainsi composés :

Hommes. Pantalon et veste blanche en coton. Vêtements de drap ou de flanelle pour les soirées fraîches.
Femmes. Robe de chambre de mousseline, foulard ou tussor. Robe de flanelle pour le soir.
Bébés. Pas de maillot. Une brassière et une robe longue.

Tous ces vêtements doivent être légers et amples. Une ceinture de flanelle est indispensable dans les pays à refroidissements brusques. Dans la plupart des pays tropicaux, il est utile de changer de vêtements le soir, car les soirées sont fraîches.

Si l'on emploie des gants contre les moustiques, il faut se servir de gants très épais (gants de cheval). Les meilleures coiffures sont les casques et particulièrement les *salakos* analogues comme forme à nos chapeaux de curés et qui sont construits en liège léger. Lorsque le soleil n'est pas très dangereux, les feutres blancs et gris à larges bords peuvent être employés. Il est bon de les faire garnir d'une double coiffe, l'une rouge, l'autre verte, contre les insolations.

Pour les dames, il existe des chapeaux forme Bergère, en liège et coutil blanc qui constituent des coiffures élégantes qui peuvent se garnir.

Rappelons que pour les deux sexes les coiffures doivent être munies de voilettes utiles contre les moustiques.

Les chaussures doivent permettre la sudation, partant il faut proscrire les souliers vernis. Les souliers jaunes seront employés de préférence parcequ'ils sont les plus poreux. Il en est de même des souliers et brodequins en étoffe blanche. Si l'on doit circuler dans la brousse, il faut employer des bottes ou des brodequins, avec jambières. Il convient si l'on ne se sert que de brodequins, d'avoir soin d'introduire le bas du pantalon dans les chaussures. Cette simple mesure empêche la pénétration des insectes dangereux, des sangsues, voire des reptiles.

Pour le linge de corps, l'on doit, si l'on a l'habitude des gilets de flanelle, employer des gilets de flanelle de coton, gilets dits « de filet ou à jours ». Les caleçons et pantalons de femmes peuvent être de toile ou de madapolam, les chemises de batiste ou de tussor, les chaussettes et les bas, toujours blancs, doivent être en coton, de préférence en coton écru ou en fil d'écosse. Pour la nuit les pyjamas ou combinaisons en zéphyr, flanelle ou tussor sont très utiles.

Dans les pays à pluies abondantes, il est bon de se munir de vêtements imperméables, par exemple de ponchos en léger tussah ou en tissu de laine double. Ces vêtements doivent laisser libres les mouvements des bras et permettre l'entrée facile de l'air.

Les caoutchoucs ne sont pas pratiques; ils s'altèrent à la chaleur qu'ils conservent trop.

8. *Hygiène musculaire. Propreté corporelle. Hydrothérapie.* Au point de vue de l'hygiène musculaire, les exercices, le matin surtout, sont nécessaires :

Marche,
Cheval,
Tennis,
Chasse (sauf dans les marais et sans excès).

Les soins de propreté seront minutieux sous les tropiques. Les pieds seront lavés, examinés avec soin tous les jours et échiqués s'il y a lieu. Un tub froid doit être pris après les exercices. L'hydrothérapie est indispensable et du reste agréable.

9. *Alimentation.* — L'hygiene alimentaire qui doit être si rigoureuse en France, lorsqu'on veut conserver intacte la fonction digestive, demande dans les pays tropicaux des règles beaucoup plus étroites.

L'un des principaux repas de la journée devrait être fait au réveil et les conseils qui ont été donnés à ce sujet dans le chapitre *Hygiène du patron* auraient pu trouver leur place ici.

Les repas abondants, surtout le soir, sont dangereux dans les pays tropicaux au moins dans la grande majorité des cas. Le menu du soir devrait être composé d'une soupe ou d'un potage maigre épais, d'œufs ou de légumes. Il vaut mieux manger et boire fréquemment et en petite quantité que de faire des repas copieux ou de prendre trop de boissons à la fois.

Le commerçant sera sobre de toute alimentation excitante, c'est-à-dire mangera peu de viandes (2 fois par jour *au maximum* au repas du matin et de midi) ; il s'abstiendra des aliments épicés et des sauces qui préparent le terrain à la dysenterie et à l'abcès du foie. Il convient de surveiller à ce point de vue les cuisiniers chinois et créoles.

L'on ne mangera de légumes, salades, etc. que *cuits*, surtout en Extrême-Orient, à cause de la propagation des dysenteries, diarrhées, fièvres typhoïdes, ascarides, ténias, etc. dus à l'arrosage avec des matières fécales comme engrais.

En France, les fruits verts occasionnent tous les étés des diarrhées, des entérites cholériformes, etc. La saison des fruits verts (mangues vertes, etc.) des ananas, des oranges est dans beaucoup de pays tropicaux la saison du choléra, de la dysenterie. Il paraît bon de proscrire les fruits verts de l'alimentation et de manger peu de fruits crus en général.

L'eau filtrée bouillie, la bière coupée d'eau et non alcoolisée, et surtout les infusions légères de thé et de café sont recommandables comme boissons.

Il est insensé de consommer des apéritifs, des absinthes, de la bière, du champagne, etc., comme on le fait dans beaucoup de colonies, pour ne pas dire dans toutes; d'abuser de la glace, non seulement pour la boisson courante, mais pour absorber de l'alcool plus facilement (cocktails). Ce sont ces habitudes, repas et libations démesurées, qui font qu'un nombre énorme de coloniaux détruisent leur appareil digestif et leur cerveau. Ils sont alors obligés de regagner la France, où ils accusent les pays qu'ils viennent d'habiter, alors qu'ils sont eux-mêmes les propres auteurs de leurs maladies.

La sieste après les principaux repas est utile, mais sauf pendant les grandes chaleurs, ne doit pas être prolongée au-delà d'une heure.

10. *Travail physique et intellectuel.* Le blanc ne doit autant que possible, dans la plupart des colonies, que surveiller et diriger. Il est l'intelligence et l'indigène est la force. Aussi doit-on soigner et ménager les indigènes sans lesquels le succès de la maison de commerce est impossible.

La durée du travail doit toujours être moindre qu'en France. Des facilités seront accordées aux travailleurs pour la sieste. Ceux-ci cesseront le travail aux heures trop chaudes, ainsi que le matin et le soir aux heures des moustiques (du moins s'ils travaillent en plein air ou dans des maisons non protégées).

11. *Distractions. Sous les climats chauds, tous les excès quels qu'ils soient, sont fatalement suivis d'accidents.*

Lorsque l'on prend des bains de rivière, il faut songer aux caïmans, aux sangsues, aux moustiques qui donnent la fièvre, aux refroidissements brusques, aux insolations.

Lorsque l'on prend des bains de mer, il faut se méfier des bourbouilles, des

requins, des plaies occasionnées par des coquilles d'huitres et par le corail. Ces plaies sont longues à guérir, lorsqu'elles ne donnent pas le tétanos.

12. *Hygiène professionnelle propre à chaque commerce, à chaque industrie.* Il existe évidemment aux colonies une hygiène variable, comme en Europe avec chaque profession.

13. *Prophylaxie des principales maladies exotiques.* Les mesures qui ont été indiquées contre les moustiques préviendront les maladies suivantes :

Paludisme,
Fièvre jaune,
Filariose.

L'emploi de l'eau bouillie ou filtrée, avec les mesures qui ont été indiquées au paragraphe de l'alimentation préviendront :

Abcès du foie,
Dysenterie,
Bilharziose,
Choléra,
Fièvre typhoïde,
Diarrhées des pays chauds.

Les mesures préconisées contre les rats préviendront la peste.

Les soins individuels de propreté, l'hydrothérapie, le régime alimentaire et l'hygiène d'une façon générale préviendront les maladies de peau.

Le régime alimentaire préventif entravera les progrès de l'anémie.

Les mesures indiquées dans le paragraphe « installation de la maison de commerce coloniale » et celui du « costume » préviendront l'insolation.

Il est dangereux dans certains pays au milieu du jour de sortir sans ombrelle à double doublure, rouge et verte.

14. *Traitement des maladies exotiques.* Dès que l'on est malade, il faut appeler de suite un médecin. Si l'on en est éloigné, il faut acquérir des notions médicales élémentaires et surtout emporter avec soi un guide médical, un médecin de papier, comme on dit.

Les commerçants appelés dans les contrées tropicales n'ont pas besoin d'emporter une pharmacie importante. Seuls les médicaments suivants sont indispensables :

Antiseptiques { Acide phénique, Formol, Sublimé corrosif
Chlorhydrate de quinine.
Eau-de-vie alle mande(congestion cérébrale par coup de chaleur)
Ipéca (contre la dysenterie) { en poudre et en racines
Opium (sous forme de laudanum de Sydenham)
Sérums { antipesteux antistreptococcique antitétanique antivenimeux

L'on n'usera des sérums qu'en les confiant au médecin, mais il est bon d'en avoir à sa portée.

Il faut se droguer peu, sous les climats chauds comme sous les climats tempérés. L'on n'abusera pas des purgatifs.

On joindra à la pharmacie une petite trousse contenant :

Bistouri
Ciseaux
Pince à disséquer
Pince à forcipressure
Seringue de Pravatz

Quelques matériaux de pansements : bandes de gaze phéniquée et de tarlatane, gaze phéniquée, coton hydrophile, taffetas gommé et anglais, ouate dentaire cocaïnée devront être emportés et placés dans une boîte métallique.

Toutes les plaies seront nettoyées et aseptisées par crainte du tétanos, toujours fréquent aux colonies.

Il est bon de se munir d'un filtre système Pasteur (modèle de voyage) avec petite pompe à air. Mais le seul procédé certain de stérilisation est l'ébullition de l'eau ; c'est aussi le seul pratique.

Lorsqu'on est malade et que le mieux tarde trop à paraître, s'il n'existe pas de sanatorium à proximité, le rapatriement peut être indispensable.

Il faut établir préventivement un roulement régulier de rapatriement des patrons et employés, avec durée de sejour variable suivant la région. Pour ce roulement, on pourra se baser sur la durée de séjour colonial des fonctionnaires de l'Etat.

Table des matières contenues dans le second volume

MANUEL JURIDIQUE DU COMMERÇANT

Pages

INTRODUCTION 1

Notions élémentaires de droit civil

Titre I. DE LA CAPACITÉ JURIDIQUE
Mineurs — mineurs émancipés — interdits — personnes pourvues de conseils judiciaires — femmes mariées 6

Titre II. DES DIFFÉRENTS DROITS QUE L'ON PEUT AVOIR SUR LES OBJETS EXTÉRIEURS
Droits réels et personnels — biens corporels et incorporels — meubles et immeubles 11

Titre III. DES DROITS RÉELS EN PARTICULIER
Chap. I. Des divers droits réels: propriété — usufruit — usage — servitudes réelles 14
Chap. II. Des différents moyens d'acquérir la propriété : successions ab intestat — donations et testaments — conventions — prescription 16

Titre IV. DES DROITS PERSONNELS EN PARTICULIER
Chap. I. Des obligations en général — leurs différentes espèces — leurs modes d'extinction — règles sur la preuve 21
Chap. II. Des contrats en général — mécanisme de leur formation — leurs éléments essentiels — actions en nullité et en rescision 30

Pages

Chap. III. Des divers contrats en particulier
De la vente 34
Du louage 36
Du prêt 38
Du mandat 39
Du dépôt et du séquestre . . . 40
Des engagements qui se forment sans convention 40
Chap. IV. Des sûretés ou garanties qui preuvent assurer le paiement d'une créance. Sûretés données par la loi (privilèges — hypothèques légales — droit de rétention) — par un jugement (hypothèque judiciaire) — par une convention (cautionnement — gage — hypothèque conventionnelle) 42

De la manière de faire valoir ses droits — Notions d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure

Titre I. DES ACTIONS EN JUSTICE
Chap. I. Notions générales sur les actions en justici, les défenses, les exceptions 46
Chap. II. Notions d'organisation judiciaire et de compétence: juridiction civile (tribunaux civils d'arrondissements — référés — justices de paix) — juridiction commerciale — juridiction administrative — juridiction répressive 47

Pages

Chap. III. Notions de procédure devant les tribunaux civils et les tribunaux de commerce
De la demande et de son instruction — des divers jugements et des voies de recours dont ils sont susceptibles (des jugements par défaut et de l'opposition — des jugements en premier ressort et de l'appel — du pourvoi en cassation) — des effets des jugements (autorité de la chose jugée — exécution des jugements — exécution provisoire) 52
Chap. IV. Des moyens de terminer une contestation sans la porter devant les tribunaux (de la transaction — du compromis et de l'arbitrage) 58

Titre II. DES VOIES D'EXÉCUTION OU DE L'EXÉCUTION FORCÉE
Des saisies (saisie-exécution — saisie immobilière — saisie arrêt ou opposition — saisie gagerie — saisie revendication — saisie conservatoire) 59

Droit commercial

Livre Premier. DES COMMERÇANTS ET DE LEURS OBLIGATIONS
Titre I. Des actes de commerce (actes commerciaux par eux-mêmes ou à raison de la qualité de leur auteur) 69
Titre II. Des commerçants: définition — capacité de faire le commerce (mineurs — femmes mariées) — — obligations spéciales des commerçants (obligation de tenir des livres — obligation de publier le régime matrimonial) 68
Livre Deuxième. DE LA JURIDICTION COMMERCIALE. Élections aux tribunaux de commerce — compétence de ces tribunaux . . 73
Livre Troisième. DES SOCIÉTÉS.
Titre I. Notions générales — définition — différentes espèces de sociétés — publication des sociétés commerciales 79
Titre II. De la société en nom collectif 84
Titre III. De la société en commandite et spécialement de la société en commandite simple 87
Titre IV. Des règles communes à toutes les sociétés par actions: divers titres émis par les sociétés (actions, obligations, parts de fondateur) — perte ou vol des titres au porteur 89
Titre V. Des sociétés en commandite par actions 96

Pages

Titre VI. Des sociétés anonymes . 100
Titre VII. Des sociétés d'assurances et des tontines 106
Titre VIII. Des sociétés à capital variable 106
Titre IX. De la dissolution, de la liquidation et du partage des sociétés 107
Titre X. Des associations en participation 109

Livre Quatrième. DE CERTAINS CONTRATS COMMERCIAUX
De la vente commerciale 111
Du contrat de commission . . . 113
Du gage commercial et des magasins généraux 115
Du contrat de transport 118
Des Bourses d'effets publics et de marchandises — des agents de change — des courtiers . . . 123
Des opérations de banque . . . 125

Livre Cinquième. DES EFFETS DE COMMERCE
Titre I. De la lettre de change: formes et négociation de la lettre de change — provision, acceptation, aval — paiement ou non paiement de la lettre de change (protêt, recours) — déchéances encourues par le porteur négligent — prescription — lettres de change imparfaites 127
Titre II. Du billet à ordre et du billet à domicile 141
Titre III. Du chèque 141

Livre Sixième. DU DROIT MARITIME. — Renvoi 144

Livre Septième. DES LIQUIDATIONS JUDICIAIRES ET DES FAILLITES
Titre I. Des faillites 145
Chap. I. Déclaration de la faillite — ses causes — jugement déclaratif — effets de ce jugement dans l'avenir et dans le passé . 145
Chap. II. Du personnel de la faillite (juge commissaire — syndic — contrôleurs) 150
Chap. III. De la vérification et de l'affirmation des créances . . . 151
Chap. IV. Des divers droits qu'on peut avoir contre une faillite: revendications — créances privilégiées et hypothécaires . . . 152
Chap. V. Des différentes solutions de la faillite: concordat — concordat par abandon d'actif — union — Appendice: clôture pour insuffisance d'actif 153
Titre II. Des liquidations judiciaires 155
Titre III. Des banqueroutes et des autres délits commis en matière de faillite 157
Titre IV. De la réhabilitation . . 158

Pgaes

Propriété industrielle.

Titre I. INTRODUCTION 159
Titre II. DES BREVETS D'INVENTION.
Chap. I. Des inventions brevetables 160
Chap. II. De la demande et de la délivrance des brevets — formalités de la demande — délivrance des brevets — brevets secrets — publication et communication des brevets — durée des brevets et taxe à payer 163
Chap. III. Des perfectionnements apportés à l'invention brevetée, soit par le breveté lui-même (certificats d'addition et brevets de perfectionnement) soit par un tiers 167
Chap. IV. De la transmission des brevets 168
Chap. V. Des nullités et des déchéances en matière de brevets 169
Chap. VI. De la contrefaçon et des autres débits commis en matière de brevets 171

Pages

Chap. VII. Des droits des étrangers 173
Titre III. DES SECRETS DE FABRIQUE 174
Titre IV. DES DESSINS ET MODÈLES DE FABRIQUE 175
Titre V. DE LA PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE . . 179
Titre VI. DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE leur nature et leurs caractères essentiels — propriété et dépôt de la marque — répression des usurpations et des autres délits commis en matière de marques — timbrage et poinçonnage des marques — droits des étrangers 182
Titre VII. DU NOM COMMERCIAL noms de fabricants et de localités — fausses indications de provenance — droit des étrangers . . 190
Titre VIII. DE LA PROTECTION DES RÉCOMPENSES INDUSTRIELLES 196
Titre IX. DE L'ENSEIGNE . . . 197
Titre X. DE LA CONCURRENCE DÉLOYALE 198

LE TRAVAIL

Capital et Travail

Causes générales des conflits . . 203
Le Capital et le Travail au XIXe siècle 204
Les conflits au point de vue ouvrier 205
Les conflits au point de vue patronal 207
Intervention des pouvoirs publics 208

Travail et Salaire

CONTRAT DE TRAVAIL 212
Durée du Contrat de Travail . . 212
Preuve du contrat 212
Résiliation du contrat 213
Certificat du patron 213
Période d'instruction militaire . . 213
Contrat collectif de Travail . . . 213
Marchandage 214
Sweating System 214
SALAIRES 215
Salaire minimum 216
Paiement du salaire. — Salaire en argent 216
Salaire en nature. — Truck system 216
Amendes et Retenues 216
Privilèges du Salaire. — Ouvrier et employé 217
Gens de service 217
Saisie-arrêt sur les salaires . . . 217
Procédure de saisie-arrêt 218
PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES 218
CONTRAT D'APPENTISSAGE . . 219
Formes du contrat 219
Conditions pour être apprenti . . 220
Conditions pour recevoir des apprentis 220
Obligations des maîtres 220
Obligations de l'apprenti 220
Résolution du contrat 220
Détournement de l'apprenti . . . 221
Juridiction compétente 221
Contraventions 221
MARCHÉS 222
Conditions du travail dans les marchés de l'État, des départements, des communes et des établissements publics 222
Cahiers des charges 222
Dérogations 223
Constatation du salaire 223
PLACEMENT 223
Bureaux de placement 224
Bureaux de placement gratuits . 224
Bureaux municipaux de placement 224
Bourses du travail 225
Syndicats 225
Compagnonnage 225
Sociétés de secours mutuels . . . 225
Sociétés diverses 225
Bureaux de placement payants. . 226
Rétribution due au placeur . . . 226
Surveillance des bureaux de placement 226
Bureaux de placement interdits . 226
Dispositions spéciales aux départements de la Seine et du Rhône 226
Pénalités 227

Pages

Réglementation du Travail

HISTORIQUE 228
Travailleurs de l'Industrie . . . 228
Protection des Travailleurs du commerce 229
TRAVAIL DES ADULTES 229
Lois et règlements 229
Adulte 229
Durée de la journée de travail . . 229
Réduction de la durée de la journée de travail 229
Augmentation de la durée de la journée de travail 230
Formalités à remplir pour obtenir la faculté d'augmenter la durée du travail effectif journalier . . . 231
Pénalités 232
Réduction et remise des amendes 232

Travail des enfants, des filles mineures et des femmes

Lois et Règlements 232
Durée du travail 233
Etablissements soumis aux obligations de la loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes 233
Exceptions 233
Age minimum des enfants . . . 233
Examen médical des enfants . . 233
Modèle de certificat d'aptitude physique 234
TRAVAIL DE NUIT 234
Interdictions 234
Dérogations 234
Veillées 234
Travail de nuit permanent . . . 234
Travail de nuit temporaire . . . 235
Observation importante 236
Formalités 236
Mines, Minières et Carrières . . 236
Théâtres, cirques etc. 237
Repos hebdomadaire 237
Jours fériés 237
Exceptions 237
Formalités 239
Travail par relais et par équipe . 239
Etablissements de bienfaisance . 239
Livrets et registres 239
Pénalités 240
Récidive 240
Obstacle à la mission de l'inspecteur 240
Responsabilité civile des patrons . 240

Hygiène et sécurité des Travailleurs

Lois et règlements 241
Etablissements soumis aux lois d'hygiène et de sécurité . . . 241
Exceptions 241

Pages

Travaux interdits aux femmes, filles et enfants 241
Travaux contraires aux bonnes mœurs 241
Travaux pénibles ou dangereux . 242
FARDEAUX 255
Etablissements commerciaux . . 256
LES SIÈGES POUR LES FEMMES DANS LES ETABLISSEMENTS COMMERCIAUX 256
Pénalités 256

Précautions à prendre

I. MESURES DE SÉCURITÉ . . . 257
II. MESURES D'HYGIÈNE ET DE SALUBRITÉ 258
Nettoyage 259
Emanations 259
Ecoulement des eaux résiduaires . 259
Ventilation 259
Cabinets d'aisance 259
Aération 260
Evacuation des poussières et des gaz 260
Repas du personnel 260
Dispenses permanentes ou temporaires 261

Couchage du personnel

DORTOIRS 261
Cube d'air 261
Hauteur 261
Plafonds 261
Sol 261
Murs 262
Literie 262
Nettoyage 262
Lavabos 262
Emanations diverses 262
Affectation des dortoirs 262
Gardiens de nuit 262
Délai d'exécution des travaux relatifs au couchage 263
Affichage 263
Dispositions spéciales à certaines industries 263
Appareils à vapeur 263
Contraventions et pénalités . . . 263
INSPECTION DU TRAVAIL . . . 265
Attributions 265
Circonscriptions 265
TEXTES A AFFICHER DANS LES ATELIERS ET MAGASINS . . 267
I. Etablissements employant des adultes 267
II. Etablissements employant des femmes et des enfants . . . 267
III. Ouvroirs, orphelinats, établissements de bienfaisance ou de charité 267
IV. Etablissements commerciaux . 268

Pages

REPRÉSENTATION, ORGANISATION ET JURIDICTION PROFESSIONNELLES

Syndicats professionnels . . . 269
Définition 271
Formation 271
Recrutement 271
Formalités 271
Union de syndicats 272
Personnalité civile des syndicats . 272
Caisses de secours et de retraites 272
Des syndicats 273
Attributions diverses 273
Pénalités 273
BOURSES DU TRAVAIL 273
COALITION. — Grève. — Lokout . 274

Conciliation et arbitrage . . . 275
I. DE LA CONCILIATION. — Comité de conciliation 275
Réunion du Comité 276
Chez le Juge de Paix 277
II. DE L'ARBITRAGE. Les arbitres 278
III. DU DROIT D'INITIATIVE DU JUGE DE PAIX EN CAS DE GREVE 279
IV. SANCTION DES DÉCISIONS . 280

Conseils de prud'hommes . . 280
Attributions 280
Législation 281
Création. — Fonctionnement . . 281
Président 281
Bureaux 281
Election des membres 282
Opérations électorales 283
Justiciables 283
Compétence 284
Objet des litiges 284
Attribution des prud'hommes en matière de police 284
Procédure et voies de recours. — Conciliation et jugement . . . 284
Appel 285
Des jugements par défaut et des oppositions à ces jugements . . 285
Récusation des prud'hommes . . 286
Inspection 286
Juge de paix 286
Tribunal civil 286
Tribunal de commerce 286
CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL 287
Attributions 287
Composition 287
Composition de la Commission permanente 288
Groupes professionnels 288
Eligibilité 289

Pages

CONSEILS DU TRAVAIL 289
Organisation 290
Mode de nomination. — Liste électorale. — Elections 290

Commissions et comités . . . 291
Commission supérieure du travail dans l'industrie 291
Commissions départementales . . 291
Comités de patronage 291
Commission d'hygiène industrielle 291

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Législation 292
Risque professionnel 292
Industries assujetties 292
Etablissements non assujettis . . 294
DÉCLARATIONS D'ACCIDENTS . 294
1° Etablissements non assujettis . 294
2° Etablissements assujettis . . . 295
Formule de déclaration 296
Dépôt de certificat médical . . . 296
Récépissé de déclaration d'accident 297
Récépissé de certificat médical . 297
Contraventions 298
Indemnités 298
Frais médicaux et funéraires . . 299
Remplacement des rentes par un capital 299
Suspension du service de la rente 299
Majoration et réduction de la rente 299
Suppression de la rente ou des indemnités 300
Salaire de base 300
Salariés étrangers 300
Prescription 300
Action en revision 300
Le patron prévoyant doit s'assurer 300
Liste des sociétés d'assurances . 301
Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents 302
Cas d'un chef d'entreprise non assuré 303
Garantie et assurance 304
Procédure 304
Action contre les tiers auteurs de l'accident 305
Affichage de la loi sur les accidents 305

INSTITUTIONS SOCIALES

Sociétés de Secours mutuels . 306
Définition 306
Composition 306
Conditions d'établissement . . . 307
Fonctionnement 307
Union de sociétés de secours mutuels 307
Incessibilité et insaisissabilité des secours 308
DIVERSES CATÉGORIES DE SOCIÉTÉS 308
Sociétés libres 308

Pages

Sociétés approuvées 308
Sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique . . 309
Conseil supérieur de la Mutualité 309

Caisses de secours et de retraites 310
Emploi des sommes versées . . . 310
Dépôts à la Caisse des Dépôts . 310
Droits de gage 310
Restitution des versements . . . 310
CAISSES DES CHEMINS DE FER 311

Caisses d'Epargne 311
Historique 311
Fonctionnement 311
Placement des fonds 312
Livret des déposants 313
Remboursement à vue 314
Prescription 314
Commission supérieure 314
CAISSE NATIONALE D'EPARGNE 315
Monopole du titre «Caisse d'épargne» 315

Sociétés coopératives 315
SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION 315
SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE PRODUCTION 316
SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT 316
LÉGISLATION 316

Habitations ouvrières 316
Comités des Habitations à bon marché 317
Maisons auxquelles s'appliquent les avantages concédés par la loi . 317
Avantages concédés par la loi . . 318
Commission supérieure 318
Formalités à remplir 318

Pages

Assurance 319
Constitution de Sociétés 320

Assurance 321
ASSURANCES SUR LA VIE . . . 321
Assurances contre l'incendie . . . 323
Police d'assurance 323
CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE . . 324
Objet 324
Versements 324
Liquidation immédiate de la rente en cas de blessures ou d'infirmités entraînant une incapacité absolue de travail 325
Bonification des rentes liquidées par anticipation 325
Majoration des rentes viagères . . 326

Caisses nationales d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents 326
CAISSE D'ASSURANCES EN CAS D'ACCIDENTS 326
CAISSE D'ASSURANCES EN CAS DE DÉCÈS 326
Assurances collectives en cas de décès 327
Assurances mixtes 327
Assurances temporaires relatives aux habitations à bon marché . 327

APPENDICE

Algérie 328
CONSEILS DE PRUD'HOMMES . 328
CAISSES D'ASSURANCES 329
ARBITRAGE 329
CAISSE D'EPARGNE 329
SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS 329
PROTECTION DES TRAVAILLEURS 329

ARITHMÉTIQUE COMMERCIALE

Pages

Addition 333
Soustraction 334
Exercices d'addition et soustraction 336
Multiplication 338
Table de multiplication 337
Preuve par 9 337
Etude spéciale de quelques facteurs particuliers 340
Multiplication par 11 340
Multiplication par 15 341
Multiplication par 25 341
Multiplication par 125 342
Multiplication par un nombre dans lequel figure un groupe de chiffres formant un multiple d'un facteur déjà employé 343

Pages

Produit de deux nombres terminés par 5 344
Multiplication par un nombre voisin d'un nombre rond tel que 10, 100, 1000, etc. 345
Multiplication par un nombre de 2 chiffres, sans détail de produits partiels 346
Produit d'un nombre quelconque par un facteur de 2 chiffres . . 347

Division 348
Abréviations et simplifications de la division 349
Division par 15, 25, 75, 125 et multiples 350
Caractères de divisibilité 352

Pages

Fractions ordinaires et fractions décimales 352
Principes généraux; simplification des fractions 353
Réduction des Fractions au même dénominateur 354
Addition et Soustraction de Fractions 354
Multiplications des Fractions et expressions fractionnaires . . . 355

Fractions décimales 356
Conversion de fractions ordinaires en fractions décimales et réciproquement 357

Règle de Tant pour Cent et de Tant pour Mille 359
Exercices sur les Questions de Tant pour Cent 361

Système métrique 363
Principales formules relatives à la mesure des surfaces 366
Principales formules pour la mesure des volumes 367
Formules approximatives pour le jaugeage des tonneaux 367

Poids et Mesures de pays étrangers 368
Angleterre 368
Russie 369
Turquie 370

Systèmes monétaires des principaux Etats 370
France 370
Poids des pièces d'argent et d'or 371
Rapport entre les valeurs de l'or et de l'argent 371
Estimation et négociation des monnaies et matières précieuses, d'or et d'argent 371
Allemagne 373
Angleterre 373
Autriche-Hongrie 374
Etats Scandinaves : Danemark, Suède, Norwège 374
Hollande 374
Portugal 375
Russie 375
Turquie 375
Etats-Unis — Mexique — Brésil . 375
Régence de Tunis. — Egypte . . 376
Indes Anglaises. — Indo-Chine française — Chine — Japon . 376

Pages

Exercices sur les mesures et monnaies anglaises 377
Grandeurs proportionnelles. Règles de Trois 379
Règles de Trois 386
Règle de Chaine 381
Répartitions proportionnelles 385
Applications 387
Intérêts et escomptes 388
1. Le temps est calculé en années 389
2. Le temps est calculé en mois . 390
3. Le temps est calculé en semaines 390
4. Le temps est calculé en jours . 390

Méthodes de la Banque et du Commerce pour les calculs d'intérêts, lorsque le temps est exprimé en jours 391
Méthode des nombres et diviseurs 391
Méthode des parties aliquotes . . 392
Applications numériques 393
Calculs d'intérêts sur valeurs étrangères, et spécialement sur valeurs anglaises 394
Problèmes généraux sur les intérêts 396

Escomptes 397
Escompte des effets de commerce. — Applications numériques . . 398
Exemples d'escompte rationnel . 399
Application numérique 400

Valeur à une date fixée de capitaux payables à différentes échéances. — Bordereaux d'escompte 401
Echéance moyenne 401
Règles de Société 402
Changes étrangers 405
Cote des changes 406
Applications numériques 409
Cours au pair. — Sold points théoriques 409
Papier ou métal? — Sold points pratiques 410
Payer — Recouvrer : REMISE OU TRAITE? 411
Parités entre deux places 413
Parités entre la France et l'Angleterre 413
Parités entre la France et l'Italie . 413
Parités entre la France et l'Espagne 413
Parités entre la France et la Russie, etc. 414
Problèmes 415
Tables numériques de Parités 418

HISTOIRE DU COMMERCE

Les origines du commerce
Antiquité et moyen-âge. 425
Le commerce au début du seizième siècle. 425

Usages et règlements du commerce du XVI^e^ au XIX^e^ siècle 431
Le commerce français au XVI^e^ siècle 440

Pages

Le commerce français au XVII^e siècle 447
Le commerce français au XVIII^e siècle 457
Le commerce français dans le première moitié du XIX^e siècle,
l'ère protectionniste 465

Pages

Le commerce français dans la seconde moitié du XIX^e siècle
I. L'ère libérale 472
II. Retour au protectionnisme . 474
Organes du commerce contemporain 479

HYGIÈNE

Pages

Hygiène du Commerçant en France 491
Hygiène du patron 491
Hygiène de la maison de commerce 495

Pages

Hygiène des employés 499
Hygiène du Commerçant aux colonies 506

Rectifications

page 30, lire « *Le contrat*, dit l'article 1101, *est une convention par laquelle une ou « plusieurs personnes s'obligent envers une ou plusieurs autres à donner, à « faire ou à ne pas faire quelque chose.* »
page 443, lire *conto corrente.*


FERVET OPUS